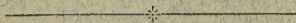


L'EUROPE
ET LA
RÉSURRECTION DE LA SERBIE
(1804-1834)

THÈSE
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
GRÉGOIRE YAKSCHITCH



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552823_0002

L'EUROPE

ET LA

RÉSURRECTION DE LA SERBIE

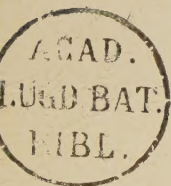
(1804-1834)

L'EUROPE
ET LA
RÉSURRECTION DE LA SERBIE
(1804-1854)

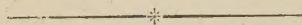
THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR



GRÉGOIRE YAKSCHITCH



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1907

A LA MÉMOIRE

DE

MON PÈRE

A MA MÈRE, A MON ONCLE

AVANT-PROPOS

Je me suis proposé d'exposer l'histoire de la lutte soutenue au début du xix^e siècle par le peuple serbe contre l'Empire ottoman, afin de reconquérir sa liberté perdue depuis le xv^e siècle. J'ai voulu plus particulièrement montrer l'attitude de la Porte et des grandes puissances vis-à-vis de ce peuple renaissant.

Ce même sujet, ou à peu près, a déjà été traité par des maîtres éminents : Léopold Ranke¹, en Allemagne; Nil Popof², en Russie; Saint-René Taillandier³, en France, pour ne citer que les plus connus⁴. Leur mérite est trop bien établi pour qu'on ait besoin d'y insister. Pendant plus d'un demi-siècle leurs œuvres ont tour à tour rendu de très grands services à la science et au public européen; mais elles ont vieilli peu à peu, et depuis bien des années déjà elles ont cessé de satisfaire aux exigences de la science historique contemporaine.

C'est en effet que Ranke, Taillandier et Popof lui-même n'ont eu à leur disposition qu'un nombre restreint

1. RANKE (Léopold). *Die serbische Revolution. Aus serbischen Papieren und Mittheilungen*. Hamburg, 1829, in-8°. La dernière (5^e) édition de cet ouvrage a paru en 1879, à Leipzig, sous le titre *Serbien und die Türkei im neunzehnten Jahrhundert*.

2. POPOF (Nil). *Rossia i Serbia. Istoritcheski otcherk rouskova pokrovitelstva Serbii, s 1806-1858* (La Russie et la Serbie. Esquisse historique de la protection russe de la Serbie de 1806 à 1858). Moscou, 1869, in-8°, 2 vol.

3. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. *La Serbie au xix^e siècle. Kara-Georges et Milosch*. Paris, 1871, in-16, 2^e éd., 1875.

4. Je ne cite pas ici l'ouvrage de l'éminent historien serbe St. Novakovitch, intitulé *Vaskrs državé srpské* (La résurrection de l'État serbe). Belgrade, 1904, in-12, parce qu'il n'embrasse que la période de 1804 à 1815.

de documents authentiques. Les documents serbes leur ont fait défaut, en sorte que la plus grande partie de leur œuvre repose sur des récits des contemporains et principalement sur ceux de Vouk Stephanovitch Karadjitch, le célèbre rénovateur de la littérature serbe. Au reste, les documents serbes manquent encore aujourd'hui et manqueront sans doute toujours : en effet, les archives serbes de l'époque n'existent plus; elles ont été en partie perdues, en partie brûlées. L'archiprêtre Nénadovitch, dont nous aurons souvent à citer les précieux *Mémoires*, raconte qu'en septembre 1813, au moment où les troupes turques approchaient de Belgrade, quand les chefs serbes désespérés se préparaient à se réfugier en territoire autrichien, son oncle Jacob Nénadovitch procéda dans les Archives du Sénat à un triage des documents les plus importants. Ces documents furent enfermés dans deux tonneaux qu'il expédia à Zabréj : on devait les faire passer en territoire autrichien comme « eau-de-vie ». Le triage achevé, Nénadovitch fit incendier le palais du Sénat¹. Les tonneaux « archives ambulantes » n'ayant jamais pu être retrouvés, et le palais du Sénat ayant été totalement détruit par le feu, on peut dire qu'il ne resta rien des archives serbes de 1805 à 1813.

Toutefois, un certain nombre de pièces échappèrent à l'eau et au feu : ce sont celles qui, soit par hasard, soit pour les besoins du service, se trouvaient, au moment du désastre, entre les mains des chefs serbes; ou celles encore qui avaient été recopiées par des personnes qui s'intéressaient à l'histoire nationale.

Mais ici encore nous avons des pertes à déplorer. Les Serbes d'alors faisaient l'histoire; ils ne songeaient pas à l'écrire; en sorte que personne ne pensait à recueillir les documents dispersés, excepté l'archiprêtre Nénadovitch. Ce fut seulement après 1857 qu'une première ten-

1. NÉNADOVITCH (Mathieu); *Memoari* (Mémoires), 2^e éd. Belgrade, 1895, p. 238.

tative fut faite en ce sens. Le savant jurisconsulte Jean Hadjitch venait d'arriver à Belgrade où le gouvernement serbe l'appelait pour rédiger un Code civil. Très instruit, il avait du goût pour l'histoire et savait apprécier la valeur des documents officiels. Pendant son long séjour en Serbie, vivant journellement avec les personnages importants qui avaient pris part à la lutte contre les Turcs, il recueillit et nota soigneusement leurs récits. En même temps il acheta tous les papiers, originaux ou copies, qu'il put trouver chez des particuliers et en fit une importante collection, dont une partie fut publiée en 1844¹. Il se proposait de classer et de publier tout le reste quand survint la révolution hongroise. Les Serbes de Hongrie étant entrés en conflit avec les Magyars, la ville de Neusatz fut pillée et incendiée en 1849 et tous les papiers de Hadjitch périrent dans le désastre².

Les documents qui se trouvaient encore en possession de quelques familles n'eurent pas un meilleur sort. Tout récemment encore les archives de Joannice Djouritch, secrétaire de Kara-George, puis secrétaire du Sénat serbe, qui contenaient plus de cinq cents pièces, lettres, comptes et autres documents en originaux ou copies, furent brûlées en 1897, par la faute de ses héritiers³.

On pourrait citer bien d'autres faits semblables. Mais ce que nous avons dit suffit pour prouver que le plus grand nombre des documents d'origine serbe, concernant l'histoire de la Serbie de 1804 à 1815 sont perdus sans retour. Ceux qui ont échappé à la destruction, grâce surtout aux soins de l'archiprêtre Nénadovitch, ont été publiés en grande partie dans différents ouvrages

1. *Goloubitsa s tsvétom knijěstva srbskog*. (La colombe avec la fleur de la littérature serbe), V, 1843 et 1844. Belgrade, 1844, in-16, 127-518.

2. HADJITCH (JEAN), *Oustanak srbski pod Kara-Giorgiēm*. (L'insurrection serbe sous Kara-George). Neusatz, 1862, t. I, p. III-IV.

3. PÉTROVITCH (Mita), *Finansiē i oustanovē obnovliēnē Sribē* (Finances et institutions de la Serbie ressuscitée). Belgrade, 1897, t. I, p. XXIII.

et dans des périodiques serbes. Les lecteurs les trouveront indiqués dans la *Bibliographie*.

Mais ce ne sont pas seulement les documents serbes qui ont manqué à Ranke, à Popof et à Taillandier. Ils n'ont connu qu'en très petit nombre les documents si abondants et si importants que renferment, sur la révolution serbe, les archives des grands États et spécialement les archives de Russie, d'Autriche et de France.

Dans de pareilles conditions, quel que fût le talent des auteurs, leurs œuvres incomplètes ne peuvent plus aujourd'hui nous suffire.

Mon travail a été conçu et exécuté dans des circonstances tout à fait différentes. J'ai consulté d'abord tous les documents d'origine serbe et tous les documents d'origine étrangère publiés soit avant, soit après l'apparition des travaux de mes prédécesseurs. Ces documents sont si nombreux qu'on en pourrait former un recueil très volumineux. Puis j'ai fait des recherches personnelles dans les archives de Paris, particulièrement au *Ministère des Affaires étrangères*, où j'ai pu retrouver beaucoup de pièces importantes et inédites. En même temps, j'ai eu la bonne fortune de découvrir dans les archives de la *Bibliothèque Polonaise*, à Paris, un grand nombre de documents diplomatiques d'origine russe, enlevés en 1850 par des insurgés polonais au palais de Varsovie et transportés en France. Ces documents *inédits* sont presque aussi nombreux que les documents publiés et ne formeront pas un moindre recueil.

Les résultats de ces recherches m'ont permis de suivre une toute autre méthode d'exposition que mes éminents prédécesseurs. Tandis qu'ils ont composé leurs œuvres surtout d'après la tradition et les dires des contemporains, je me suis servi *uniquement* des documents. Ces documents, je les ai toujours soumis à une critique rigoureuse, et ce travail fait, j'ai pris soin de m'écarter le moins possible de leur sens, en les laissant très souvent

parler eux-mêmes dans le texte. Quant aux dires des contemporains et aux affirmations des historiens, je ne m'en suis servi que lorsque les documents authentiques manquaient totalement. Cette méthode, je l'ai suivie si rigoureusement que des chapitres entiers de mon travail ressemblent plutôt à une simple suite d'incidents qu'à un exposé historique. Mais j'ai préféré écrire de cette façon plutôt que de sacrifier l'exactitude des faits à la facilité de la démonstration. Il arrive ainsi qu'un grand nombre de faits se présentent dans ces pages tout autrement que dans les ouvrages antérieurs. J'ai évité de souligner ces différences pour deux raisons : d'abord, parce que j'ai pensé que les spécialistes les reconnaîtraient facilement ; puis, parce que je désirais ne pas donner à mon travail le caractère d'un ouvrage de polémique. Partout où je l'ai cru nécessaire, j'ai indiqué les sources. Je n'ai pas voulu multiplier les références, mais je puis dire qu'il n'y a pas une seule affirmation que je ne sois à même de justifier par des textes irréfutables.

Ma méthode d'exposition diffère aussi de celle de mes prédécesseurs. Tandis qu'ils ont souvent traité en chapitres séparés des questions différentes, j'ai toujours exposé les événements dans leur ordre historique et chronologique, suivant leur évolution dans leur enchaînement réel, en m'efforçant de rattacher toujours l'effet à la cause.

Enfin, je me suis fait une règle d'exposer simplement les faits tels que les documents étudiés les révèlent, sans ajouter aucune réflexion, sans porter aucun jugement, sans tirer aucune conclusion. Tout jugement et toute conclusion seraient, à mon avis, actuellement prématurés : ils le seront jusqu'au jour où tous ceux des documents serbes qui ont pu échapper à la destruction auront été retrouvés et publiés, jusqu'au jour où toutes les archives étrangères, et particulièrement celles de Vienne, de Moscou, de Saint-Pétersbourg et de Lon-

dres auront pu être explorées comme j'ai exploré celles de Paris. Alors, et alors seulement, les historiens pourront porter un jugement éclairé et impartial sur l'histoire de la résurrection de la Serbie.

Bien des personnes, tant en France qu'en Serbie, m'ont rendu service au cours de mon travail. La liste en serait trop longue pour que je puisse les nommer toutes. Que chacune d'elles veuille bien prendre ici sa part dans l'expression collective de la très vive gratitude à laquelle ils ont droit et que je leur garde. Mais il en est une dont la bienveillance, les encouragements, l'amitié m'ont seuls rendu possible l'achèvement de mon travail et à qui je dois une gratitude toute particulière : j'ai nommé *M. Albert Malet*, professeur agrégé d'histoire et de géographie au lycée Louis-le-Grand. Je lui offre ici l'expression de ma reconnaissance la plus profonde et la plus émue.

L'EUROPE

ET LA

RÉSURRECTION DE LA SERBIE

INTRODUCTION

Coup d'œil sur l'histoire des Serbes depuis leur établissement dans la péninsule balkanique. — Étienne Nemanja et la formation du premier État serbe (1170). — Le tsar Douchan le Fort et l'empire serbe (1345). — Émancipation de l'église serbe et création du patriarcat d'Ipek (1345). — Décadence de l'empire. — Invasion turque et le désastre de Maritsa (1371). — Le prince Lazare Hrebélanovitch. — La Bosnie, royaume serbe. — Kossovo (1389). — Chutes successives des États serbes (1457-1498).

Régime turc dans les pays serbes. — Administration politique. — Le droit musulman et les terres conquises. — Distribution des terres aux spahis. — Conversion des propriétaires serbes en Bosnie-Herzégovine. — Charge des paysans serbes au XVIII^e siècle. — Indiscipline des janissaires et institution des tchitlouks.

Conséquences du régime turc. — Haïdouks et Uscoques. — Émigration des Serbes en Hongrie. — Exploits des Serbes de Hongrie, leur organisation. — Nouvelle émigration des Serbes en Hongrie (1689). — Despote Georges Brankovitch. — Privilèges des Serbes de Hongrie (1690). — Pierre-le-Grand et les Serbes du Monténégro. — Traité de Passarowitz et administration autrichienne en Serbie (1718-1739). — Nouvelle guerre austro-turque et nouvelle émigration des Serbes en Hongrie (1737). — La Serbie retombe sous la domination turque (1739). — Suppression du patriarcat serbe d'Ipek (1764). — Nouveaux privilèges des Serbes de Hongrie. — Accord austro-russe de 1782. — La Serbie dans le projet austro-russe de partage de la Turquie. — Nouvelles guerres russo-turque et austro-turque. — Soulèvement des Serbes de Turquie. — Kotchina Kraïna (1788). — Corps francs serbes. — Mort de Joseph II et réaction de l'Europe contre la politique austro-russe. — Politique de la Prusse et déclaration de Reichenbach (1790). — Armistice austro-turc; le principe du statu quo. — Indignation des Serbes de Turquie contre l'Autriche. — L'archimandrite Étienne Yovonovitch et ses efforts pour obtenir en faveur de la Serbie l'autonomie à la façon de la Valachie et de la Moldavie. — Traité de Sistova (4 septembre 1791).

La Serbie (pays serbe, État serbe) était peu connue dans l'Europe occidentale avant le XIX^e siècle. Cela tient principalement, sans doute, à sa position géographique. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte de la péninsule balkanique

pour voir que l'État serbe, à toutes les époques de son histoire, a été presque entièrement enfermé d'un côté entre les versants des Alpes Adriatiques et de l'autre entre les pentes des Balkans, tandis que ses frontières du nord se perdaient dans les montagnes de la Serbie septentrionale, et celles du Sud dans les montagnes de l'Albanie, de la Macédoine méridionale et de la Thrace. La Serbie était donc d'un accès difficile pour les étrangers, et par suite il n'est pas étonnant qu'elle ait été si peu connue en Europe.

Cependant elle était arrivée, au moyen âge, à un tel point d'organisation, de puissance et de civilisation qu'elle méritait d'attirer l'attention de toute l'Europe.

Partis du pays de Boïka (la Galicie actuelle), les Serbes, encore païens, étaient venus s'établir, au vi^e siècle, dans les contrées situées entre la Save, le Danube et le Timok, d'où ils refluerent bientôt à l'ouest et au sud jusqu'à l'Adriatique et aux frontières de l'ancienne Grèce. Les premiers siècles de leur séjour dans ce pays où ils se convertirent au christianisme, en s'attachant finalement à l'Église de Constantinople, se passèrent en guerres civiles, et en luttes fréquentes avec la Bulgarie et Byzance. Indépendants à l'origine sous leurs chefs nationaux (joupans), puis tour à tour sujets ou vassaux des Grecs et des Bulgares, les Serbes ne réussirent qu'au xii^e siècle à se débarrasser de la tutelle de leurs voisins. Le rôle le plus important fut joué dans cette lutte par les provinces de *Zéta* (le Monténégro actuel), de *Rascie* (aujourd'hui la vieille Serbie ou la Macédoine du Nord) et de la *Bosnie*. Ce fut le joupán de Rascie, Étienne Nemanja, qui réussit le premier à grouper plusieurs provinces serbes et à former un État indépendant. Cet État fut développé peu à peu par les successeurs de Nemanja, surtout par le roi Miloutine (1281-1311), et par Douchan, connu sous le nom de Douchan-le-Fort, le Charlemagne serbe (1551-1555). Douchan conçut le plan d'un empire gréco-serbe. Il prit aux souverains de Constantinople la Macédoine, l'Albanie, l'Épire, l'Acarnanie, la Thessalie, toutes les provinces d'Europe, excepté la Thrace et la ville de Salonique. Bientôt il menaça Byzance elle-même.

En 1345, à Uskub, il se proclama *Empereur des Serbes et des Grecs*, donna le titre de *patriarche serbe* à l'archevêque d'Ipek, et sépara ainsi l'Église serbe de l'Église de Constan-

tinople. En 1549, il promulgua solennellement son célèbre code de lois (*Douchanov Zakonik*). Sa mort prématurée et inattendue mit non seulement un terme au développement de l'État serbe, mais fut le signal de sa décadence.

Les germes de dissolution commencèrent à poindre aussitôt après sa disparition. Pendant le règne de son jeune fils, Ouroch, des tendances séparatistes se manifestèrent; plusieurs gouverneurs de provinces se rendirent indépendants. L'un d'eux, Voukachine Mrniavtchévitch, qui tenait la Macédoine, se proclama roi; d'autres suivirent son exemple, de sorte qu'il ne resta bientôt plus au jeune souverain qu'une faible partie de l'empire de son père.

Cependant les Turcs, qui étaient déjà passés en Europe, commençaient à menacer les provinces méridionales de l'empire serbe. Le roi Voukachine et son frère Ougliécha, gouverneur de la province de Drama, se préparèrent à la résistance. Les armées turque et serbe se rencontrèrent au commencement d'octobre 1571 au bord de la Maritsa. La bataille fut acharnée. Le roi Voukachine et son frère y trouvèrent la mort; les Turcs remportèrent la victoire, et la Serbie méridionale fut conquise. En décembre, l'empereur Ouroch mourut sans successeurs. L'un des princes restés fidèles au fils de Douchan, Lazare Hrebélianovitch, recueillit une partie de son empire. Mais la couronne royale passa de Rascie en Bosnie, la plus forte des provinces serbes à cette époque. Le ban Tvrtko I^{er} se fit couronner au monastère de Miléchévo, sur la tombe de Saint Sava, le célèbre fils d'Étienne Némania, et proclama son État *Royaume serbe*. Le prince Lazare et le roi Tvrtko I^{er} résistèrent aux Turcs qui avançaient toujours en Europe. Ils les battirent en 1587; mais deux ans plus tard le Sultan Mourad I^{er}, ayant réuni une armée puissante, marcha contre le prince Lazare et vint camper dans la plaine de Kosovo. Le prince serbe l'y attaqua le 22 juin 1589. Dans la lutte acharnée les deux souverains périrent, mais la victoire resta aux Turcs. Les successeurs du prince Lazare, les Lazarevitch, puis les Brankovitch, furent contraints de reconnaître la suzeraineté du Sultan pour conserver le gouvernement du pays sous le nom de *despotes*. Ils devinrent les alliés du roi de Hongrie, et en obtinrent, avec le titre de magnats de la couronne de Saint-Étienne, d'importants fiefs. Mais

leur tentative de se soustraire à la suzeraineté des Sultans échoua. En 1459, Mohamet II envahit le pays, prit Semendria, capitale du despote, et transforma son État en pachalik turc. La Bosnie eut bientôt le même sort : elle succomba en 1463. Puis ce fut le tour du grand-duché d'Herzégovine, en 1482. La même année, la dernière province serbe, la Zéta, perdit son indépendance ; elle devint, en 1498, un sandjak turc.

Ainsi à la fin du xv^e siècle la Serbie tout entière était soumise à la Turquie ¹.

La conquête modifia à la fois la condition politique et la condition économique de la nation serbe.

Peuple éminemment guerrier, les Turcs ne demandèrent aux Serbes, ainsi qu'aux autres chrétiens conquis (les raïas), que deux choses, la soumission et de l'argent. Pour obtenir ce double résultat, ils tolérèrent la religion orthodoxe et laissèrent aux chefs des églises respectives le soin de les administrer en les rendant responsables de la conduite de leurs ouailles. Puis ils partagèrent l'administration du pays entre les Turcs et les Serbes. Le gouvernement des provinces fut confié aux pachas (*vizirs*) avec des garnisons suffisantes pour les places fortes. Ces vizirs de leur côté se réservèrent la police et la justice du pays. Ils eurent, pour les représenter dans les principales villes, des *moussélimes* (sous-préfets) et des *cadis* (juges). Quant à l'administration municipale, elle fut maintenue telle qu'elle était dans le passé. Les chefs serbes, *knèzes* (chefs des districts ou des cantons) et *kmètes* (les maires ²) furent les intermédiaires entre la population serbe et les autorités turques. Ils étaient chargés de la perception et de la prompte rentrée des impôts, et rendus responsables de la tranquillité des campagnes.

1. A consulter : Kovatchévitch et Yovanovitch : *Istoria srpskoga narodu* (Histoire du peuple serbe), 5 fasc., Belgrade, 1889 ; et Tomitch (Jean-N.), *Tsrnoïevitchi i Tsrna Gora, 1475-1528* (Les Tsrnoïevitch et le Monténégro de 1475 à 1528). Belgrade, 1901.

2. En Bosnie et Herzégovine on appelle *kmète* le paysan qui laboure les terres du beg.

De cette façon les vainqueurs s'assuraient ce qu'ils désiraient. Mais du même coup ils assurèrent la conservation de la race et de la nationalité serbes ; car, l'organisation municipale demeurant libre, la vie familiale étant maintenue et protégée, le nom serbe, la langue et les coutumes nationales se trouvèrent en même temps sauvegardées. En sorte que ce peuple, vaincu et soumis, put, durant des siècles, avec les consolations de la religion, dont les ministres inférieurs (les *popes*) se recrutaient toujours dans ses rangs, conserver les glorieux souvenirs de l'indépendance et des grandeurs d'autrefois, et, les traduisant en d'admirables poésies (les *pesmas*), les transmettre de génération en génération. L'idéal national demeurait intact.

Quant à la terre, un grand changement eut lieu. Selon la coutume turque toutes les terres conquises étaient considérées comme propriété du Sultan qui les distribuait, non pas en pleine propriété, mais en usufruit, en bénéfice comme on eût dit en Occident, à l'élite de ses officiers et de ses soldats. En même temps qu'il les récompensait ainsi de leurs services passés il se les attachait pour l'avenir, car chacun des bénéficiaires devait être prêt à répondre au premier appel du souverain et à lui amener un contingent de combattants dont le nombre était proportionnel au revenu du bénéfice. Les terres n'étaient données qu'aux cavaliers (les *spahis*), qui, à cet effet, recevaient des brevets (*bérats*) du Sultan ; les fantassins (*janissaires*) étaient payés par les caisses de l'État.

Ainsi les Serbes propriétaires (*bachtinitsi*) ou usufruitiers (*pronjari*) se virent dépossédés de leurs terres et de leurs revenus. Exception était faite pour ceux qui renonçaient à leur foi et embrassaient la religion musulmane, sacrifice particulièrement pénible alors, la foi chrétienne étant devenue inséparable de la nationalité et de la race. Un certain nombre de Serbes s'y décidèrent cependant, surtout en Bosnie et en Herzégovine. Ces convertis gardèrent leurs terres¹ en toute propriété. Les autres terres furent distri-

1. Ils les possèdent encore aujourd'hui et portent le titre de *begs*. Ils sont restés fidèles au mahométanisme, mais ils ont conservé l'usage du serbe, la langue de leurs ancêtres ; ils ne parlent point le turc.

buées par le Sultan aux spahis en usufruit, aux mosquées (*wakfs* ou *wakoufs*), aux princes et princesses de sa maison comme apanages, ou bien furent louées à l'année (*moukadés*) ou à vie (*malitchanés*), etc. Dessaisi de la propriété de ses terres, le paysan serbe n'en continua pas moins à les labourer ; mais il avait des charges à payer d'une part au Sultan, d'autre part au spahi.

Les documents font défaut pour déterminer exactement le nombre et le montant de ces charges durant les premiers siècles du régime turc. Au *xviii^e* siècle, les paysans serbes payaient tout d'abord le *kharatch* (taxe imposée aux non-musulmans, les *raïas*, par tête mâle dès l'âge de sept ans) ; puis un impôt au gouverneur du pachalik (*vizir*) pour les frais d'administration et de représentation ; et enfin un troisième impôt par tête d'homme marié (*glavnitsa*), la dime des céréales moissonnées, une certaine partie des produits des jardinages, du miel, de l'eau-de-vie, et quelque chose par chaque porc¹.

Ce fut seulement vers le milieu du *xviii^e* siècle que cet état de choses s'aggrava. L'indiscipline s'était introduite parmi les janissaires. Ceux-ci devinrent un élément de désordre, une menace pour la sécurité publique. Les Turcs qui ne voulaient pas travailler venaient s'inscrire dans ce corps, en s'assurant l'aide des autres janissaires. Un grand nombre d'entre eux s'installèrent dans le pachalik de Belgrade, qui passait pour un des plus riches. Comme il fallait vivre et qu'ils ne voulaient rien faire, ils imaginèrent un moyen extraordinaire pour se procurer des revenus. Accompagnés de quelques hommes, ils descendaient dans les villages, convoquaient les habitants et les sommaient de leur vendre les terres qu'ils cultivaient, en leur promettant de l'argent pour payer les impôts et les contributions. Les paysans commençaient toujours par s'y refuser, la propriété de la terre ne leur appartenant pas. Mais sous les menaces ils finissaient par céder et recevaient une faible somme, de deux cents à trois cents piastres². Alors les janissaires forçaient les spahis et les autorités à contresigner les actes qui constataient leur

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 2^e éd., p. 18.

2. Une piastre valait, à cette époque-là, 1 fr. 72.

droit de propriété. De cette façon, les janissaires, brigands vulgaires, devenaient possesseurs de biens qui, n'appartenant qu'au Sultan, *ne pouvaient même pas être vendus* ! Les terres ainsi « vendues » s'appelaient des *tchitlouks*, et les nouveaux propriétaires des *tchitlouks-sahibis*. Les janissaires exigeaient du paysan les mêmes redevances que les spahis et plus encore¹.

Un grand nombre de terres furent ainsi transformées en *tchitlouks*, et les charges du paysan devinrent accablantes. En effet, les usufruitiers, tout en contresignant les actes de vente, n'avaient nullement renoncé à leur usufruit en faveur des janissaires usurpateurs. De ce fait le paysan portait double charge. D'autre part, aux exactions des *tchitlouks* *sahibis* et de leurs hommes s'ajoutèrent les exactions des autorités mêmes, tant militaires que civiles. La vie devint presque insupportable au paysan serbe !

Sous le régime établi par les Turcs au xv^e siècle, les propriétaires serbes, appartenant pour la plupart à la noblesse du pays, aimèrent mieux s'exiler que de conserver leurs biens au prix d'une apostasie. Certains se retirèrent dans les montagnes et les forêts, et s'illustrèrent durant des siècles sous le nom de *haïdouks* en venant, souvent en bandes nombreuses, attaquer les Turcs pour venger les méfaits commis sur leurs compatriotes. Les autres préférèrent quitter leur patrie ; les uns allèrent s'établir sur le littoral adriatique, parmi les Serbes et les Croates sujets de la République de Venise, et plus tard ils se couvrirent de gloire en combattant les Turcs sous le nom d'*uscoques* (émigrés, réfugiés). D'autres se fixèrent dans la Hongrie méridionale, où existaient, depuis le xii^e siècle, des colonies serbes assez importantes. Au xv^e siècle déjà l'on voit ces colonies, grossies sans cesse, lutter contre les Turcs, sous la conduite de leurs chefs

1. NÉNADOVITCH, *o. c.*, p. 18-19. Consulter encore : KARADJITCH (Vouk-Steph.), *Srpski Rječnik* (Dictionnaire serbe), 3^e éd., Belgrade, 1898 ; NOVAKOVITCH, *Toursko Tsarstvo pred srpski oustanak* (L'empire ottoman à la veille de l'insurrection serbe), Belgrade, 1906.

(voïvodes ou despotes)¹ à côté des Hongrois, puis, après l'écrasement de ces derniers, à côté des Autrichiens.

Les Serbes mêmes qui étaient restés dans leur patrie, entraînés par l'exemple de tous ces chrétiens qui, sans distinction de nationalité, faisaient la guerre aux Turcs, et encouragés par quelques États étrangers, commencèrent bientôt à faire des préparatifs pour secouer le joug. Vers la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle une grande insurrection fut fomentée dans leurs provinces, d'abord à l'instigation du pape, puis à l'instigation des cours d'Autriche et d'Espagne. Le patriarche serbe d'Ipek, nommé Jean, y joua le rôle principal. A la suite de l'alliance conclue contre les Turcs entre Venise, l'Autriche et la Pologne, une insurrection eut lieu au Monténégro en 1684, mais elle n'eut pas de résultat. Cependant les insuccès continuels des Turcs en Hongrie excitèrent le soulèvement des Serbes en Serbie. En 1686 les troupes autrichiennes entrèrent en Serbie, et, avec le concours de la population serbe, occupèrent tout le pays jusqu'à la ville d'Iskub. Sur la proposition de l'Autriche, le patriarche serbe d'Ipek, Arsène III Tcharnoïévitch, passa en Hongrie avec ses ouailles de Rascie, au nombre de quarante mille familles environ. Une telle augmentation de la population serbe en Hongrie obligea le gouvernement autrichien à régler leur situation.

Le despotat des Serbes de Hongrie, institué à la fin du xv^e siècle, avait presque complètement dégénéré au cours du siècle suivant. La souche de la famille de Brankovitch s'était éteinte; le titre de despote serbe était passé aux femmes, puis aux parents éloignés de la famille, et finalement avait été supprimé. Mais après le désastre des Turcs devant Vienne (1685), l'Autriche eut besoin du secours de tous les chrétiens, et surtout des Serbes, pour débarrasser ses provinces des Turcs et pour les rejeter au delà de la Save et du Danube. A ce moment, un homme intelligent, brave et enthousiasmé pour la lutte contre les musulmans, apparut parmi les Serbes de Hongrie. Il prétendait descendre de la famille des Bran-

1. Vouk Brankovitch, descendant de la dernière dynastie serbe de Brankovitch, fut nommé le premier voïvode, puis despote des Serbes de Hongrie, en 1471.

kovitch, anciens despotes serbes en Serbie et en Hongrie¹. Par son activité à lutter contre l'oppression ottomane, il réussit à se faire une popularité immense parmi les Serbes tant en Hongrie qu'en Turquie, et attira l'attention de la cour d'Autriche. Créé baron dès 1683, il fut nommé comte de l'Empire et despote des Serbes de Hongrie en 1688, à l'époque des succès des troupes autrichiennes en Serbie. Mais bientôt Léopold I^{er} s'aperçut que la popularité déjà énorme du nouveau despote serbe allait grandissant parmi ses nationaux, et qu'il ne tendait à rien moins qu'à l'affranchissement de tous ses frères de race et à la résurrection de l'ancien État serbe. Il finit par voir en lui un ennemi de l'Autriche, et un obstacle à ses projets sur la péninsule balkanique. En 1689, il le fit arrêter et l'envoya en prison à Eger, en Bohême.

Afin de remplir les promesses données aux Serbes récemment émigrés de la Rascie, et de se les attacher ainsi que leurs frères habitant déjà la Hongrie, l'Empereur Léopold leur accorda par lettres patentes une sorte d'organisation religieuse et politique indépendante. En vertu de ces lettres patentes ils se réunirent en 1691 pour élire un despote. N'ayant pu obtenir la mise en liberté de Georges Brankovitch, qui jouissait de leur confiance, ils élurent Jean Monastirlia, un de leurs commandants les plus méritants. Mais l'Empereur ne voulut le confirmer que comme vice-voïvode!

Quant aux Serbes, soumis aux Turcs, leur condition ne fut pas améliorée. Au traité de Carlovitz (1699) l'Autriche les abandonna à leur sort. Seuls les Serbes du Monténégro réussirent un peu plus tard à se soustraire à l'autorité du Sultan.

Bientôt une autre puissance vint raviver leurs espérances. C'était la Russie, puissance slave. Pierre le Grand était en guerre avec les Turcs. Désirant empêcher la jonction des troupes turques de l'Albanie avec l'armée du Sultan, il envoya une mission au Monténégro pour informer tous les Slaves de Turquie de la situation politique et militaire, et pour les

1. Ces prétentions n'étaient pas fondées. Voy. ROUVARATS (I.), *Odlomtsi o grofou Giorgiou Brankovitchou* (Fragments sur le comte George Brankovitch). Belgrade, 1895.

inviter à secouer le joug turc. Une insurrection éclata en 1711 au Monténégro et dans les contrées voisines ; mais la Russie ayant été obligée de conclure la paix avec la Turquie (traité de Pruth, 1713), ce soulèvement n'aboutit à rien.

En 1716 les Serbes combattirent de nouveau à côté des Vénitiens et des Autrichiens. Dans cette campagne, Belgrade fut reconquise, et la paix de Passarowitz (1718) donna cette ville à l'Autriche avec une grande partie de l'ancien despotat serbe et une partie de la Bosnie. La Serbie était partiellement affranchie. On eut alors l'espoir d'un affranchissement complet et prochain. Mais cet espoir fut déçu. En 1737 une nouvelle guerre éclata entre l'Autriche et l'Empire ottoman ; 50.000 soldats serbes y prirent part. Les troupes chrétiennes pénétrèrent jusqu'à Novi-Bazar ; et de nouveau l'Autriche entra en relations avec le patriarche serbe d'Ipek, alors Arsène IV Yovanovitch, en vue de préparer une nouvelle émigration serbe vers la Hongrie. Cette émigration eut lieu la même année. Mais les Turcs, en ayant été instruits, attaquèrent inopinément les convois d'émigrants près de Valiévo, et ceux-ci, sans défense et sans armes, furent impitoyablement massacrés. Un petit nombre d'entre eux, le patriarche en tête, réussirent seuls à s'échapper. Ce malheur fut bientôt suivi d'un autre. La guerre tourna mal pour les Autrichiens qui furent obligés de conclure la paix avec les Turcs, et de leur rétrocéder, au traité de Belgrade, tout ce qu'ils avaient acquis de pays serbe. Ce ne fut pas tout. Comme le dernier patriarche serbe d'Ipek avait abandonné son poste pour passer en Autriche, la Porte, afin d'empêcher les émigrations futures de ses sujets, s'opposa à l'élection d'un nouveau patriarche, et vendit son siège à prix d'argent au patriarche de Constantinople. Ainsi, vers le milieu du *xviii*^e siècle, les Serbes de Turquie se virent privés même de leur indépendance religieuse qui datait cependant du *xiv*^e siècle. Outre le joug des pachas turcs, ils eurent à porter dès lors le joug des prélats grecs !

Les Serbes de Hongrie n'eurent pas un meilleur sort au lendemain de la paix de Belgrade. Les Magyars ayant porté atteinte à leurs privilèges, un conflit éclata entre eux. La conséquence en fut une émigration considérable des Serbes en Russie (1751-1753). Ceux qui restèrent continuèrent à com-

battre pour la maison d'Autriche même contre les chrétiens. Lors de la guerre de succession d'Autriche et de la guerre de Sept Ans, plus de 60.000 Serbes figurèrent sur les champs de bataille de Silésie, de Bohême, de Bavière et d'Italie. Malgré tant de services rendus à la maison d'Autriche ils ne furent pas suffisamment protégés par elle. Le conflit qui s'était élevé entre les Serbes et les autorités hongroises ne fut terminé qu'en 1779, par un acte connu sous le nom de *Déclaratorium Illyricum*, qui leur reconnaissait seulement l'autonomie religieuse et scolaire. Et pour cette demi-satisfaction ils allaient bientôt être appelés de nouveau à combattre les Turcs.

Les succès des Russes, au milieu du xviii^e siècle, amenèrent l'Autriche à s'inquiéter du sort futur de l'Empire ottoman. Ce fut surtout après la conclusion du traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774), qui avait accordé à la Russie la protection de l'Église grecque (orthodoxe) en Turquie et les provinces roumaines, que l'on commença à se préoccuper à Vienne des intentions du gouvernement russe vis-à-vis de la Turquie. Celle-ci, épuisée par des guerres successives, affaiblie à l'intérieur par l'anarchie qui s'était introduite dans le corps des janissaires et dans l'administration des provinces, n'était pas en état de résister à un assaut de la Russie, plus forte que jamais sous le règne de Catherine II. Le gouvernement de Vienne craignait que l'impératrice n'attaquât la Turquie et ne s'emparât même de Constantinople ! Ces inquiétudes amenèrent la Cour de Vienne à désirer une entente avec la Russie, afin de s'assurer une part dans le démembrement éventuel de la Turquie. Par suite, en 1782, un accord fut conclu entre Joseph II et Catherine II. En vertu de cet accord la Russie devait recevoir la forteresse d'Otchakof avec les terres qui lui appartenaient entre le Bug et le Dniester, et une ou deux îles dans l'Archipel ; l'Autriche aurait eu la forteresse de Chocim (Khotin) avec ses alentours, une partie de la Valachie, depuis l'Aluta (l'Olte), la place de Nicopolis, puis les deux rives du Danube avec les citadelles de Vidin, d'Orsova et de Belgrade, enfin tout le territoire au nord d'une ligne droite, tirée de Belgrade jusqu'à l'Adriatique, y compris l'embouchure du Drin, avec toutes les possessions vénitiennes de ces côtés, tant îles que conti-

ment. Le reste du territoire turc devait former deux États indépendants : au nord ce serait la *Dacie*, comprenant les provinces de Bessarabie, de Moldavie et de Valachie. Cet État devait être gouverné par un souverain chrétien, qui resterait toujours pleinement indépendant non seulement de la Russie mais aussi de tout autre État étranger. Au sud on formerait un *Empire Grec* indépendant, dont le trône serait donné au grand duc Constantin, petit-fils de l'impératrice Catherine II. Cet empire embrasserait tout le reste du territoire turc y compris Constantinople, désigné comme la capitale¹.

Dans ce projet le pays serbe était coupé en deux tronçons. Le plus considérable devait être annexé à l'Autriche; l'autre au nouvel empire grec. Les Serbes de Turquie ne durent pas ignorer l'accord conclu entre l'Autriche et la Russie, car dès que la guerre fut déclarée parla Porte à la Russie en 1787, et avant que l'Autriche fût intervenue, ils commencèrent à s'agiter. D'autre part l'Autriche désirait avoir, comme par le passé, des auxiliaires serbes de Turquie. Dans ce but elle envoya de nombreux émissaires au delà de la Save, pour répandre des proclamations et inviter le peuple à se soulever. La réponse fut prompte et satisfaisante. Des Serbes en grand nombre se rendirent à l'appel et furent conduits sur le territoire autrichien afin d'y être exercés au maniement des armes. On en forma un corps de volontaires (*freycorps*) fort de 18000 hommes. En même temps des bandes s'organisèrent pour agir dans le pays; on croyait en effet que les troupes autrichiennes ne tarderaient pas à passer la Save. Un des knèzes du district de Valiévo, Alexa Nenadovitch, opéra une diversion importante en poursuivant les Turcs jusqu'à la ville de Tchatchak. Le mouvement dans les environs de Yagodina fut encore plus important. Là un marchand serbe, connu sous le nom de « capitaine Kotcha » — et c'est par son nom *Kotchina Kraïna* (campagne de Kotcha) que les Serbes ont toujours désigné toute cette guerre austro-turque — réussit à rassembler un grand nombre d'hommes; il combattit les Turcs avec succès pendant longtemps. En 1788 la place de

1. ARNETH, *Joseph II und Katharina von Russland. Ihr Briefwechsel*. Wien, 1869, p. 145-157 et 169-175; et MARTENS (F.), *Recueil de traités de la Russie*, t. II, p. 134.

Chabats fut prise par les volontaires serbes, commandés par des officiers autrichiens. Mais ce ne fut qu'en 1789 que les progrès des Russes décidèrent les Autrichiens à entrer eux-mêmes en campagne. En octobre Belgrade fut prise, et à la fin de la même année, grâce aux volontaires serbes, tout le pays entre le Timok et la Drina était affranchi des Turcs.

Mais en février 1790 l'empereur Joseph II mourut. La Prusse qui s'était déjà liguée avec la Porte (le 50 janvier) en s'engageant à la soutenir par les armes jusqu'à ce qu'elle eût reconquis les territoires perdus par elle dans les dernières années, y compris la Crimée, voyant les succès des armées russes et autrichiennes contre les Turcs, s'empressa de s'allier avec la Pologne aussi (le 29 mars). Le roi de Prusse garantissait à la Pologne son territoire et promettait, dans le cas où elle serait attaquée, de lui fournir des secours en troupes. Cette alliance était dirigée contre la Russie. Quant à l'Autriche, la Prusse lui suscitait des ennemis de différents côtés. Ses agents poussaient les Hongrois à la rébellion contre leur roi et travaillaient à rendre la France hostile au nouvel empereur. En juin, le roi de Prusse mobilisa son armée et notifia aux Autrichiens les prétentions suivantes : armistice immédiat avec les Turcs, qui rendraient à l'Autriche les limites du traité de Passarowitz ; l'Autriche céderait la Galicie aux Polonais, qui abandonneraient à la Prusse cinq de leurs grandes villes frontières. Indigné de ces prétentions, et inquiet des affaires de France en général, et des visées des révolutionnaires français sur la Belgique en particulier, le nouvel empereur, Léopold II, eut habilement recours à l'Angleterre et la Hollande. A la suite de l'intervention de ces États, la Prusse fut contrainte de signer les déclarations de Reichenbach (le 27 juillet). Par ces déclarations tous ses plans furent déjoués, mais l'Autriche était obligée d'exprimer l'intention de conclure un armistice avec les Turcs, et de négocier la paix, sur le principe du *statu quo*, dans un congrès et sous la médiation de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande, en se réservant de réclamer quelques rectifications de frontière seulement¹. Le 19 septembre, l'empereur Léopold signa un armistice de huit mois avec

1. SOREL (A.), *L'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 72-73.

les Turcs, mais il prolongea jusqu'à la fin de l'année les préliminaires du congrès, convoqué à Sistova, en comptant bien, d'incident en délai, les « trainer jusqu'au printemps qui remettrait tout en question et ouvrirait le champ à de nouvelles combinaisons¹ ».

La nouvelle que l'Autriche allait négocier avec les Turcs sur le principe du *statu quo* provoqua la plus douloureuse stupeur parmi les Serbes de Turquie, habitant les contrées voisines des frontières autrichiennes. Pendant des années l'Autriche leur avait promis de ne pas les laisser retomber sous la domination des Turcs; se fiant à sa parole et rêvant de délivrance prochaine, ils s'étaient soulevés contre leurs maîtres, ils les avaient combattus à côté des soldats de l'Empereur; et tout d'un coup ce même souverain se disposait à les abandonner à la vengeance des Turcs! Ne pouvant croire à pareille trahison plusieurs chefs serbes, ayant à leur tête Étienne Yovanovitch, archimandrite du monastère de Tronocha, tentèrent, avant la conclusion définitive de la paix, d'amener l'Empereur à réclamer pour les Serbes de Turquie des conditions avantageuses. Leur rêve était d'abord d'être entièrement soustraits à la domination turque; puis ils se résignèrent à demeurer sujets du Sultan, à condition d'obtenir une organisation semblable à celle de la province de Valachie, c'est-à-dire de pouvoir se choisir eux-mêmes un « commandant » parmi les Serbes, et de payer un tribut à la Porte, sans que celle-ci se mêlât de leur gouvernement intérieur. Ils entreprirent des démarches auprès des chefs de l'Église serbe en Hongrie, puis directement à Vienne auprès du gouvernement autrichien; mais leurs efforts furent infructueux. Sans se laisser décourager ils projetèrent d'adresser une pétition aux plénipotentiaires qui allaient bientôt se réunir pour négocier la paix. Ils demandaient que les Serbes ne fussent pas laissés sous le gouvernement tyrannique de la Porte. On devait faire circuler cette pétition dans tout le pays pour recueillir le plus de signatures possible. Circula-t-elle, et fut-elle transmise à temps aux plénipotentiaires? On l'ignore. En somme, toutes ces démarches patriotiques n'aboutirent à rien. Le 4 septembre 1791, la paix fut signée à Sistova entre l'Autri-

1. SOREL (A.), *L'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 148.

che et la Turquie. Tout le pays serbe au sud de la Save et du Danube, affranchi quelques mois plus tôt grâce aux volontaires serbes, fut abandonné aux Turcs. Tout ce que l'Autriche fit en faveur des Serbes, dans ce traité, fut de stipuler pour eux une amnistie générale ¹.

1. A consulter : 1° *Die freiwillige Theilnahme der Serben und Croaten an den vier letzten österreichisch-türkischen Kriegen*. Wien, 1854, 8°.

2° PICOT (Émile), *Les Serbes de Hongrie, leur histoire, privilège, leur église, état politique*. Paris, 1874, 8°.

3° SCHWICKER (P.-J.), *Politische Geschichte der Serben in Ungarn*. Budapest, 1880, 8°.

4° *Glasnik srpskog outchenog drouchtva* (Messager de la Société savante serbe), t. XX. Belgrade.

5° TOMITCH (J.-N.), *Petchki patriarkp Yovan i pokret krichtchana na balkanskom polouostrvou, 1592-1614* (Le patriarche d'Ipek Jean et le mouvement des chrétiens de la péninsule balkanique de 1592-1614). Zemlin, 1905, 8°.

6° NÉNADOVITCH (Mathieu), *Memoari* (Mémoires), 2° éd., Belgrade, 1895, 12°.

CHAPITRE I

I. — Les Serbes du pachalik de Belgrade et le traité de Sistova. — Projet de réformes militaires en Turquie et réaction contre les janissaires. — L'Autriche et les officiers serbes. — Déclaration du lieutenant Alexa Nénadovitch (1791). — Gouvernement d'Ébou-Békir-Pacha dans le pachalik de Belgrade. — Hatti-chérif de 1793. — Osman Pasvan-Oglou de Vidin. — Chachit Pacha et réapparition des janissaires (1775). — Sa révocation et nomination de Hadji-Moustapha-Séniki (1795).

II. — Hadji-Moustapha-Séniki et les janissaires. — Hadji-Moustapha et Pasvan-Oglou. — Échec de la Porte contre Pasvan-Oglou (1798). — Assassinat du knèze serbe Ranko Lazarévitch et exécution des janissaires coupables. — Organisation des troupes des raïas dans le pachalik de Belgrade. — Prise de Belgrade par les janissaires de Vidin; leur défaite par les raïas. — Nouvelle attaque des janissaires de Vidin, prise de la ville et de la forteresse de Belgrade et assassinat de Hadji-Moustapha-Pacha (1801).

III. — Usurpation du pouvoir du gouverneur par les janissaires et gouvernement des dahis. — Invasion du pachalik par des janissaires. — Régime de tyrannie et mécontentement général de la population. — Serbes et Turcs préparent l'insurrection contre les dahis. — Échec d'une tentative d'insurrection des Turcs à Pojarévats (1802). — Une lettre au commandant autrichien Mittesser, interceptée par les dahis. — Plan de massacre de tous les notables serbes du pachalik de Belgrade (juin 1803).

I

Les stipulations du traité de Sistova produisirent une profonde impression parmi les Serbes de Turquie et particulièrement parmi ceux qui habitaient le pachalik de Belgrade¹.

1. Le pachalik de Belgrade ou sandjakat de Semendria était borné au nord par le Danube et la Save. A l'ouest, la frontière suivait la Drina jusqu'en avant de la ville de Lechnitsa, puis les montagnes de Tser et de Vlachitch en passant derrière la ville de Kroupagne jusqu'à la Drina, enfin cette rivière jusqu'au devant de Srebrnitsa, en Bosnie, et à partir de ce point la ligne des montagnes jusque derrière la ville d'Oujitsé. Au sud, elle continuait suivant la ligne des montagnes jusque derrière la ville de Karanovats (aujourd'hui Kraliévo) et la citadelle de Maglitch jusqu'à la Morava de l'ouest, un peu avant la ville de Krouchevats. La frontière de l'est suivait la Grande Morava jusqu'aux villes de Paratchine et de Tchoupria, et puis la chaîne des montagnes passant derrière la rivière de Poretchka Reka jusqu'au

L'indignation contre l'Autriche et la peur des Turcs y furent bientôt portées à leur comble.

Des milliers de Serbes ayant combattu les Turcs et un grand nombre de familles émigrées pendant la guerre se trouvaient alors sur le territoire autrichien, dans les plaines de la Save et du Danube. Redoutant la vengeance des Turcs et particulièrement des janissaires, ils accueillirent avec méfiance l'amnistie stipulée dans le traité, n'osant ni franchir la frontière, ni rentrer dans leurs foyers.

Cependant à Constantinople on ne songeait pas alors à la vengeance, malgré la part active que les Serbes avaient prise à la guerre. On y était occupé, paraît-il, d'un tout autre projet.

Le corps des janissaires, qui jadis avait porté la domination des Turcs jusqu'au cœur de l'Europe, et qui avait été l'orgueil des musulmans, avait perdu toute valeur au cours du xviii^e siècle. L'indiscipline s'y était introduite peu à peu, et bientôt ce corps turbulent, devenu un élément de désordre dans la capitale et dans les provinces, menaçait à la fois la sécurité de l'empire et celle des sultans eux-mêmes. De 200 000 combattants qu'ils étaient au temps de Soulisman I^{er}, ils ne figuraient plus, en 1768, sur l'état de l'armée, que pour 20 000¹. L'expérience, du reste, avait convaincu les

Danube, devant Orsova. (Voy. KARADJITCH, *Œuvres hist. et ethnogr. réunies*, t. I, p. 168.)

Appuyé au sud à la grande chaîne de Kopaonik, le pachalik de Belgrade présentait un plan incliné s'abaissant graduellement vers le nord jusqu'à la Save et au Danube. Il était hérissé de montagnes et de forêts, et sillonné d'une multitude de cours d'eau; la partie du centre et du nord, connue sous le nom de *Choumadia* (région des bois, des forêts), était remplie de fourrés inextricables, coupée d'éclaircies qui marquaient l'emplacement de villes et de villages. L'intérieur abritait d'innombrables troupeaux de pores qui formaient la principale richesse du pays. Au delà, quelques plaines déboisées étaient parsemées de vastes prairies et de champ de maïs; telles étaient les vallées de la Save, de la Koloubara, de la Morava et de la Mlava.

La superficie du pachalik était d'environ 20 000 kilomètres carrés, et sa population de 300 à 400 000 habitants. Il contenait six forteresses : Belgrade, Semendria, Feth-Islam (Cladovo), Chabats, Soko et Oujitsé; et était divisé en 13 *nahiés* (districts ou arrondissements), ayant pour chefs-lieux Belgrade, Valiévo, Chabats, Soko, Oujitsé, Pojega, Roudnik, Kragouïévats, Yagodina, Tchoupria, Pojarévats, Semendria et Grotksa.

1. M. d'OHSSON, *Tableau général de l'empire ottoman*, t. VII, p. 375-377.

plus sceptiques d'entre les hommes d'État turcs de la décadence de l'armée ottomane. En face des troupes autrichiennes et russes son infériorité était manifeste. La Porte ne pouvait donc plus guère compter sur les janissaires. Le Sultan et son conseil (*divan*) jugèrent indispensable pour le salut de l'empire de procéder au plus tôt à leur suppression, et à une réorganisation des troupes sur le modèle européen.

Le traité de Sistova parut devoir fournir le moyen de préparer la réalisation de ce dessein. Toutefois une réforme aussi fondamentale ne pouvait être opérée que graduellement. Aussi fut-il décidé qu'on se bornerait d'abord à prendre les mesures nécessaires pour diminuer la puissance des janissaires, particulièrement dans les provinces frontières où, se sachant plus éloignés de la Porte, ils étaient moins soumis encore aux autorités turques. On commença par leur interdire l'entrée du pachalik de Belgrade. Ébou-Békir-Pacha, nommé gouverneur de ce pachalik, fut chargé d'exécuter cette résolution.

Avant son entrée à Belgrade Ébou-Békir fit assassiner un des principaux chefs des janissaires, et défendit à ceux-ci de rentrer dans son pachalik¹. Puis, aussitôt installé, il fit publier l'amnistie générale que le Sultan venait d'accorder à tous ceux de ses sujets qui avaient pris part à la dernière guerre, et invita chacun à rentrer librement dans son pays. Cet acte de clémence et de réparation produisit une impression favorable sur les émigrés serbes, et leur rendit la confiance. Aussi la plupart d'entre eux ne tardèrent pas à regagner leurs foyers. Quant à ceux qui, pendant la campagne, étaient parvenus au grade d'officier, l'empereur Léopold nourrissait l'espoir de les garder à son service, soit qu'il eût l'intention de renforcer le cadre de ses officiers, soit qu'il voulût par cette mesure gracieuse calmer l'irritation provoquée parmi les Serbes par le traité de Sistova.

Suivant les désirs de l'Empereur, le colonel Mikhaliévitch convoqua donc ses camarades de tout grade à Karlovitz et s'efforça de les décider à conserver leur poste dans l'armée autrichienne.

1. KARADJITCH (V.-St.), *O. c.*, t. I, p. 4.

Un grand nombre furent flattés de cette proposition et se disposaient à l'accepter. Mais il s'en trouva un qui refusa : ce fut le lieutenant Alexa Nénadovitch, descendant d'une famille notable du district de Valiévo. Vainement le colonel Mikhaliévitch essaya de le faire revenir sur sa décision en lui représentant les récompenses qui l'attendaient dans l'armée autrichienne et en lui faisant remarquer qu'en agissant autrement il manquerait au serment de fidélité qu'il avait prêté à l'Empereur.

« Il est vrai, lui répondit Nénadovitch, que j'ai juré d'être fidèle à l'Empereur et de combattre les Turcs pour la liberté de ma patrie. Mais, vous le savez, ce n'est pas moi qui viole mon serment. C'est bien l'Empereur lui-même qui nous abandonne, moi et tout le peuple serbe, de même que ses ancêtres avaient abandonné nos pères, et c'est pourquoi je rentre chez moi. Je n'ai chez moi ni écrivains, ni savants, mais j'irai de monastère en monastère, et je demanderai à chaque moine, à chaque prêtre d'écrire et de proclamer partout qu'aucun Serbe ne doit plus croire un Allemand¹. »

Le colonel Mikhaliévitch eut beau insister, les paroles de Nénadovitch lui gagnèrent quelques partisans parmi les officiers serbes et aussitôt ils quittèrent l'armée autrichienne.

Cependant le gouvernement d'Ébou-Békir-Pacha dans le pachalik de Belgrade commença sous d'heureux auspices. Il fit succéder la justice et la tolérance à l'arbitraire et la cruauté. Non content d'avoir délivré le pays des vexations des janissaires, il mit un terme à l'oppression des fonctionnaires turcs en confiant aux knèzes, sorte de chefs de district, le règlement des affaires financières. Une administration si sage était faite pour rendre aux Serbes leur bien-être, profondément atteint depuis la guerre.

Malheureusement la tranquillité du pachalik ne fut pas de longue durée. En 1793, le Sultan réorganisa ses troupes et institua le *nizam djedit*². Sans doute cette mesure ne menaçait que les janissaires et les brigands et ne pouvait qu'être favorable aux paisibles populations de l'Empire. Sans doute aussi le Sultan, pour en assurer le succès, voulut s'attacher

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 2^e éd., Belgrade, 1893, p. 54.

2. L'armée régulière à l'européenne.

ses sujets chrétiens et délivra aux Serbes du pachalik de Belgrade un hattî-chérif¹ qui y rendait dès lors l'existence des janissaires (tchitlouk-sahibis) impossible. Il alla même jusqu'à réduire le montant des impôts à 400.000 piastres (20 piastres par tête d'homme marié), et permit de réparer les églises et les monastères².

Mais cette réforme provoqua d'autre part une opposition formidable chez les musulmans, à Constantinople, et dans tout l'empire. Cette opposition se manifesta surtout dans le pachalik de Vidin. Un chef de bande, nommé Osman Pasvan-Oglou, s'était emparé de la place forte de Vidin et du pachalik de ce nom. Il ne tarda pas à gagner plusieurs petits chefs qu'il entraîna à sa suite pour piller et exterminer tous ceux qui n'étaient pas de leur parti. On les vit mettre à contribution des régions entières de la Valachie et pousser leurs exactions jusqu'aux frontières du pachalik de Belgrade. La contrée connue sous le nom de *Kraïna* eut particulièrement à souffrir de ces brigands.

Cette contrée, située entre le Timok et la rive droite du Danube, remontait vers l'île d'Orsova et le prolongement des montagnes de la Serbie orientale. Elle formait, à peu près comme les provinces de Valachie et de Moldavie, un gouvernement particulier confié à un chrétien orthodoxe qui avait le titre de Bey. Le pays, d'une fertilité remarquable, était un apanage réservé aux filles du Sultan, et le bey était leur agent.

La Kraïna jouissait de franchises particulières. Elle était remplie de villages et très bien cultivée. Aucun Turc ne pouvait y séjourner, ni même y pénétrer sans permission. La justice était rendue par le bey lui-même, qui avait la garde de toute la contrée.

Pasvan-Oglou convoitait cette riche province; il s'empara des principaux domaines et finit par chasser l'agent des sultanes qu'il remplaça par un bey nommé par lui³.

Au moment même où les éléments de désordre allaient déborder dans le pachalik de Belgrade, Ébou-Békir-Pacha fut

1. L'acte portant l'autographe du Sultan.

2. *Id.*, p. 44.

3. *Notes sur Pasvan-Oglou*, par Mériage. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Mém. et doc., vol., XVI, f. 144-249.

rappelé par la Porte et remplacé par un certain Chachit-Pacha, qui ne continua point le sage et ferme gouvernement de son prédécesseur. En effet il céda bientôt à l'influence des janissaires des pachaliks voisins et consentit à leur rouvrir la porte du pachalik de Belgrade. Puis, comme les knèzes lui avaient demandé une audience pour s'entendre avec lui au sujet de la perception des impôts, il profita de l'occasion pour leur annoncer que le sultan venait de pardonner aux janissaires et qu'il leur permettait de rentrer dans le pachalik de Belgrade. Il ajouta même qu'ils étaient déjà partis dans la campagne pour recueillir leurs revenus, et, craignant de la résistance de leur part, il leur recommanda de rentrer chez eux et de conseiller aux raïas de se soumettre à l'ordre impérial.

Surpris par cette communication, les knèzes répondirent qu'ils n'auraient pas le courage de publier une si étrange nouvelle, parce qu'ils risqueraient d'être lapidés par les paysans, et qu'il ne leur restait qu'un parti à prendre, se réfugier en Autriche pour échapper à la colère de leurs concitoyens. Ces protestations demeurèrent sans effets. Alors ils se demandèrent avec anxiété ce qu'ils devaient faire; ils voulurent, avant de quitter Belgrade, se concerter sur la ligne de conduite à suivre. L'un d'eux, Alexa Nénadovitch, s'en fut consulter un de ses amis turcs, Hadji-Moustapha, architecte en chef de la ville de Belgrade, connu pour sa sympathie envers le peuple serbe et son hostilité envers les janissaires et les adversaires du Sultan. Hadji-Moustapha conseilla d'envoyer au sultan une plainte collective contre les janissaires. Mais, dit-il, il faut qu'elle soit signée par le plus grand nombre possible de knèzes et qu'elle porte le plus grand nombre possible de cachets¹. Il ajouta qu'il se chargerait lui-même de la faire parvenir au Sultan.

La plainte fut rapidement rédigée, signée et expédiée. Le résultat ne se fit pas attendre. Quinze jours ne s'étaient pas écoulés que Chachit-Pacha était révoqué et remplacé par Hadji-Moustapha lui-même².

1. Chaque knèze possédait un cachet. Ceux qui savaient écrire signaient d'abord leur nom, puis apposaient leur cachet; les illettrés apposaient leur cachet simplement.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 19-21.

II

Le lendemain de l'arrivée du courrier apportant le firman¹, le nouveau pacha prit possession de son poste. Il reçut les félicitations des knèzes serbes, restés cachés à Belgrade; il leur conseilla de rentrer dans leurs districts, de prendre soin des paysans, et de le tenir au courant de toute injustice commise par les autorités locales. Puis il entama la chasse aux janissaires. Kara-Ismaïl, leur chef, fut tué par son ordre, et ceux qui avaient envahi la campagne durent se cacher dans les villes ou se réfugier à Vidin, chez Pasvan-Oglou².

Cependant la Porte, lasse des exactions que ne cessaient de commettre, dans le pachalik de Vidin et dans les environs, les brigands à la solde de Pasvan-Oglou, et ne pouvant supporter plus longtemps l'esprit de rébellion dont ce chef était animé contre l'autorité du Sultan, confia au nouveau pacha de Belgrade le soin de mettre un terme à cet état de choses. Elle le chargea d'« écouter les propositions de Pasvan-Oglou ».

Ce dernier s'était empressé d'envoyer des présents à Hadji-Moustapha, afin de le gagner et de n'être pas inquiété dans la possession de ce qu'il avait usurpé jusqu'alors. Mais la Porte n'était point disposée à laisser entre les mains d'un tel chef une place forte aussi importante que Vidin.

Voyant ses espérances déçues, Pasvan envahit la Serbie, la rançonna et leva une contribution de 72 bourses (36.000 piastres) pour se payer des « présents qu'il avait faits » à Hadji-Moustapha-Pacha!

La Porte répondit à cette attaque en nommant au gouvernement de Vidin Ahmet-Pacha de Srebrnitsa en Bosnie, et en chargeant Moustapha-Pacha de Belgrade de l'installer dans son poste. Celui-ci, au printemps de 1795, donna ordre à son kyaya-bey³ Houssein-Pacha de marcher sur Vidin avec des troupes suffisantes. Pasvan alla à sa rencontre, lui livra

1. L'Acte portant le monogramme du Sultan.

2. *Id.*, p. 21-22.

3. Lieutenant.

bataille et fut vainqueur. Ahmet-Pacha fut tué et Houssein dut battre en retraite vers Belgrade !

Pasvan restait donc maître de la place de Vidin. Il renoua les négociations avec Constantinople, et la Porte impuissante consentit à le nommer '*nazir*' avec la promesse que le passé serait oublié².

Le pachalik de Belgrade resta provisoirement tranquille de ce côté-là. Moustapha-Pacha continuait à gouverner avec sagesse et douceur, s'appuyant sur les knèzes et étendant de plus en plus les privilèges que la Porte avait accordés aux Serbes par le hatti-chérif de 1793. Le bien-être de la population augmentait. Mais cet état de choses ne devait pas durer. Le voisinage de Pasvan était dangereux.

La Porte ne pouvait se résigner à laisser au pouvoir d'un rebelle une forteresse qui était considérée comme une des clefs de la Turquie du côté de l'Autriche. En outre, Pasvan avait fait de la région de Kraïna presque son domaine particulier.

Vers la fin de 1797, le Sultan crut devoir s'occuper plus sérieusement de ses provinces et voulut y rétablir l'ordre. Avant tout il fallait se débarrasser de Pasvan-Oglou. On fit marcher contre lui une coalition de 14 pachas, y compris le pacha de Belgrade, à la tête de nombreuses troupes. Le siège de Vidin dura près d'une année; mais Pasvan triompha encore, grâce aux intrigues de quelques-uns des pachas; et comme la Porte était à ce moment obligée de porter toute son attention vers ses provinces d'Afrique à la suite de l'invasion française en Égypte, Pasvan réussit à faire agréer sa « soumission au Sultan! » Il fut alors convenu que le domaine de Kraïna serait comme par le passé administré au profit des sultanes et que les revenus en seraient envoyés régulièrement à Constantinople. Mais Pasvan conserva le commandement du pays et délégua ses pouvoirs à son favori Molla-Aga³.

Avec un pareil voisin le pachalik ne pouvait jouir d'une longue tranquillité. En effet les brigands de Pasvan ne

1. Administrateur civil.

2. *Notes sur Pasvan-Oglou*, par Mériage. Voy. Aff. Étr. *Turquie*. Mém. et doc., vol. 16, f. 128.

3. *Idem*.

tardèrent pas à y faire des excursions et à s'y établir. Malgré la vigilance du pacha et des knèzes serbes le pachalik n'était donc pas débarrassé des janissaires. Beaucoup étaient cachés dans les villes, et dans la forteresse de Chabats, en particulier, deux chefs janissaires avaient réussi à réunir un certain nombre d'hommes.

En mars 1800, à Chabats, ils attaquèrent en pleine rue le knèze d'un district voisin, Ranko Lazarévitch, et le tuèrent ; ils essayèrent même de rançonner sa famille. Tous les environs furent mis en émoi. Informé de cet événement, le knèze Alexa Nénadovitch porta plainte au pacha et lui déclara que tous les knèzes seraient forcés de désertir leurs postes et d'émigrer en Autriche s'ils n'étaient pas plus en sûreté même dans les villes.

Indigné à la nouvelle de cet assassinat, le pacha envoya des troupes à Chabats contre les assassins. Ceux-ci s'enfermèrent dans leur forteresse, qui fut attaquée. Les chefs purent se sauver dans une barque et gagner la Bosnie par la Save ; mais vingt-sept de leurs hommes furent pris et pendus en plein marché de cette ville.

Cet événement avait produit une telle peur dans le pachalik que l'on n'osait plus même prononcer le nom de janissaires. Mais la haine des janissaires de Vidin et de Bosnie contre Moustapha-Pacha en fut considérablement accrue¹.

Moustapha-Pacha, sentant le besoin de renforcer ses troupes et n'ayant pas d'argent, résolut d'augmenter les impôts.

Les knèzes, informés de cette décision, se réunirent, et après avoir délibéré firent savoir au pacha que le peuple n'était pas en état de supporter de nouvelles charges. Le pacha leur communiqua les motifs de sa décision et leur demanda s'ils ne préféreraient pas vivre en sécurité que de rester à la merci des brigands de la Bosnie et de Vidin. Les knèzes apprécièrent ces considérations ; mais à leur avis les anciens impôts étaient déjà assez lourds. Tandis qu'ils délibéraient, l'un d'eux, Alexa Nénadovitch, eut une idée ingénieuse. Pourquoi n'organiseraient-ils pas des troupes serbes dont le pacha pourrait disposer et dont l'entretien resterait à

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 41-45.

la charge de la population sans augmentation d'impôts ? Cette proposition fut acceptée à l'unanimité, et le pacha l'agréa à son tour, en y mettant comme condition que chaque knèze recruterait le même nombre d'hommes qu'il avait fourni à l'armée autrichienne lors de la dernière guerre. Ainsi chacun put facilement savoir combien de soldats il devait équiper, et le pacha lui donna ordre de les tenir tous prêts à répondre au premier appel¹.

Cependant les janissaires du pachalik de Vidin, profitant de ce que la Porte était occupée des affaires d'Égypte, résolurent de tenter un coup de main sur le pachalik de Belgrade. En novembre 1800, ils prirent Pojarévats (Passarovitz), Tchoupria, et s'emparèrent de la ville de Belgrade elle-même.

Hadji-Moustapha-Pacha s'enferma dans la forteresse et fit appel aux troupes serbes. Les knèzes de la partie occidentale du pachalik accoururent avec leurs soldats devant la ville, l'attaquèrent et en chassèrent les janissaires. Le knèze Birtchanine les poursuivit jusqu'aux frontières du pachalik de Vidin, tandis que les autres troupes, sous les ordres du knèze Nénadovitch, étaient restées à Belgrade pour garder le pacha. Ce n'est qu'en 1801 que les troupes serbes furent licenciées².

Ce fut un spectacle unique dans l'histoire ottomane que de voir une population chrétienne prendre les armes pour la défense d'un pacha du Sultan, contre les musulmans eux-mêmes. Mais le fait n'était pas de nature à améliorer la position du pacha. Tout au contraire la haine des janissaires, contre lui et contre le raïa serbe qui les avait battus et expulsés, ne connut plus de bornes. A tout prix il fallait en tirer une vengeance éclatante ; mais, comme ils n'avaient pas oublié la valeur de leurs ennemis, ils eurent recours à la ruse.

Quelques-uns d'entre eux s'adressèrent à Moustapha-Pacha, et, feignant le repentir, lui demandèrent le pardon du passé, avec l'autorisation de s'installer en amis dans son pachalik. Celui-ci, conseillé sans doute par Pasvan-Oglou, finit par

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, p. 45-50.

2. *Id.*, p. 42.

accorder l'autorisation demandée. Les janissaires parvinrent ainsi à s'introduire de nouveau peu à peu dans le pachalik et particulièrement dans la capitale.

Au moment où la guerre d'Égypte touchait à sa fin (30 août 1801), ils étaient assez nombreux à Belgrade. Le moment était propice pour l'exécution de leur dessein; mais il fallait se hâter, car ils ne doutaient point que l'attention de la Porte ne se tournât de nouveau bientôt vers les provinces européennes de l'empire. Ils engagèrent leurs partisans de Vidin à tenter une invasion dans le pachalik de Belgrade. Profitant du départ de Dervich-Bey, fils de Moustapha-Pacha, qui commandait les troupes envoyées à la rencontre des envahisseurs, les janissaires se rendirent maîtres de la ville de Belgrade vers la fin d'octobre. Le pacha se renferma dans la forteresse et fit de nouveau appel aux troupes du raïa, mais les secours arrivèrent trop tard : le pacha était tombé aux mains des janissaires qui le mirent à mort le 27 décembre 1801¹.

III

Le pacha disparu, il ne restait aux janissaires qu'à prendre en mains le gouvernement du pachalik. Quatre de leurs chefs les plus en vue, Mehemed-Aga Fotch-Oglou, Koutchoug-Ali, Aganli et Molla-Ioussouf se partagèrent aussitôt le pouvoir et prirent le titre de *dahis* (deys).

Sentant bien qu'ils avaient commis contre le Sultan un acte de rébellion qui ne manquerait pas de leur attirer sa vengeance et celle de la Porte, ils firent rédiger aussitôt au nom *des knèzes et des raïas serbes* une plainte au Sultan contre Moustapha-Pacha! Il était dénoncé comme un tyran et un prévaricateur, dont les méfaits avaient poussé la moitié de la population à l'émigration en Autriche. Les agas des janissaires étaient au contraire représentés comme les seuls protecteurs et bienfaiteurs du peuple. Ils convoquèrent les knèzes et leur demandèrent de la signer et d'y apposer leurs

1. L'archiprêtre Michel Péitch, de Zemlin, à l'archevêque Stratimirovitch, le 28 décembre 1801. Voy. *Mémoires de l'Académie Serbe*, t. XXXVII, p. 133.

cachets ! Ceux-ci demandèrent un délai pour délibérer. Le délai fut refusé et ils durent signer sur-le-champ¹.

Cette plainte une fois envoyée à Constantinople, les dahis traitèrent les districts en pays conquis et en tirèrent des revenus considérables.

Cependant la nouvelle de la mort de Moustapha-Pacha et de l'établissement du gouvernement des dahis dans le pachalik de Belgrade s'était répandue dans les pachaliks avoisinants. Aussitôt des bandes entières de janissaires et des brigands y affluèrent de tous les côtés, de la Bosnie, de l'Albanie et de la Roumélie.

Comme ils avaient besoin d'auxiliaires, les dahis firent bon accueil aux bandits, et le pachalik en fut bientôt inondé. Les nouveaux venus s'installèrent comme agents du gouvernement sous les noms variés de *kaba-dahis* (petits dahis), *bin-bachis*, *bouliouk-bachis*, *sou-bachis*, etc. Les impôts furent augmentés arbitrairement, les knèzes furent privés de leurs pouvoirs, tous les privilèges obtenus par le firman de 1795 furent abolis, et le pachalik fut livré à la tyrannie d'avant la dernière guerre.

La nouvelle « administration » devint insupportable non seulement aux raïas serbes, qui n'étaient pas suffisamment riches pour subvenir à la fois aux exigences légales des spahis et aux appétits toujours grandissants des nouveaux maîtres ; elle le devint aussi pour les Turcs paisibles eux-mêmes, surtout pour les spahis qui jusque-là avaient joui de la considération du gouverneur, et avaient vécu tranquillement des revenus qu'ils touchaient. Maintenant de vulgaires brigands leur étaient préférés, et leurs revenus étaient diminués par les exigences exorbitantes de ces nouveaux venus auxquelles les pauvres paysans étaient forcés de satisfaire. C'est ainsi que les dahis, au lieu de gagner les sympathies des spahis, travaillaient à se les aliéner.

Leur mécontentement, ainsi que celui de tous les Turcs fidèles au Sultan, ne tarda pas à se manifester ; mais les dahis étaient soutenus par Pasvan-Oglou et celui-ci était encore très puissant. Pour sauver les apparences, la Porte se contenta de nommer un nouveau pacha à la place de feu

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 58.

Moustapha. Ce fut un vieillard, dont les dahis disposaient à leur gré.

A la fin, un mouvement sérieux s'organisa parmi les Serbes et même parmi les Turcs : il lui fallait un chef. Ce fut Dervich-Bey, fils de Moustapha-Pacha, qui se trouvait à Constantinople depuis la mort de son père. Restait à lui obtenir du Sultan le firman l'autorisant à chasser les dahis, et à remettre par suite le pachalik sous l'autorité effective de la Porte. Une fois le firman accordé, on s'occuperait de se procurer, avec le concours de l'Autriche, des armes et des munitions. Mais, en 1802, quelques partisans trop zélés faillirent tout compromettre. Un soulèvement prématuré aux environs de Pojarévats fut cruellement réprimé par les dahis¹. Malgré cet échec, le complot s'étendit en 1803. Les knèzes suivaient les événements avec sympathie et en attendaient une amélioration du sort du peuple serbe. De l'autre côté de la frontière, les autorités autrichiennes se montraient également favorables. Leur gouvernement ne pouvait que voir d'un mauvais œil, dans un pachalik si proche de son territoire, un état de choses plein de surprises et de dangers pour la tranquillité de la frontière.

Les préparatifs avançaient donc parmi les Serbes aussi bien que parmi les Turcs. L'heure du soulèvement allait sonner ; mais les opprimés ne touchaient pas encore à la victoire. Vers la fin de 1803, ou au commencement de l'année suivante, une lettre, adressée au commandant Mittesser à Zemlin de la part du knèze Alexa Nénadovitch, fut interceptée et remise aux dahis². L'auteur de la lettre exposait à l'officier autrichien la situation politique du pachalik de Belgrade. Après lui avoir indiqué que les Serbes et les Turcs marchaient d'accord contre les dahis et que bientôt on allait en venir aux mains, il lui demandait son concours et le priait de procurer aux conspirateurs des munitions et des officiers³.

1. KARADJITCH (V.-St.). O. c., p. 7.

2. Il paraît que cette lettre n'a pas été écrite par le knèze Alexa, mais bien par son fils Mathieu et deux de ses amis. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 55 et 379 et ARSENIÉVITCH-BATALAKA, *Histoire de l'insurrection serbe*. Belgrade, 1898, t. I, p. 65.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 66-67.

Épouvantés, se voyant menacés à la fois à Constantinople et dans le pays même, les dahis décidèrent, pour se maintenir au pouvoir, de se débarrasser des ennemis intérieurs par un massacre. Tous les Serbes notables qui avaient pris part à la dernière guerre austro-turque devaient être égorgés. La population ainsi terrorisée et privée de ses défenseurs naturels, l'autorité des dahis serait désormais solidement établie¹.

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 65.

CHAPITRE II

I. — Exécution des knèzes Nénadovitch et Birtchanine (4 février 1804). — Les échappés ; Kara-George Pétrovitch. — Début de l'insurrection dans le Choumadia. — Réunion d'Orachats et élection de Kara-George comme commandant en chef. — Négociations de Drloupa et de Hassan Pachina-Palanka ; tentatives infructueuses des dahis pour calmer l'insurrection. — Prise de Roudnik (18 mars 1804).

II. — Insurrection dans la partie ouest du pachalik. — Mission de l'archiprêtre Nénadovitch à Zemlin. — Delli-Ahmet. — Prise de Valiévo (18 mars 1804). — Lettres de l'archiprêtre Nénadovitch à l'archevêque Stratimirovitch et au général Geneyne ; leurs réponses. — Bataille de Tchokéchina et prise de Chabats (30 avril 1804).

III. — Première entrevue de l'archiprêtre Nénadovitch avec Kara-George. — Intervention du gouvernement autrichien pour le rétablissement de la paix. — Échec de la conférence de Zemlin (18 mai 1804). — Envoi des conditions serbes au Sultan. — Le quartier général des insurgés à Toptchidère, près Belgrade (21 mai 1804).

IV. — Insurrection dans la partie est du pachalik. — Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats. — Siège et capitulation de Pojarévats (fin mai 1804). — Arrangement avec les Turcs de Smédérévo (Semendria). — Premier emprunt contracté à Zemlin par les insurgés. — Immigration des officiers serbes de l'Autriche. — Le capitaine Tchardaklia. — On décide l'envoi d'une députation à l'empereur Alexandre. — Message d'Ébou-Békir-Pacha, visir de Bosnie. — Suspension des hostilités (juin 1804).

I

La liste des victimes fut dressée ; on désigna les bourreaux, et l'on convint que le massacre aurait lieu partout en même temps. Toutefois les dahis n'étaient pas sans inquiétude, en particulier du côté de Valiévo. Il y avait dans cette contrée deux knèzes énergiques, populaires, qui s'étaient distingués dans la guerre de 1790 et plus tard, en 1800 et 1801, dans la campagne contre les janissaires de Vidin : Ilia Birtchanine et Alexa Nénadovitch, celui-là même dont la prétendue lettre au commandant Mittesser avait tout compromis. Aussi ce fut un des dahis mêmes, Mehemed-Aga Fotch-Oglou, qui se chargea de leur exécution. Sous prétexte des affaires de district, il leur donna rendez-vous à Valiévo, et partit pour

cette ville, escorté d'un grand nombre de cavaliers. Les knèzes, n'ayant aucun soupçon et désireux d'épargner tout désagrément à la population de leurs districts, firent préparer des provisions pour le dahi et sa suite et vinrent à sa rencontre. Aussitôt arrivé, Mehemed-Aga les fit arrêter et emprisonner. Les Turcs, parmi lesquels les knèzes étaient très estimés, aussi bien que les Serbes s'empressèrent de recueillir une forte somme d'argent pour les racheter. Le dahi repoussa leur offre. Le 4 février, les knèzes enchaînés furent tirés de la prison et conduits sur la place publique. Là, devant les habitants réunis, Mehemed-Aga fit lire la lettre interceptée de Nénadovitch au commandant Mittesser, puis il fit un signe au bourreau et les deux knèzes furent décapités¹.

Cette exécution jeta l'épouvante dans la ville : un grand nombre de Turcs se préparèrent aussitôt à partir.

Au même moment d'autres victimes, sur d'autres points du pachalik, tombaient sous les coups des agents des dahis. En quelques jours, *soixante-douze* têtes de notables serbes furent apportées à Belgrade et exposées devant le palais des dahis².

Toutefois plusieurs notables, avertis à temps, purent échapper. Ce fut le cas de George Pétrovitch, surnommé *Kara-George* ou Tsrni-George (Georges le Noir). Issu d'une pauvre famille de paysans, Kara-George s'était battu contre les Turcs comme volontaire dans la dernière guerre austro-turque. Après le traité de Sistova, il avait continué sa vie de guerre, d'abord parmi les haïdouks, puis dans les troupes serbes, contre Pasvan-Oglou et les janissaires de Vidin. Puis il s'était fixé à Topola, non loin de Roudnik, et consacré à l'agriculture et à l'élevage. Il était taillé en colosse, et son impétuosité était bien connue.

Averti de l'arrivée de ses bourreaux dans le village de Topola, Kara-Georges réussit à se frayer un passage, le fusil à la main, et put s'enfuir dans la forêt. Là, il rencontra Stanoïé Glavach, le fameux chef des haïdouks. Ils furent rejoints dans la journée par deux camarades. Le troisième jour ils étaient neuf; et comme les paysans des environs,

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 66-67.

2. Michel Péitch à l'archevêque Stratimirovitch, le 16 février 1808. Voy. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XXXVII, p. 54.

réduits au désespoir par de nombreux assassinats, commençaient à se lever en grand nombre, au bout de dix jours ils eurent autour d'eux deux mille hommes. « Si nous devons mourir, disaient-ils, il vaut mieux que nous mourions ensemble ! » Kara-George examina leurs armes et leurs munitions ; mais, craignant que les Turcs n'enlevassent leurs enfants, il renvoya les paysans en leur faisant promettre d'être prêts au premier appel ¹.

Le mouvement s'étendit dans les districts avoisinants. Les haïdouks descendirent des montagnes et se joignirent aux insurgés. Alors Kara-George lança l'appel à l'insurrection générale. Mais l'élan ne fut pas universel. En effet, bien que les populations fussent exaspérées du massacre des notables, beaucoup de gens prudents hésitaient, se demandant où cette affaire les conduirait. Kara-George et ses camarades eurent recours aux représailles, tuant les Turcs dans les villages et suspendant leurs cadavres devant la maison des paysans : alors tous les habitants des environs, craignant les amendes, se levèrent ².

Les hostilités commencèrent par l'incendie des *hans* (caravansérails). Plusieurs postes turcs de la Choumadia ³ furent dispersés, et tous les Turcs qui habitaient la campagne se réfugièrent dans les villes.

L'insurrection, ainsi commencée, n'était point encore organisée. Le besoin d'un chef et d'un plan général d'action se fit rapidement sentir. Une réunion des notables de la Choumadia fut donc décidée. Elle eut lieu vers la fin du mois à Orachats. Il paraît que quelques membres de la réunion proposèrent tout d'abord pour chef le haïdouk Glavach. « Je ne suis qu'un haïdouk, répondit-il, je ne possède ni feu ni lieu, ni champ, ni maison ; jamais la nation n'acceptera un homme qui n'a rien à perdre, ni rien à sauver. » Alors on se tourna vers Théodosius, knèze d'Orachié, dans le district de Kragouïévats. « Y pensez-vous, dit-il, prendre un knèze pour chef ! Il faut tout prévoir et, dans le cas où nous serions battus, dans le cas où les Turcs reviendraient, qui donc

1. Le *Journal de Boja Grouïévitch*. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., 1867, annexes, p. 299.

2. *Ibid.*

3. Contrée boisée ; du mot serbe *chouma*, bois.

vous protégerait auprès d'eux si vos knèzes sont compromis ? » Alors ils offrirent ce poste à Kara-George, qui n'était ni haïdouk ni knèze; mais qui était connu dans le peuple, et qui, dès le premier jour de l'insurrection, s'était distingué en groupant les insurgés autour de lui. Il hésitait lui aussi. « Je n'y entends rien, dit-il, ce n'est pas mon affaire de gouverner les hommes. » — « Nous te conseillerons », répondirent les knèzes. — « Mais je me connais trop, répondit-il; je suis violent, je ne puis me contenir; si l'on me désobéit, je ne saurais rétablir mon autorité par de bonnes paroles. Je frapperai, je tuerai.... » — « Tant mieux! répondirent les assistants; dans la crise où nous sommes, il nous faut un chef qui se fasse craindre. » Kara-George accepta alors¹. Dès qu'il fut élu commandant en chef, tous les membres de la réunion lui prêtèrent serment de fidélité².

Pendant les dahis, craignant que l'insurrection ne s'étendît et que le Sultan n'en fût informé, essayèrent de l'apaiser. Ils déléguèrent un des leurs, Aganli, vers Kara-George avec des propositions pour le rétablissement de la paix. L'entrevue eut lieu à Drloupa, à mi-chemin de Roudnik à Belgrade. Elle aboutit à une bagarre : Aganli fut blessé, et les Turcs, après des pertes sensibles, durent s'enfuir vers Belgrade, emportant le dahi³.

Malgré cet échec, les dahis se décidèrent à une nouvelle tentative. Cette fois leurs négociateurs furent l'archevêque de Belgrade, Léon, et quelques notables Turcs. Ceux-ci s'abouchèrent avec Kara-George à Hassan-Pachina-Palanka. Les délégués turcs promirent, paraît-il, que les Turcs n'habiteraient plus la campagne et que les impôts seraient recueillis par les knèzes serbes⁴; ils offrirent même à Kara-George de lui faire obtenir sa nomination par firman au poste de knèze

1. SAINT-RENÉ-STAILLANDIER, *La Serbie au XIX^e siècle*. Paris, 1875, p. 71-72. Il n'y a point de document authentique concernant cet événement important. Le récit de la façon dont Kara-George fut élu chef de l'insurrection appartient à Karadjitch (Voy. l'ouvr. cité, p. 14-15).

2. PROTITCH (A.), Histoire de l'insurrection serbe. Voy. *Mémoires de l'Académie Serbe*, t. XIV, p. 18.

3. Michel Peitch, à l'archevêque Stratimirovitch, le 7 mars 1804. Voy. NOVAKOVITCH, *L'insurrection contre les dahis*, p. 92-93.

4. L'histoire serbe du temps de Kara-George, par IOANICE DJOURITCH, secrétaire de Kara-George. Voy. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 132-136.

principal. Mais celui-ci demanda la garantie d'un souverain étranger que les dahis tiendraient leur parole, et un délai d'un mois pour convoquer les notables serbes de tout le pachalik de Belgrade, leur communiquer ces offres et s'entendre avec eux sur les conditions de la paix¹. Les dahis crurent sans doute que les Serbes ne cherchaient qu'à gagner du temps jusqu'au printemps ; ces négociations restèrent encore sans résultat.

Les insurgés alors se mirent en campagne. Ils dirigèrent leurs forces sur Roudnik, contre Sahli Aga, un des Turcs les plus détestés du pays. Sahli Aga s'étant enfui, la place capitula aussitôt. Les familles des Turcs paisibles ne furent pas inquiétées, et Milan Obrénovitch, un notable paysan de Brousnitsa, reçut le commandement du district de Roudnik².

Sur ces entrefaites, le dahi Fotch-Oglou avait demandé des secours à Pasvan-Oglou, maître de Vidin, et son collègue Koutchoug-Ali, à la tête d'un détachement de Turcs, s'était porté de Belgrade sur Roudnik au secours de son frère Sahli Aga. En route, il rencontra Kara-George, accompagné seulement d'une faible escorte, parce qu'après la prise de Roudnik il avait licencié la plus grande partie de ses troupes. Kara-George dut battre en retraite et se rejeter dans la montagne, tandis que Koutchoug-Ali se dirigeait sur Kragouiévat et de là sur Yagodina. Précisément, à cette époque, un chef de brigands de Roumélie, nommé Gouchanats-Ali (Koursanli-Ali), envoyé par Pasvan-Oglou au secours des dahis, venait d'arriver à Yagodina avec « seize cents hommes d'élite, arnautes et krdjalis³ ». Pasvan-Oglou, persuadé que les membres du Divan étaient faciles à corrompre et qu'ils finiraient par livrer Belgrade aux insurgés, lui avait donné l'ordre de se jeter dans cette forteresse, et de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, quels que fussent les firmans qu'on pourrait leur présenter⁴. Koutchoug-Ali et Kour-

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIV, p. 23-24.

2. *Messager de la Société savante serbe*, t. IV, p. 141.

3. Arnautes ou mieux Arnaoutes veut dire Albanais. Krdjalis ou Kersalis étaient des mercenaires musulmans et chrétiens qui, sous la conduite des différents chefs, dévastaient la Turquie d'Europe au commencement du XIX^e siècle.

4. *Notes sur Pasvan-Oglou*, par MÉRAGE. Voy. Aff. Étr. *Turquie*. Mém. et Documents, vol. XVI, f. 144-249.

sanli-Ali eurent une chaude entrevue. Puis, tandis que Koutchoug s'établissait à Yagodina, Koursanli continua sa marche sur Belgrade où il parvint, suivi de près et harcelé par les Serbes.

Kara-George ne tarda pas à reparaitre. Cette fois, prenant l'offensive, il attaqua Koutchoug-Ali retranché dans Yagodina. Un premier assaut fut repoussé avec de grandes pertes. Cet échec découragea un moment les insurgés. Mais, stimulés par leur chef, ils se ressaisirent et reprirent la lutte avec acharnement. Le dahi avec ses soldats leur opposa une résistance opiniâtre, mais inutile : la place tomba finalement au pouvoir des assaillants. Le dahi réussit, accompagné de quelques hommes, à se frayer un passage jusqu'à Belgrade.

Vers la fin d'avril, après une campagne de trois mois, toute la Choumadia était complètement affranchie des Turcs.

II

Le massacre des notables serbes provoqua le soulèvement des raïas dans d'autres régions du pachalik de Belgrade.

Aussitôt après l'exécution des knèzes Nénadovitch et Birtchanine à Valiévo, la famille Nénadovitch s'était retirée dans une forêt voisine. Le frère et le fils du knèze Nénadovitch, Jacob et Mathieu, l'un commerçant connu, l'autre, archiprêtre de Brankovina, avaient songé, dès le premier jour, à un soulèvement ; mais ils se demandaient si, malgré la grande popularité des victimes, les raïas de ces régions les suivraient. Jacob se hâta de passer en Autriche pour vendre le plus tôt possible le troupeau de porcs qu'il possédait ; Mathieu resta auprès de la famille. Tout à coup on apprit le soulèvement de la Choumadia. A cette nouvelle, les Turcs des environs de Valiévo se réfugièrent à la hâte dans la ville. Mathieu Nénadovitch, les voyant fuir, s'aboucha avec quelques parents et notables des environs et le soulèvement fut aussitôt décidé. Il rentra chez lui à Brankovina, retira de l'église de son village un drapeau tricolore (bleu, blanc, rouge) orné de trois croix, et le fit planter devant l'église.

Le lendemain, 28 février, sept cents paysans des environs étaient rangés autour du drapeau. Ils étaient prêts à la lutte, mais les munitions manquaient. Jacob Nénadovitch étant rentré le lendemain, Mathieu fut chargé d'aller en demander aux Autrichiens. Arrivé à Zemlin, il s'adressa au commandant Mittesser, le grand ami de son père. L'officier lui répondit que l'« Empire » ne pouvait pas lui fournir des armes et des munitions. Mais il lui conseilla de s'adresser à quelque commerçant qui pourrait lui en procurer en cachette. Il lui indiqua un commerçant serbe, Etienne Jivkovitch, qui avait quitté Belgrade, poursuivi par les dahis, et un premier achat de poudre fut aussitôt fait. Puis il le mit en présence d'un Turc nommé Delli-Ahmet qui, blessé par les janissaires à Belgrade, s'était réfugié à Zemlin. Après s'être convaincu qu'il avait affaire à un Turc fidèle au Sultan et grand ennemi des janissaires, Mathieu le fit pobratime (frère d'élection)¹ et le décida à le suivre dans le pachalik de Belgrade. Pendant le voyage il s'entendit avec lui et obtint la promesse qu'il approuverait tout ce que lui, archiprêtre, dirait à la population.

Arrivé à Zabrej, Nénadovitch convoqua quelques notables des villages voisins, leur montra les munitions qu'il apportait, et affirma qu'un commissionnaire parti pour Peter-Wardein leur en fournirait autant qu'ils voudraient. Ils réunirent aussitôt 300 hommes et suivirent l'archiprêtre. Quand ils parvinrent au village de Grabovats ils étaient déjà 500. Là l'archiprêtre commença à haranguer les paysans. « Vous savez tous, mes frères, leur dit-il en substance, que Hadji-Moustapha Pacha a été tué par les dahis et que son fils, Dervich Beg, a été nommé à sa place par le Sultan. Or, depuis l'assassinat de son père, Dervich-Beg sollicitait un firman, l'autorisant à lever des troupes pour venger le meurtre de son père. Ce firman, le Sultan vient de le lui accorder. Sans perdre de temps, Dervich-Beg nous a envoyé par le territoire autrichien son lieutenant Delli-Ahmet, ici présent

1. Le mot *pobratime*, dérivé de *brat*, frère, marque une liaison d'amitié qui peut exister entre personnes de deux sexes et a un caractère sacré et religieux, car il forme empêchement au mariage. Au mot de *pobratimé* correspond celui de *possestrima* qui dérive de *sestra*, sœur. Voy. DOZON (A.), *Poésies populaires serbes*. Paris, 1859, p. 59-60.

avec mission d'enrôler les Serbes et de chasser tous les tyrans. Lorsque l'armée sera assez nombreuse Dervich-Beg arrivera lui-même avec de l'artillerie ; on s'emparera de tous les dahis et de leurs partisans, on purgera le pays de tous les brigands, on délivrera le pachalik et Dervich-Beg prendra la succession de son père à Belgrade. » Il leur rappela encore le bien-être et la liberté dont ils avaient joui sous le gouvernement de Moustapha Pacha. Delli-Ahmet confirmait tout ce que l'archiprêtre disait, le peuple était enthousiasmé ¹.

Dans la région de Tamnava, une déception l'attendait. Écoutant les conseils des notables qui ne croyaient pas le succès possible, la petite armée qu'il avait laissée à Brankovina ne l'avait pas attendu et s'était dispersée. Il rencontra lui-même des notables qui refusaient de suivre le mouvement en disant : « Comment tout cela va-t-il finir ? »

L'archiprêtre Nénadovitch réédita son discours de Grabovats, promena partout son Turc, et menaça de représailles ceux qui ne feraient pas cause commune avec les insurgés. Cette propagande ne resta pas infructueuse. Les habitants se rassurèrent et se décidèrent à la lutte. Le mouvement se propagea promptement dans toute la région de la Koloubara, de la Tamnava et de la Save. Mais les munitions manquaient toujours. L'archiprêtre s'adressa à Hadji-Sahli-Beg, de Srebrenitsa en Bosnie, vieil ami de son père et adversaire déterminé des dahis ; il lui raconta l'histoire de Delli-Ahmet, et demanda de la poudre.

Les bandes une fois formées marchèrent sur Valiévo, dont le mousseline, Poretch-Ali, était très impopulaire parmi les Serbes. La ville fut prise et incendiée le jour même où Roudnik était pris par les bandes de Kara-George².

Encouragés par ce succès les insurgés préparèrent l'attaque de la ville et de la forteresse de Chabats, mais le manque de munitions les arrêta une fois encore. L'archiprêtre Nénadovitch se rendit à la frontière autrichienne. Il passa à la douane de Boliévtsi et y fit la connaissance d'un officier autrichien, le lieutenant Leiteser. Celui-ci suggéra à l'archiprêtre l'idée de s'adresser à l'archevêque serbe de Karlovitz en

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 77-78.

2. *Id.*, p. 89.

Hongrie et à l'archiduc Charles, ou bien au général commandant la frontière, et de leur demander leur protection. Il se chargea lui-même de l'expédition des lettres.

Nénadovitch hésita un moment. En effet il n'avait encore point de nouvelles de Kara-George, et il ignorait s'il n'avait pas déjà fait des démarches et auprès de qui. Il repassa la Save. Le soir même il reçut une lettre lui annonçant la fuite des Turcs de Valiévo et l'écrasement d'un détachement turc à Sviléouva par Jacob Nénadovitch et le pope Louka Lazarévitch. Il communiqua cette nouvelle au lieutenant Leiteser. Celui-ci le décida à faire les démarches qu'il lui avait conseillées. Le lieutenant lui fit apporter de l'encre et du papier qui manquaient de l'autre côté de la Save. L'archiprêtre passa alors à Zabrej chez un ami. Là, agenouillé devant une petite chaise en guise de table, éclairé par une bougie que tenait son ami, il écrivit deux lettres : l'une à l'archevêque Stratimirovitch et l'autre au général Geneyne, commandant la frontière autrichienne ; il s'efforça de leur dépeindre tous les maux que le peuple serbe avait soufferts de la part des janissaires, le projet qu'avaient conçu les dahis de faire égorger tous les notables serbes, notamment ceux qui avaient pris part à la dernière guerre austro-turque et avaient fidèlement servi la cour de Vienne, l'exécution partielle de ce barbare plan, et la fuite des jeunes gens dans les forêts, ainsi que leur ferme résolution de lutter jusqu'à la mort. Enfin il priait l'Empereur de sauver le peuple serbe en lui fournissant des armes, des munitions et des officiers¹.

Ces lettres furent confiées aux soins du lieutenant Leiteser. Quelques jours plus tard les munitions arrivèrent, mais il fallait payer 600 florins qu'on ne put trouver qu'avec toutes les peines du monde !

Cependant après la prise de Valiévo la place de Chabats avait été assiégée par les détachements de Jacob Nénadovitch et du pope Louka Lazarévitch ; une partie de la ville avait été incendiée et les Turcs s'étaient retirés dans la forteresse. A ce moment les insurgés reçurent un canon. C'était un mortier d'église² que l'évêque serbe de Neusatz, Yovanovitch, avait

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 92-93.

2. Les églises orthodoxes possèdent généralement un ou plusieurs

fait réparer et qu'il envoyait avec des munitions et un habile canonnier¹.

Ce cadeau inattendu causa une joie profonde aux chefs des insurgés. Afin d'encourager leurs hommes, ils leur annoncèrent que ce canon était envoyé par l'Empereur lui-même et que d'autres canons et des soldats ne tarderaient pas à suivre. Cet événement eut une action considérable sur le moral des troupes. Le siège de Chabats faisait des progrès. Quoique le canon fût de petit calibre, ses projectiles incendiaient déjà les maisons turques dans la forteresse même.

C'est au plus fort de cette lutte devant Chabats que la réponse du général commandant la frontière autrichienne arriva au quartier des assiégeants. Le général répondait par ordre que, par suite de l'état de paix et de grande amitié qui existait entre le Sultan et la Cour d'Autriche, celle-ci n'était pas à même de venir en aide aux Serbes de quelque façon que ce fût; mais il était disposé lui-même à tenter de réconcilier les insurgés avec les dahis².

La réponse de l'archevêque Stratimirovitch ne tarda pas à arriver à son tour. Le vieux prélat informait d'abord les insurgés que leurs « besoins et détresse » avaient été portés à la connaissance de la Cour Impériale et de l'internonce à Constantinople par le général commandant la frontière. Puis il confirmait que les Cours d'Autriche, de Russie et autres États voisins étaient en paix et en amitié avec le Sultan, et qu'elles seraient contentes de voir les Serbes rester fidèles à leur souverain. « Je crois, écrivait-il, qu'en ce moment vous ne pouvez pas attendre de la part de ces Cours d'autre secours que celui de vous recommander auprès du Sultan. C'est tout ce que vous pourrez désirer et obtenir. Il faut que vous adressiez vos desiderata au Sultan, sans oublier que vous êtes ses sujets et que vous le resterez nécessairement après l'insurrection. Vous ne pouvez demander au Sultan que les facilités et la sécurité pour l'avenir, et vous pouvez prier les autres Cours amies du Sultan d'appuyer vos

petits mortiers que l'on fait tirer les jours des grandes cérémonies religieuses et fêtes nationales.

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 95.

2. *Id.*, p. 96.

demandes auprès de lui. C'est un chemin sûr, à mon avis, que vous pouvez prendre¹ ».

Quand il eut lu ces lettres, l'archiprêtre Nénadovitch en confia le contenu à son oncle Jacob et à quelques amis; il leur fit jurer de garder le secret le plus absolu, puis ils convinrent, dans l'intérêt de l'insurrection, d'annoncer que les Autrichiens allaient arriver bientôt.

Sur ces entrefaites ils apprirent que l'archevêque de Belgrade avait offert à Kara-George de la part des dahis, afin d'apaiser l'insurrection, une forte somme d'argent et la faculté d'émigrer en Autriche avec sa famille, et que celui-ci avait accepté! Effrayé par cette nouvelle, l'archiprêtre Nénadovitch prit une escorte et se mit en route pour chercher Kara-George afin de lui communiquer les lettres qu'il venait de recevoir, de s'entendre avec lui pour tenir ferme, et d'arrêter un plan général d'action.

Il ne put le rencontrer nulle part : Kara-George, en effet, après son échec devant Yagodina, était occupé à lever des recrues. Nénadovitch dut se contenter de lui laisser copie de ses lettres².

Le siège de Chabats avançait. Les Turcs inquiets avaient demandé des secours en Bosnie et le pacha de Zvornik avait annoncé des renforts. Il importait aux Serbes d'en retarder l'arrivée le plus possible afin de donner aux assiégeants le temps de réduire la place. Jacob Nénadovitch et Pierre Tchourtchia, un chef célèbre des haïdouks, furent chargés de cette mission. Un malentendu survint entre eux, et Jacob resta seul avec ses hommes, retranchés dans le monastère de Tchokéchina. Les Turcs arrivèrent fort supérieurs en nombre et attaquèrent les Serbes le 18 avril. Un combat désespéré s'engagea, qui dura toute la journée. Comme les Turcs avaient reçu des renforts, et que d'autre part les munitions manquaient aux Serbes, la bataille se termina par une lutte corps à corps où le détachement serbe fut anéanti. Jacob Nénadovitch réussit cependant à s'échapper avec

1. L'archevêque Stratimirovitch à l'archiprêtre Nénadovitch, le 10 avril 1804. Voy. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 286-288.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 97-98.

quelques compagnons; la victoire coûtait aux Turcs un millier d'hommes¹.

Cependant cet héroïque combat avait produit les résultats escomptés par les Serbes. Les renforts turcs avaient été arrêtés pendant deux jours et la forteresse de Chabats, serrée de près par les insurgés, avait demandé à capituler. L'acte de reddition fut signé sur le territoire autrichien vis-à-vis de la forteresse le jour même du combat de Tchokéchina. Le colonel Stoitchévitch, commandant du cordon autrichien, y apposa sa signature comme témoin à côté de celles des plénipotentiaires turc et serbe. Mouss'Agâ et tous les janissaires de la place durent partir pour Belgrade. La forteresse fut laissée entre les mains des Turcs paisibles comme propriété du Sultan, mais un détachement serbe de 20 hommes y fut installé pour assurer l'ordre. Tous les habitants s'étaient engagés à ne point sortir à la campagne et à tenir la ville ouverte au commerce².

Les vainqueurs de Tchokéchina, informés de la capitulation de Chabats, furent fort irrités; ils résolurent de rebrousser chemin et de se retirer à Zvornik.

A ce moment une lettre de Kara-George fut remise à l'archiprêtre Nénadovitch. Il lui fixait un rendez-vous à Ostroujnitsa, près Belgrade³.

III

Effrayés par l'étendue et le succès de l'insurrection, les dahis et le pacha de Belgrade sentaient de plus en plus vivement le besoin de la paix. Après l'échec des tentatives directes auprès des insurgés, ils s'étaient adressés à plusieurs reprises au général commandant la frontière autrichienne, en lui demandant ses bons offices pour le rétablissement de la paix entre les Turcs et les Serbes.

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 100.

2. *Ibid.* — Copie du rapport présenté par le Cabinet autrichien à l'empereur François II sur l'insurrection en Serbie, en date du 25 mai 1804. Voy. BOGHICHITCH (V.), *Critique de l'ouvrage de N.-A. Popof « Russie et Serbie »* (en russe), Saint-Pétersbourg, 1872, p. 33-34.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 103.

A la suite de cette demande et en raison de demandes analogues adressées par les insurgés, le général Geneyne, par ordre de son gouvernement, invita pour le 10 mai les délégués du pacha de Belgrade et des dahis ainsi que ceux des insurgés à une conférence à Zemlin.

Au reçu de ces propositions, Kara-George convoqua les principaux chefs des régions insurgées à une réunion préparatoire. C'est cette convocation que l'archiprêtre Nénadovitch avait reçue le lendemain de la capitulation de Chabats.

La réunion eut lieu au jour fixé à Ostroujnitsa. Kara-George donna connaissance de la lettre du général, et aussitôt on se mit d'accord sur les conditions à présenter à la conférence pour le rétablissement de la paix. Seize personnes furent désignées pour prendre part à la conférence en qualité de plénipotentiaires des insurgés.

La conférence eut lieu le 10 mai dans la cour du Palais du gouverneur militaire à Zemlin.

Les délégués des dahis et du pacha étaient très nombreux ; il y avait entre autres Souleïman-Aga, ancien mohasil¹, Ibrahim-Aga, mohasil actuel et chef des douanes, et Ibrahim-Beg, kyaya-bey du pacha.

Les Autrichiens donnèrent un caractère solennel à la conférence. Lorsque tous les délégués turcs eurent pris place, le général Geneyne apparut, entouré des officiers supérieurs et des fonctionnaires. Après l'échange des saluts avec les Turcs de marque, il déclara qu'à la suite de leur demande il s'était décidé à faire le voyage de Peter-Wardein à Zemlin, afin d'essayer de rétablir la paix entre eux et les Serbes, et qu'il avait organisé cette conférence pour donner au pacha, aux agas et à tous les autres Turcs une nouvelle preuve de l'amitié qui existait entre les deux Cours.

Puis il fit introduire seize délégués serbes sans armes, Kara-George Pétrovitch, Yanko Katitch, Sima Markovitch, Mladen Milovanovitch, l'archiprêtre Mathieu Nénadovitch, Atanasko Raïtch et autres. Le général leur représenta vivement ses bonnes intentions, la nécessité d'arriver à un accord et au prompt rétablissement de la tranquillité et de la paix. Il

1. Fonctionnaire supérieur des finances, sorte de *trésorier-payeur général*.

recommanda à tous la modération et, après qu'il eut donné des instructions à ses représentants pour les travaux de la conférence, il se retira avec sa suite.

La conférence commença alors en présence de cinq représentants du général, dont le colonel Stoïtchévitch et le commandant Mittesser.

Les délégués serbes déclarèrent, avant tout, qu'ils considéraient comme leurs supérieurs et maîtres les Turcs fidèles au Sultan, leur souverain commun; qu'ils n'avaient rien contre eux, mais qu'ayant été impitoyablement maltraités par les dahis, ils n'avaient plus eu d'autre parti à prendre que de recourir aux armes. Ils exposèrent en détail les cruautés que le peuple avait endurées de la part des dahis et de leurs séides : amendes exorbitantes, mauvais traitements, leurs femmes et leurs filles violées, et plus de mille notables et ecclésiastiques assassinés sans aucune raison. Ensuite ils donnèrent lecture des conditions qu'ils mettaient à la cessation des hostilités :

1° Les quatre dahis seront éloignés de Belgrade et les tchitlouks seront supprimés, conformément au firman de 1795.

2° Les Serbes fourniront 1500 hommes armés au pacha de Belgrade, pour sa sécurité personnelle, jusqu'à l'arrivée de l'armée impériale;

3° Les Serbes demandent pardon au Sultan. Un firman leur accordera l'amnistie et interdira aux Turcs de se venger des raïas, et de leur reprocher leur conduite comme une désobéissance à l'empire, vu que les raïas, soumis au Sultan, ne sont l'ennemi que des malfaiteurs qui les martyrisaient impitoyablement.

4° La pachalik de Belgrade sera gouverné conformément au hatti-chérif de 1795; les raïas paieront le montant des impôts fixé alors; toute augmentation sera refusée.

5° Il y aura un tribunal dans chaque district; tout sera jugé selon la loi; les juges seront des gens intelligents et honnêtes; personne ne pourra être emprisonné ni condamné avant d'avoir été jugé.

6° Il sera permis aux Serbes, conformément au hatti-chérif de 1795, de réparer les églises et les monastères incendiés; l'exercice et les cérémonies du culte seront libres et aucun Turc ne pourra se mêler des mariages des chrétiens; les

prêtres et les moines ne seront jugés que par leur évêque.

7° Le commerce sera libre; chaque commerçant pourra librement circuler dans tous les districts du pachalik; chacun aura le droit de vendre au plus offrant;

8° Les raïas éliront les knèzes; le gouvernement du pachalik les regardera comme les chefs des raïas et leur parole sera prise en considération par les cadis (juges); ces knèzes éliront un knèze suprême de toute la race serbe, par l'intermédiaire duquel le gouverneur traitera toutes les affaires des raïas; les impôts seront recueillis par des knèzes et remis au knèze suprême, qui les versera au gouverneur. Toutes les communications entre la Porte ou ses fonctionnaires et les raïas seront faites, comme en Morée¹, par l'intermédiaire du knèze suprême.

9° Si la Porte accepte ces conditions, les Serbes promettent obéissance à ses ordres, et lui seront dévoués jusqu'au sacrifice de leurs vies.

Le kyaya-bey du pacha et les deux mohasils répondirent au nom des Turcs. Tout en avouant que les Serbes « étaient fort maltraités », ils croyaient, dirent-ils, « que tout cela aurait pu être arrangé devant la justice sans qu'il fût nécessaire de recourir aux armes ». Ils promirent qu'à l'avenir les dahis, conscients de leurs torts, ne donneraient plus au peuple aucun motif de mécontentement, et que de leur côté le pacha et les Turcs seraient unanimes pour faire assurer aux Serbes les privilèges, qu'ils avaient demandés pendant les négociations de Hassan-Paschina Palanka.

Les délégués serbes voulurent savoir qui se porterait garant de la fidèle exécution de ces promesses.

« Nous tous, à commencer par le pacha », répondirent les délégués turcs.

Les Serbes, qui n'avaient pas confiance, leur demandèrent alors comment ils pouvaient offrir une assurance pareille, puisqu'il était de notoriété publique que le parti des dahis et des janissaires était plus puissant qu'eux, et que ni le

1. En effet, une certaine autonomie locale a existé, sous différentes formes, dans plusieurs contrées de l'Empire Ottoman. Nous avons déjà mentionné qu'elle a existé même dans une contrée serbe, la Kraïna. Outre la Morée, certaines contrées de l'Albanie et les îles de l'Archipel l'ont possédée.

pacha, ni ses agents ne pouvaient rien entreprendre sans leur autorisation.

A cet instant une colonne de fumée s'éleva au-dessus de Toptschidère près Belgrade. Aussitôt un des délégués serbes, Katitch, se leva et protesta énergiquement contre la conduite des dahis, qui profitaient de l'absence des chefs des insurgés pour mettre le feu aux maisons des raïas et pour se livrer au pillage, comme des loups parmi des brebis sans berger. De leur côté les représentants autrichiens firent des reproches sévères aux délégués turcs sur un pareil procédé. Ceux-ci protestèrent de leur innocence. Mais les Serbes ne voulurent pas entendre parler de promesses sans garanties, et ils exigèrent l'éloignement des dahis comme fauteurs de tous les maux. Les Turcs ne voulurent rien promettre; ils sentaient bien, sans doute, que les dahis ne consentiraient pas à partir.

Dans ces conditions il ne restait à la conférence qu'à se séparer: les délégués turcs et serbes quittèrent aussitôt le territoire autrichien¹.

A leur retour à Ostroujnitsa les chefs des insurgés apprirent que les dahis se disposaient à envoyer une députation à Constantinople, pour rendre compte à la Porte de la situation du pachalik de Belgrade. Ils résolurent, de leur côté, de faire représenter au Sultan les conditions qu'ils avaient exposées à la conférence de Zemlin². Le 15 mai, l'archevêque de Belgrade adressa, au nom de tout le peuple, une lettre au patriarche à Constantinople, et lui demanda de présenter, comme chef de l'église, la pétition du peuple au Sultan. Une autre lettre fut adressée le même jour au ministre de Russie à Constantinople pour implorer son concours³. Puis les chefs se séparèrent: ils se rendirent chacun dans sa région pour assurer la protection des frontières et l'ordre dans l'intérieur.

Le 14 mai, toutes les troupes des régions de la Choumadia, de la Koloubara et de la Matchva étaient campées à Top-

1. Les détails de cette conférence se trouvent dans Nénadovitch, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 288-290, et 2^e éd., p. 103-106; et dans la Copie du protocole officiel de la conférence du 10 mai 1804. Voy: NOVAKOVITCH, *L'insurrection contre les dahis*. Belgrade, 1904, p. 205-205.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 115.

3. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*. Belgrade, 1905, p. 25.

tchidere, près Belgrade. Après avoir repoussé une sortie des Turcs de Belgrade, les chefs serbes se mirent à délibérer sur la défense et le gouvernement du pays affranchi, et sur l'action future. Il fallait de l'argent, et ils n'en avaient point. Ils décidèrent de tenter un emprunt de 50 000 piastres chez des commerçants serbes de Zemlin, qui dès le commencement de l'insurrection les avaient aidés. Ils leur adressèrent une lettre, signée de plus de cinquante chefs, et les priaient de remettre leurs souscriptions au fournisseur principal de l'armée serbe, Étienne Jivkovitch¹.

Au cours des délibérations une lettre importante fut remise à Kara-George. Milenko Stoïkovitch, notable du district de Pojarévats, l'appelait devant cette ville que les Serbes assiégeaient².

IV

Comme dans la Choumadia et la Matchva, les dahis avaient, au commencement de février, désigné des victimes parmi les notables serbes de Branitchévo, région située entre le Danube, la Morava et les montagnes d'Homolié. Comme dans les autres régions, quelques-uns des condamnés avaient échappé à leurs bourreaux et avaient gagné la forêt. Ayant appris que l'insurrection avait déjà commencé de l'autre côté de la Morava, ils avaient à leur tour attaqué les Turcs et les avaient repoussés vers les villes. Dès le début de mai, les bandes serbes, commandées par Milenko Stoïkovitch, Pierre Dobrniats et plusieurs autres notables, avaient affranchi toute la campagne. Alors ils investirent la principale ville, Pojarevats. Le blocus fut si rigoureusement établi, qu'en quelques jours les Turcs se trouvèrent contraints de demander à se rendre. Mais, craignant sans doute la vengeance des assiégeants, ils demandèrent à capituler entre les mains de Kara-George lui-même. C'est cette demande que Milenko Stoïkovitch communiquait à Kara-George.

Celui-ci se rendit à Pojarevats, en compagnie de plusieurs

1. Lettre des chefs serbes aux commerçants de Zemlin, du 27 mai 1804. Voy. *Goloubitsa*, V. p. 293-297.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 211-212.

chefs, avec quelques troupes et un canon. La ville capitula aussitôt. Les Turcs furent autorisés à se retirer à Vidin, en laissant aux insurgés une grande quantité d'armes et de bétail. Le butin fut distribué aux chefs et aux troupes de la région, et l'ordre leur fut donné de se rendre sous peu au quartier général des insurgés devant Belgrade¹.

En revenant à Belgrade, Kara-George s'arrêta avec ses troupes devant Smédérévo (Semendria). Les Turcs de la forteresse lui demandèrent de ne pas les inquiéter, promettant de se conformer à tout ce qu'il aurait convenu avec les Turcs de Belgrade. Il y consentit, mais défendit aux Turcs de sortir dans la campagne. Un détachement des troupes de la région fut chargé de garder les accès de la forteresse, tandis que le reste se rendait devant Belgrade.

Au commencement de juin les environs de Toptchidere présentaient l'aspect d'un vaste camp. Les bandes des insurgés, qui avaient combattu jusqu'alors, s'étaient déjà transformées en une armée assez importante et quelque peu organisée. Le principal fournisseur, Jivkovitch, avait installé à Zemlin une fabrique comprenant 60 ouvriers juifs qui, sous l'œil bienveillant des autorités autrichiennes, travaillaient à la confection des munitions qu'on transportait tous les trois ou quatre jours, dans des tonneaux, par la Save, au pachalik de Belgrade². Les officiers commençaient aussi à arriver de l'Autriche. C'étaient pour la plupart des Serbes qui avaient servi comme officiers dans la dernière guerre contre la Turquie. Ils vinrent renforcer puissamment les cadres des insurgés et aider l'organisation des troupes. L'un d'eux, Pierre Novakovitch, surnommé Tchardaklia, attira promptement l'attention des principaux chefs des insurgés.

Capitaine dans la guerre austro-turque, il avait épousé une Russe, qui avait passé quelque temps à Bude comme dame d'honneur de la grande-duchesse Alexandra Pavlovna, femme de l'archiduc palatin Joseph. Entraîné par ses sentiments de « solidarité slave » et d'admiration pour la patrie de sa femme, il s'était mis, dès son arrivée, à renseigner les chefs serbes sur l'identité de race et de religion des Serbes et

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 111-113.

2. *Id.*, p. 112.

des Russes. Il exaltait la puissance de la Russie et les engageait vivement à implorer la protection de l'empereur Alexandre. Ce fut une révélation pour les insurgés qui ne connaissaient la Russie que par les poésies nationales qui la chantaient. Comme la réponse du Sultan à leur pétition n'arrivait point, ils décidèrent, après mûre délibération, d'envoyer une députation à Saint-Pétersbourg. Elle fut composée du capitaine Tchardaklia, de l'archiprêtre Nénadovitch et de Jean Protitch, un des notables du district de Pojarévatz. La pétition à présenter à l'Empereur fut rédigée le 27 juillet et il ne restait qu'à fixer la date du départ de la députation¹.

Sur ces entrefaites, un courrier turc arriva, porteur de lettres du vizir de Bosnie à Kara-George et au pacha de Belgrade. Ebou-Bekir Pacha les informait qu'il était chargé par le Sultan de se rendre à Belgrade, afin de rétablir la paix et leur demandait de suspendre les hostilités².

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 114-115. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 30-31.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 115.

CHAPITRE III

I. — Attitude de la Porte envers l'insurrection serbe. — Arrivée d'Ebou-Bekir Pacha pour rétablir l'ordre dans le pachalik de Belgrade. — Fuite des dahis et leur exécution à Ada-Kalé (6 août 1804). — Installation du pacha dans la forteresse de Belgrade. — Présentation des vœux serbes au pacha et demande par les insurgés d'une garantie de l'Autriche. — Refus du pacha.

II. — Départ de la députation serbe pour Saint-Petersbourg (13 septembre 1804). — Théodore Philipovitch, professeur à Kharkof, secrétaire de la députation. — Arrivée à Saint-Petersbourg (7 novembre 1804). — Coup d'œil sur la politique orientale de la Russie depuis le traité de Yassy (1792-1804). — L'Autriche et l'insurrection serbe. — Audience des députés serbes chez le prince Czartoryski. — Conseils du gouvernement russe aux Serbes. — Retour des députés (26 décembre 1804).

III. — Ebou-Bekir prisonnier de Gouchanats-Ali. — Rançon payée par les insurgés à Gouchanats et mise en liberté du pacha. — Échec de la mission d'Ebou-Bekir et son départ pour la Bosnie (novembre 1804).

I

Dès les premiers jours de l'insurrection, la Porte avait reçu des renseignements sur les événements dont le pachalik de Belgrade était le théâtre. Ces renseignements avaient, sans doute, été favorables aux Serbes. Ils avaient dû montrer l'insurrection comme uniquement dirigée contre les dahis et provoquée par leurs cruautés; car la Porte n'en avait point paru inquiète¹. Même le Reis-Effendi² était allé jusqu'à la « légitimer » devant les représentants des puissances étrangères à Constantinople³.

Lasse des plaintes qu'elle avait reçues de la part des populations turque et serbe du pachalik de Belgrade depuis l'assassinat de Moustapha Pacha, la Porte saisit cette occa-

1. Brune au Ministre, le 21 floréal, an XII. Voy. Aff. Etr. *Turquie*. Corr. pol., vol. 208, f. 210.

2. Ministre des affaires étrangères en Turquie.

3. Brune au Ministre, le 3 fructidor, an XII. *Id.*, f. 285.

sion pour se débarrasser des dahis et pour rétablir l'autorité du Sultan dans le pachalik. Elle chargea de cette mission le gouverneur de Bosnie, Ebou-Bekir Pacha, qui avait gouverné le pachalik de Belgrade après le traité de Sistova, et qui avait laissé de bons souvenirs dans le pays en raison de son attitude énergique en face des janissaires.

Au reçu des lettres d'Ebou-Bekir Pacha, les chefs serbes, très favorablement impressionnés, suspendirent immédiatement les hostilités et, sur l'avis d'un ami turc, Hadji-Sahli Beg de Srebrnitsa, en Bosnie, qu'ils avaient consulté, ils résolurent de faire au commissaire une réception très solennelle.

Une délégation de *kmètes* (maires) serbes alla, sans armes, recevoir le pacha sur les bords de la Drina. Il arrivait avec 7000 hommes. Plusieurs commandants serbes, suivis de leurs cavaliers, le joignirent au cours de son voyage à travers le territoire du pachalik. C'est accompagné de cette escorte turco-serbe, qu'Ebou-Bekir entra à Bélé-Vodé, près de Belgrade. Quant aux quatre dahis, à la nouvelle de son arrivée, ils se jetèrent dans une barque et s'enfuirent vers Vidin par le Danube.

Le lendemain Kara-George, entouré de tous les chefs des insurgés et suivi d'un détachement de 2000 cavaliers, vint à Bélé-Vodé. Le pacha leur fit très bon accueil et leur donna les meilleures promesses. « Merci, honoré pacha, lui répondit Kara-George, nous savons que le mal ne vient pas du Sultan et que celui-ci t'a envoyé pour pacifier notre pays. Mais les dahis se sont enfuis cette nuit par le Danube; ils vont rassembler une armée à Vidin, et viendront nous attaquer comme ils ont fait du temps de Hadji-Moustapha Pacha jusqu'à ce qu'ils l'eussent tué. C'est pour cela que je te dis tout court qu'il ne peut pas y avoir de paix et qu'il ne faut pas en parler, avant que nous ayons les quatre dahis en nos mains, vivants ou morts. Adieu ! »

Ce langage bref, ce ton décidé dans la bouche d'un chrétien effrayèrent le pacha; il répondit qu'il donnerait toute satisfaction. Le chef serbe expédia Milenko Stoïkovitch à Ada-Kalé, où les coupables s'étaient réfugiés. Celui-ci était porteur d'un ordre écrit de Békir enjoignant au commandant de la place de lui remettre les quatre dahis. L'ordre fut immé-

diatement exécuté; les dahis furent livrés à Stoïkovitch. Il les fit exécuter et apporta leurs têtes au quartier-général serbe.

Cependant Ebou-Bekir Pacha s'était rendu de Bélé-Vodé à Belgrade, et s'était installé dans la partie basse de la forteresse, la partie haute étant occupée par Gouchanats-Ali et ses krdjalis.

Le lendemain, une délégation des principaux chefs serbes alla lui soumettre les desiderata du peuple, c'est-à-dire les neuf articles présentés déjà à la conférence de Zemlin. « In-cha-Allah ! In-cha-Allah ! » (Si Dieu le veut ! Si Dieu le veut !) on fera encore mieux ; vous obtiendrez tout ! » répondit-il, après avoir entendu la lecture de ces articles¹.

Cette réponse produisit une impression satisfaisante au camp serbe. Mais la méfiance à l'égard des Turcs était telle que plusieurs chefs émirent l'avis qu'il fallait, pour plus de sûreté, exiger la présence d'un fonctionnaire autrichien, comme témoin de l'arrangement qui était à la veille d'être conclu avec le pacha. Ce témoin devait, selon eux, informer le sultan, en cas de violation du pacte par l'une des parties contractantes. La proposition fut adoptée par tous les chefs, et l'archiprêtre Nénadovitch fut chargé de présenter et d'expliquer cette demande au pacha. Celui-ci s'en montra fort irrité et refusa de l'accepter. « Impossible ! répondit-il. Aucun étranger ne doit intervenir dans les États de notre Empereur ; il y a assez de Turcs fidèles pour lui désigner les coupables. »

Quand l'archiprêtre rapporta cette réponse aux chefs assemblés : « Eh bien ! s'écria Kara-George, pensez-vous faire la paix de la sorte et vous en aller chez vous ? Il n'y a point de paix. C'est maintenant que vont commencer les grandes batailles² ! » Les chefs insurgés commençaient à se demander si la pacification du pays était le vrai but de la mission du pacha. Ils craignaient qu'aussitôt les armes déposées, les promesses faites ne fussent une fois encore violées. En cette occurrence ils jugèrent prudent de s'assurer un appui au dehors. Ils décidèrent donc que les délégués antérieurement

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 116-117.

2. *Id.*, p. 118-119.

désignés pour se rendre à Saint-Pétersbourg partiraient le plus tôt possible.

II

Vers le milieu de septembre les trois députés serbes s'étaient mis en route. Ils arrivèrent à Bucharest le 29 septembre, se présentèrent au consulat de Russie et informèrent le consul du but de leur voyage. Là on leur remit des passeports de la part du prince Ipsilanti. Ils firent la même démarche à Yassy. Le consul, craignant de les voir tomber entre les mains de la police turque, prit tous leurs papiers et se chargea de les envoyer par une voie sûre à la frontière russe; puis il leur remit de nouveaux passeports où ils étaient désignés comme « commerçants moldaves », et leur conseilla de se mettre immédiatement en route et de tâcher de gagner le plus tôt possible la frontière. Ce conseil fut suivi. Les députés réussirent, bien qu'avec peine, à échapper aux agents de la police moldave envoyés à leur poursuite.

Après une courte quarantaine à Moghilev, ils continuèrent leur voyage. Ils s'arrêtèrent à Kamenetz-Podolsk, afin de se présenter au grand-duc Constantin, puis à Kief où ils rendirent visite au gouverneur, et admirèrent la ville et ses églises. De là ils se dirigèrent sur Kharkof et descendirent chez la femme du capitaine Tchardaklia qui s'y trouvait alors. Dans cette ville ils firent la connaissance de deux Serbes, originaires de Hongrie, qui étaient professeurs de l'Université, et décidèrent l'un d'eux, Théodore Philipovitch, à quitter son poste et à les suivre en qualité de secrétaire-interprète à Saint-Pétersbourg, et ailleurs s'il le fallait.

Ils s'arrêtèrent également à Moscou pour admirer la ville et le Kremlin. Comme ils avaient appris que le prince Prosorovski, un des « magnats russes », habitait les environs, Nénadovitch et Philipovitch lui firent une visite, afin d'obtenir son appui auprès du gouvernement russe pour le succès de leur mission.

Ce n'est que le 7 novembre qu'ils arrivèrent à Saint-Pétersbourg. A peine entrés dans la ville ils furent abordés par un agent de la police, chargé d'aller à leur rencontre. Celui-ci

les conduisit à l'hôtel Nouveau Paris, où des appartements leur avaient été préparés. Le soir un officier se présenta à l'hôtel, leur souhaita la bienvenue, prit les passeports et leur fit la recommandation de ne pas sortir de l'hôtel pour ne pas être remarqués par les espions étrangers¹.

Vivement impressionnés par l'étendue du territoire russe qu'ils venaient de traverser, par la grandeur et la beauté des villes, de leurs édifices, surtout de leurs églises, les députés serbes s'étaient fait une idée grandiose de la puissance de la Russie, et concevaient les meilleures espérances sur le résultat de leur mission. En attendant l'audience du ministre, ils se disaient qu'un empire slave et orthodoxe si puissant ne manquerait pas de prendre la défense d'un peuple de frères de même race et de même religion, contre des oppresseurs, des infidèles, des Turcs. Mais ils étaient novices en politique, et la politique ne permettait pas, dans ce moment, que de si belles espérances fussent réalisées.

Le traité de Yassy, conclu entre la Russie et la Turquie le 10 janvier 1792, avait suspendu l'essor de la politique orientale de Catherine II. Les conquêtes que la Russie avait faites sur la Turquie, au XVIII^e siècle, lui avaient été garanties par ce traité. Elle était entrée en possession de la côte nord de la mer Noire jusqu'au Dniester; la mer Noire était ouverte à son commerce, et la protection de l'église orthodoxe dans l'empire Ottoman lui était assurée. Après cette longue période de guerres la Russie avait besoin de se refaire; ses finances surtout étaient désorganisées. La paix lui était nécessaire. D'autre part, une alliance dirigée contre la Russie ayant été conclue entre la Prusse et la Pologne (le 29 mars 1790), Catherine II avait besoin de toutes ses forces pour se faire respecter. C'est pourquoi elle consentit à une paix assez désavantageuse avec la Porte et renonça, du moins momentanément, à faire de nouvelles conquêtes aux dépens de l'Empire Ottoman.

Paul I^{er}, qui lui succéda en 1796, conserva la paix à la Russie. Ce ne devait pas être pour longtemps. Le progrès incessant de la Révolution française en Europe, et les conquêtes que la France avait entreprises avec succès en Italie

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 124-144.

et en Afrique, décidèrent le nouvel empereur à s'engager dans la lutte contre la République. Il entra dans la coalition avec l'Angleterre, l'Autriche et le royaume de Naples; et voyant la Turquie menacée par les Français, il la fit accéder à l'alliance. Le 4 janvier 1799, il signa avec le Sultan une alliance de huit ans, « dans le but, y est-il dit, de conserver l'intégrité des possessions russes et turques, de maintenir l'équilibre politique entre les États, et de combattre le gouvernement français qui s'efforce de renverser la Loi de Dieu, les trônes des souverains et tout ordre, et qui, ayant réussi à s'emparer de plusieurs pays par ses conquêtes et la contagion des principes dépravés, s'attaque aux pays appartenant à la Porte¹ ».

Bientôt les flottes combinées de la Russie et de la Turquie se dirigèrent vers les îles Ioniennes, qui étaient occupées par des garnisons françaises, et s'en emparèrent. Une convention spéciale fut passée entre les alliés, le 2 avril 1800, pour y établir une « République des Sept Îles » sous la suzeraineté du Sultan et le protectorat de la Russie.

Cependant les relations se tendirent entre la Russie, l'Autriche et l'Angleterre. Indigné des convoitises des Autrichiens et de la défaite de ses troupes, à Zurich (le 26 septembre 1799) et à Bergen (le 19 septembre), l'empereur Paul rompit la coalition le 12 octobre 1799. La Russie restait isolée. Alors le tsar souhaita un rapprochement avec la France. Avant d'opérer ce revirement, il voulut consulter ses ministres sur la direction que devait prendre, à leur avis, la politique extérieure de l'Empire. L'un d'eux, le comte Rostoptchine, avait dressé un rapport qui fixa l'attention de l'Empereur. Suivant lui la Turquie était dangereusement malade, et pour éviter les complications entre les États à l'occasion du prochain héritage du moribond, il importait de procéder à son partage de concert avec l'Autriche, la Prusse et la France. La Russie prendrait la Roumélie, la Bulgarie et la Moldavie; l'Autriche la Bosnie, la Serbie et la Valachie, en donnant des compensations à la Prusse en Allemagne; la France aurait l'Égypte. Quant à la Grèce et aux îles de l'Archipel, on en

1. MILIOUTINE, *Histoire de la guerre de 1799 entre la Russie et la France* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1857, t. I, annexe 65.

ferait une république sous la protection des quatre États co-partageants¹.

Ce plan reçut l'approbation de l'Empereur, le 14 octobre 1800. Au commencement de 1801 l'on se disposait à en préparer et assurer l'exécution, lorsque, dans la nuit du 24 mars, Paul I^{er} trouva la mort dans une conspiration de palais.

Le nouvel empereur, Alexandre I^{er}, ne tarda pas à renoncer à la politique de son prédécesseur. Son attention fut attirée sur le désordre que présentait, au moment de son avènement, la situation intérieure de l'empire, et il résolut de se consacrer principalement à sa réorganisation. Quant à la politique extérieure, elle devait être pacifique et basée sur les traités existants. En ce qui concernait spécialement la Turquie, le nouvel empereur désirait non seulement rester en paix avec elle, mais il avait même adopté comme un des principes fondamentaux de sa politique « de coopérer par tous les moyens à la conservation de la Turquie, dont l'impuissance et le mauvais gouvernement intérieur étaient de précieuses garanties pour la sécurité de la Russie². »

Le gouvernement d'Alexandre I^{er} s'employa aussitôt à consolider et à accroître son influence en Turquie. Dès le mois de septembre 1802, il réussit à faire signer par le Sultan un hattî-chérif relativement à la Valachie et la Moldavie³. Ce fut une sorte de constitution pour ces provinces. La durée des pouvoirs des hospodars (princes) était fixée à sept ans et ils ne pouvaient être remplacés qu'avec l'assentiment de la Russie.

Cependant l'envoyé russe à Paris informa sa cour que le Premier Consul portait sans cesse la conversation sur la prochaine dissolution de l'empire Ottoman. Cette information causa de l'effroi à Saint-Pétersbourg. Un échange de vues eut lieu entre l'Empereur et ses conseillers sur les affaires orientales. Le jeune comte Kotchoubey, qui avait rempli les fonctions d'envoyé de Russie à Constantinople de 1795 à 1798,

1. *Archives Russes*, 1878, janvier, p. 103-110.

2. Dépêche aux représentants russes à Londres, Paris, Berlin et Vienne, le 17 juillet 1801. Voy. SOLOVIÉF, *L'Empereur Alexandre I (en russe)*, Saint-Pétersbourg, 1877, p. 45-47.

3. Brune à Talleyrand, le 22 mars 1803. Annexes. Voy. HURMUZAKI, *Documente privitoare*, Bucharest, 1885, Suppl. I, t. II, p. 257.

et dont l'opinion était la plus autorisée, déclara que dans la question d'Orient la Russie avait à choisir entre deux partis, « ou bien procéder au partage de la Turquie de concert avec l'Autriche et la France, ou bien tâcher d'améliorer la situation intérieure de la Turquie. Ce dernier parti serait, sans doute, préférable; car outre que la Russie, en raison de son étendue, n'avait plus besoin de conquêtes, il n'était pas de voisins plus tranquilles que les Turcs. En conséquence, la conservation de ces ennemis naturels de la Russie devait être à l'avenir le principe fondamental de la politique russe ». Il conseilla donc d'entrer en négociations avec l'Angleterre et de prévenir la Turquie. Cette proposition fut adoptée par l'Empereur et, le 5 janvier 1805, le comte Worontsof envoya l'ordre à Morkof de répondre toujours nettement au Premier Consul que l'empereur Alexandre était résolu à ne s'associer jamais à aucun projet hostile à la Turquie¹.

Mais avant que cette instruction ne fût transmise à l'envoyé russe à Paris, une dépêche de celui-ci annonçait que le Premier Consul, dans une conversation au mois de janvier, lui avait de nouveau parlé des affaires turques, en faisant ressortir l'état de décadence de cet empire, et en exprimant l'idée que sa chute lui paraissait prochaine. La cour de Russie s'empressa de prescrire à Morkof d'entrer dans une explication franche sur ce sujet important avec le ministre de la République, et de faire au nom de son gouvernement la déclaration suivante : « La Russie, satisfaite du lot que la Providence lui a assigné, ne veut pas l'agrandir, pas plus du côté de la Turquie qu'autre part, et conséquemment elle ne saurait non plus voir avec indifférence que personne autre s'agrandisse aux dépens de la Porte Ottomane ». Il devait ajouter qu'il était nécessaire que le monde politique fût rassuré à ce sujet par le gouvernement français².

Le Premier Consul fit droit à cette demande dans le message lu au Corps législatif le 3 ventôse an XI³. Mais le gouvernement russe n'était pas pleinement rassuré. Il aurait voulu, en réalité, que les gouvernements de France et

1. SOLOVIEF, *o. c.*, p. 35-36.

2. Le comte Worontsof à Morkof, le 1^{er} février 1805. V. *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, v. 72, p. 22.

3. *Id.*, p. 42.

d'Angleterre garantissent, par un acte spécial, l'existence et l'intégrité de l'Empire Ottoman¹. Mais ce désir ne fut pas réalisé.

Peu après la Porte s'était décidée, sur les instances réitérées du gouvernement français, à envoyer un ambassadeur à Paris. Le gouvernement russe en prit ombrage. Il craignait que la politique de la Porte, hostile à la France depuis l'invasion de l'Égypte, ne prit une autre tournure. Il craignait surtout que le gouvernement français ne profitât de l'inexpérience de l'ambassadeur turc pour entraîner la Porte à des démarches contraires à ses intérêts, ou pour extorquer quelques stipulations onéreuses à la Turquie. Il suivit avec attention ces rapports et chercha le moyen de traverser les desseins du gouvernement français. Une occasion favorable se présenta bientôt.

La domination française en Italie n'était point du goût des Russes, qui trouvaient que la possession de ce pays offrait à la France les moyens de ruiner la Turquie. Lorsqu'il apprit, à la fin de 1805, la concentration d'un corps d'armée français à Otrante, le gouvernement russe ressentit de vives alarmes. Il imagina que la France se disposait à attaquer la Turquie sur quatre points : par Pachtrovitch (Bocca di Cattaro), par Antivari, par Prévesa, et par la Morée².

En prévision de ce danger, Alexandre I^{er} se décida à prendre immédiatement des mesures pour la défense de la Turquie.

Le comte Worontsof proposa à l'Empereur une action sur terre et sur mer, l'envoi d'un corps d'armée en Moldavie et en Valachie, en cas d'invasion de la Turquie par les troupes françaises, surtout en Albanie et en Morée ; et l'envoi de la flottille de la mer Noire à Corfou, et de là dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique, suivant les mouvements des Français³.

C'est donc précisément au moment où la Russie se préparait à défendre la Turquie qu'avait éclaté l'insurrection serbe dans le pachalik de Belgrade. Le gouvernement russe en avait été promptement informé par les hospodars de Valachie et de Moldavie et par ses consuls dans ces provinces ; puis,

1. *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, p. 108.

2. *Id.*, p. 410-417.

3. *Ibid.*

encore, en juillet 1804, par le cabinet de Vienne. Celui-ci mandait qu'en qualité d'allié fidèle, et afin de prouver qu'elle était prête à « contribuer de tout son pouvoir à soutenir l'empire turc au milieu des difficultés où il se trouvait », la cour d'Autriche avait tenu à communiquer à la cour de Russie non seulement les détails de l'insurrection dans le pachalik de Belgrade, mais aussi les démarches que les insurgés serbes avaient faites auprès d'elle et celles qu'elle-même avait jugé utile de faire à Constantinople et ailleurs à ce sujet¹.

L'empereur Alexandre avait accueilli avec une grande satisfaction cette communication de son allié; il s'était déclaré très touché de sa loyauté et de son désintéressement en cette circonstance; mais, tout en rendant justice à l'esprit qui avait inspiré les démarches du cabinet de Vienne, il avait trouvé avec regret qu'elles n'avaient pas rempli entièrement ses intentions. Ne pouvant rester indifférent au sort de ses coreligionnaires serbes, ajoutait-il, il aurait surtout désiré qu'on eût évité de les dénoncer comme des rebelles, car c'était, à son avis, attirer sur eux le courroux de la Porte, qui jusqu'alors les avait traités assez favorablement. Il trouvait que l'état d'anarchie dans lequel était tombé l'Empire Ottoman ne rendait que trop fréquents des événements comme l'insurrection serbe, et voulant par système faire subsister ce corps, dont les parties si mal liées ensemble étaient prêtes à se détacher, il jugeait que le seul moyen d'y parvenir était, d'une part, de prêcher aux sujets chrétiens de la Porte la soumission à leur souverain, de l'autre de la leur rendre supportable, en engageant celui-ci à adoucir autant que possible leur condition. Cette marche lui paraissait d'autant plus indispensable à suivre dans ce moment vis-à-vis des Serbes que, poussés à bout et rebutés de toutes parts, ils auraient pu finir par « prêter l'oreille aux insinuations des Français » et se dévouer à eux, ce qui pouvait avoir des suites très sérieuses même pour l'Autriche. Pour répondre avec une confiance égale à celle que la cour de Vienne avait mise dans sa communication, l'empereur Alexandre ordonna à son cabinet de

1. Le comte de Cobentzl au comte de Stadion, le 11 juillet 1804. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 30-31.

communiquer toutes ces considérations au ministre russe à Vienne, et de lui prescrire d'entrer avec le ministère autrichien dans une explication conforme à ces vues. « Sa Majesté veut, écrivait le prince Czartoryski au comte Razoumovsky, que vous ajoutiez que nous savons, à n'en pas douter, qu'il s'en faut de beaucoup que les ouvertures de l'internonce aient été favorablement accueillies par le ministère ottoman qui n'a pas su saisir leur véritable signification. Il semble en conséquence que le plus convenable serait dans ce moment d'engager les Serviens à rester soumis à la Porte et à se conduire de manière à ne laisser aucun doute à ce sujet. La cour de Vienne ayant en mains les secours qui leur sont le plus nécessaires contre les dahis, leurs oppresseurs, aura par ce moyen la plus grande influence sur leurs conseils et leurs décisions. D'un autre côté il faudrait détruire la fâcheuse impression qu'a produite, sur la Porte, la nouvelle de la rébellion méditée contre elle par les Serviens, et, en l'assurant de leur soumission, la porter à la clémence et à la douceur. Il semble que c'est en suivant cette ligne de conduite que la cour de Vienne verrait le plus tôt les troubles cesser sur ses frontières et qu'en conservant au Sultan des sujets mieux disposés envers son gouvernement, elle acquerrait aussi l'avantage d'avoir ces provinces bordées par un peuple sur l'affection et la reconnaissance duquel elle pourrait se reposer¹. »

Telle était la ligne de conduite que la Cour de Russie venait de se tracer à l'égard de l'insurrection serbe juste au moment où les députés des insurgés venaient implorer sa protection.

Averti de l'arrivée de la députation serbe à Saint-Pétersbourg, le prince Czartoryski les fit venir dès le lendemain chez lui. L'archiprêtre Nénadovitch lui remit la pétition adressée à l'empereur Alexandre par les principaux chefs de l'insurrection. Le ministre lui promit qu'il la présenterait à l'Empereur. Puis il leur fit savoir qu'il était déjà informé de l'insurrection et leur demanda des nouvelles de Kara-George et des autres chefs; il s'enquit du nombre de forteresses dans le pachalik de Belgrade, de la force des troupes turques,

1. Le prince Czartoryski au comte Razoumovsky, le 2 août 1804. Voy. *Id.*, p. 37-38.

du nombre des insurgés, de la mission d'Ebou-Bekir Pacha, etc. Les députés ayant dit qu'avec l'aide de la Russie ils espéraient s'affranchir des Turcs, le ministre leur objecta que « la Serbie était très éloignée de la Russie et que celle-ci était en amitié avec la Turquie¹ ».

Le 15 novembre, la députation eut une nouvelle audience. Cette fois, le prince Czartoryski demanda des renseignements plus amples sur les événements depuis la dernière guerre austro-turque, et particulièrement sur les démarches que les insurgés avaient faites auprès du gouvernement autrichien et sur les réponses qu'ils en avaient reçues². Les députés lui remirent une demande de secours en munitions, en troupes, en argent et en officiers instruits, « hommes de guerre expérimentés ». Ils exposaient, dans leur pétition, que, s'ils obtenaient le secours de la Russie, ils secoueraient le joug turc plus tôt qu'on ne s'y attendait, non seulement dans le pachalik de Belgrade, mais aussi dans toutes les autres provinces habitées par les Serbes. Mais ils ne demandaient pas à se soustraire à la souveraineté du Sultan ; ils consentaient à lui payer un tribut modéré en argent et même le tribut du sang (en soldats) contre tous les rebelles. Quant à l'organisation intérieure de la Serbie, les députés priaient le ministre de leur faire obtenir l'autonomie sous la protection immédiate de la Russie, à l'exemple de ce qui avait été fait dans les îles Ioniennes, et de tenir un consul russe en Serbie pour servir d'intermédiaire et de garant de la paix entre les Serbes et les « bons » Turcs³.

Le ministre russe accueillit favorablement ces ouvertures. Il en rendit compte aussitôt à l'Empereur et proposa d'abord de fournir un secours en argent pour soutenir l'insurrection, jusqu'au jour où la Porte aurait fait droit aux réclamations du peuple serbe et où l'ordre serait rétabli dans le pays. Il proposa ensuite d'adresser des instructions à l'envoyé de Russie à Constantinople afin qu'il agit dans ce sens auprès de la Porte ; puis de faire partir deux des députés pour la Serbie, afin d'informer les insurgés des ordres envoyés à Constantinople, et de les engager à rester sous les armes

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 146-148.

2. *Id.*, p. 150.

3. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 54-55.

jusqu'à nouvel avis de la part de la Russie, en fortifiant leurs positions autant que possible; enfin, de faire porter au Sultan, par une députation, une pétition dans laquelle les Serbes lui donneraient l'assurance de leur fidélité, s'engageraient à payer exactement le tribut, solliciteraient l'autorisation de pouvoir se gouverner eux-mêmes par les fonctionnaires de nationalité serbe; prieraient le Sultan de retirer ses troupes, et prendraient l'engagement de défendre leur patrie contre les rebelles et de marcher avec cinq mille de leurs soldats sous le commandement des chefs serbes, partout où la Porte les enverrait, sauf contre la Russie; enfin ils demanderaient, qu'au cas où la Porte accepterait ces conditions, elles fussent garanties par la Russie et l'Autriche.

Au moment où ces propositions étaient faites par le prince Czartoryski, il était difficile à l'empereur Alexandre de prendre parti. Inquiet de plus en plus des visées de Napoléon sur la Turquie, il avait fait donner l'ordre à son envoyé à Constantinople de demander à la Porte le renouvellement du traité d'alliance de 1799, quoique le délai n'expirât qu'en 1807¹. Il voulait s'assurer ainsi d'avance l'amitié de la Turquie, pour pouvoir régler son système politique. En attendant la réponse de la Porte, il approuva du moins en partie les propositions du prince Czartoryski. Déjà le 10 décembre, le ministre des finances avait reçu l'ordre de mettre à la disposition du ministre des Affaires étrangères la somme de 5000 ducats pour les affaires serbes². L'un des députés serbes, le capitaine Tchardaklia, fut retenu à Saint-Pétersbourg pour attendre l'arrivée du courrier de Constantinople et la réponse de la Porte à la demande russe³. Quant aux deux autres députés, Nénadovitch et Protitch, ils reçurent chacun 500 ducats et quittèrent la capitale le 27 décembre, pour retourner dans le pachalik de Belgrade par la Galicie et la Hongrie⁴.

1. Ruffin au ministère, le 4 thermidor, an XIII. Voy. Aff. Etr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 210, f. 133.

2. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 37.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 270.

4. *Id.*, p. 152.

III

Cependant les craintes que les insurgés avaient conçues, dès le premier moment, sur le succès final d'Ebou-Bekir Pacha allaient bientôt se réaliser. Il est vrai que lors du départ des députés pour Saint-Petersbourg et malgré le refus du pacha d'admettre un témoin étranger à l'arrangement qui devait être conclu, les affaires intérieures du pachalik de Belgrade prenaient une bonne tournure. En attendant la réponse de Constantinople, les Turcs et les Serbes s'étaient employés à améliorer la situation. Les relations entre les villes et la campagne furent rétablies ; la vie active et le commerce, en particulier, reprirent leur train. Puis le peuple élu de nouveaux knèzes, qui furent confirmés par le pacha, et reçurent la charge de percevoir les impôts et de payer au pacha et aux garnisons turques les rétributions qu'ils recevaient auparavant du peuple comme fonctionnaires du Sultan. Les spahis commençaient également à se rendre dans leurs terres et à recueillir leur part de revenus¹. L'ordre fut ainsi promptement rétabli.

Néanmoins les insurgés, se méfiant de l'ennemi, restaient sous les armes, en attendant les réponses de Constantinople et de Saint-Petersbourg. D'autre part le commissaire de la Porte venait d'échouer dans ses démarches auprès des Turcs de la forteresse de Belgrade.

Comme dans toutes les places du pachalik qui n'étaient pas encore tombées au pouvoir des insurgés, les Turcs, à Belgrade, étaient divisés en deux partis : les gens paisibles, anciens habitants du pays, fidèles à la Porte, et les nouveaux venus, accourus des provinces limitrophes, les janissaires, les krdjalis, en un mot tous les éléments de désordre. Les premiers habitaient la ville de Belgrade et la partie basse de la forteresse, où Ebou-Bekir Pacha résidait lui-même avec sa suite. Les autres occupaient la partie haute qui dominait Belgrade.

Dès son entrée dans la forteresse, Ebou-Bekir, soutenu

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 119.

par les Turcs paisibles, avait destitué le vieil Aga-Hassan Pacha, qui gouvernait le pachalik depuis la mort de Hadji-Moustapha Pacha et qui n'était que le prisonnier des dahis. Il l'avait remplacé par le mohasil Souleïman, qui avait été le premier délégué turc à la conférence de Zemlin. Il avait cru qu'en sa qualité de commissaire de la Porte, il serait écouté et obéi par tous les Turcs ; l'illusion fut de courte durée. Gouchanats-Ali et les krdjalis de la citadelle haute s'étaient, eux aussi, méfiés de la mission d'Ebou-Bekir Pacha. Ils supposaient que son but était de leur enlever le commandement de Belgrade et de les chasser du pachalik. Toutefois, ils n'osèrent pas manifester cette méfiance dès les premiers jours de son installation dans la forteresse, par crainte sans doute des troupes nombreuses qui l'accompagnaient. Mais survint, en août, la période des grandes chaleurs ; les soldats d'Ebou-Bekir, obligés de boire l'eau de la Save, furent atteints par les maladies. Un grand nombre moururent : beaucoup d'autres retournèrent en Bosnie¹, et l'armée du pacha fut réduite à une poignée d'hommes. Alors Gouchanats-Ali changea d'attitude. Lorsque Ebou-Bekir lui avait demandé que les krdjalis quittassent la forteresse, il avait, paraît-il, répondu qu'ils sortiraient aussitôt que leur solde aurait été payée. Quand les insurgés eurent consenti sur les conseils du commissaire à verser à cet effet la somme de deux cent mille piastres, les krdjalis imaginèrent toutes sortes de prétextes pour manquer à leur promesse². Ils commencèrent même à contester l'autorité du commissaire sur la forteresse et bientôt Ebou-Bekir Pacha se vit leur prisonnier. Ils lui réclamaient encore une forte somme d'argent comme arriéré de la solde qui leur était due par les dahis. Une fois de plus les insurgés furent forcés de verser à Gouchanats-Ali cent mille piastres, pour le rachat de la vie du commissaire de la Porte³. Celui-ci, délivré, se hâta de rentrer en Bosnie. Le 8 novembre, il quitta Belgrade avec le peu de

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, vol. XIX, p. 5.

2. *Bemerkungen über die Stärke und Mittel der wider die Türken in Aufstand begriffenen Serviers, etc.*, par Dombay, interprète officiel à Zemlin. *Voy. Œuvre*, année 1904, septembre, p. 349.

3. Pétition des chefs des insurgés serbes au Sultan, en date du 24 janvier 1806. *Voy. Goloubitsa*, vol. II, p. 187.

soldats qui lui restaient, son artillerie et ses munitions. La neige était tombée en abondance; les routes étaient devenues impraticables pour le transport de l'artillerie. En arrivant à Palej, Ebou-Bekir appela Jacob Nénadovitch et lui confia son artillerie et ses munitions, en lui disant : « Si vous êtes les raïas du Sultan, comme vous le dites, envoyez-moi tout cela à la frontière; si vous ne l'êtes pas, faites-en ce que vous voudrez. » Nénadovitch accepta la mission. Bientôt après, il fit transporter canons et munitions au bord de la Drina, et les remit entre les mains des autorités turques de la Bosnie contre un reçu en bonne et due forme¹. |

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., 157.

CHAPITRE IV

I. — Retour des députés de Saint-Petersbourg (janvier 1805). — Assemblée des chefs serbes à Petchani (avril 1805). — Médiation des princes de Valachie et de Moldavie. — Envoi d'une députation serbe à Constantinople.

II. — Mesures prises par la Porte pour réprimer l'insurrection serbe. — Audience des députés chez le kyaya-bey (13 juin 1805). — Relations secrètes entre les députés et la légation russe à Constantinople. — Intervention du ministre de Russie en faveur des Serbes. — Méfiance de la Porte envers la Russie. — Hafiz Pacha de Nisch nommé gouverneur du pachalik de Belgrade. — Opposition du gouvernement russe à cette nomination. — Échec des démarches d'Italinsky. — Conseils aux Serbes de résister à Hafiz. — Retour du député Jivkovitch en Serbie. — Évasion de Constantinople des deux autres députés (août 1805).

III. — Extension de l'insurrection : prise de Karanovats (juin 1805), capitulation de la forteresse d'Oujitsé (août 1805). — Lutte contre la Porte : échec de Hafiz Pacha à Ivankovats (18 août). — Organisation du gouvernement serbe : institution du Sénat. — Prise de Semendria. — Grands préparatifs militaires de la Porte contre la Serbie. — Pétitions des insurgés au tsar et à l'empereur François (novembre 1805). — Retour des députés serbes, évadés de Constantinople. — Envoi d'une nouvelle pétition au Sultan (janvier 1806).

IV. — Envoi d'une députation à Vienne (janvier 1806). — Position de l'Autriche depuis le traité de Presbourg. — Bons offices demandés par la Porte à l'Autriche. — Avis du comte de Stadion. — Audience des députés serbes chez le baron Wallenburg. — Retour des députés. — Démarches de l'Autriche à Constantinople (mars 1806).

I

Le départ d'Ebou-Bekir Pacha ne modifia pas la situation du pachalik. Dans la capitale deux partis restaient en présence : le nouveau gouverneur Souléïman-Pacha à la tête des Turcs fidèles au Sultan, et Gouchanats-Ali à la tête de ses krdjalis. Quant aux insurgés, ils étaient maîtres du pachalik presque tout entier. Ils licencièrent leurs troupes et ne gardèrent sous les armes que le nombre d'hommes nécessaire pour assurer la sécurité du pays.

Dans les deux camps on attendait la réponse de Constantinople. On atteignit ainsi l'année 1805. Au commencement de février, les députés Nénadovitch et Protitch étaient de

retour ¹. Ils rendirent compte de leur mission successivement aux commandants Milenko Stoïkovitch et Katitch et à Kara-George. On convint ensemble d'attendre les conseils du gouvernement russe. Jusque-là chacun agirait de son mieux dans son commandement. On achèverait de recouvrer les différents impôts destinés soit au Sultan, soit à l'achat des munitions, soit au remboursement de la somme avancée à Gouchanats Ali par les commerçants serbes de Zemlin. Il fallait, en outre, rendre la confiance à la population et fortifier son espoir en l'heureuse issue de la lutte.

Cependant le troisième député, le capitaine Tchardaklia, avait quitté Saint-Pétersbourg. Vers le milieu de mars il était à Bucharest, d'où il envoya aux insurgés un secours considérable d'argent donné par la Russie, et écrivit à l'archiprêtre Nénadovitch. Il montrait le meilleur espoir dans l'avenir de la cause nationale, et pria l'archiprêtre de presser auprès des chefs le départ de la députation que le gouvernement russe avait conseillé d'envoyer à Constantinople ². De son côté le professeur Philipovitch, secrétaire de la députation, arriva bientôt au quartier serbe³. Il donna, sans doute, de plus amples renseignements sur les démarches conseillées par la Russie ; car à la fin d'avril Kara-George convoqua une réunion des chefs.

L'assemblée se tint à Petchani près Belgrade ⁴. Tout d'abord on s'occupa des finances : on compta l'argent, produit de l'impôt et des contributions, que les chefs avaient apporté, et on régla le budget des dépenses. Puis on passa à la politique. Dans la séance du 25 avril l'envoi d'une députation à Constantinople fut décidé. Alexa Lazarevitch, archiprêtre du district de Belgrade, et Étienne Jivkovitch, fournisseur principal des insurgés, furent élus députés. La pétition au Sultan fut rédigée. Elle présentait des différences assez importantes avec les conditions qui avaient été présentées en 1804 par les délégués serbes à la conférence de Zemlin et envoyées plus tard à Constantinople. Les insurgés rappe-

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 156.

2. Le capitaine Tchardaklia à l'archiprêtre Nénadovitch, le 20 mars 1805. Voy. *Goloubitsa*, t. V, p. 154-155.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 164.

4. *Id.*, p. 158.

laient tout d'abord au Sultan les dépenses extraordinaires qu'ils étaient forcés de faire depuis le commencement des désordres, l'impossibilité dans laquelle ils s'étaient trouvés de labourer leurs terres depuis trois ans, et par suite de l'épuisement de la population, ils déclaraient qu'ainsi appauvris ils ne seraient pas à même de pourvoir aux besoins de son gouverneur (vizir) à Belgrade. Puis ils demandaient :

1° L'envoi à Belgrade d'un mohasil (agent financier) à la place d'un vizir (gouverneur militaire) ;

2° La permission pour les Serbes d'élire 12 knèzes, un par district, et un knèze suprême, qui seront munis des bérats impériaux. Le knèze suprême résiderait à Belgrade et serait l'intermédiaire pour toutes choses entre le peuple serbe et le mohasil, représentant du Sultan ;

3° En cas de mort du knèze suprême ou d'un knèze de district, le peuple sera libre de les remplacer par d'autres personnages de son choix ;

4° Le montant des impôts à payer au Sultan et aux Turcs sera fixé d'une façon invariable et versé directement au Sultan, lequel payera les malitchanés et les spahis, afin que ceux-ci ne courent plus la campagne et ne puissent causer des désordres ;

5° Tous les impôts et contributions du pachalik seront recueillis par le knèze suprême et envoyés à Constantinople par un de ses hommes et un homme du mohasil ;

6° Le knèze suprême et le mohasil seront chargés de la défense du peuple contre le *zouloum* (les exactions) et les brigands, et contre toute autre attaque. Pour cela le knèze suprême disposera d'un certain nombre d'hommes armés ;

7° La population du pachalik pourra construire des églises et des monastères partout où elle voudra. Personne ne pourra rien empêcher ni rien supprimer de ce qui touche à la religion du peuple, ni introduire de nouvelles coutumes ;

8° Les raïas pourront librement labourer leurs terres, faire le commerce et autres affaires sans aucun empêchement et sans avoir à payer aucune redevance.

Sans aucun doute, les bandits qui se trouvent à Belgrade feront tout leur possible pour empêcher le mohasil d'entrer dans cette ville. Il sera nécessaire pour cela que la Porte demande à la Cour d'Autriche d'interdire le ravitaillement

de Belgrade; ce sera le moyen de réduire les bandits et de faciliter au mohasil l'entrée dans la capitale.

Les insurgés demandaient en outre qu'on n'entendît plus parler de krdjalis dans le pachalik; et ils informaient le Sultan que leurs députés portaient les regus de tout ce qu'ils avaient payé pour Ebou-Bekir Pacha et les autres Turcs¹.

Cette délibération s'achevait lorsque deux députations des princes de Valachie et de Moldavie se présentèrent à la réunion des chefs serbes. Elles venaient au nom du Sultan lui-même. Les députés conseillèrent aux Serbes de ne plus se battre afin de ne pas attirer sur eux la vengeance de la Porte! Les insurgés répondirent qu'ils n'avaient aucun grief contre la Porte, qu'ils n'avaient pris les armes que pour se défendre contre les malfaiteurs, mais qu'ils ne supporteraient plus les brigands dans le pachalik, même si le Sultan le leur commandait².

N'ayant rien pu conclure avec ces députés, les chefs continuèrent leurs délibérations. Dans la séance du 13 mai, on vota une adresse à l'empereur de Russie pour le remercier de tout ce qu'il avait déjà fait pour les Serbes³. Le même jour, les députés chargés de porter la pétition du peuple au Sultan se mirent en route pour Constantinople.

II

En arrivant à Bucharest, les députés allèrent secrètement rendre visite au prince Ipsilanti, et lui communiquèrent la pétition dont ils étaient porteurs⁴. Ils se rencontrèrent également avec le consul général de Russie à Yassy, qui était venu exprès pour les voir, et recevoir l'adresse des chefs serbes à l'empereur Alexandre et au prince Czartoryski. Puis après s'être adjoint le capitaine Tchardaklia, désigné pour

1. La pétition des insurgés au Sultan, en date d'avril 1805. Voy. *Goloubitsa*, vol. V, p. 277-285.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 159.

3. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 40.

4. *Le Journal de Boja Grouiévitich*. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 258-259.

servir d'intermédiaire entre les députés serbes et la légation russe à Constantinople¹, ils continuèrent leur voyage.

Ce fut le 5 juin seulement qu'ils arrivèrent dans la capitale turque. Ils descendirent au palais du Patriarcat. Dès le 13 juin leur pétition était remise à la Porte².

Mais déjà le Divan avait pris ses dispositions relativement à l'insurrection serbe.

Plusieurs rapports lui étaient parvenus des autorités turques, annonçant que l'insurrection serbe se répandait au dehors des frontières du pachalik de Belgrade; que tous les raïas du sandjak de Haladja-Kissar (Krouchévats) s'étaient levés; que les insurgés avaient pris les villes de Paratchine et de Rajagne; que celle d'Alexinats était investie; qu'ils marchaient sur Krouchévats et se disposaient à soulever les raïas de Nisch, et à s'emparer de cette place forte³. En outre, la Porte avait reçu des plaintes nombreuses de la population musulmane de ces contrées, au sujet des assassinats et des pillages commis par les raïas révoltés, et des menaces d'extermination dont elle était l'objet. Les musulmans demandaient l'envoi de troupes pour les sauver.

Ces nouvelles et ces plaintes avaient produit l'impression la plus pénible sur le Sultan et sur son entourage, blessé leur conscience de musulmans, et fait naître en eux le désir de protéger leurs coreligionnaires et de les venger. En outre, la prise probable par les insurgés d'une forteresse aussi importante que celle de Nisch, fut considérée comme très dangereuse. On craignait que, l'insurrection s'étendant, il ne devînt plus tard impossible de la réprimer, et qu'elle n'entraînât des conséquences fâcheuses pour tout l'empire.

Le nouveau grand vizir, Ismaïl-Pacha, qui était entré en fonctions en avril, et qui passait pour un homme très énergique, s'alarma. Le conseil supérieur de guerre, convoqué au commencement de juin, adopta à l'unanimité la résolution suivante : « Tout le monde musulman, conformément au devoir religieux et pour la dignité et l'honneur de l'armée et

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 270-271.

2. NOVAKOVITCH, Et. *La résurrection de l'État serbe*, p. 43.

3. L'ordre secret du ministère de la guerre aux autorités de Sofia, en date du 6 juin 1805. Voy. BALASTCHEF, *Documents turcs inédits sur l'insurrection serbe de 1805 à 1815* (en Serbe), Belgrade, 1905, p. 7-10.

de l'État, doit déclarer la guerre religieuse aux raïas révoltés et les combattre les armes à la main, au péril de la vie, jusqu'à ce que l'ennemi de l'Islam soit brisé et anéanti; en outre, chaque musulman, du premier au dernier, doit, autant qu'il le peut, aider moralement et matériellement ses frères musulmans éprouvés dans les lieux qui se trouvent aux mains des insurgés ». Puis le conseil procéda au choix des commandants des troupes qui agiraient contre les insurgés. Six pachas voisins furent désignés à cet effet. Malik Pacha de Pristina fut nommé commandant en chef. Ces décisions furent transmises le 6 juin aux autorités turques voisines du pachalik de Belgrade, avec l'ordre d'enrôler tous les musulmans capables de porter les armes et de les envoyer dans le délai de cinq jours au commandant en chef¹.

Les résolutions les plus violentes contre l'insurrection serbe étaient donc arrêtées par le conseil du Sultan trois jours seulement avant l'arrivée des députés serbes à Constantinople; néanmoins il était convenu qu'on garderait sur ce point le secret le plus absolu.

Aussi, lorsque les députés vinrent, le 15 juin, remettre à la Porte la pétition des raïas serbes au Sultan, le kyaya-bey (ministre de l'intérieur) leur fit le meilleur accueil. Avant même de parcourir la pétition il leur dit que les affaires de leur pays seraient arrangées d'une façon satisfaisante. On alla même jusqu'à leur suggérer l'idée de nommer un prince grec en Serbie comme en Valachie et en Moldavie, mais ils déclinèrent cette offre².

Les députés serbes comptaient beaucoup sur l'appui de la légation russe, et ils ne manquèrent pas, par l'intermédiaire du capitaine Tchardaklia, de se mettre en relations avec elle.

L'envoyé de Russie, Italinsky, avait déjà reçu l'ordre de son gouvernement de concourir au succès de la pétition serbe dont le contenu lui avait été communiqué par le consulat impérial de Bucharest. Mais il se trouvait dans une position très délicate vis-à-vis de la Porte. Des négociations importantes étaient en cours pour le renouvellement du traité d'al-

1. Voy. BALASTCHEF, *Documents tures inédits sur l'insurrection serbe de 1805 à 1815* (en Serbe), Belgrade, 1905, p. 7-10.

2. Italinsky à Czartoryski, le 30 juin 1805. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 1^{er} août, p. 544.

liance de 1799. Il ne pouvait pas, avant de les avoir terminées, intervenir efficacement en faveur des Serbes. En outre, les Turcs avaient été informés, malgré tout le soin qu'on avait pris de le leur cacher, qu'une députation serbe était allée à Saint-Petersbourg en 1804. Italinski devait d'abord rassurer la Porte sur les conséquences de cette démarche.

Il eut une entrevue avec le reis-effendi, et lui déclara que les Serbes avaient en effet envoyé des députés à Saint-Petersbourg, mais que l'empereur Alexandre leur avait rappelé l'obéissance qu'ils devaient au Sultan, et donné l'assurance qu'ils obtiendraient de la grâce de leur souverain tout ce qu'ils désiraient; il avait promis d'intercéder pour eux, et les avait engagés à se montrer patients. Après ces explications le ministre russe pria le reis-effendi de s'employer à faire donner satisfaction au désir amical de la cour de Russie relativement aux Serbes. Puis il tâcha de savoir dans quelle mesure la Porte était prête à entrer dans des explications sur ce sujet et de trouver un prétexte pour discuter avec elle le contenu de la pétition. Obligé de cacher aux Turcs qu'il la connaissait déjà, il demanda au reis-effendi de lui en communiquer une copie afin de connaître leurs desiderata.

Le reis-effendi lui répondit qu'il ne savait pas ce que renfermait la pétition, qu'on s'occupait de la traduire; puis il l'assura que la Porte était prête à donner satisfaction au peuple serbe et que Hafiz Pacha de Nisch, nommé gouverneur du pachalik de Belgrade, avait déjà l'ordre de chasser de concert avec les Serbes Gouchanats-Ali et les krdjalis de la forteresse de Belgrade¹.

L'envoyé de Russie insista pour que la Porte arrangeât elle-même les choses avec les Serbes, et objecta que l'ordre donné à Hafiz-Pacha ne pouvait qu'irriter les esprits en Serbie².

Ce fut le 2 juillet seulement que le drogman de la Porte présenta au kyaya-bey la traduction de la pétition. Aussitôt l'envoyé de la Russie pria le reis-effendi de lui en donner une copie. Celui-ci répondit qu'il demanderait l'autorisation de le faire, dès que la pétition aurait été mise sous les yeux du Sultan. En même temps il lui dit qu'il l'avait lue au grand visir;

1. Nomination postérieure à celle de Malik-Pacha.

2. Italinsky à Czartoryski, le 15 juillet 1805. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 1^{er} août, p. 547.

qu'une partie en serait adoptée, et que l'autre, concernant l'indépendance vis-à-vis du pacha de Belgrade, serait rejetée.

Mais le reis-effendi oublia vite sa promesse. Italinsky savait bien d'ailleurs qu'on ne voudrait pas lui faire la communication demandée, et pourtant il n'y avait pas d'autre moyen d'entrer en conversation avec la Porte au sujet des affaires serbes. Il n'osait pas avouer qu'il connaissait le contenu de la pétition et il ne pouvait pas non plus aborder ouvertement les affaires serbes, ayant toujours sur les bras les négociations pour le renouvellement de l'alliance russo-turque de 1799. De plus, il venait précisément de demander à la Porte, de la part de son gouvernement, d'entrer avec des troupes russes dans la Valachie afin de la défendre contre l'invasion des pachas rebelles de Vidin et de Rouschtchouk, et dans la république des Sept Iles, afin de protéger la côte de l'Adriatique contre les Français.

Dans l'impossibilité d'agir lui-même, sans exciter la méfiance de la Porte, il fit agir le capitaine Tchardaklia. Il lui recommanda tout d'abord de cacher soigneusement les relations entre les Serbes et la Russie, et l'engagea à faire savoir à la Porte que les Serbes étaient suffisamment forts pour résister aux troupes que la Porte pourrait envoyer contre eux. Il devait déclarer, si l'arrangement des affaires serbes était confié à un pacha, que cette mesure ne pourrait qu'irriter les Serbes. En outre, il lui conseilla de demander aux chefs des insurgés, au cas où cette offre leur serait faite, de la repousser avec quelque démonstration capable de « mettre en considération le ministère ottoman » (*sic*).

Mais les députés serbes ne furent pas à la hauteur de leur tâche. Déjà inquiets en voyant la Porte temporiser, ils prirent peur lorsqu'ils apprirent que le vali de Roumélie et le pacha de Nisch marchaient contre les Serbes et qu'un grand nombre de familles du pays avaient déjà passé en Autriche. Alors Italinski fit partir le député Jivkovitch en qui il n'avait pas de confiance, avec une lettre adressée par la Porte à l'archevêque de Belgrade, pour inviter les Serbes à demeurer tranquilles et les assurer des bonnes dispositions du Sultan¹. Quant au capitaine Tchardaklia et à l'archiprêtre Lazarevitch, il les retint à Constantinople.

1. Italinsky à Czartoryski, le 30 juillet 1805. *Ibid.*

C'est à ce moment qu'Italinsky reçut la réponse de son gouvernement à ses rapports précédents. Le gouvernement russe avait accueilli avec plaisir les nouvelles qui lui étaient parvenues sur les dispositions de la Porte envers les Serbes, espérant que ceux-ci obtiendraient du moins quelques privilèges qui pourraient leur assurer la sécurité. Il prescrivait à Italinsky d'employer tous les moyens pour empêcher la nomination de Hafiz-Pacha au poste de gouverneur du pachalik de Belgrade et de prendre garde que les députés serbes ne prêtassent l'oreille aux insinuations des Phanariotes (Grecs habitant le quartier du Phanar à Constantinople) relativement à la nomination d'un prince grec dans le pachalik de Belgrade. Il devrait encourager les Phanariotes dans leurs desseins, afin que ceux-ci s'employassent à faire adopter la pétition serbe par la Porte. Mais les encouragements devaient cesser au moment où les Phanariotes seraient sur le point de toucher au but. Alors Italinsky devrait se tourner contre eux et tenter par tous les moyens d'empêcher que l'un d'eux ne devînt prince serbe ; car un Phanariote ne serait sans doute pas dévoué aux intérêts de la Russie¹.

Mais Italinsky n'eut pas la possibilité de remplir ces instructions. La Porte croyait de plus en plus que les Serbes étaient d'accord avec la Russie et que le prince Ipsilanti, hospodar de Valachie, était également leur complice. Il ne pouvait donc pas agir directement et il ne pouvait pas non plus compter sur les députés serbes qui craignaient toujours la vengeance de la Porte. Il essaya vainement de les rassurer et de relever leur courage, et, ne pouvant y parvenir, il les fit embarquer, le 15 août, sur un bateau russe à destination d'Odessa².

III

Après le départ de leurs députés pour Constantinople, les insurgés s'étaient tenus tranquilles pendant quelque temps. Mais bientôt, comme la partie sud-ouest du pachalik n'était pas encore affranchie, et comme un grand nombre de Turcs,

1. Czartoryski à Italinsky, le 30 juillet 1805. *Id.*, p. 546.

2. Italinsky à Czartoryski, le 29 août 1805. *Id.*, p. 549.

anciens janissaires, venus de différents côtés, s'y étaient introduits, les chefs des insurgés décidèrent de la conquérir.

Ils se dirigèrent d'abord sur Karanovats qui fut pris, le 11 juin, après un siège de quelques jours.

Ce fut pendant le siège de cette place que les Serbes apprirent que Hafiz Pacha de Nisch était désigné par la Porte pour rétablir l'ordre dans le pachalik de Belgrade. Les Serbes furent instruits aussi que ce pacha avait l'intention de les attaquer de plusieurs côtés et qu'il avait déjà envoyé à Oujitsé un certain Omer-Aga pour réunir une armée du côté de la Bosnie.

Kara-George dirigea aussitôt des troupes sur Oujitsé et sur la citadelle de Soko. En même temps, il envoya l'ordre à Milenko Stoïkovitch, commandant du district de Pojarevats, de réunir ses troupes et de se retrancher à Ivankovats au bord de la Morava¹.

La place d'Oujitsé fut assiégée et bombardée par les insurgés; la ville fut brûlée le 10 août et, deux jours après, les défenseurs de la forteresse capitulèrent. Les Turcs paisibles réussirent à passer une convention avec les chefs des insurgés : ils s'engagèrent à rejeter Omer-Aga et tous ses partisans en Bosnie, à payer aux Serbes une indemnité de 50 000 piastres et de 80 chevaux, et à rester en paix².

Le 18 août, Hafiz-Pacha apparut à la tête de ses troupes devant Ivankovats. Ayant appris que les Serbes s'y étaient solidement retranchés, il fit demander à Milenko Stoïkovitch de le laisser marcher vers Belgrade par le district de Pojarevats; il lui fit savoir qu'il était muni du firman impérial et lui promit qu'aussitôt installé au gouvernement, il le ferait nommer par le Sultan principal knèze du pachalik de Belgrade. « Puisque le pacha a le firman impérial, répondit le commandant serbe, qu'il prenne la route impériale, celle qui traverse la Morava et passe par Yagodina, dont se sont servis tous les gouverneurs depuis Kossovo. Quant à la nomination qu'il me promet, sachez, ajouta-t-il, que je préfère rester commandant serbe de cette contrée que knèze turc du pachalik entier. Je ne permettrai point au pacha de passer par ici³ ». Hafiz-

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 6.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 217-218.

3. *Id.*, p. 221-222.

Pacha, indigné, riposta qu'il ne demanderait pas aux « brigands » quelle route il devait prendre : le lendemain il les attaqua furieusement. Mais, après une lutte opiniâtre qui avait duré toute la journée, il fut repoussé avec des pertes considérables sur Paratchine. Kara-George étant apparu alors avec ses troupes du côté de Yogodina, le pacha opéra une retraite précipitée sur Nisch où il succomba peu après au chagrin de n'avoir pu remplir sa mission ¹.

Enivrés par les victoires remportées jusqu'alors sur les Turcs et comptant qu'ils seraient tranquilles de leur côté durant cette année, les chefs des insurgés tournèrent leur attention vers les affaires intérieures.

Déjà lors du séjour des députés serbes à Saint-Petersbourg, le prince Czartoryski, informé que les insurgés n'avaient point encore de pouvoir constitué, leur avait conseillé de fonder un synode (Sénat) en objectant que « ni la Russie ni aucun autre État ne voudrait négocier avec un homme, mais qu'on négocierait avec le peuple et le Synode ² ». Aussitôt après leur retour, les députés avaient communiqué cet avis aux principaux chefs, qui se mirent d'accord sur la nécessité de poser les bases du gouvernement du pays. Les Turcs ayant à ce moment-là menacé le pays de tous les côtés, la Skoupchtina (assemblée des délégués du peuple ou des chefs) n'avait pu être convoquée. Après la victoire éclatante remportée sur Hafiz-Pacha il n'y avait plus d'obstacle. Le secrétaire de la députation qui était allée à Saint-Petersbourg, Boja Grouïevitch ³, avait d'ailleurs déjà rédigé le projet de constitution du Sénat et les discours qui devaient être prononcés le jour de son institution ⁴.

En effet, la Skoupchtina se réunit à Borak, à la fin d'août. Elle décida l'institution du Sénat, sorte d'autorité suprême en matière de jurisprudence et d'administration. Six sénateurs

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 223 et *Mém. de l'Acad. serbe*, t. XIX, p. 7.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 212.

3. C'est le nom que le professeur Théodore Philipovitch avait pris à son retour de Russie sur le conseil de l'archevêque Stratimirovitch de Karlovitz, afin que le gouvernement autrichien, dont il était le sujet, ne pût réclamer son extradition. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 146.

4. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 291-297.

furent élus, dont l'archiprêtre Nénadovitch, comme président ; Grouiévitich fut nommé secrétaire. Mais il fallait que chaque district eût un représentant au Sénat. Alors Kara-George envoya une circulaire prescrivant à tous les chefs, moines, prêtres, maires de chaque district de se réunir en assemblées, de faire choix de l'homme le meilleur, le plus juste, en qui tout le district eût confiance ; et après son élection de lui faire prêter serment de prendre en mains, avec les autres sénateurs, les intérêts de tout le peuple serbe en général et de son district en particulier ; d'assister et de défendre les innocents, de dénoncer les coupables au Sénat, fussent-ils commandants, prêtres ou moines. Le Sénat en référerait au *vrhovni vojda* (chef suprême) Kara-George, qui punirait le coupable et défendrait l'innocent. Enfin tous les membres de l'assemblée devaient signer le plein pouvoir délivré au sénateur élu. Puis les sénateurs déjà nommés se rendirent au monastère de Voliavtcha, choisi pour le siège du Sénat¹.

Les succès militaires des insurgés étaient importants, mais leur position n'en devenait que plus difficile et plus périlleuse. Au commencement ils n'avaient combattu que contre les tyrans du pays ; cette fois ils avaient résisté à l'armée d'un pacha envoyé par le Sultan. Tous les Turcs en furent émus et fort irrités. La vengeance du Sultan et de la Porte devenait imminente.

Or, au moment même où les chefs des insurgés délibéraient sur la conduite à tenir envers les Turcs paisibles, qui se trouvaient encore dans les places fortes, ils apprirent que le knèze serbe du district de Semendria, Djoucha Voulitchévitch, avait été assassiné par les Turcs.

Kara-George partit pour cette ville avec quelques troupes et deux canons. Il bombarda la forteresse et mit le siège devant la ville. Vers le 20 novembre la place capitula, et la plupart des Turcs furent autorisés à se retirer à Vidin.

La prise de Semendria, la ville qui au x^v^e siècle était la capitale des despotes serbes, produisit une grande sensation parmi les insurgés. Le Sénat, qui avait siégé au monastère de Voliavtcha puis dans celui de Bogovadja, fut aussitôt transféré à Semendria. En même temps il se complétait par

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 225-226.

l'arrivée de nouveaux sénateurs, parmi lesquels Mladen Milovanovitch, représentant du district de Kragouïévats, qui devint dans la suite l'*alter ego* de Kara-George.

Mais les nouvelles devenaient de plus en plus inquiétantes. L'irritation des Turcs allait grandissant et l'on annonçait la levée de troupes nombreuses destinées à combattre les Serbes. La frayeur s'empara des insurgés, qui ne se jugeaient pas capables de résister aux grandes armées du Sultan. Les principaux chefs se réunirent à Semendria et rédigèrent de concert avec le Sénat deux pétitions, l'une à l'empereur d'Autriche, implorant son intervention auprès de la Porte en leur faveur, et demandant des secours en munitions, l'autre à l'empereur de Russie, implorant également son intervention à Constantinople.

La cour de Vienne promit d'intervenir à Constantinople, mais elle refusa tout secours¹.

Menacés par les préparatifs des Turcs, les insurgés se hâtèrent de mettre à profit l'hiver pour occuper les positions les plus importantes qui commandaient l'entrée du pachalik de Belgrade, particulièrement celles de Déligrade, sur la Morava, et de Porètch, sur le Danube.

A cette époque aussi l'archiprêtre Lazarevitch et le capitaine Tchardaklia qui, évadés de Constantinople, s'étaient rendus d'abord à Odessa, puis à Saint-Pétersbourg, arrivèrent au camp serbe. Une réunion des chefs fut convoquée par Kara-George, pour le début de janvier 1806 à Ostroujnitsa. On décida d'envoyer une nouvelle pétition au Sultan. On suivait en cela les conseils du gouvernement russe apportés par les députés. Cette pétition différait, du moins dans la forme, de celles qui avaient été présentées précédemment à la Porte. Elle était signée par les chefs « des très humbles et très fidèles raïas serbes », en tête desquels figurait, comme « commandant », Kara-George. On y remarquait même la signature du knèze de Novi-Bazar, contrée habitée par les Serbes, mais qui n'avait jamais appartenu au pachalik de Belgrade! La pétition redisait tous les maux dont les Serbes avaient souffert avant et pendant l'insurrection. Elle conte-

1 Rapport du prince Czartoryski à l'empereur Alexandre, en date du 23 janvier 1806. Voy. *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, vol. 82, p. 276-278.

nait la déclaration solennelle qu'ils désiraient rester les sujets du Sultan et qu'ils lui payeraient un tribut double de ce qu'ils avaient payé jusqu'alors, mais ils demandaient qu'il les sauvât de la tyrannie qu'ils avaient jusque-là supportée. « Nous avons, lisait-on, fréquemment invoqué, les yeux pleins de larmes, la grâce de V. M. pour nous et pour nos enfants. A plusieurs reprises nous avons envoyé nos députés dans la capitale, afin de déposer nos prières aux pieds de V. M., d'exposer au Divan nos plaintes, de demander le rétablissement de l'ordre dans cette malheureuse province, un soulagement à nos souffrances et la cessation des malheurs qui nous accablent depuis deux ans. Hélas! nous attendions la grâce et nous avons obtenu la colère!

« Dieu! sommes-nous condamnés à éprouver les calamités les plus grandes. Les troupes de notre souverain vont-elles être dirigées contre nous! D'un côté, on nous interdit de nous défendre contre nos tyrans et de l'autre nous sommes exposés au danger de nous voir forcés de combattre l'armée de notre souverain, avec la perspective d'une défaite certaine! Si V. M. envoie contre nous ses troupes, nous préférons périr tous que de retomber sous le joug tyrannique qui pèse sur nous depuis si longtemps, sans que nous ayons trouvé ni secours ni soulagement de la part du Divan. Le résultat d'une guerre ne peut pas être connu d'avance; nous pourrions être exterminés par vos soldats, mais quel que soit notre sort, la responsabilité n'en retombera pas sur nous. Puisque la justice est proscrite de ce monde, nous aimons mieux mourir que de vivre. Il vaut mieux mourir que de porter les chaînes de l'esclavage sans espoir de jamais pouvoir s'en débarrasser. La vie nous est à charge, et si nous sommes condamnés avec notre postérité à l'esclavage perpétuel, nous préférons sacrifier nos enfants que de les abandonner aux cruautés de nos tyrans. V. M. ne retirera aucun profit de notre perte: elle y perd, au contraire, en exterminant des sujets et en leur enlevant la possibilité de contribuer aux besoins de l'État et de supporter les charges légitimes. Il ne nous reste donc qu'à mourir, mais en tombant nous aurons la gloire d'avoir préféré la mort à un honteux esclavage. En nous disparaîtront des sujets qui respectent V. M., sont prêts à verser leur sang pour Elle et ne désirent que de

rester sous son sceptre, considérant V. M. comme leur plus grand bienfaiteur, après Dieu.

« Mais si le juste ciel, protecteur de l'innocence, entend nos soupirs et nous aide à vaincre nos ennemis, la gloire de V. M. ne sera-t-elle pas compromise? Ne serait-il pas plus utile pour cette province-frontière, ainsi que pour tout l'empire, que V. M. jetât sur nous un regard de clémence et au lieu de dévastation par le feu et le fer, établît notre bien-être sur des bases solides?

« Nous déclarons donc solennellement devant Dieu, devant V. M. et devant le monde entier, que nous désirons rester pour toujours vos sujets et que nous payerons exactement le tribut, qui est dû au souverain que Dieu nous a donné; mais que ni nous, ni nos enfants, ne voulons nous soumettre de nouveau au joug de nos tyrans et ne pouvons consentir à d'autres conditions qu'à celles contenues dans la pétition que nous avons remise à la date du 13 mai; et nous prions V. M. d'approuver ces conditions et de les confirmer par un firman qui nous est indispensable. » Enfin, au cas où le Sultan ne serait pas convaincu de la justesse de leurs désirs, les insurgés lui demandaient de nommer une commission d'enquête qui serait chargée d'examiner les différends entre eux et leurs tyrans. « Si l'on prouve que c'est nous qui avons causé les désordres, était-il dit à la fin de la pétition, nous sommes prêts à payer notre faute de notre sang; mais si notre innocence est démontrée, V. M. peut-elle nous refuser le renouvellement de sa grâce? »

Cette pétition fut adressée au prince Ipsilanti, hospodar de Valachie, avec prière de la faire parvenir à l'envoyé de Russie à Constantinople, et par lui à la Porte*.

IV

Voyant que les insurgés étaient complètement dévoués au gouvernement russe et qu'ils ne faisaient que suivre ses con-

1. Les chefs des insurgés au Sultan, le 24 janvier 1806, Voy. *Goloubitsa*, vol. V, p. 133-142.

2. Italinsky à Czartoryski, le 14 février 1806. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 109.

seils, et se rendant compte d'autre part des difficultés qu'ils éprouvaient pour se procurer des armes et munitions, quelques Serbes de Hongrie, reconnus plus tard pour des agents du cabinet de Vienne, insistèrent auprès de Kara-George et d'autres chefs pour l'envoi d'une députation à l'empereur d'Autriche, en leur donnant, sans doute, l'assurance qu'elle ne pourrait que produire d'heureux résultats.

L'Autriche était en effet la seule puissance qui fût directement voisine du pachalik de Belgrade, la seule en état de fournir aux insurgés les munitions et les vivres dont ils avaient déjà et pourraient encore avoir besoin. L'envoi d'une députation à François II fut aussitôt décidé. L'archiprêtre Nénadovitch et Boja Grouïévitch, président et secrétaire du Sénat, furent chargés de se rendre à Vienne, afin de solliciter de l'Empereur « des munitions et autres choses nécessaires¹ ».

Les députés arrivèrent à Vienne vers le milieu de février, en compagnie d'un certain Miloch Ourochévitch, commerçant de Zemlin.

L'Autriche se trouvait alors dans une situation embarrassante. La crise serbe touchait de très près à ses intérêts les plus intimes; car non seulement le foyer de l'insurrection se trouvait dans le voisinage immédiat de ses États et nuisait considérablement à son commerce avec la Turquie, mais toute la Hongrie du sud, ou peu s'en faut, était peuplée de Serbes, et il était à craindre que le mouvement d'émancipation nationale qui se propageait depuis deux ans dans le pachalik de Belgrade ne débordât par-dessus les frontières. En outre, comme la Russie, elle appréhendait, dès 1805, que Napoléon n'intervînt sous quelque prétexte et ne provoquât des complications encore plus graves. Cette crainte, qui n'avait fait qu'augmenter depuis la guerre désastreuse qu'elle venait de soutenir contre la France, se trouvait à son comble en ce moment, où les troupes françaises prenaient possession de la Dalmatie, cédée par le traité de Presbourg: Napoléon, toujours plus puissant, devenait ainsi comme un souverain balkanique, à deux pas du foyer de l'insurrection serbe.

L'Autriche avait donc tout intérêt à faire cesser les troubles

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 196.

du pachalik de Belgrade, mais il ne lui était pas facile d'y parvenir. Elle était trop épuisée par la dernière guerre pour courir le risque de complications quelconques.

A la fin de 1805, François II avait été saisi d'une demande de la Porte tendant à obtenir ses bons offices pour mettre fin aux désordres dans le pachalik de Belgrade. Cette demande fut soumise par l'Empereur aux délibérations de son cabinet au commencement de février. Mais, quoique la continuation des désordres dans le voisinage des frontières méridionales fût préjudiciable à l'Empire, le cabinet autrichien décida qu'il n'y avait pas à intervenir. Il considérait que d'après ce que le reis-effendi avait dit à l'internonce, on ne pouvait s'attendre au succès d'une telle démarche. « Car, écrivait le comte de Stadion à l'Empereur, comment une simple invitation aux Serbes de licencier leurs troupes et de déposer les armes, sans aucune autre consolation que la promesse d'une amnistie, pourrait-elle avoir du succès auprès de gens qui, les armes à la main, avaient conquis le droit de traiter d'égal à égal avec leurs maîtres d'hier ! L'intervention de l'Autriche ne servirait qu'à compromettre la dignité de la Très Haute Cour et de la Porte elle-même en provoquant chez les Serbes le soupçon au lieu de la confiance, le désespoir au lieu de l'espérance. » Le ministre autrichien pensait qu'il fallait laisser aux Turcs et aux Serbes le soin de se réconcilier, et il proposait de faire savoir aux uns et aux autres que, tant qu'ils ne se seraient pas réconciliés, ils ne seraient pas autorisés à se procurer des vivres dans les États autrichiens¹.

L'Empereur n'adopta qu'en partie l'opinion de son ministre. Ému sans doute par la pétition serbe, il estimait qu'on ne devait pas abandonner ce peuple et qu'il fallait continuer à travailler auprès du Sultan en faveur d'une réconciliation. Il ordonna qu'on envoyât dans ce sens des instructions à l'internonce, qu'on fit parvenir au Tsar la pétition confiée par les députés serbes, avec un rapport au gouvernement russe sur tout ce que l'Autriche avait fait en faveur des Serbes. Il prescrivit enfin au secrétaire de sa chancellerie de

1. Rapport du comte de Stadion à l'empereur François, en date du 6 février 1806. Voy. BEER, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, Prague, 1883, p. 189.

recevoir les députés pour les éclairer sur la situation et leur donner le conseil de retourner dans leurs foyers¹.

Regus, le 21 février, par le baron Wallenburg, ils firent au secrétaire de la chancellerie le tableau de la position critique dans laquelle se trouvaient leurs frères : ils avaient déjà 40000 hommes sous les armes ; ils pouvaient en lever jusqu'à 100000 ; mais, sans munitions, ils ne pourraient résister aux troupes turques qui se dirigeaient contre eux. Ils avaient besoin de commandants habiles, surtout de troupes régulières, d'armes et de munitions. C'est pour cela qu'ils étaient venus à Vienne, avec l'espoir que l'empereur d'Autriche, ayant pitié de leurs souffrances, leur accorderait les secours en considération de leur fidélité à sa maison.

Tout en les assurant de l'intérêt que l'Empereur avait toujours pris à leur situation, le baron Wallenburg déclara que son maître ne pouvait fournir aux Serbes ni soldats, ni munitions, l'Autriche étant en amitié avec la Turquie ; mais il interviendrait en leur faveur auprès du Sultan. Il leur recommanda de ne pas perdre de temps, et de réduire leurs demandes à ce que la Turquie pouvait accepter.

Les députés insistant pour obtenir un secours de troupes, le baron Wallenburg leur opposa un refus catégorique, en leur représentant qu'une assistance armée leur serait plus nuisible qu'avantageuse, puisque, en ce cas, la guerre serait inévitable entre la Turquie et l'Autriche, et que les autres puissances interviendraient. Puis, voyant les députés au désespoir, il se mit à les encourager, leur disant qu'ayant soutenu la lutte pendant trois ans, ils la soutiendraient bien encore quelques mois, jusqu'à ce que l'Autriche obtînt pour eux des conditions acceptables. Avant que la lutte ne recommençât il leur conseilla de demander au Sultan le pardon du passé, et, pour l'avenir, des privilèges tels qu'un souverain musulman peut en accorder aux chrétiens.

Réconfortés par ces paroles, les députés déclarèrent au baron Wallenburg, en prenant congé de lui, qu'ils « s'en remettaient pour tout à l'intervention de la cour d'Autriche auprès du Sultan »².

1. BEER, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, Prague, 1885, p. 190.

2. *Idem*, p. 190-195.

La cour de Vienne ne manqua pas à ses promesses. Aussitôt après le départ des députés serbes, elle commença ses démarches en faveur des insurgés. Elle envoya à l'internonce l'ordre d'entamer des pourparlers avec la Porte sur les conditions et moyens propres à assurer le rétablissement de l'ordre dans le pachalik de Belgrade, en offrant l'intervention amicale de l'Autriche¹. Comme les insurgés s'étaient emparés, en janvier et février, de la place de Poretch à l'est, et de celles de Paratchine et de Krouchévats au sud, et que les armées turques commençaient à les menacer du côté de la Bosnie, et à faire des incursions sur le territoire du pachalik, l'empereur d'Autriche se décida à des démarches plus radicales. Sur son conseil l'archiduc Charles, son frère, écrivit, le 7 mars, aux commandants turcs voisins du pachalik et les invita à suspendre les hostilités jusqu'à ce qu'ils eussent reçu de nouveaux ordres de la Porte. Puis il informa Kara-George de cette démarche et de celles que la cour d'Autriche avait faites à Constantinople, en lui exprimant l'espoir qu'il mettait dans leur succès et en lui conseillant de se tenir tranquille². Le 12 mars, l'empereur François lui-même écrivit une lettre personnelle au Sultan³. Enfin le 5 avril, en prévision de l'émigration de la population du pachalik, le gouvernement de Vienne adressa des ordres aux autorités des frontières pour laisser libre l'accès du territoire autrichien aux Serbes sans armes, ou qui voudraient les déposer de leur plein gré⁴.

1. BEER, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, Prague, 1884, p. 194.

2. L'archiduc Charles à Kara-George, le 7 mars 1806. Voy. Aff. Etr. Autriche, Corr. pol., vol. 378, f. 66.

3. *Id.*, f. 66 bis, 68.

4. BEER, *o. c.*, p. 194.

CHAPITRE V

I. — La « Guerre Sainte » contre les Serbes. — Préparatifs de la Porte. — Nouvelles mesures de la Russie en faveur des Serbes. — Note russe à la Porte du 31 mars 1805. — Intervention de l'empereur d'Autriche auprès du Sultan. — Echec de l'intervention austro-russe. — Démarches de la Porte pour prévenir l'intervention de la France (mai 1806).

II. — La Serbie menacée par plusieurs armées turques. — Demande de secours au général Michelson, commandant en chef de l'armée russe du Danube. — Victoire serbe à Tchoutchoughé (15 avril 1806). — Appel de Kara-George au prince-évêque de Monténégro. — Passage de la Drina par la grande armée turque de Bosnie. — Arrivée d'un envoyé du général Michelson au camp serbe (juin 1806). — Négociations de l'archiprêtre Nénadovitch avec les pachas de Bosnie. — Marche de l'armée turque de Roumélie contre Déligrade. — Position critique des Serbes. — Mission de Pierre Itchko à Constantinople (juillet 1806). — Désastre turc à Michar (août 1806). — Echec de l'armée turque à Déligrade (août 1806).

III. — Arrivée d'Itchko à Constantinople (août 1806). — La politique de la France envers la Porte depuis le traité d'Amiens. — Napoléon contre Alexandre. — Note de Talleyrand à Mouhib Effendi (23 juin 1806). — Nomination du général Sébastiani au poste d'ambassadeur à Constantinople. — Entretien du général Sébastiani avec le prince Ipsilanti à Bucharest (juillet 1806). — Lutte entre la France et la Russie à Constantinople. — Itchko et Italinsky. — Effet des victoires serbes. — Embarras de la Porte. — Acceptation par la Porte des desiderata serbes. — Nomination de Hassan-Bey au poste de mohasil à Belgrade (septembre 1806).

I

Quand on connut à Constantinople l'accueil fait par les Serbes, en 1805, à Hafiz-Pacha, le mécontentement y fut des plus vifs.

Craignant que le mouvement insurrectionnel ne s'étendit encore, le Sultan ordonna de saisir toutes les armes chez les chrétiens des pachaliks voisins de celui de Belgrade. De plus le Chéik-ul-Islam¹ rédigea un *fetva*, c'est-à-dire une ordonnance, au sujet de la conduite à tenir envers les infidèles,

1. Le chef des *oulémas* (légistes des lois religieuses), chargé d'interpréter les lois.

rebelles à l'autorité du Sultan, et proclama les Serbes ennemis des musulmans. En vertu de ce décret le Sultan déclara la guerre aux raïas serbes, et, en novembre 1805, Ibrahim-Pacha, vali de Scutari, fut nommé commandant en chef des troupes, avec pouvoirs illimités pour réprimer cette rébellion, et mission de pacifier le pays¹. Puis des préparatifs formidables furent ordonnés en vue de la campagne du printemps.

Le gouvernement russe en fut instruit par le consul général de Yassy, et par des messages qui lui étaient parvenus du pachalik de Belgrade, de la Bosnie, et d'autres provinces turques avoisinantes. De toutes parts on affirmait que ces préparatifs avaient pour but l'extermination de la race serbe. La supplique des chefs serbes à l'empereur Alexandre, du 11 décembre 1805, fut remise alors au ministère des affaires étrangères par le nouveau chargé d'affaires d'Autriche².

Les circonstances furent jugées critiques à Saint-Pétersbourg. Le traité d'alliance entre la Russie et la Turquie de 1799 et l'acte de 1802 relatifs à la Valachie et à la Moldavie venaient d'être renouvelés et ratifiés³. Mais les conséquences de la bataille d'Austerlitz et du traité de Presbourg ne s'en faisaient pas moins sentir. L'Autriche était humiliée et le prestige de la Russie était considérablement atteint, tandis que l'influence de la France ne faisait que s'accroître, particulièrement en Turquie. En outre les troupes françaises allaient bientôt prendre possession de la Dalmatie et s'installer à la frontière de l'empire ottoman. Celui-ci allait donc être livré à l'influence encore plus directe de la France et la suprématie russe en Turquie était menacée.

Au début de 1806, envisageant comme très proche soit la ruine totale, soit une révolution importante dans l'empire ottoman, le prince Czartoryski jugeait qu'il importait d'examiner quels avantages devait en retirer la Russie, et quels moyens elle devait employer dès à présent pour n'être pas prise au dépourvu et ne pas perdre le fruit de 40 ans de travaux et de persévérance.

1. BALASTCHEF, *o. c.*, p. 6.

2. Czartoryski à Italinsky, le 15 février 1805. Voy. GOLOUBITSA, vol. V, p. 142-145.

3. Ruffin au ministre, le 8 nivose, an XIV. Aff. Étr., *Turquie*, vol. 210, f. 462.

Pour ce qui regardait les Serbes, il estimait qu'au cas où l'espoir qu'ils avaient mis dans la Russie resterait vain, ils seraient complètement ruinés par les Turcs ; ou bien, désespérés, et voyant les Français dans le voisinage, ils auraient recours à leur protection et le gouvernement français s'empresserait d'en profiter, afin d'augmenter son influence dans les affaires turques et de réaliser ses vues sur l'empire ottoman. Il craignait encore que les autres Serbes, habitants du Monténégro, de l'Herzégovine, etc., qui se considéraient un peu comme des protégés de la Russie, voyant l'indifférence du gouvernement russe pour leurs frères du pachalik de Belgrade, n'imitassent leur exemple et ne demandassent secours aux Français. Tout cela lui paraissait très contraire aux intérêts de la Russie ; il exposa son sentiment à l'empereur Alexandre et lui proposa les mesures suivantes :

1^o Transmettre la pétition du peuple serbe à l'envoyé de Russie à Constantinople, Italinsky, avec ordre de la communiquer en original à la Porte et de faire tout son possible pour déterminer le gouvernement ture à abandonner ses préparatifs militaires, à rendre aux Serbes la justice qui leur était due, et accepter leurs propositions relatives à leur futur gouvernement ;

2^o Cependant, et dans l'incertitude du succès de cette démarche, mettre les Serbes en état de résister aux troupes turques ; à cet effet leur faire remettre immédiatement, par le consul général Bolkounof à Bucharest, une somme de dix mille ducats et leur faire envoyer par la cour de Vienne les munitions nécessaires ;

3^o Informer secrètement les chefs serbes des mesures que la cour impériale prenait en leur faveur, leur conseiller de se défendre avec leur héroïsme habituel, de tâcher, en plus, de s'emparer de Belgrade, tout en assurant la Porte qu'ils étaient prêts à rester ses sujets, si elle accédait à leurs justes demandes ; et enfin les détourner de tous rapports avec les Français. Ecrire dans le même sens au prince de Valachie¹.

L'Empereur accepta les propositions de son ministre. Celui-ci fit part aussitôt à l'envoyé de Russie à Constanti-

1. Rapport du prince Czartoryski à l'empereur Alexandre, en date du 23 janv. 1806. V. *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, vol. 82, p. 275-278.

noble de l'intérêt particulier que l'Empereur portait au peuple serbe. Sans entrer dans l'examen des motifs qui avaient déterminé la Porte à des préparatifs de guerre extraordinaires, le prince Czartoriski se borna à observer dans sa dépêche que, si d'un côté les avantages passagers qu'ont remportés les Serbes pouvaient avoir fourni une occasion à la Porte de les attaquer, il fallait convenir de l'autre qu'après les vexations inouïes auxquelles ils ont été exposés de la part des officiers turcs, ils se sont trouvés dans la nécessité absolue de secouer un joug qui devenait insupportable et de demander à se gouverner eux-mêmes, tout en restant sujets fidèles et soumis. Suivant lui, le peu de succès qu'ont eu les pétitions serbes vient de la certitude où est la Porte de réduire un peuple rebelle et qui n'a que sa bravoure pour toute ressource; mais dans le moment actuel cette certitude ne saurait plus exister. Il lui demande d'attirer l'attention des Turcs d'un côté sur le voisinage du pachalik de Belgrade avec la nouvelle province française de Dalmatie et le « système bien connu des Français, qui ne laissent échapper aucune occasion de s'immiscer dans les affaires de leurs voisins pour se les asservir ou acquérir parmi eux une influence dangereuse »; il doit lui signaler d'autre part les effets présumables du désespoir des Serviens s'ils étaient poussés à bout, au point d'avoir à opter entre leur anéantissement et la protection des Français. Enfin, en supposant même que les projets de la Porte contre les Serbes soient couronnés du succès le plus complet, il se demande quel est l'avantage qu'en retirerait la Porte, sinon la perte certaine de ses soldats et la ruine d'un peuple brave et fidèle. Ne serait-il pas beaucoup plus avantageux pour le Sultan de pardonner généreusement à ce peuple les torts qu'il peut avoir, en lui laissant la faculté de déployer toutes les ressources qu'il possède, et de conserver ainsi ses armées intactes, en acquérant en même temps « le boulevard le plus solide du côté de ses États qui est évidemment le plus exposé ».

Le prince Czartoryski prescrivit à l'envoyé russe de présenter ces réflexions au gouvernement turc, en même temps que la pétition adressée par les Serbes à l'Empereur. Il devrait ajouter « qu'en égard à l'état actuel des choses, Sa Majesté Impériale croit devoir conseiller à son intime allié,

le sultan Selim, de tirer le rideau sur la conduite passée des Serviens et de ne songer qu'au parti qu'il pourra tirer de leur bravoure dans l'avenir, de ne plus diriger ses préparatifs militaires contre eux, mais de les concentrer tous sur tel point, d'où les armées ottomanes pourront le plus efficacement repousser une agression étrangère; d'accueillir au contraire la demande que les Serviens ont déjà voulu faire parvenir à son trône pour obtenir la permission de se gouverner par eux-mêmes, en s'obligeant toutefois à payer régulièrement les impôts que la Sublime Porte percevait autrefois sur leur pays; d'y ajouter même à fournir leur contingent en troupes, si la Porte se trouvait en guerre, et en s'engageant à remplir avec la plus grande exactitude tous les autres devoirs que leur impose leur qualité de sujets de l'empire ottoman. C'est le seul moyen propre à attacher irrévocablement ce peuple aux intérêts de son souverain légitime et ce sera avec un plaisir sensible que Sa Majesté Impériale croira avoir contribué à cet heureux résultat, si le sultan Sélim veut suivre les conseils salutaires qu'elle lui donne dans cette circonstance¹. »

Italinsky communiqua d'abord au reis-effendi, le 18 mars, la pétition serbe du 14 janvier 1806, qui lui était transmise par le prince Ipsilanti. Puis, le 31 du même mois, il présenta à la Porte une longue note, accompagnée de la copie de la dépêche du prince Czartoryski du 15 février, et de la pétition adressée par les chefs serbes à l'empereur Alexandre, le 12 décembre 1805. « S'il était permis au soussigné d'ajouter ses propres réflexions à celles de sa cour, écrivait Italinsky dans sa note, il représenterait à la Sublime Porte, pour l'empêcher de prendre le change, que c'est autant le désir de se soumettre à leur légitime souverain que les dangers dont ils sont menacés qui a porté les Serbes à s'adresser à Sa Majesté l'Empereur, et que si le ministère ottoman veut se rappeler la manière dont ils ont déjà précédemment réclamé sa justice en implorant leur pardon, il se convaincra aisément que ce n'est pas la crainte seule qui les fait agir en

1. Le prince Prosorovsky à Italinsky, le 15 février 1806. Voy. Aff. Etr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 211, f. 184-186.

ce moment, et que toute combinaison que la Porte ferait sur cette base serait erronée. »

« Le soussigné ajouterait, en outre, que l'expérience a dû prouver à la Sublime Porte que, si pour mettre un terme à ces troubles, elle promettait aux Serviens leur pardon, à condition qu'ils se laisseront gouverner comme par le passé, il est certain, d'après leurs dispositions connues, et qui leur semblent justifiées par tout ce qu'ils disent avoir souffert de l'ancienne administration, qu'ils se laisseront aller aux dernières extrémités plutôt que de consentir au rétablissement de l'ancien régime¹. »

Au moment où cette note était remise par Italinsky, le baron de Sturmer, internonce d'Autriche, avait reçu également des instructions pour agir de concert avec l'envoyé de Russie. Le 8 avril, il remit à la Porte la lettre de l'empereur François du 12 mars avec la copie des lettres que l'archiduc Charles avait adressées, au commencement de mars, à Kara-George et au commandant des troupes turques dans les pachaliks voisins de celui de Belgrade. Dans sa lettre au Sultan, après lui avoir rappelé l'uniformité parfaite des principes de conservation mutuelle, et le droit qu'ils s'étaient acquis par là de se communiquer en confiance tout ce qui peut concerner leurs intérêts réciproques « surtout lorsque les temps sont si difficiles, lorsque le bien-être, le repos, l'existence de l'un sont, pour ainsi dire, la sauvegarde de l'autre », l'empereur François lui fournissait des renseignements sur les cruautés commises envers les raïas serbes par les usurpateurs du pouvoir légal à Belgrade, sur le désespoir qui avait fait prendre les armes aux Serbes, sur les excès qui se répétaient aux frontières, sous les auspices des dahis, et sur le préjudice qu'ils causaient au commerce entre les deux empires. Il assurait que, par suite des manœuvres des usurpateurs, les très humbles prières des raïas n'avaient pu arriver à son trône qu'altérées et défigurées. Puis il ajoutait qu'une nouvelle et plus forte considération avait déterminé en dernier ressort sa démarche. « Plus les troubles se prolongent et s'étendent, écrivait-il, plus le

1. Copie de la note de l'envoyé de Russie, datée de Péra, le 19/31 mars 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 211, f. 186.

mécontentement et l'anarchie coïncident dans un pays avec les circonstances critiques du temps, et plus l'existence politique de ce pays est exposée à des vicissitudes fâcheuses et incalculables; car les événements du jour se préparent et se développent, dans la dissolution de tous les principes sociaux et dans l'isolement de l'autorité souveraine. Faire cesser ces troubles, rapprocher les partis, éteindre tout foyer de discorde et d'anarchie, c'est donc fermer le champ aux combinaisons d'une nature subversive; c'est du moins éloigner le danger de ce côté-là et ce n'est pas peu de chose. » « Pénétré de ces raisons, et voyant le feu de la guerre intestine prêt à éclater plus fort que jamais en Serbie », il s'était déterminé d'abord à la voie de l'intervention amicale de son frère, l'archiduc Charles, et il lui demande maintenant d'accorder « une amnistie générale et ses bontés en faveur d'un arrangement civil qui pût faire taire les mécontents et combiner les intérêts divers des litigants »¹.

Bien que la lettre de l'empereur François fût rédigée dans les termes les plus amicaux et les plus mesurés, elle ne produisit pas l'effet désiré. « Jalouse de son administration intérieure et persuadée qu'un souverain ne peut que compromettre sa dignité et celle de son voisin ami, en employant son intervention en faveur d'un peuple rebelle² », la Porte déclina amicalement ses bons offices. Elle répondit qu'elle avait usé pendant plusieurs années de clémence et d'indulgence, et qu'elle était maintenant contrainte d'employer d'autres moyens pour faire rentrer dans l'obéissance les sujets insoumis³. « Les Serbes doivent demander leur grâce, répondit le reis-effendi au baron de Sturmer, avec la corde au cou et commencer par livrer les plus coupables d'entre eux⁴.

L'envoyé de Russie estimait qu'une pareille réponse à l'empereur François était due à l'état d'épuisement et d'humiliation dans lequel se trouvait l'Autriche depuis sa dernière guerre avec la France, et il escomptait une réponse plus satis-

1. Copie de la lettre de François II à Sélim III, en date du 12 mars 1806. Voy. Aff. Étr., *Autriche*, Corr. pol., vol. 376, f. 168.

2. Le prince Callimachi à Ruffin, le 14 mai 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 241, f. 281.

3. BEER, *o. c.*, p. 194-195.

4. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 412.

faisante à sa note. Mais il fut bientôt déçu. Dans la réponse que la Porte lui adressa le 26 avril, elle déclarait que la question serbe était une affaire intérieure qui serait résolue sous peu, toutes les mesures nécessaires étant prises pour faire rentrer les rebelles dans le devoir¹.

Ainsi la Porte écartait l'intervention des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Mais elle ne pouvait pas encore considérer comme impossible toute intervention étrangère à ce sujet. Il y avait encore la France qui n'avait pas dit son mot, et que les représentants de Russie et d'Autriche à Constantinople avaient indiquée à la Porte comme la puissance à laquelle les Serbes avaient l'intention de s'adresser. Considérant que les Serbes abandonnés par l'Autriche et la Russie pourraient en effet se tourner vers cette puissance et implorer sa médiation, la Porte s'empressa de la prévenir.

Sur l'ordre du reis-effendi, le prince Callimachi, drogman de la Porte, informa par lettre le chargé d'affaires de France à Constantinople des démarches que les cours d'Autriche et de Russie avaient faites en faveur des Serbes et de la réponse que la Porte leur avait remise. Il insinua que les Serbes pourraient s'adresser à la France, et déclara que la Sublime Porte, « qui rend justice à la loyauté des sentiments de Sa Majesté l'Empereur Napoléon, était intimement persuadée que des rebelles ne trouveraient aucun accueil auprès de lui ». Il le pria de transmettre le contenu de cette lettre à son gouvernement².

Cette communication fut accueillie avec une vive satisfaction par le chargé d'affaires de France. La Porte en effet n'avait jamais fait aucune ouverture à la mission française à propos des affaires serbes; elle avait même évité toute allusion à cette question délicate; mais le chargé d'affaires ne l'avait pas moins suivie avec le plus vif intérêt. Une personne, restée inconnue, l'avait déjà mis à même de lire, bien plus, de copier la note d'Italinsky, du 31 mars, et la dépêche du prince Czartoryski, du 15 février, qui y était jointe³.

Aussi, dès qu'il eut pris connaissance de la lettre du prince

1. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 112.

2. Callimachi à Ruffin, le 14 mai 1806. *Voy. Aff. Étr., Turquie*, Corr. pol., vol. 215, f. 281.

3. Ruffin au ministre, le 15 mai 1806. *Idem*, f. 293.

Callimachi, Ruffin s'empessa de lui répondre qu'il se chargeait de transmettre son contenu au cabinet de Paris; que la réponse de la Porte aux représentations des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg lui paraissait « pleine d'équité, de bienfaisance(!) et de dignité » et qu'il partageait sa persuasion que l'empereur Napoléon, si les Serbes imploraient son intervention, ne leur ferait aucun accueil, comme rebelles¹ ».

La Porte avait donc, croyait-elle, réussi à se débarrasser de toute intervention étrangère dans les affaires serbes.

II

Dès le mois de mars, les insurgés se trouvaient dans une position très critique. Leurs députés venaient de leur apprendre le refus de l'Autriche de leur fournir des secours, soldats ou munitions. Cependant un secours, et un secours prompt, leur était indispensable; car ils étaient menacés par les troupes turques de Bosnie.

Dans ce pressant besoin ils se tournèrent de nouveau vers la Russie; mais, comme Saint-Pétersbourg était trop éloigné, ils prirent le parti de s'adresser au commandant en chef de l'armée russe du Danube. Le 18 mars, ils écrivirent au général Michelson, lui demandant des secours « en soldats et moyens matériels² ».

D'autre part la grande armée de Bosnie était presque complètement formée. Déjà quelques détachements commençaient à traverser la Drina. En avril, ces détachements réussirent à pénétrer dans la vallée de la Koloubara, sous le commandement d'un certain Osman-Djora, pillant et incendiant un grand nombre de villages. Cette irruption jeta l'épouvante parmi la population serbe. Mais les chefs des insurgés conservèrent leur sang-froid; ils rassemblèrent leurs hommes et, après plusieurs rencontres indécises, ils finirent, le 15 avril, par battre et disperser les Turcs à Tchoutchoughés, non loin de Valiévo³.

1. Ruffin au prince Callimachi, le 14 mai 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 211, f. 286.

2. PÉTROF, *La guerre entre la Russie et la Turquie (1806-1812)* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1885, vol. I, p. 218.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 171-174.

Restés néanmoins très inquiets du côté de la Bosnie, les insurgés tentèrent, mais en vain, de s'entendre avec les chefs de cette province. Voyant qu'ils ne pourraient résister aux armées turques du sud et de l'est, s'ils ne détruisaient auparavant celle de Bosnie, et ne pouvant suffire seuls à une aussi lourde tâche, ils songèrent de nouveau à leurs frères du Monténégro. Ils avaient escompté leur aide depuis le commencement de l'insurrection et leur avaient adressé plusieurs demandes, mais sans réussir à s'entendre. Ils décidèrent de renouveler leurs instances.

« Par le lien sacré de la religion, écrivait Kara-George à Pierre I^{er}, prince-évêque de Monténégro, par le lien de la race et du sang qui nous fait nous appeler frères et qui nous fait réellement frères, nous vous conjurons, de toute l'ardeur de notre âme et les bras tendus vers vous, vous et, par vous, tous nos braves et chers frères du Monténégro, de la Dalmatie et de l'Herzégovine de renouveler l'alliance effective qui unissait vos pères et nos ancêtres, au temps de leur gloire, c'est-à-dire d'établir avec nous la fraternité d'armes et une alliance défensive et offensive ! Vous avez le caractère sacré, les droits et le devoir, selon la loi de Dieu et selon la loi civile et politique, d'entrer dans cette alliance, devant Dieu, devant les hommes et devant toute l'Europe. En le faisant vous accomplirez le premier devoir d'un Serbe, d'un homme et d'un prince, et vous vous attacherez solidement, dans le moment le plus important, votre race et votre peuple, dont la gratitude peut vous être toujours d'une grande utilité. En nous aidant dans notre indigence et notre détresse contre les alliés de Gouchanats-Ali, infidèles au Sultan, qui ont répandu dans toute la Bosnie le poison et la rébellion et se sont révoltés contre l'autorité du Sultan, vous obtiendrez, sans aucun doute, des droits à la reconnaissance de la Sublime Porte. Enfin, en nous prêtant le secours de vos armes, vous ferez ce que le monde dit si publiquement que vous avez déjà fait. Nous ne parlons pas de ce que vous ferez pour le bien de la postérité serbe si vous vous hâtez de nous secourir¹ ».

1. L. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *Histoire de l'insurrection serbe*, t. I, p. 235-236.

Pendant que les insurgés, en attendant la réponse de l'évêque, redoublaient d'activité pour compléter leurs préparatifs, au commencement de juin, les troupes turques firent une nouvelle apparition sur les bords de la Drina. Ces troupes étaient plus fortes que les précédentes. Kara-George recommanda aux insurgés qui réclamaient son secours, d'arrêter les Turcs par n'importe quel moyen jusqu'à son arrivée prochaine¹.

A ce moment on annonça l'arrivée d'un officier russe au quartier général serbe devant Belgrade. C'était la réponse du général Michelson à la demande du 18 mars, que le général russe, pour des motifs tout particuliers, avait accueillie avec empressement. Par suite, en effet, de l'installation des Français en Dalmatie, la Russie s'était vue forcée d'entretenir une armée importante à la frontière de l'ouest et ne pouvait laisser au commandant de l'armée du Danube que 30 000 hommes pour la défense éventuelle de la Turquie. Le général Michelson jugeait cependant nécessaire que le nombre de ses troupes fût augmenté. Sachant par l'histoire des guerres antérieures entre la Russie et la Turquie que ses prédécesseurs avaient facilement recruté des volontaires parmi les chrétiens de la péninsule balkanique, et que ces volontaires avaient procuré d'utiles éclaireurs à l'armée russe, il se décida à les imiter. Il fit part de son projet au prince Czartoryski pour avoir, par lui, l'approbation de l'Empereur. Aussitôt cette approbation accordée, il chargea le lieutenant Novokrechthénof, qui était d'origine serbe, de se rendre auprès de Kara-George afin d'examiner sur les lieux les dispositions du peuple serbe, et la nature des secours qui leur seraient le plus nécessaires.

L'apparition dans le camp serbe d'un officier en uniforme russe provoqua le plus grand enthousiasme parmi les insurgés. En le recevant, Kara-George lui fit l'honneur de le placer à ses côtés pendant une attaque contre les Turcs de Belgrade². Bientôt après le lieutenant retourna vers la frontière russe, emportant la réponse de Kara-George. Celui-ci disait le réconfort qu'avait été pour le peuple serbe l'arrivée de

1. L. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *Histoire de l'insurrection serbe*, t. I, p. 170-177.

2. *Mémoires de l'académie serbe*, t. XIX, p. 10.

l'envoyé russe. « L'argent, les armes, les munitions et les soldats instruits, voilà nos premiers besoins », lui écrivait-il¹.

Les insurgés espéraient que leurs frères du Monténégro allaient aussi, de leur côté, leur tendre la main et opérer une diversion contre la Bosnie. Le 12 juillet, Kara-George reçut une lettre de l'évêque du Monténégro, mais qui ne répondait pas à son attente. Elle contenait simplement des conseils. C'est qu'en effet la dernière lettre de Kara-George n'était pas encore parvenue à Pierre I^{er} ; Kara-George lui écrivit de nouveau le lendemain². Mais déjà il était trop tard pour qu'une diversion des Monténégrins pût être utile. Les grandes armées turques, du côté de la Bosnie et de la Roumélie, s'étaient mises en marche contre les insurgés.

Menacés de deux côtés par des troupes très nombreuses, et n'ayant encore reçu de secours effectif d'aucune part, les Serbes décidèrent de faire une dernière tentative à Constantinople pour se réconcilier avec la Porte. Mais il leur fallait pour cette tâche des hommes instruits et habiles. Or, les knèzes et les prêtres qu'ils pouvaient envoyer, et dont quelques uns avaient fait partie des députations précédentes, ne savaient pas la langue turque, ne connaissaient ni la situation politique de la Turquie, ni la politique générale de l'Europe, ni l'art de négocier. Il leur fallut chercher ailleurs que parmi eux. Ils songèrent à Pierre Itchko, autrefois « consul³ » à Belgrade, sous le gouvernement de Hadji-Moustapha Pacha, et depuis émigré à Zemlin lors du gouvernement des dahis. Originaire de la Macédoine, il avait été attaché comme drogman aux légations turques à Vienne et à Berlin. Kara-George le fit venir de Zemlin et lui proposa d'aller à Constantinople en qualité de plénipotentiaire ; il lui promit qu'en cas de succès il serait convenablement récompensé par le peuple serbe. Dévoué à la cause des insurgés depuis des années, et particulièrement lié avec la famille des Nénadovitch, voyant du reste que ses affaires personnelles (il était représentant de commerce à Zemlin) ne marchaient nullement, il accepta dans l'espoir de servir à la fois et la cause nationale et la

1. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 218-219.

2. Kara-George à Pierre I^{er}, le 13 juillet 1806. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, vol. I, p. 237.

3. Commissionnaire privilégié.

sienne propre¹. Le lendemain, 13 juillet, une réunion des chefs serbes eut lieu à Semendria ; les pleins pouvoirs pour Itchko y furent rédigés et signés par Kara-George et Mladen Milovanovitch « au nom de tout le peuple serbe ». Itchko devait passer avec la Porte une convention, dont voici les clauses principales :

1° Les Serbes paieront à la Porte le tribut (c'est-à-dire les impôts et autres contributions) : le montant en sera fixé ;

2° La Porte enverra en Serbie un mohasil impérial, avec un certain nombre de fonctionnaires qui recevront le tribut ;

3° Les Serbes seront chargés de tous les autres emplois du pachalik et promettent de les remplir suivant les ordres impériaux ;

4° Les janissaires, les krdjalis et tous les autres mauvais Turcs seront chassés de la Serbie et les Serbes seront chargés de la garde des frontières.

En outre, Kara-George informait Italinsky que, toutes les pétitions adressées antérieurement au Sultan étant restées sans réponse, les Serbes envoyaient Pierre Itchko « avec les demandes les plus modérées ». Il le pria d'aider leur envoyé de ses conseils et de son influence². Itchko partit aussitôt pour Constantinople.

Quant aux chefs des insurgés, ils n'avaient qu'à courir à la défense des frontières menacées. Du côté du sud ils n'étaient pas trop inquiets. La position de Déligrade sur la route de Nisch était solidement fortifiée grâce aux frères Jikitch, originaires de Macédoine, anciens officiers autrichiens. Elle était commandée par Pierre Dobrniats, un chef courageux et habile, et elle offrait assez de résistance sinon pour briser l'armée d'Ibrahim-Pacha de Scutari, du moins pour la retenir pendant longtemps. Mais à la frontière de l'ouest, du côté de la Bosnie, la position des insurgés était beaucoup plus difficile ; de ce côté-là, en effet, le territoire du pachalik était ouvert sur plusieurs points à l'invasion.

Accompagné de Milan Obrénovitch et de plusieurs autres commandants, Kara-George s'y rendit avec quelques troupes et deux canons. Il y arriva comme l'armée turque venait de traverser la Drina.

1. *Œuvre*, 1904, septembre, p. 358.

2. *Messenger serbe de littérature*, 1905, 15 mai, p. 114.

Dès le commencement de juin, les premiers détachements de cette armée avaient fait leur apparition sur les bords de la rivière. Les insurgés, dans cette partie du pachalik, n'ayant pas suffisamment d'hommes et voyant qu'ils ne pouvaient pas compter sur la prompte arrivée de Kara-George, avaient commencé à désespérer. Par bonheur, les musulmans de Bosnie, qui n'ont jamais aimé à faire campagne hors de leur province, ayant appris, en arrivant sur la Drina, que les Serbes prétendaient n'être pas des rebelles et qu'ils protestaient de leur fidélité au Sultan, s'empressèrent de leur envoyer une délégation pour déclarer que si les raïas consentaient à payer le tribut, ils seraient disposés, eux, à abandonner la campagne et à retourner en Bosnie. La délégation fut reçue avec le plus grand plaisir par les chefs serbes, qui jugèrent nécessaire d'entamer des négociations ne fût-ce que pour tenir l'ennemi inactif le plus longtemps possible, suivant la recommandation de Kara-George. L'archiprêtre Nénadovitch et Stoïan Tchoupitch furent envoyés au camp ennemi. Les négociations traînèrent durant tout le mois de juin et finalement n'aboutirent pas. C'est à peine si les délégués serbes purent retourner sains et saufs. Aussitôt l'armée ennemie prit l'offensive.

Au moment de l'arrivée de Kara-George, le gros de l'armée turque se trouvait déjà devant Chabats et, par malheur, beaucoup d'insurgés étaient restés dans leurs foyers à cause de la moisson. La présence du commandant en chef rendit courage à ceux qui se trouvaient encore sous les drapeaux, car il était considéré par la plupart des Serbes comme invincible. Mais l'armée ennemie était si nombreuse que pour l'arrêter ce ne devait pas être trop de tous les hommes de la région. Pour aviser aux moyens de les réunir, une conférence eut lieu entre tous les chefs. L'archiprêtre Nénadovitch proposa de recourir à la ruse : on ferait savoir à tous les knèzes que Kara-George venait d'arriver avec « 15 canons et 12000 soldats » ; que tous les hommes capables de porter les armes eussent à se présenter, s'ils ne voulaient encourir les plus terribles châtimens, les agents de Kara-George ayant reçu l'ordre de mettre à mort quiconque manquerait à l'appel et de brûler sa maison. La proposition fut adoptée et l'archiprêtre Nénadovitch regut mission de l'exécuter. La circulaire

qu'il adressa à tous les knèzes produisit le meilleur résultat. Au bout de deux jours les paysans de toutes les contrées avoisinantes se soulevèrent¹.

Bientôt le premier détachement turc, qui s'était avancé sous le commandement de Hadji-Beg de Srebrnitsa jusqu'au village de Bratatchitch, fut battu et dispersé. Mais une nouvelle des plus graves arriva au camp de Kara-George : le gros de l'armée turque s'était porté sur la route de Belgrade, après plusieurs rencontres avec les insurgés où Yanko Kalitch, un des chefs les plus braves et les plus respectés, avait trouvé la mort !

En apprenant ce malheur, Kara-George donna ordre à toutes les troupes de se porter vers Chabats. Il toucha dans son passage à la montagne Tser, dont les environs étaient encore restés soumis au pacha de Zvornik, et fit décapiter publiquement trois maires serbes qui n'avaient pas cessé de fournir des vivres aux Turcs. Ce châtiment décida toute la population de cette contrée à marcher contre l'ennemi. L'armée turque était très nombreuse, et possédait une forte artillerie, tandis que Kara-George n'avait que 9000 hommes dont 2000 cavaliers, et deux canons seulement ! La situation était des plus critiques, mais le chef serbe se montra à la hauteur de sa tâche. Il résolut de se retrancher sur le champ de Michar et d'y offrir la bataille décisive à l'armée turque. Son infanterie, abritée derrière des redoutes, avait ordre d'attendre les ennemis de pied ferme, et de ne tirer qu'au signal du commandant, quand les Turcs seraient assez près pour que chaque coup portât. La cavalerie fut dissimulée dans la forêt voisine, avec ordre de charger les troupes turques à revers dès que l'infanterie serbe aurait ouvert le feu. Ces ordres furent fidèlement exécutés. Le 15 août, les Turcs, pleins de mépris pour l'ennemi, s'élancèrent sur les retranchements. Arrêtés par les décharges de l'infanterie, sabrés par la cavalerie, brusquement sortie de la forêt, ils furent bientôt en plein désordre. Leurs rangs rompus, disloqués, les Turcs s'enfuirent en débandade vers Chabats, vers la Save, vers la Drina. Beaucoup périrent, parmi eux le commandant en chef et plusieurs autres commandants. Les insurgés

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 198-200.

furent un grand nombre de prisonniers et un butin immense, chevaux, armes, et munitions.

Après la victoire éclatante de Michar, une partie des insurgés se portèrent au secours de leurs frères qui, à Déligrade, sur la frontière du sud, repoussaient vaillamment depuis six semaines les attaques de l'armée de Roumélie. La nouvelle de la victoire de Michar redoubla le courage et la force de résistance des défenseurs de Déligrade, en sorte que la grande armée d'Ibrahim Pacha fut bientôt rompue ! Le célèbre haïdouk Stanoïé Glavach ayant opéré une diversion jusqu'à la place de Prokouplié, qu'il fit brûler¹, Ibrahim-Pacha ordonna la retraite vers Alexinats; mais il fut repoussé, au commencement de septembre, vers Nisch.

C'est ainsi que, grâce au sang-froid et à la vaillance des insurgés et de leurs chefs, les deux grandes armées turques furent repoussées des frontières du pachalik de Belgrade. Pour cette partie de la province, déjà affranchie, la paix était assurée au moins jusqu'au printemps de 1807.

III

Itchko, après s'être arrêté à Bucharest pour se présenter au prince Ipsilanti, était arrivé à Constantinople au commencement d'août, au moment où la lutte décisive commençait à la Porte entre l'influence russe et française.

Depuis le traité d'Amiens, Napoléon n'avait cessé de porter son attention sur l'empire Ottoman. Il souhaitait que la république française reprit par tous les moyens l'ascendant que la monarchie française y avait exercé pendant deux siècles, et dont la Russie, l'Angleterre et l'Autriche avaient hérité. Il ne pouvait pas voir avec indifférence cet empire s'affaiblir par la révolte de ses provinces, par la faiblesse de son administration et par l'influence des étrangers. Mais tant qu'il n'y avait pas eu de contact entre les possessions françaises et celles de l'empire Ottoman, il n'avait pas été en état d'obtenir quelque résultat.

Lorsque la Dalmatie, en vertu du traité de Presbourg, fut

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 10.

occupée par les troupes françaises et que la France devint voisine de la Turquie, Napoléon sentit qu'il pouvait influencer d'une manière plus directe sur le rétablissement de l'ordre dans cette partie de l'Europe. Pour juger des mesures les plus propres à assurer ce résultat, il avait besoin d'un tableau exact de la situation intérieure de la Turquie. Talleyrand le demanda aussitôt à l'ambassade française à Constantinople. « Donnez-moi des indications positives — écrivait-il, le 11 avril, au chargé d'affaires de France — sur l'état présent des troubles de Serbie, sur leur tendance, sur les résultats présumables des efforts que fait la Sublime Porte pour étouffer cette révolte. Cherchez à connaître quelle est la situation des esprits en Bosnie, en Albanie, en Morée, ce qu'ils désirent, ce que l'on pourrait faire pour y établir et affermir la paix et pour fortifier au besoin l'autorité de la Sublime Porte par les améliorations que l'administration de ces provinces aurait faites¹. »

En même temps fut nommé un commissaire général des relations commerciales en Bosnie, autant pour étendre le commerce français avec la Turquie, que pour observer les provinces de Serbie et d'Albanie². Puis, l'ambassade à Constantinople, où le vieux Ruffin était chargé d'affaires, fut confiée au général Sébastiani, qui passait pour un homme habile et énergique et qui avait déjà eu l'occasion de connaître la Turquie au cours d'une mission antérieure, en 1801.

Le Sultan de son côté, surpris et effrayé de la victoire de Napoléon à Austerlitz et des stipulations du traité de Presbourg, s'était empressé de reconnaître à son nouveau et puissant voisin le titre d'Empereur, qu'il lui avait jusqu'alors refusé. Un ambassadeur extraordinaire fut chargé de lui porter la notification de cette reconnaissance avec de riches présents. Il fut solennellement reçu par l'empereur Napoléon le 5 juin 1806.

Quelques jours plus tard, un courrier de l'ambassade française à Constantinople apportait au ministre des relations

1. Talleyrand à Ruffin, le 11 avril 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 211, f. 212.

2. Le décret par lequel Pierre David, chargé d'affaires de France près l'ordre de Malte, était nommé consul en Bosnie, ne fut signé que le 12 mai. Voy. Aff. Étr. *Cartons de Travnik*, I.

extérieures les textes de la note russe adressée à la Porte le 31 mars, et de la dépêche du prince Czartoryski. Ces pièces furent aussitôt mises par Talleyrand sous les yeux de Napoléon, et fixèrent particulièrement son attention¹. Tout de suite l'insurrection serbe apparut à Napoléon comme l'affaire la plus importante à résoudre, pour briser l'influence russe en Turquie. Il donna immédiatement l'ordre à Talleyrand de répondre à cette note par une note adressée à l'ambassadeur turc à Paris, et communiquée en copie au chargé d'affaires de France à Constantinople pour qu'il la présentât à la Porte « avec quelques variantes² ».

Puis comme Ali-Pacha de Ianina lui avait envoyé un sabre d'honneur, il donna ordre au ministre de le remercier en son nom et de lui faire remarquer entre autres choses « qu'il était l'ami de la Porte, et qu'il fallait s'appliquer à dompter les Serviens et à contenir les Grecs (c'est-à-dire les chrétiens orthodoxes), qui sont les véritables auxiliaires de la Russie³ ».

Le lendemain Napoléon écrivit au Sultan lui-même. Après avoir exposé ses vues sur la politique que la Porte devait suivre, il toucha à la question serbe. « Et si Votre Hautesse veut nous permettre de finir avec un conseil, dit-il, nous lui dirons que les vrais intérêts de son empire veulent qu'elle ne laisse intervenir aucune puissance étrangère dans ses discussions avec les Serviens, qu'elle doit employer les moyens les plus vigoureux pour soumettre ces rebelles qui sont excités et encouragés par la Russie : la demande qu'elle a faite de leur accorder l'indépendance le prouve bien assez⁴. »

Le 25 juin, la note fut rédigée et remise à l'ambassadeur turc à Paris. Talleyrand informait Mouhib-Effendi qu'il était chargé par son maître d'appeler l'attention de la Sublime Porte sur les troubles du pachalik de Belgrade et sur l'intérêt qu'attachait la Russie à les prolonger. « On a pu longtemps, disait-il, prendre le change sur la cause de ces troubles, mais la Russie la déclare, en protégeant ouvertement les révoltés,

1. Talleyrand à Ruffin, le 25 juin 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corresp. pol., vol. 212, f. 56.

2. Napoléon au min. des Aff. Étr., le 11 juin 1806. Voy. TESTA, *Recueil de traités de la Porte*, II, 275.

3. Napoléon au min. des Aff. Étr., le 19 juin 1806. *Id.*, II, 276.

4. Napoléon à Sélim III, le 20 juin 1806. *Id.*, 277.

en intervenant en leur faveur, en cherchant à faire assimiler la Servie à la Moldavie et à la Valachie qu'elle a mises sous sa dépendance. — Si la Russie voulait la conservation de l'empire ottoman, elle cesserait de secourir les Serviens, elle offrirait de les réduire, elle leur déclarerait qu'elle ne peut les entendre que lorsqu'ils auront posé les armes, livré leurs chefs, reconnu leur maître légitime. Cette conduite franche épargnerait du sang et ferait perdre aux révoltés toute espérance de secours. Mais la Russie ne veut que le démembrement de l'empire ottoman : une province perdue pour les Turcs devient pour la Russie une victoire. Elle est fidèle au plan qu'elle s'est tracé : de les affaiblir par leurs divisions, de les attaquer jusqu'au milieu de la paix, de les repousser de proche en proche en Asie. — Si les Serviens obtenaient l'indépendance, qui peut douter que la Morée et toutes les provinces où il se trouve un grand nombre de Grecs n'aspirassent au même but ? — et que deviendrait alors l'empire ottoman ? Le Valachie et la Moldavie ont déjà donné un trop funeste exemple. Les Russes y commandent en maîtres. Cependant la Sublime Porte doit seule les gouverner et ces provinces sont une importante partie de son empire. — Si les Serviens s'adressaient à Sa Majesté l'Empereur des Français, il leur dirait : Posez les armes, rentrez dans l'ordre, livrez les chefs qui vous ont égarés : vous ne pouvez rentrer en grâce qu'à ces conditions. Mais la Russie ne peut tenir ce langage ; ce qu'elle veut en Turquie, ce sont des troubles et des déchirements. — Que Votre Excellence compare les vues des deux puissances ; qu'elle les expose à son gouvernement. S. M. l'Empereur des Français l'a déclaré : « ce qu'il veut, c'est la puissance et la gloire de la Sublime Porte, c'est l'intégrité de ses possessions. Il est disposé à la protéger : il ne peut regarder ses ennemis que comme les siens propres, et tout ce qui remplira les vœux de la Porte Ottomane sera conforme aux siens¹ ».

Le chargé d'affaires à Constantinople fut instruit le même jour du contenu de cette note et il reçut l'ordre d'insérer dans celle qu'il avait à présenter à la Porte toutes les obser-

1. Talleyrand à Mouhib-Eftendi, le 25 juin 1806. Voy. Aff. Etr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 53.

ventions, en exceptant seulement celles qui feraient positivement connaître qu'il avait eu secrètement communication de la note russe du 31 mars. On jugeait utile de ne rien laisser deviner des révélations qu'on lui avait faites, « pour se ménager les moyens d'en obtenir d'autres du même genre et de les réserver pour son instruction et sa direction¹ ».

Mais pour soutenir cette politique auprès du Sultan, il fallait, malgré toute l'habileté du vieux Ruffin, la présence du nouvel ambassadeur de France à Constantinople. Le général Sébastiani reçut donc l'ordre de hâter ses préparatifs et de gagner son poste le plus tôt possible. Des instructions, rédigées depuis longtemps, lui avaient déjà été remises. Le gouvernement français y donnait à l'ambassadeur quelques renseignements sur l'insurrection serbe, renseignements pour la plupart inexacts ou fantaisistes ; on lui recommandait de travailler à la faire étouffer et à faire « concourir, avec les mesures de répression qui pourront être prises pour rétablir l'ordre, les mesures de sagesse et d'organisation qui peuvent seules le maintenir. » On lui représentait que le désir de la Russie était « d'assimiler le pachalik de Belgrade à la Moldavie et la Valachie ». De crainte que par là ce pachalik ne fût mis sous la dépendance de la Russie, il devait opposer à ce système le système appliqué déjà en Roumélie : « les villages chrétiens ont des chefs chrétiens, les villages où les chrétiens sont mêlés avec les Turcs ont deux chefs différents, un de chaque nation ; tous relèvent d'un commandant turc qui a juridiction sur plusieurs arrondissements, et tous les commandants de la province sont soumis à l'autorité du pacha. La justice est rendue par un *cadi* turc, mais les charges locales sont réparties entre les habitants par un chef de leur religion ». Talleyrand indiquait que ce système pourrait être appliqué dans le pachalik de Belgrade, « après s'être cependant assuré que la révolte du pays n'a pas changé de direction et que les moyens applicables au commencement des troubles le sont encore aux circonstances actuelles ». Enfin on recommandait à Sébastiani d'examiner la cause des troubles et de prendre à son passage à Vidin et à Rouch-

1. Talleyrand à Ruffin, le 23 juin 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 56,

tchouk « des renseignements sur la disposition des esprits, mais sans faire auprès des chefs serviens aucune démarche ». « Toutes vos relations officielles doivent être d'abord avec Sa Hautesse et avec ses ministres, et vous devez en influant sur leurs conseils éviter de leur porter aucun ombrage¹. »

Le général Sébastiani partit de Paris au commencement de juillet, et arriva le 28 du même mois à Bucharest. Le prince Ipsilanti, hospodar de la Valachie, que les Français considéraient comme l'agent principal et l'instrument de la politique russe en Orient, lui fit un accueil fort honorable, suivant les instructions qu'il avait reçues de la Porte. Il désirait connaître les vues de Napoléon et chercha l'occasion de s'entretenir avec son ambassadeur. Dans les conversations qu'ils eurent ensemble, ils ne manquèrent pas de toucher aux affaires serbes.

« Il est temps, lui avait dit Sébastiani, de finir l'insurrection des Serviens, que l'on vous accuse d'avoir favorisée.

— Jusqu'à présent on ne m'a point épargné les accusations, répondit le prince Ipsilanti. — Et que dit-on que j'ai fait pour les Serviens ?

— Vous leur avez fait passer les secours de la Russie, qui prétend établir une principauté en Serbie pour la régir selon ses vues.

— Et quels secours ai-je fait passer aux Serviens ?

— Dix-sept mille fusils, dont six mille sont venus de Corfou et onze mille par la Valachie.

— Combien estimez-vous qu'il faille de caisses pour onze mille fusils ?

— Environ six à sept cents.

— Et par où pensez-vous qu'ait passé ce remarquable convoi ?

— Mais par la Valachie.

— Veuillez bien prendre la carte; elle vous dira que la Serbie et la Valachie ne sont parallèles [limitrophes ?] par aucun point; que le convoi aurait été forcé de descendre le Danube sous les yeux des Turcs, qui ne laissent rien passer impunément, et sous le fort d'Orsova qui arrête tout; ou

1. Fragments « informes » des instructions données à M. le général Sébastiani, mai 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 211, f. 354.

(bien) il aurait fallu que le convoi traversât des provinces autrichiennes, dans lesquelles on ne laisse point voyager le moindre paquet sans le visiter. D'après cela il faut convenir que les informations de vos agents en Serbie sont fort infidèles.

— Nous n'avons point d'agents dans ce pays-là.

— Raison de plus pour vous méfier de ces rapports, auxquels rien ne peut avoir donné lieu que le mot de « Toula », trouvé sur quelques fusils fabriqués en Hongrie et portés par des marchands aux Serviens, qui les paient le double de leur valeur. Les marchands les auront fait passer en interlope avec beaucoup de précaution, persuadés que la cour de Vienne les eût punis sévèrement si elle en eût été instruite.

— Quoi qu'il en soit, il faut se hâter de faire rentrer ce peuple dans le devoir. Faites une chose qui plaira beaucoup à l'empereur et qui prouvera en même temps votre attachement aux intérêts de la Porte : portez ce peuple à demander grâce, en lui promettant que la France garantira sa sûreté.

— Au commencement un arrangement était facile. Ayant été chargé alors d'agir auprès des insurgés, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi, mais la Sublime Porte n'a voulu aucun moyen de conciliation, et c'est actuellement le pacha de Roumélie qui est chargé de toute cette affaire.

— C'est très bien fait ; jamais on ne doit composer avec des rebelles.

— C'est l'une de ces maximes absolues de la théorie, dont la sagesse néglige souvent la pratique. La France s'est bien trouvée d'avoir composé avec la Vendée.

— La France n'a point composé avec les Vendéens. Elle leur a accordé une amnistie, elle leur a fait grâce.

— Avec quelques conditions.

— Pas d'autres que celle de leur donner la paix et de les rendre heureux.

— Hé bien ! les Serviens ne demandent rien de plus.

— S'il en est ainsi, employez vos bons offices auprès de ce peuple, et faites-lui savoir que l'ambassadeur de France s'intéressera pour lui. De mon côté je vais faire mes efforts en sa faveur auprès de la Porte ; mais faites-lui bien entendre que, s'il ne veut être accablé par la puissance de la France, il doit se soumettre sans hésiter à ce que je ferai pour lui.

— Votre Excellence m'avait fait craindre que la France ne voulût point se mêler des affaires intérieures de l'empire ottoman. Puisque cette volonté n'est pas irrémissible je ferai ce que vous souhaitez auprès des Serviens, mais seulement après que vous m'y aurez fait autoriser par la Porte.

— Cela est juste et vous pouvez y compter ; mais si après cela ils hésitaient à poser les armes, vous devez concourir à leur faire la guerre¹. »

En quittant Bucharest Sébastiani s'arrêta à Rouchtchouk, où il eut une entrevue avec Tersenic-Oglou, et arriva le 9 août à Constantinople. La réception qui lui fut faite par les membres du gouvernement turc fut splendide. Avant d'être reçu par le Sultan, il entreprit une campagne acharnée contre la politique russe, en représentant partout l'insurrection générale des chrétiens orthodoxes en Turquie comme son but final : le premier signal avait été donné dans le pachalik de Belgrade, et les princes de Valachie et de Moldavie étaient ses instruments. Cette campagne fut promptement couronnée de succès. La Porte céda à l'influence française et, le 24 août, les princes Ipsilanti et Morousi furent destitués².

Le député des insurgés serbes se présenta à l'envoyé de Russie, au moment où celui-ci était occupé à contre-carrer la campagne commencée contre la Russie par le général Sébastiani. Itchko remit à Italinsky les recommandations de Kara-George et lui montra ses instructions. Italinsky, instruit déjà qu'à son passage à Bucharest le député serbe avait manqué de faire visite au consul de Russie et qu'il avait paru suspect à ce dernier³, fut enclin au commencement à le prendre pour un espion. Mais lorsqu'il eut bien examiné les signatures et les cachets des documents, dont Itchko était porteur, et lorsqu'il eut reçu de lui des renseignements détaillés sur la mission du lieutenant Novokrechtchenof au camp serbe, il fut rassuré. Toutefois, au moment où l'ambassadeur français représentait le gouvernement russe comme

1. Notice confidentielle sur M. Sébastiani et ses conversations avec moi, par le prince Ipsilanti. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 53-55.

2. Sébastiani au ministre, le 25 août 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 158.

3. Italinsky au baron de Budberg, le 14 août 1806. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 115.

l'instigateur de l'insurrection serbe, Italinsky ne pouvait intervenir en faveur des insurgés, sans compromettre les intérêts les plus intimes de son pays. De plus la Porte faisait affirmer que les Serbes étaient déjà soumis par les troupes turques, envoyées contre eux¹. Dans ces circonstances le député serbe resta abandonné à lui-même !

A ce moment, comme un coup de foudre, retentit dans la capitale turque la nouvelle de la défaite de l'armée de Bosnie à Michar, et de l'insuccès de l'armée de Roumélie à Déligrade. Ces défaites inattendues jetèrent la Porte dans la plus grande consternation. Bientôt la situation s'aggrava encore. Aux victoires des raïas révoltés vinrent s'ajouter les menaces de l'envoyé de Russie qui, à propos de la destitution des princes de Valachie et de Moldavie, parlait d'une prochaine déclaration de guerre à la Turquie ! Ne pouvant songer, du moins pour cette année, à réprimer l'insurrection victorieuse, et désirant éviter l'intervention de la Russie, la Porte prit le parti, selon les conseils qui lui venaient de France, d'arranger pacifiquement l'affaire serbe². Le député Itchko, jusqu'alors ignoré et méprisé, fut appelé à la Porte et on lui fit savoir que le Sultan était disposé à accorder, en principe, les concessions qui lui étaient demandées par les Serbes. Hassan-Bey de Nisch, nommé mohasil, fut chargé avec Itchko de présenter aux Serbes les offres de la Porte et de conclure une convention. Et bientôt ils quittèrent Constantinople.

1. Italinsky au baron de Budberg, le 14 août 1806. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 115.

2. Sélim III à Napoléon I^{er}, le 30 octobre 1806. Voy. *Aff. Ètr. Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 219.

CHAPITRE VI

I. Arrivée d'ITCHKO et de HASSAN-BEY à SEMENDRIA. — Concessions de la Porte. — Tentatives serbes pour faire évacuer les forteresses de Belgrade et de Chabats par les troupes turques. — Assemblée de Semendria. — Adresse de remerciements au Sultan (novembre 1806). — Retour d'ITCHKO à Constantinople. — Prise de Belgrade par les insurgés (12 décembre 1806). — Capitulation de la forteresse de Belgrade (27 décembre 1806). — Capitulation de la forteresse de Chabats (7 février 1807).

II. — Continuation de la lutte entre la France et la Russie à Constantinople. — Rupture entre la Porte et la Russie et déclaration de la guerre (décembre 1806). — Convention serbo-turque du 25 janvier 1807.

III. — Relations russo-serbes à la fin de 1806. — Manifeste du général Michelson aux Serbes (janvier 1807). — Massacre du pacha de Belgrade et de sa suite. — Massacre des Turcs à Tchoupria. — Massacre des Turcs de Belgrade. — Assemblée des chefs serbes. — Vote de l'alliance russo-serbe et rejet de la convention serbo-turque (mars 1807).

I

Vers la fin de septembre ITCHKO était de retour en Serbie, portant la nouvelle que le Sultan, par un firman adressé à Ibrahim-Pacha, accordait aux Serbes l'amnistie complète et qu'il avait décidé de leur confier, sous certaines conditions, l'administration du pachalik. Les krdjalis et leurs chefs quitteraient Belgrade; les autres Turcs pouvaient y rester, sans avoir droit à aucune indemnité (pour les pertes qu'ils ont subies?) de la part des Serbes; la place recevrait à côté du pacha et du mohasil une garnison de 500 hommes de troupes régulières turques; les anciens spahis conserveraient leurs droits, habiteraient Belgrade, mais ne pourraient pas se rendre dans leurs terres; les Serbes se chargeraient de recueillir leurs revenus et de les leur remettre. Le pachalik serait administré par un knèze suprême, habitant Belgrade, et par douze knèzes, habitant chacun son district; tous seraient élus par les Serbes; les Serbes auraient à Belgrade une gar-

nison de 500 hommes; ils jouiraient de tous les revenus du pachalik, y compris ceux de la douane, des forêts, etc., et n'auraient à payer au mohasil qu'une somme de six millions de piastres par an¹.

Ces nouvelles parurent invraisemblables : les chefs serbes d'une part trouvaient la somme du tribut exagérée; d'autre part il semblait impossible de faire sortir de Belgrade Gouchanats-Ali et ses krdjalis, mais bientôt le mohasil arriva à la frontière du pachalik. Kara-George délégua à sa rencontre Itchko et les Turcs qui l'avaient accompagné de Constantinople, avec une escorte serbe, afin de l'accompagner jusqu'à Semendria. L'accueil réservé au mohasil en cette ville fut magnifique. Mais, l'espoir que les chefs serbes avaient de recevoir de ses mains le firman du Sultan fut déçu. Ibrahim-Pacha était parti de Nisch et le firman n'avait pu lui être remis. Le mohasil n'était porteur que des instructions relatives à l'exécution du firman ! Il rassura néanmoins un peu les Serbes en confirmant l'exactitude des nouvelles apportées par Itchko.

Les chefs serbes prièrent alors le mohasil de faire évacuer Belgrade par les krdjalis. Ils voulaient par là se convaincre de l'exactitude de ses affirmations, et en même temps prendre entre leurs mains le chef-lieu et la place la plus forte du pachalik. Le mohasil consentit à leur demande. Accompagné de ses Turcs et des chefs serbes il se rendit à Vratchar devant Belgrade, fit savoir à Gouchanats-Ali les ordres de la Porte et l'invita à quitter la place avec ses hommes. Le brigand répondit : « Les firmans impériaux doivent être lus dans la forteresse impériale; si le mohasil a le firman, il faut qu'il y vienne et qu'il ne reste pas au camp serbe, car les Serbes pourraient bien déguiser un israélite ou un pope et essayer de le faire passer pour un mohasil² ! » Informé par les chefs serbes du traitement que ce même Gouchanats-Ali avait fait subir à Bekir-Pacha en 1804, dès que celui-ci eut consenti à

1. Le rapport du commandant Mittesser, en date de la fin de septembre 1806. Voy. NOVAKOVITCH, *Le traité négocié par Itchko*, Belgrade, 1903, p. 104-106, et Convention traitée entre feu Itzko, plénipotentiaire de la Servie, et la Porte ottomane, en 1806. Voy. *Messenger serbe de littérature*, 1903, 16 mai, p. 119-121.

2. *Œuvre*, 1904, septembre, p. 355.

s'installer dans la forteresse, le mohasil refusa d'entrer dans la ville; mais comme Belgrade était assiégée par les insurgés, il s'adressa aux autorités autrichiennes, et leur demanda de refuser des vivres à Belgrade, afin de la réduire par la famine. Cette demande produisit plutôt un fâcheux résultat. Les Autrichiens refusèrent également des vivres aux insurgés, et Kara-George se vit obligé de recourir à l'Empereur lui-même, pour l'informer de cette iniquité et pour le supplier de donner des ordres, afin qu'à l'avenir les vivres fussent fournis aux Serbes et refusés à Gouchanats-Ali, « l'ennemi des Serbes et de la Sublime Porte¹ ».

Puis il convoqua une skoupchtina des chefs à Semendria. Là, les dispositions de la Porte furent communiquées aux chefs et on délibéra sur les conditions, formulées par Itchko et le mohasil. On arriva à un accord. Itchko fut désigné pour se rendre avec le knèze Militch à Constantinople, afin de passer un traité avec la Porte. La Skoupchtina en informa le Divan et remercia le Sultan de sa grâce et de la nomination du mohasil², et les plénipotentiaires partirent pour la capitale turque. Quant au mohasil il resta parmi les Serbes, en attendant l'arrangement définitif et le retour des plénipotentiaires.

Comme ils n'avaient pas pu prendre Belgrade par négociation, les insurgés décidèrent de s'en emparer par la force. Tout d'abord le blocus de la place fut rendu plus rigoureux pendant quelques jours; puis le 12 décembre la ville fut assaillie de tous les côtés et elle fut prise. Restait la forteresse. On la serra de près; mais le front en face de Zemlin, le long du Danube, demeurait toujours ouvert et les vivres continuaient à arriver par l'Autriche. Afin de rendre le ravitaillement impossible, les insurgés décidèrent d'occuper l'île qui se trouve à la jonction de la Save et du Danube, juste entre la forteresse de Belgrade et la ville de Zemlin. Ils l'occupèrent pendant la nuit et s'y installèrent avec de l'artillerie. Ainsi la garnison turque se trouva sans vivres au bout de dix jours, et Gouchanats-Ali fut forcé de capituler. Conformément à

1. Kara-George à l'empereur François II, le 15 novembre 1806. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, vol. I, p. 239-240.

2. La Skoupchtina au Divan, le 17 novembre 1806. Voy. *Messager serbe de littérature* du 16 mai 1903, p. 115-116.

l'acte de capitulation qui fut signé aussitôt, il s'embarqua le 29 décembre avec ses krdjalis à destination de Vidin¹.

Après le départ de Gouchanats-Ali les insurgés se disposaient à entrer dans la forteresse, quand Souléiman-Pacha, gouverneur du pachalik de Belgrade, qui n'avait pas donné signe de vie durant tout le séjour de Gouchanats-Ali, se réveillant tout à coup, fit lever les ponts de la forteresse et informa Kara-George que l'acte de capitulation, signé par un rebelle et par un imposteur, n'avait aucune valeur, et que lui seul était et restait le représentant du Sultan ! Indignés de ce langage, les insurgés recommencèrent le siège et bombardement de la citadelle. Le 6 janvier, un de leurs détachements pénétra par surprise dans la forteresse et s'en empara. Ils y trouvèrent un grand butin ; ils prirent 500 canons, dont 80 en bon état et une grande quantité de munitions².

Le chef-lieu et la clef du pachalik de Belgrade était enfin tombé entre les mains des Serbes. Par là leur vœu le plus grand et le plus ardent était rempli. Mais, il y avait encore une place forte sur la Save qui se trouvait entre les mains des Turcs. C'était Chabats, où se trouvaient un grand nombre de paisibles Turcs et beaucoup de Turcs de Bosnie, parmi lesquels cinq pachas, qui s'y étaient réfugiés après la bataille de Michar.

Les insurgés avaient déjà fait plusieurs démarches, pour occuper cette place. Kara-George et le mohasil ayant envoyé deux délégués aux Turcs de Chabats pour les inviter à rendre la forteresse, ceux-ci avaient répondu qu'ils ne pouvaient le faire sans un ordre exprès du gouverneur de Bosnie. Les délégués furent alors envoyés à Travnik où ils obtinrent du gouverneur une réponse favorable³. Mais les Turcs de Chabats exigeaient un ordre par écrit. Irrités, les insurgés se préparèrent à attaquer la place et à la prendre de vive force. Les pachas s'empressèrent d'écrire au gouverneur de Bosnie, qui envoya au bout de quelques jours les ordres nécessaires. Les négociations entre assiégeants et assiégés com-

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 41-45.

2. *Ibid.*

3. Le capitaine Yovanovitch à l'archevêque Stratimirovitch, le 25 décembre 1806. Voy. NOVAKOVITCH, *Le traité négocié par Itchko*, p. 120-121.

mencèrent sous la médiation des autorités militaires des frontières autrichiennes, et le 6 février l'acte de capitulation fut signé. Dès le lendemain matin les pachas et les Turcs étrangers à Chabats quittèrent la ville avec leurs familles et se rendirent en Bosnie, accompagnés d'un détachement d'insurgés sous le commandement de Stoïan Tchoupitch. Après leur départ Kara-George fit son entrée dans la forteresse à la tête des troupes serbes, aux sons de la musique et salué par l'artillerie de la place. Le commandant turc qui avait été désigné avec dix hommes pour rester à Chabats, comme représentant de l'autorité du Sultan, lui remit les clefs du trésor et de la porte de la forteresse. Kara-George désigna une garnison de 1000 insurgés pour la garde de la place et mit à leur tête le pope Louka Lazarévitch¹.

Au commencement de 1807 tout le pachalik de Belgrade était donc au pouvoir des insurgés, excepté les places fortes d'Oujtsé et de Soko qu'ils se disposaient à conquérir bientôt.

II

A Constantinople la lutte d'influence, engagée entre la Russie et la France, durait toujours. La destitution des princes de Valachie et de Moldavie avait provoqué la colère de la Russie. Italinsky avait protesté avec la plus vive énergie contre la violation des traités. Le représentant de l'Angleterre avait accusé la Porte de s'être entièrement livrée à l'influence française, la Turquie était menacée d'une guerre prompte et terrible².

Le 29 septembre Italinsky avait présenté à la Porte un *ultimatum*, demandant, sous menace de rupture, l'exécution des traités et la réintégration des princes déposés jusqu'à l'expiration du délai légal. La Porte avait essayé de se défendre; mais, sentant elle-même l'impuissance de son armée, l'anarchie qui régnait dans ses États et n'ignorant point de quelles forces la Russie disposait sur terre et sur mer, après quelques hésitations, elle avait été contrainte de céder. Conformément

1. Le même au même, le 7 février 1806. Voy. *Goloubitsa*, V. p. 287-292.

2. Sébastiani au ministre, le 25 août 1806. Voy. Aff. Étr. *Turquie*, Corr. pol., vol 212, f. 158.

aux demandes de la Russie et de l'Angleterre, le Sultan, par un décret du 15 octobre, avait déposé les nouveaux princes et réintégré les anciens¹.

Mais le gouvernement russe n'avait pas jugé cette concession suffisante, et ses troupes avaient reçu l'ordre d'occuper la Moldavie. La nouvelle de leur entrée dans cette province avait produit chez les Turcs autant d'indignation que de terreur.

C'est à ce moment que les plénipotentiaires serbes étaient arrivés à Constantinople. Comme la Porte était tout absorbée par les complications dans lesquelles elle était engagée, ils restèrent pour ainsi dire inaperçus. Le général Sébastiani profita de l'entrée des troupes russes dans les principautés pour engager les Turcs à s'affranchir une fois pour toutes de la tutelle de la Russie. Son action fut puissamment secondée par les nouvelles des victoires que Napoléon venait de remporter à Iéna et à Auerstadt. L'ambassadeur affirmait que l'empereur voulait rendre à la Turquie les principautés occupées par les Russes et demandait à la Porte de se prononcer pour les Français. Pendant qu'il agissait ainsi, Italinsky, sans nouvelles de son gouvernement, ne savait que répondre au sujet de l'occupation de la Moldavie. De plus, deux vaisseaux anglais arrivèrent devant Constantinople, sans donner aucune raison de leur présence. La Porte se trouva dans une situation très délicate et très embrouillée.

Vers le milieu de décembre, Sébastiani avait reçu de nouvelles instructions avec une lettre de Napoléon pour le Sultan. Le 16 décembre, il eut une audience et remit la lettre de son maître. « La Prusse, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu, écrivait Napoléon ; j'ai détruit ses armées et je suis maître de ses places fortes. Mes armées sont sur la Vistule, et Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève et forme ses armées pour reconquérir son indépendance. C'est le moment de reconquérir la tienne. Chasse les hospodars rebelles, que la plus injuste violence t'a obligé de rétablir, au mépris de ton firman qui les avait déclarés traîtres. Remets en place les vrais serviteurs, et les hospodars de ton choix. *N'accorde pas aux Serviens ces concessions qu'ils te demandent*

1. Le même au même, le 16 octobre 1806. *Id.*, f. 254.

*les armes à la main. Fais marcher les troupes sur Choczim : tu n'as plus rien à craindre de la Russie. J'ai chargé mon ambassadeur de contracter avec toi les engagements nécessaires. Si tu as été prudent jusqu'à cette heure, une plus longue condescendance envers la Russie serait faiblesse et perdrait ton empire*¹. »

Le Sultan se décida à déclarer la guerre à la Russie. Il fit admettre le général Sébastiani à une séance de son Conseil, et, ce même jour, la guerre fut résolue².

C'est le 28 décembre que la déclaration de guerre fut notifiée à la Russie. Dans la note remise à l'envoyé de Russie, la Porte, résumant ses griefs, disait entre autres choses que la Russie s'était empressée de jeter dans l'égarement « tous les rayas de la Serbie, et n'hésitait point à les secourir et à les diriger dans le chemin de la révolte en leur fournissant des munitions de guerre et des subsides en espèces ». Puis, elle invitait l'envoyé de Russie à quitter Constantinople, dans les trois jours, avec tous les agents russes³. Les princes de Valachie et de Moldavie furent déposés de nouveau. Les troupes turques furent mobilisées en Europe aussi bien qu'en Asie, et le grand visir annonça son prochain départ pour le Danube.

Pendant la lutte acharnée que l'ambassadeur français avait soutenue à Constantinople, les affaires serbes n'étaient pas perdues de vue. Dès l'entrée des troupes russes en Moldavie et en Valachie, en novembre, le général Sébastiani avait pensé que le véritable but de cette invasion était d'insurger ces deux provinces, de réunir l'armée russe aux Serbes et aux Monténégrins, de soulever la Morée et les îles de l'Archipel, en un mot de faire prendre les armes à toute la population chrétienne pour chasser les Turcs de l'Europe. Afin d'empêcher l'exécution de ce plan, il avait engagé la Porte, en premier lieu, à s'assurer de la fidélité de Pasvan-Oglou pour se conserver la place de Vidin, et à faire approvisionner Belgrade pour que cette ville pût résister longtemps⁴. Il craignait sur-

1. TESTA, *o. c.*, p. 284.

2. Sébastiani au ministre, le 24 décembre 1806. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 332.

3. Le manifeste de la Porte. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, Corr. pol., vol. 213, f. 22.

4. Sébastiani au ministre, le 8 décembre 1806. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, Corr. pol., vol. 212, f. 317.

tout un coup de main des Russes sur cette dernière place, qu'on savait dépourvue, et quoique Gouchanats-Ali n'eût voulu avoir aucun rapport avec la Porte, Sébastiani avait engagé l'ambassadeur français à Vienne à s'employer auprès du gouvernement autrichien pour faire envoyer des vivres à Belgrade. Mais sa lettre n'était arrivée à Vienne qu'après la capitulation de la place.

La nouvelle en produisit une vive impression à Constantinople, où l'on fut enclin à penser que l'Autriche n'était pas étrangère à cet événement¹. Le général Sébastiani et la Porte redoutèrent davantage encore la jonction des troupes russes de Valachie avec les insurgés, Pour parer à cette éventualité, il fallait s'arranger au plus vite avec les Serbes et les gagner.

Leurs plénipotentiaires, qui attendaient depuis longtemps à Constantinople, furent convoqués à la Porte et une convention fut conclue le 25 janvier².

III

Pendant ces négociations les Russes ne demeuraient pas inactifs. Malgré la présence du mohasil, les insurgés n'avaient pas rompu avec eux. En août, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de Saint-Petersbourg, Constantin Rodofnikine, avait été envoyé à Bucharest en qualité d'agent diplomatique de Russie auprès du prince Ipsilanti. Celui-ci, grand ami des Serbes et ennemi implacable des Français, avait fait part à Rodofnikine, dès leur première entrevue, de la surprise qu'il éprouvait à voir le gouvernement russe négliger les Serbes, qui avaient 40 000 hommes sous les armes et qui pourraient en avoir 70 000 s'ils avaient le moyen de les armer. Ne recevant aucun secours et se procurant avec peine des munitions des États autrichiens, ils se trouveraient, disait-il, contraints de recourir à Bonaparte qui ne manquerait point d'en retirer son profit. Au contraire, la Russie

1. Sébastiani au ministre, le 25 janvier 1807. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, Corr. pol., vol. 213, f. 59-61.

2. Le texte exact de cette convention est inconnu aujourd'hui; toutes mes recherches faites dans les différentes archives, pour le retrouver, sont restées vaines.

pourrait avec le secours des Serbes, les 10 000 hommes que peuvent armer la Moldavie et la Valachie, et avec les secours de l'ayan de Rouchtchouk et autres rebelles, conquérir l'empire ottoman ; ou bien, si le système de la cour l'exigeait, on pourrait rétablir l'ordre et arranger tout de façon que la Russie pût avoir l'influence pleine et entière, et en retirer le profit réel qui sans cela reviendrait à la France. En même temps le prince avait émis l'opinion qu'il fallait envoyer aux Serbes un secours de 100 000 piastres, et que le cabinet de Saint-Petersbourg devrait demander à l'Autriche de fournir aux insurgés des munitions qui seraient payées par les Russes¹. Sous l'influence du prince Ipsilanti, sans doute, Rodofinikine avait proposé au général Michelson d'envoyer aux Serbes « de la poudre et des munitions pour 50 000 fusils, et 10 ou 12 anciens canons de l'artillerie de campagne² ».

Déjà, cependant, l'empereur Alexandre avait approuvé une demande antérieure du général et ordonné l'envoi d'un secours de 100 000 piastres à Kara-George³.

Après l'entrée des troupes russes en Moldavie, les rapports des Russes avec les Serbes étaient devenus plus importants et plus fréquents. Par son rescrit du 4 décembre, l'empereur Alexandre avait donné l'ordre au général Michelson de faire savoir aux Serbes qu'ils recevraient des secours militaires de la Russie lorsque ses troupes auraient occupé la Valachie et se seraient rapprochées d'eux. En même temps il lui avait prescrit de choisir parmi les officiers russes quelques instructeurs habiles et de les envoyer aux Serbes, mais en secret, à l'insu des Turcs⁴. A la fin de l'année 1806, on avait envoyé aux Serbes 4000 ducats en leur promettant de nouveaux secours. En janvier 1807, Michelson délégua à Kara-George un Grec, nommé Monolaki, avec une lettre et une somme d'argent. Kara-George promit de suivre dans la mesure du possible les conseils qui lui étaient donnés verbalement, et exprima au général russe la joie que les Serbes auraient de

1. Rodofinikine au baron de Budberg, le 24 août 1806. Voy. BOGHI-CHITCH (V.), *o. c.*, p. 68-69.

2. Rodofinikine au baron de Budberg, le 17 septembre 1806. Voy. *Id.*, p. 69-70.

3. PÉTROF, *o. c.*, vol. I, p. 219-220.

4. *Ibid.*

voir parmi eux les Russes, ces « chers frères de race et de religion¹ ».

Monolaki venait de partir quand arriva un courrier russe apportant une nouvelle lettre de Michelson, adressée à Kara-George, à tous les knèzes et commandants, et au Sénat serbe tout entier. Le général, informé de la prise de Belgrade par les troupes serbes, les félicitait de ce succès et leur faisait part du progrès que l'armée russe avait fait en Moldavie et en Valachie. Il leur conseillait de ne pas se laisser prendre aux promesses que la Porte ne manquerait pas de leur faire pour les gagner et les calmer; les informait qu'il avait pour eux des secours de tout genre et leur demandait des renseignements sur la quantité et la qualité de leurs forces, sur leurs dispositions, sur leurs besoins, sur leurs intentions et sur les moyens d'établir une communication sûre. Puis, il exprimait l'espoir qu'après la prise de Belgrade les Serbes allaient se tourner vers Vidin, dont la possession assurerait pour toujours leur tranquillité, et leur demandait s'ils pouvaient faire passer 4 à 5000 hommes à Crayova, pour opérer de ce côté de concert avec lui. « L'heure a enfin sonné pour les combattants chrétiens, écrivait-il, de renverser le joug musulman et de ramener les peuples chrétiens, souffrants, à leur ancienne dignité, à leur gloire et à leur bien-être d'autrefois. La Porte ottomane a déclaré la guerre à la Russie, à cause de sa sollicitude pour le bien-être d'un peuple frère, à cause de notre rapprochement avec vous, nos chers coreligionnaires. La nation serbe est un exemple pour le monde entier. Elle montre ce que peut faire l'héroïsme, enflammé par la religion chrétienne et par l'amour de la patrie. D'autre part, les nouvelles victoires que la Russie a remportées sur l'orgueilleux perturbateur de l'Europe, Bonaparte, qui n'avait pas posé de limites à ses projets d'invasion, démontrent la puissance des armes russes. Si nous unissons nos forces, quels succès ne pouvons-nous pas attendre? » Il terminait ainsi : « La nation serbe est digne d'être une nation, *il serait honteux pour elle de payer le tribut aux Turcs*. Ne vaut-il pas mieux employer cet argent pour les besoins militaires de la nation et pour s'affranchir du joug étranger? J'ai pour vous

1. PÉTROF, *o. c.*, vol. I, p. 223-224.

et vos collaborateurs des insignes d'honneur importants, par lesquels l'Empereur de toutes les Russies daigne honorer vos exploits. J'attends une occasion sûre pour vous les transmettre. Les provisions et l'artillerie seront préparées pour le corps d'armée que vous enverrez ici. Soyez indomptables, espérez en Dieu et en Alexandre I^{er}, et recevez l'assurance sincère de mon amitié et de ma considération¹ ».

Cette lettre produisit un revirement dans la conduite de certains insurgés, qui pensaient que les raïas serbes ne pourraient jamais soutenir la guerre contre l'empire turc. Ils étaient prêts à se contenter des quelques privilèges, capables de leur garantir la sécurité de la vie et des biens, que la Porte paraissait enfin décidée à leur accorder. Mais déjà ce parti avait diminué après l'arrivée des troupes russes en Valachie, et surtout après la prise de Belgrade. Ces deux événements avaient exalté leurs espérances. Convaincus maintenant que la Russie était assez forte pour vaincre la Turquie, les Serbes entrevoyaient dans ses victoires prochaines leur propre indépendance et la liberté, et se montraient de plus en plus disposés à se joindre aux armées russes. De plus, la lenteur des négociations qui se poursuivaient à Constantinople refroidissait les partisans de la paix. Après la lettre du général Michelson, tous les insurgés sans exception étaient prêts à s'unir à la Russie.

Le gouverneur du pachalik de Belgrade, Souléïman-Pacha, et ses Turcs, voyant ces dispositions et ne se sentant plus en sûreté à Belgrade, demandèrent à Kara-George la permission de se rendre à Constantinople, ce qui leur fut accordé. Le pacha quitta la place le 7 mars avec un grand nombre de Turcs sans armes, mais non loin de Belgrade ils furent surpris par une bande d'insurgés et impitoyablement massacrés ! En même temps, à Belgrade même, les Serbes se soulevaient contre les Turcs, demeurés dans la ville, et en massacrèrent un grand nombre; le mouvement fut si violent que les chefs des insurgés ne réussirent qu'avec une peine extrême à le maîtriser².

Cependant les plénipotentiaires serbes, accompagnés d'une

1. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, vol. I, p. 253.

2. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 13, et *le Journal de l'Empire*, du 6 avril 1807.

nombreuse suite turque, arrivaient à Nisch, apportant la convention qu'ils avaient conclue avec la Porte. Ils se dirigèrent sur Belgrade en passant par Paratchine. Dans cette ville, une bande d'insurgés fanatiques massacra tous les Turcs qui faisaient partie de leur suite !

Ces massacres odieux et lâches, combinés sans doute par quelques chefs des insurgés, causèrent dans l'âme du peuple serbe la plus profonde indignation.

Par suite de cet attentat, la convention conclue avec la Porte se trouva annulée : les liens qui rattachaient encore les Serbes aux Turcs étaient rompus. Il ne pouvait plus être question de paix, mais de continuer la guerre contre la Turquie à côté des Russes. Kara-George convoqua une skoupchtina qui accepta l'alliance avec la Russie et, « connaissant l'ordre et la volonté de S. M. l'Empereur et la pressante nécessité du moment », décida l'envoi des troupes serbes dans la Kraïna et leur jonction avec les Russes¹.

C'est ainsi qu'au mois de mars 1807 la rupture définitive s'accomplit entre les insurgés serbes et la Porte. L'insurrection cessa dès lors d'être dirigée uniquement contre le mauvais gouvernement local. Les Serbes allaient se joindre aux Russes pour combattre le Sultan, et leur sort allait dépendre du succès des armes de leurs alliés.

1. L'archevêque Léon au prince Ipsilanti, le 16 avril 1807. Voy. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XXXVII, 136-137.

CHAPITRE VII

I. — Envoi d'une députation au général Michelson (mai 1807). — Jonction des troupes serbes et russes (17 juin 1807). — Défaite turque à Malaïnitsa (1^{er} juillet 1807). — Siège de Négotine par les troupes alliées.

II. — Mission du colonel Paulucci en Serbie (juillet 1807). — Convention russo-serbe du 10 juillet 1807.

III. — Nomination d'un résident russe en Serbie (juin 1807). — Arrivée de Rodofinikine à Belgrade et sa réception (août 1807). — Lettres du général Michelson à Kara-George et au Sénat serbe.

I

Aussitôt après la clôture de la skoupchtina, et conformément à sa décision, une partie des troupes serbes fut envoyée dans la Kraïna, sous le commandement de Milenko Stoïkovitch, afin de refouler les Turcs vers Vidin et de coopérer avec l'armée russe. En même temps, une députation se rendit auprès du commandant en chef de l'armée russe à Bucharest, avec la mission d'établir un rapprochement plus intime et une entente plus complète au sujet des opérations futures. Les députés étaient munis de pouvoirs illimités, et portaient au général des lettres de Kara-George et du Sénat serbe. En route, ils s'arrêtèrent à Porètch, chez le commandant Milenko Stoïkovitch, qui leur confia une lettre pour le général russe. Arrivés à Bucharest le 7 mai, ils demandèrent au général Michelson :

1^o Un fonctionnaire russe pour présider le Sénat serbe, et pour leur apprendre à organiser l'administration du pays ; un autre fonctionnaire pour accompagner Kara-George ; quelques officiers du génie pour la fortification des places, et un officier d'artillerie pour former les Serbes au tir du canon ;

2^o 10 000 fusils, de la poudre et du plomb, qui leur faisaient défaut ;

5° Une somme de 200 000 piastres pour le paiement des dettes ;

4° Deux ingénieurs, afin d'exploiter les mines.

Le général leur fit bon accueil. Il leur remit à chacun une bague en diamants, une somme de 50 000 piastres pour le Sénat, un sabre richement orné, avec l'inscription « Au protecteur de la foi et de la patrie », pour Kara-George, un autre avec l'inscription « Pour le courage », pour le commandant Milenko Stoïkovitch, et une croix avec la chaîne qu'on porte sur la poitrine, pour le moine Dossithée, le célèbre philosophe serbe. Il promit en même temps aux députés d'appuyer leur demande auprès de l'Empereur, en assurant qu'elle serait accordée¹.

Cependant Michelson, ayant appris que le commandant Stoïkovitch n'avait pu opérer sa jonction avec les Russes, sur le Danube, à cause du siège de la place de Chtoubik, avait déjà ordonné au général Issaïef d'opérer cette jonction. Suivant cet ordre, le général Issaïef s'était rendu à Krayova, dès le 9 mars, et mis en rapport avec Stoïkovitch pour fixer l'époque et le lieu de la jonction. Mais les Turcs de Giurgévo, informés de l'arrivée du général russe, et du but de sa mission, envoyèrent un fort détachement pour s'opposer à l'opération projetée. Un combat eut lieu à Uzvorina-Alba, le 26 mai. Les Turcs eurent le dessous dans la bataille : Houssein-Pacha de Vidin fut tué et Delli-Pacha de Giurgévo tomba entre les mains des Russes². Puis l'île de Kerbov fut prise et la jonction des Russes et des Serbes s'effectua le 17 juin. A la nouvelle de cet événement important, Kara-George, qui bloquait les Turcs dans Chtoubik, accourut avec Milenko Stoïkovitch, pour voir les Russes. Il fut déçu en arrivant à Kerbov, car les troupes russes y étaient peu nombreuses. Il s'en plaignit ouvertement au drogman du général Issaïef,

1. Rapport du général Michelson à l'Empereur, en date du 10 mai 1807. Voy. *Messager Russe*, 1865, juillet, p. 116. Certains historiens prétendent, non sans apparence de raison, que les députés avaient outrepassé leurs instructions, sous l'influence de Milenko Stoïkovitch, et qu'ils avaient demandé l'envoi de deux fonctionnaires russes, l'un pour présider le Sénat et l'autre pour se tenir auprès de Kara-George, au lieu de demander simplement l'envoi d'un résident russe à Belgrade. Voy. L. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, vol. I, 245.

2. Rapport du général-major Issaïef, en date du 29 mai 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 227.

disant que la cour d'Autriche, qui soupçonnait les Serbes d'avoir accepté la protection russe, venait de défendre qu'on leur vendit des vivres dont ils avaient un si grand besoin, et que de leur côté les Russes, dont ils espéraient recevoir des secours considérables, ne leur envoyaient qu'une poignée d'hommes au moment où toutes les forces de la Turquie étaient dirigées contre eux¹.

Pour satisfaire Kara-George, le général Issaïef lui fournit, autant qu'il le put, de la poudre et du plomb, et lui promit de le seconder énergiquement contre les Turcs de Vidin. Il laissa une garnison serbe de 500 hommes dans l'île et joignit ses troupes à celles de Kara-George à Chtoubik le 50 juin, dans le but d'attaquer la position de Malaïnitsa, où 5000 Turcs de Vidin s'étaient retranchés. Le combat eut lieu le 1^{er} juillet. Les Turcs furent battus et refoulés sur Négotine, après avoir perdu un millier d'hommes, plusieurs canons et quantité de munitions. Comme la place de Négotine était difficile à prendre, les chefs des troupes alliées décidèrent de la bloquer. Le siège commença le 6 juillet².

La veille, un officier, envoyé par le gouvernement russe, s'était présenté au camp serbe avec une lettre pour Kara-George.

II

Malgré toutes les relations antérieures entre Russes et Serbes, le gouvernement de l'empereur Alexandre n'était pas encore fixé sur la véritable situation du pachalik de Belgrade, ni sur le degré de dévouement du peuple serbe et de son chef envers la Russie. Il n'avait pas non plus de renseignements précis sur les troupes françaises en Dalmatie, ni sur les dispositions des habitants de cette province et des provinces voisines envers la France. Pourtant, tous ces renseignements lui étaient nécessaires pour permettre à l'armée du Danube d'établir une ligne de défense contre les Français, de concert avec les troupes russes du Cattaro et des îles Ioniennes,

1. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 230-231.

2. *Id.*, p. 236.

et les Serbes du pachalik de Belgrade. Lors de son séjour à Bartenstein, en mai 1807, l'Empereur chargea le colonel Paulucci, précédemment attaché à l'état-major français en Dalmatie, récemment entré à son service, de visiter ces pays et de recueillir les informations indispensables¹. « En arrivant à Belgrade — était-il dit en substance dans ses instructions — tâcher de déterminer la force de cette place et de la garnison serbe qui s'y trouve. L'archevêque serbe Léon et le commandant de Belgrade nous sont dévoués tous les deux. Dans les entretiens avec eux, insister sur le danger qu'il y avait pour les Serbes à se soumettre au Sultan, ou bien à se fier aux promesses de la France. Au moyen d'hommes dévoués se renseigner sur le nombre des troupes serbes, sur le degré de leur dévouement à la Russie, et apprendre s'il y a des partisans de la France ; tâcher de connaître leurs préparatifs militaires et établir leurs communications avec le Monténégro et les troupes russes. Donner aux Serbes l'assurance que la Russie est prête à les secourir avec de l'argent, des armes, etc. Puis, se présenter à Kara-George, sonder ses dispositions à l'égard de la Russie, et ses intentions sur les opérations défensives et offensives, et sur les communications avec les Russes. Enfin, rendre compte au général Michelson de tout ce qu'il aura appris et se rendre à Bucharest² ».

Après avoir séjourné quelque temps à Presbourg, à Trieste et dans plusieurs villes de la Dalmatie, le colonel Paulucci s'était rendu par la Croatie et la Slavonie à Zemlin. Le 30 juin, il arriva à Belgrade. Il fut reçu avec des marques d'estime, « mais le lendemain, tout changea. Quelques négociants de Zemlin étaient allés voir le commandant de Belgrade et lui avaient inspiré des soupçons sur son compte. Comme il ne connaissait pas la langue russe, il fut pris pour un imposteur. Le commandant de Belgrade lui dit qu'on avait des raisons certaines pour affirmer qu'il était un émissaire français » et, dans un moment d'emportement, « le menaça de l'enfermer dans une forteresse » ! Grâce à son sang-

1. Le baron Budberg au général Michelson, le 2 juillet 1807. Voy. BOGHICHITCH (V), *o. c.*, p. 76-77.

2. Instructions du baron de Budberg au colonel marquis de Paulucci, en date du 23 mai 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 236-237.

froid, Paulucci réussit à le rassurer, en partie, du moins, et le deuxième jour, il fut envoyé en compagnie de Michel Grouévitch, secrétaire du commandant de Belgrade, avec une escorte de six hommes, vers Kara-George. C'est le 5 juillet qu'ils arrivèrent au camp serbo-russe devant Négotine.

Aussitôt arrivé, le colonel russe se rendit auprès du général Issaïef, lui montra ses papiers, et fut présenté par le général même à Kara-George. Cette présentation fit tomber tous les soupçons; mais la réception que lui fit le chef serbe fut néanmoins très froide. Paulucci ne se découragea pas: dès le lendemain, bien qu'il fût prévenu par Issaïef de la difficulté que faisait Kara-George de parler d'affaires, il se rendit de nouveau chez le chef des insurgés afin de lui présenter la lettre du baron de Budberg, ministre des Affaires étrangères de Russie, et de lui faire part des commissions dont il était chargé¹.

« Au très noble et illustre George Petrovitch, célèbre chef du peuple slavo-serbe et notre bon ami, notre amicale révérence », ainsi débutait la lettre du ministre de l'empereur Alexandre. « C'est avec le plus grand plaisir que nous avons appris les victoires remportées par vous sur l'ennemi du nom chrétien et l'adversaire inconciliable de l'héroïque peuple slavo-serbe. En vous présentant mes compliments cordiaux sur ce succès tant désiré, je vous informe que le colonel russe, marquis Paulucci, qui vous remettra cette lettre, a l'ordre spécial de s'assurer de vos besoins, ainsi que des moyens pour retirer le plus grand profit de la coopération unanime des troupes de Sa Majesté, campées au bord du Danube, et de l'armée intrépide que vous commandez. Il a ordre de vous assurer de la protection invariable du grand Empereur de toutes les Russies et de vous rapporter tout ce que Votre Excellence voudra lui communiquer. En vous priant d'avoir pleine confiance en M. le colonel Paulucci pour tout ce qu'il vous dira de la part de la très haute cour, je le recommande à votre attention particulière et à votre amitié. Je termine par vous assurer qu'autant que les circonstances le permettront, vous obtiendrez de nous tous les moyens qui

1. Le colonel Paulucci au baron de Budberg, le 30 juillet 1807. Voy. БОГНИЧИЧ (V.), *o. c.*, p. 97-100.

pourront seconder vos futurs exploits contre l'ennem commun¹. »

Après lui avoir remis cette lettre, le colonel Paulucci fournit à Kara-George les renseignements sur les mouvements des Français et des Russes en Bosnie, et l'engagea à prévenir « un ennemi entreprenant et hardi, qui pourrait peut-être former le projet d'attaquer la Serbie de ce côté-là ». Voyant qu'il ne se décidait pas encore à parler, Paulucci eut recours à tous les moyens possibles pour l'obliger à s'ouvrir et finalement réussit. Mais le chef serbe se borna à exprimer des plaintes « contre la cour de Russie et celle d'Autriche qui lui avaient fait des promesses sans les exécuter, à l'exception de quelques faibles secours qu'il avait reçus de la part des Russes, et il ajouta qu'il y avait près de quatre ans que sa nation soutenait la guerre et qu'actuellement, elle se trouvait aux abois ».

C'était peu. Mais le colonel Paulucci ne perdit pas l'espoir d'obtenir davantage. Ayant appris que le commandant Milenko Stoïkovitch jouissait de la plus grande confiance parmi le peuple, après Kara-George, il essaya de le gagner et se rendit avec lui chez le chef serbe. Dans cette entrevue, Paulucci fit à Kara-George un long exposé des avantages que présentait pour les Serbes l'alliance de la Russie. Il lui dit qu'il connaissait les instigations des Autrichiens et leurs intrigues, et qu'il espérait que les Serbes n'en voudraient pas être les dupes et qu'ils ne prêteraient pas foi à une cour, « qui, pour les faire agir dans le sens qu'il lui plaisait, les laissait mourir de faim, tandis que, par son seul moyen, les Français pouvaient encore tenir la Dalmatie et former le projet de venir les subjuguier, pour les remettre sous le joug tyrannique de la Porte ». Il lui affirma avec énergie qu'il était sûr que jamais l'Autriche ne pourrait ouvertement les soutenir. Puis, après avoir affaibli l'opinion que Kara-George pouvait avoir de l'Autriche, il rappela la communauté de religion, de langue et de mœurs qui rattachait les Serbes aux Russes, la guerre qu'ils soutenaient les uns et les autres contre la Turquie, leurs intérêts réciproques, et enfin les traits de bien-

1. Le baron Budberg à Kara-George Pétrovitch, le 23 mai 1807. V. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 237-238.

veillance de l'empereur Alexandre à l'égard des Serbes, dont un des plus éclatants était la jonction effectuée d'un corps de troupes russes avec les leurs ; grâce à ce secours, on avait pu débloquer le camp de Chtoubik, où Milenko se trouvait enfermé depuis dix-sept jours ». Ce langage « produisit le meilleur effet, et Kara-George promit de n'avoir aucune relation avec l'Autriche et de se confier entièrement à la protection de l'empereur Alexandre ».

Content de ce premier succès, Paulucci se réserva de reprendre le lendemain l'entretien et de « combiner les opérations que Kara-George devait exécuter ». Mais un courrier ayant apporté au chef serbe la nouvelle que les Turcs avaient passé la Drina près de Zvornik, et que Jacob, son lieutenant, avait été battu, Kara-George vint à la pointe du jour en prévenir le colonel Paulucci. Il lui déclara « qu'il mettait son entière confiance en lui, qu'il était prêt à faire tout ce qu'il lui conseillera et lui demanda d'établir une convention ».

Une conférence eut lieu le 10 juillet entre le colonel Paulucci, Kara-George et Milenko Stoïkovitch. Ils étaient assistés de Légalovitch, fonctionnaire russe, et de Jérémie Gaghitich, qui avait fait partie de la dernière délégation serbe, envoyée au général Michelson, en qualité d'interprètes. Les délibérations ne furent pas longues ; au bout de quatre heures, une « convention » fut rédigée et signée par les chefs serbes présents :

1^o Le peuple serbe sollicite la protection de l'empereur Alexandre et le prie de nommer un *gouverneur* dans le but d'organiser « le pays serbe », d'y rétablir l'ordre et d'élaborer une *constitution* conformément aux mœurs du peuple ;

2^o On déclare qu'il ne pourra y avoir en pays serbe ni *spahis* ni *esclaves* ;

3^o Les différents fonctionnaires, qui ne pourront pas être de nationalité grecque, seront nommés par l'empereur de Russie ;

4^o Dans toutes les forteresses, il y aura une garnison de troupes régulières russes dont les commandants seront Russes ;

1. Le colonel Paulucci au baron de Budberg, le 30 juillet 1807. Voy. BOGHICHITCH (V.), *o. c.*, p. 100-102.

5° Les Russes enverront 5000 hommes d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et un régiment de kosaques; les Serbes, de leur côté, fourniront 20 000 hommes, pour agir en commun contre l'ennemi du côté de Vidin;

6° Les Russes fourniront le même contingent, et les Serbes 18000, pour couvrir la frontière du côté de la Bosnie et établir la communication avec les Monténégrins, et pour empêcher les entreprises des Français avec les Turcs;

7° Le peuple serbe ayant épuisé tous ses fonds pendant la campagne antérieure, le gouverneur apportera un trésor, qui restera auprès de lui à Belgrade;

8° On demande des ouvriers habiles pour la réparation des vieux canons, la fabrication de la poudre et du plomb;

9° Un magasin de munitions sera établi à Belgrade;

10° Il renfermera 10000 fusils, destinés à armer les nouveaux partisans que pourraient gagner les Serbes;

11° Six officiers d'artillerie et du génie seront envoyés en Serbie pour l'instruction des troupes serbes;

12° De même une compagnie de pionniers et une compagnie d'artilleurs;

13° On enverra aussi des médecins et des pharmaciens. L'hôpital principal avec la pharmacie seront établis à Belgrade¹.

La « convention » une fois signée, le colonel Paulucci, content de son succès qu'il se représentait beaucoup plus grand qu'il n'était, fit demander par son homme de confiance aux chefs serbes ce qu'ils désiraient que la cour de Russie fît pour eux. « Qu'elle accorde ce que, avec le marquis (Paulucci), nous avons cru indispensable », répondit Kara-George. Milenko Stoïkovitch et les autres chefs serbes exprimèrent le désir d'avoir « quelque honorable marque » de bienveillance de la part de la Cour, et même des grades militaires².

Mais, de l'avis de tout le monde, la présence de Kara-George était devenue nécessaire à la frontière de Bosnie. Il fit le

1. La convention conclue entre Kara-George, chef serbe, et le colonel Paulucci, envoyé du gouvernement russe, le 10 juillet 1807. Voy. БОГНИЧИЧ, *o. c.*, p. 108-110.

2. Le colonel Paulucci au baron de Budberg, le 30 juillet 1807. *Id.*, p. 105.

même jour ses préparatifs de départ. « Rappelez-vous, — dit-il à Paulucci, en prenant congé de lui — que je ne désire autre chose que de voir ma patrie libre de toute crainte de tomber derechef sous le joug ottoman; alors, je renoncerai à tout pour retourner à ma charrue. » Puis, il partit avec 800 cavaliers seulement, se proposant de ramasser des forces imposantes pendant sa marche.

De son côté le colonel Paulucci partit sur l'heure pour le camp du général Michelson, afin de lui rendre compte de sa mission¹.

III

Au moment où le colonel Paulucci se rendait de Négotine à Bucharest, un autre agent du gouvernement russe arrivait de Bucharest en Serbie. C'était le conseiller d'état Constantin Constantinovitch Rodofinikine, qui venait d'être nommé résident à Belgrade. En effet, dès le mois de mai, quelques jours seulement après la réception des députés serbes, le général Michelson avait porté leurs demandes à la connaissance de l'empereur Alexandre. Il lui représentait que le point principal de ces demandes était l'envoi à Belgrade d'un fonctionnaire russe, qui présiderait aux délibérations du Sénat serbe et conduirait toutes les affaires de la nation. S'il lui était permis, ajoutait-il, d'émettre un avis, il pensait que l'empereur apprécierait le grand avantage d'avoir parmi les Serbes un homme qui les dirigeât dans le sens de la politique russe, en ce moment surtout où, la guerre devant continuer, le concours des Serbes devenait très utile, peut-être même nécessaire². Comme les députés serbes eux-mêmes avaient prié le général de leur envoyer Rodofinikine, chef de « l'expédition secrète³ » en Valachie, Michelson avait proposé leur

1. Le colonel Paulucci au baron de Budberg, le 30 juillet 1807, *Id.* p. 105.

2. Rapport du général Michelson à l'empereur Alexandre, en date du 10 mai 1807. *Voy. Messenger russe*, 1863, juillet, p. 118.

3. L'expédition secrète était une institution chargée d'établir des relations secrètes pour le compte de la Russie dans les provinces turques, de s'informer sur la force des troupes ennemies, de découvrir les fils de la propagande française en Turquie et de gagner les populations de ces provinces aux intérêts russes. *Id.*, p. 117-118.

candidat à l'empereur. Celui-ci avait approuvé et dès le 28 juin des instructions détaillées avaient été données à Rodofinikine.

Le général Michelson recommandait au résident russe en Serbie d'étudier le pays au point de vue matériel et politique, et de persuader les Serbes qu'ils ne pouvaient attendre des secours et leur affranchissement que de la Russie; que celle-ci serait toujours prête à leur fournir des armes et des ressources, au cas où, sans aucune hésitation, ils se conformeraient aux directions russes, pour le « bien général ». Il lui prescrivait de sonder les intentions et les projets de Kara-George, relativement aux opérations défensives et offensives et à la jonction de ses troupes avec les troupes russes. Il devait s'efforcer de lui prouver qu'il importait de faire passer en Valachie un ou deux milliers de Serbes pour les joindre aux troupes du général Issaïef, parce que leurs communications avec la Valachie seraient menacées, si les Russes passaient de l'autre côté du Danube. En outre, il devait s'entendre avec le prince Ypsilanti et le général Miloradovitch sur les moyens de transporter en Serbie la « légion grecque » que le premier avait recrutée; il devait enfin remettre aux Serbes la poudre, le plomb et les six canons, confiés, dans ce but, au général Issaïef, ainsi qu'une somme de 100 000 piastres, pour le paiement de 4500 fusils qui leur avaient été livrés par les fournisseurs autrichiens de Zemlin¹.

Au lieu de partir immédiatement pour sa destination, le futur résident s'était arrêté pendant quelques jours à Fokchani, pour s'entendre avec le général Miloradovitch au sujet de l'envoi de la « légion grecque » en Serbie. Puis il partit au commencement de juillet par Buséo, Ploesti et Crayova, en compagnie des deux conseillers Pisani et Massner et de deux courriers. Mais il voyageait lentement. Il s'arrêta pendant plusieurs jours à Crayova et à l'île Kerbov, occupée par les Serbes, en attendant de nouvelles instructions, à la suite de la suspension des hostilités entre la Russie et la Turquie. Mais, n'ayant rien reçu et croyant, par conséquent, que les intentions de la cour impériale, à l'égard des Serbes, n'avaient

1. Instructions à Rodofinikine, du 28 juin 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 245-246.

aucunement changé, il continua son voyage et parvint à Belgrade, le 14 août¹.

L'arrivée du résident russe à Belgrade ne fut pas agréable à Kara-George ni aux autres chefs, parce qu'il était d'origine grecque; les Grecs n'étaient pas sympathiques aux Serbes, en raison des méfaits que les prélats de cette nationalité avaient jusqu'alors commis dans les pays serbes. Il fut reçu froidement. La lettre qu'il remit à Kara-George, de la part du général Michelson, était ainsi conçue :

« Brave chef, vous avez déjà reçu, vous et votre camarade d'armes Milenko, des hautes distinctions impériales (des sabres) que je vous ai fait parvenir au nom de Sa Majesté. Ainsi, aux yeux de toute l'armée et du peuple slavo-serbe, le puissant souverain de toutes les Russies a témoigné son attention et sa faveur au chef du peuple slavo-serbe. L'envoi du conseiller d'État actuel, Rodofnikine, auprès de vous, vous prouve d'une manière éclatante, combien Sa Majesté Impériale tient pour agréable de répondre autant que possible à votre désir, car elle a daigné m'autoriser à vous l'envoyer comme la personne *que vos députés ont demandée eux-mêmes*. Rodofnikine a reçu la recommandation de s'expliquer personnellement avec Votre Excellence et avec le Sénat du peuple slavo-serbe sur tous les besoins, et sur les moyens de tirer tout le profit possible de la coopération des troupes de Sa Majesté Impériale avec l'armée serbe dans ces contrées. Il doit s'employer à travailler avec vous à l'organisation du gouvernement que vous désirez pour le bien-être du peuple. Il vous donnera par là la preuve de l'invariable protection du puissant souverain de toutes les Russies. En vous priant, digne chef slavo-serbe, d'avoir confiance en Rodofnikine en toutes choses, et particulièrement en ce qu'il vous proposera sur la coopération avec nous pour vaincre les ennemis, je vous envoie, à cette occasion, de tout mon cœur, mes félicitations à propos de la victoire que vous avez remportée sur vos ennemis près de Vidin et sur laquelle le général-major Issaïef m'a renseigné; et je souhaite cordialement qu'à l'avenir votre héroïsme et celui de vos subor-

1. Rodofnikine au baron de Budberg, le 24 août 1807. Voy. ВОГНИЧИЧ, *o. c.*, p. 114.

donnés ne cessent d'être guidés par la main de Dieu¹ ». La lettre adressée par le général au Sénat serbe était conçue dans les mêmes termes².

Ces lettres montraient que les députés, envoyés au général Michelson en avril, avaient outrepassé leurs pouvoirs en demandant la nomination de Rodofinikine comme résident à Belgrade. Il en résulta un refroidissement. Mais finalement le résident fut reçu avec respect, et on le pria d'élaborer, de concert avec le Sénat et les chefs, un projet d'organisation intérieure du pays³.

1. Michelson à Kara-George, le 28 juin 1807. Voy. BOGHICHITCH (V.), *o. c.*, p. 113-114.

2. Le même au Sénat du peuple slavo-serbe, le 28 juin 1807. *Id.*, p. 112.

3. Rodofinikine au baron de Budberg, le 24 août 1807. *Idem*, p. 114-118.

CHAPITRE VIII

I. — Révolution à Constantinople, déposition de Sélim III et avènement de Moustapha IV (mai 1807). — Traité de Tilsit (7 juillet 1807). — Suspension des hostilités entre les Russes et les Turcs. — Médiation de la France pour la conclusion d'un armistice.

II. — Négociations entre le général Issaïef, commandant des troupes russes en Serbie, et les commandants turcs de Vidin. — Retraite des troupes russes à l'île de Kerbov. — Indignation en Serbie (juillet-août 1807).

III. — Négociations entre les Russes et les Turcs à Slobodzéa (août 1807). — Refus des Turcs d'admettre les Serbes dans l'armistice. — L'armistice du 24 août 1807. — Article séparé relatif aux Serbes. — Mort du général Michelson (1^{er} septembre 1807). — Ratification de l'armistice par le général Meyendorf. — Mécontentement parmi les Serbes. — La Serbie menacée par les Turcs du côté de Nisch. — Intervention de Rodofinikine auprès de Kourchid Pacha. — Succès serbe sur la Drina. — Alexandre refuse de ratifier l'armistice. — Nomination du prince Prosorovsky au commandement en chef de l'armée russe du Danube. — Ses négociations avec le grand-vizir et le général Sébastiani. — Engagement pris par la Porte de laisser les Serbes en paix, jusqu'à la conclusion de la paix définitive avec la Russie (novembre 1807).

IV. — Nouvelle tentative de la Porte pour s'arranger directement avec les Serbes et les séparer des Russes. — Mission de l'archevêque Axentius à Belgrade (novembre 1807). — Intervention du patriarche de Constantinople auprès des chefs serbes. — Réponse de Kara-George au patriarche. — Départ de l'archevêque Axentius pour Constantinople (décembre 1807).

I

Pendant que les négociations se poursuivaient entre les Russes et les Serbes aux bords du Danube, des événements de la plus grande importance survenaient à Constantinople et à Tilsit.

A Constantinople, vers la fin du mois de mai une révolution avait éclaté contre Sélim. Les vieux adversaires des réformes militaires à l'européenne, dont le Sultan s'était engoué, avaient saisi le moment où la plus grande partie des troupes était en route vers le Danube pour renverser le Sultan. En quelques jours Sélim fut détrôné et remplacé par son cousin Moustapha.

Le 26 juin Napoléon et Alexandre se rencontrèrent à Tilsit

pour faire la paix. Après la défaite de Friedland (14 juin), la continuation de la lutte contre la France était devenue pour la Russie sinon impossible du moins extrêmement difficile, car ses alliés n'étaient pas à même de la seconder efficacement et la guerre avec la Porte commençait à peine. De son côté Napoléon ne désirait pas davantage continuer la lutte, car une entente avec la Russie lui devenait de plus en plus nécessaire pour la réalisation de ses projets contre l'Angleterre. De là, le traité de paix et d'alliance, signé le 7 et ratifié le 9 juillet à Tilsit. Il contenait plusieurs articles intéressant la Turquie. Les articles 21 à 24 du traité patent stipulaient la cessation immédiate de toutes les hostilités entre la Russie et l'Empire Ottoman, l'évacuation des provinces de Valachie et de Moldavie par les troupes russes, après la ratification du futur traité de paix entre la Russie et la Porte, l'acceptation par l'empereur Alexandre de la médiation française pour la négociation de ce traité, et, enfin, la fixation par une convention spéciale des délais dans lesquels les parties contractantes auraient à retirer leurs troupes des lieux qu'elles devraient évacuer. Ces quatre articles pouvaient être communiqués à la Porte. Mais en dehors des articles patents, il y avait des articles « séparés et secrets » et le traité d'alliance. Les uns et les autres contenaient également des clauses relatives à la Turquie. Les deux premiers articles séparés stipulaient la remise par les troupes russes « du pays connu sous le nom de Cattaro » aux troupes françaises et la cession des Sept Îles, en toute propriété et souveraineté, à Napoléon. L'article 8 du traité d'alliance disait : « Pareillement si, par suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople, la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après qu'elle l'aura acceptée il arrivait que, dans le délai de trois mois après l'ouverture des négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ¹ ».

1. VANDAL (A.), *Napoléon et Alexandre I.* Paris, 1891, t. I, p. 507.

Déjà pendant le cours des négociations, le 27 juin, Napoléon avait envoyé le lieutenant-colonel Guillemainot à Constantinople afin d'amener le Sultan à la cessation des hostilités. L'empereur Alexandre avisa le même jour le général Michelson. « Pour remplir ma promesse — lui écrivit-il — je vous prescris de vous abstenir, dès la réception de ce rescrit, de toute opération offensive contre les troupes turques, en conservant tout de même les positions que vous occupez maintenant. Il va de soi que si les Turcs, jusqu'à la réception de l'ordre de leur gouvernement, continuent leur action armée contre vous, vous devez alors prendre toutes les mesures nécessaires pour vous protéger. Cette prescription embrasse également le corps du général-major Issaïef, détaché pour la coopération avec les Serbes ¹ ».

II

Dès le 15 juillet les Serbes apprirent le changement, opéré dans la politique russe et l'ouverture des négociations, pour la conclusion d'un armistice entre la Russie et la Turquie. Cette nouvelle avait été apportée au camp du corps russo-serbe, qui bloquait la place de Négotine.

Le général Issaïef informa immédiatement Gouchanats-Ali, commandant de la place de Négotine, qu'il désirait profiter de l'armistice et s'en retourner avec ses troupes à Crayova. Le Turc répondit qu'il ne savait encore rien de l'armistice.

A ce moment les bruits les plus divers commençaient à se répandre à Belgrade. Le Sénat fit savoir au commandant des troupes serbes devant Négotine qu'on avait appris de source certaine que le traité passé entre la Russie et la France stipulait *la cession à l'Autriche de la Bosnie et de la Serbie*, en paiement d'une somme de 80 millions de piastres, due par la Turquie.

Cette lettre jeta l'effroi parmi les Serbes. Milenko alla trouver le général Issaïef et lui dit : « Nous préférierions avoir pour maître l'empereur russe qui professe la même religion

1. L'empereur Alexandre au général Michelson, le 27 juin 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 265-266.

que nous. Mais, ceux qui nous ont vendus et ceux qui nous ont achetés, n'auront qu'à y perdre; ils ne seront contents ni les uns ni les autres¹.

Le général Michelson jugeait toujours nécessaire la retraite des troupes du général Issaïef. Il considérait le siège de Négotine comme inutile, la garnison turque étant de beaucoup supérieure aux troupes russo-serbes. En outre, il n'était pas très sûr du succès des négociations, engagées entre les Russes et les Turcs, et craignait qu'en cas d'échec le corps d'armée du général Issaïef ne fût coupé de Crayova. Il voulait rappeler ces troupes en Valachie et cependant il ne pouvait pas abandonner les Serbes. Pour sauver les apparences, il conseilla au général Issaïef de laisser aux Serbes la légion grecque du prince Ipsilanti sous le nom d'armée russe, et de se retirer avec les troupes régulières en Valachie². Mais, une tromperie si grossière parut au général Issaïef incompatible avec l'honneur des armes russes. Il se décida à rester avec les Serbes.

Comme le blocus de Négotine n'était pas complet, vu qu'il n'était établi que d'un seul côté de la ville, le général Issaïef jugeait inutile la continuation des opérations; il proposa à Milenko Stoïkovitch la retraite sur une position plus avantageuse. Celui-ci fit observer que ses troupes se disperseraient, si l'armée russe bougeait. Force fut donc au général Issaïef de rester devant Négotine.

Le 25 juillet, il s'adressa à Molla-Pacha, à Vidin, et lui proposa un armistice; mais celui-ci répondit qu'il ne pourrait y consentir, avant d'avoir reçu des ordres du Sultan.

Quelques jours plus tard, la garnison turque fit plusieurs sorties qui furent chaque fois repoussées. Mais, finalement, les troupes serbes, redoutant un désastre, commencèrent à se retirer. Le général Issaïef fut ainsi forcé d'opérer sa retraite sur l'île Kerbov. Il écrivit de nouveau à Molla-Pacha, en lui demandant d'envoyer quelqu'un pour négocier. Celui-ci réclama l'évacuation de l'île par les Russes et les Serbes; à quoi le général russe répondit qu'il n'avait pas encore reçu l'ordre de se retirer.

1. Rapport du général Issaïef, du 31 juillet 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 295.

2. *Id.*, t. I, p. 255.

N'aboutissant point avec les Turcs, Issaïef s'adressa au colonel français Mériage, qui résidait à Vidin depuis le mois de février et le pria de venir le voir dans l'île Kerbov. L'entrevue eut lieu le 9 août. Mériage, en qualité d'intermédiaire entre les Turcs et les Russes, déclara que les Turcs concluraient volontiers un armistice avec les Russes, mais qu'ils se refusaient à entrer en relations avec les Serbes. Le général russe répondit qu'il ne pourrait conclure l'armistice, sans l'entendre également aux Serbes, qu'il ne pouvait pas sacrifier. Après des discussions qui durèrent trois heures, ils convinrent que la ligne de démarcation sur la rive droite du Danube serait tenue par les troupes russes, que l'île de Kerbov resterait entre les mains des Russes et des Serbes, et que les bâtiments de commerce pourraient librement naviguer sur le Danube ¹.

Mais, le soir, un certain Rachid-Effendi arriva de Vidin pour négocier avec le général Issaïef. Il demanda que l'île de Kerbov fût occupée par les Turcs. Issaïef repoussa cette prétention et, croyant qu'elle avait été inspirée par le colonel Mériage, il demanda à Ismaël-Bey de négocier à l'avenir sans l'intervention de Mériage et des Français en général. « Je ne sais pas, écrivait-il à Michelson, quelle réponse je recevrai. Les Français prennent soin de répandre le bruit que les Russes quittent la Serbie, la Valachie et la Moldavie ². »

Dès le lendemain Issaïef reçut une lettre d'Ismaël-Bey, l'informant qu'il était officiellement instruit de l'armistice avec les Russes, mais qu'il ne pouvait y comprendre les Serbes, « les brigands » comme il les appelait. Le général russe répondit que les Serbes combattaient avec les Russes, et qu'il repousserait toute attaque dirigée contre eux ³.

Cependant la retraite des troupes russes dans l'île de Kerbov avait produit parmi les Serbes un grand mécontentement. On cria à la trahison. Le commandant Milenko Stoïkovitch lui-même, jusque-là très dévoué à la Russie, perdit son sang-froid ; il alla jusqu'à vouloir attaquer les Turcs, porteurs des lettres au général Issaïef, et ne fut retenu qu'avec

1. Rapport du général Issaïef, du 12 août 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 257-258.

2. *Id.*, p. 258-259.

3. *Id.*, p. 257.

peine par celui-ci. Il injurait ouvertement les Russes et le général Issaïef en personne, les accusant de négocier avec les Turcs pour leur vendre les Serbes. A Belgrade, on imagina que la retraite russe n'avait d'autre but que de faciliter à l'Autriche l'occupation de la Serbie. Il paraît que certains, même parmi les chefs, auraient proposé d'envoyer secrètement une députation à Napoléon pour lui demander de prendre les Serbes sous sa protection, mais que cette proposition fut écartée grâce aux efforts du résident russe Rodofinikine ¹.

L'affolement était général.

III

Les négociations pour la conclusion d'un armistice entre la Russie et la Turquie avaient commencé le 15 août, à Slobodzéâ près Giurgévo, en Valachie. La Porte était représentée par Galib-Effendi, ancien reis-effendi, et la Russie par le conseiller privé Lochkaref. Le colonel français Guillemillot servait de médiateur. Les délégués turec et français étaient à Slobodzéâ vers la fin de juillet. Le délégué russe, après plusieurs réclamations du grand-vizir, n'y parvint que le 12 août. Ce long retard ne l'empêcha pas d'arriver à peu près sans instructions.

Il était au courant toutefois des principes généraux d'après lesquels sa négociation devait être conduite. Ces principes avaient été arrêtés dès le mois de mars, au moment où l'on avait pu croire encore à la possibilité de conclure un traité de paix avec la Porte, sous la médiation du ministre d'Angleterre à Constantinople. A cette fin, le comte Pozzo di Borgo avait été envoyé à l'escadre russe de la Méditerranée afin de se mettre en relations avec le capitain-pacha, et de lui faire connaître les dispositions de la Russie à la paix. Dans les instructions du 19 mars dont le comte était muni, les Serbes n'étaient pas oubliés. « L'intérêt particulier, y était-il dit, que nous portons à cette nation à cause de l'identité de

1. Rodofinikine au baron de Budberg, le 28 août 1807. Voy. БОГНИЧИТЧ, *o. c.*, p. 122-124 et ПÉТРОФ, *o. c.*, t. I, p. 259.

religion, et l'impossibilité de trahir la confiance et le dévouement qu'elle nous a toujours témoignés, ne nous permettent pas de la laisser à la merci d'un gouvernement, d'autant plus terrible qu'il est plus faible et plus désorganisé, et qui, par conséquent, ne saurait mettre de limites à la haine et à la persécution. Pourtant si vous rencontrez de l'opposition chez les plénipotentiaires turcs ; s'ils refusent de souscrire à notre manière de voir, et si, en même temps, vous trouvez le moyen de sauver ces héroïques Serbes, tâchez de régler tout de façon que nous puissions conserver avec ce peuple des relations telles qu'elles nous permettent de compter encore sur lui, si les circonstances l'exigeaient¹. »

En mai ces instructions furent complétées et modifiées. « Je suis convaincu, écrivait alors le baron de Budberg, que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir en faveur des Serbes tout ce qui sera possible. Il serait extrêmement désirable d'ériger la Serbie en principauté à l'instar de la Moldavie et de la Valachie, qui payerait un tribut à la Porte, mais qui serait sous la protection de la Russie et de l'Angleterre s'il est nécessaire. Insistez sur le désir de notre Très Haute Cour que la Serbie soit gouvernée par un prince, librement élu par le peuple et confirmé par le Sultan². »

Bien que les négociations du comte Pozzo di Borgo n'eussent abouti à aucun résultat, les principes du cabinet russe étaient restés les mêmes et le conseiller Lochkaref devait s'en inspirer.

Le général Michelson lui avait donné pour sa part quelques indications, notamment sur la nécessité de faire étendre l'armistice aux Serbes et d'établir une ligne de démarcation de leur côté³.

Dès la première conférence, le 15 août, la discussion porta sur la question serbe.

« Votre armée, dit Galib-Effendi, doit immédiatement quitter la Serbie, puisque les Serbes se sont montrés, à plusieurs reprises, traîtres au Sultan et lui ont fait la guerre,

1. Instructions données au comte Pozzo di Borgo, en date du 19 mars 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. I, p. 269-270.

2. *Id.*, p. 269-270.

3. Le général Michelson au conseiller Lochkaref, le 31 juillet 1807. *Id.*, p. 268.

qu'ils ont pris des forteresses et tué les fonctionnaires turcs. Nous ne les considérons ni comme les Valaques ni comme les Moldaves, mais comme des traîtres (*soupostats*); ils ne peuvent pas être compris dans l'armistice.

— Partout, répondit Lochkaref, où se trouve l'armée russe, l'armistice doit avoir la même valeur et la même force.

— Sa Majesté le Sultan ni le grand-vizir ne consentiraient jamais à cela. Si l'on donnait l'ordre aux Turcs d'entrer en Serbie et d'exterminer les traîtres, votre armée se mêlerait-elle de cette affaire?

— Je ne puis vous dire ce qui se passerait; vous pouvez attendre jusqu'à ce que je reçoive une réponse de mes supérieurs.

— La guerre n'en recommencerait-elle pas?

— Je ne puis vous le dire non plus, mais ce serait fort désagréable. »

Après cette discussion, le colonel Guillemot, consulté, dit qu'à son avis l'armistice devait aussi comprendre les Serbes. A la suite de cette réponse, il fut convenu que les deux plénipotentiaires s'adresseraient à leurs chefs respectifs et demanderaient des instructions¹.

Lochkaref reçut bientôt la réponse de Michelson. « Il est nécessaire — lui écrivait ce dernier, pressé par le général Issaïef — de faire quelque chose pour les Serbes afin que je puisse, sans honte pour nous, retirer nos troupes. Il me semble qu'il faudrait faire croire adroitement aux Turcs qu'ayant fait l'armistice de ce côté, ils pourraient après y faire ce que bon leur semblerait. Tout cela, je vous l'écris en mon nom, comme ma pensée; d'ailleurs, faites comme vous jugerez le plus convenable². »

Mais le plénipotentiaire ture restait toujours absolument opposé à l'insertion d'une clause concernant les Serbes. Dans la troisième conférence, une discussion s'éleva. Lochkaref pria Galib-Effendi d'obtenir du grand vizir l'autorisation de faire retirer de la Serbie les troupes turques jusqu'à la nomination des plénipotentiaires pour la négociation du traité de paix. Le Turc s'y refusa. Il répondit que « les

1. Lochkaref au général Michelson, le 15 août 1807. *Id.*, p. 273-274.

2. Le général Michelson à Lochkaref, le 16 août 1807. *Id.*, p. 254.

Serbes étaient des rebelles et que la Russie n'avait aucun droit de se mêler de leurs affaires ». Il ajouta même que si les troupes russes le voulaient, elles pourraient recommencer la guerre en Serbie ; mais que les Turcs avaient l'intention de battre et de punir les Serbes, et que dans ce but six mille soldats y étaient envoyés sous le commandement d'Ismail-Bey¹.

De son côté, le général Michelson, poussé par Issaïef, continuait à insister auprès du plénipotentiaire russe en faveur des Serbes. « Obtenez du moins, écrivait-il à Lochkaref le 21 août, que l'armistice soit étendu à cette partie de la Serbie où se trouvent vos troupes, pour que le corps d'armée d'Issaïef puisse opérer une retraite sans honte pour nos armes. Comment pourrions-nous regarder de nos yeux les Turcs exterminer nos alliés ? » Le 24 août, l'armistice fut conclu et signé. Il contenait les stipulations suivantes :

1^o Les hostilités cessent entre les armées turque et russe, sur mer et sur terre ;

2^o Les parties contractantes s'engagent à nommer des plénipotentiaires pour négocier la paix définitive ; si les négociations n'aboutissent pas, les hostilités ne peuvent pas recommencer avant le 3 avril 1808.

3^o Les Russes devront, dans les trente-cinq jours qui suivront l'armistice, évacuer la Valachie et la Moldavie en y laissant tous les effets, canons et munitions, qui s'y trouvaient avant l'occupation. Dans le même temps, les Turcs retireront toutes leurs troupes d'au delà du Danube et ne pourront laisser que dans les forteresses d'Ismail, de Braïla et Giurgévo des garnisons suffisantes pour les garder. Ni les Russes, ni les Turcs ne pourront se mêler de l'administration de ces deux provinces, jusqu'à l'arrivée des plénipotentiaires, chargés de traiter de la paix définitive.

4^o Les vaisseaux russes quitteront l'île de Ténédos, ainsi que tout autre endroit dans l'Archipel qui, avant que la nouvelle de l'armistice y soit parvenu, aura été occupé par les troupes russes. Tous les vaisseaux de guerre ou autres vaisseaux turcs qui, pendant la guerre, seraient tombés entre les mains des Russes, seront rendus avec leurs équipages ; il en

1. Lochkaref au général Michelson, le 20 août 1807. *Id.*, p. 275.

sera de même des vaisseaux russes tombés au pouvoir des forces turques.

5° Tous les bâtiments de la flottille russe qui se trouvent dans l'embouchure de Sunne ou dans quelque autre embouchure sortiront et regagneront leurs ports.

6° Tous les prisonniers de guerre seront incessamment mis en liberté, et rendus de part et d'autre sans aucune rançon¹.

Ainsi l'armistice ne fut pas étendu aux Serbes. Le plénipotentiaire turc s'y était refusé énergiquement; mais, par égard pour les Russes, il consentit à la fin à signer un « article particulier ». « Comme il faut, conformément à l'armistice signé aujourd'hui — était-il dit — que les hostilités cessent partout, les troupes ottomanes, jusqu'à l'arrivée des plénipotentiaires chargés de traiter de la paix, ne commettront aucun acte d'hostilité dans les environs de *Vidin* et de *Feth-Islam* où il y a des troupes russes réunies aux Serviens¹. »

Le plénipotentiaire russe n'avait donc réussi qu'à préserver jusqu'au commencement des négociations définitives une partie insignifiante de la frontière serbe, et précisément celle qui était très forte et qu'un petit nombre de soldats pouvait défendre contre toute une armée. Quant aux frontières du sud et de l'ouest, très exposées, elles restaient ouvertes à l'invasion turque. C'était là tout ce que les Russes avaient obtenu pour leurs *alliés* d'hier.

Une semaine après la conclusion de l'armistice, le général Michelson mourut (1^{er} septembre). Il fut provisoirement remplacé par le général Meyendorf. Celui-ci, quoiqu'il ne fut pas muni de pouvoirs pour négocier, ratifia l'armistice et envoya aux commandants des troupes russes l'ordre de commencer leur retraite.

Le général Issaïef dut donc se séparer des Serbes; il se retira avec ses troupes à Crayova, sous prétexte de leur faire prendre du repos. Les habitants de la petite Valachie ne le crurent point et, craignant l'attaque des Turcs, abandonnèrent leurs foyers et se réfugièrent dans les villes.

Les Serbes se retirèrent à leur tour. Le commandant

1. Lochkaref au général Michelson, le 20 août 1807. *Id.*, p. 405-408.

2. *Ibid.*

Milenko Stoïkovitch réunit tous ses hommes et partit pour Poretch. La garnison serbe de l'île de Kerbov, commandée par le frère de Milenko, ne voulait pas d'abord quitter son poste malgré l'ordre du général Issaïef; mais, voyant son ravitaillement coupé du côté de la Valachie, elle fut contrainte de rejoindre les troupes de Milenko à Poretch¹. Ainsi furent rompues les communications entre les troupes russes et serbes.

Comme on n'avait reçu à Belgrade aucune information sur ces événements non plus que sur les termes de l'armistice, les principaux chefs crurent que toutes les propositions russes en leur faveur avaient été écartées par les Turcs, et Kara-George s'empressa d'envoyer à Milenko l'ordre de reprendre les positions précédemment occupées par ses troupes devant Négotine. Mais bientôt un courrier apporta l'indication des lieux où les troupes serbes s'étaient retirées, et il fit connaître les causes de l'évacuation de l'île de Kerbov. Grande fut l'excitation contre les Russes, mais d'autres dangers fixèrent l'attention des Serbes.

Après avoir victorieusement opéré contre l'ennemi en juillet, et lui avoir pris, entre autres, l'importante forteresse d'Oujitsé, ils étaient maintenant menacés par de nombreuses troupes turques du côté de l'ouest et surtout au sud. Une multitude de Turcs d'Albanie et de Vidin s'étaient joints aux Turcs de Nisch et avaient établi à proximité de cette ville deux camps sur les deux rives de la Morava. Le péril était extrême pour les Serbes : ils manquaient de vivres et de munitions ; et, la route de Nisch à Semendria n'étant pas gardée, Belgrade restait à la merci de l'ennemi. Comme les détachements serbes qui se trouvaient à proximité des camps turcs étaient trop faibles pour leur être opposés, et que les troupes qui se trouvaient du côté de la Bosnie étaient nécessaires à la défense de cette frontière, Kara-George envoya partout l'ordre de faire de nouvelles levées, et se dirigea en personne vers Nisch, suivi par tous les Serbes de Belgrade capables de porter les armes².

A ce moment, le résident russe à Belgrade reçut du

1. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 17.

2. Rodofinikine au baron de Budberg, le 12 septembre 1807. Voy. BOGHICHTCH, *o. c.*, p. 128-129.

général Meyendorf communication de l'armistice conclu à Slobodzéa. C'est avec tristesse qu'il en lut les termes. Dans cette situation critique, Rodofinikine, qui avait déjà pris les mesures nécessaires pour faire parvenir aux Serbes des vivres de l'Autriche, s'empressa d'écrire à Kourchid-Pacha, commandant des troupes turques devant Nisch. Sans tenir compte de la lettre de l'armistice, il l'informait « que la trêve était conclue entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte, qu'en vertu de cet acte les hostilités devaient cesser de toutes parts, et qu'au moment d'établir la paix définitive entre ces deux puissances, on déciderait aussi de tout ce qui regardait la Serbie » ; qu'il avait signifié aux Serbes de ne pas faire le moindre acte d'hostilité contre les Turcs ; que les Serbes ayant accédé à cette demande et étant prêts à se soumettre à tout ce qui serait stipulé à leur égard, il le priait de « donner ordre à ses troupes de ne les point attaquer durant la trêve »¹.

Connaissant la fureur dont les Turcs étaient animés contre les Serbes, le résident russe à Belgrade n'espérait point d'effet de sa lettre. Il croyait, au contraire, que le grand-vizir profiterait de ce qu'il avait des troupes rassemblées pour se jeter sur les Serbes. Sa propre position à Belgrade était périlleuse et il aurait voulu quitter son poste ; mais il ne pouvait le faire publiquement, car il savait que les Serbes ne l'eussent point laissé partir. Dans l'espoir qu'il recevrait des instructions de son chef, il prit donc le parti de rester en attendant l'occasion propice de quitter Belgrade « sous un prétexte plausible »².

Pourtant ses suppositions ne se réalisèrent point ; les troupes turques devant Nisch restèrent inactives pendant le mois de septembre. En octobre le danger réapparut. On apprit à Belgrade qu'un firman du Sultan venait d'être publié à Nisch, annonçant une « guerre décisive » et contenant l'ordre adressé au pacha de Bosnie d'avoir à envoyer à Constantinople, avant le Ramazan, les chefs de Belgrade, sous peine de perdre la tête². En effet, les troupes turques attaquèrent à plusieurs reprises les positions serbes sur la Drina,

1. Traduction de la lettre écrite par M. de Rodofinikine à Khourchid Pacha. *Id.*, p. 125-130.

2. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 18-19.

mais elles furent repoussées par l'archiprêtre Nénadovitch et le capitaine russe Novokrechtchenof¹. D'autre part le calme renaissait de ce côté, grâce à la conduite que l'empereur Alexandre avait adoptée en présence de l'armistice conclu à Slobodzéa.

Les conditions de l'armistice avaient causé à Saint-Pétersbourg un vif mécontentement, particulièrement l'omission des Serbes dans l'armistice, l'engagement de ne pas reprendre les hostilités avant le 5 avril 1808, et enfin la restitution aux Turcs des vaisseaux qui leur avaient été enlevés pendant la guerre et qui représentaient, comme les drapeaux et les canons, des trophées militaires qui n'étaient restituables en aucun cas. Mais, lorsqu'il apprit la mort du général Michelson et la décision prise, sans mandat, par le général Meyendorff, l'empereur Alexandre refusa de ratifier l'armistice sans restrictions. L'évacuation de la Valachie et de la Moldavie par les troupes russes fut suspendue et le vieux général, prince Prosorovsky, nommé commandant en chef de l'armée du Danube, avec le grade de feld-maréchal.

Avant d'arriver en Moldavie, le nouveau commandant en chef écrivit au Grand-vizir pour l'informer que l'Empereur n'acceptait pas les termes de l'armistice, et que le général Meyendorff avait dépassé ses pouvoirs en le ratifiant. Il indiquait en même temps les modifications que le tsar jugeait indispensables d'y apporter². Puis il écrivit au général Sébastiani, en lui demandant d'employer toute son influence à la Porte pour l'amener à consentir aux désirs de l'Empereur.

Le Grand-vizir répondit en octobre que l'armistice avait été conclu avec toutes les formalités requises, qu'il était ratifié et que les Russes n'avaient qu'à en exécuter les stipulations. « Quant aux Serbes — continua-t-il — ils sont les sujets de la Porte, laquelle a le droit de leur pardonner ou de les punir; aucune convention, rien ne donne à la Russie le droit d'intervenir dans leurs affaires. Suivant les déductions exposées dans votre lettre, ajoutait-il, chaque État pourrait trouver des motifs pour s'immiscer dans les affaires d'autrui. Vous dites que les Serbes sont vos coreligionnaires; mais il

1. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 1^{er} nov. 1807. *Id.*, p. 18.

2. Le prince Prosorovsky à Tchélébi-Séid Moustapha-Pacha, grand-vizir, le 7 septembre 1807. *Idem*, p. 3-4.

y a en Russie des peuples entiers de religion musulmane, et cependant la Porte ne s'est jamais mêlée de leurs affaires »¹. Sébastiani toutefois réussit à convaincre la Porte de la nécessité de modifier la clause, concernant la restitution commune des vaisseaux pris, et le Sultan, désirant la tranquillité des Serbes, prit des mesures afin qu'aucune opération militaire ne fût entreprise contre eux, jusqu'à la conclusion de la paix définitive².

IV

La Porte était irritée et blessée par l'intervention incessante de la Russie en faveur des Serbes.

Ayant dû renoncer à les réduire de vive force, par égard pour la Russie, avec laquelle elle entamait des négociations de paix, elle essaya de les vaincre par la ruse. Comme elle ne pouvait pas s'humilier en leur envoyant des députés, elle s'adressa au patriarche de Constantinople et lui demanda sa médiation. Dès le 25 novembre, l'archevêque Axentius, délégué du patriarche, arriva à Belgrade, accompagné d'un Serbe de Vidin, nommé Popovitch, en qualité de secrétaire; il était porteur de lettres du patriarche à Kara-George et à l'archevêque de Belgrade, par lesquelles les Serbes étaient invités à rendre obéissance au Sultan, qui leur promettait la grâce et l'oubli du passé ! L'archevêque Axentius déclara en outre que le Sultan était disposé à accorder aux Serbes le gouvernement qu'ils désiraient. Ces lettres ayant été déposées sur le bureau du Sénat serbe, celui-ci consulta Rodofinikine sur la réponse à faire. Convaincu que les chefs serbes feraient ce qu'il voudrait, le résident prit des mesures pour surveiller l'envoyé du patriarche, qui était descendu chez l'archevêque de Belgrade, et consulta de son côté le prince Prosorovsky³.

Le commandant de l'armée, en raison des négociations déjà

1. Le Grand-Vizir au prince Prosorovsky, en date d'octobre 1807. *Id.*, p. 6.

2. Le général Sébastiani au prince Prosorovsky, le 20 nov. 1807. *Id.*, p. 7.

3. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 26 novembre 1807. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 19-20.

entamées à Paris, entre la Russie et la Turquie, conseilla aux Serbes de répondre qu'ils acceptaient la proposition du Sultan, avec une reconnaissance émue, si l'arrangement à conclure était garanti par la Russie et par la France¹.

Le prince Prosorovsky adressa le même jour une lettre à Kara-George, pour lui exprimer l'espoir que ses compatriotes se conformeraient à l'avis qu'il donnait à Rodofinikine. Il se répandit en éloges sur les exploits du chef serbe, sur ses vertus, son caractère et son « dévouement éprouvé à la Russie », et, l'assurant de sa considération et de son amitié, le pria d'accepter la pelisse, d'une valeur considérable, qu'il lui envoyait. « Assurez l'héroïque peuple serbe — disait-il en terminant — de la gracieuse protection de mon auguste maître qui veille aux intérêts de ce peuple, et qui, en concluant la paix avec la Porte ottomane, sous la médiation de l'empereur Napoléon, ne perdra de vue rien de ce qui pourra contribuer au bien-être de votre pays² ».

Les Serbes étaient disposés à accepter les conseils du commandant de l'armée russe quand une intrigue faillit tout gâter. Le 12 décembre eut lieu à Belgrade la fête anniversaire de la prise de cette ville. Kara-George était venu exprès de Topola pour y assister. Le jour de la fête un bruit, semé par des agents autrichiens, se répandit à Belgrade : on était informé à Zemlin que les Français allaient pénétrer en Serbie, par la Bosnie, et que Rodofinikine avait fait venir de Constantinople l'archevêque Axentius afin de « vendre » la Serbie aux Turcs ! Comme ce bruit était confirmé par des chefs serbes comme Maden Milovanovitch et Miloïé Petrovitch, et par plusieurs commerçants de Zemlin, principaux fournisseurs de l'armée serbe, Kara-George finit par y croire. Tout ému il se proposait d'arrêter le délégué du patriarche et menaça de mort l'archevêque de Belgrade chez lequel il était descendu. Instruit de tout par le capitaine Tchardaklia, Rodofinikine réussit avec son aide à rassurer le chef serbe et à le calmer³.

Les conseils du prince Prosorovsky furent suivis et

1. Le prince Prosorovsky à Rodofinikine, le 11 décembre 1807. *Id.*

2. Le prince Prosorovsky à Kara-George, le 10 décembre 1807. *Id.*, p. 20-21.

3. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 21 janvier 1808. *Id.*, p. 22.

bientôt Karâ-George signa sa réponse à la lettre du patriarche de Constantinople. « Les causes qui nous ont fait prendre les armes — écrivait-il — sont connues de tout le monde. Elles étaient si justes que personne n'a rien de raisonnable à dire contre ce que nous avons fait. Dieu tout-puissant, qui est gracieux pour tous dans la même mesure et qui protège les innocents, nous a protégés aussi. Ayant ainsi atteint le but désiré, c'est-à-dire ayant expulsé nos oppresseurs, nous nous sommes bornés à garder nos foyers, sans nous permettre d'attaquer les pays voisins. Plus de 100.000 Serbes armés m'auraient volontiers suivi partout, mais j'ai mis un frein à leur ardeur, désirant persuader Sa Majesté le Sultan et tout le monde que nous nous sommes levés uniquement pour notre salut et non pour exciter les autres à l'insurrection. Guidé par ces principes, j'assure Votre Sainteté que votre lettre m'a comblé de joie, car qu'est-ce qui peut être plus agréable que de voir cesser l'effusion de sang? J'ai réuni les chefs du peuple, je leur ai lu votre lettre et ils m'ont répondu tous unanimement que les grâces de Sa Majesté le Sultan sont très grandes; mais que les pachas et les habitants turcs du voisinage, dont les parents ont péri dans la lutte que nous avons menée, ne cesseront pas de nous attaquer et de nous inquiéter, surtout lorsqu'ils auront appris que le peuple serbe, par obéissance au Sultan, a déposé les armes. Ils continueront à exterminer notre peuple, à dévaster notre pays toujours dans l'espoir que Sa Majesté le Sultan leur pardonnera leurs excès.

« Lorsque les pachas et les habitants turcs des provinces voisines auront appris que la situation de la Serbie est garantie par les plus grands États de l'Europe, alors ils s'abstiendront de faire tort aux Serbes, et les laisseront jouir tranquillement des grâces de Sa Majesté le Sultan. Par conséquent et afin que le peuple serbe soit persuadé pour toujours de la bonté du Sultan, et que son bien-être s'établisse sur des bases solides, les chefs demandent de Sa Majesté le Sultan la grâce qu'on lui donne, à côté des promesses proposées, la garantie de l'Empereur russe, qui professe avec nous la même religion orthodoxe, et de Napoléon, l'Empereur français et roi d'Italie, comme médiateur entre l'Empire russe et la Porte ottomane; et dans ce but qu'il ne nous soit

pas défendu d'envoyer au nom de tout le peuple serbe, des députés à l'ambassadeur français, le général Sébastiani, et au général feld-maréchal, prince Prosorovsky, commandant en chef des armées impériales russes.

« Les chefs du peuple serbe espèrent que ces grands souverains, les Empereurs russe et français, ne seront pas assez impitoyables pour refuser au peuple serbe, après tant de souffrances, l'appui de leur bienveillance, et c'est pour cela que les chefs du peuple et moi nous prions Sa Majesté le Sultan d'accepter et d'approuver cette garantie, et de terminer par là le grand œuvre de l'établissement de notre bien-être, que nous promettons de conserver fidèlement et pour toujours¹ ».

Dès que la réponse de Kara-George lui fut remise, l'archevêque Axentius quitta Belgrade, et se rendit à Constantinople.

1. Kara-George au patriarche de Constantinople, le 31 décembre 1807. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. I, p. 325-327.

CHAPITRE IX

I. — Intrigues des agents autrichiens en Serbie. — Nomination du maréchal Simbschen au poste de commandant de la frontière autrichienne. — Lettre de Kara-George à l'archiduc Charles. — Entrevue du maréchal autrichien avec le chef serbe (4 avril 1808). — Politique du résident russe à Belgrade. — Lettre du maréchal autrichien à Kara-George (4 mai 1808). — La communication au prince Prosorovsky. — Pourparlers entre les délégués serbes et autrichiens. — Réaction contre l'Autriche en Serbie. — Lettre de Kara-George et du Sénat serbe au maréchal Simbschen. — Suspension des négociations. — Explications demandées par le prince Kourakine au comte de Stadion, au sujet de la lettre du maréchal Simbschen à Kara-George. — Rupture des négociations entre les Serbes et les Autrichiens (juin 1808).

II. — Efforts du prince Prosorovsky pour combattre l'influence autrichienne en Serbie. — Querelles intérieures en Serbie. — Le Sénat contre Kara-George. Intervention du prince Prosorovsky et apaisement.

III. — Négociations entre le prince Prosorovsky et le Grand-vizir. — Nouvelle tentative de la Porte pour traiter directement avec les Serbes. — Mission de l'archevêque Denis en Serbie (octobre 1808). — Conférences de Goloubinié (13 octobre). — Intervention de Molla-Pacha de Vidin. — Échec des négociations (décembre 1808).

I

Les agents autrichiens de Zemlin ne se découragèrent pas après l'insuccès de leur dernière intrigue. Aussitôt après le départ de l'archevêque Axentius, ils se remirent à l'œuvre aidés de leurs affidés de Belgrade. Profitant de ce que l'armée serbe manquait de munitions, exploitant les bruits répandus d'une prochaine invasion turque en Serbie, ils s'empressèrent auprès de Kara-George, lui prodiguant les conseils, lui suggérant de s'adresser à la cour de Vienne, de demander la levée de l'interdiction concernant l'exportation des armes et des munitions; à côté du but principal qu'ils poursuivaient, qui était d'éloigner les Serbes de la Russie, ils avaient encore en vue, semble-t-il, un profit personnel. Miloch Ourochévitch, un des principaux agents, avait profité du changement de calibre des armes autrichiennes pour acheter de concert avec

ses camarades, à un prix insignifiant, une grande quantité de poudre et de plomb qu'il avait emmagasinée à Zemlin, dans l'intention de revendre le tout aux Serbes¹. Pressé par plusieurs de ses amis, Kara-George céda, et une lettre pour l'archiduc Charles fut rédigée en son nom. On y exprimait la gratitude des Serbes pour la sympathie que l'archiduc leur avait témoignée, pour la protection qu'il leur avait accordée, et on le priait d'autoriser les Serbes à se procurer en Autriche, moyennant argent comptant, de la poudre, du plomb et des bombes. On ajoutait que la Russie leur avait fourni des munitions et leur en aurait encore envoyé, si la grande distance et les difficultés de communications ne rendaient maintenant la chose impossible². Avant d'expédier cette lettre on en donna connaissance à Rodofnikine. Celui-ci affirma à Kara-George que l'Autriche ne pouvait pas fournir de munitions aux Serbes, parce qu'elle était neutre entre la Russie et la Turquie, et parce qu'elle ne pouvait pas désirer que la Serbie devint plus puissante; car, en ce cas, les Serbes qui habitaient la Hongrie auraient vite fait de quitter le pays. Le résident russe enfin lui rappela l'affaire qu'Ourochévitch avait l'intention de traiter avec eux, et l'assura que la Russie continuerait à les secourir comme par le passé. Malgré tous ces conseils, Kara-George résolut d'envoyer la lettre et Ourochévitch fut chargé de la porter à Vienne³.

Cependant le gouvernement autrichien avait déjà pris des mesures pour entamer les négociations. Le commandant de Peter-Wardein, le vieux général Geneyne, avait été remplacé dans son poste par le feld-maréchal lieutenant Simbschen, qui avait servi longtemps sur les frontières et connaissait bien les Serbes. Il fut chargé de servir d'intermédiaire. Dans les instructions secrètes qu'il reçut par l'intermédiaire de l'archiduc Charles, on lui faisait entendre qu'il serait d'une utilité extrême, pour la paix et la sécurité des provinces frontalières de l'Empire, que l'Autriche possédât Belgrade. L'archiduc recommandait à Simbschen d'émettre cette idée comme

1. *Messenger Russe*, 1863, juillet, p. 157.

2. Rodofnikine au prince Prosorovsky, le 27 janvier 1808. V. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 150, et KRONES. *Joseph, Freiherr von Simbschen, und die Stellung Oesterreichs zur serbischen Frage*, Wien, 1890, p. 37-38.

3. *Messenger Russe*, 1863, juillet, p. 157.

son avis *personnel*, et de faire ressortir tout l'avantage qui en reviendrait aux Serbes, afin de connaître à ce sujet les sentiments des Serbes et de les amener à en faire eux-mêmes la proposition à l'Autriche. Le feld-maréchal ne devait se mêler personnellement aux négociations qu'en cas de nécessité absolue, et devait alors éviter de compromettre la cour de Vienne et garder le secret de sa mission. Quant à l'argent, il était autorisé à ne pas faire d'économies ¹.

Dès le commencement de mars, Simbschen envoya à Belgrade son homme de confiance, ce même Miloch Ourochévitch de Zemlin, afin de connaître les plans du résident russe. Il désigna en outre, pour entrer en relations avec les chefs serbes, deux officiers de Zemlin, le commandant Simbschen, son fils, et le colonel de Perss. Le 21 mars, il apprit par son fils que les amis de Kara-George, Mladen Milovanovitch, sénateur, et Miloïé Petrovitch, commandant de la place de Belgrade, s'étaient plaints, dans une entrevue qu'ils avaient eue avec lui, du manque de vivres et de munitions en Serbie². Le surlendemain il fut avisé par le colonel de Perss que les Serbes désiraient se soumettre à la domination de l'Autriche ; mais qu'ils n'osaient le manifester publiquement, de peur que Napoléon ne les abandonnât à la vengeance des Russes ou des Turcs³. Quelques jours après, on l'informa encore que les chefs serbes demandaient de prompts secours ⁴.

À ces nouvelles, le feld-maréchal s'empressa de demander, par l'intermédiaire de ses agents, une entrevue à Kara-George.

Cependant le prince Prosorovsky, informé que les Serbes manquaient de vivres et de munitions, avait fait parvenir à Kara-George, au commencement de mars, une somme de 6000 ducats avec la promesse d'envoyer des munitions⁵. En recevant la demande d'une entrevue avec le maréchal autrichien, le chef serbe ne manqua pas d'en instruire le résident russe, Rodofinikine. Le 50 mars il lui fit une visite,

1. BEER (A.), *Die Orientalische Politik Oesterrèichs seit 1774*. Prag und Leipzig, 1883, pp. 202 et 790-793.

2. KRONES, *o. c.*, p. 36.

3. *Id.*, p. 38.

4. *Ibid.*

5. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 157.

l'informa de la prochaine arrivée du maréchal à Zemlin, et lui demanda conseil.

Les négociations pour déterminer le lieu de l'entrevue durèrent toute la journée. Le maréchal invitait Kara-George à venir à Zemlin; Kara-George répondit qu'en sa qualité de chef serbe il ne pouvait passer la frontière, et proposa au maréchal de venir à Belgrade. Celui-ci ne pouvant pas davantage agréer cet offre, on convint finalement de se rencontrer sur la frontière même, au bord de la Save : l'entrevue eut lieu le 4 avril.

Le maréchal autrichien rappela à Kara-George la grande bienveillance que la cour impériale avait témoignée aux Serbes, en leur laissant vendre des vivres et des munitions au début de l'insurrection. Il l'assura de la constante bienveillance de l'Autriche et dit qu'il était disposé à fournir aux Serbes tout ce qui leur manquait, à leur envoyer des officiers, à leur prêter de l'argent, etc., à condition qu'ils promissent de n'être fidèles à l'avenir qu'à elle seule. Il lui fit remarquer en même temps que l'Autriche était la plus proche voisine de la Serbie, capable de la secourir toujours et en tout. « Méfiez-vous des Russes — ajouta-t-il — leur pays est très éloigné, ils peuvent y retourner et vous resterez seuls et périrez. Vous avez vu qu'ils vous ont déjà trompés une fois : ils sont venus en Serbie et, en repassant en Valachie, vous ont abandonnés. Quant à l'amitié de la Russie et de la France, ne vous y fiez point, c'est une amitié imaginaire¹ ».

Le chef serbe de son côté, esquissant la situation de la Serbie, confessa avec reconnaissance que les Serbes avaient été délivrés du joug turc grâce à l'appui de l'archiduc Charles, et ajouta qu'ils avaient été d'autant plus peïnés, en 1807, de l'ordre du gouvernement autrichien interdisant l'exportation de vivres en Serbie. Il avoua aussi qu'ils avaient reçu de la part des Russes des services, en argent, en munitions et en soldats, mais que la Russie ne pouvant plus leur envoyer de vivres ; la population souffrait de la disette. Puis il raconta qu'au commencement de l'hiver précédent, des émissaires français lui avaient offert deux millions de piastres s'il vou-

1. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 7 avril 1808. *Messenger Russe*, 1863, juillet, p. 158.

lait accepter la protection de la France(!) ; mais qu'il avait répondu qu'aucune somme d'argent, fût-ce des millions, ne servirait de rien aux Serbes, et ne les empêcherait pas de mourir de faim si l'Autriche fermait ses frontières sur la Save et le Danube et les laissait dans l'impossibilité de se procurer des vivres. Kara-George ajouta que le Sénat et les chefs du peuple avaient décidé de se tourner de nouveau vers la cour d'Autriche et de demander non seulement sa protection, mais l'*incorporation* de la Serbie à l'Empire, aux conditions suivantes : 1^o La Serbie n'appartiendra jamais à la Hongrie ; 2^o la religion y sera libre ; 3^o la Serbie dépendra directement de l'Empereur et sera gouvernée par ses officiers ; 4^o l'Empereur ne forcera pas les Serbes à conclure la paix avec les Turcs avant que Nisch et les autres parties de la Serbie ne soient affranchies ; 5^o les Serbes recevront des secours en provisions et en farine, qu'ils paieront après la conclusion de la paix. Ces conditions remplies — dit Kara-George, — les Serbes seront prêts à suivre les Autrichiens jusqu'à Constantinople ¹.

Là se terminèrent les pourparlers. Le maréchal promit au chef serbe de lui communiquer par l'intermédiaire d'Ourochévitch tout ce qui pourrait l'intéresser ; Kara-George promit de son côté qu'il viendrait à Zemlin ou à Peter-Wardein pour terminer les négociations. A la suite de son rapport sur cette entrevue, Simbschen fut autorisé à fournir aux Serbes quelques vivres, mais seulement dans le cas de pressante nécessité. Il devait se montrer complaisant juste assez pour maintenir les Serbes dans leurs bonnes dispositions, et attendre pour leur fournir des secours plus considérables qu'ils eussent donné le gage de leur fidélité (Belgrade). On l'autorisait aussi à conclure l'arrangement proposé par Kara-George, en donnant la garantie que la Serbie ne serait jamais incorporée à la Hongrie, ni gouvernée par les lois hongroises. De plus, au moindre danger d'occupation de Belgrade par les Russes, le maréchal devait y faire entrer les troupes autrichiennes, sans attendre l'ordre de son gouvernement ².

1. Simbschen à l'archiduc Charles, le 5 avril 1808. Voy. BEER, *o. c.*, p. 205-207.

2. L'Archiduc Charles au maréchal Simbschen, le 14 avril 1808. *Ibid.*

Désireux d'avoir une seconde entrevue avec Kara-George pour conclure le plus tôt possible l'arrangement projeté, Simbschen fit croire au chef serbe, par Ourochévitch, que les Autrichiens étaient prêts à secourir les Serbes; mais que, la cour de Vienne s'étant décidée à les prendre sous sa protection, ils devaient offrir un gage de leur perpétuelle fidélité.

Kara-George communiqua cette lettre à Rodofinikine et, sur son conseil, répondit à Ourochévitch qu'il ne pouvait pas croire qu'elle était écrite sur l'ordre du gouvernement impérial, car en ce cas le maréchal lui aurait écrit lui-même : Ourochévitch montra cette réponse à Simbschen qui tomba dans le piège, et s'adressa personnellement à Kara-George. « Miloch Ourochévitch — écrivait-il — m'a montré ta lettre du 29 avril. J'y vois que tu es étonné de ce que je ne t'aie pas écrit moi-même. Je ne l'ai pas fait, parce que tu m'as demandé lors de notre entrevue de te communiquer toutes les choses importantes par l'intermédiaire de Miloch. Tu m'as promis à cette occasion que tu viendrais à Zemlin ou à Peter-Wardein pour terminer nos pourparlers. D'autre part je n'ai pas voulu confier au papier la chose la plus importante; car il y a des gens curieux qui voudraient savoir de quoi nous parlons et qui pourraient apprendre le secret de la lettre, dont dépend le bonheur de tout un peuple. Je crains que la lettre que Miloch t'a adressée n'ait été ouverte en route. Je vois que tu désires avoir une lettre de ma part; or, je tedis que tout ce que Miloch t'a écrit est la pure et sainte vérité et que je suis prêt, comme ton ami et celui de tout le peuple serbe, à t'assurer de la haute bienveillance et grâce de mon Empereur. Je laisse à ton choix soit de venir chez moi à Peter-Wardein, avec tes hommes, sans être retenus dans le lazaret; soit, si tu veux, de te rencontrer avec moi dans une autre localité de ma frontière, afin de nous entretenir et de terminer notre affaire d'une manière heureuse, glorieuse, honnête pour toi et pour tout l'héroïque peuple serbe². »

Cette lettre, comme celle de Miloch, fut communiquée à Rodofinikine, qui n'eut rien de plus pressé que de l'en-

1. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 143.

2. Le maréchal Simbschen à Kara-George, le 8 mai 1808. Voy. *L'insurrection serbe de 1806 à 1810*. Neusatz, 1866, t. I, p. 83-84.

voyer au prince Prosorovsky, en conseillant à Kara-George de ne pas aller au rendez-vous. Le chef serbe écrivit au maréchal qu'il ne pouvait personnellement aller le voir, étant obligé de se porter sur la Drina, où les Turcs avaient commencé à se rassembler afin d'envahir la Serbie; mais qu'il envoyait pour négocier ses hommes de confiance : son secrétaire Yeftitch et le sénateur Mladen Milovanovitch¹.

Le maréchal Simbschen se trouvait à ce moment obligé d'accompagner l'archiduc Louis, en tournée d'inspection dans les provinces de la frontière. Il ne reçut cette lettre que le 19 mai. Ne pouvant négocier avec les délégués de Kara-George, il désigna, pour le remplacer, le colonel de Perss, le lieutenant-colonel Stanissavliévitch, le maire de Zemlin Hadjitch et Miloch Ourochévitch. Le 22 mai, le jour même où l'archiduc Louis quittait Zemlin en compagnie de Simbschen, deux plénipotentiaires autrichiens, Hadjitch et Ourochévitch, traversèrent la Save et eurent une entrevue avec les plénipotentiaires serbes. Ils les engagèrent à demander à l'empereur d'Autriche sa protection, en le priant de leur donner pour chef l'archiduc Charles, et en sollicitant des munitions et de l'argent. Ces demandes, disaient-ils, seraient certainement agréées. Ils promettaient que l'Empereur accorderait à Kara-George le titre de prince et de feld-maréchal, à Milovanovitch le titre de comte, à Yeftitch celui de baron, etc. Mais les plénipotentiaires serbes répondirent qu'ils n'étaient pas autorisés à écrire, avant d'avoir les propositions du gouvernement impérial *par écrit*.

Le 24 mai, une nouvelle conférence eut lieu. Les agents autrichiens déclarèrent qu'ils n'avaient pas à faire de propositions par écrit et qu'il appartenait aux Serbes de s'adresser à l'empereur, affirmant de nouveau que les chefs obtiendraient des récompenses personnelles, et que les Serbes de Serbie jouiraient des mêmes droits que leurs frères en Hongrie. Les plénipotentiaires serbes, suivant leurs instructions, devaient rejeter cette proposition; mais, comme une certaine quantité de vivres était, paraît-il, à ce moment même commandée en Autriche, il fallait gagner du temps pour en permettre la livraison. Ils répondirent donc, qu'avant de s'en-

1. Kara-George à Simbschen, le 5 mai 1808. Voy. KRONES, *o. c.*, p. 49.

gager à rien, ils avaient besoin de consulter Kara-George et les autres chefs. Les Autrichiens insistèrent en vain pour que la pétition fût rédigée de suite et sans perdre de temps. Finalement ils accordèrent un délai de quelques jours, jusqu'au 29 mai¹.

Dans le but sans doute d'influencer les chefs serbes, les troupes de Zemlin commencèrent à exécuter des mouvements en face de Belgrade, et le bruit se répandit, parmi les Serbes, qu'il y avait, de l'autre côté de la Save, près de 20 000 soldats rassemblés, qui avaient déjà commencé à construire des ponts sur la rivière. Ce bruit produisit une grande effervescence. Kara-George, indigné, donna l'ordre aux chefs voisins de renforcer avec leurs troupes la garnison de la capitale.

Afin de calmer les esprits et de couper court à des négociations engagées qui ne lui étaient point agréables, le résident russe rédigea une longue lettre au maréchal Simbschen, la lut au Sénat serbe et la fit adopter et signer par Kara-George. Le chef serbe y disait, entre autres choses, qu'en nommant des plénipotentiaires pour négocier avec les siens, il avait pensé qu'il ne s'agirait que d'« affaires de commerce et de frontière » — mais que la proposition faite par les plénipotentiaires autrichiens était de tout autre nature; qu'elle avait fort étonné tout le monde en Serbie, et qu'elle ne pouvait être acceptée ni par lui ni par le peuple; que, même si elle l'était, cette acceptation n'aurait aucune valeur, car les empereurs de Russie et de France, entre les mains desquels se trouvait le sort des Serbes, ne l'auraient pas confirmée. « Nous nous empressons, disait-il en terminant, d'en informer. Fermement persuadé que les propositions dont il s'agit n'ont pas été faites sur votre désir, ni d'après les ordres de la Cour impériale, mais uniquement par suite du zèle de vos plénipotentiaires, très dévoués à l'Empereur et désireux de lui plaire, nous espérons que notre réponse ne vous contrariera pas et que vous ne cesserez de nous aimer comme auparavant, et d'être notre défenseur auprès de votre Haute Cour, afin que nous puissions continuer de jouir de sa grâce et de sa bienveillance. Nous ferons, du

1. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 186.

reste, tout notre possible pour nous en rendre encore plus dignes¹. »

Cette lettre mit fin aux négociations. Simbschen se contenta de répondre que c'étaient les Serbes eux-mêmes qui avaient demandé à se mettre sous la protection de l'Autriche; il fit fermer la frontière, mettant ainsi les Serbes dans l'impossibilité de se procurer des vivres².

Mais, à Vienne, les choses faillirent tourner mal. Le ministre de Russie, prince Kourakine, qui était au courant des menées autrichiennes en Serbie et qui avait reçu du prince Prosorovsky les lettres d'Ourochévitch et du maréchal Simbschen, les mit sous les yeux du comte de Stadion et lui demanda des explications. Grand fut l'embarras du ministre autrichien. « Il déclara qu'il ne savait rien, qu'il doutait de l'authenticité de ces lettres et qu'Ourochévitch n'était qu'un intrigant!³ »

Ainsi tous les projets autrichiens furent déjoués par l'habileté du résident russe à Belgrade. On se demanda à Vienne s'il ne fallait pas agir sans traiter avec les Serbes, et prendre possession, en toute hypothèse, de la forteresse de Belgrade. L'empereur pria le comte de Stadion de lui donner son avis à ce sujet. Le ministre se déclara hostile à ce projet par égard pour la Russie et la France, et afin d'éviter des complications. Il était d'avis qu'au cas seulement où les troupes russes essaieraient de s'emparer de Belgrade ou d'Orsova, il y aurait lieu de décider si les commandants autrichiens devraient s'y opposer ou non; car, si les Russes s'y fortifiaient, il serait difficile de les en chasser. Le conseil des ministres se rallia à cette façon de voir. Aussitôt après, le maréchal Simbschen reçut des instructions en ce sens, et les négociations avec les Serbes furent rompues⁴.

1. Kara-George et le Sénat serbe au maréchal Simbschen, le 30 mai 1808. Voy. *L'insurrection serbe*, etc. Neusatz, 1866, t. I, p. 89-91.

2. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 152.

3. Stadion à l'archiduc Charles, le 6 juin 1808. Voy. BEER, *o. c.*, p. 209-210.

4. L'archiduc Charles à Simbschen, le 10 juin 1808. *Id.*, p. 212.

II

Le prince Prosorovsky n'avait pas été sans inquiétude à la nouvelle des négociations engagées, en janvier, entre les Serbes et les Autrichiens. Se rappelant que le résident russe en Serbie était d'origine grecque, et que les Serbes avaient précisément demandé, en juillet 1807, qu'on ne leur envoyât pas de fonctionnaires grecs¹; influencé d'autre part par des renseignements reçus du général Issaïef, le commandant en chef de l'armée russe avait été porté à attribuer à l'origine du résident le manque de confiance que les Serbes commençaient à lui témoigner, ainsi que les dissentiments survenus à Belgrade². Il s'était aussitôt empressé, comme on l'a vu, d'envoyer à Kara-George la somme de 6000 ducats pour l'achat de vivres, avec la promesse qu'il fournirait des munitions.

La méfiance de Prosorovsky n'était pas justifiée. Rodofinikine avait réussi, malgré tous leurs efforts, à déjouer les calculs des agents de l'Autriche. Il avait maintenu et même augmenté la confiance de Kara-George à l'égard de la Russie à tel point que celui-ci, par peur des Autrichiens, demanda au prince Prosorovsky d'envoyer une garnison russe à Belgrade. Le commandant russe, quoique persuadé de l'utilité que présenterait l'occupation de Belgrade par les troupes russes, répondit néanmoins à Kara-George qu'il lui était impossible de satisfaire à sa demande, « les Turcs n'ayant encore donné aucun motif à la Russie de rompre l'armistice, malgré l'expiration du délai³ ».

Mais cette nouvelle ardeur de Kara-George pour la Russie indisposa plusieurs chefs partisans de l'Autriche; les principaux étaient Mladen Milovanovitch, sénateur, et Miloïe Petrovitch, commandant de Belgrade. Ils firent de la propagande au Sénat et, ayant réussi à en gagner les membres, concurent l'idée de se débarrasser de Kara-George. Le

1. La convention conclue entre Kara-George et le colonel Paulucci, le 10 juillet 1807. Voy. ВОГНИЧИЧ, *o. c.*, p. 107-110.

2. Le prince Prosorovsky au comte Roumiantsof, le 25 janvier 1808. Voy. ПЕТРОВ, *o. c.*, t. II, p. 135.

3. Le prince Prosorovsky à Kara-George, le 20 avril 1808. *Id.* p. 180.

15 avril, conduits par Milovanovitch, ils allèrent tous se plaindre à Rodofinikine de l'incapacité de Kara-George pour gouverner le pays, de son manque de caractère et de l'insécurité où sa haine mettait tous les gens intelligents qui jouissaient de la confiance du peuple ! Ils lui déclarèrent qu'ils avaient l'intention de s'armer, et le prièrent de réfléchir sur les mesures à prendre pour sauver le pays des maux que pouvait causer la conduite du chef. Rodofinikine réussit, par ses démarches auprès des principaux chefs et de Kara-George lui-même, à apaiser ce différend.

Mais quelques jours après, les membres du Sénat s'émuèrent de nouveau, à la suite des menaces que Kara-George avait proférées contre quelques-uns d'entre eux. Cette fois ils s'adressèrent au prince Prosorovsky, lui répétèrent tous leurs griefs et lui demandèrent, pour éviter la guerre civile, d'éloigner Kara-George de la Serbie, sous un prétexte plausible¹.

Le prince estima que, malgré tous ses défauts, Kara-George devait être maintenu dans son poste. « Le chef suprême du peuple, élu par lui, écrivait-il au résident russe à Belgrade, avait, par son héroïsme et sa sagesse, préservé de la ruine le pays et le peuple de Serbie, durant tout le temps de son commandement : par là il avait acquis des droits au respect, à l'estime et à la reconnaissance de ses compatriotes. Tout changement dans la forme du gouvernement et surtout la disgrâce d'un homme si célèbre, survenant avant la conclusion de la paix, devait être nécessairement préjudiciable aux intérêts de tout le pays. » Le résident devait donc conseiller le calme aux chefs serbes et leur rappeler le vieux dicton : « *Concordia res parvæ crescunt, discordia res magnæ dilabuntur*². » A Kara-George il adressa une longue lettre, où il attirait son attention sur la nécessité de profiter de la paix pour organiser le pays à l'intérieur, et d'abord pour assurer contre tout arbitraire la sécurité des vies et des biens des habitants. « J'ai appris, lui écrivait-il, qu'il y a des hommes mal intentionnés qui, au lieu de travailler à maintenir le

1. Le Sénat serbe au prince Prosorovsky, le 7 mai 1808. V. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 144-145.

2. *Id.*, p. 146-147.

bonheur de la Serbie, tendent à la ruiner par la diffamation des chefs et répandent de vaines espérances. Je dois vous prévenir qu'en votre qualité de chef suprême du peuple, vous êtes obligé d'empêcher de semblables attentats qui mettent le pays en danger. Si ce mal persistait, le peuple serbe perdrait la protection impériale et la ruine de la Serbie serait imminente¹. »

Ainsi l'habileté du résident russe à Belgrade et l'énergie du commandant de l'armée russe épargnèrent à la Serbie les querelles intérieures. Quant à la paix extérieure, elle ne dépendait plus que du résultat des négociations, engagées entre la Russie et la Porte pour la conclusion d'un traité de paix définitif.

Les négociations entamées entre la Russie et la Porte, sous la médiation de la France, conformément à l'armistice de Slobodzéa, se poursuivaient à Paris, depuis la fin de 1807, et traînaient en longueur. Bien que le délai de l'armistice fût expiré en avril, les hostilités restèrent suspendues.

Mais, en juin, le prince Prosorovsky apprit que des firmans, publiés à Vidin, ordonnaient aux troupes turques de se préparer à reprendre les opérations contre les Serbes². Peu après, il reçut la nouvelle que le pacha de Vidin avait attaqué et pillé trois villages serbes, fait toutes les femmes prisonnières et mis à mort tous les hommes³! Indigné de ces attentats, il protesta auprès de Moustapha-Pacha « Bairaktar » (porte-drapeau), commandant les troupes turques sur le Danube. Mais celui-ci ne répondit pas immédiatement : il était parti avec ses troupes pour tenter une révolution contre le sultan Moustapha, en faveur de l'ancien sultan Sélim. Cette révolution éclata, en effet, en juillet. Le sultan Moustapha fut détrôné, et remplacé, non par Sélim, que les partisans de Moustapha avaient assassiné, mais par son frère

1. Le prince Prosorovsky à Kara-George, le 25 mai 1808. Voy. *Messenger Russe*, 1863, juillet, p. 154.

2. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 67.

3. *Id.*, p. 78.

Mahmoud. Moustapha-Pacha Bairaktar devint grand-vizir. Cette révolution accomplie, Bairaktar répondit à Prosorovsky que, d'après l'acte de Slobodzéa, l'armistice ne s'appliquait qu'aux Serbes des environs de Vidin et de Feth-Islam; que, sur les autres théâtres de la guerre, les Turcs se considéraient en droit de recommencer les hostilités, sans tenir compte des négociations engagés à Paris! En réponse, le prince Prosorovsky fit observer, d'abord, que l'empereur Alexandre n'avait pas ratifié l'acte de Slobodzéa et qu'en conséquence cet acte était considéré comme non existant; puis il rappela les multiples promesses, faites par la Porte, de ne pas inquiéter les troupes serbes, en quelque endroit qu'elles se trouvassent, jusqu'à la conclusion définitive de la paix. Finalement il demanda une explication claire et précise, sans quoi, disait-il, il se verrait obligé de conclure que la Porte n'était pas disposée à observer l'armistice, et à tenir ses promesses¹.

Puis, apprenant que les préparatifs des Turcs continuaient, et jugeant par les réponses évasives du grand-vizir que celui-ci ne cherchait qu'à gagner du temps, le commandant russe changea de tactique. « Je vous ai conseillé dans votre intérêt, écrivait-il à Moustapha, de ne rien entreprendre contre les Serbes, puisque, après la conclusion de la paix, leurs affaires seraient arrangées à l'amiable. Mais je vois, dans la lettre de Votre Altesse, que vous appréciez autrement le conseil amical et utile que je vous ai donné; de même je sais positivement, par les rapports que j'ai reçus, que des firmans pour la reprise des hostilités ont été publiés à Vidin. Je préviens Votre Altesse que je ne puis y être indifférent et que je considère l'armistice comme non existant »². En même temps il prit des mesures pour exciter les Turcs et les amener à violer l'armistice en attaquant les troupes serbes et russes, afin d'avoir un prétexte pour recommencer la guerre et empêcher les Turcs de terminer leurs préparatifs³. Le ton ferme et décidé de ses lettres ne permettait pas au grand-vizir de réfléchir

1. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 85.

2. Le prince Prosorovsky à Moustapha-Pacha Bairaktar, sans date, p. 90-91.

3. Le prince Prosorovsky à l'empereur Alexandre, le 9 octobre 1808. *Ibid.*

longtemps. Celui-ci, conscient de la faiblesse de la Turquie, et ne pouvant séparer la cause serbe de celle de la Russie, s'empessa de donner pleine satisfaction au commandant de l'armée russe. Il lui répondit sur un ton fort poli, humble même, l'informant qu'en considération de sa demande il avait décidé de ne point faire marcher ses troupes contre les Serbes, d'oublier leurs torts et de différer leur châtement, en attendant que par le traité de paix cette affaire s'arrangeât, ainsi que toutes les autres. « Il protestait contre l'affirmation d'après laquelle les firmans auraient été publiés à Vidin contre les Serbes. » Loin de publier des firmans pareils — disait-il en terminant — j'ai envoyé des ordres précis aux officiers, destinés à ces endroits, et leur ai défendu, au nom du gouvernement, de tenter la moindre chose contre les Serviens¹ ».

Mais comme les conditions que les Russes, tant par la bouche du comte Tolstoï à Paris, que par les lettres du prince Prosorovsky, mettaient à la conclusion de la paix (ils demandaient la frontière du Danube) étaient inacceptables, surtout pour un nouveau sultan, la reprise des hostilités était inévitable. Or, pour opposer toutes ses troupes à l'armée russe, la Porte était obligée de dégarnir les frontières de la Serbie, et la Serbie était l'alliée de la Russie ! Il fallait donc à tout prix gagner les Serbes et pacifier leur pays. Le grand-vizir chargea Molla-Pacha, de Vidin, d'entrer en négociations avec eux.

Le 29 septembre, l'archevêque de Vidin écrivait à l'archevêque de Belgrade pour lui demander une entrevue dans l'intérêt, disait-il, du « bien commun » ; il le priait d'y venir accompagné de quelques hommes « versés dans les affaires politiques² ».

L'archevêque Léon communiqua cette lettre à son ami le résident russe, et au Sénat serbe. On fut unanime à accepter la proposition de l'archevêque de Vidin, et le rendez-vous fut fixé au 13 octobre à Goloubinié, non loin de Feth-Islam, où l'archevêque de Vidin se trouvait alors. Étienne Jivkovitch,

1. Copie de la lettre du vizir Moustapha au maréchal prince Proso rovsky, sans date. Voy. PÉTROF, t. II, p. 142-143.

2. Traduction de la lettre de l'archevêque Denis à l'archevêque Léon, en date de Feth-Islam, le 29 septembre 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 167.

l'un des secrétaires du Sénat, fut désigné pour accompagner l'archevêque de Belgrade. Mais afin de ne pas laisser les Serbes négocier seuls, dans la crainte qu'ils ne se laissassent prendre aux paroles des délégués turcs, Rodofinikine résolut de les accompagner et d'assister aux conférences, déguisé en chef serbe¹.

A la date et au lieu convenus, l'archevêque de Vidin se présenta accompagné du garde des sceaux de Molla-Pacha et d'un représentant du prince Soutso. Il expliqua aux délégués serbes que le nouveau grand-vizir avait réussi à mettre fin à tous les désordres dans l'empire ottoman, que les chrétiens jouissaient partout de la tranquillité et du bien-être, et proposa la médiation de Molla-Pacha pour réconcilier les Serbes avec la Porte. Il leur conseilla de ne pas manquer cette occasion unique, et les assura que la Porte leur accorderait « dix fois plus, sans l'intervention des États étrangers, qu'avec cette entremise ». Les Serbes demandèrent la garantie de la Russie et de la France pour l'arrangement qui allait être conclu. Les délégués turcs répondirent qu'ils avaient l'espoir d'amener la Porte à consentir à une garantie, mais qu'elle ne pourrait pas promettre la garantie des deux États à la fois, et qu'on devait lui laisser la faculté de choisir celui des deux qu'elle voudrait. Puis ils déclarèrent que les Serbes avaient tort de croire à la franchise de la Russie; ils leur rappelèrent ce qu'elle avait fait auparavant en Morée, aux Iles Ionniennes, en Valachie, en Moldavie et enfin avec le roi de Suède; « ce qui vous prouve, ajoutèrent-ils, que les États ne se guident dans les affaires que par leurs propres intérêts ». Les délégués serbes répondirent à tout cela qu'ils devraient soumettre la question principale à l'examen de Kara-George et du Sénat, et qu'ils communiqueraient leur décision aux délégués turcs à Vidin. Ils observèrent toutefois que le peuple serbe, ayant à ce moment 80 000 hommes sous les armes, consentirait difficilement à les déposer « avant que tout l'ancien État serbe ne fût affranchi, avec Soko, Uskub, et autres places fortes ». Mettez cela dans vos conditions, « répondit le représentant du prince Soutso ». « Mais — dirent encore les Serbes, — le peuple consentira

1. Rodofinikine l'au prince Prossorovsky, le 8 oct. 1808. *Id.*, p. 164-165.

difficilement à la garantie d'un seul État étranger, car la Porte pourrait entrer en guerre avec lui et alors nous resterions sans protecteur »!

« Proposez trois ou quatre États — répondit le même délégué — et laissez à la Porte le soin d'en choisir *deux*. »

Sur ce, la conférence prit fin. Les délégués déjeunèrent ensemble et se séparèrent aussitôt¹.

Le lendemain, Rodofinikine envoyait le compte rendu de la conférence au prince Prosorovsky et lui demandait quelle réponse les Serbes devaient faire aux propositions turques.

Le commandant russe, après avoir pleinement approuvé sa présence aux négociations, lui prescrivit tout d'abord de faire observer aux Serbes qu'ils ne pouvaient entrer en pourparlers avec les Turcs sans le consentement de l'empereur de Russie, qui leur avait accordé sa haute protection; puis de leur faire remarquer que la Porte ne croyait pas devoir tenir à l'égard de ses sujets les arrangements et les promesses qu'elle avait consentis, et que, par conséquent, ils couraient risque d'être exterminés par elle. Il jugeait indispensable la garantie préalable des cours de Russie et de France, avant de continuer les négociations. Quant à faire désigner par les Serbes trois ou quatre États dont la Porte choisirait deux, « ils peuvent répondre — écrivait-il — que, n'ayant aucun lien ni relation avec les autres États, ils ont désigné la Russie à cause de la communauté de religion et de la protection que l'Empereur leur avait accordée, et la France comme puissance médiatrice entre la Russie et la Porte; que pour ces motifs ils ne peuvent choisir d'autres États. Mais cela même démontre clairement que la Porte ne peut accorder aux Serbes la garantie de l'empereur de Russie, avant la conclusion de la paix entre les deux empires et que, par conséquent, l'arrangement des affaires serbes ne peut, pour ainsi dire, être séparé des négociations pacifiques entre la Russie et la Porte² ».

Les conseils du prince Prosorovsky furent communiqués aux Serbes, adoptés par eux, et le 11 novembre Kara-George

1. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 19 octobre 1808. *Id.*, p. 165-166.

2. Le prince Prosorovsky à Rodofinikine, en octobre 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 168-171.

et le Sénat répondirent dans ce sens à Molla-Pacha¹. Celui-ci écrivit aux Serbes (4 décembre) que, pour le moment, il se bornerait à demander pour eux le pardon du Sultan, les engageant, lorsqu'il l'y verrait disposé, à lui adresser « une très humble lettre et à glisser le mot de garantie »². Les Serbes jugèrent inutile de lui répondre.

1. Kara-George et le Sénat serbe à Molla-Pacha, le 11 nov. 1808. *Id.*, p. 174-176.

2. Molla-Pacha à Kara-George et au Sénat serbe, le 4 décembre 1808. *Id.*, p. 199-200.

CHAPITRE X

I. — Échec des négociations entre la Russie et la Porte à Paris (janvier 1808) — Projet de partage de l'Empire ottoman entre la France et la Russie (mars 1808). — Le sort réservé à la Serbie. — La convention d'Erfurt (12 octobre 1808). — La Serbie reste province turque.

II. — Négociations directes entre la Russie et la Porte. — Le tsar demande pour la Serbie l'autonomie sous la protection de la Russie. — Le résident russe à Belgrade; organisation du gouvernement serbe. — Premier projet de constitution du 10 août 1807. — Nouveau projet du 14 novembre 1808. — État de la Serbie à la fin de 1808. — Propositions de Rodofinikine tendant à consolider l'influence russe en Serbie.

III. — Impopularité en Serbie de Rodofinikine et des Grecs en général. — Intrigues des agents autrichiens contre l'influence russe en Serbie. — Le résident russe soupçonné d'avoir envoyé des faux rapports à son gouvernement. — Méfiance des chefs serbes envers Rodofinikine. — Envoi d'une députation au tsar. — Nouvelle intrigue des agents autrichiens et coup d'état du 26 novembre 1808. — Kara-George proclamé chef suprême, héréditaire.

I

Cependant des changements importants étaient survenus dans la politique générale de l'Europe.

Les négociations pour la conclusion d'un traité de paix entre la Russie et la Turquie qui, d'après le traité de Tilsit, devaient se poursuivre à Paris, sous la médiation de la France, n'étaient pas encore ouvertes à la fin de 1807. Elles n'étaient du reste pas agréables à Napoléon, car elles menaçaient de le mettre mal soit avec la Porte, soit avec la Russie, les prétentions de ces deux puissances ne concordant guère. La Russie avait exprimé le désir de garder la Moldavie et la Valachie et d'avoir le Danube pour frontière, et la Porte entendait maintenir le *statu quo* ! Napoléon faisait à ce moment plus de cas de la Russie-que de la Porte, et n'était pas éloigné de livrer les deux provinces à son alliée, à condition d'avoir une compensation pour lui-même. Il songea à la Silésie, mais l'empereur Alexandre refusa de souscrire à cette proposition.

Au milieu de janvier 1808 les négociations furent enfin ouvertes, à Paris, en présence du ministre des relations extérieures. Afin d'empêcher la reprise des hostilités entre les deux puissances, et pour se donner le temps de réaliser partiellement ses vues sur l'Espagne, Napoléon s'adressa par lettres secrètes d'abord au Sultan, puis à l'empereur Alexandre. En annonçant au premier l'ouverture des négociations, il exprimait ses vœux pour une réconciliation prochaine et invitait le Sultan à tourner désormais tous ses efforts contre l'Angleterre. Quant à l'empereur Alexandre, il l'engagea à se concerter avec lui sur un plan de partage de l'empire ottoman, combiné avec la marche d'une armée franco-russe contre l'Inde. Par le même courrier il chargeait son ambassadeur à Saint-Pétersbourg d'ouvrir un débat préliminaire sur les conditions du partage¹. Il ne s'agissait que de poser les bases d'une discussion, tout devant se régler définitivement entre les souverains eux-mêmes. Pour l'entrevue, Napoléon se mettait à la disposition de son allié.

L'empereur Alexandre accueillit les ouvertures de Napoléon avec la plus grande satisfaction, et le débat préliminaire fut entamé, dès le 2 mars, entre le général Caulaincourt et le comte Roumiantsof.

« Cherchons ce qui vous convient, dit l'ambassadeur français au ministre russe, dans la première conférence. Que désirait l'Empereur à Tilsit? Il doit savoir aussi ce que voulait l'empereur Napoléon.

— Il ne s'est jamais expliqué là-dessus d'une manière bien positive, répondit le ministre russe. Il me semble que nous avons la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie; la France la Morée, peut-être l'Albanie, Candie.

— Ce n'est pas tout; que faisait-on du reste, même en laissant la Roumélie aux Turcs? Car c'est de ce système que nous parlons maintenant, n'est-ce pas, monsieur le Comte?

— Oui, nous désirons que vous ayez ce qui est à votre convenance. L'Autriche n'a rien fait, il lui faut peu de chose, si elle agit; mais il sera bon de s'en servir.

— Mais que lui donnez-vous?

— La Croatie; si c'est trop peu, quelque chose en Bosnie.

1. VANDAL (A.), *Napoléon et Alexandre I*, t. III, p. 549.

— La Bosnie est le véritable chemin de l'Albanie. A vue de pays, c'est notre lot naturel. Mais, vous oubliez la Serbie?

— On peut la rendre indépendante, lui laisser son gouvernement, sous votre influence et la nôtre.

— Deux grandes influences dans un pays, n'est-ce pas comme deux maîtresses dans une maison?

— Vous avez raison. Cela aurait des inconvénients. On pourrait donner cette province à un archiduc d'Autriche. L'empereur Napoléon pourrait le choisir dans une branche cadette pour que cela ne revint jamais à la branche régnante.

— Vous n'avez pas quelques engagements avec les Serbiens?

— Point sous ce rapport. Seulement de ne point les livrer aux Turcs et de tâcher de leur obtenir un gouvernement particulier, même sous l'influence de la Porte, c'est-à-dire de ne point les livrer aux Turcs pour être massacrés¹. »

Dans la seconde conférence, qui eut lieu le 4 mars, la conversation tomba encore une fois sur la Serbie.

« Eh bien! — répondit le comte Roumiantsof à la demande du général Caulaincourt, tendant à faire d'abord le partage de l'Europe, — la Valachie et la Moldavie, voilà ce qui nous convient, en y ajoutant la Bulgarie et peut-être même la Serbie; la France prendrait la Morée, l'Albanie, l'Archipel et une partie de la Bosnie; l'autre partie et la Croatie seraient pour l'Autriche. Tout cela dans le cas où la Roumélie et Constantinople resteraient aux Turcs.

— Depuis la dernière fois vous avez bien augmenté votre lot, monsieur le Comte, — répondit le général Caulaincourt: — si cela traîne, vous mangerez tout. L'Autriche ne vous remerciera pas du lot que vous lui faites. Je ne sais même trop que penser du nôtre. Voyez la carte : la Serbie est tout à fait hors de votre géographie.

— L'Empereur n'y tient pas; n'en parlons plus sous ce rapport, si vous ne voyez pas la chose admissible. Alors donnez-la, comme nous avons dit, à un archiduc d'une

1. Caulaincourt à Napoléon, le 2 mars 1808. Voy. *Revue d'histoire diplomatique*, 1^{er} juillet 1890, p. 443-444.

branche cadette ou à un prince quelconque de l'Europe, celui de Cobourg, par exemple, si vous voulez, ou tout autre. Si vous désirez nous obliger, faites-en la dot d'une de nos grandes-duchesses (celle que vous voudrez) quoique la propriété du mari, si vous le croyez nécessaire. Étant de la religion grecque, elle ralliera au prince qu'on lui fera épouser tous les habitants de ce pays; ils sont plus que fanatiques, et quand j'ai cette idée, je crois servir la cause de la paix et indiquer le seul moyen de maintenir la tranquillité parmi ces sauvages. Peut-être même serait-il bon de stipuler que les enfants seront élevés dans la religion grecque. Je n'attache, au reste, aucune importance à cette idée qui m'est toute personnelle.

— L'Empereur serait sûrement fort aise de faire quelque chose qui serait personnellement agréable à la famille impériale, mais la Servie serait une médiocre dot pour une grande-duchesse, avec l'obligation d'y rester. Mettre ainsi une de ces princesses entre vous et nous, ne serait-ce pas agir de fait contre vos principes sur les inconvénients de contact entre grandes puissances, et donner lieu peut-être à quelques difficultés; car vous régnerez de fait où sera cette princesse. Comme vous voyez j'abonde dans votre sens; au reste vous savez que je n'ai pouvoir ni pour vous refuser ni pour vous accorder.

— Que ce pays soit donc indépendant, c'est tout ce que nous voulons dans l'état de choses dont nous parlons », répondit le ministre russe¹.

Le plan de partage fut encore discuté dans la conférence du 9 mars; et le 15 du même mois le comte Roumiantsof remit au général Caulaincourt, pour être placé sous les yeux de l'empereur Napoléon, un exposé des vues de l'empereur Alexandre à ce sujet. Envisageant le démembrement de l'empire ottoman tel qu'il avait été projeté entre les deux empereurs à Tilsit et comptant, selon le désir de Napoléon, sur la participation de l'Autriche dans l'expédition de l'Inde, le ministre déclarait que le concours de cette puissance aurait une compensation suffisante dans la « Croatie turque » et la Bosnie, à moins que Napoléon ne trouvât à sa convenance

1. *Revue d'histoire diplomatique*, 1^{er} juillet 1890, p. 446-447.

d'en retenir une partie. Il ajoutait qu'outre cela, on pouvait « offrir à l'Autriche un intérêt moins direct, mais très considérable », en réglant le sort de la Serbie d'une façon spéciale. « Les Serviens — écrivait le comte Roumiantsof, sont un peuple belliqueux, et cette qualité, qui commande toujours l'estime, doit inspirer le désir de bien arrêter leur destinée. Les Serviens, pleins du sentiment d'une juste vengeance contre les Turcs, ont secoué le joug de leurs oppresseurs avec hardiesse et sont, dit-on, résolus de ne le reprendre jamais. Il paraît donc nécessaire, pour consolider la paix, de songer à les rendre indépendants des Turcs. La paix de Tilsit ne prononce rien à leur égard. Leur propre vœu, exprimé vivement et plus d'une fois, les a portés à prier l'empereur Alexandre de les admettre au nombre de ses sujets. Ce dévouement pour sa personne lui fait désirer qu'ils vivent heureux et satisfaits, sans vouloir étendre sur eux sa domination. Sa Majesté ne cherche pas des acquisitions qui pourraient entraver la paix. Elle fait avec plaisir ce sacrifice, et tous ceux qui peuvent conduire à la rendre prompte et solide. Elle propose, par conséquent, d'ériger la Serbie en royaume indépendant, de donner cette couronne à l'un des archiducs qui ne fût pas chef de quelque branche souveraine et qui fût assez éloigné de la succession au trône d'Autriche. Dans ce cas-ci l'on stipulerait même que jamais ce royaume ne pourrait être réuni à la masse des États de cette maison. »

Ce n'était pas tout. Le ministre russe envisageait le cas d'un partage plus vaste, d'après la lettre de Napoléon du 2 février. « Dans ce cas — écrivait-il — l'empereur Alexandre changerait sa précédente opinion sur le sort de la Serbie ; il désirerait, cherchant à faire une part honorable et très avantageuse à la maison d'Autriche, que la Serbie fût incorporée à la masse des États Autrichiens et que l'on y ajoutât la Macédoine¹.... »

Comme les deux négociateurs n'arrivaient pas à se mettre d'accord, et que, du reste, ils n'avaient pas autorité pour conclure, l'empereur Alexandre écrivit à Napoléon une lettre fort amicale, en demandant que, lors de l'entrevue convenue,

1. Note du comte de Roumiantsof, 18 mars 1808. Voy. THIERS (A.), *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, 1874, t. VIII, p. 451-452.

le projet russe fût préalablement admis dans ses lignes principales¹.

Cependant les affaires d'Espagne s'étaient compliquées (en avril) et avaient absorbé toute l'attention de Napoléon; ce ne fut donc qu'en mai qu'il reprit avec l'empereur Alexandre le projet en suspens et qu'il réclama de nouveau l'entrevue, mais en se refusant à tout engagement préalable sur les conditions du partage. Finalement l'empereur Alexandre accepta l'entrevue sans conditions, et autorisa Caulaincourt à convenir exactement du rendez-vous.

Les deux empereurs se rencontrèrent à Erfurt le 27 septembre. Les négociations furent longues et laborieuses. Ils ajournèrent, à une date indéterminée le partage de l'empire ottoman; mais ils se mirent d'accord pour assurer la paix générale, par de nouvelles démarches à tenter auprès du gouvernement anglais. Napoléon demanda à l'empereur de Russie d'accepter, comme condition absolue de la paix, que l'Angleterre reconnût le nouvel ordre des choses établi par la France en Espagne (changement de dynastie). Alexandre demanda à son tour à l'empereur des Français d'accepter que l'Angleterre reconnût la réunion de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie à l'empire russe. Napoléon ne fit aucune réserve sur la Finlande; quant à la Valachie et la Moldavie, il désirait que la Russie attendit l'issue des négociations avec l'Angleterre, avant de déclarer aux Turcs sa volonté de garder ces deux provinces. « La Porte — disait-il — compte toujours sur la France pour garantir l'intégrité de son empire; si elle apprend que la France l'abandonne, comme elle le redoute depuis longtemps, elle se jettera immédiatement entre les bras des Anglais; publier l'annexion de ces deux provinces à la Russie ne pourrait que retarder la conclusion de la paix générale ». Mais l'empereur Alexandre demeura inflexible et Napoléon finit par céder. Une convention fut signée par eux le 12 octobre. Par l'article VIII Napoléon reconnut « la réunion des provinces de Valachie et de Moldavie à la Russie en prenant pour frontière le Danube ». Par l'article IX l'empereur Alexandre s'engagea à « garder le plus profond secret sur l'article précédent et à

1. VANDAL (A.), *Napoléon et Alexandre I*, p. 303-304.

entamer des négociations avec les Turcs afin d'obtenir à l'amiable la cession de ces provinces, la France renonçant à sa médiation ». Enfin, par l'article XVI, les deux empereurs s'engageaient mutuellement « à maintenir l'intégrité des autres possessions de l'empire ottoman, ne voulant, ni faire eux-mêmes, ni souffrir qu'il soit fait aucune entreprise contre aucune partie de cet empire, sans qu'ils en soient préalablement prévenus »¹.

Ainsi la Serbie, malgré tous les projets antérieurs de l'ériger en royaume indépendant ou de la réunir à l'Autriche, fut condamnée, par la convention d'Erfurt, à rester ce qu'elle était : une province de l'empire ottoman.

II

Dès le surlendemain de la signature de l'acte d'Erfurt, le comte Roumiantsof en communiqua le texte au prince Prosorovsky, et lui ordonna de s'adresser au grand-vizir, tout en observant l'armistice et tout en gardant le secret sur les articles de la convention, pour lui faire savoir que la Russie était prête à entamer des négociations avec la Turquie, sans la médiation de la France. En même temps le commandant de l'armée du Danube fut muni de pleins pouvoirs pour la conclusion du traité de paix sur les bases suivantes : 1^o la confirmation des traités et conventions conclus antérieurement avec la Turquie, excepté les articles qui seraient changés ; 2^o la réunion à la Russie de la Valachie, de la Moldavie et de la Bessarabie, avec le Danube comme frontière, jusqu'aux lacs de Babode et Roselnie ; 3^o la cession de la Géorgie et de l'Imérétie à la Russie, avec la rivière Perpatchaï, comme frontière ; et 4^o l'assurance de la tranquillité de la Serbie, en promettant à celle-ci d'établir un gouvernement conforme au désir du peuple, sous la protection de la Russie².

Ces ordres reçus, le prince Prosorovsky jugea utile de faire recueillir, sur la Serbie, tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans les prochaines négociations avec les

1. VANDAL (A), *Napoléon et Alexandre I*, t. I, p. 480-482.

2. Le comte de Roumiantsof au comte de Tolstoï, en date du 16 oct. 1808. Voy. PÉTROF, II, p. 98-99.

Turcs. Il adressa donc, le 1^{er} novembre, un ordre secret au résident russe à Belgrade, lui demandant son avis sur les articles que la Russie aurait intérêt à faire insérer dans le futur traité de paix en faveur de la Serbie, et en même temps ses conclusions sur les frontières à donner au pays, sur son commerce et ses relations politiques avec les autres États, sur le tribut qu'il devait payer à la Porte, sur la constitution et l'organisation intérieure de la Serbie, etc¹. En même temps il lui recommandait de réfléchir sur le choix des députés serbes à envoyer au quartier-général russe pour fournir les explications nécessaires pendant les négociations².

Rodofinikine s'était occupé depuis longtemps déjà de l'organisation intérieure de la Serbie. Dès son arrivée en 1807, tout en s'appliquant à consolider l'influence russe, il avait élaboré une sorte de constitution. Le pouvoir suprême était délégué au Sénat devenu *Sénat dirigeant* (Pravitelstvouiouchtchi Soviet) présidé par le prince. Le Sénat, était composé de membres élus pour trois ans, et qui demeuraient inamovibles après avoir été élus trois fois. Il avait un droit illimité en ce qui concernait les finances du pays; il nommait les commandants principaux et décidait de la guerre et de la paix. Le prince avait le droit de grâce et de récompense. Un gouverneur et deux conseillers, élus par le peuple, étaient chargés dans chaque département de la justice et de l'administration. La peine de mort ne pouvait être prononcée que par le Sénat, qui remplissait d'ailleurs le rôle de Cour d'appel. Des titres étaient institués pour le prince et pour les sénateurs, et le Sénat était chargé de distribuer les diplômes de noblesse à ceux qui avaient bien mérité de la patrie³.

Quoique cette constitution fût contraire aux traditions démocratiques de la Serbie, qui avait perdu depuis longtemps la notion de la différence des classes, elle ne pouvait qu'être agréable à Kara-George et à quelques-uns de ses amis intimes du Sénat, parce qu'elle leur offrait une sorte d'hégémonie

1. Le prince Prosorovsky à A.-M. Soltikoff, le 28 novembre 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 175.

2. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 14 novembre 1808. *Id.*, p. 190.

3. La constitution du gouvernement serbe, du 20 août 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 119-121.

sur les principaux commandants du pays, qui se considéraient jusque-là comme des maîtres dans leurs districts et qui étaient jaloux de leur pouvoir. Le 10 avril, Kara-George signa la constitution. Elle n'avait plus qu'à recevoir l'approbation du protecteur du peuple, l'empereur Alexandre.

En décembre 1807 et en janvier 1808 la Skouptchina s'était occupée de délibérer sur les mesures qui devaient précéder la mise à exécution du nouvel « acte constitutionnel », et elle avait abordé « la discussion de la constitution même et notamment la composition ultérieure du Sénat¹. »

Cependant l'empereur Alexandre, ne voulant pas se mêler des affaires intérieures de la Serbie, avait refusé d'approuver ce projet, qui était resté en suspens.

En recevant la lettre du prince Prosorovsky, Rodofinikine se trouvait donc appelé pour la deuxième fois à tracer une constitution pour la Serbie, mais dans des proportions plus larges. Il répondit sans retard à cet appel. Dès le 14 novembre son projet était rédigé, les dispositions principales étaient les suivantes : Il faut donner à la Serbie ses anciennes frontières, la rivière de la Drina à l'ouest en embrassant la forteresse de Soko, les sommets du Schâr-Dag au sud, en embrassant Uskub, une ligne allant de cette place jusqu'à Sofia au sud-est et la rivière du Timok vers Vidin. Quant à Ada-Kalé et à la Grande-Orsova sur le Danube, qui appartenaient également aux Turcs, Rodofinikine était d'avis qu'il serait utile de les réunir à la Valachie, parce que, maîtresse de ces places, la Russie pourrait plus facilement brider les Serbes.

En ce qui concernait le commerce, considérant que les Turcs ne pourraient de longtemps encore être en sécurité en Serbie, Rodofinikine pensait qu'il fallait, pour éviter tout sujet de plaintes leur interdire l'entrée du pays, et par contre obtenir pour les Serbes la liberté de faire le commerce en Turquie, sous la protection des ministres et des consuls de Russie, en payant pour les transports ce que payaient les sujets russes, et avec la faculté d'avoir de la monnaie serbe.

Quant aux relations avec les autres puissances, il était désirable qu'aucun représentant des États étrangers ne residât en Serbie, ces représentants ayant le droit de communiquer

1. *Le Moniteur*, du 27 décembre 1807, du 8 février et du 16 mars 1808.

avec les chefs du peuple et pouvant par là gêner l'influence russe.

Enfin, par rapport au gouvernement du pays, le résident russe croyait que le mieux était, pour éviter les troubles intérieurs, de doter la Serbie d'un gouvernement héréditaire ; que, seule, la nomination de Kara-George à ce poste pouvait être agréable au peuple, mais qu'elle pourrait peut-être faire obstacle aux vues ultérieures du gouvernement russe. Il jugeait utile d'introduire des lois russes, les Serbes n'ayant d'autre législation que le droit coutumier. Quant au tribut, il était d'avis qu'il ne devait pas dépasser la somme de 100 000 piastres, puisque les frais pour l'entretien des fortes-resses déduits, la Porte n'avait jamais touché autant de la Serbie. Il estimait aussi que le tribut serait mal accueilli, et qu'il serait utile, afin d'éviter des manifestations hostiles, de faire venir Kara-George au quartier général de l'armée russe à Yassy, et de lui expliquer là que ce tribut serait payé, non pas par les Serbes, mais par les habitants de la Bosnie et de la Bulgarie qui, installés en Serbie depuis l'insurrection et ne jouissant pas de la protection de l'empereur Alexandre, devaient être rendus à la Porte, mais que la Russie s'engageait à laisser tranquilles en Serbie, contre le paiement du tribut¹.

Le résident russe ne se dissimulait pas les difficultés que devait rencontrer l'exécution de son projet, et surtout celles que devaient offrir l'organisation intérieure de la Serbie et l'affermissement de l'influence russe. Les chefs serbes étaient des gens simples, pour la plupart anciens commerçants et haïdouks, et, par conséquent, ignorants en matière de politique et d'administration. Leurs succès contre les armées turques avaient enivré, pour ainsi dire, tous les Serbes, au point qu'ils avaient fini par croire, en dépit des secours que la Russie et l'Autriche leur avaient fournis et des démarches que ces puissances avaient faites en leur faveur auprès de la Porte, que leur fortune n'était due qu'à leur intelligence et leur bravoure. Cette exaltation était encore accrue par les récits des réfugiés qui, venant des États autrichiens, de la

1. Note de M. le conseiller d'État actuel, Rodofinikine, en date du 14 novembre 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 178-188.

Bosnie et des autres provinces turques, représentaient tous les Serbes de ces provinces comme prêts à se lever, si on leur donnait des munitions. Des poudrières furent en conséquence établies en Serbie, et la confiance des chefs allait jusqu'à prétendre qu'il ne leur serait pas difficile de conquérir tout l'Empire ottoman ! D'autre part, quelques-uns d'entre eux étaient devenus tout-puissants dans leurs gouvernements respectifs, d'autres s'étaient enrichis arbitrairement, et tous étaient très jaloux de leur pouvoir. D'aucuns, même, travaillaient à priver Kara-George de la confiance du peuple et aspiraient à le remplacer au poste suprême. « Cet état des choses et des esprits — écrivait Rodofinikine au prince Prosorovsky — montre suffisamment ce qu'il faut de prudence et de sagesse pour organiser ce pays et pour le rendre, à l'avenir, docile à la volonté de son gracieux protecteur, d'autant plus que l'Autriche ne pourrait jamais regarder avec indifférence le bien-être des Serbes. Plus de deux millions de leurs frères de race et de religion vivent sous le gouvernement autrichien, dont ils sont très mécontents ; par conséquent, lorsque ce pays commencerait à fleurir, la cour d'Autriche devrait s'attendre à une émigration considérable ou bien à une insurrection de ses sujets serbes ; son intérêt lui commandait donc de troubler ce pays par des intrigues et de ne jamais permettre qu'il jouît de la tranquillité et de la justice, afin de rendre impossible chez ces sujets toute velléité d'émigration ou d'insurrection¹ ».

Le résident russe était d'avis que la Russie, en établissant un bon gouvernement en Serbie, pourrait en retirer le plus grand profit, quelque direction que prissent ses vues politiques, et qu'elle ne devait pas manquer d'employer tous les moyens pour parvenir à ce but. Mais il craignait que Kara-George ne fût un premier obstacle : non pas qu'il dût personnellement être hostile à l'établissement d'un gouvernement solide, mais parce qu'il ne devait point le comprendre... et sa légèreté pouvait l'entraîner dans des intrigues fomentées par les Autrichiens ou par les Serbes eux-mêmes. Il proposait donc au prince Prosorovsky d'inviter le chef serbe à Yassy

1. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 14 novembre 1808. Voy. BOGHICHTCH, *o. c.*, p. 188-190.

et de l'y retenir pendant deux ou trois mois, persuadé qu'il deviendrait un tout autre homme, et de procéder pendant son absence à l'organisation intérieure du pays. Il regardait encore comme indispensable de prendre comme otages, sous prétexte de les faire instruire en Russie, le fils aîné de Kara-George et les enfants de quelques chefs, tels que Jacob Nénadovitch et Milenko Stoïkovitch. Enfin, il demandait que Mladen Milovanovitch et Miloïé Pétrovitch fussent éloignés de Serbie pour un temps assez long, sinon pour toujours, comme peu aimés du peuple et hostiles à la politique de la Russie. Dans ces conditions, il croyait que les intentions de l'empereur Alexandre pourraient être remplies¹.

Le résident russe à Belgrade s'occupa ensuite du choix des députés qui devaient être envoyés auprès du commandant en chef de l'armée russe, à Yassy. Kara-George, étant rentré de la campagne à la fin de novembre, confirma son choix². Mais une intrigue savamment ourdie vint altérer les relations entre le chef serbe et le résident russe, et les députés choisis ne partirent point.

III

Malgré sa qualité de délégué du gouvernement russe et l'intérêt qu'il avait pris à la cause serbe, Rodofinikine n'était pas aimé en Serbie. Grec de naissance, son origine avait suffi à le rendre peu sympathique. Durant le long règne des prélats grecs dans les provinces serbes, leur servilité à l'égard des autorités turques et leur amour de l'argent avaient rendu parmi leurs ouailles le nom de *grec* presque synonyme de celui de *turc*, c'est à dire d'*ennemi*. Au surplus, Rodofinikine avait eu l'imprudence, dès les premiers jours, de lier des relations d'amitié avec un autre Grec, l'archevêque Léon, détesté par les Serbes depuis 1804, pour être intervenu en faveur des dahis, auprès des chefs de l'insurrection³. Pour

1. Copie du rapport du conseiller d'État actuel, Rodofinikine, en date de Belgrade, le 14 novembre 1808. Voy. BOGHICHITCH, *o. c.*, p. 188-191.

2. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 3 décembre 1808. V. *Id.* p. 197.

3. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 96 et 234.

ces raisons, un grand nombre de chefs, Kara-George en tête, se méfiaient de lui, et cette méfiance était encore accrue par l'attitude de Rodofinikine à l'égard de certains chefs puissants, considérés comme rivaux de Kara-George : Milenko Stoïkovitch et Jacob Nénadovitch.

Liés avec quelques intimes de Kara-George, les agents autrichiens connaissaient bien ses dispositions envers le résident russe et ne manquaient pas de les exploiter dans l'intérêt de leur gouvernement. Ils saisissaient chaque occasion pour exciter le chef serbe contre Rodofinikine, afin de rendre impossible à ce dernier le séjour de la Serbie. En octobre 1808, lors des négociations de l'évêque de Vidin, Denis, avec l'archevêque de Belgrade, Léon, et Rodofinikine, ces négociations qui semblaient un peu mystérieuses, car elles avaient lieu loin de Belgrade, et étaient conduites par deux Grecs et un seul Serbe ; encore, ce dernier était-il connu comme leur partisan, — les agents autrichiens et leurs amis répandirent le bruit que Rodofinikine et le prince Prosorovsky ne cherchaient qu'à *vendre la Serbie aux Turcs*, pour permettre à la Russie de conclure un traité de paix plus avantageux¹.

Ils ajoutèrent que Rodofinikine n'informait point son gouvernement de la véritable situation et des besoins du peuple serbe ! Bien que ces bruits fussent absurdes, Kara-George, défiant et vacillant comme il l'était, finit par y ajouter foi. Vers le milieu de décembre, l'archevêque Léon et d'autres personnes qui fréquentaient le résident russe furent traduits devant la justice. Rodofinikine, devinant une intrigue, brûla les brouillons de tous ses rapports, cependant qu'il tâchait de ramener le chef serbe à d'autres sentiments. Il ne réussit qu'en apparence. Sous l'influence de ses collègues, hostiles à Rodofinikine, Kara-George décida d'envoyer une députation, non au prince Prosorovsky, mais à l'empereur Alexandre lui-même. Il choisit Ivan Yougovitch, secrétaire du Sénat, Paul Popovitch, sénateur, et Joanice Djouritch, son secrétaire particulier ; le 20 décembre, il les munit d'une lettre pour le général-lieutenant Milovanovitch, qui se trouvait à Bucha-

1. Rodofinikine au prince Prosorovsky, le 30 décembre 1808. Voy. PÉTROF, II, p. 252.

rest et qui était d'origine serbe, le priant de faciliter aux députés leur voyage jusqu'à la capitale russe.

Puis, craignant, sans doute, qu'avant l'arrivée de la députation à Saint-Petersbourg il n'intervînt, au sujet du gouvernement à donner à la Serbie, un accord contraire à l'état de choses existant, Kara-George, conseillé par quelques chefs, convoqua le Sénat en séance extraordinaire, et se fit confirmer comme chef suprême héréditaire de la Serbie, au nom du Sénat, de tous les « voïvodes (hauts commandants), knèzes et de tout le peuple » (26 décembre). Il s'engagea de son côté à reconnaître le Sénat pour « le tribunal suprême du pays », et à ne donner aucun ordre que par son intermédiaire. Enfin un commandant fut nommé dans chaque département, et la population fut informée de cette sorte de coup d'État par une proclamation qui l'invitait, sous peine de haute trahison, à une obéissance entière à ses commandants respectifs ¹.

1. Texte de la proclamation, en date de Belgrade, le 26 décembre 1808. Voy. L. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. I, p. 472-473.

CHAPITRE XI

I. — Objections du prince Prosorovsky au projet de Rodofinikine du 24 novembre 1808. — Avis du tsar. — La députation serbe à Bucharest. — Conférences du prince Prosorovsky et du général Koutousof avec Ivan Yougovitch (janvier-février 1809).

II. — Alliance anglo-turque du 5 janvier 1809 et la Russie. — Ultimatum russe à la Porte. — Arrivée à Bucharest des plénipotentiaires turcs et d'une nouvelle députation serbe (vers 1809). — Déclaration du prince Prosorovsky aux députés serbes. — Les instructions des plénipotentiaires russes, nommés pour négocier avec les Turcs.

III. — Nouvelle tentative de la Porte pour traiter directement avec les Serbes. — Lettre de Kourchid-Pacha à Kara-George. — Refus du chef serbe de négocier. — Concentration des troupes turques sur les frontières de la Serbie. — Rupture entre la Russie et la Porte. — Échange des assurances d'amitié entre Kara-George et le prince Prosorovsky.

I

Dès qu'il eut reçu les « notes » de Rodofinikine sur la constitution future de la Serbie, le prince Prosorovsky décida de les communiquer à son gouvernement, en y ajoutant ses « objections » sur quelques points.

A son avis, il importait au plus haut point d'enraciner l'influence russe en Serbie, surtout en prévision d'un conflit entre la Russie et l'Autriche. Cette influence briderait l'Autriche et l'empêcherait même de commencer la guerre, parce que la Turquie se trouverait, pour ainsi dire, sous la dépendance de la Russie. Mais il estimait néanmoins que, dans les circonstances actuelles, il n'était pas possible de faire obtenir à la Serbie ses anciennes limites territoriales; il pensait même qu'une telle demande pouvait gêner la Russie dans ses prétentions sur la frontière du Danube. « Il faudrait tâcher, disait-il, de donner à la Serbie les frontières « convenables » et autant de forteresses qu'il serait possible d'en arracher aux Turcs, pendant le cours des négociations. La Serbie devrait être organisée en principauté, avec Kara-George comme chef. Le pouvoir serait *héréditaire*, afin de prévenir les troubles

intérieurs, que le changement de prince pourrait faire naître, ainsi que les intrigues des États voisins, la Turquie et l'Autriche; de la Turquie surtout, qui pourrait travailler, contrairement au désir du peuple, à faire nommer prince un Grec du Phanar. Le fils de Kara-George devrait être élevé à Saint-Pétersbourg. On lui inculquerait le dévouement à la Russie en sorte qu'il pourrait être utile aux Russes, quand il succéderait à son père. D'autre part, on créerait un « conseil en forme de Sénat ». Il serait présidé par le prince; le consul, un agent russe, en ferait partie avec, au besoin, le pouvoir d'empêcher tout acte arbitraire du prince ou de prévenir les actes contraires aux intérêts de la Russie. Comme ces mesures ne manqueraient pas de déplaire à l'Autriche, il faudrait les faire garantir par les empereurs de France et de Russie. L'agent français pourrait également assister aux délibérations du Sénat serbe. Quant à la Porte, on pourrait lui permettre d'avoir un agent, non pas à Belgrade, mais à Vidin, « auprès de qui pourraient résider les secrétaires des agents russes et français de Belgrade ». Pour les affaires importantes, ces derniers se rendraient à Vidin, y formeraient un conseil avec l'agent turc et pourraient décider de toutes mesures, favorables au bien des Serbes, de la Porte et de la paix générale. Par ce moyen, on pourrait en même temps retenir les gouvernants dans les limites de leur pouvoir. Quant aux places fortes, comme la Porte ne consentirait jamais à y voir des garnisons russes, elles devraient rester entre les mains des Serbes; la Russie pourrait fournir des officiers et des fonctionnaires et, au besoin, de l'artillerie de forteresse et des munitions¹.

Les vues de Rodofinikine et du prince Prosorovsky sur la constitution de la Serbie n'obtinrent pas l'approbation complète du tsar. Alexandre partageait l'opinion du prince Prosorovsky, quant aux frontières et à la forme de gouvernement à donner à la Serbie. Il jugeait, lui aussi, naturellement, que « la Russie devait tâcher de conserver une influence prépondérante sur les Serbes et ne pas permettre aux autres États de prendre une part active aux affaires de ce peuple »,

1. Objections du prince Prosorovsky aux notes du conseiller d'État Rodofinikine, du 26 nov. 1808. Voy. BOGHICHITCH, *ô. c.*, p. 178-188 et 201.

mais il trouvait que les moyens proposés n'étaient pas favorables à ce dessein. Il estimait par-dessus tout que le principal but de la politique russe en Serbie devrait être *de conserver la confiance du peuple serbe* et, par conséquent, il désirait qu'avant d'obtenir l'assentiment de la Porte, on s'entendit avec les Serbes sur tout ce qui avait rapport à l'organisation future de leur pays. Il désirait aussi que l'agent russe en Serbie jouît d'une autorité basée sur la confiance réciproque, en évitant tout ce qui pouvait froisser l'amour-propre du peuple ou réveiller contre la Russie la malveillance des États voisins. Quant aux convoitises de l'Autriche et à ses menées contre l'influence russe en Serbie, il jugeait que, là aussi, la confiance des Serbes dans les Russes serait le meilleur gage. La Russie, pensait-il, a pour elle une solide garantie : l'identité de ses intérêts avec ceux du peuple serbe ;... et plus l'Autriche s'efforcera de nuire aux Serbes, plus le dévouement de ceux-ci à la Russie sera solide¹.

Au moment où le prince Prosorovsky recevait les directions de son souverain, il était déjà informé que les députés, envoyés par Kara-George auprès de l'empereur Alexandre, avaient quitté Belgrade. Le 1^{er} janvier 1809, ils arrivèrent à Bucharest. Ils furent reçus par le général-lieutenant Milovanovitch, à qui ils remirent la lettre du chef serbe. Le général, conformément aux ordres du prince Prosorovsky, leur déclara qu'ils ne pourraient pas se rendre directement à Saint-Pétersbourg et qu'ils devraient d'abord aller à Yassy, afin de se présenter au général en chef de l'armée russe du Danube.

Les députés serbes, accompagnés d'un officier russe, arrivèrent, le 25 janvier seulement, dans la capitale de la Moldavie ; dès le 25 ils furent reçus par le prince Prosorovsky. Le député Yougovitch, qui parlait très bien le russe, lui déclara que le but de la députation était d'aller à Saint-Pétersbourg afin d'exposer à l'empereur les besoins de la Serbie.

« Je vois par la lettre de Kara-George, répondit le prince Prosorovsky, que vous avez l'intention d'aller à Saint-Pétersbourg. Je ne vous en empêche pas ; au contraire, je tâcherai

1. Le comte Soltykof au prince Prosorovsky, le 20 décembre 1808. Voy. OULIANITSKY, *Matériaux pour l'histoire de la question d'Orient, de 1811 à 1813* (en russe). Moscou, 1901, p. ix-xi.

de faciliter votre voyage, en vous donnant un officier d'état-major pour vous accompagner.... » Mais il leur fit observer en même temps qu'ayant la confiance de l'empereur, il pourrait lui-même satisfaire à leurs demandes, « excepté, ajouta-t-il, si vous vouliez la restauration de l'empire serbe, comprenant la Bosnie, l'Albanie et d'autres provinces ».

— La restauration de l'empire serbe n'est jamais entrée dans nos pensées, ni dans celles de Kara-George, répondit Yougovitch. M. Rodofinikine nous a dit : Il vous faut prendre soin de vous. Cette parole nous a effrayés et nous allons implorer de l'empereur de Russie sa protection perpétuelle.

— Pour cela, vous n'avez pas besoin de faire un voyage de 1600 verstes. Je puis vous assurer que Sa Majesté l'Empereur vous prend pour toujours sous sa protection, et peut-être la France aussi. L'Empereur ne peut pas incorporer la Serbie à ses états, parce qu'il ne veut pas prendre des possessions turques sur la rive droite du Danube; et parce que la France et l'Autriche n'y consentiraient point. Jugez-en vous-mêmes : ne serait-il pas contraire à tout bon sens de demander à la Russie de faire la guerre à tout le monde et de tout sacrifier pour le rétablissement d'un état serbe particulier? Si l'on se basait sur le principe de l'unité de religion, il faudrait alors que Sa Majesté l'Empereur prit en sa possession tous les pays chrétiens depuis le Danube, la Morée et même l'Archipel; ce serait une entreprise impossible, à cause des autres États. Pouvez-vous vous imaginer qu'un si petit pays puisse être constitué en État particulier, avec, pour voisins, d'un côté la Turquie et de l'autre l'Autriche. Voulez-vous être les sujets de l'Autriche?

— Non! répondit Yougovitch résolument.

— Alors vous devez être les sujets de la Turquie, puisque la Porte vous a promis d'établir en Serbie un gouvernement conforme à vos désirs.

— Les Turcs ne tiendront point leur parole, répondit Yougovitch, et la guerre recommencera. »

Le prince Prosorovsky leur fit observer encore une fois qu'ils n'avaient pas besoin d'aller à Saint-Pétersbourg. « Les négociations commenceront bientôt, ajouta-t-il, et il vaudrait mieux que vous restiez ici; si les Turcs n'acceptent pas le

Danube pour frontière, je recommencerai la guerre au mois de mars au plus tard.

— Si la guerre éclate, nous n'aurons pas besoin d'aller à St-Pétersbourg, » répondirent les députés. Ils renoncèrent donc à leur voyage et restèrent à Yassy.

De nouveau reçus, le 1^{er} février, par le prince Prosorovsky, les députés lui demandèrent de leur répéter *par écrit* ce qu'il leur avait dit au cours de la première audience. Le prince s'y refusa, alléguant qu'il leur avait parlé en toute franchise, comme à des amis, et que cela ne pouvait être mis par écrit. Il fut alors décidé que Yougovitch resterait à Yassy, afin de tenir Kara-George au courant de ce qui se passerait, et que les deux autres députés retourneraient en Serbie¹.

Resté à Yassy, Yougovitch ne manqua pas de nouer des relations, et de fréquenter plusieurs personnages de l'entourage du prince Prosorovsky. En causant avec l'un d'eux, le conseiller Sievers, il lui confia un jour que la substance des instructions qui lui avaient été données à Belgrade portait : 1^o la reconnaissance immédiate de l'indépendance de la Serbie ; 2^o la confirmation des frontières actuelles de ce pays ; 3^o la faculté pour les Serbes de recommencer la guerre contre les Turcs, si la Russie concluait la paix avec la Porte et si celle-ci ne renonçait pas à ses droits sur la Serbie ; 4^o l'engagement de la part des Serbes de ne faire aucune paix avec les Turcs, sans le consentement de la Russie et, enfin, (comme « article secret ») 5^o l'engagement de la Serbie d'observer son alliance actuelle avec la Russie et de l'aider contre tout ennemi². En outre, le prince Prosorovsky ayant dit à Yougovitch, au cours de la première conversation, que dans les circonstances actuelles il ne saurait même être question de l'indépendance complète de la Serbie, le député serbe rappela à Sievers le manifeste du général Michelson, du 25 janvier 1807, où il était dit : « La nation serbe est digne d'être une nation ; il serait honteux pour elle de payer le tribut aux Turcs. Ne vaut-il pas mieux employer cet argent aux besoins de la guerre, utilement, pour s'affranchir du joug ? » Afin d'arriver à l'indépendance promise par le général Michelson,

1. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 255.

2. *Id.*, p. 256.

les Serbes n'avaient-ils pas conclu en 1808 une alliance secrète avec leurs frères de l'Herzégovine et du Monténégro, qui promirent, sous la foi du serment, en cas de guerre avec les Turcs, de coopérer avec eux pour expulser de la Bosnie tous les habitants musulmans ou les soumettre. Le député serbe fit comprendre qu'en cas de succès les Serbes de l'Herzégovine et du Monténégro reconnaîtraient également Kara-George comme leur chef suprême ¹.

Surpris par ces déclarations, le prince Prosorovsky voulut avoir un entretien plus intime avec le député serbe.

« Je veux vous parler — dit-il en commençant — non pas comme un commandant en chef et plénipotentiaire de l'Empereur, mais comme un véritable ami du peuple serbe, qui, comme coreligionnaire et frère de race, et suivant ses bonnes dispositions, désire faire du bien aux Serbes. M. Sievers m'a communiqué la conversation qu'il a eue avec vous. J'y vois que le gouvernement serbe veut que la Serbie devienne tout à fait indépendante de la Porte, et qu'il a en vue l'établissement d'un empire serbe particulier. Au cours de notre première conversation, vous m'avez assuré que les Serbes n'avaient jamais eu même l'idée de restaurer l'empire serbe et maintenant, tout d'un coup, vous dites le contraire ?

— L'indépendance complète nous a été promise par le général Michelson, répondit Yougovitch. Il nous a déclaré même qu'il serait honteux pour les Serbes de payer le tribut aux Turcs. Tout le peuple serbe en a été informé et dès lors il nourrit l'espoir d'une indépendance complète.

— Le général Michelson n'était ici que commandant en chef; il n'était pas plénipotentiaire. Par conséquent il n'avait pas le droit de faire une telle promesse : si elle vient de lui seul, elle doit être regardée dans les circonstances présentes comme non existante. D'ailleurs, si le peuple serbe nourrit l'espoir de devenir indépendant, le Sénat avait le devoir de s'expliquer à temps avec moi là-dessus, afin que je puisse le tirer de l'erreur.

— Mais le Sénat vous a demandé, l'année dernière, la permission de vous envoyer des députés pour s'expliquer; vous avez rejeté cette demande, sous prétexte que les circonstances

n'étaient pas propices, en ajoutant que vous les appelleriez vous-mêmes quand il faudrait.

— Oui, en effet, il n'y avait alors aucune nécessité d'envoyer des députés, comme j'en ai informé Kara-George. Dès le début j'avais reçu pleins pouvoirs de S. M. l'Empereur pour entamer des négociations avec la Porte : ces négociations furent par la suite et d'un commun accord transférées à Paris, pour être conduites sous la médiation de l'empereur Napoléon. Kara-George m'avait écrit, il est vrai, et m'avait exprimé son désir de me voir ; mais, sachant toute l'importance qu'avait son séjour en Serbie, je n'ai pas voulu, à cause de la distance entre la Serbie et Yassy, lui imposer une trop longue absence ; je lui ai répondu que je l'appellerais au moment où je serais à Bucharest, ayant l'intention d'aller dans ce but à Crayova. Mais lorsque je fus à Bucharest pendant l'arrière-saison de l'automne, les circonstances étaient complètement changées, et je n'ai plus jugé nécessaire de lui imposer la fatigue d'un tel voyage. En outre, j'ai appris que les Serbes préparaient certaines propositions dont j'ai pris connaissance maintenant. L'indépendance de la Serbie n'est nullement compatible avec sa position géographique. Elle est entourée de trois grands États parmi lesquels un petit pays comme la Serbie ne peut être laissé à lui seul, et rester pleinement indépendant. Quant à ce que vous affirmez, que les Serbes ont conclu une alliance secrète avec leurs frères du Monténégro, de l'Herzégovine, de la Bosnie et de l'Albanie, afin de s'affranchir tous ensemble du pouvoir turc, je n'y crois point, et ne pense pas qu'il existe chez eux quelques stipulations écrites au sujet de cette alliance. Vous vous basez, sans doute, sur les vagues rapports de quelques émissaires ou agents secrets ; mais il ne faut pas s'y fier, car généralement ils ne rapportent des nouvelles pareilles que pour recevoir une récompense quelconque. Il ne faut pas s'en référer au peuple ; je le crois franchement dévoué à la Russie, et je crois qu'il obéit à ses chefs ; mais ceux-ci, n'ayant pas l'occasion d'acquérir les lumières nécessaires, n'ont pas de connaissances ni sur la géographie, ni sur les relations politiques des États européens. S'imaginent-ils qu'ils puissent, rien que sur les rapports de leurs hommes de confiance, être au courant des affaires du monde ? Moi-même, quoique j'aie

des agents beaucoup plus dignes de confiance, je ne me fie pas tout à fait à leurs rapports; je les compare, et j'en détache les renseignements exacts de ceux qui sont inexacts, et ce n'est que sur eux que je fais mes conclusions. En outre je reçois de notre cour des informations sur tous les événements de l'Europe, et c'est d'après elles que je fais mes hypothèses, et que je prends mes dispositions. Si cette alliance existe en réalité, il est tout à fait mauvais que vous l'ayez cachée à votre protecteur et aux personnes qui jouissent de sa confiance. D'ailleurs, quand même les Serbes auraient l'intention d'établir un empire serbe en y rattachant leurs coreligionnaires de l'Herzégovine, de la Bosnie et de l'Albanie, la réalisation de ce projet rencontrerait des obstacles nombreux et divers, difficiles à surmonter. En Albanie et en Bosnie par exemple, les habitants sont pour la plupart musulmans, et les chrétiens sont très peu nombreux; cette circonstance déjà présente une entrave à la réalisation de votre désir.

— Il y a beaucoup de chrétiens en Bosnie, répondit Yougovitch; ils sont attachés aux Serbes, et nous espérons, avec leur concours, soumettre les musulmans de la Bosnie.

— Mais, reprit le prince Prosorovsky, la Porte ne peut pas voir d'un œil indifférent deux de ses provinces se soustraire à son autorité, et elle usera de toutes ses forces et de tous les moyens pour les reprendre, ce qui causera une guerre prolongée. Cependant l'esprit de liberté et d'indépendance, une fois introduit en Bosnie, passera dans la Dalmatie, et fera naître chez ses habitants le désir de s'affranchir du joug de la France, les fera lever contre elle, et la Serbie sera entraînée dans une guerre inévitable avec cet état. Comment l'Empereur, mon maître, pourrait-il voir avec indifférence l'insurrection des Dalmates, qui sont les sujets du premier et du plus fidèle de ses alliés? Cette conduite des Serbes servirait de preuve qu'ils ont peu d'estime pour leur protecteur, lequel ne saurait, pour leur compte, faire la guerre à la France.

— Nous n'avons aucune intention, dit Yougovitch, de faire quoi que ce soit qui puisse être désagréable à Sa Majesté. Nous désirons obtenir de la part de la Russie une garantie complète du côté de ces deux puissances, et c'est le prin-

principal objet de la protection de l'Empereur. Mais au cas où l'indépendance de la Serbie ne serait pas complètement reconnue, nous prions la Russie de nous laisser à notre gré régler nos comptes avec les Turcs, que nous espérons vaincre avec l'aide de Dieu et le concours de nos alliés.

— Les Serbes voudraient peut-être s'attirer aussi leurs frères de l'Autriche ; mais par là ils risqueraient de se brouiller avec cette puissance. Si vous poussez à la rébellion les Serbes de l'Autriche, la Russie, bien entendu, ne fera pas la guerre à l'Autriche pour vous soutenir. Si vous vous brouillez avec la France et l'Autriche, l'empereur Alexandre vous refusera sa protection. Il est fort douteux aussi qu'avec vos alliés vous puissiez résister aux Turcs, car ils emploieront tous les moyens pour vous réduire. Quant à combattre des troupes régulières, les Serbes ne doivent même pas y songer ? Je rends justice, bien entendu, à l'héroïsme et à l'intrépidité du peuple serbe, mais il faut connaître l'art de la guerre. Nos kosaques ne le cèdent pas aux Serbes au point de vue de la bravoure, mais ils n'ont pas l'instruction militaire, et à cause de cela nous ne pouvons pas les employer contre une armée régulière. Je pourrais prendre sur moi de résister à toutes les forces serbes réunies, avec 20.000 hommes de l'armée qui m'est confiée. Comment pourriez-vous résister aux troupes nombreuses de l'Autriche ou de la France, dont chacune dispose de 500 000 hommes ? La Russie a, elle aussi, une armée nombreuse ; mais elle ne peut pas, le voudrait-elle, donner des secours à tout le monde au moment où elle fait la guerre de trois côtés ; et encore moins faire la guerre au monde entier. Les Serbes devraient se contenter pour le moment de rester sous la protection de la Russie, et de payer un certain tribut à la Turquie, qui, en échange, ne se mêlerait plus des affaires intérieures de leur pays.

— Quiconque proposerait au peuple autre chose que l'indépendance, après la promesse donnée par le général Michelson, risquerait de perdre sa tête ! interrompit Yougovitch.

— Je vous ai dit à plusieurs reprises — reprit le prince Prosorovsky — que nous ferons tout, pendant les négociations avec les Turcs, pour vous obtenir les conditions les plus avantageuses.

— Mes camarades, les deux autres députés, répondit

Yougovitch, ont quitté Yassy mécontents, et si le peuple serbe apprenait qu'il va redevenir sujet de la Porte, la guerre recommencerait, sans même attendre l'expiration de l'armistice.

— En ce cas, — répliqua le prince Prosorovsky — l'Empereur considérerait votre conduite comme un mépris de sa protection et abandonnerait complètement le peuple serbe; je ne me mêlerais plus des affaires des Serbes, et je répudie-rais solennellement leurs actes, afin de pouvoir obtenir une paix avantageuse pour la Russie. Les Serbes ne peuvent exiger de la Russie qu'elle préfère l'intérêt d'un petit pays à ceux du vaste empire russe, ni qu'elle fasse, pour l'amour d'eux, la guerre à tous les autres états. S. M. l'Empereur lui-même ne peut pas perdre de vue le bien de ses propres sujets. D'ailleurs je ne pense pas que le congrès se termine par un traité. Quant à la continuation de la guerre contre les Turcs, j'en écrirai, si elle a lieu, à Kara-George.

— Nous le désirons de tout cœur », répondit Yougovitch¹.

Le prince Prosorovsky vit bien que le député serbe n'était pas encore convaincu. Mais n'ayant pas le temps de s'entretenir davantage avec lui, il chargea le général Golénichtchef-Koutousof, de poursuivre la conversation.

L'entrevue du général avec Yougovitch eut lieu le 24 février. Celui-ci invoqua de nouveau la proclamation du général Michelson. « Une promesse si solennelle, ajouta-t-il, les Serbes ont dû l'accepter, comme si elle venait de l'autocrate de toutes les Russies. Il n'y aurait rien de sacré, ni de solide, si l'on n'acceptait comme telles les promesses verbales et écrites du commandant en chef. Je ne conseillerais à personne d'annoncer quelque chose de contraire à l'assemblée du peuple serbe. La nation serbe est attachée au trône de l'empereur orthodoxe; mais un peuple qui a sur ses rôles 164.000 conscrits pour la guerre contre les Turcs, combattra, fût-il laissé à lui seul, et ne consentira ni à rester dans l'esclavage, ni à céder les six forteresses conquises au prix de son sang, ni à livrer les chrétiens, émigrés en Serbie; il combattra, en mettant son espoir en Dieu et en ses frères serbes qui habitent hors de la Serbie². »

1. *Le Messager Russe*, année 1863, août, p. 552-557

2. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 263-264.

Le général Koutousof, de son côté, fit son possible pour assurer le député serbe qu'au cours des négociations pour la paix, les intérêts de la Serbie seraient soutenus par le gouvernement russe aussi énergiquement que le permettraient ses propres intérêts. Cette fois Yougovitch se montra rassuré; car quelques jours après le prince Prosorovsky reçut de lui une lettre dans laquelle il disait que, mieux informé par le général Koutousof des intentions du général en chef, à l'égard de la Serbie, il lui demandait de mettre à sa disposition un courrier pour porter en Serbie ces nouvelles consolantes, persuadé que le peuple serbe en serait satisfait. Le soir même le prince Prosorovsky le fit appeler dans son cabinet. Yougovitch lui répéta ce qu'il lui avait déjà écrit, et lui déclara que les Serbes n'avaient jamais demandé que ces trois choses : obtenir la faculté d'organiser à leur gré et, sans aucune intervention de la Porte, leur gouvernement intérieur; ne pas laisser rentrer les garnisons turques dans les forteresses, prises par eux; et ne pas livrer aux Turcs les chrétiens des autres provinces turques, réfugiés en Serbie. Il ajouta qu'ils consentiraient, en échange de ces privilèges, à reconnaître la suzeraineté de la Porte et à lui payer un tribut annuel, fixé une fois pour toutes ¹.

Le prince Prosorovsky lui accorda alors le laisser-passer nécessaire et le courrier fut expédié à Belgrade.

II

Les négociations de paix qui devaient s'ouvrir entre la Russie et la Turquie, conformément à la convention d'Erfurt, étaient considérées à Saint Pétersbourg comme condamnées à ne point aboutir. Les prétentions des deux puissances étaient en effet inconciliables, et l'on doutait en Russie, dès 1808, que la Porte acceptât les conditions russes. Au début de 1809 on était convaincu que la Porte ne cherchait qu'à gagner du temps pour refaire, en vue de la reprise prochaine des hostilités, ses forces désorganisées par la dernière révolution de

1. Le prince Prosorovsky au comte de Soltikof, le 6 mars 1809. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. XIX-XXI.

Constantinople. L'empereur Alexandre avait déjà envisagé l'avantage qu'il y aurait, pour la Russie, à attaquer immédiatement la Turquie et à tirer profit de ses embarras intérieurs pour la contraindre à faire la paix. Mais la saison n'était pas encore propice à une campagne, et d'autre part les plénipotentiaires turcs chargés de négocier la paix se trouvaient déjà en route pour Yassy. Il ne restait donc au prince Prosorovsky qu'à attendre leur arrivée et à prendre connaissance des pouvoirs dont ils étaient munis.

Un événement important, survenu à Constantinople, modifia bientôt la tactique russe. Après de longs pourparlers la Porte avait signé, le 5 janvier 1809, un traité d'alliance avec l'Angleterre. La nouvelle en fut apportée à Saint-Petersbourg au début de février, ainsi que des rapports établissant la part de l'internonce autrichien à la conclusion de cette alliance. Il devint alors clair que l'Angleterre et l'Autriche se ligueraient avec la Turquie contre la France et la Russie, et s'opposeraient, par conséquent, à tout agrandissement territorial de cette dernière aux dépens de l'empire ottoman. De plus, cette entente de la Turquie avec l'Angleterre, alors l'ennemie de la Russie, conclue au moment même où les plénipotentiaires turcs allaient négocier la paix avec les Russes, trahissait chez le Sultan l'intention de négocier sans franchise. Indigné, l'empereur Alexandre ordonna au prince Prosorovsky d'envoyer un de ses officiers à Constantinople pour déclarer à la Porte que, si le ministre d'Angleterre n'était pas chassé de la capitale ottomane dans les 48 heures, la guerre recommencerait¹. En vertu de cet ordre, un aide de camp du prince Prosorovsky était, dès le 5 mars, en route pour Constantinople où il allait porter l'ultimatum du tsar.

Quelques jours après le départ de cet officier arrivèrent à Yassy d'abord les plénipotentiaires turcs, puis une nouvelle députation serbe, qui venait pour assister aux négociations et fournir les renseignements dont on pourrait avoir besoin; elle avait été envoyée sur le désir exprimé par le prince Prosorovsky, qui voulait se débarrasser du député Yougovitch et de ses réclamations.

1. L'empereur Alexandre au prince Prosorovsky, le 17 juin 1809. Voy. PÉTROF, *o. c.*, II, annexes, p. 580-581.

Elle était composée des commandants Milenko Stoïkovitch, Milan Obrénovitch et Sima Markovitch.

Reçus, le 13 mars, par le commandant de l'armée russe, ils lui remirent des lettres de Kara-George et du Sénat serbe : ils demandaient que la situation de la Russie et de la Serbie vis-à-vis l'une de l'autre fût définie par écrit. C'était beaucoup plus que n'avait demandé la précédente députation. Cependant, le prince Prosorovsky se décida à répondre par écrit. Il exposa longuement tout ce qu'il avait déjà dit dans ses conférences avec Yougovitch, et conclut que la continuation de la guerre paraissait inévitable ; qu'elle déciderait de tout, mais qu'on ne pouvait pas connaître les circonstances où l'on se trouverait après la guerre ¹. Il leur offrit des présents et leur conseilla de retourner en Serbie, puisque, à son avis, les négociations avec les Turcs n'auraient pas lieu. Le 19 mars, il répondit également aux lettres du Sénat serbe et à celle de Kara-George. Il recommanda au chef serbe de prendre toutes les mesures pour la reprise des hostilités contre les Turcs, puisqu'on ne pouvait pas s'attendre au succès des négociations. Mais il le pria aussi, la saison n'étant pas encore propre à l'entrée en campagne, de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'ennemi ².

Quant aux plénipotentiaires turcs, présents à Yassy, bien qu'il estimât que les négociations ne pouvaient avoir aucun caractère décisif, avant la réponse de la Porte à l'ultimatum russe, le prince Prosorovsky se décida à les mettre en relations avec les plénipotentiaires russes. Il remit à ces derniers leurs instructions. Elles étaient les suivantes en ce qui concernait les Serbes : la Porte devait oublier le passé et accorder pleine amnistie à tous ceux de ses sujets, de quelque religion qu'ils fussent, qui avaient pris part à la guerre. Elle devait permettre aux Serbes d'établir leur gouvernement intérieur, conformément au désir du peuple, et laisser en leur pouvoir le pays et les villes qu'ils occupaient ; la Serbie, en retour, payerait à la Porte un tribut dont le montant ne pourrait plus être changé. La Porte n'aurait pas le droit de recourir aux exécutions mili-

1. Le prince Prosorovsky aux députés serbes, le 19 mars 1809. Voy. *L'insurrection serbe*, etc. Neusatz, 1866, II, p. 128-135.

2. Le prince Prosorovsky à Kara-George et au Sénat serbe, le 19 mars 1809. Voy. PÉTROF, *o. c.*, II, p. 265.

taires en Serbie ; elle ne pourrait y avoir des percepteurs ni aucune espèce de fonctionnaires ; enfin, comme preuve de son amitié pour la Russie, la Porte reconnaîtrait le protectorat du tsar sur la Serbie et lui laisserait le droit de garantir pour celle-ci l'exacte exécution de ces stipulations¹.

III

Tandis que ces événements se déroulaient à Bucharest, les Turcs, aussi convaincus que les Russes de l'inutilité des négociations et d'une prochaine reprise des hostilités, tentaient une fois encore de gagner les Serbes et de se réconcilier avec eux. Aussitôt après le départ de la seconde députation serbe pour Yassy, Kara-George reçut une lettre de Kourchid-Pacha de Nisch, lui proposant la paix et lui promettant que la Porte le reconnaîtrait comme prince de la Serbie, dont les frontières seraient délimitées. « Il vaut mieux avoir un maître en Serbie que deux », écrivait le pacha. Mais les Serbes déclinèrent ces avances, se considérant toujours comme liés aux Russes et espérant que les négociations de paix leur seraient favorables. Kara-George répondit donc à Kourchid qu'il communiquerait sa proposition au commandant en chef de l'armée russe à Yassy, et que les Serbes « tiendraient pour sacré ce qui y serait conclu ».

Irritée de cet échec, la Porte se résolut à réduire les Serbes par les armes. Le Danube, à ce moment, était débordé, et il était à prévoir que la marche de l'armée russe en serait arrêtée pendant assez longtemps. Le grand-vizir décida de profiter de cette circonstance pour attaquer la Serbie et la soumettre, avant qu'aucun secours pût lui arriver.

La concentration des troupes turques causa aux Serbes des inquiétudes d'autant plus vives qu'ils ne se sentaient pas en état de résister seuls, et que rien d'abord n'annonçait une reprise des hostilités entre les Russes et les Turcs. Mais leur anxiété fut bientôt calmée. La Porte avait repoussé l'ultimatum russe et de nouveau déclaré la guerre au tsar. Quand

1. Le prince Prosorovsky aux députés serbes, le 15 mars 1809. Voy. *L'insurrection serbe, etc.*, Neusatz, 1866, II, p. 131-132.

la nouvelle parvint à Kara-George : « Cette déclaration de la Porte, nous l'acceptons, dit-il, comme une faveur de Dieu, car nous pouvons ainsi mieux prouver notre véritable amour et notre dévouement à notre sœur de croyances et de race, la Russie ¹. »

On se demandait, cependant, encore ce que la Russie ferait pour la Serbie après la guerre. Une nouvelle lettre du prince Prosorovsky vint rassurer pleinement les Serbes. « Sur l'ordre de Sa Majesté, mon auguste maître et très gracieux protecteur de l'héroïque peuple serbe, écrivit-il à Kara-George, je m'empresse d'annoncer au chef suprême et au Sénat dirigeant du peuple serbe que l'objet de mes soins, à la réouverture des négociations, sera l'affranchissement de la Serbie de toute dépendance de la Porte ottomane et l'obtention pour les Serbes du droit d'établir sa constitution, selon leur volonté, sous la protection de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et avec sa confirmation ².

1. Kara-George au prince Prosorovsky, le 13 avril 1805. Voy. PÉTROF, *op. c.*, II, p. 267-268.

2. Le prince Prosorovsky à Kara-George, le 11 mai 1805. *Ibid.*

CHAPITRE XII

I. — Réouverture de la campagne par les Serbes (avril 1809). — Bataille de Souvodol. — Prise de Novi-Bazar par Kara-George (18 juin 1809). — Désastre serbe à Kaménitsa (31 mai 1809). — Retraite de Kara-George. — Demande de secours aux Russes. — Négligences du prince Prosorovsky. — Siège de Déligrade par les Turcs. — Levée en masse des Serbes. — Chute de Déligrade (15 août 1809). — Discorde parmi les chefs serbes. — Chute de Yagodina et de Pojarévats (fin d'août 1809). — Fuite de Rodofinikine à Pancsova (18 août 1809). — Prise d'Ismail par les Russes (27 sept. 1809). — Évacuation de la Serbie par les Turcs (octobre 1809).

II. — Mécontentement contre les Russes en Serbie. — Kara-George demande la protection de Napoléon (18 août 1809). — Mission du capitaine Voutchinitch à Bucharest et à Vienne. — Réponse du duc de Cadore à Kara-George (17 octobre 1809). — Conférence entre le capitaine Voutchinitch et le colonel Mériage. — Nouvelle lettre de Kara-George à Napoléon, du 23 janvier 1810. — Mission du capitaine Voutchinitch à Leybach et à Paris (avril-mai 1809).

III. — Reprise des négociations entre les Serbes et les Autrichiens. — Kara-George demande à l'empereur d'Autriche protection et secours, et lui offre les principales forteresses de la Serbie (28 août 1809). — Entrevue de Kara-George et du maréchal Simbschen, du 28 décembre 1809. — Desiderata serbes et leur incompatibilité avec les conditions de la Porte, communiqués au cabinet de Vienne. — Tentatives de pourparlers avec Gouchanats-Ali et Redjeb-Aga. — Kara-George offre de nouveau à l'Autriche la forteresse de Belgrade. — Échec de la mission d'Ivan Yougovitch à Vienne (avril-mai 1810).

I

Espérant que les Russes faciliteraient leur tâche en rouvrant sous peu la campagne sur le Danube, les Serbes décidèrent de prendre l'offensive dans quatre directions différentes. L'armée de l'ouest, sous le commandement de Sima Markovitch, passerait la Drina et opérerait en Bosnie ; celle du sud-est, sous le commandement de Miloïe Pétrovitch, devait assiéger Nisch ; une troisième, commandée par Milenko Stoïkovitch, se joindrait aux Russes et opérerait du côté de Vidin ; enfin celle du sud, commandée par Kara-George lui-même, allait se diriger vers Novi Bazar et tenter de donner la main aux Monténégrins.

L'armée de Kara-George entra en campagne dès le mois d'avril. Elle n'eut que des succès. Siénitsa en Vieille-Serbie fut prise le 5 mai. Tout près de cette place Souléïman "Skopljak", pacha de Bosnie, qui s'était avancé pour barrer à Kara-George la route de l'Herzégovine, fut battu. Le 8 juin, les troupes de Nouman-Pacha d'Ipek furent repoussées à Souvodol. Après ces trois succès le chef serbe se dirigea vers Novi-Bazar. La ville fut prise le 18 juin, et les Turcs s'enfermèrent dans la forteresse. Kara-George en commença le siège ; mais comme il ne disposait à ce moment que de 4000 hommes, de 8 canons et 2 mortiers, et que d'ailleurs de mauvaises nouvelles lui arrivaient de Nisch ¹, le 22 juin, il dut se retirer vers la Morava.

Et en effet les choses tournaient mal du côté de Nisch. Miloïe Pétrovitch, chargé d'opérer sur ce point, avait plutôt la réputation d'un intrigant que d'un soldat. Sa nomination avait provoqué, dès le début de la campagne, du mécontentement parmi les chefs, et surtout chez Pierre Dobrniats, qui s'était illustré comme commandant à Déligrade en 1806. Ils ne purent s'entendre ni sur les positions à prendre ni sur les opérations à faire. D'autre part le Danube avait débordé à cette époque d'une façon extraordinaire, et les Turcs n'avaient pas à redouter une diversion russe. Le grand-visir en avait profité pour envoyer des forces considérables contre l'armée serbe, qui assiégeait Nisch. A la fin du mois de mai les Turcs, venus de Sofia, attaquèrent vigoureusement la position de Kamenitsa qui couvrait l'armée assiégeante vers le nord-est. Le commandant Singelitch repoussa plusieurs assauts. Menacé de succomber sous le nombre il réclama des renforts, mais en vain. Alors, désespéré, au moment où les Turcs envahissaient la redoute (31 mai), il mit le feu à la poudrière. Assaillis et assaillants sautèrent.

En apprenant cet échec, Miloïe Pétrovitch prit peur et ramena son armée sur Déligrade.

Au moment où Kara-George revenait à grands pas de Novi-Bazar, l'armée turque de Roumélie se dirigeait en deux colonnes sur Déligrade et sur Soko-Bania. Le bruit se répandit que

1. A. PROTITCH. *Povestnitsa srbskog oustanka*. Voy. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 17.

l'infanterie turque était destinée au siège de Déligrade, et que la cavalerie allait pénétrer en Serbie pour la dévaster ; que d'autre part Ismaïl-Bey de Serès approchait également de la Morava avec 18 000 soldats, et que le Sultan lui avait déjà fait don de tout le pachalik de Belgrade et promis une grosse somme d'argent, s'il prenait Déligrade¹ ! Ainsi, en dépit des succès de Kara-George en Vieille-Serbie, la Serbie proprement dite était menacée d'une invasion !

Dans ce pressant danger les Serbes avaient tourné les yeux vers les Russes qui, seuls, pouvaient les sauver. Le chef serbe s'était empressé, dès le premier moment, d'informer le prince Prosorovsky que la Serbie était entourée par les Turcs, et que les Serbes ne pouvaient leur résister sans renforts ; il suppliait le prince d'envoyer des soldats devant Nisch.

Prosorovsky fit la sourde oreille. « Je serais un criminel — écrivait-il à Rodofnikine — si je me décidais à n'envoyer que 5000 hommes avec Issaïef au delà du Danube. Si l'on y destinait 25 ou 30 000 hommes, ils ne pourraient effectuer la traversée du fleuve que sur des barques de pêcheurs, ce qui prendrait pour le moins deux mois de temps. Les Serbes sont battus parce qu'ils ont pris l'offensive. Jusqu'au passage du Danube par notre armée ils devaient se borner strictement à se défendre. » Puis il répondit à Kara-George qu'il était bien loin de penser à envoyer des troupes russes vers Nisch, et qu'elles seraient envoyées à Feth-Islam. « D'ailleurs, ajouta-t-il, je n'ai vu nulle part que l'Empereur ait promis d'envoyer des troupes russes aux Serbes ; il vous a promis sa protection et les secours possibles, ce que j'ai fait et ce qui sera fait à l'avenir. Ismaïl-Bey de Serès n'ira pas à Nisch et, par conséquent, je ne considère pas votre position comme dangereuse. Je vous conseille de nouveau de vous borner à la défensive pour la protection de vos frontières, et à attendre que je passe le Danube : par là même toutes vos craintes seront dissipées². »

Les plaintes des Serbes continuèrent contre l'inaction des Russes. Ils n'avaient pris l'offensive, répétaient-ils, que parce qu'ils croyaient, d'après le langage du commandant en chef,

1. Rodofnikine au prince Prosorovsky, le 16 juin 1809. Voy. PÉTROF, t. II, p. 274.

2. PÉTROF, t. II, p. 274-275.

que l'armée russe avait déjà effectué le passage du Danube. Mais le prince Prosorovsky niait de son côté avoir jamais dit rien de pareil ¹.

Cependant les Turcs n'étaient pas restés inactifs. Le célèbre commandant serbe Haïdouk Veïlko, qui repoussait vaillamment à Soko-Bania les attaques de Gouchanats-Ali et de ses 4000 soldats, commençait à fléchir. Pensant que l'espoir des Turcs était de prendre cette place afin de couper Déligrade de Belgrade, Kara-George envoya des renforts considérables. Mais la discorde éclata de nouveau parmi les chefs, et, le 22 juillet, les Serbes furent obligés de se retirer en désordre. Les communications de Déligrade avec la Serbie étaient coupées; il ne restait libre qu'un seul passage par Liouboch, sur la rive gauche de la Morava. Milenko Stoïkovitch le défendit. Attaqué par les Turcs, il les repoussa deux fois, en leur infligeant des pertes considérables. Dans le même temps les Serbes remportaient un autre succès sur la Drina, à Loznitza, où les Turcs perdirent quatre canons ².

Ces succès partiels ne pouvaient cependant changer la situation générale. Les Turcs devant Déligrade reçurent les renforts d'Ismail-Pacha et bientôt la place fut investie de tous côtés! Alors, effrayés par la marche de l'ennemi sur la rive gauche de la Morava et par sa grande supériorité numérique, Kara-George et le Sénat, désespérés, lancèrent une proclamation au peuple, ordonnant la levée de tous les garçons et de tous les hommes de 12 à 70 ans, afin d'empêcher le passage des Turcs. En même temps, Kara-George suppliait Rodofinikine d'envoyer des troupes russes, disant que les Turcs étaient si nombreux que les Serbes, « si on les transformait en sel, ne suffiraient même pas pour les saler ³ ».

Il fut impossible d'obtenir un secours effectif des Russes. Le faible corps que le prince Prosorovsky avait enfin consenti à envoyer contre Feth-Islam, au milieu de juillet, avec le général Issaïef, fut repoussé ⁴.

1. Le prince Prosorovsky au Sénat serbe, le 1^{er} juillet 1809. *Ibid.*

2. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 289.

3. Kara-George à Rodofinikine, le 9 août 1809. Voy. PÉTROF, t. II, p. 289.

4. Le général Issaïef au général Miloradovitch, le 22 juillet 1809. *Ibid.*, t. II, p. 280.

Cependant les Turcs continuaient à bombarder Déligrade. Plus de 15000 bombes déjà avaient été lancées contre ses redoutes, et les travaux de mine étaient fort avancés¹. La garnison serbe, il est vrai, se défendait vaillamment; mais, pendant une absence de Pierre Dobrniats, elle fut abandonnée par son commandant intérimaire Miloïé Pétrovitch. Alors, perdant son sang-froid, elle se retira en désordre, et le 15 août Déligrade fut occupée par les Turcs.

Cet événement provoqua une panique encore plus grande au camp serbe de Liouboch, qui fut évacué à la hâte. Les Turcs purent avancer librement le long de la rive droite de la Morava, marchant sur Tchoupria. Toutefois ils contournèrent cette place, afin d'éviter toute rencontre avec deux détachements serbes qui s'y étaient fortifiés, et de gagner sans retard Belgrade. De leur côté les commandants de la place, craignant d'être tournés par l'ennemi, firent raser leurs retranchements, jeter l'artillerie dans la Morava, et opérèrent leur retraite sur la rive gauche²!

La discorde parmi les chefs serbes fut alors à son comble. Les uns, Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats en tête, rejetaient toute la responsabilité des échecs sur les chefs incapables, Mladen Milovanovitch et Miloïé Pétrovitch, auxquels Kara-George avait confié les commandements. Ceux-ci, à leur tour, incriminaient les Russes, qui avaient refusé de les secourir. Cette dernière opinion, qui flattait l'amour-propre du peuple, prévalut et Kara-George, voyant qu'elle s'accréditait, en informa le résident russe à Belgrade, en le priant de demander d'urgence l'envoi de troupes russes au secours de la Serbie³.

Les Turcs continuaient d'avancer. Le 25 août, la place de Pojarévats fut prise par les troupes de Gouchanats-Ali et, le 25, un détachement de 6000 Turcs occupa Yagodina. Les deux rives de la Morava étaient au pouvoir de l'ennemi, la route de Belgrade ouverte! Une panique épouvantable saisit tout le pays; un grand nombre d'habitants se préparaient à chercher leur salut en territoire autrichien. La terreur fut

1. Kara-George à Rodofinikine, le 8 août 1809. *Ibid.*, t. II, p. 290.

2. Kara-George à Rodofinikine, le 20 août 1809. *Ibid.*, t. II, p. 294.

3. Rodofinikine au prince Prossorovsky, le 15 août 1809. *Ibid.*, t. II, p. 294-295.

grande surtout à Belgrade, où la garnison ne comptait alors qu'une poignée d'hommes : l'arrivée de Miloïé Pétrovitch et l'interdiction qu'il publia, au nom de Kara-George, de passer en Autriche, ne l'empêcha pas d'augmenter.

La position du résident russe à Belgrade devenait difficile. Voyant les Turcs approcher de la ville et se déchaîner l'indignation contre la Russie, il sentit son immunité menacée. Aussi, lorsque le commandant Dobrniats vint l'informer, le 28 août, que Miloïé était chargé par Kara-George d'occuper sa résidence et de le livrer aux Turcs, avec tout son personnel ; quand, pour éviter ce malheur, Dobrniats lui eut conseillé de quitter Belgrade, Rodofinikine ne demanda pas à réfléchir longtemps. Le même jour il s'empressa de quitter la capitale serbe et de passer à Pancsova, en compagnie du commandant Dobrniats et du sénateur Jean Protitch¹. L'indignation contre les Russes s'en accrut encore davantage et dans le peuple on cria à la trahison. Mais les chefs serbes, sans perdre la tête, s'empressèrent d'organiser la défense sur la rive gauche de la Morava. Par bonheur, les Turcs suspendirent leur marche en avant ; ils redoutaient de voir arriver les Russes au secours des Serbes. En septembre seulement ils essayèrent à deux reprises de passer la Morava, mais furent repoussés par Milenko Stoïkovitch, Haïdouk Veillko et Stanoïé Glavach.

A ce moment même le bruit se répandit que les Russes avaient battu les Turcs sur le Danube. En effet, le prince Bagration, qui venait de remplacer Prosorovsky, mort le 21 août, adoptant une autre tactique que son prédécesseur, avait pris l'offensive. Dès le 10 septembre, l'armée du grand-visir était battue par le général Langeron et, le 26, Ismaïl dut capituler. Par suite de ces échecs le grand-visir rappela ses troupes de la Serbie. En octobre, le pays était délivré.

1. Rodofinikine au prince Bagration, le 4 septembre 1809, *Ibid.*, t. II, p. 296.

II

L'attitude du commandant de l'armée russe pendant cette crise, avec les insinuations de quelques officiers serbes, venus d'Autriche, éveillèrent chez un certain nombre de chefs l'idée de se détacher de la Russie, et de chercher le salut dans la protection d'autres puissances, particulièrement de la France. Après l'invasion de la Serbie attribuée à l'inaction des Russes, et, surtout, après la fuite de Rodofinikine, ils profitèrent du mécontentement de Kara-George pour lui persuader que le tsar abandonnait la Serbie ; que lui-même, chef souverain, était compté pour rien, puisqu'on lui préférait des chefs secondaires, comme Milenko Stoikovitch, Jacob Nénadovitch et ce Pierre Dobrniats, qui venait de fuir avec Rodofinikine.

Kara-George, avec son caractère mobile, finit par céder à ces instances. Il vit, dans ce changement de politique, à la fois les intérêts du pays et les siens propres. Dès le lendemain du départ du résident russe, il écrivit à Napoléon¹. Pour porter sa lettre, il fit choix du capitaine Rado Voutchinitch, originaire d'Autriche, auquel il donna en même temps des instructions détaillées, concernant les vœux du peuple serbe.

Le peuple serbe — y était-il dit — qui, depuis sept ans, a fait seul la guerre contre ses oppresseurs, et qui a racheté son indépendance et sa liberté au prix de son sang, ayant le droit de se choisir lui-même un protecteur, a décidé de confier sa destinée à la puissante protection du grand Napoléon. Pour en donner la preuve, il ouvre toutes les places fortes de la Serbie à l'armée française, et, en premier lieu, la forteresse de Chabats, comme la plus voisine des frontières de la domination française. Les Serbes assurent l'Empereur des Français que tous leurs frères de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Hongrie, sans excepter les Bulgares « qui déri-

1. V. TESTA, *o. c.*, t. II, p. 331. Le texte latin de cette lettre est publié par SAINT-RENÉ TAILLANDIER, *La Serbie au XIX^e siècle*. Paris, 1875, p. 117. Le texte original, en serbe, est publié par M.-J. PAVLOVITCH, dans le *Messenger de la Société savante serbe*, t. LI, p. 135.

vent, pour ainsi dire, de la même branche », suivront leur exemple. Ils le supplient, au cas où ses troupes ne pourraient arriver jusqu'aux frontières de la Serbie, de les secourir en leur envoyant de l'argent, de bons ingénieurs, des artilleurs et des mineurs, afin qu'ils puissent se procurer les objets de première nécessité, enrôler sous leurs drapeaux la jeunesse serbe et bulgare des provinces voisines et franchir la Save et l'Unna, pour opérer la jonction avec l'armée de Dalmatie d'une part, et par l'Herzégovine avec celle de Raguse d'autre part. Ils affirmaient enfin que le « colosse de Hongrie », soutien de l'Autriche, tomberait sous les coups des soldats français, unis à l'armée serbe, car « les quelques millions de Serbes qui gémissent sous le joug magyar en Slavonie, en Syrmie et dans le Banat, au premier aspect de leurs frères de la Serbie, tourneraient leurs armes contre leurs oppresseurs¹. »

Les chefs serbes ignoraient où se trouvait alors Napoléon ; la guerre entre la France et l'Autriche était terminée, et l'on négociait les conditions d'un traité de paix. Ils estimèrent donc plus prudent d'adresser leur député à l'agent du gouvernement français le plus proche de la Serbie, en priant celui-ci de le diriger vers la résidence de l'Empereur des Français. C'est ainsi que le capitaine Voutchinitch se rendit à Bucharest, auprès du vice-consul français de cette ville. Il arriva vers le milieu de septembre, présenta à l'agent français les papiers dont il était porteur, et lui demanda à être accompagné jusqu'auprès du ministre des relations extérieures. Après avoir fait traduire les instructions du député serbe, le consul fut pris d'une hésitation : il se demanda si la démarche serait agréable à l'Empereur. Mais, considérant d'un côté que si la paix avec l'Autriche ne se faisait pas, comme on le croyait à Bucharest, les Serbes de la Serbie pourraient peut-être provoquer en Hongrie un soulèvement avantageux à la France ; pensant, d'autre part, qu'il ne pouvait pas se refuser à faciliter le voyage d'un homme qui portait une lettre adressée à son souverain, il se décida enfin à acquiescer à la demande qui lui était faite. Un sieur Tan-

1. Résolution prise par le peuple servien, du 28 août 1809. V. BOPPE (Auguste), *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon I^{er}*, 1809-1814. Belgrade, 1888, p. 6-8.

coigne, à ce moment de passage à Bucharest et se rendant à Paris en congé, fut chargé de conduire le député serbe à Vienne; une somme de 1500 francs leur fut remise pour couvrir leurs frais de voyage¹.

Les deux voyageurs traversèrent la Galicie, la Silésie et la Moravie, et arrivèrent à Vienne vers le milieu d'octobre, au moment où la paix venait d'être conclue entre la France et l'Autriche. Le capitaine Voutchinitch présenta au duc de Cadore la lettre de Kara-George à Napoléon. L'Empereur, qui était à la veille de son départ, chargea son ministre de donner au député serbe des témoignages d'intérêt, et de lui exprimer qu'il ne pouvait voir qu'avec estime une nation qui combattait avec tant de persévérance et de courage pour son indépendance; mais il ne fit donner aux Serbes aucune assurance positive qu'il viendrait à leur secours².

Champagny fit préparer une lettre en réponse à Kara-George. Il disait au chef serbe qu'au moment où sa lettre lui avait été remise, il n'avait pu entretenir l'Empereur de la mission du capitaine Voutchinitch, mais qu'à son retour à Paris il ne manquerait pas de le faire, et de prendre les ordres de son souverain³. Puis il adressa au vice-consul à Bucharest, des instructions détaillées. « L'Empereur, qui est et qui veut rester en paix avec la Porte, — lui dit-il après avoir approuvé la résolution prise de lui envoyer le député serbe à Vienne, — n'accordera sûrement pas une protection ouverte à ceux qu'elle regarde comme des rebelles. Mais Sa Majesté ne peut pas rester entièrement indifférente au sort d'un peuple qui a montré tant de constance et de courage, et ne se refusera pas à avoir avec lui quelques relations auxquelles on ne doit donner aucune publicité. Vous devez donc accueillir les ouvertures qui vous seront faites de ce côté, favoriser les communications qu'on voudra établir avec la France, faire espérer l'intérêt de l'Empereur, mais tout cela de manière à ne donner ombrage ni à la Porte ni à la Russie. Quant aux propositions que vous m'avez transmises (l'attaque de la Hongrie par les troupes franco-serbes), la

1. Ledoux au ministre, le 21 sept. 1809. *Id.*, p. 3-4.

2. Rapport du ministre des relations extérieures à Napoléon, en date du 27 juillet 1810. *Id.*, p. 70-75.

3. De Champagny à Kara-George, le 17 octobre 1809. *Id.*, p. 14.

paix faite avec l'Autriche ne permet pas qu'elles soient acceptées. L'Empereur en paix avec la Porte ne peut témoigner son intérêt aux Serviens que par sa médiation. Si jamais la Porte, égarée par les instigations de l'Angleterre, faisait la guerre à la France, les Serviens pourraient compter sur des secours très efficaces de la part de l'Empereur. Il est déjà assez rapproché d'eux par les Bouches du Cattaro. La cession que lui fait l'Autriche de la Carniole et de la partie de la Croatie qui est au midi de la Save lui donne de ce côté une plus grande puissance. » Il lui recommandait d'encourager les Serbes à cultiver ce voisinage par l'intermédiaire des Monténégrins, qu'il devait porter à vivre en paix avec les Français du Cattaro et de leur dire qu'ils feraient bien de s'adresser au colonel Mériage, qui serait employé à Laybach, auprès du gouverneur général français. Mais le colonel devait dire toutes ces choses comme venant de lui-même. « Ne vous compromettez par aucun écrit, lui disait-on, mais inspirez une confiance telle que les Serviens n'osent ou ne puissent s'en vanter publiquement. Encouragez leurs relations avec la France, même par des secours d'argent, lorsque cela sera nécessaire¹. »

Le ministre avait adressé les mêmes instructions à l'adjudant-commandant Mériage, alors à Vienne, et l'avait chargé de recevoir le député serbe. L'entrevue eut lieu le 19 octobre. Le capitaine Voutchinitch dépeignit la situation en Serbie et sur le Danube ; Mériage lui expliqua la situation politique de l'Europe et particulièrement de la France, lui résuma ce que les Serbes devaient faire pour mériter la protection de Napoléon, et l'assura qu'ils pouvaient l'espérer. Le député serbe parut très satisfait, et de son côté il donna l'assurance que les Serbes étaient disposés à entrer en arrangement avec les Turcs, comme à leur faire la guerre, aussitôt que Napoléon le voudrait. Quant aux conditions d'un accord, ils consentaient à payer un tribut annuel, à reconnaître la souveraineté du Grand-Seigneur, mais ils voulaient se gouverner eux-mêmes, conserver leurs forces armées, ne point admettre les Turcs dans leur pays et n'être point, comme la Valachie et

1. Instructions données à M. Ledoux au sujet des propositions serbes, en date du 17 octobre 1809. *Id.*, p. 12-13.

la Moldavie, sous l'administration de Grecs envoyés de Constantinople¹.

Quelques jours après le colonel Mériage, ayant rendu compte de son entrevue, et le capitaine Voulchinitch, ayant remercié le ministre de l'accueil qui lui avait été fait, quittèrent successivement la capitale autrichienne et se rendirent à Laybach. Le député serbe s'y arrêta quelque temps, en attendant que les Français eussent occupé la Croatie, qu'il voulait traverser. Puis il partit pour Belgrade, afin de rendre compte à son gouvernement du résultat de sa mission².

Le 22 janvier 1810, Kara-George et le Sénat, après avoir pris connaissance de la réponse du duc de Cadore et du rapport du capitaine Vouchinitch, nommèrent celui-ci « député de la nation serbe », le munirent de pleins pouvoirs³ et d'instructions détaillées pour négocier. Le même jour, Kara-George signa des lettres pour Napoléon, pour son ministre des relations extérieures et pour Mériage. « Vous êtes justement appelé le Grand — écrivit-il à Napoléon — car beaucoup de peuples vous doivent leur existence et bien-être actuels, et particulièrement l'Illyrie récemment ressuscitée, que nos frères de race habitent. Daignez, suivant votre noblesse et charité naturelle, répandre une grâce pareille sur notre peuple serbe et nous nous efforcerons, de notre côté, de nous en rendre dignes par la fidélité, l'obéissance et l'attachement à votre très-haute personne. Le printemps approche et notre position, au cas d'une nouvelle attaque de l'ennemi, exige des précautions et la promptitude dans l'action; c'est pourquoi nous prions Votre Majesté Impériale et Royale de ne pas laisser notre pétition sans réponse, Dieu ayant remis entre vos mains la force et le pouvoir de résister à tout⁴. »

Le chef serbe remerciait en même temps le ministre des relations extérieures de sa bienveillance, et le priait d'être l'intercesseur du peuple serbe auprès de Napoléon⁵. La lettre

1. Rapport du baron Mériage à M. de Champagny, sur un entretien avec Rado Wucsenics, du 19 octobre 1809. *Id.*, p. 16-19.

2. Baron Mériage au ministre, le 2 décembre 1809. *Id.*, p. 23.

3. Pleins pouvoirs donnés à M. le capitaine Wucsenics. *Id.*, p. 38.

4. Kara-George à Napoléon, le 22 janvier 1810. Voy. *Messenger de la Société savante serbe*, t. LI, p. 000.

5. Kara-George à M. de Champagny, le 22 janvier 1810, *Id.*, p. 35-36.

à Mériage était conçue à peu près dans les mêmes termes. Kara-George le priait de seconder les efforts de Voutchinitch et lui exprimait le désir de le voir bientôt près de lui « afin que les Serviens, déjà unis par inclination aux Français, rendent éternels ces liens d'attachement et de bonne intelligence¹ ».

Le 20 février, le capitaine Voutchinitch arrivait à Trieste. A la dernière station de poste il avait rejoint Mériage, qui se rendait dans cette ville, appelé par le maréchal Marmont. Dès le lendemain le député serbe lui remit les lettres dont il était chargé, la copie de ses pleins pouvoirs, avec une note préliminaire relative aux conditions désirées d'une paix avec les Turcs sous la protection de l'empereur des Français. Il pria le colonel de les faire parvenir à Paris, déclarant qu'aussitôt qu'il connaîtrait les intentions de l'Empereur il serait « prêt à entrer dans les développements nécessaires, conformément à ses instructions, ou à se rendre à Paris s'il le fallait². »

Dans sa note Voutchinitch demandait la protection de Napoléon pour le peuple serbe et sa médiation pour faire la paix avec la Porte. Les conditions que les Serbes désiraient obtenir étaient la reconnaissance de Kara-George et de ses descendants mâles et légitimes pour chefs de la Serbie, l'indépendance du pays et la conservation de ses frontières actuelles. Ils demandaient aussi que les places de Feth-Islam et de Vieille-Orsova fussent rendues aux Serbes ou remises à une tierce puissance. Ils désiraient que sous la garantie de la France un armistice fût conclu entre eux et la Porte ottomane jusqu'à ce que la paix pût être signée. Comme le printemps approchait et que les Serbes n'étaient pas sûrs des dispositions pacifiques de la Porte, ils demandaient à Napoléon de leur fournir à temps des secours : deux mille quintaux de poudre, quatre mille quintaux de plomb, dix mille fusils avec baguettes, vingt canons de campagne avec affûts, et des ouvriers d'artillerie. Si la France se trouvait engagée dans une guerre avec la Porte, les Serbes promettaient solennellement d'agir avec toutes leurs forces contre les Turcs ; mais alors ils demandaient qu'on joignît à leurs troupes

1. BOPPE, *o. c.*, p. 29-40.

2. Rado Wucsenics au baron Mériage, le 21 février 1810. *Id.*, p. 41.

quelques détachements d'infanterie française, des sapeurs et des ingénieurs, surtout des ingénieurs des mines. « Les peuples du Clémenti¹ et du Monténégro — était-il dit dans cette note — qui sont nos frères et nos alliés, d'autres peuples qui ne font avec nous qu'une nation, suivront notre exemple, et en peu de temps toute la Turquie d'Europe se soumettra aux armes victorieuses de la France. Les Serviens et les autres peuples de la même nation désirent avec impatience de se signaler sous les drapeaux de Sa Majesté Impériale, comme ils se signalèrent autrefois sous le grand Alexandre de Macédoine et sous leurs empereurs légitimes. Ils désirent montrer au monde qu'ils sont les dignes descendants de ces anciens héros, qui ravirent la terre d'admiration par la gloire de leurs armes². »

Mériage expédia toutes ces pièces à Champagny, puis se rendit à Laybach. Voutchinitch le suivit dans cette ville, pour y attendre la réponse. Rien ne venant au bout de deux mois, il commença à s'inquiéter. Alors Mériage, interprétant le silence du ministre, pensa que celui-ci préférerait recevoir directement les communications du député serbe; sachant d'autre part que les instructions du député lui prescrivaient au besoin de se rendre à Paris, il conféra avec le maréchal duc de Raguse, et conseilla au capitaine Voutchinitch de partir pour la France.

Voutchinitch quitta Laybach le 27 avril, passa à Vienne pour y prendre de l'argent³, et arriva à Paris dans la seconde quinzaine de mai. Le ministre ne jugea pas convenable d'avoir des rapports directs avec lui sans la permission de l'Empereur. Il le mit en rapport avec Roux de Rochelle, chef de la division du Midi. Dans l'entretien que Voutchinitch eut avec ce fonctionnaire et dans une note qu'il remit au ministre le 24 mai, il renouvela ses demandes antérieures et en formula de nouvelles, entre autres celle d'un emprunt de cent mille ducats en or (1 500 000 francs) pour cinq ans, « ga-

1. Tribu serbe habitant tout près de la frontière actuelle de Monténégro.

2. Note remise à l'adjudant-commandant Mériage par le capitaine Rado Wucsenics, plénipotentiaire et député servien, en date du 21 février 1810. *Id.*, p. 42-45.

3. Mériage au ministre, le 15 avril 1810. *Id.*, p. 50-52.

rant sur tous les biens et revenus de la nation ». Il exprimait encore le désir qu'un consul français fût envoyé à Belgrade, pour être témoin de « l'invincible attachement du peuple serbe pour la personne de l'empereur Napoléon, et pour veiller en même temps à l'exécution de tous les engagements que la Serbie contracterait envers la France ou la Porte » ; enfin il demandait que l'empereur Napoléon obtînt de la cour de Vienne le libre passage des députés et des courriers que les Serbes pourraient envoyer en France, ainsi que le transit des produits serbes et autres objets de commerce qu'ils expédieraient dans les provinces illyriennes¹.

Le lendemain, le ministre des relations extérieures fit un rapport à l'Empereur. Napoléon ne répondit point. Le député continua à reproduire ses demandes et à rendre compte des événements de la Serbie soit dans des mémoires particuliers, soit dans ses conversations avec le chef de la division du Midi. Le ministre fit de nouveaux rapports, mais l'Empereur ne répondit pas davantage. Alors le député commença à témoigner le désir de retourner en Serbie. Mais Napoléon ne voulut ni se prononcer ouvertement sur ses propositions ni lui permettre de partir. Ne pouvant recevoir aucun secours de Serbie, le député resta à Paris aux frais du gouvernement français². L'Empereur le gardait ainsi, en attendant les événements que le temps pouvait amener.

III

Le jour même où Kara-George s'était décidé à solliciter la protection de la France, il faisait une démarche semblable auprès de l'Autriche. Il voulait par là s'assurer la protection de l'une au moins des deux puissances, de celle, sans doute, qui aurait répondu la première à sa demande. Sa démarche auprès de l'Autriche était d'ailleurs facilitée par les rapports

1. Le député servien et plénipotentiaire, capitaine Rado Wucsenics, à son Exc. M. de Champagny, duc de Cadore, le 24 mai 1810. *Id.*, p. 56-60.

2. Voy. les différentes pièces publiées par BOPPE, *o. c.*, p. 61 et suivantes.

antérieurs entre le gouvernement serbe et les autorités autrichiennes des frontières.

En effet, malgré la rupture des négociations en 1808, malgré l'échec du projet autrichien relatif à la cession de Belgrade, le cabinet de Vienne avait tout intérêt, surtout dans la situation créée par la convention d'Erfurt, à cultiver de bons rapports avec les Serbes. Aussi, le maréchal Simbschen avait-il eu soin de renouer ses relations avec le chef serbe, à l'époque où l'Autriche avait déclaré la guerre à la France. Par l'intermédiaire de Miloch Ourochévitch, son homme de confiance, il avait envoyé à Kara-George, en cadeau, une tente-abri. Le cadeau avait été reçu avec gratitude. Kara-George avait remercié le maréchal, le « premier ami des Serbes », en rappelant « l'amour paternel » que la cour d'Autriche avait témoigné aux Serbes, et la « reconnaissance éternelle » que ceux-ci lui avaient vouée. Il l'avait assuré que la frontière serait respectée et la paix observée, au cas où le gouvernement autrichien serait obligé de dégarnir la frontière pour envoyer des troupes contre les Français¹.

Au commencement de juillet, après les défaites subies dans le sud, Kara-George avait de nouveau recouru au maréchal Simbschen, son « ami et bienfaiteur », et imploré la protection de l'Autriche. Considérant que la guerre avec la France étant alors dans la phase décisive, et se rappelant sans doute aussi les désagréments qu'il avait eus dans ses négociations avec le chef serbe en 1808, le maréchal ne prit aucune mesure ; il se contenta de communiquer à ses supérieurs les lettres de Kara-George. Sa réserve fut approuvée. « C'est la tactique habituelle des Serbes — lui répondit le président du conseil autrique — de recourir à l'Autriche dans les moments de détresse et de lui offrir leur soumission. Il ne faudrait pas les prendre au sérieux, car ils abusent toujours et ne font que semer des malentendus entre l'Autriche d'une part, la Russie et la Porte de l'autre. » Il recommandait au maréchal d'attendre jusqu'à ce que le chef serbe se fût mieux expliqué et personnellement. Mais il lui rappelait en même temps qu'il ne pouvait pas être indifférent pour l'Autriche que la Serbie

1. Kara-George au maréchal Simbschen, le 14 avril 1809. Voy. BEER, *o. c.*, p. 243, et KRONES, *o. c.*, p. 58.

appartint à la Porte ou à la Russie ; que le développement de la puissance russe le long des frontières autrichiennes était à tous les points de vue nuisible aux intérêts de la monarchie. Le maréchal Simbschen avait donc à entretenir des relations avec les Serbes, sans les rechercher ; mais il devait exiger de leur chef des engagements formels et écrits, afin qu'il ne pût les renier plus tard ou les interpréter au détriment de l'Autriche¹.

Cependant, en août, lorsque les Turcs eurent pénétré en Serbie, Kara-George, voyant le pays en proie à la terreur, et son armée manquant de vivres et de munitions, se décida à faire une démarche plus importante. Il invita le colonel de Perss et Miloch Ourochévitch à venir à Belgrade. Là il leur expliqua les circonstances difficiles où se trouvait la Serbie, et fut encouragé par eux à s'adresser à l'Autriche. En effet, le lendemain de la fuite du résident russe, au moment même où il décidait l'envoi du capitaine Voutchinitch à Napoléon, Kara-George signait une lettre au maréchal Simbschen. Après avoir informé le maréchal de la fuite et de la trahison du résident russe, il l'assurait que les Serbes, depuis l'origine de l'insurrection, avaient toujours vu leur salut dans l'intervention de l'Autriche ; que seul le résident russe avait entravé ces aspirations, en leur représentant que l'Autriche les rétrocéderait aux Turcs, et que, d'ailleurs, la France et la Russie s'étaient entendues pour partager le territoire de l'Autriche et la faire disparaître du nombre des États. Il s'excusait de n'avoir pas pu remplir les promesses qu'il avait données au maréchal, lors de leur entrevue en 1808, et implorait la protection de sa cour et des secours en fournitures, promettant qu'aussitôt qu'il aurait pris les mesures nécessaires pour la défense de la Serbie, il se présenterait au maréchal et même à l'empereur. Le porteur de la lettre était muni de pouvoirs illimités pour négocier et conclure en son nom² ! Il confia cette lettre à son secrétaire Yestitch. Accompagné d'Ourochévitch, Yestitch arriva à Peter-Wardein le 30 août. Il remit la lettre de Kara-George au maréchal, et lui déclara en son nom qu'il était disposé, au cas où le peuple

1. Collorédo à Simbschen, le 27 juillet 1809. Voy. BEER, *o. c.*, p. 214 et KRONES, *o. c.*, p. 63-64, et 107-108.

2. Kara-George à Simbschen, le 28 août 1809. *Id.*, p. 111-112.

serbe obtiendrait la protection de la cour d'Autriche et des secours en vivres et munitions, de céder aux troupes autrichiennes les forteresses de Belgrade, de Semendria et de Chabats, comme gage de la sincérité de ses dispositions. En même temps le député serbe demanda, au cas où les circonstances ne permettraient pas à l'Autriche d'occuper ces forteresses et de promettre formellement sa protection, que l'Empereur daignât intervenir auprès des chefs de l'armée turque, et par l'internonce et le ministre d'Angleterre à Constantinople auprès de la Porte, pour la conclusion d'un armistice qui permettrait de gagner du temps. Comme les troupes d'Asie, disait-il, se retirent ordinairement en septembre, les Serbes pourraient alors résister seuls, sous la protection secrète de l'Autriche¹.

Conformément aux instructions du 25 mai et du 29 juillet, le maréchal Simbschen se borna à communiquer ces offres à l'Empereur, et informa le chef serbe qu'il attendait des ordres².

Ces ordres se firent longtemps attendre, car à ce moment même se livrait au quartier général autrichien à Comorn la lutte décisive entre le parti de la paix et le parti de la guerre contre la France. Ce ne fut que beaucoup plus tard, après la conclusion du traité de Vienne, que l'Empereur répondit au maréchal Simbschen. « Aux questions que le ministre de la guerre m'a soumises, au sujet de l'offre faite par le commandant en chef, Kara-George Petrovitch, écrivait-il au maréchal, voici la réponse et la ligne de conduite à suivre. Vous devez déclarer à ce commandant ce qui suit : Quoique les relations amicales qui existent entre moi et la Porte ne me permettent pas d'intervenir activement en faveur du peuple serbe, j'en userai néanmoins pour tâcher d'opérer entre ces deux partis un rapprochement, basé sur la justice. Déjà mon internonce à Constantinople a reçu des instructions en ce sens. Vous ferez ressortir à ce propos combien le désintéressement et la sincérité, que je témoigne au peuple serbe par cette démarche, diffèrent de la conduite des Russes à son égard. En même temps vous tâcherez de toutes vos forces de connaître

1. Simbschen à Kara-George, le 30 août 1809. *Id.*, p. 115.

2. Simbschen à Collorédo, le 30 août 1809. *Id.*, p. 115-116.

les vraies dispositions de Kara-George et de nous communiquer, par voie officielle, toute démarche faite par lui, qui pourrait nous être défavorable : cela nous servira à connaître plus exactement le véritable état des choses et à développer notre influence dans les affaires serbes¹. »

Le maréchal Simbschen n'avait cessé de travailler à maintenir les bonnes dispositions des Serbes envers l'Autriche. L'agitation relative à la formation d'un grand état serbe, qui se manifestait en Hongrie, depuis 1808, avait particulièrement fixé son attention ; c'était une raison de plus pour cultiver des rapports avec les Serbes de la Serbie. Mais lorsqu'il reçut la réponse de l'Empereur et lorsqu'il vit la mauvaise impression, produite sur les Serbes à la nouvelle que l'Autriche ne pouvait promettre qu'une intervention diplomatique, Simbschen résolut de régler définitivement les relations entre l'Autriche et la Serbie, et cela en traitant personnellement avec Kara-George et le Sénat.

Son entrevue avec Kara-George eut lieu le 18 décembre. Il s'efforça de le convaincre de la nécessité d'accepter les conseils de l'empereur d'Autriche, c'est-à-dire de s'arranger avec la Porte sous sa médiation. Il lui conseilla de rédiger avec le Sénat une lettre officielle, d'y témoigner que « l'amour et le dévouement des Serbes à la Cour Impériale d'Autriche était toujours inébranlable », qu'ils désiraient trouver leur bonheur et leur bien être, comme les autres peuples, sous le sceptre bienfaisant de l'Autriche ; mais qu'ils consentiraient, au cas où les circonstances politiques ne permettraient pas davantage, à payer un tribut à la Porte « en attendant des temps meilleurs et plus propices » ; qu'ils étaient convaincus « de la justice et de la bienveillance du gouvernement turc envers les peuples qui se trouvaient sous sa domination, mais qu'il y avait en Turquie beaucoup de brigands, rebelles au gouvernement, et qui commettaient arbitrairement beaucoup d'injustices ; que de tels hommes avaient provoqué l'insurrection serbe, étant avéré que les Serbes n'avaient eu aucune mauvaise intention contre leur souverain légitime. » Il lui conseilla enfin de demander à l'Empereur d'intervenir en leur

1. L'empereur François au maréchal Simbschen, le 18 oct. 1809. *Id.*, p. 115.

faveur auprès de la Porte et d'exposer les demandes des Serbes pour la conclusion d'un arrangement avec elle.

Dès le lendemain, cette lettre en bonne et due forme, signée par Kara-George et par le Sénat, fut adressée à Simbschen. Elle contenait les vœux suivants : L'empereur d'Autriche serait le protecteur de la Serbie; amnistie générale serait accordée pour tout ce qui s'était passé durant l'insurrection; les Serbes seraient entièrement affranchis envers la Porte, hormis le paiement d'un tribut déterminé, en argent comptant; les frontières de la Serbie seraient délimitées par les positions que les troupes serbes occupaient en ce moment, à savoir : le Danube et la Save, puis par la Drina jusqu'à sa jonction avec le Lim, de là à la montagne Chargan, Yavor et Golia, puis la rivière Stoudenitsa, la montagne de Kopaonik y compris Samokov, la rivière Toplitsa et par la rivière de la Morava du sud à la source de la rivière Toponitsa; de là au Grand Timok et enfin le long de cette rivière jusqu'au Danube. Un consul autrichien résiderait à Belgrade; un représentant serbe serait accrédité à Vienne. Tous les chrétiens qui se trouvaient en Serbie pourraient y rester, sans être obligés de retourner dans leur pays d'origine. L'échange des prisonniers serait fait entre les belligérants. Un armistice serait conclu sous la médiation de l'empereur d'Autriche : il ne pourrait être ni rompu ni prolongé sans que l'empereur d'Autriche en fût informé. Enfin les négociations pour la conclusion de la paix auraient lieu dans un congrès, en un lieu désigné par l'empereur d'Autriche dans ses états; il était à désirer qu'à ce congrès assistassent, à côté des délégués serbes et tures, les représentants d'autres états¹.

Cependant le gouvernement autrichien avait reçu de l'internonce à Constantinople un rapport, annonçant le consentement du Sultan à la proposition qui lui avait été faite d'un accommodement avec les Serbes. Comme on pouvait s'y attendre, les conditions de la Porte étaient telles, qu'il était impossible de les concilier avec les desiderata serbes. La Porte consentait seulement à accorder aux Serbes une amnistie générale et à rappeler Gouchanats-Ali, le commandant détesté.

1. Kara-George à Simbschen, le 29 décembre 1809. Voy. KRONES, *o. c.*, p. 416-418.

Elle acceptait aussi que le prélèvement du tribut fût fait, non plus par les fonctionnaires turcs, mais par les Serbes eux-mêmes, et que l'argent fût remis au pacha de Belgrade, et renonçait à l'arriéré. Elle demandait d'autre part que Kara-George et les autres chefs principaux quittassent la Serbie pour toujours; elle se chargeait du reste de leur donner des pensions suffisantes. Mais elle exigeait encore, comme condition principale de l'arrangement, que toute garantie et toute intervention étrangère fût écartée, et que les Serbes « abandonnassent pour toujours l'idée même de leur indépendance¹. »

Après avoir pris connaissance des propositions turques, Metternich fut d'avis de répondre à la Porte que sa demande concernant l'éloignement des chefs serbes rendait toute réconciliation impossible, et que le Sultan devait se contenter du principal, c'est-à-dire du paiement d'un tribut, en laissant aux Serbes l'organisation intérieure de leur pays. La Porte, croyait-il, pourrait profiter du désir de Kara-George d'obtenir un armistice, pour brouiller les Serbes avec les Russes. Il croyait, d'autre part, qu'il fallait faire comprendre également à Kara-George que la conservation du Sénat serbe et l'exclusion de tous les fonctionnaires turcs du pays étaient des obstacles insurmontables à tout arrangement. Enfin, qu'il fallait insister auprès de la Porte pour en obtenir l'amnistie la plus large, pour l'amener à consentir que le paiement du tribut eût lieu à Belgrade et à rappeler ses autres fonctionnaires de la Serbie².

Mais l'Empereur n'adopta pas entièrement l'avis de son ministre. Il ne fallait, selon lui, donner aux chefs serbes aucun espoir d'obtenir une amnistie générale, et il voulait qu'on ne promît, dans les instructions à donner au maréchal Simbschen, que ce que contenait la déclaration de la Porte³.

Le 21 mars furent communiqués à Simbschen les principes, suivant lesquels l'empereur d'Autriche désirait qu'on procédât du côté autrichien dans les affaires serbes. « Les intérêts bien entendus de l'Autriche, tant politiques que militaires et commerciaux — était-il dit — exigent qu'on aide au rétablissement de la paix en Serbie. Le meilleur moyen pour

1. Rapport à l'Empereur, du 24 janvier 1810. Voy. BEER, *o. c.*, p. 218-219.

2. Rapport à l'Empereur du 3 février 1810. *Id.*, p. 219-220.

3. La décision impériale du 15 fév. 1810. *Id.*, p. 219.

y arriver, c'est le retour de la Serbie sous la domination ottomane, aux conditions qui assureront pour l'avenir la tranquillité dans cette province. Quoique les conjonctures actuelles ne permettent pas à l'Autriche de s'occuper publiquement de cette affaire. Simbschen ne doit néanmoins manquer aucune occasion qui pourrait aider à atteindre le but désiré, mais seulement à la condition que l'Autriche ne s'y compromette point. En conséquence il devra s'efforcer de gagner secrètement les Serbes à la cause de la paix, et de les amener à adresser des propositions modérées à Redjeb-Aga, commandant de la place d'Ada-Kalé, muni des pouvoirs de la Porte pour conclure la paix avec eux¹.

Pendant qu'on s'occupait ainsi de la question serbe en Autriche, en Serbie les affaires prenaient un autre tour. Les lenteurs de la cour de Vienne produisaient une pénible impression et un profond étonnement. Dès le commencement du mois de mars on s'occupa activement à Belgrade de rechercher les causes de ces lenteurs. On sut bientôt par des affidés de Vienne que l'empereur d'Autriche avait appris le retour de Rodofinikine en Serbie, avec des troupes russes destinées à occuper le pays; qu'irrité contre les Serbes, il avait décidé de les abandonner à leur sort, et de renoncer à toute intervention, en les laissant négocier seuls et directement avec les chefs turcs, Gouchanats-Ali et Redjeb-Aga! Les Serbes alors envoyèrent leurs délégués à ces chefs : mais le premier les traita de traîtres et les jeta en prison, et l'autre refusa de les recevoir, leur faisant dire qu'il ne voulait avoir aucun rapport avec des gens qui étaient amis des Russes! Kara-George en avisa le maréchal Simbschen par une lettre confidentielle et lui demanda ce qu'il devait faire pour obtenir la protection de l'Empereur, surtout au moment où, par le mariage de Napoléon avec la fille de l'empereur d'Autriche, « une alliance était conclue dont dépendait la paix des états européens² ».

A ces questions, le maréchal autrichien répondit qu'il fallait attendre les ordres de Vienne et tranquillisa les Serbes en leur faisant remarquer que les Turcs, la saison froide du-

1. Le prince Georges de Metternich au maréchal Simbschen; le 21 mars 1810. Voy. KRONES, *o. c.*, p. 121-122.

2. *Id.*, p. 80.

rant toujours, n'étaient pas encore prêts à rouvrir les hostilités.

Mais bientôt se répandit la nouvelle que les Turcs préparaient leur entrée en campagne. Le maréchal restait toujours sans réponse! Dans cette extrémité, Kara-George envoya deux députés à Simbschen pour signer avec lui l'*acte de cession de Belgrade à l'Autriche*! Le maréchal ne voulut pas prendre la responsabilité d'une affaire de cette importance; il en informa sa cour, tout en observant aux députés que les Serbes devraient jurer une soumission absolue au sceptre autrichien et envoyer à l'Empereur, par une députation spéciale, leur serment de fidèles sujets. Il leur conseillait en même temps de complimenter l'Empereur sur le mariage de sa fille et offrit son fils, le commandant Simbschen, pour accompagner à Vienne et présenter à l'Empereur celui d'entre eux qui en serait chargé¹.

Kara-George n'avait qu'à suivre les conseils du maréchal : le 16 mars, il écrivit une lettre de compliments à l'Empereur. Après avoir présenté les félicitations de son peuple, le chef serbe rappelait les demandes qu'il avait présentées le 29 décembre 1809, affirmant le désir du peuple serbe de confier sa destinée à l'Autriche².

Il choisit, pour porter cette missive, Ivan Yougovitch, secrétaire du Sénat, et lui remit de pleins pouvoirs pour négocier. Celui-ci se rendit à Karlowitz, où toute une cérémonie eut lieu, à la veille de son départ. Le maréchal Simbschen promit et jura en présence de l'archevêque serbe, Stratimirovitch, et de tous les officiers, parmi lesquels le feld-maréchal Fink et le commandant de Zemlin, que, dès l'instant où l'Empereur aurait reçu le serment de fidélité des Serbes, il les seconderait en toutes choses, conformément à la convention qui réglerait la cession de Belgrade à l'Autriche, signée par les délégués serbes et autrichiens. En présence de tous les témoins, et selon le désir du Sénat, il signa son serment. Puis, pour ne pas compromettre son gouvernement, il remit au député serbe un passeport où celui-ci était désigné comme

1. Kara-George à Simbschen, le 16 mars 1810. *Id.*, p. 119-120.

2. Le Sénat serbe à l'empereur d'Autriche, le 16 mars 1810. *Id.*, p. 120-121.

« commerçant », et, dès le lendemain, 19 mars, il le fit partir en compagnie de son fils.

Le 24 mars, les deux hommes arrivèrent à Vienne. Le commandant Simbschen conduisit tout droit le député serbe au secrétariat du cabinet impérial. Peu après, l'Empereur le reçut avec bienveillance dans une audience secrète, accepta l'offre des Serbes, et l'assura qu'il donnerait tous les ordres nécessaires pour l'occupation de Belgrade et de la Serbie par les troupes autrichiennes. Comme le comte de Metternich se trouvait à ce moment en mission à Paris, l'Empereur ordonna qu'on adressât le député au vieux prince de Metternich, qui faisait l'intérim des affaires étrangères, en l'absence de son fils, et au conseiller de la Cour, Hudelist. Ce dernier, qui le reçut d'abord, lui déclara que la décision définitive ne pourrait être prise qu'après l'arrivée du courrier de Paris; et lui conseilla de se tenir caché dans la ville et de patienter. Le prince de Metternich père, que Yougovitch vit ensuite, dit au député qu'il aurait à prêter devant lui le serment de fidélité, au nom du peuple serbe, et qu'après avoir reçu les présents, destinés à Kara-George, il devrait se rendre aussitôt à Belgrade.

Lorsque le lendemain Yougovitch se présenta pour la prestation de serment au ministère, tout était changé. Le courrier de Paris, lui dit-on, apportait l'avis de Napoléon qu'il était encore trop tôt pour rompre avec la Russie. Par suite le prince de Metternich informa le député serbe que l'Autriche ne pourrait qu'intervenir entre la Porte et la Serbie, pour amener la conclusion d'un armistice. Il invita les Serbes à entamer les négociations avec les Turcs et à les faire traîner en longueur: il fit remettre à Yougovitch une somme de mille florins, et lui recommanda d'employer toute son influence pour empêcher les Serbes de se rallier au parti russe¹.

Le 8 mai, le député quitta Vienne, en compagnie du commandant Simbschen, qui portait des instructions pour son père. Le prince de Metternich rappelait au maréchal que les négociations antérieures avec les Serbes, leurs efforts pour obtenir la protection de l'Autriche et leurs propositions de céder Belgrade à ses troupes, avaient fini par compromettre

1. KRONES, *o. c.*, p. 87.

la cour de Vienne aux yeux de la Russie et de la Porte; il ajoutait qu'il serait impardonnable de s'exposer encore une fois à de « tels malentendus ». Mais, d'autre part, il lui recommandait de tâcher de maintenir les Serbes dans leurs dispositions favorables. Enfin, il l'informait que l'Empereur avait été instruit de la prochaine arrivée en Serbie de l'ancien résident russe Rodofinikine, avec des troupes russes, dans le but de s'emparer de Belgrade; il lui demandait de se renseigner à ce sujet plus exactement, et de faire savoir à Rodofinikine que l'Autriche ne souffrirait point ce coup de force¹.

Le maréchal envoya son fils, avec le député serbe, porter à Belgrade une lettre dilatoire, très peu encourageante. « Pourquoi n'a-t-on pas amené des troupes pour prendre Belgrade, toutes les forteresses et toute la Serbie ! s'écria Kara-George en les recevant. Si votre empereur ne veut ni n'ose nous recevoir, nous sommes forcés de nous donner à la première puissance chrétienne venue, fût-ce la Russie ou la France, car nous ne sommes plus en état de tenir seuls contre les Turcs². »

Peu après Kara-George fit savoir au maréchal que les Russes avaient invité les Serbes à conclure une alliance contre les Turcs, et qu'un détachement de troupes russes était déjà désigné pour passer le Danube à Poretch, et pour apporter aux Serbes des armes et des munitions. Il demandait ce qu'il devait faire. Simbschen lui répondit qu'en attendant de nouvelles instructions de Vienne, il lui fournirait secrètement des munitions; il lui conseilla de ne point accepter l'offre des Russes, en alléguant que les négociations avec la Porte étaient déjà entamées, sous la médiation de l'Autriche³.

C'est alors seulement que le maréchal Simbschen apprit que les Serbes avaient envoyé, depuis longtemps déjà, le capitaine Voutchinitch à Paris; il fut instruit aussi que les différents émissaires se trouvaient sur la frontière. Il en informa son gouvernement. Mais celui-ci resta indécis, par crainte de la Russie et par méfiance envers la France. « Comme les conjonctures actuelles, écrivit le président du conseil aulique à

1. Le prince Georges de Metternich à Simbschen, le 17 avril 1810. *Id.*, p. 123-125.

2. *Id.*, p. 88.

3. *Id.*, p. 89.

Simbschen, ne permettent pas qu'on provoque des complications interminables en prenant possession des forteresses de la Serbie, vous vous bornerez pour le moment à observer attentivement les événements de ce pays. Il faut éviter tout ce qui pourrait être contraire aux relations amicales avec la Porte, et éviter également tout mouvement de troupes sur la frontière, qui pourrait être remarqué par les Serbes ou les Russes et devenir une cause de malentendus¹ ».

Ces instructions mirent fin, du moins pour le moment, aux négociations du maréchal Simbschen avec les chefs serbes.

1. Le comte de Bellegarde à Simbschen, le 27 mai 1840. *Id.*, p. 125-126.

CHAPITRE XIII

I. — Les Serbes et les Russes, après la fuite de Rodofinikine de Belgrade. — Pierre Dobrniats et Kara-George. — Le nouveau commandant de l'armée russe du Danube, prince Bagration, promet des secours aux Serbes et envoie de l'argent à Kara-George (octobre 1809). — Nouvelle discorde entre les chefs serbes ; les russophiles l'emportent. — Skoupchtina de Hassan-Pachina Palanka (5 décembre 1809). — Envoi d'une députation au prince Bagration. — Refus de reconnaître les démarches faites par Kara-George auprès des Français et des Autrichiens. — Mesures prises pour envoyer des troupes russes en Serbie. — Rappel de Bagration.

II. — Le nouveau commandant en chef, comte Kamensky, et le plan de campagne de son prédécesseur. — Sa décision de ne pas envoyer de troupes en Serbie. — Mécontentement à Belgrade. — Mission de Milan Obrénovitch à Bucharest. — Le comte Kamensky se rend à la demande serbe et promet des secours en troupes. — Passage du général Zuccato en Serbie (17 juin 1810). — Attaque de Déligrade par Kourchid-Pacha (21 juillet 1810). — Kara-George reçoit les renforts russes du général Orourk. — Échec de Kourchid-Pacha à Yassika (7 septembre). — Nouvel échec de Kourchid à Varvarine (18 septembre). — Evacuation par les Turcs de Prahovo et de Brégovo. — Bataille de Loznitsa. — Fin de la campagne de 1810. — Les russophobes en Serbie. — Projet de Mladen Milovanovitch. — Coup d'état du 20 janvier 1811. — Nouvelle constitution, création d'un ministère. — Opposition de plusieurs chefs. — Menaces de Kara-George. — Blanc-seing. — Mladen Milovanovitch, ministre de la guerre. — Démissions de Milenko Stoikovitch et de Pierre Dobrniats. — Leur exil (19 février 1811). — Disgrâce de Miloch Obrénovitch.

III. — Nomination du général Koutousof comme commandant en chef de l'armée russe du Danube. — Son plan de campagne et les Serbes (avril 1811). — Désastre turc près de Rouchtchouk (octobre 1811). — Pourparlers entre le grand-visir et le général Koutousof. — Nomination des plénipotentiaires russo-turcs pour négocier la paix.

I

Tout en recherchant la protection de la France et de l'Autriche, les Serbes n'avaient pas abandonné leurs relations avec la Russie. La communauté de race et de religion, et l'alliance qui datait de 1807, étaient des liens si naturels et si solides qu'ils ne pouvaient être rompus, ni par l'inaction momentanée des troupes russes en 1809, ni par les défaites qu'elle avait entraînées pour les Serbes. Le lendemain même

de la fuite de Rodofinikine, Kara-George lui écrivit pour lui demander s'il avait abandonné son poste sur un ordre de l'Empereur ou de son propre mouvement; et il l'invitait, dans ce dernier cas, à revenir à Belgrade ¹. En même temps, il demandait au commandant Dobrniats si, par son départ dans ce moment critique, il avait voulu trahir son pays et ses camarades; sinon, il le priait de retourner en Serbie. Mais ni l'un ni l'autre ne se rendirent à cette invitation. Rodofinikine répondit, le jour même, que son départ avait eu pour cause le complot de Mladen Milovanovitch et de Miloïé Péetrovitch; il ajoutait qu'il partait pour la Valachie, et suppliait, en attendant, tous les chefs serbes de se grouper autour de Kara-George. « Tenez encore quelque temps — disait-il — et la Serbie sera sauvée. Les armées victorieuses de la Russie poursuivent les Turcs sur la rive droite du Danube; si elles atteignent le grand-visir et écrasent son armée, ce dont je ne doute point, tous les nuages qui vous menacent seront dissipés². » Quant au commandant Dobrniats, il répondit également qu'il n'avait pas trahi la cause pour laquelle il avait combattu jusqu'alors, et qu'il n'avait passé le Danube que « pour sauver le peuple de la honte et du malheur où Mladen et Miloïé l'avaient jeté³ ».

Quelques jours après, Rodofinikine, accompagné du commandant Dobrniats, du sénateur Protitch et d'Étienne Jivkovitch, ancien secrétaire du Sénat, en qualité de députés serbes, quitta Pancsova et se rendit en Valachie, afin d'instruire le général en chef de l'armée russe de l'état des affaires en Serbie. Le prince Bagration leur fit bon accueil. Dès son arrivée, il avait informé le résident russe qu'il prenait le commandement. « Je recommande à Votre Excellence, lui écrivait-il, d'assurer d'une façon solennelle le chef suprême, ainsi que le Sénat du peuple serbe, qu'il me sera non seulement agréable de leur fournir tous les secours et tous les moyens pécuniaires ou autres qui seront en mon

1. Kara-George à Rodofinikine, le 28 août 1809. Voy. PÉTROF, t. II, p. 297-298.

2. Rodofinikine à Kara-George, en date de Pancsova, le 28 août 1809. *Ibid.*, p. 296-297.

3. Pierre Dobrniats à Kara-George, en date de Pancsova, le 29 août 1809. *Id.*, p. 298.

pouvoir, mais que je regarde comme le plus sacré des devoirs de collaborer de toutes nos forces à établir le bonheur perpétuel de l'héroïque peuple serbe, notre frère en religion, et à le délivrer entièrement du joug qui l'a opprimé jusqu'ici¹. » Mais Rodofinikine n'avait pas reçu cette lettre avant son départ de Belgrade.

Cependant, mis au courant de la position difficile où se trouvait la Serbie, et reconnaissant qu'il fallait l'aider dans l'intérêt même de la Russie, Bagration donna ordre au général Issaïef de se hâter avec les troupes de la Petite-Valachie et d'opérer sa jonction avec les Serbes. Puis il fit remettre à Rodofinikine, et aux « députés serbes », une somme de 5000 ducats, et les invita à s'entendre avec leurs compatriotes sur les moyens les plus propres à les soutenir ; il accorda à Dobrniats l'autorisation de lever, dans la Petite-Valachie, des volontaires qui opéreraient avec le détachement du général Issaïef, et promit qu'aussitôt l'armée russe arrivée à Rouchtchouk, il enverrait un détachement plus considérable en Serbie².

Mais à ce moment deux députés de Kara-George arrivèrent au camp de Bagration. Ils avaient pour mission de contrecarrer les rapports de Rodofinikine sur la Serbie, rapports qu'on soupçonnait, à Belgrade, défavorables au chef serbe. Dans la lettre qu'ils apportaient de la part de Kara-George et du Sénat, Rodofinikine était représenté comme un détracteur du peuple serbe et de son chef, et ses compagnons Dobrniats, Protitch et Jivkovitch comme des fuyards et des traîtres, en qui on ne devait avoir aucune confiance, « s'ils avaient l'audace de réclamer quoi que ce fût au nom du peuple³ ».

Dans sa réponse, le prince Bagration assura le chef et le Sénat serbes que tous les rapports de Rodofinikine ne respiraient que le plus vif intérêt pour les besoins du peuple serbe, et qu'il n'avait quitté Belgrade que parce que les troupes turques s'en étaient approchées à une distance de huit heures de marche, sans qu'aucune mesure fût prise pour la défense

1. Le prince Bagration à Rodofinikine, le 28 août 1809. *Id.*, p. 299-500.

2. *Ibid.*

3. Kara-George au prince Bagration, le 21 septembre 1809. V. PÉTROF, *o. c.*, t. II, p. 303-304.

de la place. Quant aux compagnons de voyage de Rodofnikine, il assurait qu'il les avait trouvés, tous, remplis d'un grand amour pour leur patrie et animés du désir de sauver leurs compatriotes de la position périlleuse où ils se trouvaient en ce moment. Enfin il informait Kara-George et le Sénat qu'il ne pourrait donner suite à leurs plaintes contre l'ancien résident russe à Belgrade, tant que des preuves ne lui auraient pas été fournies¹. Lors du départ des députés serbes, le commandant en chef leur remit une somme de 10 000 piastres pour Kara-George, avec une nouvelle lettre, où il lui demandait d'éloigner des affaires les chefs ennemis du peuple et de leur enlever les moyens de nuire; il ferait, quant à lui, tout son possible pour accomplir sa promesse d'assurer, une fois pour toutes, le bonheur de la nation serbe².

Ainsi les relations entre les Serbes et les Russes s'étaient améliorées, presque au même moment où les troupes turques, comme on le sait, avaient évacué la Serbie. Mais il restait à débrouiller les complications intérieures, et à apaiser les querelles entre les chefs serbes eux-mêmes.

En effet, la discorde n'avait fait que croître depuis le mois d'août. Le mécontentement de la plupart des chefs contre Mladen Milovanovitch et Miloïé Pétrovitch, en raison des échecs subis devant Nisch et à Déligrade, commençait à atteindre Kara-George lui-même, qui subissait leur influence. Il fut encore accru par la certitude que plusieurs avaient acquise des négociations entamées par Kara-George avec la France et l'Autriche, sans avoir pris conseil de tous les chefs³. On en était arrivé à souhaiter que les Russes entrassent en Serbie pour gouverner le pays⁴. Les chefs commençant à se menacer les uns les autres, une skoupchtina, qui les réunirait tous, devenait nécessaire. Elle fut convoquée par Kara-George à Hassan-Pachina Palanka, pour le 5 décembre. Les accusations les plus graves y furent formulées contre Mladen Milovanovitch, Miloïé Pétrovitch et leurs partisans. On dé-

1. Le prince Bagration à Kara-George, le 30 sept. 1809. *Id.*, p. 304-305.

2. Le prince Bagration à Kara-George, le 14 oct. 1809. *Id.*, p. 309-310.

3. Réponse de Pierre Dobrniats au chef suprême et au Sénat dirigeant du peuple serbe, en date du 20 janvier 1811. Voy. *Mémoires de l'Acad. serbe*, vol. XXXVII, p. 125.

4. Milenko Stoïkovitch à Rodofnikine, le 15 oct. 1809. Voy. *L'insurrection serbe*, etc. 1806-1810. Neusatz, 1866, vol. II, p. 208.

cida l'envoi d'une députation pour porter à Bagration les vœux du peuple, et l'on choisit les commandants Milan Obrénovitch et Milenko Stoïkovitch, ainsi que l'archimandrite Nikchitch. Stoïkovitch, qui se trouvait alors à Porètch, ayant vu que ses collègues n'étaient pas munis de pleins pouvoirs identiques, n'accepta pas de les suivre en Valachie. Les deux autres consentirent à ce qu'il fût remplacé, suivant son désir, par le commandant Dobrniats, qui se trouvait en Valachie. Ils s'entendirent sur ce qu'ils devraient demander à Bagration, sans tenir compte des pleins pouvoirs qu'on leur avait remis. Après une entrevue avec Rodofinikine, ils se présentèrent au commandant russe, le 6 janvier 1810, à Hirsova. Ils lui annoncèrent que, par une décision nationale, Mladen et Miloïé étaient exclus pour toujours des affaires publiques, comme auteurs principaux des malheurs de la Serbie. Puis ils demandèrent : 1^o les secours militaires les plus prompts, et des munitions ; 2^o que si l'empereur Alexandre ne pouvait prendre la Serbie sous son autorité directe, il daignât songer à son bonheur lors de la conclusion de la paix avec les Turcs, et qu'il permit aux députés serbes d'assister aux négociations afin de pouvoir donner des éclaircissements sur les affaires ; 3^o Kara-George et les autres chefs étant pour la plupart des gens simples et illettrés, les lettres, s'il s'en trouvait adressées aux autres états au nom du peuple serbe, devaient être considérées comme non existantes ; 4^o la place de Belgrade serait occupée par une garnison russe. Ils déclarèrent enfin que les Serbes étaient absolument disposés à combattre avec les Russes, et à faire en tout la volonté de l'empereur de Russie¹.

Le commandant en chef fit à la députation un accueil flatteur. Il promit formellement de fournir des munitions et donna l'espoir qu'une garnison russe serait envoyée sous peu à Belgrade. Enfin, il tint à dissiper les préventions contre Rodofinikine, assurant que les soupçons contre lui n'avaient pu prendre naissance qu'à la suite de malentendus ou d'intrigues de la part de ses ennemis personnels². Il reprocha aussi aux députés les négociations que leur chef su-

1. PÉTROF, *o. c.*, II, p. 315-316.

2. *Id.*, p. 409.

prême avait entreprises avec la France et l'Autriche ; à quoi les députés répondirent que pour prévenir des faits de ce genre, il ne faudrait dorénavant tenir compte que des pleins pouvoirs, signés par tous les chefs du peuple et munis de leurs sceaux¹.

Peu après le départ de la députation, le prince Bagration prit des mesures pour envoyer en Serbie un détachement de troupes sous le commandement d'Issaïef, général connu et aimé des Serbes, avec lesquels il avait déjà combattu plusieurs fois. En même temps il décida, sans doute sur la demande des commandants Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats, de renvoyer à Belgrade l'ancien résident, « afin de donner de bons conseils et les secours nécessaires, tant au gouvernement qu'au peuple serbe ». Il en informa Kara-George et le Sénat par une longue et éloquente lettre, dans laquelle, après avoir résumé les relations russo-serbes, énuméré les sacrifices que la Russie avait déjà faits pour la Serbie et mentionné les mérites de Kara-George, il faisait appel à ce dernier, à tous les chefs, au clergé et à tout le peuple, en les invitant à s'unir aux troupes russes qui allaient être envoyées en Serbie, et à combattre héroïquement pour atteindre le noble but tant désiré : délivrer la religion orthodoxe, opprimée sous le joug des tyrans, et protéger le glorieux nom chrétien. Il leur rappelait que l'heure avait sonné où le sort de la Serbie serait décidé, et exprimait l'espoir que tous les Serbes s'empresseraient de prouver par leurs actes leur reconnaissance et leur invariable dévouement « à l'empereur Alexandre, très haut protecteur de la Serbie »².

Mais, à ce moment même, le prince Bagration était appelé.

II

Le général d'infanterie, comte Kamensky II, fut nommé commandant en chef de l'armée russe du Danube, par le rescrit

1. Réponse de Pierre Dobrniats au chef suprême et au Sénat du peuple serbe, le 21 fév. 1811. Voy. *Mémoires de l'Acad. serbe*, t. XXXVII, p. 125-126.

2. Le prince Bagration à Kara-George, le 21 fév. 1810. Voy. PÉTROF, t. II, p. 473-477.

impérial du 16 février 1810, avec pleins pouvoirs pour négocier la paix avec les Turcs. On lui remit à cet effet un projet de traité, où la Serbie n'était pas oubliée. L'empereur désirait qu'elle restât complètement indépendante de la Porte et qu'elle obtint son existence politique, avec son gouvernement, sous la protection de la Russie » ¹.

Arrivé le 19 mars à Yassy, le nouveau commandant en chef procéda aussitôt à l'inspection de ses troupes, et à l'élaboration d'un nouveau plan de campagne. Il décida d'opérer contre les Turcs par son aile gauche : changeant brusquement les ordres de son prédécesseur, il rappela le détachement du général Issaïef qui se préparait à opérer sa jonction avec les troupes serbes, sur la rive droite du Danube.

La retraite de ce détachement inquiéta vivement les Serbes. Voyant les Turcs se préparer de tous côtés, ils s'empressèrent d'envoyer le commandant Milan Obrénovitch auprès du comte Kamensky pour le prier de revenir sur sa décision ². De son côté le général Langeron, jugeant que les opérations, de concert avec les Serbes, étaient utiles comme diversion et pour assurer le flanc droit russe, insista aussi dans le même sens ³.

Le généralissime se rendit à ces raisons et promit qu'en mai tout le détachement qui occupait la Petite-Valachie serait envoyé en Serbie. Il tint sa promesse. Le détachement du général Issaïef fut porté à 7550 hommes et confié au général comte Zuccato, avec l'ordre d'en employer une moitié à couvrir la Petite-Valachie ; l'autre moitié devait faire jonction avec les Serbes.

Dans la nuit du 16 au 17 juin, Zuccato effectua la traversée du Danube avec 2371 hommes d'infanterie, 935 kosaques et 500 volontaires, et le lendemain il se réunit avec 600 Serbes qui se trouvaient sur la rive droite, sous le commandement de Pierre Dobrniats. L'action des troupes alliées fut dirigée contre les places fortes des alentours, à savoir Brza Palanka, Feth-Islam, Prahovo et Doud. Cette dernière ville fut prise aussitôt : elle renfermait une grande quantité

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 13.

2. *Id.*, p. 24.

3. Mémoires du général Langeron. *Voy. Documente privitoré la historia Romanilar*. Bucharest, 1889. Supp. vol. III, p. 226 à 302.

de vivres et de munitions. Brza Palanka fut prise le 6 juillet. Bientôt toute la partie occidentale de la Serbie fut libérée, excepté les places de Feth-Islam et de Prahovo qui restaient assiégées.

Mais la partie sud restait menacée par les Turcs.

Aussitôt après le passage des troupes russes en Serbie, un plan de campagne avait été arrêté entre le général Zuccato et Kara-George. Les mesures étaient prises pour la défense des frontières de l'ouest et du sud. A l'ouest, les troupes serbes avaient reçu l'ordre de tenir les points fortifiés et de se borner à la défensive; au sud, elles avaient à se fortifier à Déligrade et à mettre le siège devant Soko-Bania. Kara-George s'était de ce côté chargé du commandement des troupes. Il avait établi à Kourchoumlia un corps d'observation, qui servait également de lien avec les détachements chargés de garder la frontière jusqu'à Pristina. Ainsi, en juillet, les troupes serbes se trouvaient aux portes de la Macédoine, du Monténégro et de la Bosnie, prêtes à se joindre à leurs frères de ces provinces et à agir de concert avec eux.

Vers le milieu de juillet les troupes de Khourchid-Pacha de Nisch commencèrent leur mouvement. Le 4 elles attaquèrent Déligrade, mais furent repoussées. Malgré ce succès Kara-George, voyant la supériorité des Turcs et désirant rassurer ses troupes en leur prouvant qu'elles n'étaient pas abandonnées par leurs alliés, demanda au général Zuccato des renforts russes. Celui-ci lui envoya le comte Orourk avec un régiment de « mousquetaires », un escadron de hulans, un régiment de kosaques et deux batteries d'artillerie du Don, ainsi que 500 volontaires serbes de Valachie ¹. Les mauvaises routes rendant la marche très pénible, ces nouvelles troupes n'arrivèrent à Bania que le 5 septembre. Dès le lendemain matin le général russe ordonna l'attaque de la place, qui était très forte. Les assauts se succédèrent sans relâche; et la garnison turque, après avoir perdu 600 hommes, demanda à capituler. La place fut confiée à Haïdouk-Veillko avec un détachement serbe de 500 hommes. Le comte Orourk se porta alors vers Déligrade auprès de Kara-George, et comme les Turcs avaient déjà opéré un mouvement tournant et

1. PÉTROFF, *o. c.*, t. III, p. 180.

s'étaient dirigés vers l'autre côté de la Morava, il descendit avec Kara-George à Yassika. Là; une bataille s'engagea le 7 septembre. Les Turcs, quoique supérieurs en nombre, furent complètement battus et rejetés sur la Morava. Ce succès en amena un autre : la garnison turque de Feth-Islam, ayant appris la défaite des troupes turques à Yassika, capitula le 18 septembre. Mais Khourchid-Pacha, battu à Yassika, après avoir réorganisé ses troupes et obtenu des renforts, se porta sur Varvarine, non loin de Yassika, pour tenter une fois encore la fortune des armes. Battu de nouveau le 18 septembre, il dut se replier sur la Morava. La présence des troupes russes en Serbie avait relevé le moral des Serbes, et dans la même mesure effrayé les Turcs. Bientôt après la bataille de Varvarine, les places de Prahovo et de Brégovo, dans la Kraïna, furent prises. La frontière de Bosnie restait seule menacée. Les troupes du pacha de Bosnie avaient traversé la Drina et mis le siège devant Loznitsa. La garnison serbe, serrée de près, demanda du secours à Kara-George, et celui-ci accourut. Une bataille désespérée s'engagea le 17 octobre. Elle dura pendant deux jours et finalement les Turcs furent repoussés. Le lendemain ils repassèrent la Drina, et le surlendemain ils envoyèrent un parlementaire proposer un armistice, avec la Drina comme ligne de démarcation.

Ainsi à la fin d'octobre 1810 tout le pays était affranchi. En novembre le général Zass qui, à la mort du comte Zuccato, survenue le 7 septembre, avait été nommé à sa place, laissa des garnisons à Négotine et à Feth-Islam, et rappela le reste des troupes russes en Petite-Valachie pour prendre leurs quartiers d'hiver.

La présence des troupes russes en Serbie durant quatre mois, et les succès qu'elles avaient remportés de concert avec les troupes serbes, avaient laissé une profonde impression dans le pays. Le parti « russophile » gagnait du terrain. Il comprenait en septembre tous les chefs, excepté Mladen Milovanovitch et Kara-George, dans la mesure où il subissait son influence¹. Pour soustraire à l'avenir Kara-George à l'action d'une coterie et de ses amis personnels, et pour prévenir des actes arbitraires comme les négociations avec la

1. L'autre ami de Mladen et de Kara-George était Miloïé Pétrovitch.

France et l'Autriche, les russophiles conçurent l'idée de demander à la Russie qu'elle laissât dans l'intérieur de la Serbie une garnison permanente, et qu'elle chargeât le commandant de cette garnison d'aider les Serbes à donner au pays une organisation stable et bonne. Leur campagne eut le plus complet succès; à la fin de septembre ou au commencement d'octobre, Kara-George avait convoqué une skoupchtina qui se prononça en faveur de cette idée. Une députation, composée des commandants Milenko Stoikovitch et Milan Obrénovitch, et du moine-philosophe Dossithée Obradovitch, fut envoyée aussitôt auprès du comte Kamensky, pour lui présenter et lui faire agréer les vœux du peuple serbe¹.

Pendant l'absence de ces députés Mladen Milovanovitch ne resta pas inactif. Voyant grandir l'influence de ses adversaires, et craignant d'être exclu sous peu des affaires publiques, il s'employa auprès de Kara-George pour lui démontrer que son autorité de chef suprême était menacée par le gouvernement que les russophiles se proposaient de donner au pays. Il lui conseilla d'organiser le gouvernement lui-même, sans attendre le retour des députés, ni les ordres de Kamensky. Il lui proposa de supprimer le Sénat et de le remplacer par un ministère (*pravitelstvo*) et un grand tribunal (*véliki soud*). Il y ferait entrer tous les grands commandants, connus comme chefs du parti russophile, et pour cela considérés en quelque sorte comme ses adversaires. Il les remplacerait dans leurs commandements par ses partisans, de sorte que le pouvoir du chef suprême s'en trouverait affermi et augmenté. Puis il se proposa lui-même pour le ministère de la guerre. Dans cette combinaison, Kara-George devait avoir la haute main sur toutes les affaires militaires. Ce projet plut au chef serbe, et Mladen n'eut pas de peine à le gagner.

Comme il était de règle que les chefs se rassemblent, au début de chaque année, pour délibérer sur les besoins du pays, Kara-George les convoqua pour le commencement de janvier 1811, à Belgrade. Instruit sans doute du plan de Mladen et de Kara-George, bon nombre des principaux chefs ne se rendirent pas à la réunion. Milenko Stoikovitch se trou-

1. Kara-George à Dobrniats, le 21 oct. 1810. Voy. *Mémoires de l'Acad. serbe*, t. XXXVII, p. 120.

vait encore à Bucharest, où son camarade Milan Obrénovitch venait de mourir. Jacob Nénadovitch s'excusa. Pierre Dobrniats répondit que les troupes russes, destinées à tenir garnison à Belgrade, faisaient leurs préparatifs pour traverser le Danube, et qu'il se voyait obligé d'attendre pour les recevoir et les accompagner à travers le pays. Il ajoutait que les députés serbes aussi seraient bientôt de retour, et qu'il viendrait avec eux à Belgrade où l'on pourrait, après avoir entendu leur rapport, procéder aux délibérations¹. Néanmoins la réunion eut lieu à Belgrade les 20, 22 et 25 janvier. Convaincus que tous les chefs n'accepteraient pas leur projet, Kara-George et Mladen eurent, paraît-il, recours aux menaces et les contraignirent à signer un *blanc-seing* et à apposer leurs cachets au bas des signatures².

Ainsi opérée, la réforme fut néanmoins proclamée comme adoptée par la skoupchtina, et le ministère fut composé. Sans avoir été ni consultés ni même pressentis, les commandants les plus estimés et les plus chauds partisans de la Russie se virent nommés ministres, et remplacés dans leurs postes par d'autres chefs, moins capables et moins dignes. Jacob Nénadovitch, Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats furent nommés ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et de la justice ; mais d'autre part Mladen Milovanovitch était nommé ministre de la guerre.

Ce coup d'état révolta les chefs russophiles. Ils furent indignés surtout de la nomination de Mladen Milovanovitch, qui avait donné tant de preuves d'incapacité dans les choses militaires et dont le caractère était fort suspecté. Parmi les chefs qui avaient assisté à la réunion, les plus mécontents Louka Lazarévitch, Miloch Obrénovitch et Vouitsa Voulitchévitch, n'osèrent pas manifester publiquement leur sentiment, mais s'empressèrent d'assurer leurs camarades, Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats, qu'ils étaient avec eux³.

Peu après la garnison russe, commandée par le colonel

1. Pierre Dobrniats à Kara-George, le 7 janv. 1811. *Id.*, t. XXXVII, p. 121.

2. Le même au général Zass, le 6 avril 1811. *Id.*, p. 125.

3. Louka Lazarévitch, Miloch Obrénovitch et V. Voulitchévitch à Milenko Stoïkovitch, Pierre Dobrniats et Étienne Jivkovitch, le 25 janv. 1811. *Id.*, p. 123-124.

Balla, fit son entrée à Belgrade ; en même temps y arrivaient les commandants Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats. Ils refusèrent les postes qui leur étaient assignés dans le ministère. Kara-George leur notifia qu'ils étaient exilés de la Serbie ¹. Ils quittèrent bientôt Belgrade, et se rendirent chez eux pour recueillir leurs familles et leurs biens et passer en Valachie. Avertie de ce qui arrivait, la population de leurs commandements, où ils étaient très populaires, s'agita et se porta en grand nombre vers Belgrade pour protester contre leur exil. Mais Kara-George se rendit en personne dans le district, et réussit à calmer les esprits ². Quant aux autres chefs mécontents, la peur de voir la guerre civile allumée fit que les uns acceptèrent les portefeuilles qui leur étaient offerts et que les autres gardèrent le silence. Miloch Obrénovitch, dont l'opposition avait été des plus énergiques, encourut la disgrâce et ne reçut qu'une partie du commandement de son frère Milan ³. On attendait le résultat de la campagne des Russes, et l'on songeait avant tout à assurer avec eux la défense des frontières.

III

La campagne que le comte Kamensky avait menée avec succès contre les Turcs, en 1810, devait être, à son avis, continuée avec la même énergie en 1811. Il avait l'intention de profiter de l'inaction de l'armée turque pendant l'hiver pour s'emparer de certains points importants sur la route des Balkans et même, s'il était possible, de quelques passages de ces montagnes. Aussi, dès la fin de décembre 1810, avait-il donné l'ordre au général de Saint-Priest de s'emparer de Loutcha, de Selva et de Gabrovo. Le 28 janvier, il commanda à toutes ses troupes de faire leurs préparatifs pour traverser le Danube le 15 février et recommencer les hostilités ⁴.

1. Kara-George à Dobrniats, le 19 févr. 1801. Voy. *Mémoires de l'Acad. serbe*, t. XXXVII, p. 126.

2. PROTITCH, *o. c.* Voy. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 24 ; et PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 399.

3. Karadjitch, (*v. s. l. o. c.*), p. 99 et 132.

4. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 236.

Mais dans ce moment, à Saint-Pétersbourg, on jugeait nécessaire de prendre des mesures qui ne s'accordaient pas avec le plan de campagne du commandant en chef de l'armée du Danube. L'empereur Alexandre, sentant approcher le conflit avec Napoléon, songeait à assurer avant tout, contre cet ennemi redoutable, la frontière occidentale de son empire. La guerre avec la Turquie devait donc passer au second plan, et l'on devait envisager la conclusion de la paix avec la Porte. L'Empereur prévint secrètement le comte Kamensky de s'abstenir de toute offensive, et de se borner à la défensive sur la rive gauche du Danube. Cinq divisions sur neuf, qui se trouvaient sous son commandement, devaient être envoyées vers le Dniester pour renforcer les garnisons de la frontière de l'ouest¹. Cet ordre, Kamensky le reçut juste au moment où il venait de commander les préparatifs pour la traversée du Danube !

Néanmoins, et bien qu'il ne lui restât que quatre divisions, il décida, pour masquer sa faiblesse, de prendre l'offensive. Le 12 février, Lovtcha fut prise ; mais, au moment de poursuivre sa marche offensive, le général fut terrassé par la maladie dont il souffrait depuis longtemps. Force fut donc d'ordonner la retraite et de se borner à la défensive. Et comme sa maladie ne cessait de faire des progrès, il fut bientôt rappelé et remplacé par le vieux général Golenichtchef-Koutousof.

Le nouveau commandant n'était pas un inconnu pour les Turcs. En dehors des missions qu'il avait remplies en Turquie sous Catherine II, il avait servi en 1808 et 1809 au quartier général de l'armée du Danube, sous le commandement du prince Prosorovsky. Conseiller intime du vieux maréchal, il avait donné des preuves d'une énergie peu commune ; mais comme le prince Prosorovsky était le type du commandant traînard et indécis, ils ne purent s'accorder et Koutousof ne tarda pas à être rappelé. Quand, en 1811, il prit le commandement de l'armée russe, il montra la même énergie que précédemment. Bien qu'il disposât de peu de troupes, il se décida à une offensive vigoureuse, estimant qu'une bataille décisive

1. Le rescrit de l'empereur Alexandre au comte de Kamensky, en date du 17 janvier 1811. *Id.*, p. 237.

pouvait seule contraindre les Turcs à signer un traité de paix acceptable pour la Russie. Dès le mois d'avril, son plan de campagne était arrêté.

En y travaillant, le général Koutousof n'oublia point les Serbes. Il s'empressa tout d'abord de réconcilier les chefs, et demanda à Kara-George de réviser l'affaire des commandants Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats, disant qu'ils avaient donné assez de preuves de leur dévouement à la patrie et à la Russie, et qu'ils étaient victimes de faux rapports¹. Il fit envoyer aux Serbes 200 000 cartouches, et prit des mesures pour les garantir contre la disette. Le gouvernement autrichien ayant interdit l'exportation des vivres, le général Koutousof passa un arrangement secret avec un gros négociant de Temesvar pour approvisionner les troupes serbes². Au commencement de mai, il envoya en Serbie le détachement du général Orourk. Puis il y fit expédier six canons et quelques canonniers, quantité de poudre et de plomb avec 4000 ducats, et demanda, dans le même but, au gouvernement russe, un nouveau crédit de 10 000 ducats.

Satisfaits de la conduite du nouveau commandant en chef, les Serbes se mirent en mesure d'assurer, d'accord avec les Russes, la défense de leurs frontières. Mais les Turcs, trop occupés sur le Danube, ne montrèrent pas d'activité de leur côté.

Instruit, sans doute, du peu de troupes dont disposait son adversaire, le grand-vizir résolut de prendre l'offensive et, en septembre, se prépara à passer le Danube près de Rouchtchouk. Grâce à ses relations avec Molla-Pacha de Vidin, le général Koutousof était instruit du plan du grand-visir dès le mois de juin. Il prit ses précautions, fortifia les points les plus importants, puis, après avoir disputé avec succès le terrain à l'ennemi, finit par se replier devant lui et l'attira sur la rive gauche du Danube. Au commencement d'octobre le grand-visir passa le fleuve, près de Rouchtchouk, avec la moitié de son armée. Par une manœuvre prompte et habile, le général Koutousof fit repasser le Danube à un fort détachement, qui réussit à couper les communications du grand-

1. Le général Koutousof à Kara-George, le 16 avril 1811. *Id.*, p. 399.

2. *Id.*, p. 399-400.

visir avec les troupes qu'il avait laissées sur la rive droite. 36 000 Turcs se virent tout d'un coup tournés et cernés par les Russes. Dans une position aussi dangereuse, le grand-visir n'eut d'autre parti à prendre que de demander un armistice. Il se hâta d'écrire en ce sens au général Koutousof. Celui-ci, voulant lui arracher immédiatement les conditions principales du traité à conclure, répondit qu'il devait respecter les ordres de son maître, et qu'il ne pourrait suspendre les hostilités, avant de connaître les bases sur lesquelles la Porte était disposée à faire la paix¹.

Le grand-visir, en écrivant au général russe, ne songeait qu'à son salut personnel. Sans attendre la réponse, il profita de l'obscurité de la nuit, réussit à passer le fleuve sur un canot et se réfugia à Rouchtchouk. Une fois en sûreté et pour gagner du temps, il répondit au général Koutousof que les conditions de la paix ne pouvaient être posées que par les plénipotentiaires des belligérants, et qu'il fallait d'abord les nommer. Mais, sachant bien que les Russes ne consentiraient pas à suspendre les hostilités, sans avoir reçu de la Porte l'assurance de concessions formelles, il lui écrivit de nouveau, dès le lendemain, et lui promit la cession de Khotin avec toutes ses terres ou bien le paiement d'une indemnité en argent. Bien qu'autorisé par le comte Roumiantsof à ne plus réclamer la frontière du Danube et à se contenter de la cession de la Moldavie jusqu'à la rivière de Sireth, le général Koutousof répondit qu'il ne pouvait passer outre à la volonté de son maître, qui demandait le Danube comme limite².

Voyant qu'il n'était pas possible de s'entendre par correspondance, le grand-visir délégua Méhémet Essad-Effendi pour négocier de vive voix. Dans la lettre qu'il lui confia, il déclara que la Porte était prête à céder une partie de la Bessarabie jusqu'aux rivières de Koundouk et Bik, avec les places de Khotin, Bender, Ackerman et Hanchari. Le général russe n'accepta pas ces propositions, et fit donner une réponse catégorique dans ce sens au délégué ture. Celui-ci déclara alors que la Porte consentirait à céder le territoire jusqu'au Pruth, mais Koutousof insista en demandant la

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 509.

2. PÉTROF, *id.*, p. 533.

frontière du Sireth. La Porte. se trouvait alors dans une position très critique, n'ayant pour ainsi dire plus d'armée. Le grand-visir n'eut donc d'autre parti à prendre que de consentir à des négociations décisives. Il choisit à cet effet Moufti Zadé Selim, Galib-Effendi, ministre de l'intérieur, et Hamed-Effendi, chef des janissaires. De son côté Koutousof nomma le conseiller privé Italinsky, ancien ministre près la Porte, le général major Sabaniéf et le conseiller d'état actuel Fonton¹.

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 334-335.

CHAPITRE XIV

I. — Politique générale de l'Europe envers la Turquie, depuis 1810. — État d'esprit en Autriche : mémoire du général Radetzki. — Mission de Metternich à Paris (juillet 1810). — Napoléon et la question serbe. — Délérations à Vienne au sujet d'une occupation éventuelle de Belgrade par les troupes autrichiennes (août 1810). — Projet de création d'un consulat autrichien à Belgrade. — Médiation de l'Autriche entre la Porte et les Serbes. — Refus de Kara-George d'accepter le consul autrichien à Belgrade (septembre 1810). — Rappel du maréchal Simbschen. — Échec de la médiation autrichienne à Constantinople (novembre 1810). — La Russie et l'Autriche en 1811. — L'empereur Alexandre, menacé, prêt à sacrifier la Serbie (février 1811). — Position de la Russie à la veille des négociations pour la paix.

II. — Négociations de Giurgévo (fin octobre 1811). — La question serbe. — Campagne de la France et de l'Autriche contre la Russie à Constantinople. — Les plénipotentiaires turcs refusent de signer le protocole des conférences. — La convention du 7 novembre. — Négociations à Bucharest (janvier 1812). — Discussions. — Concessions. — Conclusion du traité de Bucharest (16 mai 1812). — Clauses de l'article VIII du traité au sujet de la Serbie.

III. — Nomination de l'amiral Tchitchagof au poste de commandant en chef de l'armée du Danube (mai 1812). — Idée d'une alliance russo-turque. — Histoire des ratifications du traité de Bucharest. — Projet d'une levée des Slaves de Turquie et d'une expédition militaire en Dalmatie et en Italie. — Projet d'une expédition contre Constantinople. — La guerre franco-russe. — Rappel de l'amiral Tchitchagof et de l'armée russe du Danube.

I

Au moment où la Porte et la Russie allaient délibérer sur les conditions de la paix, la situation politique de l'Europe n'était pas favorable à la Russie ni, par conséquent, à son alliée, la Serbie, dont le sort dépendait du succès des négociations.

Comme on le sait, Napoléon avait consenti, par la convention d'Erfurt, à ce que la Russie gardât les provinces de Valachie et de Moldavie qu'elle tenait déjà. Mais il avait stipulé, en même temps, l'intégrité de toutes les autres possessions turques ; et il était décidé à tout sacrifier pour empêcher les Russes de passer le Danube et de s'établir sur la

rive droite de ce fleuve¹. Les dispositions de l'Autriche étaient analogues. Celle-ci s'était jointe à la Russie, en 1805, pour combattre la France. Mais lorsqu'elle vit les troupes russes installées en Valachie et en Moldavie, et les Serbes, devenus leurs alliés, lutter avec elles contre la Porte, l'Autriche se sentit gênée sur ses frontières du sud et de l'est, et commença à prendre ombrage des menées de la Russie. Bientôt elle se brouilla avec son ancienne alliée, lorsque celle-ci, après les actes de Tilsitt et d'Erfurt, manifesta publiquement son intention de garder la Valachie et la Moldavie, c'est-à-dire de s'agrandir aux dépens de la Turquie, sans aucune participation de l'Autriche. Enfin le mariage de Napoléon avec Marie-Louise la rapprocha de la France, en isolant la Russie. Ces changements dans la politique générale favorisèrent les rêves les plus grandioses chez les patriotes et les hommes politiques autrichiens, pour l'avenir de leur pays, et son influence sur la région du Danube. C'est de cette époque que date un mémoire du général Radetzki, remis au comte de Metternich, et présentant, comme frontières *naturelles* de l'Autriche, — l'Adriatique et la Mer Noire ! « Le Danube, — y était-il dit — depuis la jonction de l'Inn *jusqu'à son embouchure*, présente la grande artère et la base de l'Autriche². » Ce que les Autrichiens désiraient surtout, c'était de substituer leur influence à celle de la Russie, en Serbie. Pour agir dans ce sens, le gouvernement autrichien n'attendait qu'un encouragement de la part de Napoléon. Et il l'obtint bientôt, juste au moment où les progrès des Russes contre les Turcs les inquiétaient de plus en plus. C'est le prince de Metternich qui le recueillit de la bouche de Napoléon, pendant une mission qu'il remplit à Paris, en juillet 1810.

Dans une audience qu'il eut de l'empereur Napoléon, la conversation roula sur les progrès des Russes en Turquie. Alors l'Empereur revint sur la communauté d'intérêts de l'Autriche et de la France dans les affaires d'Orient. Il lui dit qu'il venait d'expédier l'ordre à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg de déclarer au gouvernement russe que, fidèle

1. Le ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur à Constantinople, 2 novembre 1808. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 287, f° 202.

2. BEER (A.), *o. c.*, p. 226.

à ses engagements d'Erfurt, il ne pouvait s'opposer à la réunion de la Valachie et de la Moldavie à l'empire russe, mais qu'il ne souffrirait aucun empiètement au delà. « L'occupation des places fortes sur la rive droite du Danube et le protectorat des Serbes ne doivent pas avoir lieu, et je ne souffrirai ni l'une ni l'autre — continua-t-il.... La Serbie doit vous appartenir un jour; mais je ne crois pas de mon intérêt de provoquer la chute de l'empire ottoman; sa destruction n'est pas davantage du vôtre. Si vous voulez faire occuper Belgrade, je ne m'y opposerai pas; que la Porte fasse la paix avec les Serbes et qu'elle leur accorde un prince de leur nation; que ce prince soit sous votre garantie et protection, je n'irai pas à l'encontre; mais je ne puis admettre ni un hospodar sous la garantie et la protection de la Russie, ni la moindre usurpation de cette puissance sur la rive du Danube.... Si elle prétendait garder une seule place forte, je regarderais cela comme la conquête de Constantinople.

— Quant à Belgrade, répondit le ministre autrichien, cette place serait sans doute d'une bien grande utilité à l'Autriche; mais deux considérations nous ont jusqu'à maintenant arrêtés dans la poursuite de toute vue active sur la Serbie: la première, de ne pas hâter la chute de l'empire turc; la seconde, de ne pas provoquer des complications avec la France, que nous n'aurions pu supposer spectatrice tranquille de pareilles tentatives. Cette dernière considération venant à cesser, nous ne sommes donc plus appelés qu'à nous occuper de la première.

— Il faudrait tâcher, interrompit l'Empereur, de vous emparer de cette place par surprise, ou de vous la faire remettre par les Serbes eux-mêmes. Commencez par la prendre en dépôt; une fois dedans on ne vous en fera pas sortir! La Serbie, sous votre *protection*, n'offre que des avantages; en votre *possession*, vous m'amèneriez un jour des Serbes pour me combattre; il faut ainsi en ajourner la conquête à une époque où nous serons forcés à des arrangements généraux au sujet de la Porte, arrangements que je ne regarderais, dans ce moment, ni de votre convenance ni de la mienne¹ ».

1. Metternich à l'emp. François, 28 juillet 1810. Voy. METTERNICH, *Mémoires*, etc. Paris, 1880, t. II, p. 370-372.

Dans une autre audience, Metternich ayant admis la possibilité que « les Turcs, forcés à la paix, eussent peut-être consenti alors, ou consentiraient dans l'avenir à l'indépendance de la Serbie sous le protectorat russe » : « Je ne reconnaitrais pas davantage pareille stipulation, répondit Napoléon. Arrangez les affaires de la Serbie ; placez ce pays sous votre influence la plus directe, et je vous soutiendrai....¹ »

En communiquant ces détails à son souverain, le comte de Metternich exprimait l'avis que le gouvernement autrichien ne devait intervenir tout d'abord dans les affaires serbes qu'à titre de médiateur, ce rôle pouvant conduire l'Autriche à la possession de Belgrade. « Nous pourrons, ajouta-t-il, vis-à-vis de la Porte, motiver l'occupation de cette ville par le désir d'établir plus solidement notre influence sur la négociation serbe, en nous assurant des avantages contre la Russie. Dans tous les cas Belgrade ne devrait être entre nos mains qu'un dépôt. Dans le cours des négociations les procédés à suivre seront indiqués par les faits eux-mêmes. Quelque soit le résultat des pourparlers, il faut que notre influence sur la Serbie soit assurée par notre intervention elle-même ; il faut que nous considérions cette importante province, comme étant à nous, quoi qu'il puisse advenir.... Il faudrait expédier immédiatement un courrier à Constantinople, et envoyer aussi tout de suite un négociateur à la frontière serbe....² »

L'avis du comte de Metternich rencontra une opposition énergique de la part du prince de Metternich, son père. Celui-ci pensait, au contraire, qu'il fallait ménager les susceptibilités de la Porte et de la Russie, et attendre pour voir quelle tournure prendraient les opérations militaires sur le Danube. Quant à Belgrade, on ne devait l'occuper qu'au cas où les Russes manifesteraient l'intention de s'approcher de cette place³. Les délibérations sur l'opportunité de l'occupation de Belgrade durèrent à Vienne pendant tout le mois d'août. On trouvait que l'entreprise était facile, mais on ne pouvait se résoudre à l'exécuter. Cette indécision était due à deux motifs différents. On ne voulait pas risquer de perdre la con-

1. METTERNICH, *Mémoires*, p. 376.

2. *Id.*, p. 379-381.

3. Rapport à l'empereur François, 8 août 1810. Voy. BEER, *o. c.*, p. 233-234.

fiance de la Porte, et d'autre part les opérations sur le Danube avaient pris une tournure défavorable pour les Russes; par conséquent, ceux-ci devenaient moins dangereux en ce qui concernait Belgrade. En outre, Napoléon avait fait savoir au gouvernement russe que toute immixtion dans les affaires serbes, et particulièrement l'établissement des Russes sur la rive droite du Danube, serait considérée par lui comme une atteinte aux stipulations antérieures, et qu'alors il ne se considérerait plus comme lié par elles¹.

Ce n'est qu'à la fin d'août que quelques décisions furent prises. On décida de créer un consulat d'Autriche à Belgrade, et l'on envoya des instructions détaillées au maréchal Simbschen. Il lui fut ordonné de provoquer immédiatement une entrevue secrète avec Kara-George, ou quelques chefs serbes favorables à l'Autriche. « Vous leur ferez connaître, — disait-on, — avec la prudence nécessaire, que notre cour travaille toujours pour la paix tant désirée en Serbie, aux conditions que les deux partis pourraient accepter; et qu'elle est non seulement prête à y travailler à l'avenir, mais aussi à garantir ce qui sera convenu, afin de procurer au peuple toute sécurité possible dans les circonstances présentes. Mais il faut qu'une chose leur soit clairement expliquée, c'est que la première condition pour tout cela est que les hostilités soient de suite suspendues, et que les troupes serbes se séparent des troupes russes. Il faut que vous leur rappeliez à cette occasion combien sont trompeuses les promesses russes, puisqu'elles n'ont jamais été remplies jusqu'ici, et pourront l'être encore moins à l'avenir; vous leur ferez saisir combien leurs intérêts les mieux compris exigent maintenant plus que jamais, qu'ils aient recours à la protection de notre cour et qu'ils n'écoutent pas les paroles qu'on leur souffle de n'importe quel côté² ».

Dès qu'il eut reçu ces instructions, le maréchal Simbschen reprit sa correspondance avec Kara-George. Il lui écrivit, dans l'espace de quelques jours, trois lettres par lesquelles il lui annonçait, entre autres choses, la nomination d'un consul autrichien en Serbie, et lui demandait une entrevue secrète à

1. Rapport à l'empereur François, du 23 août. *Id.*, p. 257.

2. Le prince George de Metternich au maréchal Simbschen, 30 août 1810. Voy. KRONES, *o. c.*, p. 126-128.

Zemlin. Craignant de froisser les Russes, Kara-George, au lieu de répondre au maréchal Simbschen, chargea son secrétaire Yeftitch de demander une entrevue au maréchal et de lui déclarer en son nom qu'il ne pouvait pas accepter un consul autrichien en Serbie; que ce consul ne leur serait d'aucune utilité, et que le vrai et unique moyen de les secourir serait d'envoyer des troupes autrichiennes pour repousser les Turcs des frontières de la Serbie ¹.

L'entrevue eut lieu. Yeftitch communiqua au maréchal le texte de la lettre-instruction de Kara-George, mais l'entrevue ne donna aucun résultat. En recevant le rapport du maréchal avec la copie des instructions sus-mentionnées du négociateur serbe, le gouvernement autrichien manifesta une grande colère. Cet insuccès valut au maréchal Simbschen son rappel du poste important qu'il occupait. Son successeur, le général Hiller, aussitôt après avoir pris possession de son poste, s'empessa de rouvrir les négociations avec Kara-George. Il réussit encore moins que son prédécesseur. Afin de se rencontrer avec le chef serbe, il alla jusqu'à Zemlin et l'y attendit, en vain, pendant trois jours. Kara-George l'informa que la maladie l'avait empêché de se rendre auprès de lui; que, du reste, même bien portant, il n'y serait pas allé et n'aurait entamé aucune négociation, le peuple serbe ayant accepté la protection de la Russie ².

Les démarches que le gouvernement autrichien fit en même temps à Constantinople échouèrent de même. Vers la fin de septembre, l'internonce avait offert à la Porte la médiation de sa cour pour pacifier la Serbie, « moyennant quelques privilèges assez semblables à ceux de la Valachie et de la Moldavie, lesquels seraient donnés à cette province sous la garantie de l'Autriche ³ ». Les ministres turcs, mécontents de l'Autriche à cause des secours qu'ils prétendaient que l'on avait fait passer de Hongrie aux Serbes, lui reprochèrent amèrement la conduite de son gouvernement, et lui demandèrent en même temps si c'était avec l'aveu de la France que l'Autriche faisait ces ouvertures. Comme l'internonce n'avait pas répondu

1. Kara-George à Étienne Yeftitch, 21 sept. 1810. *Id.*, p. 128-131.

2. KRONES, *o. c.*, p. 99-102.

3. Latour-Maubourg au ministre, 27 sept. 1810. *Voy. Aff. Étr., Turquie* Corr. pol., v. 220, f. 310.

clairement à cette question, ils s'adressèrent au chargé d'affaires de France et le prièrent de leur dire ce qu'il en était. Celui-ci, n'ayant point d'instructions à cet égard, déclara que cet objet était absolument nouveau pour lui ! Les Turcs l'assurèrent alors qu'ils ne permettraient jamais que l'Autriche jouât en Serbie le rôle que la Russie avait joué en Valachie et en Moldavie, et qu'ils étaient décidés à rejeter l'offre du gouvernement autrichien. Et en effet l'inter-nonce continua sa négociation sans avancer d'un pas. Le Sultan ne voulut point souffrir une ingérence étrangère dans ses affaires intérieures, et ses ministres mêmes traitèrent, « assez lestement » les prétentions de l'Autriche¹.

Ainsi l'Autriche échoua simultanément auprès des Serbes comme auprès de la Porte.

De son côté la Russie avait cherché à gagner l'Autriche, car ses intérêts exigeaient qu'une alliance franco-autrichienne ne vînt pas accroître les ressources extraordinaires dont disposait Napoléon. Après bien des démarches infructueuses en ce sens, l'empereur Alexandre fit, au commencement de 1811, un nouvel et dernier effort pour gagner l'Autriche à l'idée d'une alliance austro-russe, ou du moins pour s'assurer sa neutralité en cas de guerre avec la France. Il écrivit, le 8 février, à l'empereur François pour lui offrir de s'annexer la Valachie, la Moldavie jusqu'au Sereth et même la Serbie². Mais son offre ne fut pas acceptée ! La Russie eut ainsi l'occasion de se convaincre que l'Autriche s'acheminait vers une alliance avec la France, et que ces deux puissances allaient combattre ensemble ses projets sur l'empire ottoman. Quant aux Turcs, ils se rendirent compte qu'aucune puissance ne consentirait à laisser à la Russie le Danube pour frontière, ni à lui permettre de faire établir en Serbie une organisation telle que son influence demeurât absolue dans cette province, et par conséquent sur la rive droite du Danube. Convaincus ainsi que la paix serait prochainement rompue entre la France et la Russie, les Turcs congurent l'espoir de recouvrer leurs provinces.

Ainsi, malgré la défaite de l'armée du grand-vizir, les Russes

1. Le même au même, le 2 décembre 1810. *Id.*, f. 375.

2. MARTENS (F.), *Recueil des traités de la Russie*, t. III, p. 78.

ne pouvaient espérer que leurs conditions pour la paix fussent acceptées par les Turcs. On pouvait s'attendre, au contraire, à ce que ceux-ci fissent tout leur possible pour traîner les négociations en longueur, et ne pas conclure avant la rupture entre la France et la Russie, escomptant qu'alors cette dernière serait obligée de réduire ses exigences et de consentir à à signer un traité de paix qui ne serait pas aussi néfaste pour la Porte. La question serbe était donc d'avance condamnée à ne pas recevoir, dans les négociations qui allaient s'engager, une solution satisfaisante.

II

Les plénipotentiaires turcs arrivèrent le 25 octobre à Giurgevo, lieu désigné pour les négociations. Quoiqu'ils n'eussent pas encore reçu leurs pouvoirs de Constantinople, ils proposèrent à leurs collègues russes, pour ne pas perdre de temps, d'ouvrir immédiatement les délibérations sur les préliminaires de la paix, et de préparer le projet de traité. En même temps, ils remirent au général Koutousof une lettre du grand-vizir, dans laquelle celui-ci déclarait que la Porte était prête à céder à la Russie la Bessarabie et la Moldavie¹.

La question de la Serbie fut touchée par les plénipotentiaires turcs au commencement même des négociations. C'était là, pour eux, le point le plus délicat. Les Russes demandaient l'autonomie intérieure pour cette province. Les Turcs, craignant de la perdre tout à fait s'ils repoussaient dans son entier la proposition russe, résolurent de se réserver, au moins, la place de Belgrade, dont ils connaissaient l'importance, et qui leur permettait de tenir toute la Serbie. Ils déclarèrent donc qu'ils ne pouvaient pas laisser cette forteresse entre les mains des Serbes, parce que, disaient-ils, c'était « la clef des positions de la Porte du côté du Danube », et parce que, dans le cas où elle resterait au pouvoir des Serbes, on ne pouvait pas répondre que « ces moujiks (!) et ces ivrognes (!) ne la vendraient pas bientôt pour mille

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 346.

ducats ¹ ». Le spectre de l'Autriche, ainsi habilement évoqué par les Turcs, fit son effet. Le général Koutousof conçut des craintes que les Serbes, après la paix, une fois séparés et éloignés des Russes par la restitution de la Valachie à la Porte, ne tombassent sous l'influence de l'Autriche ou, « soit par inexpérience soit par intérêt », ne laissassent entrer les troupes autrichiennes dans Belgrade, dès que les relations entre la Porte et l'Autriche se seraient refroidies. Et, comme il savait que la Valachie n'appartiendrait pas à la Russie, il trouvait qu'il n'y aurait aucune utilité pour les Russes à voir cette forteresse au pouvoir des Serbes. Il se décida donc à ne pas faire cas de la question de Belgrade ².

Pendant ce temps, d'importantes délibérations avaient lieu à Constantinople. Il s'agissait de savoir si l'on devait, oui ou non, conclure un traité de paix avec la Russie. Le conseil du Sultan trouva que les conditions proposées par la Russie, celles, en particulier, concernant la Serbie et la cession de territoire, étaient non seulement onéreuses, mais humiliantes ³. Néanmoins, après de longues discussions, il se décida pour la paix, pourvu que les conditions fussent raisonnables. Le chargé d'affaires de France fit d'inutiles efforts près de la Porte pour la faire revenir sur cette décision ; en vain, il pressa de ne pas conclure la paix, de traîner les négociations en longueur pour avoir le temps de se concerter avec Napoléon. La Porte résista à toutes ces sollicitations, et le 27 novembre, le grand-vizir faisait remettre au général Koutousof une missive, lui annonçant que les pleins pouvoirs étaient enfin envoyés par le Sultan aux plénipotentiaires de la Porte.

Deux jours après, une nouvelle conférence eut lieu ; ce fut la douzième. Les plénipotentiaires russes espéraient que leurs collègues tures, munis de leur mandat, signeraient de suite le protocole des conférences antérieures. Mais leur surprise fut grande lorsque le premier plénipotentiaire ottoman

1. Le général Koutousof au général Barclay de Tolly, le 20 oct. 1811. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 347.

2. Le général Koutousof au comte Roumiantsof, le 27 oct. 1819. Voy. *Journal du Min. de l'Instruction publique* (en russe), 1875, novembre, p. 217.

3. Latour-Maubourg au ministre, le 11 novembre 1811. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 202, f. 305.

déclara que ces décisions n'avaient aucune valeur, puisqu'elles avaient été prises sans mandat régulier de leur part, et qu'au surplus, le Sultan ne pouvait, en aucun cas, accepter comme frontière la rivière Sereth ! Indignés de cette déclaration, les Russes quittèrent la salle des conférences.

Mais il fallait formuler les motifs de la suspension des délibérations et préciser la question des frontières. Une nouvelle conférence fut convoquée pour le 5 décembre. Le premier plénipotentiaire turc formula officiellement la proposition de la Porte, de fixer la future frontière des deux empires du Pruth au Koundouk et au lac de Sasik, jusqu'à la Mer Noire. Cette proposition fut aussitôt communiquée à Saint-Pétersbourg.

Cependant la saison froide avait commencé, et il importait de faire prendre aux troupes les quartiers d'hiver. Or, l'armée turque était toujours cernée par les troupes russes, près de Rouchtchouk. Son camp offrait un spectacle lamentable. De 56 000 hommes, il n'en restait que 12 000. Ils manquaient de vivres et de munitions. Leurs 8 000 chevaux étaient réduits à 60 ; tous les autres avaient servi de nourriture aux troupes. Afin de ne pas verser le sang inutilement, le général Koutousof s'était refusé jusqu'alors à les faire prisonnières, mais on ne pouvait les laisser plus longtemps dans cette situation. Il proposa alors au grand-vizir de lui céder ces troupes *en garde* et celui-ci accepta. Le 7 décembre, la convention fut signée ; trois mille blessés et malades furent transportés sur la rive droite du Danube et confiés aux autorités turques. Les autres furent désarmés et dispersés dans les quartiers d'hiver en Valachie¹.

En même temps, le siège des négociations était transféré à Bucharest. Quelques jours après, le général Koutousof reçut un rescrit de l'Empereur, par lequel ce dernier, considérant que le traité de paix, fait sur de telles bases, serait nuisible à la Russie, rejetait les propositions turques. Au cas où les plénipotentiaires tures n'auraient pas accepté les conditions russes à l'arrivée de ce rescrit, il devait leur déclarer que, comme le Sultan n'avait pas accepté les conditions préliminaires de la paix, bien que le grand-vizir les eût consenties,

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 557.

de même l'Empereur ne donnait pas son approbation à la capitulation de l'armée turque consentie par le général russe ; que, en conséquence, il considérait les troupes turques comme prisonnières et les ferait conduire en Russie, et qu'au surplus les hostilités allaient recommencer immédiatement¹.

Une conférence eut lieu le 12 janvier. Le premier plénipotentiaire russe déclara à ses collègues turcs que l'empereur Alexandre, d'après le rescrit que le général Koutousof venait d'en recevoir, demandait que la rivière de Sereth formât la nouvelle frontière des deux empires du côté de l'Europe, comme il avait été convenu avec le grand-vizir ; que les acquisitions faites en Asie, soit par les armes, soit en vertu de conventions faites avec les habitants, restassent en sa possession, à savoir Anapa, Sohoum, Soudjak, Poti et toutes les forteresses, villes, provinces et côtes maritimes actuellement en son pouvoir ; et, enfin, qu'un article du traité de paix eût à assurer aux Serviens « une existence tranquille sous la garantie de la Russie ». Une longue discussion suivit, au cours de laquelle le premier plénipotentiaire ottoman présenta de nouveau les conditions du Sultan, c'est-à-dire « la frontière par le Pruth, en se réservant Ismaïl et Kilia, le rétablissement de l'ancienne frontière en Asie et un arrangement pour les Serbes ». Les Russes revinrent à leurs conditions, touchèrent de nouveau les affaires serbes, « en mettant encore une fois en avant quelles étaient les vues de leur souverain en stipulant pour la Serbie, et quelles demandes il devait, à sa dignité et à la justice, de faire en faveur de ce peuple ». Ils rappelèrent aussi le langage qui avait déjà été tenu à Giurgévo. Galib-Effendi répondit de nouveau. « Quant aux Serviens — dit-il — ce peuple étant sujet et entièrement dépendant de la Porte, et n'ayant jamais eu de liaisons avec d'autres puissances, la Porte pourrait être en droit de vouloir s'occuper seule de ses démêlés avec lui ; mais, pour prouver, même en cela, son désir de la paix, et parce que les Serviens ont fait cause commune avec la Russie dans la guerre actuelle, la Porte consent à promettre à la Russie la sûreté et la tranquillité de cette nation. » C'était tout.

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 357.

Quant aux autres conditions russes, il les rejetait. Les plénipotentiaires russes n'ayant rien à ajouter à ce qu'ils avaient déjà dit, toute discussion devint inutile, et les plénipotentiaires turcs, afin de gagner du temps, déclarèrent alors qu'il ne leur restait qu'à informer de cette conférence la Porte et le grand-vizir, et à attendre une réponse dont dépendait la prolongation de leur séjour ou leur départ¹. Le général Koutousof y consentit ; mais, voyant que par là les Turcs voulaient seulement gagner du temps, il leur déclara que les hostilités recommenceraient immédiatement. En effet, dès le surlendemain, il annonçait à ses troupes que l'armée turque était *prisonnière* et que l'armistice avait pris fin. En vain, les plénipotentiaires turcs insistèrent pour qu'il retardât l'exécution de ces ordres jusqu'après l'arrivée des courriers de Constantinople. Le général russe s'y refusa. Ils lui demandèrent alors d'informer au moins le grand-vizir du résultat de la dernière conférence, ce à quoi il consentit, tout en n'ignorant pas que le grand-vizir ne pourrait rien faire tout seul.

Ce ne fut qu'un mois plus tard que la réponse du grand-vizir parvint au général russe. Il exprimait son désir de voir la paix faite sous peu, mais il ajoutait qu'il devait informer le Sultan des conditions russes et attendre sa réponse ! Alors le général Koutousof feignit d'être prêt à recommencer la guerre au delà du Danube. Il y envoya deux détachements de troupes ; mais ceux-ci, n'ayant pas rencontré d'ennemis, se virent obligés de revenir quelques jours après. Il n'eut d'autre parti à prendre que d'essayer d'influencer les plénipotentiaires turcs, en engageant des pourparlers avec eux. Ces pourparlers traînèrent. Tout en désirant faire la paix avec la Russie, la Porte ne voulait pas céder. Elle était, du reste, soutenue par les représentants de la France et de l'Autriche à Constantinople, qui lui conseillaient de ne point faire la paix, la guerre entre la France et la Russie étant à la veille d'éclater. En effet, la Russie se trouvait dans une situation difficile. Le 24 mars, Napoléon avait déjà conclu avec la Prusse un traité de coopération contre la Russie, et le 16 mars un autre traité avec l'Autriche qui contenait, entre autres,

1. Procès-verbal de la XIV^e conférence, tenue le 12 janvier 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 37-45.

une clause relative à l'intégrité des possessions turques. Force fut à la Russie de modérer ses prétentions et de conclure la paix avec la Porte le plus tôt possible, afin de pouvoir rassembler toutes ses troupes et faire face à l'invasion de son territoire par les armées coalisées. C'est ainsi que les délibérations entre les plénipotentiaires russes et turcs à Bucharest furent reprises le 1^{er} mai.

Dans une nouvelle conférence, le premier plénipotentiaire russe présenta à ses collègues turcs ces quatre demandes comme bases de la pacification : 1^o « l'existence sûre et tranquille des Serbes », et la faculté d'établir et de diriger eux-mêmes l'administration civile et intérieure de leur pays, sans aucune lésion ni préjudice des droits de souveraineté du Sultan ; 2^o la confirmation des privilèges de la Valachie et de la partie restante de la Moldavie, avec les additions convenues dans la conférence de Giurgévo ; 3^o la cession des conquêtes faites en Asie depuis le commencement de la guerre, ou, à défaut, le maintien du *statu quo* pendant l'espace de cinq ans ; après lequel terme, ou même avant son expiration, des commissaires nommés de part et d'autre procéderaient à la fixation de la frontière par un accord amical ; ou enfin le silence absolu dans le traité sur cette frontière ; et 4^o l'établissement de la frontière, du côté de l'Europe, au Sereth, ainsi qu'il avait été convenu à Giurgévo¹. Les plénipotentiaires turcs se refusèrent à accepter ces propositions. La discussion continua, et ce fut seulement le 17 mai que, grâce à des concessions réciproques, ils finirent par s'entendre et arrêtaient les préliminaires de la paix². On procéda aussitôt à la rédaction des articles et le texte définitif du traité fut signé le 28. Par le traité de Bucharest la Russie obtint la Bessarabie avec les forteresses de Khotin, Bender, Ackermann, Kilia et Ismaïl, c'est-à-dire le territoire jusqu'au Pruth, le Danube et la Mer Noire³. En Asie la frontière resta la même qu'avant la guerre ; mais il fut stipulé que la côte maritime, située à deux heures de la rive droite du Phase et à 4 heures d'Anacra, où n'existe

1. Procès-verbal de la XV^e conférence, tenue le 1^{er} mai 1812. *Id.*, p. 43-48.

2. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 50-52.

3. Article IV. Voy. NORADOUNGHIAN. *Actes internationaux de la Porte ottomane*. Paris, 1904, t. II, p. 87-88.

ni forteresse ni palanke, serait réservée à l'usage de la cour impériale de Russie comme une échelle pour assurer et faciliter le transport des munitions de guerre ¹. Enfin un article entier fut consacré à la Serbie. Il stipulait tout d'abord une amnistie pleine et entière pour les Serbes. La Porte rentrait de nouveau en possession de toutes les forteresses, places et autres lieux fortifiés en Serbie, avec le droit de les pourvoir d'artillerie et de munitions de guerre et d'y mettre les garnisons qu'elle voudrait. Quant aux forteresses qui n'existaient pas avant l'insurrection, il était stipulé qu'elles seraient démantelées. En revanche, la Porte accorderait aux Serbes « sur leur prière, les mêmes avantages que ceux dont jouissent ses autres sujets dans les îles de l'Archipel et dans d'autres contrées », et leur laisserait à eux-mêmes l'administration de leurs affaires intérieures, en ne leur demandant que des impôts modérés qu'elle percevrait immédiatement de leurs mains et en prenant, d'accord avec la nation serbe, les arrangements nécessaires à cet effet ².

Tels étaient, pour les Serbes, les maigres résultats de huit années de luttes désespérées.

III

Cependant dès le mois d'avril, avant que les négociations avec la Porte eussent été menées à bonne fin, une vive inquiétude s'était emparée des esprits à Saint-Pétersbourg. La nouvelle du traité d'alliance contre la Russie, entre la France et l'Autriche, était parvenue à l'Empereur; de nombreuses troupes françaises se dirigeaient vers les frontières russes, et Napoléon lui-même allait rejoindre la Grande Armée. Les forces colossales de la France, combinées avec les troupes de la Prusse et de l'Autriche, allaient menacer le territoire russe. Le moment fut critique pour la Russie; elle avait besoin de ramasser toutes ses forces contre l'ennemi, et cependant la paix avec la Porte n'était pas encore conclue, et l'armée du Danube restait immobilisée!

1. Art. III des préliminaires de la paix et art. VI de la rédaction définitive du traité. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 51 et 55.

2. Voy. *Annexes*, I.

Comme on trouvait déjà à Saint-Pétersbourg que le général Koutousof administrait mal la Valachie et la Moldavie, et qu'il menait les négociations avec trop de lenteur et de négligence, on commença à songer à son remplacement. On désirait qu'on travaillât de ce côté avec plus d'énergie et de promptitude. Plusieurs plans furent envisagés dans l'entourage de l'Empereur. Alexandre se rallia à un plan d'action à la fois diplomatique et militaire, qui rappelait beaucoup le projet connu du prince Czartoryski en 1806. Il s'agissait, à la suite des changements de relations avec l'Autriche, de modifier les conditions de la paix avec la Porte en lui demandant des concessions autres : la conclusion d'une alliance défensive et offensive et l'organisation d'une levée des Slaves des Balkans, pour opérer une diversion sur l'aile droite des possessions françaises en Dalmatie et en Italie. A la veille de son départ pour l'armée l'empereur Alexandre, à l'étonnement général, confia l'exécution de ce plan bizarre à l'amiral Tchitchagof, ancien ministre de la marine, et rappela le général Koutousof.

Tchitchagof arriva à Bucharest le 18 mai. Comme les préliminaires de la paix venaient d'être signés, il n'eut qu'à rester le témoin de cet événement. Il prit possession de son poste le 24 mai, mais le général Koutousof demeura à Bucharest jusqu'à la rédaction définitive et la signature du traité. Dès qu'il fut signé, le texte du traité fut envoyé pour les ratifications à Saint-Pétersbourg et à Constantinople.

Quoiqu'il eût laissé au général Koutousof le soin de signer le traité, l'amiral Tchitchagof n'essaya pas moins auprès des plénipotentiaires russes de modifier les conditions de la paix; mais ceux-ci ne voulurent admettre aucune modification et repoussèrent notamment l'idée d'une alliance si chère à Alexandre. « Cette alliance seule — écrivait-il de Vilna à l'amiral Tchitchagof — pouvait nous dédommager de la gêne qui résultera de cette paix dans nos rapports avec les Serbiens et les nations slaves, rapports importants pour nous, surtout à l'époque actuelle. Si donc un moyen pouvait encore se présenter pour obtenir cette alliance avec la Porte et sa coopération, surtout par

1. Rescrit de l'emp. Alexandre du 17 avril 1812. Voy. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 384.

les Serviens et les nations slaves, contre la France et ses alliés, il ne faudrait rien négliger à cet effet »¹. Mais les plénipotentiaires turcs répondirent qu'ils n'avaient pas de pouvoirs pour traiter cette question². Tchitchagof alors voulut envoyer le premier plénipotentiaire russe, Italinsky, à Constantinople, pour y négocier directement avec le Sultan; mais le grand-vizir s'opposa au passage d'Italinsky, tant qu'on n'aurait pas échangé les ratifications du traité conclu. Tchitchagof s'adressa au ministre d'Angleterre à Constantinople, Canning, et le pria de s'employer pour la conclusion de l'alliance entre la Russie et la Porte, et d'obtenir pour les troupes russes, pendant la durée de la guerre entre la France et la Russie, le droit de passer par la Serbie et par d'autres provinces turques jusqu'à l'Adriatique³.

Quant à la levée des Slaves des Balkans, il s'en était également occupé. Le rôle principal devait être donné aux troupes serbes, aguerries par huit ans de guerre et formées aux manœuvres par les Russes. Dès le 25 juin, il décida d'envoyer en mission auprès de Kara-George le général Orourk, connu par la bravoure avec laquelle il avait combattu les Turcs à côté des Serbes. Il lui ordonna de se rendre à Belgrade, et de déclarer à Kara-George que le but de son voyage était, conformément au désir du commandant de l'armée russe du Danube, de préserver la Serbie d'une invasion turque projetée. A cette intention, lui dirait-il, d'importantes troupes russes marchaient déjà au secours des Serbes; elles allaient occuper tous les points stratégiques qui pouvaient garantir le pays contre les Turcs. De plus, le général avait l'ordre d'organiser des troupes régulières en Serbie. Il devait aussi se renseigner minutieusement sur les dispositions actuelles du gouvernement et du peuple envers la Russie; sur les moyens d'approvisionnement dont disposait la Serbie; sur le nombre de troupes qu'elle pouvait fournir, soit pour sa défense à l'intérieur, soit pour les opérations extérieures; sur les moyens de défense de la forteresse de Nisch et sur les troupes françaises qui, selon le bruit répandu, étaient entrées en Bosnie. Dès qu'il aurait

1. L'emp. Alexandre à l'amiral Tchitchagof, le 25 mai 1812. Voy. TCHITCHAGOF, *Mémoires*, p. 77.

2. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 599.

3. *Ibid.*

recueilli les renseignements nécessaires sur les moyens d'approvisionnement, et calculé ce qu'il y faudrait ajouter, il commanderait aux troupes, qui seraient prêtes pour le départ, d'entrer en Serbie et de l'occuper le plus tôt possible. Enfin il avait ordre, à la première rencontre des troupes françaises, de les considérer comme des ennemis de la Russie ; quant aux Autrichiens, il ne devait les combattre que lorsqu'ils lui en auraient fourni eux-mêmes les motifs¹.

Cependant l'empereur Alexandre avait ratifié le traité le 25 juin, c'est-à-dire le jour même où Napoléon avait passé le Niémen avec ses troupes et était entré en territoire russe. Quant à la ratification du Sultan, elle n'était pas encore parvenue, quoique le traité eût été apporté à Constantinople dès le 6 juin, par un officier du premier plénipotentiaire turc. Il fallut au Sultan deux semaines pour l'examiner et prendre ses décisions. Ces retards étaient dus aux instances des représentants de la France et de l'Autriche pour faire avorter la pacification. Le Sultan avait d'abord refusé de ratifier le traité, mais le peuple, fatigué de la guerre, demanda qu'on en finit même au prix de quelques sacrifices. Pressé par son grand-vizir et ses ministres, le Sultan se détermina enfin à céder, malgré toutes les promesses de Napoléon. Il y mit toutefois quelques restrictions, déclarant que les intérêts nationaux, politiques et religieux de la Porte étaient lésés par l'article relatif à l'établissement russe sur une partie du littoral asiatique et par celui qui avait rapport aux Serbes². En conséquence il rejeta le premier et « éleva des difficultés » sur le second, en ce qui concernait « le régime intérieur et la fixation du tribut de cette nation³ ».

La ratification du Sultan fut envoyée de Constantinople le 20 juin, mais le grand-vizir ne la fit parvenir que le 25 à l'amiral Tchitchagof. Celui-ci éprouva une grande surprise, en voyant en quelle mesure le Sultan avait approuvé le texte du

1. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 393-395.

2. Le chargé d'affaires de France à Constantinople, à l'ambassadeur de France à Vienne, le 18 juillet 1812. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 212, f. 336.

3. L'amiral Tchitchagof à Italinsky, le 25 juin 1812. Le grand-vizir à l'amiral Tchitchagof, le 25 juin 1812, et la réponse de l'amiral du 28 du même mois. Italinsky à Tchitchagoff, le 17 juillet. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 72-75.

traité. Le terme fixé pour les ratifications étant déjà expiré, il lui fut impossible de consentir à ces changements. Il demanda aussitôt à s'entretenir avec Galib-Effendi, premier plénipotentiaire turc. Le 28, il eut une entrevue avec lui. Voyant que l'article 8 du traité relatif aux Serbes était couché dans l'acte de la ratification « tel qu'il était dans le traité, sans la restriction proposée », il en demanda des explications au diplomate turc. Celui-ci lui déclara que, dans cet article, « la Porte ne désirait élaguer que le paragraphe relatif à la fixation des redevances serbes », et après explication, il consentit à ce que cet article restât *intact*. Cette facilité du plénipotentiaire turc fit supposer à l'amiral qu'il avait été secrètement autorisé à ne pas insister sur ce point. Quant à l'article relatif à l'Asie que le Sultan s'était refusé à ratifier, Tchitchagof prit le parti de soumettre la question à la décision de l'Empereur¹.

Pendant les projets militaires de l'amiral ne faisaient que grandir ; ils commençaient même à prendre des proportions fantastiques. Ayant appris par Canning que l'idée d'une alliance entre la Russie et la Turquie était si peu agréable aux Turcs qu'il ne pouvait leur en parler, et qu'ils attendaient pour voir comment allait se dérouler la guerre commencée, il pensa qu'il fallait agir vivement pour faire sortir la Porte de cette attitude expectante. Il développa à l'Empereur le projet de son expédition vers l'Adriatique, qui devait être entreprise avec ou sans le consentement des Turcs. Il lui exposa en même temps les mesures qu'il jugeait nécessaire de prendre, au cas où les Turcs seraient décidés à recommencer la guerre avec la Russie². Enfin, trois jours plus tard, il concevait l'idée d'une entreprise contre Constantinople même, et sollicitait l'autorisation de l'Empereur³. Par ses conceptions étranges, ses plans impraticables, son ignorance de l'organisation et de la manœuvre des armées de terre, ses projets d'expéditions pour lesquelles rien n'était prêt et où l'on devait marcher à l'aventure, l'amiral devint à la fois la risée et le désespoir de ses officiers. Le général Langeron eut le courage

1. Tchitchagof à Italinsky, le 3 août 1812. Le même au grand-vizir, le 28 juin 1812. *Id.* p. 75, 91-92.

2. Le même à l'empereur Alexandre, le 8 juillet 1812. Voy. *L'Antiquité Russe*, année 1892, p. 621-625.

3. Le même au même, le 11 juillet 1812, *Id.*, p. 624-629.

de prévenir l'Empereur par un mémoire spécial, qu'il lui fit parvenir par l'intermédiaire du duc de Richelieu, gouverneur d'Odessa¹.

C'est au moment où l'armée russe de l'est se trouvait en pleine retraite, et où Napoléon était déjà sur la route de Smolensk, que l'Empereur reçut la ratification du traité de Bucharest par le Sultan. Bien que cette ratification ne fût pas complète, elle produisit une satisfaction générale, car elle rendait disponible toute l'armée du Danube, trempée par une campagne de six ans, et permettait de l'appeler au secours des troupes russes en retraite, pour menacer les communications de l'ennemi. En faisant publier, le 30 juillet, à Moscou, la nouvelle de la conclusion de la paix avec la Turquie, l'empereur Alexandre ordonna qu'elle fût appelée là « Paix de Dieu² ». Le même jour, il écrivit à l'amiral Tchitchagof, pour lui donner l'ordre d'évacuer les provinces de Valachie et de Moldavie, et de gagner au plus tôt le Dniester avec toutes ses troupes³.

1. Mémoires du comte de Langeron. *Voy. Documente privilegiate*. Sup. I, vol. III, Bucharest, 1889, p. 387-388, 393.

2. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 396.

3. L'empereur Alexandre à l'amiral Tchitchagof, le 30 juillet 1812. *Voy. TCHITCHAGOF, Mémoires*, p. 108-109, et *L'Antiquité Russe*, année 1892, p. 641.

CHAPITRE XV

I. — Envoi d'une députation au tsar (janvier 1812). — Les Serbes ignorent le traité de Bucharest. — Lettre de Kourchid-Pacha à Kara-George. — Instructions de l'amiral Tchitchagof au résident russe à Belgrade. — Mission du général Ivélitch en Serbie. — Évacuation de la Serbie par les Russes. — La skoupchtina de Vratchevchnitsa; acceptation par les Serbes de l'article VIII du traité de Bucharest (27 août 1812).

II. — Retour d'Italinsky à Constantinople; disposition de la Porte envers les Russes et les Serbes. — Action de l'ambassade française à Constantinople contre la Russie. — Succès des intrigues de l'internonce. — Nomination de Kourchid-Pacha au poste de grand-vizir (11 septembre 1812). — Exil de Galib-Effendi et décapitation des frères Morousi. — Négociations turco-serbes, au sujet de l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest. — Envoi d'une députation serbe à Constantinople (octobre 1812). — Démarches d'Italinsky en faveur des Serbes. — Transfert des négociations à Nisch. — Audience des députés serbes chez le grand-vizir à Choumla.

III. — Les chefs serbes et Molla-Pacha de Vidin. — Propositions serbes à la Porte, du 13 janvier 1813. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Nisch. — Négociations avec Tchélébi-Effendi, commissaire de la Porte.

I

A la fin de 1811, pendant les négociations de Giurgévo, les Serbes, heureux du succès des Russes et comptant sur un résultat favorable des négociations, avaient jugé nécessaire d'envoyer une députation spéciale à l'empereur Alexandre, afin de le remercier de tous les services rendus, et de le prier de ne pas oublier, lors de la conclusion de la paix, les promesses par lui faites au peuple serbe. Les députés Jacob Nénadovitch, ministre de l'intérieur, Sima Markovitch, ministre des finances, et Michel Grouiévitich, premier secrétaire du Sénat, quittèrent Belgrade le 19 décembre. En passant à Bucharest, ils furent reçus par le général Koutousof, qui leur donna des lettres de recommandation pour le gouvernement russe et désigna un de ses officiers pour les accompagner dans leur voyage.

On leur fit un excellent accueil à Saint-Pétersbourg. Le gouvernement pourvut à leur entretien, et l'Empereur leur accorda une audience où il leur donna les assurances les plus formelles que, lors du traité de paix, il ne perdrait pas de vue le bonheur du peuple serbe ; après quoi, il leur conféra des décorations¹. Ils revinrent par la voie de Valachie et se trouvèrent à Bucharest en mai 1812, juste au moment où le traité venait d'être conclu ; mais personne ne leur communiqua rien du résultat des négociations, ni de ce qui avait été stipulé pour la Serbie.

En Serbie on n'en savait pas davantage ! Au surplus, en juin, le colonel russe Poliéf vint à Belgrade avec la mission de préparer la fameuse expédition en Dalmatie, projetée par l'amiral Tchitchagof. Il devait s'entendre avec Kara-George, sur le contingent à fournir par la Serbie et sur la façon de le répartir. Les Serbes firent un accueil chaleureux à l'officier russe ; leurs troupes commencèrent à s'exercer et à se préparer en attendant le moment de procéder, avec les troupes russes, à l'occupation de la Bosnie et à la marche sur la Dalmatie².

Cependant, dès le mois de juin, la Porte avait informé le pacha de Nisch et le vizir de Bosnie de la conclusion de la paix, et leur avait envoyé l'ordre de ne pas agir contre les Serbes. Au début de juillet, Kourchid-Pacha de Nisch en avisa à son tour Kara-George, et lui offrit ses services pour les négociations prochaines avec la Porte³. En même temps, la nouvelle était transmise aux commandants de la frontière serbe sur la Drina par le vizir de Bosnie⁴. Kara-George, n'ayant reçu aucun avis des Russes, communiqua la lettre de Kourchid-Pacha au Sénat et fit consulter le conseiller Nédoba, résident russe à Belgrade, et le colonel Poliéf sur la réponse à donner au pacha. Ceux-ci, ne sachant rien non plus, conseillèrent à Kara-George de n'entamer aucune négociation avant d'avoir été informé de la situation par le gouvernement russe et d'avoir reçu son autorisation. Kara-George

1. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. II, p. 907-908.

2. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 189.

3. *Le registre de Kara-Georges*. Belgrade, 1848, n° 770.

4. *Le registre des lettres de l'archiprêtre Nénadovitch*. Belgrade, 1861, p. 159-161.

répondit donc à Kourchid qu'il n'avait pas besoin de ses services et qu'il y avait quelqu'un (la Russie) qui s'occupait de la guerre ou de la paix pour les Serbes¹. Mais, vers le milieu de juillet, Kourchid-Pacha écrivit de nouveau à Kara-George. Il lui communiquait, sur l'ordre de la Porte, les stipulations de l'article VIII du traité de Bucharest, concernant la Serbie, et l'invitait d'abord à remettre entre les mains des Turcs Belgrade et les autres forteresses de la Serbie, avec les munitions qui s'y trouvaient ; puis à lui envoyer des hommes de confiance, pour régler tout le reste avec eux. Kara-George, qui n'avait toujours pas reçu d'avis du commandant en chef de l'armée russe du Danube, demanda de nouveau conseil à Nédoba et à Poliéf, et refusa d'entrer en pourparlers avec les Turcs².

Instruit des communications que le pacha de Nisch avait faites à Kara-George, l'amiral Tchitchagof jugea qu'il devait éclairer dans cette circonstance et sur cet événement l'opinion du peuple serbe. Mais se trouvant encore à cette époque dans le feu de ses projets fantastiques sur la Dalmatie et sur Constantinople, et présentant la fâcheuse impression que le texte de l'article VIII du traité allait produire sur les Serbes, il pensa au moyen de la « *modérer*, afin d'entretenir leurs bonnes dispositions pour la Russie, en évitant toutefois de donner au gouvernement turc de justes motifs de s'alarmer³ ».

Il chargea de cette mission délicate le conseiller Nédoba, résident russe à Belgrade, et lui envoya des instructions à cet effet. Il était persuadé, disait-il, que Nédoba saurait, « d'après ses connaissances locales et à la faveur de ses liaisons, inspirer assez de confiance aux Serbes, pour leur faire apprécier à sa juste valeur l'état actuel des choses, et leur insinuer de vive voix ce que la cour de Russie avait fait pour obtenir à leur nation un sort (!) temporaire, et ce qu'elle se proposait de faire pour lui en assurer un plus honorable et permanent aussitôt que les circonstances favoriseraient de

1. Hadji-Beg de Srebrnitsa à l'archiprêtre Nénadovitch, le 17 juin 1812. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. II.

2. NOVAKOVITCH (St.), *o. c.*, p. 234.

3. L'amiral Tchitchagof à Italinsky, le 15 juillet 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 86-87.

pareilles démarches ». A ces instructions, il joignit la copie de l'article VIII du traité, relatif à la Serbie, mais avec l'ordre exprès de « *ne le communiquer au Sénat serbe que par extraits, en modifiant soigneusement tout ce qu'il y avait d'exagéré (!) dans cet article, à savoir, les expressions, disait-il, dont on ne s'était servi que pour se conformer au style oriental* ». Et sachant que le retour des troupes turques dans les places fortes de la Serbie serait partout de nature à décourager les Serbes, il annonçait que « *cette mesure, quoique stipulée, ne paraissait pas devoir s'effectuer* ». Il ajoutait que « *tant que les Français, ennemis de la Russie, menaçaient le territoire ottoman, on ne saurait abandonner à la faiblesse, ou même à la collusion de la Porte, le soin de défendre les forteresses de la Serbie* ». Ensuite il l'informait que la Russie avait proposé à la Porte une alliance offensive et défensive dont la condition principale était que les chrétiens de l'empire ottoman seraient autorisés à prendre les armes et à se réunir sous les « *glorieuses enseignes* » de la Russie. Si la Porte acceptait l'alliance à cette condition, les Serbes, en qualité de sujets chrétiens de la Porte, seraient en droit de demeurer armés et de se joindre aux Russes, soit pour mettre leur patrie à l'abri de toute atteinte, soit pour porter la guerre là où les circonstances pourraient l'exiger ; en cas contraire ils s'uniraient aux Russes et marcheraient avec eux là où l'empereur Alexandre les appellerait.

L'amiral Tchitchagof désirait que le conseiller Nédoba communiquât ces renseignements aux Serbes, non pas à tous, mais seulement aux chefs les plus sages, à ceux qui pourraient influencer leurs compatriotes en leur « *inculquant cette conviction salutaire qu'un des principaux objets recommandés par l'empereur Alexandre à la sollicitude du commandant en chef de l'armée du Danube, c'était le soin de veiller à la conservation des Serbes.* » Il le pressait, enfin, de conseiller aux Serbes de choisir parmi eux, pour répondre aux lettres de Kourchid-Pacha, des hommes d'une sagesse reconnue, et de les envoyer à Constantinople pour arranger avec le ministère ottoman tout ce qui concernait l'exécution de l'article du traité relatif à la Serbie. « *Il ne s'agit — terminait-il — que de gagner du temps et de ménager les Turcs. Dieu, qui n'abandonne jamais la cause des peuples, et Sa*

Majesté notre auguste Maître, qui a à cœur celle des Serviens, feront le reste. » Enfin, il lui enjoignait d'user en toutes choses de beaucoup de prudence, et principalement de « *ne donner par écrit que ce qui est strictement conforme aux stipulations du traité de paix*¹ ».

On ignore comment Nédoba exécuta les ordres de l'amiral Tchitchagof. Aussitôt après, Kara-George reçut de celui-ci une lettre, datée du 26 juillet, par laquelle il l'informait lui-même que la paix était conclue entre la Russie et la Porte, mais que *rien n'avait été conclu relativement à la Serbie*. Il conseillait aux Serbes d'entrer en négociations avec la Porte au sujet du règlement de leur situation, et l'assurait que le sort de la Serbie était entre les mains de l'envoyé de Russie à Constantinople².

On comprend quelle impression cette lettre produisit parmi les chefs serbes. Kara-George convoqua aussitôt à Topola une réunion des principaux d'entre eux, pour les consulter et s'entendre avec eux sur ce qu'il y avait à faire. Tous furent d'avis qu'après la dernière guerre et les haines qu'elle avait suscitées, il était dangereux et impossible de négocier seuls avec les Turcs, d'admettre leurs garnisons dans les places fortes ou de leur livrer les munitions; que dorénavant ils ne pourraient plus vivre avec eux. Mais ils étaient prêts à reconnaître la suzeraineté de la Porte et à lui payer un tribut. Ils acceptèrent donc de négocier afin de gagner du temps, dans l'espoir que les circonstances permettraient à la Russie de conclure une paix plus avantageuse, et décidèrent de prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense des forteresses-frontières du pays. Prévoyant que les Turcs ne voudraient pas négocier avant d'entrer dans les places fortes, ils résolurent de demander à l'amiral Tchitchagof, d'abord, de laisser en Serbie et jusqu'à la fin des négociations, les troupes russes qui s'y trouvaient déjà sous le commandement du général Orourk; ensuite, de se porter garant auprès de la Porte de leurs bonnes dispositions, si elle ne voulait pas traîner les négociations en longueur, et de leur fidélité à ob-

1. L'amiral Tchitchagof au conseiller Nédoba, juillet 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 87-90.

2. Kara-George à Italinsky, le 6 août 1812. *Id.*, p. 96-97.

server la paix si l'on arrivait à un arrangement¹. Jacob Nénadovitch, ministre de l'intérieur, fut chargé d'aller présenter ces résolutions et ces demandes à l'amiral Tchitchagof. Il venait à peine de partir lorsque le conseiller Nédoba, et le colonel Balla, commandant des garnisons russes de Belgrade et de Chabats, reçurent du commandant en chef, et sans même que Kara-George en fût instruit, l'ordre de quitter la Serbie avec les troupes russes et de rejoindre l'armée du Danube. Cette nouvelle jeta la consternation dans le pays. L'unique espoir qu'on avait encore dans la lutte qui s'annonçait contre les Turcs, c'était les troupes russes, cantonnées parmi les Serbes depuis deux ans et demi et qui allaient les abandonner. Dès qu'il connut cette nouvelle, Kara-George écrivit à l'amiral Tchitchagof, se plaignant de ses ordres, lui disant que le peuple était dans l'effroi et désespérait du sort de la Serbie. Il lui recommandait le député Jacob Nénadovitch et le priait de satisfaire autant que possible aux demandes que ce dernier était chargé de lui présenter. Résolu à entamer les négociations avec les Turcs, il invitait l'amiral à désigner un de ses fonctionnaires pour accompagner les députés serbes dans leur voyage². Mais, quelques jours plus tard, l'arrivée en Serbie d'un envoyé spécial du commandant en chef de l'armée russe du Danube fut annoncée à Kara-George.

L'amiral Tchitchagof, présentant la douloureuse impression que l'évacuation des provinces de Valachie et de Moldavie par l'armée russe, et surtout la retraite des garnisons russes de la Serbie ne manqueraient pas de produire sur les chefs et le peuple serbes, avait jugé nécessaire de les rassurer. Pour remplir cette mission délicate il avait fait choix d'un Serbe, originaire des Bouches du Cattaro, le lieutenant-général comte Ivélitch, qui avait déjà rempli quelques missions au Monténégro, et qui, se trouvant au service de la Russie, était attaché à l'état-major à Bucharest. Le 26 juillet, il lui prescrivit tout d'abord d'expliquer au chef serbe la position dans laquelle se trouvait alors l'empire; de l'in-

1. Instructions à Jacob Nénadovitch, datées du 25 juillet 1812. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. II, p. 971-972.

2. Kara-George à l'amiral Tchitchagof, le 2 août 1812. Voy. ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA, *o. c.*, t. II, p. 972-975.

former que les troupes françaises avaient pénétré en Russie ; et que la patrie russe ayant besoin de toutes ses armées pour se délivrer de ces redoutables ennemis, l'Empereur, afin d'être tranquille du côté des Turcs, avait été obligé de remplir toutes les stipulations du traité de Bucharest, et de rappeler ses troupes de la Moldavie, de la Valachie et de la Serbie. En même temps il leur donnerait l'assurance que ce départ des garnisons russes n'était que temporaire, et qu'aus sitôt qu'elle aurait repoussé les ennemis et « conservé son être politique en Europe », la Russie ne manquerait pas de régler le sort de la Serbie. En lui remettant la copie de l'article VIII du traité de Bucharest, il le chargeait d'en faire part aux Serbes, en insistant sur la nécessité pour eux de demeurer en paix avec les Turcs, d'accepter l'exécution du traité, de façon toutefois à *conserver toute la force et tous les moyens avec lesquels ils pourraient affranchir la Serbie du joug turc, lorsque les circonstances le permettraient*. Il lui recommandait encore de conseiller aux Serbes d'entrer en négociations avec les Turcs au sujet de l'organisation intérieure de la Serbie, conformément au traité, mais de prendre les mesures nécessaires pour que les Turcs n'entrassent pas en possession des forteresses de la Serbie, avant que les députés du peuple ne se fussent entendus avec la Porte sur la façon dont les forteresses seraient remises aux Turcs ; dans ce cas le ministre de Russie à Constantinople, Italinsky, pourrait travailler en faveur des Serbes en gagnant le plus de temps possible. S'il n'y avait pas moyen d'ajourner l'exécution de l'article, on devait tâcher que la quantité et la qualité des garnisons turques pour ces forteresses fussent en tout point conformes aux vœux des Serbes. Enfin, il conseillerait aux Serbes de ne lier aucune relation avec les Français, en assurant les premiers de la protection de l'empereur Alexandre, protection dont les effets se feraient sentir à la prochaine occasion favorable ¹.

L'envoyé de l'amiral Tchitchagof, parti de Bucharest presque au même moment où le député serbe Jacob Nénado-vitch quittait Belgrade, arriva en Serbie au commencement

1. L'amiral Tchitchagof au général Ivélitch, le 28 juillet 1812. Voy. *Mém. de l'Académie serbe*, t. XXXVII, p. 142-143.

d'août. Aussitôt qu'il se fut rendu à Topola, résidence de Kara-George, et entretenu avec lui et les chefs qui s'y trouvaient présents, le chef serbe décida de convoquer au monastère de Vratchevchnitsa, où les reliques du saint roi Étienne, premier couronné, étaient gardées, une réunion de tous les chefs pour la fête de l'Assomption de la Vierge (27 août). Les convocations furent faites immédiatement¹.

Quant aux garnisons russes, elles ne purent être retenues plus longtemps, malgré toutes les réclamations serbes. L'amiral Tchitchagof, en recevant Jacob Nénadovitch, lui promit tout le secours qu'il lui serait possible de fournir dans les circonstances actuelles, et lui remit une somme de 5000 ducats pour les besoins de la Serbie. Mais il voulut que les troupes russes évacuassent le pays sans retard, et chargea le comte Ivélitch d'assurer les Serbes qu'il lui était impossible d'agir autrement; en même temps il ordonnait au général Orourk de remettre au chef serbe une somme de 5000 ducats, pour indemniser les Serbes des frais d'entretien des troupes russes².

Bientôt après l'arrivée du général Ivélitch, les garnisons russes achevèrent leurs préparatifs de départ. L'évacuation de Belgrade eut lieu vers le 10 août. Ce fut un émouvant spectacle. Les troupes vinrent se ranger sur la place du marché principal de la ville, devant la Croix de Saint-André. Là, un prêtre célébra la messe pour leur heureux voyage, et la termina par la lecture d'un passage de l'Évangile de saint Jean : « Que votre cœur ne se trouble point. Vous croyez en Dieu, croyez aussi en moi.... » Au moment où il prononçait ces paroles : « Mais afin que le monde connaisse que j'aime mon père et que je fais ce que mon père m'a ordonné, levez-vous, sortons d'ici³.... » — la musique commença à jouer, les tambours battirent et les troupes se mirent en marche, tandis que la population serbe, rassemblée et toute en larmes, leur prodiguait les marques d'une affection fraternelle. On

1. Kara-George aux chefs du district de Valiévo, le 13 août 1812. Voy. *Goloubitsa*, t. V, p. 210-211.

2. L'amiral Tchitchagof au général Ivélitch, le 7 août 1812. Voy. *Mém. de l'Académie serbe*, t. XXXVII, p. 145.

3. Évangile de saint Jean, chap. xiv.

leur fournit des chariots, les provisions, le vin d'étape en étape. « Ce n'était pas une marche, c'était une véritable partie de plaisir¹. »

Peu après, les députés serbes, désignés pour négocier avec les Turcs, partirent pour Constantinople.

Le 27 août, enfin, eut lieu au monastère de Vratchevchnitsa la grande réunion des chefs serbes. L'envoyé de Tchitchagof leur donna lecture de l'article VIII du traité de Bucharest, leur expliqua les causes qui avaient amené son gouvernement à conclure un pareil traité et à rappeler ses troupes de la Serbie; puis, il jura au nom de l'Empereur que jamais les Russes ne les abandonneraient, et leur demanda de prêter serment de fidélité à la Russie². Le lendemain, Kara-George et les chefs rassemblés prêtèrent serment de fidélité éternelle à la Russie et remirent au comte Ivélitch une adresse pour l'empereur Alexandre, signée par tous les assistants. « La Serbie et le peuple serbe, y était-il dit, se rappelant tous les services à eux rendus par la Russie, promettent et s'engagent de rester toujours à l'avenir fidèles et attachés à leur sœur de religion et de race³. » Le comte Ivélitch, après avoir distribué aux principaux chefs les décorations qu'il avait apportées — Kara-George reçut le grand cordon de l'ordre de Sainte-Anne, et les autres la grand'-croix du même ordre — quitta la Serbie, se rendant à Bucharest.

II

Cependant les négociations qu'on allait engager avec la Porte ne devaient pas être faciles, et l'on n'en pouvait guère espérer un heureux résultat.

La légation de Russie à Constantinople avait, en effet, pour mission, comme l'amiral Tchitchagof l'avait fait pré-

1. A. PROTITCH, *o. c.*; voy. *Mém. de l'Acad. serbe*, t. XIX, p. 25; et amiral Tchitchagof à l'empereur Alexandre, le 14 août 1812. Voy. *Recueil de la Société d'hist. de Russie*, t. VI, p. 13-14.

2. Lettre des chefs serbes du 30 août 1814. Voy. NÉNADOVITCH (M.) *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 220.

3. PÉTROF, *o. c.*, t. III, p. 406.

voir aux Serbes, de travailler à consolider les rapports amicaux entre la Russie et la Porte, et même à amener une alliance entre les deux empires. Pour cela Italinsky avait été envoyé à Constantinople dès le mois de juin, avant même la ratification du traité de Bucharest. A peine arrivé, un de ses premiers soins fut de connaître les intentions de la Porte relativement à l'exécution de l'article VIII. Mais la Porte était déjà au courant des projets de l'amiral Tchitchagof et des démarches qu'il avait faites pour engager les Serbes dans son aventureuse expédition, et cela contribua beaucoup à rendre suspectes les intentions du gouvernement russe. Italinsky n'en essaya pas moins de remplir sa mission¹.

Le 12 juillet, il eut une première entrevue avec le reis-effendi. Il déclara au ministre turc que, désirant le prompt rétablissement des bons rapports, son maître l'avait envoyé à Constantinople, sans attendre la ratification du traité; qu'il avait déjà reçu ses lettres de créance et les pleins pouvoirs pour l'établissement de l'amitié la plus étroite entre la Russie et l'empire ottoman, mais qu'il avait appris avec tristesse la décision inattendue du Sultan de ne ratifier le traité qu'en partie et d'en exclure l'article relatif aux frontières d'Asie, et celui concernant la Serbie. Le reis-effendi lui répondit que le Sultan désirait également l'amitié de la Russie. La preuve en était, qu'en dépit des propositions brillantes de Napoléon, il avait préféré se réconcilier avec la Russie et conclure la paix; mais en le faisant, ajouta-t-il, il a jugé indispensable de respecter ses intérêts nationaux, politiques et religieux, lésés par ces deux articles du traité².

Dans l'entrevue que le ministre d'Angleterre Liston eut, le 4^{er} juillet, avec le reis-effendi pour lui exprimer la crainte que les difficultés soulevées par la Porte pour la ratification ne compromissent la paix elle-même, le reis-effendi se montra plus explicite. Il répondit au diplomate anglais que ces difficultés venaient uniquement du désir qu'avait la Porte de faire une paix durable et non pas éphémère, et que cependant les exigences de la Russie trahissaient des projets de sa part contre l'empire ottoman. Il lui cita pour exemple

1. Italinsky au comte de Nesselrode, le 13 février 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 125.

2. Italinsky à l'amiral Tchitchagof, le 17 juillet 1812. *Id.* p. 76-80.

la demande russe relative à la liberté des transports militaires au Caucase et celle concernant la Serbie. « Cette dernière — lui dit-il — tend tout droit à l'indépendance des Serbes, et à la formation successive d'une multitude de petites républiques dans les provinces européennes de l'empire ottoman; et comme ces dernières embrassent un nombre considérable de chrétiens, professant la même religion que les Russes, ces sujets de la Porte ne manqueront pas de profiter de l'exemple des Serbes. Tout d'abord, ils demanderont, en récompense de leur soumission et de leur fidélité, les mêmes privilèges que les Serbes auront obtenus au lieu des châtimens que méritait leur révolte; ensuite ils prendront soin de donner à leurs demandes plus de force, en profitant de toutes les circonstances favorables qui se présenteront. En un mot, la Porte prévoit des difficultés menaçantes et, comme tout gouvernement, tâche de les prévenir et de les éviter¹ ».

La Porte se méfiait donc des intentions de la Russie. Italinsky sentit qu'il lui faudrait travailler pour la rassurer; mais il avait les mains liées, car il n'avait pu entrer en relations officielles avec la Porte, celle-ci n'ayant pas encore voulu recevoir le communiqué officiel de sa nomination au titre de ministre plénipotentiaire auprès du Sultan. Ce n'est que le 8 août que cette formalité fut accomplie. Mais, pendant ce délai, d'autres avaient manœuvré dans un sens contraire.

Connaissant les soupçons et la méfiance de la Porte envers la Russie, les représentants de la France et de l'Autriche ne manquèrent pas de les augmenter et de les ranimer par des insinuations et des démarches officielles auprès de la Porte. Le général Andréossy, ambassadeur français, qui avait été envoyé auprès de la Porte pour empêcher la conclusion de la paix, n'était arrivé que le 28 juillet. Or le traité était alors, non seulement conclu, mais aussi ratifié. Néanmoins, il se mit à l'œuvre. Le 12 août, il remit à la Porte une note, dans laquelle il lui reprochait la promptitude avec laquelle elle avait accepté un traité de paix, désavantageux pour elle, et s'efforça de l'exciter contre la Russie en alléguant la con-

1. Italinsky à l'amiral Tchitchagof, le 17 juillet (*bis*) 1812. *Id.*, p. 81-84.

duite de celle-ci en Serbie, où elle entretenait l'esprit de désobéissance, et proposa à la Porte une alliance avec la France contre la Russie¹. L'internonce vint ensuite à la charge. Dans sa note du 16 août, après avoir établi que les intérêts de la Turquie étaient ceux de l'Autriche, il accusait le ministère turc de faiblesse, et exprimait la surprise de sa cour de ce que la Porte, lors de la conclusion de la paix avec la Russie, eût renoncé aux « avantages aussi proches et sacrifié ses propres intérêts et ceux de l'Autriche, en cédant une partie de ses plus belles provinces », tandis que les instructions des plénipotentiaires russes portaient la latitude nécessaire pour les faire renoncer à toute acquisition territoriale». « Quelle funeste *erreur* — y disait-on — a pu aveugler les plénipotentiaires ottomans, et leur faire prendre le langage de la détresse des négociateurs russes pour celui de l'assurance...? »²

Cette action habile ne fut pas sans produire quelque résultat. Le soupçon de trahison jeté sur les plénipotentiaires turcs se propagea en dehors de la Porte; il fut considérablement augmenté par ce fait que le grand-vizir Ahmet passait pour être l'ami des Russes, et que l'opinion turque était mécontente des stipulations du traité. Le Sultan même fut ébranlé : le grand-vizir tomba tout d'un coup en disgrâce; il fut déposé le 11 septembre et remplacé par Kourchid-Pacha de Nisch³. En outre, le Sultan décida que le nouveau grand-vizir avec les troupes resterait à Choumla et y prendrait ses quartiers d'hiver. Cette décision attira l'attention du corps diplomatique, car c'était la première fois que les Turcs demeuraient campés après la paix et sans apparence d'une nouvelle guerre⁴.

La légation de Russie à Constantinople se trouvait alors dans une situation fort embarrassante. Sur ces entrefaites, un courrier serbe arriva dans la capitale turque, portant à Italinsky une lettre de l'amiral Tchitchagof, datée du 15 juillet, et lui annonçant la prochaine arrivée de la députation

1. Italinsky au comte de Roumiantsof, le 20 sept. 1812. *Id.*, p. 98-100.

2. *Ibid.*

3. Aff. Étrangères, *Turquie*, Corr. pol., vol. 226, f. 108.

4. Le général Andréossy au ministre, le 14 octobre 1812. *Id.*, f. 205.

serbe¹. Le commandant en chef de l'armée du Danube l'informait que cette députation, se rendait auprès de la Porte « pour arranger différents objets qui avaient trait à l'administration intérieure de leur pays », et que les chefs serbes l'avaient prié de la lui recommander efficacement et de l'aider dans les négociations difficiles et importantes qui lui étaient confiées. « Nous leur devons cette assistance et cette protection, écrivait-il, car ils l'ont méritée par le dévouement qu'ils ont montré de tout temps à la Russie; ils y ont un droit plus grand à cette époque par la sagesse avec laquelle ils ont jugé des circonstances impérieuses qui nous obligent de les remettre sous la domination ottomane, et pour la confiance qu'ils ont en nous dans le moment même où nous les quittons. Je vous prie donc de soigner avec la plus grande sollicitude les intérêts de cette brave nation et de lui en donner une preuve par la protection que vous accorderez à leurs députés². »

Sans pouvoir s'expliquer le fait que cette lettre de l'amiral Tchitchagof, annoncée comme devant lui être présentée par les députés eux-mêmes, lui était remise par un courrier serbe, Italinsky s'empessa d'informer la Porte de la prochaine arrivée de la députation; et, comme il avait appris que la Porte avait l'intention de se livrer à des actes de violence contre les Serbes, il s'employa pour lui inspirer des sentiments de modération envers eux. Il conclut de la réponse que le reis-effendi lui donna à cette occasion, que la Porte avait eu déjà des explications avec les Serbes, sans aboutir à un résultat. Supposant qu'il y avait des influences du dehors qui travaillaient à exciter la Porte contre les Serbes et à l'amener à une action coercitive, il se décida à employer tous ses efforts en faveur de « cette brave nation », afin d'assurer l'issue favorable des négociations futures. Par là il entendait, comme il le disait lui-même, satisfaire à ses sentiments personnels, mériter l'approbation et justifier la confiance de l'amiral Tchitchagof. Pour faciliter sa tâche, il désirait s'entretenir avec les députés serbes dès leur arrivée et rester en relations incessantes avec eux; et comme il pensait, d'après la lettre

1. Italinsky au comte Roumiantsof, le 30 octobre 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 101.

2. L'amiral Tchitchagof à Italinsky, le 15 juillet 1812. *Id.*, p. 90.

de l'amiral Tchitchagof, qu'ils venaient à Constantinople à la suite des stipulations de l'article VIII du traité de Bucharest, pour s'entendre avec la Porte sur l'organisation intérieure de leur pays, il espérait que le Sultan ne mettrait pas d'entraves à ses relations avec eux¹.

Les députés serbes arrivèrent à Constantinople le 19 septembre et descendirent chez le capidji-kyaya, homme d'affaires du grand-vizir². Ils apportaient une lettre de Kara-George, datée du 6 août, pour Italinsky. Le chef serbe lui mandait qu'il avait appris par l'amiral Tchitchagof la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie et que « rien n'y était stipulé relativement à la Serbie ; » qu'il avait reçu le conseil d'entrer en négociations avec la Porte, afin d'assurer « l'existence et le bien-être du peuple serbe ». Il l'informait qu'il envoyait des députés à la Porte, le priait de les prendre sous sa protection et de s'employer auprès du Sultan pour le bien du peuple serbe, qui s'était rendu digne de la protection du souverain russe par un attachement sans bornes³.

Italinsky éprouva la plus grande surprise en voyant l'ignorance dans laquelle Kara-George semblait être de ce qui avait été stipulé au sujet du peuple serbe à Bucharest. Il se trouva dans le plus grand embarras, quant à la conduite à tenir envers les députés. Il demanda à les voir, mais ils ne vinrent pas, et ne lui adressèrent aucun message⁴.

Cependant les députés s'étaient rendus à la Porte. Ils y avaient déclaré qu'ils n'étaient point autorisés à entamer des négociations pour un arrangement, mais qu'ils étaient chargés simplement de connaître les dispositions de la Porte à l'égard du peuple serbe. Pressentis au sujet de l'article VIII du traité de Bucharest, relatif à la Serbie, ils assurèrent n'en avoir pas connaissance ! A la suite de cette déclaration, les soupçons de la Porte contre la Russie s'accrurent. Voulant, sans doute, apprendre s'il n'existait pas entre la Russie

1. Italinsky à l'amiral Tchitchagof, le 17 septembre 1812. *Id.*, p. 95.

2. Andréossy au ministre, le 14 octobre 1812. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, corr. pol., vol. 222, f. 203.

3. Kara-George à Italinsky, le 6 août 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 96-97.

4. Italinsky à Roumiantsof, le 30 octobre 1812. *Id.*, p. 401.

et la Serbie quelque intelligence secrète, pour rendre illusoires les stipulations du traité de Bucharest, le reis-effendi porta le fait à la connaissance de la légation russe et lui fit demander, pour être communiquée aux députés serbes, une traduction russe certifiée véritable de l'article VIII de ce traité. Italinsky, fut très embarrassé par cette demande. En effet la déclaration des députés serbes contrastait avec ce que l'amiral Tchitchagof lui avait mandé du but de cette députation; d'autre part il connaissait les instructions adressées par ce même Tchitchagof au conseiller Nédoba, au sujet des explications à fournir aux Serbes sur l'article VIII du traité de Bucharest, mais Nédoba ne lui avait pas donné signe de vie et il ignorait ce que le résident russe avait pu dire aux Serbes et la vraie situation en Serbie !

N'ayant pas le texte russe du traité et craignant qu'un refus ne nuisît à la cause serbe, il consentit à certifier la copie du texte français de l'article en question¹.

Autant la déclaration des députés serbes avait été désagréable à Italinsky, autant elle fut agréable à la Porte. Celle-ci estimait qu'il serait difficile, si l'on négociait avec les Serbes à Constantinople, d'éviter l'intervention de la Russie. Cette intervention, elle n'attendait qu'une occasion pour la décliner, et pour transporter les négociations loin de Constantinople, en quelque lieu difficilement accessible aux agents de la Russie; elle pourrait ainsi agir à sa guise. Elle choisit la place de Nisch, et désigna comme plénipotentiaire un certain Tchélébi-Effendi, « dont la douceur était bien connue ». En même temps elle fit rédiger la traduction de la copie de l'article VIII certifiée par Italinsky, en serbe, en grec et en russe. Elle remit ces traductions aux députés en leur recommandant, à leur retour en Serbie, de communiquer ces textes au peuple afin qu'il sût ce qui avait été stipulé à son sujet entre les deux empires. C'était à eux, disait-elle, de décider leurs compatriotes à envoyer de nouveaux députés, ayant pleins pouvoirs pour conclure un arrangement.

Ainsi les députés serbes, après un séjour de cinq semaines à Constantinople, et sans avoir vu pendant ce temps le ministre de Russie, retournèrent dans leur pays. Ils quit-

1. Italinsky à Nesselrode, le 13 février 1813. *Id.*, p. 124.

tèrent Constantinople le 26 octobre, accompagnés d'un certain Baki-Effendi, chargé comme plénipotentiaire en second d'entrer en négociations avec les Serbes¹. Ils revinrent par Choumla où se trouvait le quartier général du grand-vizir.

Le corps diplomatique à Constantinople jugeait alors favorables aux Serbes les dispositions de la Porte. A la légation russe on pensait que la Porte redoutait les conséquences de toute violence envers eux, et « qu'elle était disposée à employer la voie de la persuasion pour opérer un rapprochement² ». A l'ambassade française on alla jusqu'à tenir pour vraisemblable que la Porte consentirait même à leur donner « un prince du pays³ ». Mais ces appréciations n'étaient que trop superficielles. Les doutes que les diplomates français et autrichiens à Constantinople avaient fait naître sur l'honorabilité des négociateurs turcs du traité de Bucharest, et le mécontentement du Sultan et de son entourage qui en était la conséquence, ne firent qu'augmenter après la déposition du grand-vizir Ahmet. La colère du Sultan retomba finalement sur les frères Morousi. Il finit par croire que Panaiotaky Morousi, drogman de la Porte, s'était uni à son frère Démètre, deuxième plénipotentiaire turc à Bucharest, et qu'ils avaient livré aux Russes des renseignements sur la politique de la Porte, et que cette trahison avait empêché la conclusion d'un traité plus avantageux⁴.

Aussi vers la fin d'octobre le premier plénipotentiaire turc reçut un ordre d'exil, et le grand-vizir Kourchid-Pacha envoya *le bourreau* au prince Morousi : « Allez couper la tête à ce traître ! » lui avait-il dit. Dès lors les sentiments de la Porte à l'égard du traité de Bucharest étaient clairs, et l'on ne pouvait douter qu'elle ne s'efforçât d'en éluder l'exécution. En particulier, on ne pouvait s'attendre à lui voir accepter et appliquer loyalement cet article VIII, qu'elle considérait comme attentatoire à ses droits de souveraineté.

1. Italinsky à Roumiantsof, le 30 octobre 1812. *Id.*, p. 101.

2. *Ibid.*

3. Andréossy au ministre, le 27 septembre 1812. Voy. Aff. Étr., *Turquie*, corr. pol., vol. 226, f. 149.

4. Italinsky à Tchitchagof, le 3 décembre 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 104.

La réception qui fut faite aux députés serbes à Choumla leva les derniers doutes à cet égard. Le grand-vizir, Kourchid, les reçut dans sa tente; devant la porte gisait dans le sang le cadavre du malheureux Demètre Morousi. Kourchid était très irrité.

« Pourquoi êtes-vous venus ? demanda-t-il brutalement aux députés.

— Nous sommes venus de la part du peuple, répondirent-ils, nous incliner devant le Sultan, l'assurer de notre soumission et demander quelle grâce nous pouvons attendre de la part de Sa Majesté.

— La Porte exige du peuple, reprit le vizir aussi rudement, qu'il revienne à la condition de raïas comme par le passé; qu'il lui remette les forteresses, les canons et les armes; qu'il paye tout l'impôt arriéré depuis neuf ans, au taux établi avant l'insurrection; et que les Turcs s'établissent de nouveau dans les villes. Ce sont les conditions de la paix. Y consentez-vous? Avez-vous des pleins pouvoirs pour conclure ?

— Le peuple nous a envoyés, répondirent les députés, seulement pour connaître la volonté du Sultan et ses conditions. Nous avons le devoir de lui expliquer cette volonté, et s'il y consent, nous concluons la paix. Nous craignons seulement que le peuple ne consente pas à déposer les armes portatives à cause du péril de vie.

— Alors, reprit le vizir, allez et communiquez à votre chef et à tous les Serbes notre volonté et nos conditions. Entendez-vous sur tout et envoyez les députés à Nisch; c'est là que nous enverrons les nôtres. J'ai dépensé 12 millions de piastres hongroises durant ces dix dernières années (indépendamment de ce qu'ont fait les vizirs de Bosnie et d'Albanie), et j'ai perdu beaucoup de troupes en combattant les Serbes; mais j'en dépenserai encore autant pour les réduire à redevenir les raïas qu'ils étaient il y a dix ans, si vous ne vous soumettez pas à notre seule volonté ! »

Sur ces mots il les congédia en leur remettant une lettre pour Tchélébi-Effendi et Ali-Pacha de Nisch. Les députés se mirent aussitôt en route. En passant à Nisch, ils remirent les lettres qu'on leur avait confiées, et au commencement de dé-

cembre arrivèrent en Serbie où ils rendirent compte de leur mission à Kara-George¹.

III

Pendant le séjour des députés serbes à Nisch, à Constantinople et à Choumla, la tranquillité la plus complète régnait en Serbie. Les chefs avaient l'espoir qu'on aboutirait à un résultat favorable. Molla-Pacha, le successeur du fameux Pasvan-Oglou dans le gouvernement de Vidin, se trouvait, depuis la conclusion du traité de Bucharest, dans une situation difficile. Abandonné par les Russes qui s'étaient retirés de la Valachie, et menacé par les Turcs pour avoir servi les Russes en 1811, il prit le parti de se liguer avec les Serbes. Il fit les premières ouvertures en septembre 1812, mais on écarta sa proposition². Les chefs serbes espéraient arriver à un arrangement avec la Porte, et ne voulurent pas la froisser en entrant en relations avec un pacha rebelle. Cet espoir fut pourtant bientôt déçu.

Quand on eut entendu les rapports des députés serbes à Constantinople, plusieurs membres du Sénat, originaires de Hongrie, demandèrent au gouvernement de réclamer la protection de l'Autriche ou de la France³. Kara-George lui-même approuva. « Il ne nous reste plus autre chose à faire, dit-il, que de chercher un *protecteur* et de nous battre avec les Turcs jusqu'à la dernière goutte de notre sang⁴. » Les Serbes ne savaient quel parti prendre. Ils craignaient, s'ils consentaient à déposer les armes, de devenir les victimes de la cruauté et de la haine des Turcs⁵. Aussi, tout en voyant ces derniers faire de tous côtés des préparatifs de guerre, ne purent-ils se résoudre à accepter leurs conditions.

Dans ces circonstances Kara-George convoqua à Topola trois membres du gouvernement : Jacob Nénadovitch, Sima

1. La relation de Kara-George sur la Serbie de 1812 à 1814. Voy. *Messager de la Société savante serbe*, t. IV, p. 154-155.

2. Le registre de Kara-George. Belgrade, 1848, n° 952.

3. Nédoba à Italinsky, le 2 janvier 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 114-115.

4. *Ibid.*

5. Registre de Kara-George, n° 1028.

Markovitch et Mladen Milovanovitch, et un des députés serbes qui venaient de rentrer de Constantinople, pour les consulter. Ils décidèrent d'envoyer un député à l'empereur Alexandre pour « recommander le peuple serbe à sa grâce et lui demander de le sauver ». Leur choix s'arrêta sur la personne de l'archimandrite Philipovitch, qui passait pour un grand ami des Russes, et avait même été décoré par l'Empereur Alexandre¹. Puis ils rédigèrent une lettre pour Tchélébi-Effendi, plénipotentiaire turc. Après s'être justifié par la rigueur de la saison² de ne pas envoyer de nouveaux députés, Kara-George lui faisait savoir que les Serbes accepteraient de rester les sujets du Sultan, de lui payer le tribut et de recevoir dans Belgrade un fonctionnaire turc avec 50 hommes de troupes, mais qu'ils ne consentiraient en aucun cas à livrer aux Turcs leurs forteresses, canons, etc³. Enfin, on décida de provoquer une réunion de tous les chefs du pays.

L'assemblée se tint le 13 janvier 1815, à Kragouiévat. Kara-George y donna communication des conditions du grand-vizir, qui furent repoussées à l'unanimité. Puis on se consulta sur la ligne de conduite à adopter vis-à-vis de la Porte. On décida de continuer les négociations commencées sur les bases suivantes :

1^o Les points où se trouvent les sentinelles serbes en ce moment seraient reconnus pour la frontière de la Serbie, dans l'administration de laquelle personne ne pourrait s'immiscer ;

2^o Kara-George serait reconnu par la Porte et confirmé par un bérat du Sultan en qualité de beg (chef suprême) serbe et futur gouverneur de la Serbie ;

3^o Le Sénat dirigeant de la Serbie et le Tribunal du pays seraient reconnus par la Porte et confirmés par un firman impérial ; ils gouverneraient le peuple suivant la volonté du Sultan ;

4^o Les Serbes promettaient à la Porte d'être ses fidèles sujets ;

1. Extrait du rapport du conseiller Nédoba à l'amiral Tchitchagof, du 31 décembre 1812. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 115 ; et Kara-George à Nédoba, le 25 décembre 1812. *Id.*, p. 115-116.

2. Italinsky à Roumiantsof, le 11 mars 1813. *Id.*, p. 135.

3. Nédoba à Italinsky, le 2 janvier 1813. *Id.*, p. 114-115.

5° Ils recevraient à Belgrade un pacha ou vizir avec le nombre d'hommes qui serait convenu et jugé nécessaire pour prouver que la Serbie est pays du Sultan et que les Serbes sont ses fidèles sujets;

6° Les Serbes payeraient à la Porte un tribut dont le montant serait fixe, et qui serait versé à la Porte ou à son ordre à Belgrade; tous les revenus des terres iront aux Serbes.

7° Les Serbes fourniraient à la Porte un nombre déterminé de soldats contre quiconque lui ferait la guerre;

8° Les Serbes entretiendraient et garderaient « comme leurs yeux » les forteresses impériales; les frais pour leur entretien et l'entretien des garnisons seraient à la charge de la Porte ou des Serbes;

9° Les Turcs qui ont déjà habité la Serbie et qui l'ont quittée n'y retourneraient plus, étant en inimitié avec les Serbes depuis l'insurrection;

10° Le tribut serait perçu par les knèzes serbes et non par les Turcs;

11° Le Chef suprême, le Sénat dirigeant et le Tribunal du pays jugeraient les Serbes, et le vizir les Turcs des garnisons;

12° Le commerce serait libre, et tous les dommages causés au commerce dans les frontières de la Serbie seraient réglés par le gouvernement serbe¹.

Pour négocier avec les Turcs sur ces bases, on nomma quatre députés : Jivko Chlivitch, knèze du district de Pojarevats; Yefta Savitch, knèze du district de Loznitsa; Élias Bariaktarovitch, knèze du district de Paratchine, et Gabriel Nicolaïévitch, secrétaire du Sénat.

Vers le milieu de février les nouveaux députés serbes étaient réunis à Nisch. Aussitôt après leur arrivée, ils eurent une entrevue avec Tchélébi-Effendi et Ali-Pacha, plénipotentiaires de la Porte, et leur remirent les propositions du

1. *Messenger de la Société savante serbe*, IV, p. 156-158. Dans la *Goloubitsa*, t. V, p. 254, il n'y a que les 8 premiers points mentionnés. Enfin M. Novakovitch affirme, d'après les rapports de Nédoba, extraits des Archives de Saint-Pétersbourg, que les Serbes avaient offert à la Porte le secours en troupes contre tout État étranger qui serait en guerre avec elle, *excepté la Russie*. Voy. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 204.

peuple serbe. Aussitôt les plénipotentiaires turcs leur promirent qu'ils les feraient parvenir au Sultan et qu'on attendrait sa réponse. Mais, lorsqu'ils les eurent parcourus, ils se tournèrent vers les députés serbes :

« Ce que vous demandez, — leur dirent-ils, — c'est un Royaume dans un Empire, et cela n'a jamais été. Mais, puisque vous le désirez, que Kara-George avec toute la Serbie embrasse l'islamisme, et qu'il soit en aide au Sultan comme la Bosnie; ainsi il pourra être le vizir du pachalik. Manque-t-il quelque chose à la Bosnie du fait qu'elle s'est convertie? Autrement nous exigeons :

1° Que toutes les fortifications, construites en Serbie pendant l'insurrection, soient rasées;

2° Que les canons soient placés dans les forteresses, comme avant l'insurrection;

3° Que le peuple renonce aux armes portatives, aux chevaux de selle et à leurs équipements.

4° Que les Turcs s'installent dans les forteresses, villes, bourgs et villages en Serbie, comme par le passé, et qu'ils rentrent en possession de tout ce qu'ils avaient auparavant : maisons, terres, etc.

5° Que l'administration turque soit réinstallée en Serbie comme par le passé, et que toute personne qui n'y consentira pas ait à quitter le pays¹. »

Les plénipotentiaires turcs, en formulant les conditions de la Porte, firent entendre aux députés serbes qu'ils ne demandaient, en somme, *que ce qui était stipulé dans le traité de Bucharest entre la Russie et la Porte(!)*, et leur rappelèrent que Kara-George avait lui-même antérieurement répondu au grand-vizir qu'il accepterait « ce qui aurait été convenu entre les deux Empereurs au sujet de la Serbie ». Ils leur remirent les conditions de la Porte par écrit, et leur conseillèrent de les accepter au nom du peuple serbe, en les prévenant que, dans le cas contraire, ils les y contraindraient par la force des armes². Les députés, sûrs que le peuple n'accepterait jamais de conditions pareilles, répondirent qu'ils n'avaient pas de pouvoirs pour conclure. Les négociations

1. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 158-159.

2. *Ibid.*

étant rompues de ce fait, ils s'en retournèrent après un séjour d'une semaine à Nisch. Ils portaient à Kara-George une lettre de Tchélébi-Effendi, par laquelle celui-ci l'informait qu'il n'avait pu conclure la paix avec les députés qui étaient venus, et le priait d'en envoyer d'autres, munis des pouvoirs nécessaires, à Sofia, où il venait d'être transféré; dans le cas où les Serbes n'accepteraient pas les conditions de la Porte, et où les nouveaux députés ne concluraient pas la paix, la guerre commencerait ¹.

1. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 159-160.

CHAPITRE XVI

I. — Démarches d'Italinsky à la Porte en faveur des Serbes — Réaction du gouvernement autrichien contre l'influence russe en Serbie. — Protestations de la Porte contre le séjour du résident russe en Serbie (décembre 1812). — Conférences du reis-effendi avec le drogman russe Fonton, au sujet des affaires serbes. — Rejet par la Porte de l'intervention russe. — Instructions d'Italinsky au résident russe en Serbie.

II. — Situation de la Serbie au printemps de 1813. — Réduction des desiderata serbes. — Kara-George demande la permission du tsar de s'installer en Russie. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Sofia. — Les Turcs refusent de céder. — Position critique des Serbes. — Conférence de Nédoba avec Kara-George. — Karsli-Ali Pacha, commandant en chef des troupes turques, somme les Serbes d'accepter les conditions de la Porte (3 juillet 1813). — Refus des Serbes. — Proclamation de Kara-George au peuple (3 juillet 1813).

III. — Nouvelles démarches d'Italinsky à la Porte. — Sa conférence avec le reis-effendi du 10 juin. — Nouvelle protestation de la Porte contre le séjour du résident russe en Serbie. — Nouvelle conférence d'Italinsky avec le reis effendi. — Les ordres de l'empereur Alexandre du 12 août 1813.

I

La légation russe à Constantinople, bien que très décidée à travailler en faveur des Serbes, ne put faire grand'chose parce que, n'ayant encore reçu aucun renseignement ni de l'agent russe de Belgrade, ni de son gouvernement, Italinsky ne savait au juste que demander à la Porte : l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest ou des conditions nouvelles. En outre, aussitôt après le départ des députés serbes de Constantinople, la Porte avait reçu la nouvelle de la prise de Moscou par les Français, ce qui amoindissait encore le prestige de la Russie, et devait rendre son intervention en faveur des Serbes moins efficace encore.

Le Sultan, cependant, malgré toutes les instances des Français, n'était pas disposé à faire la guerre à la Russie ; il ne voulut pas davantage conclure avec la Russie l'alliance

en faveur de laquelle travaillaient, à côté d'Italinsky, la légation de Suède et en quelque sorte celle d'Angleterre. Il désirait profiter de la grande guerre du Nord pour rétablir son autorité dans ses provinces d'Europe, et pour se débarrasser des gouverneurs indisciplinés, Molla-Pacha de Vidin, Bochniak-Ali de Rouchtchouk, Elik-Oglou de Silistrie et Ali-Pacha de Yanina¹.

Cette circonstance rendait encore plus difficile la tâche d'Italinsky en ce qui concernait les Serbes. Car, au moment où les troupes turques se préparaient à marcher contre Molla-Pacha, on pensait généralement à Constantinople que celui-ci chercherait, dans son intérêt, à empêcher par tous les moyens possibles la soumission des Serbes, afin d'augmenter les embarras de la Porte. Il lui fallut donc mettre dans la correspondance qu'il se proposait d'entretenir avec les chefs serbes et les agents russes dans ces contrées, les plus grandes précautions pour ne pas éveiller quelque soupçon d'intelligence avec Molla-Pacha et les Serbes. Dans cette pensée, et pour éviter toute surprise, il décida de correspondre par une voie détournée, en faisant passer ses lettres par le consulat général de Russie à Bucharest².

En attendant, il faisait des démarches officielles, multipliait les insinuations confidentielles auprès des personnages influents, ne manquait aucune occasion pour disposer la Porte aux voies de la conciliation. Il crut comprendre qu'elle y inclinait dans la crainte qu'en exaspérant les esprits, elle ne donnât de la force aux intrigues des Autrichiens et des Français (!) en Serbie. En effet le reis-effendi déclarait qu'elle était décidée à exécuter les engagements pris à l'article VIII du traité de Bucharest, mais il ajoutait en même temps, que, conformément à la déclaration faite par les députés serbes en octobre, « les Serviens refusaient de se conformer au traité et que dès lors la Porte se verrait obligée d'employer les moyens en son pouvoir, pour les réduire³ ».

De leur côté les Français et les Autrichiens ne restaient pas inactifs. L'internonce Stürmer surtout se montrait

1. Italinsky à Roumiantsof, le 30 oct 1812. Voy. OULIANITSKY. *o. c.*, p. 103.

2. Le même au même, le 3 déc. 1812. *Id.*, p. 105.

3. Italinsky à Nesselrode, le 13 février 1813, *Id.*, p. 115.

acharné contre la Russie. Le prince de Metternich agissait d'ailleurs dans le même sens à Vienne. Au cours d'une entrevue avec le représentant de la Porte en Autriche, il lui dit qu'il savait que l'on cherchait à faire suspecter à la Porte les dispositions de la cour de Vienne relativement à la Serbie, en attribuant à l'Autriche des vues cachées sur ce pays; mais qu'au lieu de prêter l'oreille à de pareilles insinuations, quand le véritable intérêt de l'Autriche était que les Serviens rentrassent sous la domination du grand Seigneur, la Porte devrait plutôt faire attention à la conduite que les autres puissances tenaient vis-à-vis des Serviens. « En effet, — ajouta-t-il, — pourquoi un officier russe se trouve-t-il encore à Belgrade et que fait-il là auprès des Serviens? La Russie *qui a fomenté* l'insurrection de la nation servienne et en a retiré de grands avantages par la diversion que les Serviens ont faite en sa faveur dans sa guerre avec la Porte, *travaille encore à l'entretenir*, parce qu'elle espère *en profiter de nouveau* à l'occasion; c'est la Russie qui a constamment fourni aux Serviens les armes et les munitions nécessaires, et encore aujourd'hui c'est par les secours pécuniaires qu'elle leur donne, qu'ils peuvent se pourvoir des munitions qui leur manquent. D'un autre côté, poursuivit-il, la France elle-même, depuis qu'elle a fait l'acquisition des provinces illyriennes, nourrit des vues sur la Serbie et agit en conséquence. D'après cela il est urgent pour la Porte de terminer au plus tôt les affaires des Serviens, et comme l'Autriche y prend intérêt, *elle offre de s'employer à cet effet*, étant disposée à seconder les intentions de la Porte, tant par la voie des négociations que *par celle des armes*¹ ».

A la suite de cet entretien, la Porte prit encore plus d'ombre des Russes. Dès le 50 décembre, le reis-effendi fit dire à Italinsky « que la Porte était instruite qu'il y avait encore à Belgrade un officier russe, appelé Nédoba, qui se donnait pour une espèce de consul; que sa présence ne pouvait qu'être nuisible, puisqu'elle pouvait donner lieu à entretenir les intrigues des Serviens », et il le pria au nom de la Porte d'écrire à Nédoba de quitter Belgrade. Italinsky fit répondre à ce message qu'il ignorait l'existence à Belgrade

1, Italinsky à Roumiantsof, le 26 décembre 1812, *Id.*, p. 113.

d'un officier russe, qu'il demanderait des informations à ce sujet, et en attendant, il rendrait compte à sa Cour du désir de la Porte que cet individu, si réellement il se trouvait à Belgrade, reçût l'ordre de se retirer. « En même temps, il fit observer au ministre turc, qu'il n'existait nul désir, nul intérêt de la part des Russes à entretenir les intrigues des Serbes, qu'ils étaient sans point de contact avec eux, que le seul et unique intérêt de la cour de Russie, par une suite de celui qu'elle prend à la Porte, consistait à ce que les Serbes rentrassent sincèrement dans la soumission, et à ce que l'article, qui dans le traité de Bucharest stipule en leur faveur, fût exécuté à la commune satisfaction. Enfin, ajoutait-il, la Porte, au lieu de prêter gratuitement des vues à la Russie de ce côté, devrait plutôt fixer son attention sur celles que peuvent avoir les puissances limitrophes avec les Serbes; lui-même avait des données sur les démarches faites auprès d'eux pour les engager à recourir à l'intervention française en leur faveur. Le reis-effendi, après avoir répondu que la Porte ne pourrait jamais admettre aucune médiation étrangère pour les affaires de Serbie, répéta qu'elle était décidée à remplir les engagements qu'elle avait pris à cet égard envers la cour de Russie par le traité de Bucharest, mais que les Serbes ne voulaient pas s'y conformer ni se soumettre, et qu'elle emploierait les moyens en son pouvoir pour les réduire¹. »

Ce fut seulement le 20 janvier 1813 qu'Italinsky reçut pour la première fois des nouvelles du conseiller Nédoba. Alors seulement il apprit ce que le grand-vizir avait dit, à Choumla, aux députés serbes, et ce que ceux-ci lui avaient répondu. Il vit sans peine les deux partis s'écarter des stipulations du traité de Bucharest, les Serbes refusant de remettre à la Porte les forteresses et autres lieux fortifiés et de recevoir des garnisons turques, et la Porte exigeant le désarmement complet des Serbes! Le ministre de Russie sentit le besoin d'agir vivement et d'argumenter contre la Porte en faveur des Serbes, lui observant que, puisqu'elle s'est engagée à stipuler leur sûreté, à régler celles nécessaires pour les mettre à l'abri des vexations des garnisons, le désarmement complet

1. Le même au même, le 7 janvier 1813, *Id.*, p. 107.

des Serviens rendrait leur sûreté illusoire ». Mais l'affaire était très délicate, le gouvernement turc étant « singulièrement ombrageux par caractère et par principe », et il pouvait considérer les représentations russes comme « tendant à conserver aux Serbes les moyens de se soustraire dans une autre occasion à son autorité ». Pourtant son gouvernement, ayant appris que les Turcs se préparaient à attaquer la Serbie, lui ordonnait de faire « les représentations les plus énergiques » auprès du Divan « afin de changer leur détermination¹ » ; et peu après le pressait de démontrer à la Porte que plusieurs articles du traité n'ayant point été remplis jusqu'ici par le Divan, il en était naturellement résulté un retard dans l'exécution de ceux concernant les Serbes².

À la suite de ces ordres, Italinsky résolut d'agir tout en usant des ménagements que l'objet des négociations exigeait, et au lieu d'aborder les affaires serbes séparément, d'engager une explication sur tous les articles du traité de Bucharest qui n'étaient pas encore exécutés par la Porte. Il chargea le premier drogman de la légation de faire auprès du reis-effendi une démarche préparatoire pour lui rappeler la non-exécution par la Porte de différents articles de ses engagements avec la Cour Impériale, et notamment de l'article relatif au libre passage dans la Méditerranée, par le canal de Constantinople, de bâtiments marchands russes, venant des ports russes de la Mer Noire avec des chargements de grains. Il se réservait de donner à cette démarche le développement convenable et d'appeler plus particulièrement l'attention du gouvernement turc sur l'article VIII du traité de Bucharest. Mais il n'attendait point de succès de cette dernière démarche, tant que les Serbes persisteraient dans leur refus de remettre les places fortes, et trouvait que cette circonstance fournissait à la Porte un excellent argument à lui opposer. Il jugeait même que dans l'état actuel des choses en Europe, il serait de l'intérêt de la Russie de décider les Serbes à la remise des places fortes et il ne craignit point de le dire au comte de Nesselrode. « Je considère, lui écrivait-il, comme très dangereux qu'elles restent entre leurs mains; c'est met-

1. Nesselrode à Italinsky, le 7 janvier 1813. *Id.*, p. 116.

2. Le même au même, le 18 janvier 1813. *Id.*, p. 117.

tre leurs voisins dans le cas de s'y porter, lorsque les circonstances pourrnt l'exiger. Ces lieux fortifiés au pouvoir des Turcs opposeront de la résistance, car les intrigues de nos antagonistes ne parviendront jamais à décider des commandants turcs à livrer ces forteresses, tandis qu'elles peuvent efficacement agir sur l'esprit des chefs des Serviens, divisés entre eux et non sans intelligence avec les puissances limitrophes, ce qui ne saurait être mis en doute. J'ajouterai même que parvenir à décider les Serviens à faire ce premier acte de soumission, ce sera nuire à nos antagonistes qui se flattent de profiter des dispositions actuelles de la Serbie, et les frustrer de l'espoir de pouvoir prendre poste dans ces points essentiels de ces contrées; ce sera certes servir nos propres intérêts sous ce rapport; mais ce sera en même temps donner à la Porte une preuve éclatante de nos sentiments, lui rendre plus agréable une intervention ultérieure dans sa réconciliation avec les Serviens, et, par là, faciliter les moyens de parvenir à la conclusion d'un arrangement qui pourrait concilier les intérêts de ce peuple. » En même temps, il jugeait absolument nécessaire, pour sauver avec les Turcs les apparences, que le conseiller Nédoba quittât son poste, se rendît à Bucharest et se présentât au prince de Valachie afin que celui-ci pût, dans ses rapports à la Porte, lui rendre compte de la retraite de l'agent russe. Mais comme les intérêts du gouvernement russe exigeaient d'avoir un représentant en Serbie, il proposa d'y envoyer quelque agent secret, avec mission de garder le plus strict incognito, et de n'avoir de relations qu'avec ceux des chefs serbes sur la fidélité desquels le gouvernement russe pouvait compter¹.

Pourtant il fallait agir sans attendre la réponse de Saint-Pétersbourg. Italinsky ne se dissimulait pas que si, sans être sollicité, il offrait l'intervention de son gouvernement, la Porte s'imaginerait que les Russes avaient dirigé la conduite des Serbes, de façon à faire naître l'occasion de cette intervention et, par suite, à donner de l'extension à la stipulation du traité et à l'ingérence russe dans les affaires intérieures de la Porte. Pour échapper à cet inconvénient, il décida d'attirer indirectement et comme en confidence l'attention du

1. Italinsky à Nesselrode, le 15 février 1813. *Id.*, p. 123-129.

gouvernement turc sur les obligations que lui imposait l'article VIII du traité de Bucharest, sur les conséquences que pourraient entraîner leur non-exécution, et sur le droit de réclamation qu'avait la Russie. Il pensait amener ainsi le gouvernement turc à lui faire le premier des ouvertures¹. Il chargea de cette mission délicate le premier drogman de la légation russe, Fonton, et le munit des instructions nécessaires en date du 18 mars.

La première entrevue entre le reis-effendi et le drogman russe eut lieu dès le lendemain. Afin d'amener le ministre turc à une explication confidentielle sur les affaires de la Serbie, Fonton prit occasion d'un entretien qu'il avait eu deux jours auparavant avec lui et dans lequel le ministre turc avait voulu mettre en parallèle la conduite de la Russie avec celle de la Porte, en faisant l'énumération des procédés qui motivaient les plaintes de celle-ci, tels que le massacre des prisonniers turcs à Velki, l'asile accordé à Ismaïl au rebelle Ilic-Oglou, la présence d'un officier russe à Belgrade et la non-évacuation des forteresses et du territoire turc en Asie. Après avoir informé le ministre turc qu'il avait rendu compte à Italinsky de cet entretien, il ajouta qu'il était chargé par lui « d'entrer dans une explication franche et confidentielle sur l'état actuel des affaires entre les deux empires, puisqu'on était persuadé des deux côtés que le seul moyen de s'entendre et d'aplanir toutes les difficultés était de suivre le système de confiance, heureusement établie entre la légation russe et le reis-effendi, et dont le premier effet était de terminer à l'amiable la discussion relative au passage par le canal de Constantinople des blés de la Russie. « Il est des circonstances — poursuivit-il — sur lesquelles M. l'Envoyé veut aujourd'hui s'expliquer franchement et confidentiellement avec Votre Excellence, ce sont les affaires de Serbie. Depuis huit mois que la paix est rétablie, M. l'Envoyé, mû par un sentiment de délicatesse, a laissé entièrement à la Sublime Porte le soin d'exécuter l'article du traité de Bucharest relatif aux Serviens, et n'a pas cru jusqu'à présent devoir faire quelque démarche officielle pour s'assurer si la Porte a rempli les engagements qu'elle a contractés à cet égard

1, Italinsky à Roumiantsof, le 11 mars 1813, *Id.*, p. 153,

envers la cour de Russie. Par cette réserve M. l'Envoyé a espéré convaincre la Sublime Porte de la loyauté et de la droiture des intentions de la cour de Russie qui ne demande que l'exécution de ses traités. M. l'Envoyé se flattait que la Porte saurait apprécier la délicatesse de sa conduite dans cette occasion et qu'elle sentirait elle-même la convenance de s'expliquer sur l'état des affaires avec les Serviens pour l'information de la Cour Impériale. Mais ce n'est que par les bruits publics que M. l'Envoyé apprend que toute négociation avec les Serviens est rompue ou sur le point de l'être, et que la Porte se prépare à en venir aux hostilités. M. l'Envoyé, uniquement animé du désir d'empêcher un événement aussi fâcheux et de prévenir les justes plaintes de la cour de Russie contre la Porte, m'a chargé de tenir à V. E. ce langage confidentiel et de l'engager à entrer dans des explications satisfaisantes, en déclarant positivement que la cour de Russie ne demande que l'exécution de l'article stipulé en faveur des Serviens, sans prétendre s'immiscer aucunement dans le règlement intérieur du pays, ni porter la moindre atteinte aux droits de souveraineté du Sultan ».

Le ministre turc, après avoir exprimé la satisfaction que lui causait ce langage, répondit qu'il se proposait, depuis longtemps, de faire connaître à l'envoyé de Russie l'état des négociations avec les Serbes et qu'il n'avait différé cette communication que parce qu'il avait attendu d'avoir quelque chose de positif à dire. Puis, il fit l'historique des négociations des deux députations serbes avec la Porte à Constantinople, avec le grand-vizir à Choumla, et avec Tchelebi-Effendi à Nisch. Il déclara que les demandes formulées par ces députations étaient inadmissibles puisque, dit-il, les Serbes rejetaient entièrement ce qui avait été convenu à leur sujet entre la Porte et la cour de Russie. Il assura le drogman russe que la Porte avait employé, « dès le principe, tous les moyens de douceur et de conciliation afin de leur inspirer confiance et de ne pas les effaroucher ». Toutes ces tentatives étaient restées sans succès; la Porte ne voulait cependant rien de plus que ce qui était stipulé dans le traité, elle ne conservait aucune rancune du passé, elle était prête à accorder aux Serbes un pardon généreux (!) pourvu qu'ils se soumissent; mais il voyait avec regret « qu'il faudrait recou-

rir à la force pour les réduire ». Il ajouta enfin que des puissances étrangères ne cessaient d'attirer l'attention de la Porte sur la conduite de la Russie à l'égard des Serbes, mais que la Porte n'ignorait pas que les Serbes eux-mêmes avaient eu recours à la France et à l'Autriche, deux puissances ayant en ce moment plus d'intérêt à influencer les Serbes que la Russie¹.

Le sujet n'ayant pas été épuisé dans cette première entrevue, un nouvel entretien eut lieu le 24 mars. Le ministre turc montra au drogman russe le protocole original des conférences, tenues à Nisch entre Tchélébi-Effendi, commissaire de la Porte, et les députés serbes. Après la lecture de ce protocole Fonton saisit un moment favorable pour faire entendre au reis-effendi « qu'il ne serait peut-être pas sans utilité, qu'il fût fait, à la suite de ces communications, quelque démarche de la part de la Russie auprès des Serbes pour tâcher de les ramener à l'obéissance et à l'acceptation de l'article, stipulé dans le traité de Bucharest. » « Si vous pouvez leur faire entendre raison — répondit le ministre turc — nous ne demandons pas mieux. » Enfin il promit sans hésiter de faire remettre à la légation russe l'extrait du protocole des conférences tenues à Nisch².

Cependant les jours se passaient et le ministre turc ne remettait point l'extrait promis, alléguant chaque jour un prétexte nouveau pour s'excuser. Or, Italinsky désirait justement amener la Porte à quelque démarche qui entraînerait l'intervention de la cour de Russie entre le gouvernement turc et les Serbes, et lui donnerait la certitude que la Porte n'ouvrirait pas les hostilités avant de connaître le résultat de cette intervention. Afin de gagner la Porte à cette idée, il continua d'agir directement auprès du reis-effendi et du grand muphti³, indirectement auprès d'autres personnages; mais les Français et les Autrichiens agissaient en sens contraire, désirant mettre aux prises les Turcs et les Serbes afin de provoquer une brouille entre la Russie et la Porte. Il ordonna alors à Fonton de demander un nouvel entretien au reis-effendi.

1. Italinsky à Roumiantsof, le 18 avril 1813. *Id.*, p. 137-142.

2. *Ibid.*

3. Cheik-el-Islam.

Cette troisième entrevue eut lieu le 8 avril. Conformément à ses instructions, le drogman russe déclara au reis-effendi que les explications, fournies dans les entrevues précédentes, n'offraient pas suffisamment de données pour un rapport à adresser à la cour de Russie, relativement à la marche future des affaires serbes, et que l'envoyé de Russie le priait de lui dire dans quelle forme il devait présenter cette affaire à l'Empereur, et par quel moyen il pouvait empêcher les explications désagréables entre les deux Cours. Le ministre turc répondit qu'il n'avait encore pu remettre à Italinsky l'extrait du protocole des conférences, parce qu'il n'avait pas encore obtenu l'autorisation du Sultan, mais que les explications verbales antérieures et la lecture du même protocole par Fonton fournissaient au représentant russe assez de renseignements pour qu'il puisse, sans plus tarder, rédiger un rapport à sa Cour. Le drogman fit remarquer que renseignements et communications n'avançaient nullement l'affaire. Mais le reis-effendi répliqua qu'en tout cas la cour de Russie serait persuadée du refus des Serbes d'accepter les propositions de la Porte, basées sur son traité avec la Russie, et de la nécessité dans laquelle elle se trouvait d'employer la force pour les contraindre à l'obéissance. Le drogman russe lui fit remarquer alors que la Porte aurait toujours le temps de recourir à cette mesure extrême, et qu'il était nécessaire de songer aux moyens d'empêcher un événement si fâcheux; que l'envoyé de Russie était d'avis que, les Serbes ayant rejeté les propositions de la Porte, celle-ci devrait s'adresser à la cour de Russie et lui proposer de demander aux Serbes les causes de leur refus; par ce moyen les Serbes seraient contraints de s'expliquer, et peut-être serait-il possible de les ramener à la raison; après cela seulement la Porte aurait à recourir aux mesures coercitives. Le reis-effendi trouva le moyen fort convenable, mais il déclara que de son propre chef il ne pourrait donner une réponse positive, et qu'il communiquerait au drogman en temps opportun la décision de son gouvernement¹.

Italinsky continua ses efforts, mais le reis-effendi répondait toujours que la Porte attendait l'avis du grand-vizir.

1. Cheik-el-Islam.

C'était de sa part un subterfuge. Car quelque temps après, le ministre d'Angleterre Liston ayant fait des démarches auprès de la Porte en faveur des propositions de son collègue de Russie, le reis-effendi lui répondit que la volonté de la Porte était de ne pas permettre l'intervention russe et qu'elle avait la ferme intention de recourir à la force¹.

A la suite de cette déclaration, Italinsky perdit presque entièrement l'espoir de voir une issue pacifique aux affaires serbes. En dernier ressort il demanda au reis-effendi une conférence officielle, et proposa la rédaction d'un protocole qui enregistrerait officiellement les déclarations de la Porte et les siennes. Le reis-effendi l'informa bientôt qu'il avait l'ordre de lui renouveler que les chefs serbes s'étaient formellement refusés à exécuter l'article du traité de Bucharest, réglant les conditions auxquelles ils devraient rentrer sous le pouvoir de la Porte; que le gouvernement turc avait tâché de toute façon de leur inspirer confiance et d'éloigner tout doute sur la future tranquillité et sûreté du peuple; malgré tout cela ils restaient dans la méfiance et croyaient opiniâtrement que, lorsque la Serbie aurait remis ses forteresses, elle serait privée de toute protection et que la Porte ne manquerait pas de se livrer à toute l'ardeur de sa haine. Il lui communiqua en même temps l'extrait du protocole des conférences de Nisch, mais la demande de remise des armes n'y était pas mentionnée! Au surplus, un des hauts fonctionnaires de la Porte affirmait à Italinsky que pareille demande n'avait jamais été faite, et que la Porte n'en avait même jamais eu l'intention²?

A la suite de ces communications, et pour empêcher la reprise des hostilités, Italinsky chargea le résident russe à Belgrade de conseiller aux Serbes de rouvrir immédiatement les négociations avec Tchélébi-Effendi. Ils devraient déclarer qu'ils s'étaient décidés à rentrer sous le pouvoir de la Porte, en conformité parfaite avec le traité de Bucharest, c'est-à-dire qu'ils lui remettraient les forteresses. Toutefois ils devaient faire observer en même temps que, suivant l'article VIII du traité, la Porte aurait préalablement à prendre

1. Italinsky à Roumiantsof, le 27 avril 1813. *Id.*, p. 142-145.

2. Le même au même, le 18 mai 1813. *Id.*, p. 146-148.

des mesures propres à garantir la sécurité du peuple, et que seulement ensuite elle pourrait exiger la remise des forteresses et les occuper¹.

II

La réponse de Tchélébi-Effendi à la deuxième députation mit les chefs serbes dans une pénible alternative : il fallait ou bien accepter les conditions humiliantes et périlleuses faites par les Turcs, ou bien reprendre les armes ; dans ce cas ils risquaient d'être écrasés. Ils ne prirent ni l'un, ni l'autre parti ; ils décidèrent de faire traîner les négociations et de se préparer en même temps à la défense.

La position était critique. Les Turcs organisaient une armée formidable, « comme contre un royaume » ; ils pouvaient dévaster la Serbie, trop faible pour résister à un choc pareil. Pourtant leurs conditions étaient inacceptables. Les Serbes ne pouvaient consentir à laisser rentrer les Turcs qui avaient quitté le pays, ou qui en avaient été chassés pendant l'insurrection. Comment leur restituer leurs biens après tant de pillages, d'incendies et de dévastations ? La chose eût-elle été possible, comment espérer pouvoir vivre en paix avec eux quand on savait que, suivant leurs coutumes, les offenses et les maux endurés devraient être vengés ? Pourtant le pays était trop épuisé par une guerre de neuf années pour pouvoir résister à l'invasion turque ; d'autre part l'espoir en l'appui de la Russie n'était pas encore éteint. Dans cette situation la solution pratique prévalut parmi les chefs serbes ; ils se décidèrent à des concessions et réduisirent leurs demandes antérieures aux deux points suivants :

1° Les armes portatives (fusils, pistolets) seraient laissées aux Serbes ;

2° Les Turcs et leurs familles qui avaient quitté la Serbie ne pourraient y rentrer ; la forteresse de Belgrade recevrait un pacha avec un certain nombre de troupes qui, après entente entre le pacha et les Serbes, pourraient être envoyées dans d'autres forteresses du pays².

1. Italinsky à Roumiantsof, le 18 mai 1813. *Id.*, p. 146-148.

2. *Goloubitsa*, t. V, p. 239-240.

On comptait par ce moyen, non seulement s'assurer la paix, mais au besoin, des moyens de défense contre la tyrannie et le retour aux malheurs d'avant 1804. On pensait aussi remplir les principales stipulations du traité de Bucharest, et aplanir les difficultés que rencontrait la légation russe à Constantinople dans ses efforts pour réconcilier les Serbes avec la Porte.

Quant aux chefs les plus en vue, ils sentaient qu'ils ne pourraient pas rester en Serbie¹ comme de simples raïas, et ils songeaient à se retirer en Russie. C'était le cas de Kara-George qui, en avril déjà, s'était adressé à l'empereur Alexandre pour le prier de lui permettre de s'installer dans l'Empire².

Comme Tchélébi-Effendi avait demandé aux Serbes de lui envoyer une nouvelle députation à Sofia, les chefs serbes firent droit à sa demande. Les nouveaux députés devaient d'abord s'enquérir de la réponse du Sultan aux propositions antérieures; puis ils présenteraient les deux conditions récemment formulées par les chefs serbes.

Arrivés à Sofia, ils exécutèrent leur mandat, en ajoutant que, à part ces deux conditions, le peuple accepterait tout le reste, épuisé qu'il était par une campagne de dix ans : il ne demandait au Sultan que la tranquillité et la paix.

Tchélébi-Effendi leur déclara que la réponse du Sultan à la deuxième députation n'était pas encore arrivée; puis, voyant l'abattement des députés serbes, lui et ses collègues, commissaires de la Porte, renouvelèrent tout simplement leurs anciennes exigences. « Déposez seulement les armes, dirent-ils, et le Sultan fera en sorte que les Turcs soient à l'avenir bons pour les Serbes. » Mais ils ne voulurent donner aux Serbes aucune garantie ni pour leur vie, ni pour leurs biens, ni contre les représailles des Turcs : ce que les députés appréhendaient le plus. Ils ne voulurent rien dire non plus relativement au tribut des dix dernières années, ni si les Serbes en seraient exemptés, ni s'il serait perçu immédiatement, ou si l'on attendrait, pour l'exiger, que la Serbie épuisée eût un peu repris ses forces³.

1. Nédoba à Italinsky, le 24 juin 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 171.

2. Le même au même, le 5 juillet 1813. *Id.*, p. 172-173.

3. *Goloubitsa*, t. V, p. 241.

Quoique effrayés, les députés demandèrent aux commissaires de la Porte de leur faire connaître la décision du Sultan relativement aux deux demandes qu'ils avaient apportées, et de vouloir bien attendre la dernière réponse du peuple. Tchélébi-Effendi s'en tint à sa première proposition. Il essaya, mais en vain, de la faire accepter. Finalement il promit qu'il tâcherait de faire agréer leurs conditions par le Divan¹.

Les députés serbes repartirent alors pour leur pays. Au cours de leur voyage ils virent que l'avant-garde de l'armée turque était en marche de Nisch vers Déligrade. Dès leur arrivée à Topola, ils en rendirent compte à Kara-George.

La situation des Serbes devenait de plus en plus grave. Ils connaissaient les Turcs. Ils savaient bien qu'avec eux le plus fort avait toujours raison, que « chaque Serbe avait cent cadis (juges) et mille agas (tchitlouk-sahibis); et que, si l'on menaçait de se plaindre au Sultan, au vizir, au pacha, les Turcs répondaient en frappant du doigt les pistolets suspendus à leurs ceintures : « Le voici, ton Sultan, ton vizir et ton pacha. » Il en était ainsi avant l'insurrection; et les Serbes se demandaient si l'on pouvait attendre autre chose après dix ans d'une lutte acharnée où tant de Turcs avaient péri, tant d'autres avaient été maltraités et dépouillés; où tant de mosquées avaient été détruites et tant de femmes turques converties et mariées à des chrétiens! Accepter, après tout cela, les conditions turques, déposer toutes les armes et s'en remettre à leur clémence, était impossible. « *Ou gori voutsî, ou poliau Tourtsî* (les loups dans la montagne, les Turcs dans la plaine) » disait un proverbe que les Serbes se rappelaient en ce moment.

D'autre part, ils n'avaient pas encore perdu tout espoir d'être secourus. Ce secours leur était promis par l'amiral Tchitchagof, par le conseiller Nédoba et par l'empereur Alexandre lui-même. On croyait encore que les alliés auraient bientôt maîtrisé complètement Napoléon, et que l'« Empereur Protecteur » interviendrait, dès que la Russie serait hors de danger.

Mais les forces turques étaient énormes et les Serbes

1. Nédoba à Italinsky, le 24 juin 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 171.

étaient encore seuls. Molla-Pacha de Vidin avait déjà baissé pavillon devant la Porte, et le bruit courait qu'une grande armée turque faisait ses préparatifs dans ce pachalik pour se porter contre la Serbie. On annonçait en outre qu'un grand nombre de spahis de la Bosnie et de l'Albanie se portaient vers Nisch et vers Vidin. On disait que quatre armées turques, chacune de 80 000 (!) hommes allaient envahir la Serbie de quatre côtés différents !

Dans cette situation, Kara-George s'adressa au conseiller Nédoba, le priant d'en rendre compte à l'empereur Alexandre et de lui dire que les Serbes « n'avaient d'espoir qu'en Dieu et le tsar¹ ».

Quelques jours après Nédoba reçut la lettre d'Italinsky du 28 mai². Aussitôt il se rendit à Topola près de Kara-George. Quand il eut expliqué la situation aux chefs présents, on tint conseil. Les délibérations furent longues, et aboutirent à cette décision : il n'était pas possible de se réconcilier avec la Porte, avant qu'elle eût accepté les deux conditions présentées par la dernière députation à Tchélébi-Effendi. Si ces conditions étaient rejetées, il ne restait plus qu'à continuer la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang. « L'expérience, dirent-ils, nous a démontré que nous ne pouvons compter sur aucune assurance des Turcs³. »

Le 3 juillet, Karsli-Ali Pacha de Nisch avertit Kara-George, que lui-même et beaucoup d'autres pachas venaient de recevoir l'ordre du Sultan de contraindre les Serbes, par les armes, à se soumettre aux stipulations de Bucharest ; mais que, s'ils s'empressaient d'obéir, les hostilités seraient suspendues⁴. Les chefs serbes maintinrent leur décision antérieure de combattre, en se bornant toutefois à la défensive, dans l'espoir de pouvoir résister jusqu'à l'arrivée des secours russes. Kara-George s'empressa de rendre compte de la situation au prince-évêque du Monténégro et le pria d'intimider « les Albanais », par une diversion sans doute, afin qu'ils ne puissent tous rejoindre les troupes turques, destinées à agir contre la Serbie⁵.

1. Kara-George à Nédoba, juin 1813. *Ibid.*

2. Italinsky à Nédoba, le 18 mai 1813. *Id.*, p. 146-148.

3. Nédoba à Italinsky, le 5 juillet 1813. *Id.*, p. 172-173.

4. *Ibid.*

5. *Le registre de Kara-Georges*, n° 1674 et 1677.

Mais, voyant la population de la Serbie découragée par son isolement, il résolut de ne pas lui révéler toute la vérité. Une proclamation, publiée le même jour, apprit au peuple que le Sultan, après avoir conclu la paix avec la Russie, *avait consenti* sur la demande des députés serbes, à ce que la Serbie payât un tribut annuel à la Porte; que les Turcs ne pourraient s'établir dans le pays; et qu'un seul agent traiterait toutes les affaires serbes; mais que les Turcs eux-mêmes, janissaires, spahis et autres, n'avaient pas voulu accepter ces conditions, et qu'ils avaient demandé, *contrairement à la volonté du Sultan*, à occuper toutes les forteresses de la Serbie, à s'installer dans les villes, et enfin, ce qui n'a jamais été, à enlever les armes au peuple! Les députés serbes, ajoutait-il, n'avaient pas voulu y consentir; le Sultan leur avait dit alors : *Je n'enverrai point de troupes contre vous, et les spahis et autres Turcs ne peuvent rien vous faire; défendez-vous contre eux comme par le passé!* Ensuite Kara-George montrait au peuple combien plus facile était la lutte future, comparée à celle de 1804. « Qu'avons-nous à craindre? disait-on. Ne sont-ce pas les mêmes hommes que nous avons vaincus dès le premier jour, alors que nous ne pouvions leur opposer que notre résolution, et notre courage? Aujourd'hui nous avons 150 pièces de campagne, 7 forteresses solidement construites, 40 redoutes que les Turcs n'ont jamais pu nous prendre en y versant des flots de sang et, malgré nos pertes, nous sommes plus nombreux qu'autrefois; nos frères des contrées voisines ont doublé l'armée serbe. Nous pouvons résister dix ans sans recevoir aucun secours, six mois ne s'écouleront pas avant que nos alliés reviennent.... » « Je vous invite donc de nouveau, mes frères, disait à la fin Kara-George, à vous lever tous et à prendre les armes contre l'ennemi qui nous attaquerait..., il vaut mieux mourir dans sa religion et dans sa patrie que de renier sa foi, car il est dit dans l'Évangile même que celui qui a la foi sera sauvé; il vaut donc mieux mourir dans sa foi que d'être puni devant Dieu et devant le peuple, et le Dieu tout-puissant nous aidera¹. »

1. « Proclamation de George Pétrévitch, chef suprême du peuple serbe ». Voy. *Goloubitsa*. t. V, p. 264-265. Saint-René Taillandier, *o.c.*, p. 165.

III

De son côté la légation russe à Constantinople avait continué ses efforts auprès de la Porte pour empêcher l'invasion de la Serbie, et arriver à une solution pacifique. La conférence qu'Italinsky avait demandée au reis-effendi eut lieu le 10 juin¹. Y assistaient le reis-effendi, Moustapha-Effendi, le séraskier de Roumélie, Halil-Effendi et le drogman de la Porte. Italinsky représenta aux ministres turcs que l'empereur Alexandre avait été informé que l'article VIII du traité de Bucharest, relatif aux Serbes, n'était pas exécuté ; qu'à en juger par les apparences il ne le serait jamais ; que, au contraire, la Porte avait l'intention d'employer la force contre eux, et qu'à cet effet elle avait fait des préparatifs militaires ; dans ces conditions le tsar lui avait enjoint de demander à la Porte les motifs de cet état de choses. Puis, après leur avoir montré comment les stipulations du traité de Bucharest autorisaient cette démarche, il déclara dans les termes les plus élevés et les plus précis que l'empereur Alexandre ne prétendait exercer d'autre droit que celui dont le traité l'avait incontestablement investi.

Le reis-effendi répondit l'avoir déjà mis à même par ses entretiens avec le premier drogman de la légation russe, Fonton, de faire connaître à l'empereur Alexandre la conduite de la Porte et celle des Serbes ; toutefois il voulait encore, en raison du message de l'Empereur, entrer dans tous les détails relatifs à cet objet pour le convaincre que, « si l'article VIII du traité n'a point eu et n'aura point son exécution, c'est par le fait des Serviens et non par celui de la Porte ; que ce sont eux qui s'y refusent et le rejettent, lorsqu'au contraire il a servi de *base* et de *règle* à toutes les démarches de la Porte, démarches réitérées et multipliées ! » Après ce préambule il fit l'historique des négociations entre la Porte et les Serbes, et déclara que la Porte avait « épuisé tous les moyens de conciliation sans avoir pu décider les

1. Tous les détails de cette conférence se trouvent dans un rapport d'Italinsky à Roumiantsof, en date du 14 juin 1813. *Id.*, p. 155-161.

Serbes, ou plutôt les meneurs, à reconnaître la stipulation du traité de Bucharest, et à se désister des prétentions si évidemment contraires qu'ils ont élevées ». Il ne restait donc plus à la Porte d'autre moyen que la force. Après cet exposé de la conduite de la Porte et des Serbes, il croyait avoir entièrement et amplement satisfait aux exigences du message de l'empereur Alexandre.

Italinsky ne fut pas de cet avis. Reprenant la parole, il fit voir combien il était important de ne pas perdre de vue ce fait que le peuple serbe n'avait jamais prétendu se soustraire à l'obéissance de la Porte; dès le principe il n'avait eu d'autre motif, d'autre but que de se délivrer de la cruelle oppression, exercée sur lui par les gouverneurs ottomans de cette époque; enfin, après avoir obtenu ce premier résultat il n'avait gardé les armes que pour s'assurer qu'à l'avenir il ne retomberait pas dans la même affreuse situation; c'est cette même crainte qui agissait sur lui et devait agir puissamment sur un peuple sauvage (!) profondément affecté de l'horrible calamité qui a pesé sur lui; les Serbes n'en avaient pas encore pu perdre le souvenir, et tremblaient à l'idée que les mêmes scènes pourraient se renouveler, si, sans précautions, ils passaient dans un autre état que celui dans lequel ils se trouvaient depuis plusieurs années. D'après cette disposition des esprits, il était d'avis qu'il n'aurait pas fallu demander d'emblée la consignation des forteresses, des camps retranchés et l'introduction des garnisons, et qu'il eût été convenable, utile de chercher d'abord à *inspirer confiance* à ce peuple, et ce n'est qu'après avoir obtenu ce point essentiel, fondamental, que la Porte aurait dû demander à entrer en possession des lieux fortifiés. Il affirma que cette marche, conseillée par la nature des choses et par un intérêt bien entendu, était aussi indiquée par l'article VIII du traité de Bucharest; il fit sentir aux ministres turcs que le règlement avec la nation serbe des sûretés nécessaires, pour le mettre à l'abri des vexations des garnisons, était un *préalable* de rigueur, conforme au texte et à l'esprit de la stipulation elle-même; il ne suffisait point que la Porte promît des sûretés, l'article VIII disant expressément qu'elle doit les régler avec la nation serbe; dès lors il fallait les lui *articuler* et les *préciser*, ce qui n'avait pas été fait dans les conférences tenues à Nisch et ailleurs, où l'on

s'était borné à des expressions générales sous ce rapport. Enfin, remarquait-il, ce même article VIII du traité, que la Porte assurait constamment avoir servi de base à ses démarches, mentionnait seulement l'artillerie et non les *petites armes*; et du moment que la stipulation du traité assurait à la nation serbe les mêmes avantages dont jouissent les sujets de la Porte dans les îles de l'archipel et dans d'autres contrées, et que ceux-ci *ne sont point désarmés*, les Serbes semblaient pouvoir aspirer à une situation identique.

Le reis-effendi, dans sa réplique, soutint que le désarmement des Serbes avait été stipulé dans le traité de Bucharest. Italinsky prouva le contraire en faisant donner lecture du texte de l'article VIII. Le ministre turc prétendit alors qu'il en avait été question dans les conférences entre les plénipotentiaires russes et turcs et que les protocoles devaient en faire mention. En qualité de premier plénipotentiaire russe Italinsky contesta ce dire. Alors le reis-effendi eut recours à des arguments pour prouver la *nécessité* du désarmement; il posa en principe que la sûreté de la Porte exigeait impérieusement cette mesure; il affirma qu'en agissant ainsi la Porte ne faisait que pratiquer ce qui a lieu dans tous les États de l'Europe, en Russie même, où le peuple est partout désarmé, et où les militaires seuls sont armés. « D'ailleurs, ajouta-t-il, la nation servienne ne s'oppose point à ce désarmement. La saine et majeure partie de ce peuple désire se soumettre et sortir de l'état dans lequel il gémit depuis plusieurs années consécutives. La Porte a acquis la certitude de cette disposition des Serbes, et là, comme il arrive toujours et partout, quelques malintentionnés en imposent à la multitude, l'entraînent et l'obligent à agir contre le sentiment général et contre l'intérêt public. Ces malintentionnés en Serbie sont Kara-George, Milenko Stoïkovitch (il a été exilé encore en 1811!), et divers autres chefs, aidés et soutenus par cinq à six mille individus formés en corps de troupes, qu'ils ont à leur dévotion et avec lesquels ils compriment le vœu général du peuple; dès lors, un exemple si récent et si funeste par ses effets, si dangereux par les conséquences qu'il peut avoir dans les autres contrées ottomanes, ne pourra jamais permettre à la Porte de laisser exister ce moyen de rallumer en Serbie le feu de la rébellion; le désarmement

seul peut donner sûreté à la Porte de ce côté; et elle peut et doit vouloir l'effectuer ». « S'il est vrai, prétendit encore le ministre turc, que le peuple serbe n'a point voulu se soustraire à la domination de la Porte, mais seulement à l'oppression des fonctionnaires ottomans de cette époque, il aurait dû depuis longtemps prendre le même parti contre les individus qui, alors et depuis, se sont mis à sa tête, parce qu'il était certain, avéré et constaté que les oppressions, les vexations de ces chefs ont surpassé celles des préposés ottomans (!). » Italinsky observa alors que la Porte devrait essayer de ramener aussi les chefs à d'autres sentiments, employer la voix de la persuasion, et que, quand même ses efforts toujours louables, jamais nuisibles, resteraient pour le moment sans effet, l'espoir de les voir couronnés de succès dans la suite ne serait pas perdu, et qu'il se réaliserait certainement à mesure que la confiance renaîtrait; il dépendait d'elle d'inspirer ce sentiment en prouvant la douceur de la nouvelle administration; en ajournant ce désarmement elle ne compromettrait pas sa sûreté, car elle pourrait la juger complète du jour où elle serait en possession des lieux fortifiés.

Le reis-effendi et le séraskier de Romélie, après avoir répété alternativement que la Porte avait mis tout en œuvre et épuisé les voies de la douceur et de la persuasion pour amener les Serbes à se soumettre volontairement, déclarèrent qu'ils ne sauraient partager ni l'opinion ni l'espoir du ministre russe, et « qu'ils ne cesseraient de considérer la sûreté de la Porte comme compromise, si on laissait aux meneurs un aussi puissant moyen que celui que leur fourniraient 5 à 6000 individus, qui leur ont jusqu'à présent et d'une manière si funeste pour la Porte, servi d'instruments pour lui nuire dans ses plus chers intérêts, tels que ceux résultant de la soumission de ses sujets ».

Italinsky chercha alors de nouveau à convaincre les ministres turcs que l'intérêt bien entendu de la Porte exigeait encore, avant d'en venir aux armes, qu'on fit quelques autres tentatives pour faire reconnaître à la nation serbe l'article VIII. Son but était d'amener les Turcs à lui proposer d'agir dans ce sens auprès des Serbes. A cette fin il multiplia, mais en vain, les raisonnements et les observations. Alors il crut nécessaire, pour connaître mieux les intentions des ministres turcs,

d'offrir son intervention au su de la Porte et, avec son assentiment, d'écrire aux chefs serbes pour les sommer en quelque sorte de reconnaître l'article VIII et les exhorter à la soumission.

Avant de faire aucune observation sur cette offre, le reis-effendi demanda si cette exhortation serait faite de la part d'Italinsky ou bien au nom et par ordre de l'empereur Alexandre.

Italinsky répondit qu'il ne pouvait avoir reçu des instructions à cet égard, que cette idée lui était suggérée par la situation, et que si la Porte l'adoptait, il n'hésiterait pas à agir au nom et de la part de l'empereur Alexandre, persuadé que cette démarche, tendant à assurer l'exécution d'une clause du traité de paix, serait conforme aux intentions de son maître.

Sur cette réponse, le reis-effendi demanda la permission de faire très confidentiellement une observation et de suspendre les protocoles. Il déclara alors qu'en raison de la sincère amitié existant entre les deux empires, la cour de Russie, voyant que la soumission des Serbes n'était pas effectuée, et devant supposer et même avoir la certitude que la non-exécution de l'article VIII provenait des difficultés élevées par les Serbes, et de leur refus même de le reconnaître, aurait dû témoigner son étonnement de ce que la Porte n'employait pas les moyens coercitifs; même elle aurait dû l'engager à user de rigueur pour faire cesser au plus tôt cette rébellion de ses sujets.

Italinsky observa à son tour que, selon lui, la cour de Russie donnerait une preuve bien plus réelle d'amitié et d'intérêt pour la Porte en cherchant à empêcher une effusion de sang toujours fâcheuse, surtout lorsqu'elle est produite par des hostilités entre un gouvernement et ses sujets. Il ajouta que, quand même il n'existerait pas une stipulation autorisant la cour de Russie d'entretenir la Porte de cette querelle entre elle et ses sujets, le gouvernement turc, bien loin de prendre ombrage du langage que la cour de Russie lui ferait tenir, devrait au contraire lui en savoir bon gré et réfléchir qu'il ne pouvait être que l'effet d'intentions bienveillantes. On ne pouvait toujours compter, ajouta-t-il encore, sur le succès des moyens de rigueur, qui peuvent

souvent empirer les choses, tandis que la prudence exigeait de multiplier les démarches conciliatrices, de recourir à toutes voies de persuasion, et de ne se décider pour celle des armes qu'à la dernière extrémité et lorsque tout espoir serait décidément perdu.

« La Porte, répondit le reis-effendi, a tout fait, tout tenté, mais en vain ; et peut espérer que l'empereur Alexandre reconnaîtra cette vérité. Je ne suis pas éloigné de croire, sans pouvoir cependant l'assurer, que, si au moment où les démonstrations militaires auront lieu, les Serbes, convaincus de l'impossibilité de résister, offriraient de se soumettre, la Porte voudra bien encore accepter leur soumission, conformément à l'article VIII du traité de Bucharest. »

Mais, comme par ces différentes observations le reis-effendi avait éludé de répondre à la proposition d'une démarche du ministre de Russie à Constantinople auprès des Serbes, Italinsky essaya encore de le ramener à cette idée. Le ministre turc objecta alors que de cette démarche il résulterait des longueurs dans la conduite de cette affaire. Italinsky s'efforça de contester la justesse de cette objection, et chercha à faire valoir au contraire toutes les raisons qui pouvaient démontrer la convenance, l'utilité et même la nécessité d'une tentative de ce genre. Pressé par ces observations, le reis-effendi finit par dire que de son chef il ne pouvait répondre catégoriquement à la proposition d'Italinsky ; qu'il en rendrait compte, mais ne croyait pas que la Porte pût l'adopter. Une considération, entre autres, devait s'y opposer : c'est que le traité de Bucharest n'indiquait ni implicitement, ni explicitement, au cas où la Porte ne parviendrait pas à s'entendre avec les Serbes, l'intervention de la Cour de Russie entre elle et ce peuple. Il ajouta que les Russes « étaient forcés d'admettre que, de toute manière, les droits de souveraineté de la Porte sur les Serbes, ses sujets, avaient été entièrement réservés ; dès lors, si la Porte prouvait d'une manière incontestable que de son côté il y a eu intention, volonté et démonstration pour l'exécution de l'article VIII du traité, mais que de la part des Serbes il existait une opposition prononcée, des prétentions entièrement contraires à la stipulation et, qui pis est, le refus net, entier et

absolu de la reconnaître, il n'y avait pas lieu à une intervention de la part de la Russie ».

Sans rejeter ni admettre le principe et les conclusions du reis-effendi, Italinsky argumenta de manière à lui faire sentir que sa proposition, bien loin d'être contraire au traité de Bucharest, ou de porter la moindre atteinte aux droits de souveraineté de la Porte, pouvait être considérée comme une conséquence naturelle de la stipulation, et comme devant, au contraire, *assurer* la souveraineté de la Porte sur la Serbie. Cette souveraineté serait établie d'une manière bien plus stable et solide si elle était l'effet d'une soumission volontaire. Il assura enfin qu'un sentiment d'humanité lui avait seul suggéré l'idée de cette tentative; que, bien loin de renoncer à cette idée, il éprouverait un vif regret de voir la Porte ne pas vouloir l'adopter et préférer la voie des armes, puisque *le succès même qu'elle pouvait s'en promettre ne saurait la dédommager du sang qu'elle répandrait, de la destruction de ses propres sujets, de la ruine des Serbes et de la dévastation de leur pays.*

Sur cette déclaration du ministre de Russie, la conférence fut levée¹.

Les protocoles de cette conférence furent envoyés au grand-vizir; mais à la fin de juin, sa décision n'était pas encore parvenue à la Porte. Le reis-effendi en informa le ministre de Russie, et saisit cette occasion pour se plaindre de nouveau du séjour en Serbie du conseiller Nédoba. Il lui dit que ce séjour d'un fonctionnaire russe au milieu d'un peuple insurgé contre son maître était, en soi, désagréable à la Porte; et que ce déplaisir était encore rendu plus vif par la nouvelle récemment arrivée de l'envoi d'un certain nombre de prêtres russes en Serbie. De tout cela, déclara-t-il confidentiellement, il fallait conclure que la cour de Russie désirait conserver son influence sur les Serbes afin d'avoir la possibilité de les diriger dans tel sens qu'on désirerait. Italinsky s'efforça de démentir cette opinion sur les vues de la Russie, et de justifier le séjour en Serbie du conseiller Nédoba².

1. Italinsky à Roumiantsof, le 14 juin 1813. *Id.*, p. 155-161.

2. Italinsky à Roumiantsof, le 18 juin 1813. *Id.*, p. 162.

Cependant la Porte hâtait ses préparatifs militaires, car le 4 juin Napoléon avait signé l'armistice de Pleswitz, destiné à préparer l'ouverture d'un grand congrès européen et la signature de la paix générale.

La Porte désirait en finir le plus tôt possible, afin de ne pas donner au congrès des motifs de s'occuper du sort de la Serbie¹.

Néanmoins de nouvelles explications furent provoquées par un message du reis-effendi, en date du 14 juillet. Le ministre fit savoir à Fonton, que la Porte avait été informée de la correspondance suivie, entretenue par Italinsky avec les Serbes, et comment le consul russe à Bucharest était également en relations avec eux, ajoutant qu'une telle conduite ne convenait pas au caractère d'un ministre; elle n'était nullement amicale, et donnerait même lieu à de justes plaintes de la Porte au cas où le gouvernement en acquerrait la certitude en interceptant quelque lettre. L'ayant revu le même jour, le reis-effendi, ému par les informations qui venaient de parvenir à la Porte sur la non-évacuation des provinces asiatiques par les troupes russes, revint sur les relations de la Russie avec les Serbes, sur la prolongation du séjour en Serbie du conseiller Nédoba, et dit avec vivacité qu'en Serbie, comme en Asie, la cour de Russie agissait avec *l'intention de ne pas remplir les traités*; que « tout dénotait le projet de maintenir les Serbes dans des dispositions convenables à la Russie pour s'en prévaloir, dès que les circonstances en offriraient l'occasion », et que la Porte avait dû concevoir et avait conçu les plus violents soupçons sur les intentions de la cour de Russie.

Italinsky chargea son premier drogman de répondre au reis-effendi qu'il ne craignait pas de taxer d'imposture l'information donnée à la Porte relativement à sa correspondance avec les Serbes, ajoutant que cette idée devait être l'effet de la malignité, « être sortie du cerveau creux de l'hospodar de Valachie ou de celui de quelque agent étranger, intéressé comme lui à nuire à la Russie »; qu'il défiait qu'on produisît une seule lettre de sa part à aucun chef serbe. Il observa en même temps qu'il en avait écrit à Né-

1. Le même au même, le 13 juillet 1813. *Id.*, p. 164.

doba; depuis son entrée en explications avec la Porte, il avait le droit de suivre une telle correspondance avec lui; s'il fallait prouver ses assertions par l'exhibition de ses dépêches à Nédoba, elles convaincraient de la pureté de ses intentions dans cette correspondance; il ajouta même que tant qu'il resterait quelque espoir d'assurer l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest, il était de son devoir de redoubler d'efforts et de soins pour obtenir un résultat de cette nature, et qui, certes, n'était pas indifférent à la Porte. Enfin il s'exprima avec chaleur et dignité sur l'inconvenance des soupçons de la Porte, et soutint le droit qu'avait la cour de Russie de conserver un agent en Serbie, d'être en correspondance avec lui et de prendre connaissance des affaires du peuple serbe relativement à l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest.

Ces observations d'Italinsky, Fonton les communiqua le 16 juillet au reis-effendi¹. Le ministre turc récapitula ce jour-là la conduite de la Porte relativement à l'obligation qui résultait pour elle de l'article VIII, et prétendit qu'elle avait satisfait à ses engagements envers la Russie par les offres qu'elle avait faites aux Serbes de se pacifier conformément à cette stipulation; qu'en raison de leur refus absolu, elle était à l'abri de tout reproche et maîtresse absolue d'aviser aux moyens les plus propres à faire rentrer ses sujets dans le devoir. Il contesta le droit pour la cour de Russie d'intervenir dans les affaires serbes, soit auprès de la Porte, soit auprès des Serbes; il soutint que l'article VIII n'autorisait point une intervention quelconque, et qu'après toutes ses observations la Porte avait pu décliner l'offre faite par Italinsky, dans la conférence du 10 juin, d'une démarche auprès des Serbes pour les engager à reconnaître cet article du traité. Il revint à la charge quant au séjour de Nédoba à Belgrade et à la demande faite par la Porte que cet agent se retirât de la Serbie. « Dans l'état de paix entre la Russie et la Porte, dit-il, un agent russe ne pouvait ni ne devait rester au milieu d'un peuple, révolté contre son souverain; même pendant la guerre, la cour de Russie aurait dû s'abstenir d'avoir des relations avec un peuple rebelle, et d'encourager

1. Italinsky à Roumiantsof, le 25 juillet 1813. *Id.*, p. 166-170.

l'exemple dangereux donné par lui. » Il finit par requérir officiellement qu'Italinsky donnât l'ordre à Nédoba d'avoir à se retirer, que le consul russe à Bucharest cessât de correspondre avec lui, et que de son côté lui-même suspendit toutes relations avec la Serbie.

Au cours d'une troisième explication qui eut lieu le 17 juillet¹, entre le reis-effendi et Fonton, en présence du kyaya bey, Hallet Effendi, Fonton passa en revue le langage tenu la veille par le reis-effendi, réitéra les différentes observations qu'Italinsky avait présentées à la Porte relativement aux affaires serbes, déclara que le conseiller Nédoba, ayant été placé en Serbie par la cour de Russie, il n'était pas au pouvoir du ministre russe à Constantinople de lui ordonner de se retirer, et qu'il ne pouvait faire autre chose que de donner connaissance au ministère impérial de cette nouvelle réquisition de la Porte, en rendant en même temps compte des explications qui avaient eu lieu entre lui et la Porte. Le reis-effendi demanda alors qu'Italinsky remit à la Porte une lettre pour l'agent du gouvernement russe à Belgrade, dans laquelle il lui faisait part de la réquisition formelle de la Porte, et l'informerait qu'il en référerait à la Cour Impériale pour qu'elle lui transmitt ses ordres².

Telle était la situation, lorsque, le 27 juillet, Italinsky reçut un rapport de Nédoba. A son grand étonnement, il n'y trouva pas l'information essentielle qu'il attendait, après les recommandations faites aux Serbes de déclarer qu'ils reconnaissent l'article VIII du traité de Bucharest. Le silence sur un point si important permettait à la Porte de persévérer dans l'assertion que les Serbes rejetaient entièrement cette stipulation du traité. Comme il était persuadé que la Porte était en ce moment plus que jamais intéressée à terminer les affaires serbes le plus tôt possible, sans intervention étrangère et par la seule influence de ses démonstrations militaires, il s'adressa à son gouvernement, demanda des instructions pour lui-même et pour le conseiller Nédoba, et déclara qu'il ne lui restait plus qu'à attendre les événements³.

Cependant l'empereur Alexandre, ayant pris connaissance

1. Italinsky à Roumiantsof, le 25 juillet 1813. *Id.*, p. 166-170.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

des rapports envoyés par Italinsky après ses conférences de juin avec le reis-effendi, donna ordre à son ambassadeur de déclarer au gouvernement turc, « qu'il n'avait aucun désir de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'empire ottoman ; mais qu'en vertu des engagements pris d'un commun accord avec la Porte, dans le traité de Bucharest, il s'empressait d'interposer ses bons offices pour réconcilier les esprits et rétablir cette confiance qui doit ramener les Serbes à l'obéissance *sans mettre en danger leur sûreté* » ; que les difficultés élevées par les Serbes, contre le mode proposé par la Porte, pour rétablir son autorité sur eux ne détruisaient ni la lettre ni l'effet du traité qui avait déterminé la condition future de la Serbie avec les moyens de la réaliser ; que ces obstacles, loin d'infirmer l'acte convenu, exigeaient, au contraire, le rétablissement du concert et de la bonne intelligence pour aviser aux moyens de les vaincre, de remplir le but du traité et d'en rendre l'exécution complète ¹

Mais ces ordres arrivèrent trop tard. Lorsque Italinsky en donna communication au gouvernement ottoman, le reis-effendi répéta que la Porte avait le désir d'exécuter les engagements pris par elle à Bucharest, mais que les Serbes ne voulaient pas accepter ses propositions. Il déclara que ce refus avait son expression même dans la dernière lettre de Kara-George adressée à la Porte, lettre où il signifiait que si les Turcs avaient un padicha sur la puissance duquel ils comptaient, les Serbes avaient un Dieu en qui ils mettaient toutes leurs espérances. Le reis-effendi ajouta que la Porte, malgré son droit d'employer une rigueur extrême envers les Serbes, avait donné l'ordre de traiter « avec clémence » ceux qui promettaient de se soumettre ².

1. Nesselrode à Italinsky, le 12 août 1813. *Id.*, p. 177-179.

2. Italinsky à Roumiantsof, le 14 septembre 1813. *Id.*, p. 183.

CHAPITRE XVII

I. — Vraie dispositions de la Porte envers les Serbes. — Préparatifs turcs. — Nouvelle tactique. — La Serbie attaquée de trois côtés à la fois. — Plan serbe de défensive. — Maladie de Kara-George. — Mort de Haidouk Veillko et chute de Négotine (fin juillet 1813). — L'armée turque de Bosnie et évacuation de Loznitsa par les Serbes. — Rétablissement de Kara-George. — Bataille de Zassavitsa. — Inaction de l'armée turque de Nisch. — Karsli-Ali Pacha remplacé par Mehemed-Bahram Pacha (fin d'août 1813). — Siège de Déligrade et marche de l'armée turque sur Tchoupria et Pojarévats. — Panique en Serbie. — Négociations de Kara-George avec le général de Siegenthal (fin septembre 1813). — Chute de la place de Poretch. — Jonction des armées turques de Vidin et de Nisch à l'embouchure de la Morava. — Kara-George demande un armistice au grand-vizir. — Fuite de la population serbe en Autriche ou dans les forêts. — Passage des Turcs sur la rive gauche de la Morava. — Kara-George passe à Zemlin avec sa famille et plusieurs chefs (3 octobre 1813). — Évacuation de Belgrade par les Serbes. — Miloch Obrénovitch accourt vainement au secours de Belgrade. — Entrée à Belgrade de Redjeb Pacha à la tête des troupes turques (7 octobre 1813). — Enthousiasme à Constantinople.

II. — Les émigrés serbes et les autorités autrichiennes. — Réunion des chefs émigrés au monastère Fénèk. — Efforts du gouvernement autrichien pour retenir les chefs serbes en Autriche. — Internement des chefs serbes. — Mécontentement des commandants turcs contre l'Autriche. — La Porte demande au cabinet de Vienne de lui livrer les Serbes émigrés. — Inter-nonce et Sultan. — Transfert (27 janvier 1814). — Entretien du prince de Hohenzollern avec Kara-George. — Départ des chefs serbes pour la Russie (fin septembre 1814).

III. — Aspect de la Serbie en octobre 1813. — Invasion turque en Serbie. — Nomination de Souleïman Pacha « Skopliak » au poste de gouverneur du pachalik de Belgrade. — Pacification du pays. — Miloch Obrénovitch, confirmé knèze du district de Roudnik. — Chute des derniers postes des insurgés à Déligrade et à Topoliak (novembre 1813). — Rétablissement de l'administration turque en Serbie. — Les exactions recommencent. — Perquisitions et saisie des armes. — Les ravages de la peste. — Comité serbe de Zemlin. — Pétition des chefs serbes au tsar (fin d'avril 1814).

I

La Porte avait décidé depuis longtemps de réduire les Serbes par la force. Si elle avait tardé à mettre son projet à exécution, c'est que de grands préparatifs étaient nécessaires,

et qu'il fallait, d'autre part, négocier avec la Russie pour lui persuader qu'elle, la Porte, était disposée à exécuter fidèlement les stipulations de l'article VIII du traité de Bucharest, mais que les Serbes ne le voulaient pas.

Les préparatifs militaires avaient commencé en mars, aussitôt après les premières négociations de Nisch¹. Au mois de mai, les provisions, les munitions et même les soldats étaient concentrés à Nisch²; et Ali-Karsli Pacha, gouverneur de Roumélie, était désigné comme commandant en chef des troupes. La Porte avait recommandé au général de ne pas regarder la répression de l'insurrection serbe comme une affaire peu sérieuse et sans importance, mais de la considérer, au contraire, comme une œuvre pénible et difficile. Il devait, sans perdre un moment, organiser ses forces et se mettre en marche sur Belgrade. Il lui était enjoint de prendre cette forteresse, sans tenir compte des difficultés et des sacrifices³.

Après les conférences du reis-effendi avec Italinsky, la Porte, pour éviter l'intervention russe, ordonna à ses troupes de commencer les opérations.

Vers le milieu de juillet, trois grandes armées turques apparurent presque en même temps sur les frontières de la Serbie, du côté de Vidin, du côté de Nisch et du côté de la Bosnie. Cette nouvelle tactique des Turcs accroissait singulièrement le péril dans lequel se trouvaient les Serbes. Non seulement ils n'étaient pas assez nombreux pour résister aux armées turques, mais ils n'avaient même pas assez de chefs capables pour les commander. Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats, ces fameux chefs qui avaient défendu avec succès et à plusieurs reprises les frontières Sud et Est de la Serbie, se trouvaient exilés, en Russie, depuis le coup d'État de 1811. Ils étaient remplacés par d'autres chefs, mais « les décrets ne purent, à cette époque non plus, donner le talent militaire, ni l'héroïsme, ni l'énergie⁴ ». Il est vrai qu'il y avait encore Kara-George, Jacob Nénadovitch, Louka Laza-

1. BALASTCHEF, *o. c.*, p. 18-19.

2. *Id.*, p. 19-21.

3. Le firman du Sultan à El-Hadji-Mehemed-Bahram-Pacha, en date de la fin d'août 1813. Voy. BALASTCHEF, *o. c.*, p. 24.

4. NOVAKOVITCH, *La résurrection de l'État serbe*, p. 216.

revitch, Haïdouk Veillko et d'autres chefs éminents; mais le ministère le plus important, celui de la guerre, se trouvait aux mains de Mladen Milovanovitch, intrigant habile, sans aucun talent militaire. D'après le plan de défense qu'il avait élaboré, Haïdouk Veillko avait à tenir Négotine, au lieu de se retirer à l'intérieur vers Poretch, ainsi que l'avait fait autrefois Milenko Stoïkovitch, et de défendre la chaîne de montagnes allant du Danube à Deligrade. Kara-George et les autres chefs étaient hostiles à ce plan; mais les Turcs s'étaient déjà avancés vers Négotine, et on n'avait guère le temps de le changer. En outre, Mladen Milovanovitch défendit son plan avec une telle insistance, désireux, paraît-il, de protéger les terres qu'il possédait du côté de Négotine, que Kara-George en tomba malade. C'est ainsi que les trois armées serbes furent opposées aux trois armées turques : la première à Négotine, sous le commandement de Haïdouk Veillko, forte de 7000 hommes; la deuxième, sous le commandement de Mladen Milovanovitch lui-même à Deligrade, forte de 18 000 hommes; et la troisième sur la Drina, du côté de la Bosnie, sous le commandement de Sima Markovitch, avec 16 000 hommes¹.

Les Turcs ouvrirent les hostilités en attaquant Négotine. C'était la première fois que de ce côté les Serbes se voyaient menacés par une grande armée turque. Auparavant, le pachalik de Vidin était gouverné par des pachas en mauvais termes avec la Porte; d'autre part, les troupes russes se trouvaient à proximité, en Petite-Valachie; de sorte que la Porte n'avait pas pu agir de ce côté avec des forces importantes. Mais le dernier des pachas de Vidin, Molla-Pacha, avait été éloigné au printemps de 1811, et la Porte eut ainsi la possibilité d'entreprendre une action plus considérable de ce côté.

Haïdouk Veillko s'enferma dans Négotine et se défendit vaillamment. Mais les Turcs étant de beaucoup plus forts purent mettre le siège devant la place. Les sorties opérées par la garnison serbe furent inutiles, car l'artillerie turque était si puissante que les faibles murailles de la forteresse

1. La relation de Kara-George sur l'histoire serbe de 1813 à 1814. Voy. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 164.

commencèrent bientôt à s'écrouler. Alors les Serbes se retirèrent dans les casemates, et les munitions étant venues à manquer, Haïdouk Veillko s'adressa au Sénat pour demander des secours. Kara-George était malade; les autres chefs étaient absorbés par les attaques des troupes turques sur d'autres points de la frontière. Ne recevant ni munitions, ni secours, les défenseurs de Négotine chargèrent leurs canons avec tous les objets en métal et toutes les pièces d'argent qu'ils purent trouver. Un matin, vers la fin de juillet, Veillko, faisant sa ronde sur les remparts, surveillait la réparation d'un retranchement endommagé par l'ennemi, quand un canonnier turc le reconnut et le visa. Le haïdouk reçut le boulet en pleine poitrine et expira en disant : « Tenez ferme ! » Mais il fut impossible d'accomplir ce vœu héroïque. Quelques jours après la garnison capitula. Tous les Serbes faits prisonniers furent passés au fil de l'épée. Ainsi la première porte était ouverte à l'invasion².

Les troupes turques de la Bosnie avaient attaqué en même temps sur la Drina. Elles s'emparèrent d'abord de Lechnitsa, dont la garnison fut faite prisonnière par ruse. Puis ce fut le tour de Loznitsa où Pierre-Nikolaïévitch Molere se défendit héroïquement avec sa petite garnison et 6 canons. Mais les Turcs réussirent à couper la conduite d'eau et les assiégés se virent menacés de mourir de soif. Dans cette détresse Molere, à défaut d'encre, se servit de son *sung* pour écrire au Sénat et lui demander du secours. Mais, désespéré de voir que les secours n'arrivaient pas, et voulant à tout prix éviter la honte d'une capitulation, il résolut de faire une sortie nocturne, et réussit, bien qu'avec de grandes pertes, à se frayer un passage à travers les rangs ennemis. Ainsi une seconde porte fut ouverte à l'invasion turque.

A la fin d'août seulement Kara-George, à peine rétabli de sa maladie, partit en toute hâte au secours de Molere vers la Drina. La place de Loznitsa étant déjà tombée entre les mains de l'ennemi, il donna ordre à Miloch Obrénovitch de se rendre avec quelques milliers d'hommes à Zassavitsa et de s'y retrancher; les autres troupes furent dirigées vers

1. TAILLANDIER, *o. c.*, p. 168.

2. Le consul français à Bucharest au Ministre, le 27 août 1815. Voy. Aff. Étr., *Cartons de Bucharest*, II.

Chabats. C'étaient là les deux derniers boulevards du côté de la Bosnie; ils furent fortifiés et pourvus de vivres et de munitions, de façon à opposer une longue et vigoureuse résistance.

Du côté de Nisch l'ennemi n'avait pas fait des progrès rapides. Karsli-Ali Pacha, commandant en chef, était resté longtemps immobile devant Alexinats et ce n'est que le 10 août qu'il avait entrepris l'attaque de Déligrade. Vers la fin d'août le Sultan, mécontent de ses lenteurs, le révoqua et le remplaça par El-Hadji-Mehemed-Bahram-Pacha, auquel il ordonna de laisser quelques troupes seulement devant Déligrade, et de se porter sans retard avec toute son armée contre la forteresse de Belgrade¹.

C'est ainsi qu'au retour de Kara-George de la Drina les armées turques de Vidin et de Nisch avaient déjà opéré leur jonction sur la rive droite de la Morava près de Tchoupria. Il n'y avait plus, de ce côté, que deux positions serbes qui tinssent encore : Poretch à l'est, qui commandait le Danube, mais déjà coupée de toutes ses communications, et les retranchements de Déligrade près de Nisch. La situation des Serbes commençait à être fort précaire; elle le devint davantage, quand, après quinze jours de résistance désespérée, la garnison de Zassavitsa dut se retirer avec des pertes considérables sur Chabats.

On était au commencement de septembre. A la nouvelle de l'évacuation de Zassavitsa Kara-George se rendit à Belgrade pour délibérer sur la situation avec Nédoba et les chefs serbes présents. Comme le manque de munitions rendait toute résistance prolongée impossible, Kara-George résolut de recourir à l'Autriche. Il envoya son secrétaire Yestitch à Zemlin auprès du général de Siegenthal pour lui offrir d'occuper avec ses troupes les forteresses de la Serbie; mais l'offre fut rejetée. Le 11 septembre Yestitch fut envoyé de nouveau vers le général autrichien. Il était chargé d'abord de rappeler au nom de Kara-George que celui-ci avait toujours été dévoué à l'empereur d'Autriche et non à celui de Russie; il devait ensuite supplier le général d'arrêter les Turcs dans leurs mouvements contre la Serbie, et si cela

1. Le firman de la fin d'avril 1813. Voy. BALASTCHEF, *o. c.*, p. 23-29.

n'était pas possible, de permettre aux Serbes de se réfugier sur le territoire autrichien avec leurs familles et leurs biens ; enfin, il devait le prier de ne fournir aux troupes turques aucun secours même en vivres. En même temps il avait à demander si les Serbes, au cas où ils réussiraient à tenir dans leurs forteresses pendant l'hiver, pourraient compter sur son appui l'année suivante. Le général autrichien répondit qu'il ne dépendait que des Serbes de mettre fin à cette situation par un accord direct avec le grand-vizir, mais que les familles serbes trouveraient l'hospitalité sur le territoire autrichien où des vivres leur seraient assurés. La méfiance que les Serbes avaient manifestée vis-à-vis de l'Autriche en 1810, et le fait qu'ils avaient alors ouvert des forteresses de la Serbie aux Russes n'étaient pas encore oubliés à Vienne. Aussi le gouvernement autrichien approuva-t-il complètement les réponses de Siegenthal ; il aurait même désiré que le général autrichien eût ajouté que les Serbes, qui avaient auparavant jugé si peu nécessaire de profiter de la médiation amicale de l'Autriche à Constantinople, n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes de la situation présente¹.

Dans ces circonstances Kara-George, sur l'avis de Nédoba, s'adressa au grand-vizir et lui demanda un armistice de six semaines², afin de permettre à la population effrayée de se sauver en Autriche ; et comme la réponse de Kourchid n'arrivait point, il se rendit sur la Morava. Alors seulement il comprit qu'il était trop tard pour négocier.

L'île de Poretch étant tombée au pouvoir de l'ennemi (le 21 septembre), l'armée de Vidin s'était déjà avancée jusqu'à l'embouchure de la Morava. L'ennemi était devenu maître de toute la rive droite de la Morava et n'avait qu'à attendre la baisse des eaux pour passer sur la rive gauche et marcher contre Semendria et Belgrade !

La panique s'était déjà emparée de tout le pays : de toutes les contrées de la Serbie riveraines de la Save et du Danube la population fuyait, emportant ses biens, en territoire autrichien.

1. Hudelist au Conseil aulique, le 25 sept. 1813. Voy. BEER, *o. c.*, p. 258.

2. Kara-George au grand-vizir, sans date. Voy. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 169.

Alors Kara-George envoya une circulaire aux chefs serbes pour leur demander d'arrêter le mouvement d'émigration : « De l'autre côté non plus, disait-il, il n'y a pas de salut parce que les Allemands (Autrichiens) envoient contre les Français tous ceux qui y passent¹. »

Le Sénat serbe se réunit d'urgence. Des lettres pressantes arrivaient de l'ouest : les chefs réclamaient du secours. En même temps on apprit que les Turcs commençaient à passer la Morava et se dirigeaient sur Belgrade.

N'ayant pas d'armée pour arrêter la marche des Turcs, n'ayant pas assez de soldats pour s'enfermer dans Belgrade et la défendre longtemps, Kara-George, encouragé par Nédoba à passer en Russie par la voie de l'Autriche, se décida à quitter la Serbie ! Le 3 octobre il passa à Zemlin, avec sa famille, accompagné de son secrétaire Djouritch et de Nédoba lui-même². Il fut suivi par les autres membres du Sénat et par les habitants de Belgrade. Tous se rendirent à Zemlin avec leurs familles et tout ce qu'ils purent emporter de plus précieux.

Un des sénateurs, Jacob Nénadovitch, procéda dans les archives du Sénat à un triage des documents les plus importants. Il enferma les documents dans deux tonneaux qu'il expédia à Zabrej pour être transportés en territoire autrichien ; cela fait, il mit le feu au palais du Sénat. Puis, toute l'artillerie de la forteresse fut évacuée, et transportée loin dans le pays, pour être enfouie dans la terre : on fit sauter les magasins à poudre ; on mit le feu à la ville, et la population l'évacua pendant la nuit³.

La nouvelle que Kara-George et plusieurs chefs avaient quitté la Serbie pour passer en Autriche, et que les armées turques avaient déjà pris Semendria et se dirigeaient sur Belgrade, fut apportée au camp serbe à Chabats dès le 4 octobre. Terrifiés par cette nouvelle, les chefs tinrent conseil. Tout d'abord il fut décidé que la chose serait tenue secrète pour ne pas effrayer les soldats. Puis on décida de résister aux Turcs. Un moyen restait : s'enfermer dans Belgrade et dans

1. Kara-George à Paul Popovitch, le 30 septembre 1813. Voy. *Messenger de la Société savante serbe*, t. VI, p. 160.

2. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 171-172.

3. Bulletin de Bosnie, le 27 oct. 1813. Aff. Étr., *Cartons de Travnik*, III.

Chabats ; en se défendant vigoureusement on pourrait atteindre le printemps de 1814. Miloch Obrenovitch fut chargé avec 2000 hommes d'aller s'enfermer dans Belgrade. Il partit aussitôt. Mais en arrivant à Zabrej il rencontra plusieurs chefs et des paysans nombreux qui se préparaient avec leurs familles à passer en Autriche, et apprit que Belgrade était déjà occupée par les Turcs. A cette nouvelle ses hommes se dispersèrent pour sauver leurs familles et leurs biens. Ignorant ce qu'étaient devenus sa femme et ses enfants à qui, avant de courir sur Belgrade, il avait envoyé un de ses hommes pour les conduire en Autriche, Miloch refusa l'invitation de Jacob Nénadovitch de passer avec lui la Save, et se dirigea vers son village de Brousnitsa à la recherche des siens¹.

Cependant, le bruit que Kara-George était passé en Autriche se répandit parmi les troupes serbes à Chabats. L'effet fut le même que parmi celles de Miloch Obrenovitch : l'armée se débanda. Force fut donc aux chefs d'évacuer l'artillerie et les munitions et de quitter la forteresse pendant la nuit. Il ne restait plus d'armée serbe.

L'armée turque de Bosnie s'avancait par les plaines de Koloubara et de la Save vers Belgrade, pillant partout, incendiant les villages et massacrant la population. Voyant comment les Turcs traitaient le pays et ses habitants, l'archiprêtre Nénadovitch eut l'idée d'écrire une lettre anonyme au vizir de Bosnie : « Quel profit, disait-il, le Sultan pourra-t-il tirer d'un pays dévasté ? Que feront ces Turcs en Serbie lorsque tous les Serbes seront tués ou auront émigré en Autriche ? Le peuple obéit à son Empereur et ne désire que la paix et la tranquillité. » Cette lettre fut remise au vizir et produisit l'effet désiré. Le vizir rassembla ses troupes, interdit le pillage et les incendies et hâta sa marche vers Belgrade.

Alors l'archiprêtre Nénadovitch passa en Autriche avec un grand nombre de Serbes, qui avaient déjà amené leurs familles au bord de la Save².

Le 7 octobre Redjeb-Pacha, à la tête de plusieurs milliers de Turcs, fit son entrée solennelle dans la capitale serbe.

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 259.

2. *Id.*, p. 240-244.

Ainsi la Serbie se trouva reconquise après dix ans d'une lutte acharnée. La nouvelle en parvint à Constantinople le 17 et y causa « la joie la plus vive¹ ». Le Grand Seigneur reçut le lendemain « les félicitations des Grands de l'Empire au sujet de cette importante nouvelle. » Toutes les batteries de la capitale turque et du Bosphore célébrèrent pendant trois jours, et par trois salves chaque jour, cet heureux événement².

II

A la fin de septembre et au commencement d'octobre les rives autrichiennes de la Save et du Danube étaient encombrées de Serbes émigrés. Au lieu de leur laisser chercher asile auprès de la population de la Hongrie méridionale, presque entièrement serbe, les autorités autrichiennes leur imposèrent une longue quarantaine. Ce fut un spectacle lamentable. Les émigrés étaient pour la plupart dans des embarcations ouvertes, et comme le temps était pluvieux, les hommes et les femmes étaient contraints de rester dans l'eau jusqu'aux genoux, en tenant leurs enfants sur les bras, afin qu'ils ne se noyassent pas. Un grand nombre d'enfants périrent tués par le froid et l'humidité³.

Les chefs serbes ne furent pas mieux traités. Le lendemain de l'arrivée de Kara-George à Zemlin, le général Tsrvenka le fit venir, lui et son secrétaire, et leur demanda « à quel souverain ils étaient dévoués, et où ils désiraient vivre ». Ils lui répondirent que leur protecteur était connu de tout le monde et qu'ils désiraient vivre dans les environs de la Frouchka Gora (en Symrie). Le général insista et exigea qu'ils déclarassent par écrit s'ils voulaient vivre en Autriche ou en Russie. Ils écrivirent : En Russie.

1. *Le Moniteur*, du 8 décembre 1813.

2. Italinsky à Roumiantsof, le 27 octobre 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 186. — *Le Moniteur*, du 7 décembre 1813.

3. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 176. — Il est difficile de donner le chiffre exact des familles serbes émigrées en Autriche. L'historien autrichien Beer l'évalue à 9000 (Voy. son ouv. cité, p. 258); tandis que le correspondant du *Moniteur* de Zemlin porte leur nombre à 24 000! (Voy. *Le Moniteur*, du 14 décembre 1813.)

Sur quoi, le général autrichien retint la famille de Kara-George et son secrétaire sous bonne garde à Zemlin et leur fit enlever leur argent et tous les objets qu'ils possédaient, jusqu'aux décrets qui conféraient à Kara-George des décorations russes. « Voilà quelles humiliations la Russie vous vaut, dit le chef de police à la femme de Kara-George en la dépouillant; — si vous vous étiez tenus de notre côté, vous ne seriez pas traités de cette façon déshonorante¹. » Quant à Kara-George lui-même il fut conduit, toujours sous escorte, au monastère serbe Fénék, dans les environs de Zemlin. Dans ce monastère où avaient été transférées de Serbie, pour les soustraire aux mains des Turcs, les reliques du premier roi serbe, Étienne Nemanitch (1196-1227) se trouvaient trois archimandrites. L'archiprêtre Nénadovitch, qui venait de passer en Autriche, s'y rendit aussi. Comme il avait appris que les Empereurs de Russie et d'Autriche se trouvaient en ce moment à Bruxelles, il conseilla à Kara-George, qui avait été pris d'une crise de larmes à son arrivée au monastère, de demander un passe-port pour se rendre auprès de l'empereur Alexandre, afin de le prier de « sauver le peuple serbe ». Mais dans la crainte que les autorités autrichiennes ne refusassent le passeport dans cette forme, il lui conseilla de le demander en vue d'une audience de l'empereur d'Autriche et, une fois rendu là-bas, de voir les autres souverains².

A ce moment arriva l'envoyé Pavkovitch, que Kara-George avait dépêché de Belgrade au quartier-général russe. Le général Tsrvenka interdit de communiquer à l'ancien chef serbe les lettres dont cet envoyé était porteur. Il défendit même au secrétaire de Kara-George de se rendre à Fénék et d'en informer son maître. Celui-ci trouva cependant le moyen de communiquer avec Kara-George. Il lui écrivit une lettre et la confia à un moine qui réussit à la remettre au destinataire. Il l'informait que le conseiller Nédoba avait reçu de l'empereur Alexandre une lettre par laquelle ce dernier promettait de sauver les chefs serbes et de leur donner asile en Russie; mais il ajoutait aussi qu'il avait appris que le général Tsrvenka avait l'intention de venir à Fénék pour les décider, Kara-George

1. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 173.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 244-245.

et les autres chefs serbes, à rester en Autriche. Il les suppliait tous de refuser. « Souvenez-vous, disait-il en terminant, combien nos ancêtres ont souffert dans l'empire allemand (l'Autriche). Vous savez que le dernier souverain serbe, George Brankovitch, est mort en prison, en Autriche¹. Je vous assure que le même sort vous attend si vous y restez. Non seulement nous, mais aucun Serbe ne peut trouver son salut dans cet Empire; informez donc tous ceux que vous pourrez de tenir à la Russie, qui nous sauvera². »

En effet le général autrichien vint aussitôt auprès de Kara-George. Mais il n'obtint de nouveau que la même réponse : Kara-George désirait se rendre en Russie. Alors le général ordonna de faire partir, toujours sous escorte, Kara-George, Jacob Nénadovitch, Sima Markovitch, Mladen Milovanovitch et le pope Louka Lazarevitch, à Goloubintsi, et de les transférer de là dans la citadelle de Peter-Wardein³.

Ce fait ne devait pas étonner les Serbes, car le gouvernement autrichien se trouvait en ce moment dans une situation très embarrassante vis-à-vis de la Porte. Les armées turques qui avaient opéré contre les Serbes s'étaient concentrées à Vratchar devant Belgrade, et c'est là qu'à la fin d'octobre était arrivé le principal corps d'armée turque avec le grand-vizir. Les commandants turcs étaient très excités contre l'Autriche. Ils l'accusaient depuis longtemps d'avoir fomenté et alimenté l'insurrection serbe, et cette haine contre les Autrichiens s'accrut encore lorsque, à ce qu'ils prétendaient, ils eurent trouvé dans l'artillerie prise aux Serbes des canons de fabrique autrichienne, et surent que le gouvernement autrichien avait donné asile à presque tous les chefs de l'insurrection. Ils commencèrent alors à protester et à crier qu'en agissant ainsi, l'Autriche cherchait à se réserver le moyen de rallumer plus tard l'insurrection serbe. Le reis-effendi lui-même se fit l'écho de ces accusations dans une entrevue qu'il eut avec l'internonce Stürmer⁴. Peu après la Porte demanda à l'Autriche de lui livrer tous les Serbes qui

1. Il est mort, en effet, dans la prison d'Eger (en Bohême), en 1711.

2. *Messager de la Société savante serbe*, t. IV, p. 173-174.

3. *Id.*, p. 174-175.

4. Italinsky à Roumiantsof, le 27 octobre 1813. Voy. OULIANITSKY, *o. c.*, p. 186.

s'étaient réfugiés sur son territoire. Elle les divisait en quatre catégories : ceux qui n'avaient pas pris part à l'insurrection; les chefs, principalement Kara-George ; en troisième lieu les musulmans emmenés de force(!) par les Serbes ; enfin tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection ! Elle se plaignit également que les autorités de Zemlin eussent donné asile au conseiller Nédoba, ancien agent du gouvernement russe en Serbie¹.

Cette demande absurde n'eut pas de suite. En attendant des instructions, l'internonce déclara au ministre turc que la demande de la Porte ne saurait guère être agréée par son gouvernement. L'incident fut clos grâce à un rapport ultérieur du grand-vizir sur les munitions fournies par les Autrichiens aux Turcs pendant la campagne de Serbie. Le Sultan, ayant pris connaissance de ce rapport, en fit témoigner sa satisfaction à l'internonce, et lui envoya, pour réparer la maladresse de son ministre, *une tabatière ornée de brillants*, « une tabatière trempée dans le sang des victimes serbes », comme dit Italinsky, en informant sa Cour de cet événement².

Quant au gouvernement autrichien, il décida, afin d'éviter les malentendus avec les Turcs, de transférer tous les chefs émigrés loin des frontières de la Serbie. En apprenant cette décision, les chefs serbes s'empressèrent d'envoyer, le 22 décembre, au quartier-général russe sur le Rhin, l'archimandrite Philipovitch, pour demander l'autorisation de s'établir en Russie. Le 15 janvier 1814, un second messenger, Maxime Yakschitch, fut envoyé sur le conseil de Nédoba avec la même mission. Et en effet, dès le 27 janvier, tous les chefs serbes furent déplacés. Kara-George et son fils furent transférés à Gratz ; les autres à Bruck, Klagenfurt, Marbourg, Judenbourg, Léoben, etc³.

Ainsi dispersés et toujours étroitement surveillés, les chefs serbes attendirent les nouvelles du quartier-général russe. Ce fut seulement à la fin de mars que Kara-George reçut une réponse du comte de Nesselrode avec une lettre de l'archimandrite Philipovitch ; le ministre russe l'assurait de la

1. Le même au même, le 14 nov. 1815. *Id.*, p. 187.

2. *Ibid.*

3. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 177-178.

4. *Ibid.*

pleine bienveillance de l'empereur Alexandre. En juin il reçut une lettre du second envoyé Yakschitch, conçue dans le même sens.

Cependant le gouvernement autrichien ne laissait point de repos à Kara-George. Le prince de Hohenzollern, gouverneur de Styrie, lui envoya à plusieurs reprises son adjudant le colonel Lévatchitch, Serbe de naissance, pour lui proposer de signer une promesse de fidélité à la cour d'Autriche et de se fixer en Autriche. On lui promettait en retour le titre de prince, et, dans le cas où l'Autriche ferait la conquête de la Serbie, de la Bosnie et de l'Herzégovine, la suzeraineté de ces pays sous la protection de l'Autriche. Kara-George rejeta toutes ces propositions. Enfin, le prince de Hohenzollern invita un jour Kara-George chez lui, et lui demanda entre autres choses « à quel empereur il était fidèle ». Kara-George, montrant la décoration russe qu'il portait, répondit qu'il était fidèle à celui dont il portait l'insigne, et qu'il lui resterait fidèle pendant toute sa vie. Le prince essaya de le gagner, en lui disant que la « chemise était plus près du corps que l'habit » ; que l'Autriche était voisine de la Serbie ; que la Russie ne pourrait jamais régner en Serbie, etc. Kara-George resta inébranlable¹.

Au commencement d'août, les chefs serbes reçurent du comte de Stakelberg, ministre russe à Vienne, des passeports et des fonds pour leur voyage, et à la fin de septembre ils partirent pour la Russie, « en laissant tous leurs biens entre les mains des autorités autrichiennes.... » Ils arrivèrent à Khotin, en Bessarabie, au commencement de novembre ; là ils s'arrêtèrent pour attendre les ordres du gouvernement russe en ce qui concernait les lieux où ils pourraient s'installer².

III

Au milieu d'octobre 1815, il ne restait plus en Serbie que deux points où les Serbes tinssent encore : Déligrade et Topoliak ; à Déligrade commandait Vouitsa Voulitchévitch, chef du

1. *Messenger de la Société savante serbe*, t. IV, p. 177-178.

2. *Id.*, p. 179.

district de Semendria; à Topoliak, Antoine Pliakitch, l'un des gendres de Kara-George. L'un et l'autre ignoraient le sort des autres troupes serbes. Mais déjà ils étaient cernés par l'ennemi¹. La Serbie présentait en ce moment un aspect lamentable : sur les trois routes qu'avaient suivies les armées turques, c'était la ruine et le désert; un grand nombre de villes et de villages avaient été incendiés, et la population, quand elle n'avait pas été massacrée, avait disparu, réfugiée en Autriche ou cachée dans les forêts. La paix était rétablie en Serbie, mais c'était la paix du tombeau.

Lorsqu'ils surent la conquête achevée, tous les Turcs, spahis et janissaires, que l'insurrection avait chassés de Serbie, accoururent de Bosnie, d'Albanie et de Roumélie. Avec eux affluèrent nombre de Turcs, qu'on n'avait jamais vus auparavant dans le pays.

Mais le grand-vizir était d'avis qu'il fallait rétablir l'ordre dans la province, et qu'il valait mieux employer la douceur que la violence. Après s'être installé à Belgrade, il adressa aux Turcs et aux Serbes une proclamation, dans laquelle il disait que le Sultan avait pardonné à ses raïas, parce qu'il s'étaient soumis; que les exactions cesseraient dans le pays, et il invitait tous les habitants à travailler librement et en paix.

Puis il s'occupa de la nomination d'un vizir du pachalik de Belgrade. Comme Ali-Pacha, vizir de Bosnie, était très froissé de ce que ses troupes n'étaient pas entrées les premières dans Belgrade, et comme il avait demandé de l'avancement pour plusieurs de ses chefs et en premier lieu pour Souléïman-Pacha Skopliak², le grand-vizir fit droit à ses désirs : Souléïman-Pacha reçut les trois queues et fut nommé vizir du pachalik de Belgrade³.

Après avoir installé le nouveau vizir dans son poste Kourchid-Pacha retourna à Constantinople afin de rendre compte au Sultan de l'état de la Serbie. La proclamation

1. *Le Moniteur* du 14 et 15 décembre 1815. Voy. MILOUTINOVITCH (S.), *Histoire de 1815*. Belgrade, 2^e éd., p. 46.

2. Skopliak de *Skoplié*, une localité située à la frontière occidentale de la Bosnie.

3. *Bulletin de Bosnie*, du 16 novembre 1815. Voy. Aff. Étr., *Cartons de Travnik*, III.

solennelle ayant été publiée en Autriche, bon nombre de réfugiés serbes rentrèrent en Serbie et se présentèrent au nouveau vizir. Celui-ci les reçut avec empressement et les dispersa dans le pays, munis de lettres par lesquelles il rassurait la population, l'engageait à quitter ses refuges dans les montagnes et à retourner dans ses foyers.

Pour opérer la pacification d'une façon plus complète, il envoya dans le pays Ali-Aga-Sertchesma avec un détachement de Turcs et deux knèzes serbes comme guides et interprètes. De cette façon la paix fut portée aux habitants par des chefs turcs et serbes à la fois. En effet, cette mission rendit la confiance à la population. Un grand nombre de chefs, voyant le délégué du vizir, accompagné des knèzes serbes, quittèrent leur retraite et rentrèrent chez eux. Miloch Obrénovitch, le seul des grands chefs de l'insurrection qui, n'ayant pas trouvé sa famille aux bords de la Save, avait refusé de passer en Autriche, et, après l'avoir rejointe, s'était réfugié au monastère de Nikolié, dans le district de Roudnik, répondit lui aussi à l'appel d'Ali-Aga-Sertchesma. Il sortit de sa retraite, descendit dans le village de Takovo, s'y présenta au délégué du vizir et lui remit ses armes. Celui-ci lui fit bon accueil, lui rendit toutes ses armes, à l'exception du sabre qu'il retint en signe de sujétion, et le constitua, au nom du vizir, knèze du district de Roudnik¹.

Rien ne servit mieux les Turcs. Les Serbes, en apprenant le traitement fait à Miloch, quittèrent les montagnes et retournèrent dans leurs villages.

Content du résultat de sa mission, Ali-Aga invita Miloch à venir à Belgrade, afin de le présenter au vizir. Miloch accepta. Il se rendit à Belgrade et reçut du vizir le traitement le plus flatteur.

Vers le milieu de novembre la plupart des Serbes étaient rentrés dans leurs foyers. C'est à cette époque également que les héroïques défenseurs de Déligrade et de Topoliak, enfin informés que la Serbie était conquise et qu'une plus longue résistance était inutile, quittèrent leurs retranchements, rompirent les rangs turcs et se réfugièrent, les sol-

1. MILOUTINOVITCH (S.), *o. c.*, p. 53.

dats dans leurs villages, et les chefs sur le territoire autrichien¹.

Mais la tranquillité ne fut pas de longue durée. Dès que le pays fut pacifié, les Turcs reprirent leurs vieilles méthodes de gouvernement. Le vizir rétablit tout d'abord l'ancienne administration turque : il nomma des *mousselim* et des *cadis* dans tous les districts du pachalik et leur donna des pouvoirs tels, que l'autorité des knèzes devint bientôt illusoire. En outre, ne se sentant pas en sûreté dans la forteresse de Belgrade à moitié démolie, il ordonna, à la fin de 1815, une grande corvée pour la réparation des murailles. Dans ce but, des centaines de paysans de différents districts furent conduits, à l'époque des plus grands froids, à Belgrade, ce qui excita un vif mécontentement dans le pays. Averti de ces murmures et craignant une nouvelle insurrection, le vizir fit rechercher par sa police et confisquer les armes et les munitions qu'il savait cachées dans le pays; puis, cette enquête n'ayant pas donné de résultat satisfaisant, il concéda le droit de recherche à tous les Turcs déjà établis dans le pays. Ce fut pour ceux-ci l'occasion d'exercer les représailles auxquelles ils aspiraient depuis leur retour; et les paysans déjà ruinés par la dernière campagne se virent tout aussitôt pillés et rançonnés. Pour comble de malheur, la peste, qui en 1815 avait éclaté en Transylvanie, pénétra en Serbie et y exerça ses ravages². Ainsi le printemps de 1814 dépassa en horreur les préludes de l'insurrection de 1804!

Des plaintes nombreuses furent adressées par les knèzes et par les paysans au vizir, mais elles demeurèrent sans effet. Alors dans tous les districts les notables commencèrent à se réunir secrètement et à se demander ce qu'il fallait faire. L'espoir dans le secours de la Russie, solennellement promis par l'empereur Alexandre et ses hommes de confiance, l'amiral Tchitchagof, le général Ivélitch, Nédoba et autres, n'était pas éteint dans le cœur du peuple. Sachant que la Russie était en guerre avec la France, les notables eurent le désir d'apprendre comment les choses avaient tourné. Ils s'adressèrent pour cela aux chefs serbes émigrés qui, n'ayant

1. MILOUTINOVITCH (S.), *o. c.*, p. 46-47 et *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XIX, p. 26.

2. *Le Moniteur*, du 17 août 1814.

pas voulu suivre Kara-George en Russie, étaient restés en Symrie.

Ces chefs étaient restés en communication entre eux et formaient comme une sorte de comité secret (*obchtina*, communauté) qui avait pour but de rechercher les moyens d'aider leurs frères de Serbie. Ce comité recueillait les nouvelles de tous les côtés, et servait d'intermédiaire pour communiquer aux Serbes les nouvelles de l'étranger, à l'étranger les nouvelles de la Serbie. Ses affidés voyageaient en Serbie sous les apparences de simples commerçants. Ce furent eux qui, à la fin d'avril 1814, apprirent aux Serbes la défaite de Napoléon et l'entrée de l'empereur Alexandre à Paris. L'espoir en l'appui de la Russie s'accrut alors d'autant. Aussitôt Miloch Obrénovitch et quelques chefs se réunirent au monastère de Vratchevchnitsa et décidèrent de solliciter au nom du peuple l'intervention du tsar. La pétition fut rédigée sur-le-champ. On y disait : « C'est avec le désir et l'espoir le plus chaleureux et les yeux pleins de larmes que tout le peuple serbe, qui a toujours été et est resté fidèle à V. M. I., s'adresse au trône de V. M. I., dont Dieu a béni les armes, et vient le prier de le sauver de la tyrannie et du pillage des Turcs. » Dans l'espoir que le peuple serait sauvé par les armes russes, les signataires de la pétition priaient le tsar de réunir la Serbie à la Russie, ou bien, si les circonstances ne le permettaient pas, de la faire rendre tributaire de la Porte comme la Valachie, en expulsant de son territoire les Turcs violents¹.

Cette pétition fut transmise aux chefs serbes émigrés en Symrie; quatre la signèrent, puis elle fut confiée à l'archimandrite Nikchitch pour qu'il la portât à l'empereur Alexandre. L'archimandrite accepta cette mission. Il se rendit à Vienne. Mais, ayant appris que le tsar se trouvait alors très loin, et ne pouvant accomplir ce voyage, il confia la pièce et la mission à son compatriote le colonel Jivkovitch. Lui-même demeura à Vienne, et, en attendant la réponse du tsar, s'adressa à plusieurs dignitaires russes pour solliciter leur appui auprès de l'empereur Alexandre en faveur des Serbes². Mais n'ayant reçu aucune réponse, il retourna à Zemlin.

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *Matériaux pour l'histoire moderne de la Serbie* (en serbe). Belgrade, 1884, t. II, p. 47-89.

2. *Id.*, p. 50-54.

CHAPITRE XVIII

I. — Appel des chefs serbes du pachalik de Belgrade au comité serbe de Zemlin (avril 1814). — Pétition à l'empereur Alexandre. — Voyage de l'archiprêtre Nénadovitch en Russie et à Vienne. — Révolte de Hadji-Prodan (novembre 1814). — Conseils du comte de Stackelberg aux Serbes. — Retour de Nénadovitch à Zemlin (décembre 1814).

II. — Les Serbes et le Congrès de Vienne. — Envoi de l'archiprêtre Nénadovitch à Vienne en qualité de député de la nation serbe. — Relations du député serbe avec Davidovitch et Frouchitch, rédacteurs de la *Gazette Serbe*. — La question serbe et les diplomates russes. — Pétition serbe aux cours de Russie, d'Autriche, de Prusse et de Grande-Bretagne. — Les démarches du député serbe auprès des diplomates russes, autrichiens, anglais et prussiens. — Audience de Nénadovitch chez l'empereur François (17 février 1815). — Mauvaises nouvelles de Serbie. — Décision de l'empereur Alexandre d'intervenir auprès des puissances en faveur des Serbes (février 1818).

III. — Note russe en faveur des chrétiens de Turquie (février 1815). — Échec de l'intervention russe. — Mauvaises nouvelles de Serbie. — Seconde insurrection (avril 1815). — Nouvelle audience du député serbe chez l'empereur François (20 mai 1815). — Départ de Nénadovitch pour la frontière de Serbie (juin 1815).

I

La situation en Serbie ne cessait de s'aggraver. La peste continuait ses ravages dans plusieurs districts et jusqu'aux frontières de la Bosnie¹. Le vizir, de son côté, au lieu d'alléger les charges, augmentait les impôts que la population, après les pillages et les incendies de 1815, n'était pas à même de payer. En août il convoqua à Belgrade tous les knèzes du pachalik, afin de répartir les impôts pour le deuxième semestre de 1814.

Ignorant le résultat de la mission confiée à l'archimandrite Nikchitch, et effrayés par les dires des Turcs qui assuraient que l'empereur Alexandre avait fait la paix avec le Sultan

1. Le *Moniteur*, du 17 août 1814.

pour une période de quarante ans ; que, par conséquent, ils ne pourraient plus espérer obtenir des secours de la Russie¹, un certain nombre de knèzes profitèrent de leur séjour à Belgrade pour se réunir clandestinement et délibérer sur les affaires du pays. Lors d'une de ces réunions tenue à Top-tchidère, le 20 août, ils adressèrent, fort probablement après entente avec le « comité serbe » de Zemlin, peut-être même à son instigation, une lettre touchante et désespérée à l'archiprêtre Nénadovitch et à Pierre Molère.

« Nous vous conjurons par le puissant Dieu des armées, leur écrivait Miloch Obrénovitch avec dix de ses collègues, de nous dire la vérité. Est-il vrai que notre soleil de l'Orient et notre grande espérance (la Russie), soient tout à fait éteints, et que notre grand empereur Alexandre nous ait complètement oubliés ? Nous a-t-il tout à fait répudiés ? Notre Empereur nous a-t-il sacrifiés aux Turcs et sur leur autel odieux², nous, ses tristes coreligionnaires, à jamais inconsolables ? Notre Empereur a-t-il fait la paix avec le Sultan pour quarante ans, comme les Turcs nous l'affirment ici ? Ah ! malheur à nous, malheur à nous ! abandonnés que nous sommes au plus acharné des bourreaux pour la complète extermination de ce qui reste encore du peuple serbe ! Où sont, monsieur l'archiprêtre, les promesses de notre Empereur, du temps de ton retour de Saint-Pétersbourg au début de notre insurrection, quand tu nous racontais secrètement, à nous les plus âgés, que nous avions notre grand empereur chrétien Alexandre, pour nous sauver bientôt et nous protéger sous son aile, pour nous gouverner et nous juger, et que nous ne serions pas jugés par les catholiques ou par les musulmans ? Infortunés, nous y avons cru, et nous avons vécu dans cet espoir ; nous nous en sommes nourris et nous nous sommes sacrifiés avec nos enfants ! Et des assurances publiques nous en ont été données plus tard par les envoyés de l'Empereur, les généraux (!) Rodofinikine et Nédoba, qui résidaient à Belgrade, et que nous

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 2^e éd., p. 222.

2. Le document étant par endroits mal rédigé en serbe, il n'est pas possible d'en donner la traduction littérale.

vénérons comme notre empereur Alexandre lui-même et comme le soleil du ciel; puis, plus tard, par l'archimandrite Philipovitch, l'archimandrite Nikchitch qui a été aussi à Saint-Pétersbourg, et qui nous a communiqué de sa bouche les promesses impériales, puis par l'armée russe qui avait séjourné en Serbie, et enfin par le général Ivélitch, lors de la Skoupchtina au monastère Vratchevchnitsa, devant tous les commandants et soldats réunis, par son serment au nom du tsar que la Russie ne nous abandonnerait pas, par les croix et les insignes que le même Ivélitch avait apportés et attachés sur la poitrine de nos anciens chefs, et par beaucoup d'autres témoignages! Nous étions tous assurés que la Serbie n'était plus la Serbie, mais la Nouvelle Russie, ce que les Turcs mêmes et les Allemands (Autrichiens) reconnaissaient en nous appelant Moscovites au temps de notre bonheur; et maintenant ils se moquent de nous en nous appelant Moscovites ratés. Et, nous ignorons pourquoi notre tsar nous a abandonnés ainsi. Ou bien tous les personnages cités ci-dessus et nos anciens chefs en ont menti, ou bien ils sont la cause que notre grand tsar nous a abandonnés et nous a sacrifiés à l'insulteur de Dieu, au musulman, nous, peuple innocent devant Dieu et devant les hommes. Si nos anciens chefs sont déportés quelque part, comme nous l'avons appris, peut-être les a-t-on trouvés coupables; mais, Dieu merci, vous ne l'êtes pas, et nous savons que vous ne vous êtes pas rendu coupables ni auprès de l'Empereur, ni auprès du peuple. Il vous est loisible à vous d'aller à l'Empereur et de prier au nom des malheureux. Où est l'archimandrite Nikchitch? Où est Étienne Jivkovitch? Où est Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniatz? où sont-ils? pourquoi ne peinez-vous plus pour nous? Si vous n'avez pas d'argent, pourquoi n'allez-vous pas à pied, en mendiant du pain, jusqu'à ce que vous arriviez auprès du tsar; mourez de faim en route, car nous, vos frères et votre race, nous mourons toutes les minutes de peur et de misère sur les chemins. Allez-y; priez, voyez si nous sommes complètement abandonnés par notre Empereur et venez nous dire la vérité que nous attendons de vous¹.... »

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 220-222.

Au reçu de cette lettre, les chefs serbes habitant Zemlin se réunirent et, après délibération, chargèrent l'archiprêtre Nénadovitch d'une mission auprès de l'empereur Alexandre. Le 27 août, la pétition au tsar et les pleins pouvoirs pour l'archiprêtre furent rédigés au nom des chefs émigrés aussi bien qu'au nom de ceux qui étaient en Serbie. Nénadovitch fut autorisé à remettre au nom du peuple serbe la pétition au tsar, à négocier et à conclure¹. Des lettres pressantes furent adressées à l'archimandrite Philipovitch, à Rodofinikine, au comte Soltikof, au prince Galitzine et à Ambroise, archevêque de Saint-Petersbourg, pour faciliter sa mission².

Accompagné de son frère Sima, en qualité d'interprète pour la langue allemande, l'archiprêtre Nénadovitch partit aussitôt pour Saint-Petersbourg, par la route de Transylvanie. Arrivé à Jitomir, il apprit que l'empereur Alexandre était déjà partipour Vienne. Il rebroussa chemin et se rendit à Vienne. Mais le tsar n'y était pas encore arrivé. Il y trouva Nédoba, l'ancien résident russe à Belgrade, et fut présenté au comte Capo d'Istria. Comme on avait appris à Vienne qu'un nouveau soulèvement venait d'éclater en Serbie³, et comme cette nouvelle n'était pas agréable aux Russes, le comte Capo d'Istria, informé de la mission confiée à Nénadovitch, l'envoya au comte de Stackelberg, ministre de Russie à Vienne. Le diplomate russe lui fit bon accueil, lui donna de l'argent et le fit repartir immédiatement pour la frontière serbe, afin de conseiller aux chefs serbes d'arrêter l'insurrection « le moment n'étant pas encore propice⁴ ».

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 222-223.

2. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 56-75.

3. Ce fut une insurrection locale, connue sous le nom de *Hadji Prodanova borina* (Révolte de Hadji-Prodan), du nom de son chef Hadji-Prodan Dimitriévitch, qui fut chef sous Kara-George. Cette révolte éclata dans les environs de la ville de Tchatchak et ne s'étendit qu'à une partie des districts de Kragouévats et de Yagodina. Bien qu'elle fût d'une importance restreinte, elle avait effrayé le pacha de Belgrade et les autres Turcs de Serbie. Les principaux chefs serbes, et particulièrement Miloch Obrénovitch, sachant qu'elle n'était pas suffisamment organisée et qu'elle ne pouvait réussir, et considérant qu'il ne faudrait rien entreprendre contre les Turcs avant d'obtenir la réponse de l'empereur Alexandre à leur pétition, s'employèrent, sur la promesse du pacha que les paysans révoltés ne seraient pas châtiés, à rassurer les populations et à les calmer. Le chef, Hadji-Prodan, réussit à se réfugier en Autriche.

4. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 375.

L'archiprêtre Nénadovitch quitta aussitôt Vienne; mais en arrivant à Zemlin, il apprit que le soulèvement était déjà calmé. Comme il avait entendu dire, lors de son passage à Vienne, qu'un congrès des puissances allait se réunir sous peu dans la capitale autrichienne, Nénadovitch en rendit compte aux chefs émigrés, et ils se mirent d'accord sur la nécessité de renouveler les démarches en faveur de la Serbie auprès de la cour de Russie et des autres puissances. Cette mission délicate fut encore confiée à Nénadovitch. A la fin de novembre, toute une chancellerie fut ouverte à Zemlin; les pétitions pour les souverains et les lettres pour différentes personnalités marquantes y furent rédigées, puis signées par sept chefs émigrés habitant l'Autriche et par onze chefs serbes de Serbie, dont Miloch Obrénovitch. Craignant que ces écrits fussent mal rédigés et qu'il ne fallût y apporter des modifications, les chefs serbes remirent leurs cachets à Nénadovitch, afin que celui-ci pût lui-même rédiger et signer les pétitions comme il serait nécessaire¹. Dès le 21 décembre, l'archiprêtre Nénadovitch quitta Zemlin et se rendit en toute hâte à Vienne¹.

II

Les conférences préliminaires entre les représentants des puissances étaient ouvertes et les souverains de Russie et de Prusse se trouvaient déjà à Vienne, quand Nénadovitch y arriva. Il trouva dans la capitale autrichienne un grand nombre de Serbes, dont deux journalistes, Davidovitch et Frouchitch, rédacteurs en chef des *Srbske Novine* (la Gazette serbe), le premier en date des journaux rédigés en langue nationale; il avait commencé à paraître à Vienne en 1815. Comme ces deux journalistes étaient intelligents et instruits, parlaient plusieurs langues étrangères et étaient ardents patriotes, Nénadovitch les prit pour conseillers et secrétaires interprètes.

Le député serbe fit, naturellement, ses premières démarches auprès des diplomates russes. Tout d'abord il se pré-

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 224-225.

senta chez Nédoba, qu'il connaissait de longue date, et se rendit avec lui chez le comte Capo d'Istria, qui passait déjà pour un grand ami du peuple serbe¹. Après la chute de la Serbie en 1815, Capo d'Istria, en qualité d'attaché à la chancellerie de l'empereur Alexandre, avait eu à deux reprises l'occasion de s'occuper avec succès des affaires serbes.

Pendant le long séjour de l'armée russe en Bohême, après la capitulation de Kulm (le 50 août 1815), il avait rédigé un « rapport détaillé sur l'état des relations de la Russie avec le Levant ». Dans ce rapport il demandait que des démarches formelles fussent faites auprès de la Porte « pour atténuer les exactions sanglantes par lesquelles les Turcs signalaient la reprise de possession de la Serbie ». Cette pièce avait été remise par le général Barclay de Tolly à l'empereur Alexandre, qui l'accueillit avec un vif intérêt et prescrivit à son gouvernement de se concerter, sur la teneur de ce rapport, avec le cabinet autrichien². Puis en arrivant à Vienne, en octobre 1814, il avait, dans une audience du tsar, trouvé l'occasion de lui rappeler le sort des sujets chrétiens du Sultan, la « déplorable situation où le traité de Bucharest avait laissé les grands intérêts de la Russie et ceux de ses coreligionnaires en Orient », et de lui faire ressortir la nécessité d'une *intervention européenne* dans les rapports de la Russie avec la Porte. Mais l'empereur Alexandre, alors occupé d'autres questions, lui répondit brièvement : « chaque chose à son temps », et promit toutefois « qu'il y travaillerait³ ».

Nénadovitch exposa à Capo d'Istria les souffrances de ses compatriotes, l'assura qu'ils l'avaient envoyé pour la dernière fois implorer la grâce d'abord de leur protecteur, le tsar, puis de tous les souverains chrétiens, et lui demanda conseil. Capo d'Istria approuva l'intention du député serbe d'adresser des pétitions à tous les souverains chrétiens et lui recommanda de consulter à cet effet son secrétaire Sturdza. Quant à l'audience que Nénadovitch désirait obtenir du tsar, il lui conseilla de la solliciter par l'entremise de son

1. Les notes sur les négociations de l'archiprêtre Nénadovitch à Vienne sont publiées dans ses *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 224-261.

2. CAPO D'ISTRIA, *Aperçu de ma carrière politique*. Voy. *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, t. III, p. 174.

3. *Id.*, p. 195.

collègue Boulgakof et, en cas de refus, de remettre la pétition à l'Empereur, à l'église même ou à la sortie de l'église.

Ces conseils furent suivis par le député serbe. Sturdza revit la pétition que Nénadovitch avait rédigée avec ses conseillers et la trouva bien faite; néanmoins il lui conseilla d'y ajouter encore « que le peuple prie les souverains de le réconcilier avec le Sultan et d'obtenir qu'il ne procède pas avec les Serbes comme avec des victimes, mais comme avec ses sujets et tributaires ». Quatre pétitions furent écrites pour les empereurs de Russie et d'Autriche comme pour les rois de Prusse et d'Angleterre, et Nénadovitch les montra à Nédoba. Celui-ci lui conseilla à son tour d'écourter un peu la pétition pour le tsar et d'y remplacer le plus grand nombre possible de mots serbes par des mots russes, « afin que la lecture lui en fût plus agréable ». En outre Nénadovitch demanderait au comte de Nesselrode une audience du tsar en lui adressant à cet effet une demande *en allemand*, et en le priant de faire des démarches auprès du tsar et des autres souverains alliés en faveur du peuple serbe.

La demande fut rédigée et remise à Nesselrode le 4^{er} janvier 1815. Le 5, Nénadovitch était déjà à la chancellerie russe pour demander une réponse. On lui dit qu'il n'y en avait pas encore, et que le tsar attendait que les pétitions fussent remises aux autres souverains¹.

Le même jour, le député serbe s'empressa de demander au comte Dubna une audience de l'empereur d'Autriche. Le 9, il fit la même démarche au palais impérial où habitait le roi de Prusse. Là, un aide de camp du roi lui dit qu'on était déjà au courant des demandes serbes, et il lui conseilla de se rendre chez le prince Hardenberg, ce qu'il fit le 11 janvier².

Quant aux Anglais, le député serbe remit la pétition au lord Castlereagh, premier plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Il se rendit à sa résidence le 12 janvier et fut reçu par un de ses secrétaires, qui lui objecta que les Anglais se chargeaient difficilement de négociations aussi graves.

« La question, dit-il, est très délicate; il s'agit du Sultan et de ses affaires intérieures et nous sommes en excellents termes avec la Porte Ottomane.

1. NÉNADOVITCH (M). *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 226.

2. *Id.*, p. 265.

— C'est précisément parce que vous êtes en bonnes relations avec le Sultan, interrompit Nénadovitch, que nous avons recours au magnanime trône d'Angleterre et au gracieux lord, car le Sultan l'écouterait d'autant mieux qu'il est son ami, et donnerait des ordres pour que l'on en finît avec les cruautés exercées envers les Serbes. »

Le secrétaire, ayant remarqué que la pétition était rédigée en allemand, fit observer au député que les Anglais entendaient mal cette langue. Il la lui rendit en lui conseillant de la faire traduire *en latin* et de la lui rapporter¹.

De là Nénadovitch se rendit, toujours accompagné de ses secrétaires interprètes, chez le prince de Metternich. Il fut reçu par le conseiller d'État Hudelist qui accepta la pétition et promit de la remettre immédiatement au prince. Le député serbe le pria de dire « quelques bonnes paroles » à l'Empereur afin qu'il intervint auprès du Sultan pour mettre un terme aux exactions en Serbie.

« Nous savons, répondit le diplomate autrichien, comment les Turcs égorgent, taillent et empalent ; ils ont toujours été exaspérés contre les Serbes et le sont surtout maintenant ; ils ont pris la résolution de les exterminer tout à fait, si possible. D'ailleurs, à qui la faute ? aux Serbes seuls.

— Pardon, Excellence, interrompit Nénadovitch ; la faute n'en est point au peuple. Le peuple est simple et ignorant ; il obéit à quiconque porte le nom de chef.

— Oui, oui, reprit Hudelist, nous savons bien que la faute n'en est pas au peuple, mais à ses chefs et particulièrement à cet infâme (!) et répugnant (!) Sénat qui siégeait à Belgrade : les sénateurs se sont conduits envers les sujets de l'Autriche injustement, ils les mettaient à l'amende, les maltraiétaient (!), les tuaient (!) ; ils empêchaient le commerce ; ils voulaient agiter nos sujets de ce côté contre leur Empereur, de sorte que beaucoup d'entre eux en eurent à souffrir ; ils insultaient notre Empereur lui-même (!). Ils se sont enorgueillis à tel point de leur succès éphémère qu'ils se mettaient au-dessus de tous les empereurs d'Europe. Par leurs folles imaginations ils sont arrivés à se rendre insupportables comme voisins, à tel point que nous tous, les magnats,

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 247-248.

avons été prêts à conseiller à l'Empereur de lever quelques régiments et de détruire Belgrade. Cependant, connaissant le cœur compatissant de notre souverain, nous nous sommes abstenus de cette démarche, pensant qu'ils se corrigeraient; mais ils ont persisté dans leurs fautes et ont conduit leur peuple à la ruine. Or, qui vous a donné le premier de la poudre, du plomb, des fusils? Qui vous a donné de bons conseils? Qui vous a justifiés? Qui a assuré au Sultan que vous ne vous étiez pas levés contre la Porte, mais, au contraire, contre des rebelles? En un mot qui vous a aidés pour arriver où vous étiez arrivés? C'est notre Empereur qui, comme un père compatissant, a fait tout cela (!). Et en dépit de tant de bienfaits et de conseils, vous n'avez pas su garder ce que vous aviez gagné; ces ingrats, les sénateurs, vous ont perdus. Soyez assurés que nous avons prévu cette issue il y a longtemps, et que nous avons su exactement ce qui vous arriverait; mais, comme nos conseils n'ont pas été suivis, nous avons dû plaindre le pauvre peuple, tombé sous la main de tels chefs. Malgré tout, à l'époque de leur ruine, nous les avons reçus sous notre protection. Les Turcs nous les ont demandés avec insistance, mais notre Empereur n'a pas voulu les leur livrer. Notre Empereur a protégé le peuple contre les Turcs et l'a reçu, au moment le plus critique, dans ses États où il se trouve encore pour la plus grande partie.

-- Excellence, interrompit encore Nénadovitch, la faute n'en est pas au peuple qui souffre aujourd'hui; le peuple a ignoré la mauvaise conduite de ses chefs; nous intercédons pour ce peuple innocent qui depuis tant de siècles a toujours été fidèle aux cours d'Autriche et de Russie.

— Nous savons bien, reprit Hudelist, que le peuple serbe est bon et qu'il nous a été, depuis plus de cent ans, toujours fidèle, partout où nous avons eu besoin de lui, et nous ne l'abandonnerons pas maintenant non plus. Nous ferons pour son bonheur tout ce qui sera possible. Soyez assuré qu'aujourd'hui même et sans en référer à l'Empereur, dont je connais les intentions, je vais écrire à notre internonce, le baron Stürmer, et lui prescrire de faire des représentations au Divan et au Sultan, et d'agir de son mieux pour que le pacha de Belgrade reçoive l'ordre de mettre un terme à ses

cruautés. L'Empereur lui-même, aussitôt informé, fera de même¹. »

Nénadovitch et ses compagnons pouvaient être satisfaits des assurances du diplomate autrichien ; mais ils tenaient beaucoup à voir l'Empereur lui-même. Ils allèrent quatre jours de suite au palais pour savoir si l'audience leur était accordée. Enfin, le 16 janvier, dans l'après-midi, ils furent informés qu'ils seraient reçus le lendemain dans la matinée.

Le 17 janvier, à 7 heures du matin, Nénadovitch se trouvait déjà avec deux de ses amis au palais. Lorsqu'ils furent peu après introduits dans la salle des audiences, Frouchitch, qui parlait le mieux l'allemand, rappela à l'Empereur l'objet de l'audience, et Nénadovitch lui remit la pétition du peuple.

« Je sais tout cela, dit l'Empereur ; il est certain que les Serbes souffrent beaucoup, injustement, et seront obligés de souffrir encore quelque temps. J'ai pourtant été votre ami et je le suis encore ; je vous ai aidés en vous donnant de la poudre, du plomb, des canons (!), des vivres, de bons conseils : j'ai fait en paroles et en actions tout ce qui a été en mon pouvoir. La meilleure preuve est que je vous ai reçus dans mes États et protégés ; et je vous promets que je le ferai encore à l'avenir. Mais je ne peux pas répondre que le Sultan m'écouterait ; toutefois je crois qu'il m'écouterait plutôt qu'un autre souverain, car je suis avec lui en bonne amitié. Quant à vous recommander à lui de la part du congrès, je ne le trouve pas opportun pour le moment. Le Sultan penserait que nous avons l'intention de lui donner des ordres, ce que nous ne sommes pas à même de faire : en sorte que nous ferions encore plus de mal à votre peuple ; et cependant je ne sais pas qui, de vous ou de moi, est le plus désireux de le secourir. Mais je ferai des représentations amicales au Sultan et je crois fermement que dans quelques jours vous verrez déjà l'effet de mes démarches, quoique je sache bien que tant qu'il y aura des Serbes et des Turcs ils ne pourront pas s'accorder. Attendez ici, je vous ferai connaître ce qui arrivera. Je ferai de mon mieux des représentations au Sultan, comme voisin et comme chrétien, et je ne doute pas qu'il ne m'entende ; mais je ne sais trop si ses pachas lui obéiront. Vous savez bien

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 250-252.

comment les choses se passent chez les Turcs; mais qu'y faire? puisqu'il est impossible de faire davantage pour vous pour le moment. Je suis très désireux d'aider ce peuple, si intéressant pour mon empire, avec lequel je me suis accordé pendant tant d'années et avec lequel je désire toujours vivre en bonne harmonie. Je désire justifier et récompenser les mérites des Serbes, mais le temps n'y est pas encore propice. Assurez le peuple de ma bienveillance et de ma compassion, et de la promesse solennelle que je fais d'intercéder pour vous auprès du Sultan. Vous entendrez parler dans quelque temps de cette promesse, et je tâcherai, comme je le désire, que vous en ressentiez les effets ¹. »

Ces paroles rassurèrent plus encore Nénadovitch et lui firent entrevoir, dans un avenir prochain, des jours meilleurs pour sa patrie. Il sortit réconforté du palais impérial avec ses amis, mais il désirait d'autant plus obtenir au plus tôt une audience du tsar pour apprendre ce que lui, le « protecteur », ferait en faveur de ses fidèles Serbes. Il allait tous les jours à la chancellerie russe, en priant tous les fonctionnaires de s'employer en faveur des Serbes, et se renseignait sur tout ce qui se passait. Le 17 janvier, après l'audience chez l'empereur d'Autriche, il fut mandé par le comte de Nesselrode. Le ministre lui dit qu'il avait renseigné l'empereur Alexandre sur toutes choses, qu'il s'était enquis lui-même des souffrances du peuple serbe, qu'il avait déjà écrit plusieurs fois au Sultan et l'avait prié de faire cesser les tortures. Il lui dit en même temps que le tsar le recevrait bientôt.

Nénadovitch lui rappela alors que la pétition était, il est vrai, adressée aux quatre cours alliées, mais que le peuple serbe « ne tendait ses bras que vers la Russie et n'attendait son salut que d'elle seule ». « Elle le délivrera sans doute, » répondit le ministre russe, en congédiant le député serbe ².

Mais avec les Anglais les choses n'allaient pas aussi bien. Ce fut seulement à leur cinquième visite qu'un aide de camp de lord Castlereagh, les recevant, leur dit que le lord, occupé des affaires du congrès, n'avait pas encore pu lire leur pétition; mais, ajouta-t-il, « connaissant les circonstances ac-

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 253-254.

2. *Id.*, p. 250.

tuelles et les rapports d'amitié qui existent entre la cour d'Angleterre et la Porte Ottomane, je puis vous dire que le lord, même quand il aura lu votre pétition, ne vous répondra rien de plus que ceci : la cour d'Angleterre ne peut nullement se mêler d'affaires aussi délicates. Par conséquent ne vous donnez plus la peine de revenir. » En les reconduisant, l'officier anglais leur conseilla de bien prendre garde que les agents du Sultan ne fussent informés de l'objet qui les retenait à Vienne ¹.

Quant aux Prussiens, le député serbe et ses amis ne furent reçus par eux que le 26 janvier, d'ailleurs d'une façon très satisfaisante. Le conseiller d'État Kuster dit à Frouchitch que la pétition serbe se trouvait chez le conseiller de légation Jordan ² et l'assura que les demandes serbes recevraient satisfaction.

Le même jour Nénadovitch reçut de mauvaises nouvelles de la Serbie. « Les Turcs, lui écrivaient de Zemlin l'archimandrite Nikchitch et les autres chefs émigrés, ont empalé, il y a huit jours, seize Serbes à Rajagne et à Déligrade, entre autres le vieux knèze Militch, ancien député à Constantinople, avec son fils et son petit-fils. Peu avant Noël, Adhem-Pacha de Novi-Bazar, en traversant le pays de Belgrade à Oujitsé avec ses troupes, a commis des violences horribles, des pillages et des assassinats. Il a laissé des traces si sanglantes et si noires là où il a passé, que l'herbe ne poussera pas pendant trois années. Les troupes turques vont les unes de Belgrade à l'intérieur du pays et les autres de l'intérieur à Belgrade; qui réussit à échapper aux uns est exterminé par les autres. Et les Turcs répètent tout le temps qu'ils auront la guerre avec les Russes. Il y a à Belgrade une centaine de Serbes en prison, ils sont enchaînés aux fers par groupes de 8, 10 et 12. Le knèze Milia de Tchoupria, qui a été relâché il y a quinze jours, sur les instances de l'évêque de Belgrade, marche encore le cou courbé : tant étaient lourds les fers qu'il a portés ! De Tach-Maïdan ³ jusqu'à Stambol-Kapia ⁴, des deux côtés de la rue, il y a 60 à 70 Serbes empalés, dont quelques

1. NÉNADOVITCH (M.), *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 247-249.

2. *Id.*, p. 263-264.

3. Carrières qui se trouvaient dans la proximité de la ville.

4. La porte principale de la ville.

prêtres et moines ; leurs corps sont mangés par les chiens partout où les bêtes ont pu les atteindre.... Des bandes turques parcourent en tous sens les campagnes et enlèvent tous ceux qui ont exercé quelque fonction dans l'armée ou dans la magistrature pendant l'insurrection, ainsi que les commerçants, et même ceux qui ont seulement l'air courageux, en leur disant : « Tu as été aussi dans la rébellion, donne 1000 piastres, « sinon nous t'enverrons à Belgrade ». Beaucoup d'entre eux se rachètent au passage d'une première bande, mais n'ayant plus rien à donner quand arrive la seconde, ils sont par celle-là envoyés à Belgrade où ils sont de suite emprisonnés et mis aux fers. Chez beaucoup de paysans les Turcs arrivent, attachent les hommes aux pruniers qui se trouvent devant la maison, puis se mettent à piller et à violer. En un mot, on ne peut décrire les souffrances actuelles des Serbes ; aucun peuple n'a jusqu'ici enduré une tyrannie et une barbarie plus grandes. Car il est impossible d'imaginer un spectacle plus triste que celui-ci : un vieillard de 70 ans est empalé vivant avec son fils et son petit-fils ; leurs femmes, leurs sœurs et leurs enfants pleurent en voyant leurs maris, leurs frères ou leurs pères se débattre pendant deux ou trois jours dans les plus atroces souffrances, avant d'expirer!... Voyez ce que souffrent vos frères dans des calamités qui se multiplient de jour en jour. Voyez de quel secours ils ont besoin, et ce qu'ils attendent, par votre intermédiaire, de celui (l'empereur Alexandre) pour qui ils meurent et dont ils espèrent leur salut. Travaillez sans cesse et remplissez votre mission à temps, de peur qu'il ne soit trop tard pour toujours... ! ¹ »

Dès qu'il reçut cette lettre, le député serbe se rendit à la chancellerie russe et, sur le conseil qu'on lui en donna, la fit immédiatement traduire en russe. Le 28 janvier elle fut remise à Capo d'Istria et trois jours après à Boulgakof. En la lui remettant, le député serbe pria celui-ci d'insister auprès de Nesselrode pour que toutes les pétitions et les lettres serbes fussent remises entre les mains du tsar, afin qu'il pût juger des souffrances du peuple serbe qui, à la dernière heure, espérait encore trouver en lui son sauveur. « Soyez sûr que

1. L'archimandrite Nikchitch et ses camarades à l'archiprêtre Nénadovitch, le 17 janvier 1815. Voy. NÉNADOVITCH (L.-P.), *Documents pour servir à l'histoire serbe* (en serbe). Belgrade, 1861, p. 7-11.

ce sera fait, lui répondit Boulgakof, et *vous serez bientôt exaucé*; mais n'en dites mot à personne, sur votre honneur ¹ ».

L'infatigable député écrivait tous les jours à ses camarades à Zemlin pour les tenir au courant de ses démarches et des promesses qu'il recevait; il les assurait que le salut du peuple était en bonne voie. Mais de la Serbie ne cessait d'arriver les mauvaises nouvelles. Le 3 février, d'autres lettres de Zemlin parvinrent à Nénadovitch et à Nédoba : elles furent traduites en russe afin d'être remises au comte de Nesselrode et au tsar².

Le 7 février, Nénadovitch fut reçu par le conseiller d'État autrichien Prener. Celui-ci lui dit que la pétition serbe, remise à l'Empereur, avait été transmise au prince de Metternich avec la recommandation impériale qu'elle fût examinée dans la « Conférence secrète des affaires intérieures », afin de satisfaire aux désirs des émigrés serbes; que dans la suite elle avait été envoyée à l'internonce, à Constantinople, et que la cause serbe lui avait été recommandée tout particulièrement avec l'ordre de chercher l'occasion et la manière de représenter à la Porte l'affaire de Serbie. « Nous devons craindre, lui dit-il, de faire, dans une bonne intention, plus de mal que de bien, et nous ne pouvons maintenant procéder par la force ou par menaces. C'est pour cela que nous lui avons seulement recommandé la cause serbe en lui laissant le soin de choisir la manière dont il pourrait satisfaire au désir de l'Empereur et se rendre digne de sa grâce en travaillant utilement pour vous; le moment n'est pas propice pour faire quelque chose de plus et de mieux³. »

Le même jour, nouvelle lettre de Zemlin. « Hier — écrivait les amis de Zemlin — nous avons appris que les Turcs ont exécuté à Belgrade 96 Serbes qui se trouvaient en prison. Aujourd'hui ils ont amené à Belgrade l'higoumène du monastère Nikolié, le père Athanase, avec quelques paysans, et les ont empalés vivants devant Batal-Djamia⁴.... En outre, ils ont envoyé hier dans toutes les villes de Serbie l'ordre d'exécuter tous les Serbes qui s'y trouvent empri-

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 234.

2. *Ibid.*, p. 235.

3. *Ibid.*, p. 254-256.

4. Une mosquée à Belgrade.

sonnés.... Aujourd'hui Miloch (Obrénovitch) nous a envoyé un ami pour nous demander si nous avions de bonnes nouvelles, si bientôt quelque secours leur arriverait ou non, afin que ceux, qui ne veulent pas être victimes du courroux et de l'épée turcs, prennent les armes ou bien embrassent l'islamisme! Que pouvions-nous répondre, si ce n'est ce que nous avons reçu de vous. Nous les avons consolés, nous leur avons assuré qu'il y avait quelque espoir, nous les avons priés d'avoir patience.... Mais les Turcs, eux, ne patientent pas!... Nous nous sommes séparés en versant de chaudes larmes.... Que l'un des Empereurs ait pitié de ce peuple chrétien si éprouvé, et qui pendant des siècles a été le pilier inébranlable de la foi chrétienne¹ »....

Dès le lendemain, Nénadovitch se rendit à la chancellerie russe et montra la lettre qu'il venait de recevoir. Nédoba lui dit que les Serbes devraient calmer les Turcs avec de l'argent, avec de la « politique » ; que les knèzes devraient prier l'évêque de Belgrade de s'adresser au patriarche à Constantinople pour que celui-ci intervînt en leur faveur auprès du Sultan².

Le 8 février, le député serbe alla avec Frouchitch chez le conseiller d'État Prener. Il communiqua à l'Autrichien les nouvelles qu'il venait de recevoir ; lui dit le nombre des Serbes massacrés en quelques jours et le pria de demander à l'Empereur de vouloir bien envoyer au commandant de la frontière autrichienne l'ordre d'intervenir d'abord auprès du pacha de Belgrade afin que celui-ci, par égard pour la cour d'Autriche, mît un terme à ces atrocités ; et ensuite, de laisser entrer en Autriche tout Serbe qui tenterait de s'y réfugier pour sauver sa vie, ce qui depuis quelque temps ne leur était plus permis. Le diplomate autrichien l'assura que les atrocités commises en Serbie ne venaient pas du côté du Sultan, mais de Souléiman-Pacha de Belgrade, et que le gouvernement donnerait au commandant les ordres qu'ils réclamaient. Il lui dit encore que l'affaire serbe était très recommandée aux soins de l'internonce et exprima l'espoir que dans vingt-six jours la

1. L'archimandrite Nikchitch et ses camarades à l'archiprêtre Nénadovitch, le 28 janvier 1815. V. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 78-81.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 236-237.

situation changera¹. (Il comptait sans doute le temps nécessaire pour le voyage d'un courrier de Vienne à Constantinople et de là à Belgrade.)

Cependant les lettres que le député serbe avait fait traduire et porter à la chancellerie russe furent toutes remises au tsar, le 11 février. Le surlendemain, Nédoba fit part à Nénadovitch de cette bonne et importante nouvelle. « *Aujourd'hui — lui dit-il — notre Empereur communiquera à ses alliés et aux ministres étrangers les pétitions et les lettres qu'on lui avait fait remettre, et leur déclarera qu'il ne peut plus tolérer que le peuple serbe, qui est de la même religion que lui et placé sous sa protection, soit exterminé d'une façon si tyrannique. N'en doutez point, vous verrez bientôt les bons effets de cette démarche. Patientez pour savoir ce que les autres souverains répondront à la proposition de notre Empereur².* ».

III

En effet, l'empereur Alexandre ne restait pas insensible aux malheurs de la Serbie. Il se souvenait de la fidélité et de l'attachement que les Serbes n'avaient cessé de lui témoigner depuis 1804; il se rappelait les stipulations du traité de Bucharest que la Porte se refusait à exécuter, et cette promesse si souvent faite aux Serbes, soit par lui-même, soit par ses agents, que la Russie ne les abandonnerait pas. Indigné des cruautés commises par les Turcs en dépit d'un traité qu'il avait signé de sa main, il résolut d'agir, et intéressé, sans doute, par le comte Capo d'Istria en faveur de ses compatriotes grecs, il se décida à joindre la cause des Grecs à celle des Serbes, et à tenter une démarche en faveur de tous les chrétiens de l'empire ottoman. Cette démarche fut bientôt facilitée par les travaux du congrès même. Le congrès, en prohibant la traite des nègres, venait de montrer que les intérêts de l'humanité et de la civilisation en général ne lui étaient pas indifférents. L'empereur Alexandre crut que la

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 256-257.

2. *Ibid.*, p. 238.

question d'Orient était également digne d'attirer son attention. Dans sa pensée, les mêmes puissances qui s'étaient entendues pour flétrir la traite des nègres comme un fléau qui avait trop longtemps « désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité », ne pouvaient se refuser à considérer les excès des Turcs contre les chrétiens comme tout aussi révoltants et aussi contraires aux principes d'humanité et de morale universelle¹. Mû par ces considérations, le gouvernement russe adressa, vers le milieu de février², aux puissances alliées une note circulaire, dans laquelle il appelait leur attention sur les atrocités commises par les autorités turques en Serbie, et démontrait la nécessité absolue d'y mettre fin une fois pour toutes. Dans les « considérations » annexées à cette note, le gouvernement impérial s'efforçait de démontrer, non seulement le droit, mais *l'obligation* pour toutes les puissances chrétiennes et civilisées, sans exception, de prendre le parti des sujets chrétiens de la Turquie. Cette obligation dérivait, suivant lui, des prescriptions de la religion et de la charité chrétienne, et s'appuyait sur des arguments juridiques. Sous le premier de ces points de vue, l'empereur de Russie est le protecteur naturel des chrétiens orthodoxes placés sous la domination ottomane, de même que l'empereur d'Autriche et le roi de France sont les défenseurs naturels des catholiques d'Orient. Par conséquent l'empereur Alexandre est obligé, par sa religion et par la voix de sa conscience, de défendre les Serbes. « Les motifs communs à tous les États d'Europe, disait-il, sont la religion, la voix de la nature, le cri de l'humanité.... Il existe en Europe un code de droit des gens qui a *force de loi*, en temps de paix comme en temps de guerre. Ce *palladium* de l'ordre politique est, sans contredit, le fruit le plus précieux de l'état de civilisation. En vertu de ce droit universellement adopté, l'individu pris les armes à la main ne devient pas, pour toute sa vie, la propriété de son vainqueur; les droits de conquête sont mitigés, les nations se respectent l'une l'autre, toute cruauté gratuite et arbitraire est bannie des rapports entre les peuples. C'est en vertu de ce code auguste qu'une parité de droits est reconnue pour

1. *Revue du droit international et de la législation comparée*, 1877, t. IX, p. 44-77.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 239.

toutes les races d'hommes. C'est en se fondant sur ce qu'il statue, pour le bien de l'espèce humaine, que la cause des nègres a été portée au tribunal des souverains; c'est en invoquant les mêmes principes que les chefs de la famille européenne ont le droit d'exiger de la Porte la cessation de tant d'atrocités. »

« C'est pourquoi les puissances européennes ont le droit de se mêler des affaires de la Turquie, sans empiéter le moins du monde sur les droits supérieurs du Sultan. Ce droit doit être pleinement reconnu si l'on considère que la Porte a sous son sceptre deux classes d'hommes bien distinctes. La première se compose des mahométans, qui sont *ses sujets*, la seconde embrasse les chrétiens, qui ne sont que ses *tributaires*¹. Ces derniers, dont il s'agit maintenant, ne sont liés par aucun serment de fidélité et ont même *le droit de se placer, à volonté, sous la sujétion immédiate de telle ou telle puissance européenne*¹ (!)

Telles furent les propositions de la Russie aux puissances, en faveur des chrétiens de Turquie en général et des Serbes en particulier. Mais bien qu'elles fussent respectables, tant au point de vue de la justice éternelle, qu'au point de vue du droit des gens européen, et bien que le gouvernement russe eût fait comprendre son désir de placer les populations chrétiennes de la Turquie sous la *garantie collective* de toutes les puissances européennes, les idées d'Alexandre ne furent pas prises en considération, afin, sans doute, de ne pas favoriser le développement de l'influence russe sur les chrétiens orthodoxes en Orient. Les propositions du tsar s'évanouirent donc dans des discussions orales, et ne furent pas soumises au congrès même².

Le pauvre député serbe, ne sachant rien de ce qui se passait, ne cessait d'écrire à ses camarades de Zemlin, pour les encourager à patienter. Tous les jours, il se rendait à la chancellerie russe. Le 24 février seulement, il apprit quelque chose : Nedoba lui dit que le comte Razoumovsky s'était entretenu, le 13, de l'affaire serbe avec le représentant anglais; que celui-ci lui avait « bien répondu », et que, le

1. MARTENS, *Recueil des traités de la Russie*, t. III, p. 177.

2. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1877, p. 49-77.

lendemain, il allait en conférer avec l'autrichien. Le 27, nouvelles plus claires, mais mauvaises. « Cela ne va pas bien, dit Nédoba ; *les autres* font opposition, mais espérons toujours que la Serbie obtiendra du moins les privilèges dont jouit la Valachie¹ ».

Mauvaises nouvelles du congrès, mauvaises nouvelles de Serbie. « Vous nous avez demandé, écrivait-on de Zemlin à Nénadovitch, si les Serbes ne pourraient pas se racheter et se réconcilier avec les Turcs d'une manière quelconque?... Jugez vous-même. Le knèze Militch de Rajagne s'est racheté, lui-même, son fils et son petit-fils, pour 50 bourses². Les Turcs touchèrent l'argent et les firent empaler tous les trois ! Nicolas de Svetlitch, l'homme le plus notable du district de Krogouievats après le knèze, s'est racheté pour 40 bourses ; les Turcs empochèrent l'argent, puis le décapitèrent !... Milia, knèze du district de Ressava, a donné, il y a quelques jours, 20 bourses ; les Turcs prirent l'argent, puis l'égorgeèrent. Voyez maintenant s'il y a moyen de se racheter ou d'employer les moyens de conciliation : qui peut croire à la parole des Turcs ? Les Turcs se hâtent d'exterminer les Serbes, et l'on raconte que déjà, dans la Joupa³, *il ne reste plus un homme, mais seulement les femmes et les enfants*. On dit que dans le district de Krouchévats il n'est resté qu'un homme sur dix ; tous les autres ont été passés au fil de l'épée ou empalés. Maintenant tous les knèzes sont convoqués à Belgrade, avec ordre d'y amener tous les hommes de leurs villages qui ont été fonctionnaires civils ou militaires (sous Kara-George) ; il y a déjà douze jours qu'ils sont attendus à Belgrade et l'on dit que personne n'y est encore venu ! Le drogman de Zemlin racontait hier qu'à Belgrade on égorgeait sans cesse, chaque jour, 5, 6 ou 7 Serbes ! Ce Souléïman-Pacha, vizir actuel du pachalik de Belgrade, est celui-là même qui, en 1807, à l'occasion de la capitulation de Chabats, avait supplié Kara-George, *à genoux*, de l'épargner ; les Serbes ont tenu la promesse qu'ils lui ont faite : ils ne l'ont privé ni de la vie ni même de ses biens ; et lui, maintenant, infidèle à la parole donnée aux

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 259.

2. Une bourse valait 500 piastres.

3. Contrée du district de Krouchévats.

Serbes qui se sont rendus à lui, leur enlève et les biens et la vie¹ ».

Comme d'habitude Nénadovitch se rendit, cette lettre à la main, à la chancellerie russe et la lut à Nédoba. Celui-ci promit qu'elle serait remise le lendemain au tsar².

Cependant les mauvaises nouvelles ne cessaient d'arriver de Serbie. « Maintenant, écrivait l'archimandrite Nikchitch, après qu'ils ont tué Stanoïé Glavach et quelques autres, les Turcs ont mandé Miloch (Obrénovitch) et d'autres knèzes. Miloch seul est venu; les autres n'osent pas. Ce matin, Miloch nous a envoyé un de ses hommes pour demander ce qu'il devait faire; les Turcs le somment de leur livrer les commandants Moutap, Lomo et Protitch, le knèze Abraham, le pope Nicolas et d'autres chefs sous peine de perdre la tête! Radovitch a été pris par eux et amené à Belgrade. Maintenant ils veulent de nouveau confisquer les armes; les impôts sont énormes; le kharatch seul est de 15 piastres par tête, et déjà un grand nombre de Serbes se sont réfugiés dans les montagnes. La panique s'est emparée plus que jamais de la population, et je crois qu'ils se révolteraient tous ensemble, ne fût-ce que pour mourir tous le même jour! Oh, mon frère, autant vous nous encouragez, autant nous les encourageons; mais nous sommes fatigués d'entendre le récit de leurs souffrances..., nous n'entendons du côté de la Serbie que des pleurs... et, maintenant, si les Turcs prenaient les chefs qu'ils ont déjà réclamés à Miloch, et s'ils confisquaient les armes, les Serbes seraient au-dessous des esclaves et personne au monde ne pourrait leur venir en aide.... Ils demandent maintenant cette simple assurance que dans trois mois il y aura quelque chose, un secours quelconque; jusque-là, ayant entre les mains ce qui est nécessaire, ils pourront lutter avec les Turcs. Mettez-vous à genoux devant nos bienfaiteurs et suppliez-les, pour l'amour de Dieu et de notre religion, d'avoir pitié de nous et de dire seulement un mot pour que les Serbes ne soient pas complètement exterminés³ ».

A la communication de cette lettre, Nédoba répondit qu'il

1. Nikchitch, et ses camarades à Nénadovitch, le 20 février 1815. Voy. NÉNADOVITCH (L.-P.), *o. c.*, fasc. II, p. 11-13.

2. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 240.

3. *Id.*, p. 325-338.

fallait la remettre au cabinet de l'empereur et attendre sa réponse.

Le 9 mars, en arrivant à la chancellerie russe, le député serbe apprit un fâcheux événement. Un courrier du roi de Sardaigne avait annoncé à Vienne, dès le 5 mars, que Napoléon venait de quitter l'île d'Elbe. Cette nouvelle pouvait changer la direction des affaires; force était à Nénadovitch d'attendre quatre ou cinq jours. Cette incertitude dura tout le mois de mars et le mois d'avril. Les nouvelles de Serbie étaient de plus en plus alarmantes, et les réponses de la chancellerie russe toujours plus évasives¹. « Ces jours-ci, écrivait à Nénadovitch son camarade de Zemlin, le knèze Veillko a été empalé à Gradichté, et un autre knèze à Belgrade. L'archiprêtre de Sviléouva a été égorgé. On a envoyé quatre-vingts Turcs contre Stanoïé Glavach, qui en a tué onze avant de succomber. Trente Turcs sont allés combattre le commandant Poucha et l'ont tué par ruse. De même un grand nombre de Turcs ont assailli de nuit Constantin, gendre du commandant Pliakitch², enfermé dans sa maison; il s'est battu avec les Turcs jusqu'à ce que la maison fût incendiée : il y a été brûlé avec sa femme et ses enfants. On dit dans le peuple que les Turcs ont obtenu un firman, les autorisant à égorger tous les notables de la Serbie; « car, disent-ils, si nous avons la guerre avec les Russes, ceux-là nous inquiéteront le plus³ ».

« Le 20 mars — écrivait Molère — je me suis entretenu avec Miloch Obrénovitch qui était venu ici. Il dit que le vizir mande maintenant douze knèzes, un de chaque district, et trois prêtres, sous prétexte de les envoyer à Constantinople, afin d'obtenir du Sultan que lui, le vizir et les Turcs ne leur causent plus de mal ! Miloch assure que le vizir lui a demandé de nouveau s'il serait fidèle et s'il marcherait contre l'ennemi des Turcs : il prétend que les Turcs auront la guerre avec les Russes. Miloch dit que les Turcs se préparent à Sofia et en Bosnie. On vous a informé que les anciens commandants Moutap, Lomo et autres fuient les Turcs. Hier, un paysan de

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 241.

2. Pliakitch était le gendre de Kara-George.

3. Gabriel Nikolaïévitch à l'archiprêtre Nénadovitch, le 20 mars 1815. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 339-340.

Serbie a raconté ici au gendre du knèze Sima Markovitch que, dans le village de Vrèotsi, district de Belgrade, une réunion a eu lieu chez l'ancien capitaine Petko, à laquelle assistaient Moutap, Lomo, Drintchitch, Nicolas Katitch et des notables des autres districts au nombre de soixante; ils ont envoyé un des leurs à Ostroujnitsa pour demander s'ils pouvaient espérer être secourus par les puissances, car il ne leur restait plus qu'à embrasser l'islamisme ou à combattre. On leur a répondu qu'il faudrait attendre la réponse encore quelque temps. Nous vous recommandons d'en informer « notre espérance » (la Russie) et de demander une décision quelconque, car nous ne pouvons plus répondre au peuple¹ ».

Le député serbe court à la chancellerie russe, communique les lettres, prie, réclame une réponse. On lui répond qu'il y a espoir, mais qu'il faut attendre encore².

Mais, le 30 avril, Nénadovitch apprit qu'une insurrection avait éclaté en Serbie, et le 5 mai une lettre de Molère lui confirma la nouvelle. Il se précipite à la chancellerie autrichienne, informe le conseiller d'état Prener et lui demande conseil. « Notre internonce en a parlé au Divan, mais sans succès, répondit Prener. Le reis-effendi lui-même a dit *que les raïas qui se révoltent si souvent doivent mourir tous* ³! » Nénadovitch se rendit alors à la chancellerie russe et consulta Nédoba sur ce qu'il fallait faire. Sur son avis une nouvelle pétition à l'empereur Alexandre fut rédigée et remise le 9 mai⁴.

Le 11, Nénadovitch reçut des renseignements plus précis sur les origines et la marche de la nouvelle insurrection. On lui écrivait : « Les Turcs ont mis sur le feu l'ancien juge de Valiévo, Ranko, pour le contraindre à leur indiquer l'endroit où Jacob Nénadovitch avait caché des armes et des munitions; ils ont égorgé Pierre, knèze de Valiévo. Ils ont conduit à Belgrade, comme esclaves, le pope Athanase de Vranitch, avec toute sa famille. Trois notables de Grotska ont été amenés à Belgrade. Miloch, Moutap, Lomo, Drintchitch.

1. Pierre Molère à l'archiprêtre Nénadovitch, le 21 mars 1815. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., annexes, p. 343-344.

2. *Id.*, p. 242-243.

3. *Id.*, p. 258.

4. *Id.*, p. 245.

Basile de Baiévats et autres, voyant le danger, se sont réfugiés dans les montagnes. Les Turcs les ont invités à se rendre, mais ils n'ont pas osé revenir; alors les Turcs ont arrêté leurs familles et les ont emmenées à Belgrade. Les Serbes des autres districts, voyant que les Turcs menaçaient de les arrêter, eux aussi, et de les conduire comme esclaves à Belgrade, se sont levés tous. Les Turcs de Belgrade, ayant appris l'insurrection de toute la Serbie, ont envoyé aussitôt des troupes dans deux directions. Les Serbes les ont rencontrées d'abord près de Roudnik; ils les ont battues et brûlé la ville; puis ils ont battu un autre corps turc près de Valiévo et ils ont brûlé cette place et le bourg d'Oub. Maintenant les Serbes se battent sans cesse dans différents districts; ils nous invitent, nous tous qui habitons l'Autriche, à rentrer; ils nous demandent s'il y a des secours à attendre de quelque part, et si l'on pourrait leur fournir secrètement des armes et des munitions¹. »

Dès qu'il eut reçu ces lettres, le député serbe informa Kara-George et les autres chefs émigrés en Russie; il les invita à accourir en Serbie, à l'aide de leurs frères, et à prier le Sénat russe de ne pas abandonner les Serbes².

Puis il se rendit à la chancellerie russe, communiqua les nouvelles à Nédoba et à Boulgakof, et leur demanda une décision quelconque au sujet de la pétition serbe. « Attendez — répondit Boulgakof — j'ai beaucoup parlé en votre faveur; il y aura une décision³. »

Nénadovitch continua alors ses démarches auprès des diplomates autrichiens et obtint, le 20 mai, une nouvelle audience de l'empereur d'Autriche. Il se rendit au palais impérial, accompagné de son ami Davidovitch. Il expliqua à l'Empereur que les atrocités commises sur la population serbe l'avaient forcée à se révolter, et le pria d'intervenir avec les autres alliés auprès du Sultan, afin qu'un autre vizir fût nommé à Belgrade.

« Vous vous êtes jetés à l'eau, interrompit l'Empereur, et

1. Knèze Sima Markovitch avec quatre chefs émigrés à l'archiprêtre Nénadovitch, le 3 mai 1815. Voy. NÉNADOVITCH (L. P.), *o. c.*, fasc. II, p. 15-17.

2. L'archiprêtre Nénadovitch à Kara-George, le 11 mai 1815. Voy. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 347-349.

3. *Id.*, p. 245.

je crains que vous n'arriviez difficilement à gagner le rivage. Je vous plains et je désire que vous vous en tiriez. Je sais tout ce que vous avez souffert, je le sais par le commandant de ma frontière.

— Sire, reprit Nénadovitch, nous nous sommes jetés à l'eau non pas par suite d'un accès de fureur et en désobéissant au Sultan; mais nous y avons été contraints par une misère, pire que celle de 1813, alors que la moitié des Serbes s'est noyée dans la Save, tandis que l'autre a fui pour se mettre sous votre protection. Et puisque maintenant nous nous noyons sur la terre ferme, il vaut mieux une bonne fois sauter à l'eau, quitte à se noyer ou à se sauver! Mais si Votre Majesté, avec les autres alliés, nous tendait seulement le petit doigt, nous espérerions pouvoir aborder au rivage; au cas contraire, nous nous noierons aussi bien sur la terre ferme.

— Pourtant — interrompit l'Empereur — je ne puis pas vous aider : je suis maintenant en paix avec les Turcs. Et que demandez-vous? quels secours voulez-vous?

— Une faveur unique — reprit le député serbe — celle que vous avez accordée au peuple serbe depuis 1804 jusqu'en 1813.

— Qu'est-ce que j'ai fait auparavant? — ajouta l'Empereur — ce n'est qu'une fois seulement (!) que je vous ai donné un peu de poudre et de plomb.

— Sire — interrompit le député serbe — nous demandons aussi peu qu'alors. Et qu'on nous donne les armes saisies!

— Hé! — dit l'Empereur — vous voulez que je vous donne des fusils, pour tirer sur les Turcs?

— Non pas pour tirer sur eux — répondit le député serbe — mais pour nous *défendre* contre eux, jusqu'à ce que Votre Majesté, avec les autres alliés, nous prenne sous sa protection.

— Avez-vous été chez l'empereur Alexandre? demanda tout à coup l'Empereur.

— Nous avons sollicité une audience, — répondit le député — mais il ne nous a pas encore reçus.

— Ah! quelle politique de diables! reprit l'Empereur; il croit que personne ne sait ce qu'ils font avec les Serbes! Et pourquoi ne vous reçoit-il pas? Peut-être parce qu'il habite mon palais, mais cela m'est égal. »

L'audience prenant fin, le député demanda à l'Empereur l'autorisation, pour les émigrés serbes en Autriche, de retourner librement en Serbie.

« Et qui vous en empêche? demanda l'Empereur. Tu veux retourner, toi aussi?

— Oui, Sire, — répondit Nénadovitch — dès que vous nous aurez accordé la grâce demandée. »

Là-dessus, l'Empereur l'engagea à rester à Vienne pour attendre sa réponse et l'audience prit fin¹.

Le 22 mai, le député serbe, ayant communiqué à Nédoba les lettres qu'il venait de recevoir de Zemlin, selon lesquelles l'insurrection en Serbie faisait des progrès, sollicita du tsar un secours pécuniaire pour les Serbes. « A qui donner de l'argent? interrompit Nédoba, puisqu'il n'y a pas d'homme en Serbie à qui on pourrait confier des fonds; ils sont tous mauvais! » Nénadovitch se borna à protester poliment contre cette affirmation.

L'espoir dans le succès de la mission du député serbe n'avait jamais été plus faible qu'à la fin de mai, car à ce moment les puissances alliées étaient préoccupées de la lutte décisive avec Napoléon. Dès le 26 mai, l'empereur Alexandre quitta Vienne et se rendit à Heidelberg, au quartier général des armées alliées. Néanmoins Nénadovitch poursuivit encore ses démarches pendant quelques jours. Le 4 juin, il eut un entretien avec Boulgakof. Il l'informa que les Serbes luttaient constamment contre les Turcs, et qu'ils étaient toujours victorieux. « Je le sais, lui répondit le diplomate russe; mais faites ce qu'on vous a dit en premier lieu..., les Turcs s'arrêteront et l'Empereur prendra soin de tout: *il a écrit*²,...

Le député serbe fit encore quelques visites aux diplomates autrichiens. Il alla trois fois, avec Davidovitch, chez le conseiller d'état Prener pour demander une réponse, une décision. Lors de leur dernière entrevue, le 6 juin, le diplomate autrichien lui fit encore la même réponse. « Dans les circonstances actuelles, en ce moment, nous ne pouvons rien vous répondre; nous ne pouvons pas davantage vous aider

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 259-260.

2. *Ib.*, p. 246. Ces lacunes se trouvent dans le texte même de Nénadovitch.

selon votre désir ; n'espérez rien de nous. » — « Nous n'avons plus, reprit le Serbe, qu'à nous adresser à l'archiduc Renier, et s'il nous chassait, comme vous, nous reviendrons encore ; si vous nous chassez dix fois, nous reviendrons mille fois et nous réclamerons la grâce. » — « Je vous transmets ici, ajouta Prener, la réponse de M. de Metternich à votre première pétition ; vous pouvez faire ce que vous voudrez¹. »

Ainsi les puissances européennes restèrent insensibles aux souffrances et aux larmes de tout un peuple !

L'acte final du congrès ayant été signé le 8 juin, Nénadovitch n'avait plus rien à faire à Vienne. Comme les chefs des insurgés serbes le réclamaient, afin de connaître par lui la situation politique, il fit en hâte ses préparatifs, et prit le chemin de la frontière serbe.

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 261.

CHAPITRE XIX

I. — Miloch Obrénovitch à la tête de la seconde insurrection (avril 1815). — Échecs turcs à Palëj, à Lioubitch, à Pojarévats et à Doublié (juin-juillet 1815). — Affranchissement de l'intérieur du pachalik (juillet 1815).

II. — Attitude conciliante de la Porte. — Pourparlers entre Miloch et Khourchid-Pacha, vizir de Bosnie (avril 1815). — Démarches de l'évêque de Nisch auprès des chefs serbes pour les engager à négocier avec Marachli-Ali Pacha. — Échec des pourparlers entre Miloch et Khourchid (20 avril 1815).

III. — Négociations des chefs serbes avec Marachli-Ali Pacha. — Envoi d'une députation à Constantinople chargée des doléances du peuple (fin août 1815). — Pétition au tsar. — Réponse de la Porte. — Mécontentement général des Serbes. — Requête serbe au Sultan du 8 octobre 1815. — Nomination de Marachli-Ali Pacha au poste de gouverneur du pachalik de Belgrade. — Arrangement verbal entre Miloch et Marachli. — Miloch reconnu par le pacha knèze suprême du pays (novembre 1815).

I

La nouvelle insurrection prit promptement des proportions inquiétantes pour le pacha de Belgrade et ses Turcs.

Après avoir battu les deux premiers détachements ennemis près de Roudnik et près de Valiévo, les insurgés eurent soin de s'organiser. Le 25 avril, profitant de la fête des Rameaux, ils se réunirent en grand nombre à l'église de Takovo, dans le district de Roudnik, et mirent à leur tête Miloch Obrénovitch. Le nouveau chef se rendit le même jour auprès de sa famille dans le village voisin de Tsrnoutcha, y endossa son ancien uniforme de commandant, revêtit ses armes, et, prenant sa bannière, la planta devant sa maison, en disant aux hommes qui l'accompagnaient : « Me voici ; vous voilà. — Guerre aux Turcs ! » Puis il rentra chez lui et ordonna à son secrétaire d'écrire aux notables du pachalik de se lever et de préparer leurs hommes à la lutte ¹.

1. KARADJITCH (Vouk. Steph.), *Œuvres historiques et ethnographiques réunies*, t. I, p. 146.

D'autres bandes d'insurgés s'étaient déjà organisées dans d'autres districts, surtout dans ceux voisins de la Save; les émigrés serbes de l'Autriche commençaient aussi à arriver au secours de leurs frères ¹.

Effrayé des progrès de l'insurrection, le pacha de Belgrade envoya contre les insurgés son lieutenant Imchir-Pacha, à la tête de plusieurs milliers d'hommes. Cette armée déboucha dans la vallée de la Morava de l'ouest et vint camper à Lioubitch près de Tchatchak, où les Serbes réussirent à se retrancher à la hâte. C'est là qu'une grande bataille se préparait.

Mais un certain nombre de Turcs s'étant fortifiés à Palej, Miloch y courut avec une partie de ses troupes, dispersa les Turcs, leur prit un canon et revint à Lioubitch. Là, la bataille avait déjà commencé : la lutte fut longue et inégale; finalement Imchir-Pacha étant tombé sous la balle d'un paysan serbe, les Turcs se dispersèrent en laissant aux insurgés un grand butin.

Au commencement de juillet, Pojarévats et ensuite Karanovats capitulèrent.

Bientôt après ces victoires, Miloch reçut des nouvelles des émigrés serbes, qui se trouvaient encore sur le territoire autrichien. Ils lui annonçaient que l'archiprêtre Nénadovitch était arrivé de Vienne, et que, malgré tous les renseignements fournis aux puissances représentées au congrès de Vienne, l'espoir des Serbes d'être secourus, sans toutefois cesser d'exister encore, n'était ni ferme ni sûr. Ils l'informaient que les « Impériaux » étaient entrés à Paris et qu'ils étaient, comme d'heureux vainqueurs, « pleins de joie »; ils exprimaient leur conviction qu'ils ne resteraient pas indifférents à la cause serbe, si l'on se présentait de nouveau devant eux, avec de nouvelles pétitions. Comme Miloch et la plupart des chefs étaient peu lettrés, ils leur envoyèrent des pétitions toutes rédigées en conseillant à Miloch de réunir les autres chefs, de s'entendre avec eux, de signer les pétitions et de choisir des députés qui iraient les porter à Paris. Enfin ils le priaient d'instituer un Sénat, « ne fût-il composé que de trois membres et ne siégeât-il que dans la forêt », lui repré-

1. NÉNADOVITCH, *Mémoires*, 1^{re} éd., p. 549-550 et 551-552.

sentant que c'est à cela que les étrangers tenaient le plus, et qu'ils demandaient tout d'abord des renseignements sur les chefs et sur les institutions du pays ¹.

Cette lettre ne pouvait manquer de produire une pénible impression sur les insurgés. Ils attendaient un prochain secours de la part des Russes, et voici qu'on leur annonçait que l'espoir n'en était même pas « sûr ni ferme » !

Leur situation, d'ailleurs, était très critique, surtout au point de vue matériel. La population de la Serbie s'était appauvrie au cours des dernières années ; le manque d'argent se faisait sentir partout ; et comme, dès la réouverture des hostilités, le gouvernement autrichien s'était empressé de fermer sa frontière du côté de la Serbie, toute exportation et, par suite, tout commerce, tout gain étaient devenus impossibles ². Point d'argent, point de munitions, point d'armée, point de vivres, et bientôt la disette !

Or, c'est à ce moment précis qu'on leur annonça que l'armée de Kourchid-Pacha, vizir de Bosnie, se dirigeait sur la Serbie ! Ils n'étaient pas en mesure d'affronter la lutte avec une grande armée, car ils étaient peu nombreux, et, ainsi qu'on vient de le voir, sans armes et sans munitions : il ne leur restait donc qu'à négocier la paix. Miloch s'entendit avec d'autres chefs, et une grande réunion fut convoquée à Valiévo. Elle eut lieu le 17 juillet. Miloch y fut reconnu pour le knèze principal (*glavni knèze*), et les chefs se mirent d'accord pour entamer avec les Turcs des négociations pour la paix, et conclure avec eux une convention quelconque, afin de sauver le peuple de cet imminent péril. Connaissant Kourchid-Pacha depuis 1815 lorsque, après le départ de Kara-George, il avait occupé la Serbie, Miloch lui écrivit la lettre suivante :

« Nous tous, knèzes et maires, avec tout le peuple serbe, lorsque nous avons appris que tu étais descendu à Zvornik, nous nous en sommes tous réjouis, et c'est pour cela que nous t'envoyons cette lettre et te prions de nous permettre de nous rencontrer avec toi, afin de t'exprimer notre

1. Gaïa Nikolaïévitch à Miloch Obrénovitch, le 6 juillet 1815. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, 88-92.

2. Miloch Obrénovitch à Pierre Dobrniats, le 8 août 1815. *Id.*, 102-105.

indigence et les motifs de notre insurrection contre les Turcs. Ne crois point, honorable vizir, que nous nous sommes soulevés contre le Sultan et ses hommes; ne crois pas que Souleïman-Pacha ait gouverné d'après ce que tu as prescrit au nom du tout-puissant Empereur, et qu'il nous ait traités comme les raïas du Sultan; il a été chez nous comme un loup parmi les brebis. C'est pour cela que nous te prions de nous permettre de venir à toi, ou bien de nous envoyer tes hommes afin de nous entretenir ici et d'exprimer toutes nos peines. Ne pense pas que nous ayons peur et que ce soit pour cela que nous t'écrivons. Nous ne pouvons plus avoir peur de personne, mais nous avons peur d'être tyrannisés et nous nous opposerons à quiconque viendra contre nous; et nous espérons, au nom de Dieu et de la justice, que l'Empereur nous accordera sa grâce, comme nous le méritons ¹ ».

Pendant qu'ils attendaient la réponse de Kourchid, les courriers leur apportèrent la nouvelle qu'Ali-Pacha de Nikchitch avait passé la Drina pour secourir le pacha de Belgrade, et qu'il s'était retranché à Doublié. Miloch rassembla une grande partie de ses hommes et s'y dirigea avec le commandant Drintchitch. Le commandant Sima Nénadovitch, frère de l'archiprêtre, qui avait récemment quitté l'armée autrichienne où il servait comme lieutenant pour passer en Serbie, y arriva avec les insurgés du district de Valiévo. Le 26 juillet, les Serbes attaquèrent les retranchements ennemis et, après une lutte acharnée qui coûta la vie à Nénadovitch et à Drintchitch, réussirent non seulement à s'en emparer; mais encore ils firent prisonniers Ali-Pacha lui-même et un grand nombre de ses soldats. Le chef eut des égards particuliers pour le pacha et ses soldats, et quelques jours plus tard il les fit accompagner par ses hommes jusqu'à la Drina et les laissa retourner librement en Bosnie ².

Après la bataille de Doublié, tous les Turcs habitant la Serbie furent chassés de la campagne et contraints de se retirer dans les places fortes; toutes les villes du pays se trouvèrent entre les mains des insurgés, excepté Tchoupria et les forteresses de Belgrade, de Chabats, de Feth-Islam et de Soko.

1. Miloch Obrénovitch à Kourchid-Pacha, le 17 juillet 1815. *Id.*, p. 87-88.

2. Miloutinovitch (S), *o. c.*, p. 382.

II

La mission de l'archiprêtre Nénadovitch à Vienne, malgré son échec apparent, n'avait pas été stérile. L'intervention que les communications successives du député serbe avaient provoquée, de la part des cours de Russie et d'Autriche, à Constantinople, ne manqua pas d'influer sur la politique de la Porte à l'égard de la Serbie. Il faut en dire autant de la tentative de l'empereur Alexandre de faire intervenir les puissances en faveur des Serbes, et des chrétiens de Turquie en général ; certaines puissances, surtout l'Angleterre, durent en parler à Constantinople. Enfin le désastre infligé à Napoléon par les alliés dans la plaine de Waterloo acheva de déterminer le Sultan à pacifier la Serbie, car il devait éviter toute complication avec l'empereur Alexandre, devenu en ce moment le souverain le plus influent de l'Europe. Dans ce but la Porte avait chargé les deux vizirs voisins de la Serbie, celui de Roumélie et celui de Bosnie, d'opérer avec leurs troupes une démonstration militaire sur les frontières de la Serbie, afin de ramener les insurgés à la paix.

En effet, les chefs des insurgés serbes reçurent à l'improviste, au commencement d'août, une lettre de l'archevêque de Nisch qui, tout en qualifiant l'insurrection « d'œuvre du diable », leur conseillait de faire la paix, en leur affirmant que le vizir de Roumélie, Marachli-Ali Pacha, était le fidèle serviteur du Sultan, qu'il avait de la compassion pour les Serbes, et que, s'ils se calmaient, ils obtiendraient un régime meilleur que celui dont ils jouissaient du temps de Moustapha-Pacha¹. Les chefs serbes devinèrent que cette lettre avait été rédigée sur l'ordre de Marachli-Pacha lui-même, et, bien que Miloch se trouvât absent en ce moment, ils s'empressèrent de répondre au prélat en son nom. Après l'avoir remercié de sa lettre et lui avoir exposé tous les maux que le peuple avait soufferts sous le gouvernement de Souleïman-Pacha, ils l'assuraient qu'ils ne s'étaient point soulevés

1. L'évêque de Nisch aux chefs serbes (le 6 août?) 1815. Voy. *Mémoires de l'Académie Royale de Serbie*, t. XXXVII, p. 147.

contre le Sultan, mais seulement contre des malfaiteurs, et qu'ils avaient déjà donné les mêmes assurances à Kourchid-Pacha, vizir de Bosnie. Ils lui promettaient que Miloch, alors absent, lui écrirait de nouveau dès son retour, et l'inviterait à venir délibérer avec lui en compagnie de deux délégués de Marachli-Ali Pacha. Ils ajoutaient que si le pacha et lui parvenaient à faire arriver jusqu'au Sultan les députés serbes avec les plaintes du peuple, les Serbes sauraient leur en témoigner leur reconnaissance d'une autre manière encore, c'est-à-dire avec des présents. Enfin ils donnaient à entendre qu'ils désiraient avoir en Serbie un vizir avec un nombre strictement déterminé de soldats, et qu'ils n'y souffriraient d'autres Turcs que les commerçants; qu'ils prêteraient serment de payer au Sultan et aux spahis ce qu'ils avaient payé par le passé; qu'ils en remettraient le montant au vizir; enfin, qu'ils défendraient le pays contre tous les ennemis du Sultan, et obéiraient à tous ses ordres. « Mais, terminaient-ils, si l'honorable vizir croit qu'il parviendra à nous contraindre par la force à capituler comme en 1815, il se trompe, et il assumera de graves responsabilités devant Dieu et devant le Sultan. Car nous ne capitulerons pas, tant qu'un seul d'entre nous, en état de porter les armes, restera vivant; et nous avons juré d'égorger celui qui oserait parler de capitulation, avant que le récit de nos souffrances ne soit communiqué au Sultan, et avant de voir son firman de nos yeux. Que si nous autres, qui pouvons porter les armes, devons périr tous, et qu'alors nos femmes et nos enfants soient livrés à la merci des Turcs, du moins ne verrons-nous pas ce qu'ils en feront. »

Le lendemain du jour où des chefs serbes envoyaient cette réponse au nom de Miloch, celui-ci tenait à Roudnik une importante réunion avec d'autres chefs. Se trouvant dans une position des plus difficiles, tant au point de vue militaire qu'au point de vue matériel, et ignorant les intentions de la Porte à l'égard de la Serbie, ils résolurent de tenter, une fois encore, d'intéresser l'empereur Alexandre à la situation de leur patrie et d'en obtenir des secours pour la continuation éventuelle de la lutte. Pierre Dobrniats, ancien chef serbe qui

1. Les chefs serbes à l'évêque de Nisch, le 7 août 1815. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 96-99.

se trouvait exilé en Russie depuis 1811, fut désigné pour remplir cette mission, et pleins pouvoirs lui furent envoyés¹.

Sur ces entrefaites, Kourchid-Pacha avait fait bon accueil aux députés serbes, porteurs de la lettre de Miloch du 17 juillet. Il les avait gardés pendant quelques jours près de lui. Mais aussitôt qu'il eut appris l'issue de la bataille de Doublié, et la conduite de Miloch envers Ibrahim-Ali Pacha et les autres prisonniers, il répondit au chef serbe en le priant de venir en personne négocier avec lui. En même temps Ibrahim-Ali Pacha, le prisonnier de Doublié, et Ali-Aga Sertchesma, à qui Miloch avait fait sa soumission en 1815, l'invitaient sur parole à venir librement, et lui promettaient de l'attendre avec leurs hommes à la frontière et de le conduire auprès de Kourchid².

Ces lettres furent remises à Miloch le 12 août. Comme l'évêque de Nisch insistait sans cesse pour persuader aux Serbes d'entamer les négociations avec Marachli-Ali Pacha, en affirmant que ce pacha était chargé par la Porte de rétablir l'ordre en Serbie, le chef serbe résolut d'entrer en pourparlers avec les deux parties à la fois, sans doute afin de voir qui offrirait les conditions les plus avantageuses. Il accepta donc le rendez-vous avec Kourchid-Pacha; mais, se trouvant à ce moment dans le district de Yagodina à proximité du camp de Marachli-Ali Pacha, il désira d'abord apprendre les conditions de celui-ci. Dans ce but il répondit à l'évêque de Nisch, et lui fixa un rendez-vous pour le 15 août au monastère de Yochanitsa³. Celui-ci n'étant pas arrivé à l'heure indiquée, le chef serbe, afin de ne pas manquer son entrevue avec Kourchid-Pacha, dut partir pour la Drina⁴.

Le 20 août, il se trouvait déjà dans le camp serbe à Kitog près Chabats, où il rencontra Pierre Molère, l'archimandrite Nikchitch et plusieurs autres chefs. Il leur confia sa résolution de se rendre auprès de Kourchid-Pacha. Défiants à l'égard des Turcs, presque tous les chefs lui conseillèrent de revenir sur sa décision, lui représentant tous les dangers qu'il courait entre les mains du pacha, et le péril que le peuple

1. Miloch Obrénovitch, avec les commandants de tous les districts de la Serbie, à Pierre Dobrniats, le 8 août 1815. Voy. *Id.*, p. 102-104.

2. Miloch à Ibrahim Pacha, le 11 août 1815. *Id.*, p. 100.

3. Le même à l'évêque de Nisch, le 12 août 1815. *Id.*, p. 104.

4. Le même au même, le 20 août 1815. *Id.*, p. 105.

courait également dans le cas où lui, leur chef, serait égorgé par leurs ennemis ou seulement retenu prisonnier dans leur camp. Mais Miloch se fiait à la parole du vizir et de ses amis Ibrahim-Ali Pacha et Ali-Aga, et pensait que par sa visite à Kourchid et aux seigneurs de Bosnie il ne pouvait que les rendre plus cléments envers les Serbes. Il exposait ses raisons à ses camarades, lorsqu'un courrier arriva avec la nouvelle qu'Ibrahim-Pacha et Ali-Aga avec leurs hommes étaient arrivés à Léchnitsa. Alors les chefs serbes cédèrent, et Miloch, suivi de quelques knèzes et d'un certain nombre de soldats, se rendit à Léchnitsa, et de là, en compagnie des Turcs, au camp de Kourchid-Pacha.

La première entrevue avec le vizir de Bosnie eut lieu le 21 août. Le chef serbe, après avoir déposé ses armes devant le vizir, s'efforça de le convaincre que les Serbes étaient restés fidèles au Sultan, et qu'ils ne s'étaient insurgés que contre la tyrannie de Souleïman-Pacha, et celle de ses subordonnés. Puis il affirma que le peuple, aussitôt qu'il avait appris l'arrivée du vizir à la frontière, l'avait prié, lui son nouveau chef, d'aller lui présenter ses hommages, de lui rendre compte de l'état des choses dans le pays et d'implorer sa protection. Kourchid-Pacha l'assura de son côté que ni la Porte ni lui personnellement n'autorisaient la tyrannie et les exactions; que le peuple avait bien fait de l'envoyer auprès de lui, et que le Sultan serait informé de tout pour le bien du peuple et pour le châtimement de tous les malfaiteurs¹.

Le lendemain, le vizir le fit venir et lui dit qu'en sa qualité de gouverneur de Bosnie il allait écrire à la Porte, et qu'il espérait obtenir aux Serbes non seulement l'amnistie, mais encore la cessation des exactions et un allègement en toutes choses; seulement il demandait aux Serbes de déposer leurs armes, afin de lui faciliter cette tâche. Miloch essaya de se dérober à cette demande, en alléguant qu'il ne pouvait rien promettre avant de convoquer une réunion des délégués de tout le pays pour avoir leur avis. Il demanda donc au vizir de conclure un armistice d'un mois, et de le laisser retourner en Serbie pour préparer cette réunion. Le vizir objecta qu'un armistice de trois semaines pourrait suffire, et qu'il n'était

1. MILOUTINOVITCH (S.), *o. c.*, p. 406-407).

pas nécessaire qu'il allât lui-même en Serbie ; il pouvait mettre par écrit tout ce qu'ils auraient convenu ensemble et confier la lettre aux knèzes présents, qui l'expliqueraient au peuple, et rapporteraient une réponse écrite, signée par tous les notables et munie de leurs cachets, qu'une délégation turco-serbe porterait à Constantinople. Sur quoi on attendrait la réponse de la Porte. Miloch continua à se dérober. Il répondit que, pour obtenir des chefs du peuple le consentement à son entrevue avec le vizir, il avait dû leur jurer qu'il ne resterait absent que trois jours ; qu'il ne pouvait donc accepter sa proposition. Il affirmait, d'ailleurs, que sa présence parmi le peuple serait indispensable pour la réussite des négociations. Un des chefs turcs présents ayant dit qu'il faudrait le retenir, le chef serbe lui rappela qu'il était venu après avoir reçu une parole d'honneur, et que, au cas où il ne lui serait pas permis de s'en retourner avec ses hommes, les Serbes perdraient toute confiance dans les Turcs et s'empresseraient d'émigrer en Autriche. Alors Ali-Aga fit entendre à l'assistance que tant que lui et ses quatre cents hommes seraient vivants, son pobratime Miloch pourrait venir et retourner librement. Le vizir aussi prit sa défense et dit qu'il n'avait jamais manqué et ne manquerait jamais à sa parole. Il s'entendit avec Miloch pour envoyer des délégués turcs en compagnie d'un knèze serbe à la frontière, afin d'informer les postes turcs et serbes de l'armistice conclu, et d'annoncer aux Serbes le prochain retour de Miloch.

Le troisième jour, au matin, le vizir chargea secrètement Ali-Aga de recommander à Miloch d'employer tous ses efforts à calmer les Serbes, tandis que lui, le vizir, de son côté, ferait tout le possible en leur faveur ; de l'informer que Marachli-Ali Pacha, venant de Roumélie vers les frontières de Serbie, était muni d'un firman spécial de la Porte pour mettre fin aux exactions en Serbie et pour punir les coupables ; et qu'il ferait bien d'aller le voir et de lui exposer tous les maux que le peuple avait déjà soufferts. Le lendemain matin, Miloch partit vers la Drina et arriva sain et sauf à Kitog, le 24 août ; il fut reçu par tous avec de grandes démonstrations de joie, et apprit que les chefs serbes du côté de Yagodina l'attendaient pour négocier avec Marachli-Ali Pacha ¹.

1. Tous ces détails se trouvent dans Miloutinovitch (S.), *o. c.*, p. 401-419.

III

Pendant le séjour de Miloch au camp de Kourchid-Pacha, les chefs serbes qui se trouvaient au camp des insurgés près de Yagodina, Vouitsa Voulitchévitch, l'archiprêtre Nénado-vitch, et Jean Obrénovitch, frère cadet de Miloch, se décidèrent, sur les instances des émissaires de Marachli-Ali Pacha, à entrer en négociations avec lui. Le pacha reçut leurs délégués avec bienveillance, écouta avec attention leur exposé des maux que le peuple avait endurés sous le gouvernement de Souleïman-Pacha, et leur fit des propositions avantageuses. Il leur déclara tout d'abord qu'il n'exigerait pas que le peuple déposât ses armes. « Soyez seulement obéissants au Sultan, dit-il, et vous pourrez, si cela vous fait plaisir, porter des canons à la ceinture; et, si Dieu le veut, je vous mettrai en selle sur de bons chevaux, et je vous donnerai pour vêtement des fourrures de zibeline¹. » Il les engagea ensuite à rédiger au nom du peuple une lettre de doléances adressée au Sultan, et à la faire porter par une députation à Constantinople; en attendant la réponse, et comme signe d'obéissance au Sultan, il leur demanda de permettre à son kyaya-bey de passer jusque sous les murs de Belgrade avec une partie de ses troupes. Ces propositions furent acceptées, et aussitôt l'on rédigea au nom des raïas du pachalik de Belgrade des « instances », énumérant les exactions et les atrocités auxquelles le peuple avait été en butte, et implorant l'envoi d'un gouverneur honnête à qui les raïas paieraient un tribu bien déterminé². La pièce fut remise à deux députés, le knèze Miloïé Théodorovitch et le moine Néophite, qui partirent le 24 août pour la capitale turque, en compagnie du harem-kyaya du pacha³. En même temps le kyaya-bey fut autorisé à passer à Vratchar, devant Belgrade, avec

1. KARADJITCH (Vouk. Steph.), *o. c.*, p. 165. — SAINT-RENÉ TAILLANDIER, *o. c.*, p. 205.

2. « Instances » envoyées à Constantinople, en date du 24 août 1815. Voy. Petrovitch (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 106-109.

3. Les raïas du « sandjak de Semendria » au Sultan, le 8 oct. 1815. *Id.*, p. 125-150. — Harem-kyaya signifie administrateur du harem du pacha.

un détachement de 1200 hommes environ. Quant à Souleïman-Pacha, il restait enfermé dans la forteresse de Belgrade avec le peu d'hommes qu'il avait encore sous ses ordres¹.

Quelques jours après, au commencement de septembre, Miloch revint du camp de Kourchid-Pacha. Marachli-Ali Pacha, ayant appris son arrivée, lui envoya son tchourtechi-bachi², un chrétien nommé Yordan, pour l'inviter sur parole à le venir voir. Pour prouver la sincérité de sa parole, il lui envoyait, selon la coutume turque, son chapelet. Miloch accepta, fit de Yordan son pobratime et se rendit avec lui auprès du pacha. Il en reçut l'accueil le plus flatteur. Dans une longue conférence, ils s'entendirent. Le pacha reconnut Miloch comme knèze principal du pays, et lui fit des promesses avantageuses pour lui-même et pour le peuple, à condition qu'ils prêtassent le serment de fidélité au Sultan pour eux-mêmes et leur postérité³. Puis ils s'engagèrent à attendre la réponse de la Porte et le retour des députés de Constantinople, en gardant les positions qu'ils occupaient en ce moment avec leurs troupes respectives; Marachli promit d'informer Kourchid-Pacha de l'armistice conclu.

Le 14 septembre, déjà, un courrier de Constantinople apprenait à Marachli-Ali Pacha que les députés serbes avaient été bien reçus à la Porte, et que leurs doléances avaient été bien accueillies par le Sultan. Le pacha s'empressa d'en faire part à Miloch⁴.

Cette nouvelle causa naturellement une grande joie aux chefs serbes, mais ils ne s'en laissèrent pas exagérer l'importance. Lorsqu'ils avaient envoyé la première députation, ils avaient décidé qu'à son retour une autre députation irait retracer de nouveau le tableau des malheurs et de l'esclavage de leur pays, et transmettrait au Sultan les desiderata du peuple serbe; et qu'ils ne prêteraient le serment de fidélité que quand ces desiderata auraient été accomplis par la Porte⁵. En même temps, ils s'étaient adressés de nouveau à Dobr-

1.-Le *Moniteur* du 5 et du 21 octobre 1815; et Miloutinovitch (S.), *o. c.*, p. 420.

2. Gardien des fourrures.

3. Miloch à Dobrniats, 1815. Voy. Petrovitch (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 110-112.

4. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 15 sept. *Id.*, p. 118-119.

5. Miloch à Dobrniats, le 18 septembre 1815. *Id.*, p. 119-120.

niats, leur plénipotentiaire en Russie. Le 9 septembre, ils l'informèrent par lettre de la situation difficile du pays, et de l'obligation où ils se trouvaient de négocier avec les Turcs, afin de sauver le pays par une convention quelconque. Le vizir, ajoutaient-ils, exigeant d'eux le serment de fidélité au Sultan, ils voulaient, avant tout, s'assurer si quelque espoir restait encore du côté de la Russie, afin de pouvoir demeurer sous les armes¹.

Cependant Miloch s'empessa de remercier le pacha, et par son intermédiaire la Porte et le Sultan, de leurs bonnes dispositions envers les Serbes².

Mais le 18 septembre il s'adressait de nouveau à Dobrniats. En lui envoyant la lettre du 9 septembre, qu'il n'avait pas eu la possibilité de lui expédier plus tôt, il lui demandait « si cet automne il y aurait la guerre entre la Russie et la Turquie ». Au cas où la guerre éclaterait, il le priait de demander pour les Serbes des munitions, des secours d'argent, et autant de troupes qu'il en fallait pour garnir les forteresses du pays. Les Serbes, ajoutait-il, se battront de tout leur cœur avec les Turcs. S'il ne devait pas y avoir de guerre, les Serbes se verraient contraints de conclure avec les Turcs un traité de paix perpétuelle et de prêter le serment de fidélité. « Jetez-vous, lui disait-il en terminant, aux pieds de notre auguste protecteur, au nom de tout le peuple serbe, et priez-le de donner une réponse bonne ou mauvaise, afin que nous puissions soit marcher de l'avant sans tourner la tête, soit nous attacher aux Turcs et réclamer d'eux la paix et le bonheur³. »

Peu de jours après, la députation de Constantinople était de retour en Serbie. Les députés confirmaient aux chefs serbes le bon accueil qu'ils avaient reçu et la concession faite par le Sultan d'un firman d'amnistie (*iltah-firman*); d'ailleurs ce dernier avait chargé Marachli-Ali Pacha, Kourchid et Souleïman-Pacha de procéder à une enquête au sujet des exactions commises en Serbie et d'y rétablir l'ordre⁴!

Cette résolution de la Porte n'était pas de nature à dissiper

1. Le même au même, le 9 septembre 1815. *Id.*, p. 111.

2. Le même au même, le 18 septembre 1815. *Id.*, p. 119-120.

3. Le même à Marachli, le 25 septembre 1815. *Id.*, p. 118.

4. Le même au Sultan, le 27 septembre 1815. *Id.*, p. 121.

la défiance des Serbes. Elle jeta la consternation parmi les chefs. Réunis autour de Miloch au camp de Yagodina, ils décidèrent de protester contre cette mesure en envoyant à Constantinople une nouvelle députation, composée de quatre membres chargés de remettre à la Porte tous les livres de compte du pachalik de Belgrade pendant le gouvernement de Souleïman-Pacha. Le 27 septembre, ils rédigèrent, sans doute avec la permission secrète de Marachli, une pétition au Sultan, dans laquelle ils protestaient contre la désignation de Kourchid-Pacha en le qualifiant d'ennemi du peuple, et l'accusant de les avoir empêchés de faire parvenir leurs doléances au Sultan. Quant à Souleïman, ils lui annonçaient qu'ils envoyaient à Constantinople quatre nouveaux députés, porteurs des livres de perceptions du pachalik de Belgrade pendant son gouvernement. On pourrait y voir les sommes que le pacha et ses subordonnés avaient prises au peuple; si l'on ne voulait le croire, on n'aurait qu'à faire une enquête. Après avoir déclaré qu'ils préféraient la mort à l'administration de ces deux pachas, ils se répandaient en éloges sur le compte de Marachli-Ali Pacha, louant sa bonté, son intelligence et son dévouement aux intérêts du Sultan et du peuple, et priaient la Porte de le leur laisser comme gouverneur du pachalik, en promettant de lui obéir¹.

Ils adressèrent en même temps une autre lettre au patriarche, le priant d'intervenir en faveur de la nomination de Marachli². Puis ils firent choix de l'archimandrite Nikchitch, le munirent de pleins pouvoirs pour négocier avec la Porte et le firent partir immédiatement pour Constantinople³.

Quinze jours ne s'étaient pas écoulés depuis le départ de l'archimandrite que déjà les chefs serbes songeaient encore à une nouvelle démarche. Comme trois députés, le knèze Axentius Milovanovitch, Miloutine Pétrovitch, et le secrétaire de Miloch, Démètre Georgévitch, devaient partir le 8 octobre pour rejoindre l'archimandrite Nikchitch, les chefs leur confièrent une requête, où ils avaient formulé tous leurs deside-

1. Miloch Obrénovitch au Sultan, le 27 sept. 1815. *Id.*, p. 120-122.

2. Le même au patriarche, le 27 sept. 1815. *Id.*, p. 123.

3. Le même à l'archimandrite Nikchitch, le 27 sept. 1815. *Id.*, p. 123-124.

rata. Dans cet acte, long et important, dressé au nom « des raïas du sandjak de Semendria » et adressé directement au Sultan, ils réclamaient son pardon en l'assurant que les Turcs leur avaient fermé tout accès pour lui faire parvenir leurs doléances. Ils reconnaissaient sans doute avoir mal agi en rejetant le firman qu'il leur avait accordé en 1806 : mais ils affirmaient que la faute n'en était pas au peuple serbe et à ses chefs actuels, mais « à ces quatre chefs » qui, disaient-ils, nous ont gouvernés, qui se sont laissé tromper par les Russes et qui se trouvent maintenant parmi ceux qui les ont trompés. Ils assuraient de nouveau que leur dernière insurrection n'avait été provoquée que par les méfaits de Souleïman-Pacha et de ses subordonnés : ils joignaient l'inventaire des amendes dont le peuple avait été grevé pendant le gouvernement de ce pacha et lui demandaient, à lui et à son divan, s'il était convenable de prendre tant d'argent aux raïas dans un laps de temps si court. Ils sollicitaient leur pardon et le rétablissement de paix. Mais ils ajoutèrent aussitôt qu'après avoir mûrement réfléchi, ils avaient trouvé que la paix entre les Turcs et les Serbes ne serait pas possible, tant qu'un firman général n'aurait point déterminé ce que le peuple aurait à donner au Sultan et aux spahis, comme il avait été fait en 1806. En conséquence ils demandaient : 1^o un vizir qui gouvernerait d'après les lois ottomanes et conformément aux ordres du Sultan ; il résiderait à Belgrade avec un certain nombre de Turcs dont aucun n'aurait déjà vécu en Serbie, afin que les rancunes fussent oubliées et que le peuple effrayé se calmât : 2^o la liberté pour le peuple de pratiquer sa religion, d'instruire ses enfants, et de porter les armes, ainsi que cela se faisait du temps de Moustapha-Pacha ; en outre, l'autorisation de porter les armes afin de se défendre jusqu'à l'arrivée des troupes du Sultan, au cas où de mauvais Turcs auraient attaqué le pays ; 3^o que défense fût faite aux Turcs d'habiter les petites villes (palanques), et les villages jusqu'à ce que le peuple fût apaisé, les désordres ayant toujours été motivés par ce fait que les Turcs se répandant par la campagne, essayaient de dépouiller les paysans de leurs terres et les commerçants de leurs marchandises ; l'autorisation aux knèzes de juger tous les petits procès, les grands étant

soumis au jugement du vizir et du grand knèze; 4° l'interdiction, à tous autres Turcs que les commerçants et les courriers de la Porte et du vizir, de pénétrer en Serbie, afin que le pays ne fût pas infesté de mauvais sujets, et pour éviter de nouveaux désordres. Quant aux dommages que pourraient subir les envoyés de la Porte ou les Turcs commerçants, ils seraient soumis au jugement du vizir et payés par le peuple; 5° l'autorisation pour les Serbes de faire le commerce dans toute l'étendue de l'Empire avec la garantie de la vie et des biens, ainsi que le droit de faire le commerce avec les États étrangers et d'en importer les marchandises; 6° défense aux spahis d'habiter parmi le peuple; ils toucheraient leurs revenus par l'intermédiaire de leur chef, Alaï-beg; 7° le grand knèze établirait, d'accord avec le vizir, l'organisation du pays; ils éliraient un knèze pour chaque district et leur feraient obtenir des firmans de la Porte; 8° le grand knèze serait héréditaire; 9° les douze knèzes recouvreraient le kharatch, et ils désigneraient chaque année, de concert avec le vizir, six personnes : trois Turcs et trois Serbes, pour en porter le montant au trésor impérial à Constantinople; 10° un député serbe résiderait à Constantinople afin de recevoir les pétitions du peuple et les remettre au Sultan et au divan, et de communiquer les décisions impériales au peuple; 11° le tribut serait fixé, conformément au firman de 1806, à la somme de 806 000 piastres. En suppliant le Sultan de leur accorder ces privilèges, les raïas demandaient au souverain de leur envoyer des mandataires désignés par lui et par le patriarche, entre les mains desquels les délégués du peuple prêteraient serment de fidélité¹.

Les trois députés partirent aussitôt, emportant cet acte, ainsi que des instructions qui leur enjoignaient de se mettre toujours d'accord sur les réponses à fournir, et insistaient sur les rapports antérieurs entre les Russes et les Serbes. « Si quelqu'un vous adressait ce reproche : « Vous avez rejeté la faveur impériale en 1806, » répondez que les Russes nous ont trompés; qu'ils ont trompé nos anciens chefs moyennant des cadeaux et des promesses mensongères, et

1. Les raïas du sandjak de Semendria au Sultan, le 8 oct. 1815 *Id.*, p. 135-130.

que ceux-ci ont trompé le peuple et l'ont contraint de faire ce qu'ils exigeaient¹. »

La Porte fit des concessions aux Serbes: Elle rappela Souleïman-Pacha, et confia à Marachli-Ali Pacha seul la mission de rétablir l'ordre dans le pachalik de Belgrade. Mais, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, les desiderata serbes lui parurent exagérés. Afin de ne pas trop ouvertement froisser la susceptibilité des chefs en les rejetant en bloc, elle chargea Marachli-Ali Pacha de les faire réduire aux huit points suivants : 1^o fixation du montant du kharatch et des impôts (*miri*), et leur paiement par semestre; 2^o fixation de la résidence des Turcs autour des forteresses; 3^o toutes les affaires, le recouvrement des impôts, le jugement des Serbes, seraient confiés au knèze suprême Miloch, aux douze knèzes élus par le peuple et aux deux greffiers; ceux-ci répondront de tout au vizir et à la Porte, nommeront les knèzes et exécuteront toutes ordonnances sans exception; 4^o liberté pour la religion, la construction des églises, l'instruction de la jeunesse, l'exercice du culte et la pratique des coutumes; 5^o liberté aux Serbes de faire le commerce dans l'étendue de l'Empire; 6^o autorisation d'avoir un knèze à Constantinople, qui serait chargé de transmettre au Sultan et au Divan tout acte muni du sceau commun du knèze suprême et de la chancellerie nationale; 7^o fixation par le Sultan du montant de la dîme due aux spahis par tête d'homme marié, et autorisation pour les Serbes de la verser au chef des spahis (*alâibeg*)².

Le vizir n'eut pas de peine à s'acquitter de cette mission. Comptant sans doute sur le temps et la possibilité de revenir plus tard sur les autres desiderata, Miloch et les autres chefs acceptèrent les propositions du vizir et le prièrent de s'employer à Constantinople afin que ces huit privilèges fussent accordés au pays³. Ils envoyèrent de nouvelles instructions à leurs députés à Constantinople, en leur expliquant qu'ils désiraient avoir un sceau commun pour le knèze suprême et

1. Miloch Obrénovitch et Vouïtsa Voulitchévitch à l'archimandrite Nikchitch, le 8 octobre 1815. *Id.*, p. 124-125.

2. Le même à l'archimandrite Nikchitch, le 13 nov. 1815. *Id.*, p. 131.

3. Le même à Marachli-Ali Pacha, le 13 novembre 1815. *Id.*, p. 133-135.

les membres de la chancellerie nationale, afin que personne ne pût, à leur insu, aucunement agir au nom du peuple. Ils faisaient appel à leur fermeté pour faire accepter ces desiderata par le Sultan et la Porte, et les autorisaient à déclarer qu'au cas où *un seul de ces desiderata serait éliminé, le peuple ne pourrait promettre « fidélité constante » au Sultan*¹.

On ignore quelles démarches furent faites à Constantinople par les députés; mais la décision de la Porte ne se fit pas attendre. Dans la seconde moitié de novembre, les chefs serbes étaient déjà informés que les demandes du peuple avaient été favorablement accueillies par le Sultan et la Porte². Le 4 décembre un firman fut lu publiquement à Belgrade, et sa lecture saluée par les salves d'artillerie de la forteresse. Les Serbes qui campaient en armes devant Belgrade, depuis le 50 août, furent licenciés et rentrèrent dans leurs foyers³.

1. Le même aux députés serbes à Constantinople, le 15 nov. 1815. *Id.*, p. 131-135.

2. Pierre Molère aux knèzes du pachalik, le 24 nov. 1815. *Id.*, p. 156-157.

3. Le *Moniteur*, du 18 janvier 1816.

CHAPITRE XX

I. — Réunion du district de Poretch au pachalik de Belgrade. — Réorganisation de l'administration du pays. — Changement dans l'attitude du pacha. — Démarches serbes pour obtenir les concessions consenties par la Porte en 1806. — Michel Gherman et sa mission en Russie. — Cadeau du tsar à Miloch. — Gherman, agent de Miloch à Bucharest. — Opposition de quelques chefs à Miloch. — Mort de Pierre Molère (mai 1816). — Assassinat de l'archevêque Nikchitch. — Efforts de Miloch pour faire fixer, par un firman, le montant des impôts. — Envoi d'une nouvelle députation à Constantinople (septembre 1816). — Fourberie de la Porte.

II. — Nouvelle opposition des chefs à Miloch. — Projet des émigrés serbes en Russie. — Conspiration du knèze Sima Markovitch, Tsoukitch et autres chefs et leur exécution (mars 1817). — Miloch demande la protection du tsar contre les émigrés serbes en Russie. — Politique de Marachli-Ali Pacha. — Lettre en actions de grâce du 27 juin 1817.

III. — Le gouvernement russe et les émigrés serbes en Russie. — La *Hétaïrie* et le plan d'affranchissement de tous les chrétiens de Turquie. — Évasion de Kara-George, son arrivée en Serbie et sa mort (24 juin 1817).

I

La fin de l'année 1815 inaugura une période de paix dans le pachalik de Belgrade, c'est-à-dire dans la partie de la Serbie que la dernière insurrection n'avait pas débordé.

Le nouveau vizir du pachalik, Marachli-Ali Pacha, paraissait tout disposé, pour le moment, à donner satisfaction aux principaux désirs du peuple, et à gouverner de concert avec les autorités serbes, représentées par le knèze suprême Miloch Obrénovitch et la chancellerie nationale. D'abord, conformément aux vœux de tous, il rattacha au pachalik le district de Poretch, qui en avait fait partie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et que Pasvan Oglou avait occupé¹. Puis il consentit à laisser leurs armes à tous et en permit le port à ceux qui, à un titre quelconque, exerçaient une fonction dans l'ad-

1. KARADJITCH (Vouk. Steph.), *o. c.*, p. 168.

ministration du pays¹. Enfin il s'occupa des revenus des terres payés aux spahis, et les réduisit au taux le plus bas dont les vieillards eussent gardé le souvenir².

Le knèze suprême et la chancellerie nationale prirent de leur côté les mesures nécessaires pour rassurer le peuple, pour lui faire valoir tous les avantages du nouvel état de choses et pour purger la Serbie des criminels et des voleurs. Dans ce but, Miloch se décida à entreprendre un voyage à travers le pays. Enfin il réunit les knèzes et perçut les impôts avec eux. Mais l'année suivante déjà commença à trahir les espérances qu'on avait mises dans le gouvernement de Marachli-Ali Pacha.

« Tant qu'il y aura des Turcs et des Serbes, ils ne pourront pas s'accorder » : ces paroles, que l'empereur d'Autriche avait dites au député serbe Nénadovitch en 1815, furent encore une fois confirmées par les événements. Les Turcs restaient en Serbie les ennemis de l'ordre et de la paix. Tels se montraient surtout ceux qui habitaient Belgrade depuis 1815. Ils ne pouvaient voir se constituer dans le pays un état de choses qui rendait impossible le retour des exactions et de l'arbitraire, qui réduisait leurs revenus, et élevait les simples raïas d'hier à l'autorité et jusqu'au rang des plus hauts fonctionnaires turcs et du vizir lui-même. Ils se groupèrent autour du vizir et le pressèrent de serrer un peu le frein aux raïas; et le vizir semblait céder à cette pression, car bientôt de nouveaux Turcs commencèrent à affluer dans le pachalik, sous prétexte de remplacer les soldats des garnisons qu'on prétendait partis. L'arrangement verbal convenu entre Miloch et le vizir tendait déjà à être violé, et les privilèges, obtenus en 1806 par Pierre Itchko, et que le peuple avait réclamés en 1815, n'étaient pas encore confirmés par un firman.

Pourtant ce changement dans la conduite du vizir n'était pas approuvé par tous les Turcs de Serbie. Il se trouvait parmi eux un certain Mehemet Emin-Effendi, ingénieur à Belgrade, homme d'un caractère doux, juste et pacifique, qui avait beaucoup d'amis parmi les chefs serbes. Il ne crai-

1. Miloch Obrénovitch au clergé et aux chefs serbes, le 24 nov. 1815. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 139.

2. Le même au knèzes serbes, le 5 janvier 1816. *Id.*, p. 142.

gnit point de blâmer Marachli-Ali. Or, comme au début de 1816 il devait se rendre à Constantinople, sur un ordre du gouvernement turc, les chefs serbes, afin de paralyser les projets de Marachli-Ali Pacha, concurent le projet de demander la nomination d'un mohazil à Belgrade, pour y résider au nom du Sultan, et servir d'intermédiaire entre le vizir et le peuple; ils songeaient à faire confier ce poste à Mehemet Emin-Effendi. Celui-ci, mis au courant, approuva le projet, et promit de s'en occuper. Miloch s'empressa d'en informer les députés serbes à la Porte, et leur enjoignit de travailler à obtenir la confirmation des privilèges, jadis obtenus par Itchko, en se faisant aider d'une part par Mehemet Emin-Effendi, et d'autre part par le drogman de la Porte, que les députés avaient déjà réussi à gagner par des « raisons sonnantes »; on devait donner à ce dernier l'assurance formelle que tout ce qui lui avait été promis lui serait fidèlement servi tous les ans¹. Miloch pria lui-même ce drogman de s'employer auprès de la Porte pour que les devoirs du peuple serbe envers le Sultan et les Turcs de Serbie fussent définis par un firman « pour l'éternité », comme en 1806; il l'informa de la mission dont Mehemet Emin-Effendi était chargé, et l'assura, enfin, du désir qu'avaient les Serbes de voir toutes leurs affaires avec la Porte passer par ses mains².

Cependant vers la fin de cette année 1815 était arrivé en Serbie un certain Michel Gherman, originaire de Macédoine, qui, après avoir mené une vie très agitée à Vienne, puis à Venise, avait fini par être expulsé de l'Autriche en Bosnie³. Comme il avait épousé une Russe et appris sa langue, il engagea dès son arrivée en Serbie Miloch et les autres chefs à s'adresser à la Russie pour obtenir du secours; il promettait, s'il était nommé plénipotentiaire, un succès certain. Il réussit à gagner les chefs à cette idée. Dans une réunion, tenue le 27 février 1816, à Ranilovitch dans le district de Belgrade, ils nommèrent Gherman député auprès du tsar et rédigèrent une adresse à l'empereur Alexandre. Pensant, sans doute sur les rapports de l'archiprêtre Nénadovitch,

1. Miloch aux députés serbes à Constantinople, 17 février 1816. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 145.

2. Miloch au drogman de la Porte, le 17 juillet 1816. *Ibid.*, p. 147.

3. KARADJITCH (Vouk, Steph.), *o. c.*, p. 346-347.

ancien député au congrès de Vienne, que la conduite des anciens chefs serbes avait empêché la Serbie d'être admise par les puissances dans l'« union européenne », ils priaient l'Empereur de ne pas en rendre responsable le peuple serbe et ses chefs actuels. Leur député Gherman devait lui exprimer de vive voix tous les désirs du peuple. « Il ne faut plus demander, ajoutaient-ils, ce qu'est la Serbie et ce qu'elle veut ; on le sait »¹. On chargea Gherman « de présenter les pétitions ; de négocier et de conclure, suivant les instructions verbales qu'il avait reçues, tout ce qui serait favorable au bien du peuple, à la sécurité de la patrie, à la délimitation des frontières et à l'affermissement du pouvoir serbe »².

Afin de masquer la démarche faite auprès du tsar, et pour adoucir le vizir, les chefs serbes décidèrent en même temps d'adresser au Sultan les assurances de leur soumission et des éloges à l'adresse de Marachli-Ali Pacha³.

La mission de Gherman à Saint-Petersbourg fut promptement couronnée de succès. Dès le commencement de mai il était de retour en Serbie, apportant à Miloch, de la part du tsar, une bague en brillants aux initiales impériales, avec la nouvelle que le gouvernement russe avait donné l'ordre à son ministre à Constantinople de s'occuper des affaires serbes.

Gherman rapporta en outre que certains émigrés s'étaient arrogé le droit de présenter des adresses au tsar, au nom du peuple serbe et en vertu de prétendus pleins pouvoirs⁴.

Le résultat de cette mission fut accueilli avec une grande satisfaction. Miloch s'empressa de remercier l'empereur Alexandre des marques de distinction qu'il avait reçues, et l'assura que les Serbes seraient tous prêts à répondre à son appel. Mais il le pria de ne pas permettre aux anciens chefs, réfugiés en Russie, de se mêler des affaires de leur pays, et enfin il réclama l'envoi à Belgrade d'un consul russe⁵. En même temps il confia à Gherman le poste de plénipotentiaire

1. Miloch, l'archiprêtre Nénadovitch et Molère au tsar, le 27 fév. 1816. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 150-151.

2. *Id.*, p. 149-150.

3. Les mêmes au Sultan, le 12 mars 1816. *Id.*, p. 152.

4. Miloch à Capo d'Istria, le 8 mai 1816. *Id.*, p. 153-154.

5. Le même au tsar, le 11 mai 1816. *Id.*, p. 155.

auprès du consul russe de Bucharest. Il créa ce poste d'après les conseils du gouvernement russe, afin de rendre plus fréquente et plus sûre, par cette voie, la correspondance entre le gouvernement serbe, la légation russe à Constantinople et le gouvernement de Pétersbourg. Il chargea aussi Gherman d'observer les mouvements de Kara-George et des autres émigrés.

Mais de vieilles difficultés qui avaient disparu pendant quelque temps, pour le bonheur de la Serbie, vinrent à renaître, causées par la mauvaise intelligence entre les chefs. Le caractère autoritaire du knèze suprême, son désir de plus en plus évident de devenir le souverain absolu et héréditaire de la Serbie, excitaient le mécontentement de ses collègues. A cette cause, il faut ajouter les richesses amassées par Miloch. Il s'était fait accorder, pour le semestre de novembre 1815 à mai 1816, la somme de 25 000 piastres d'appointements, tandis que les principaux chefs, ses égaux d'hier, touchaient tout au plus le quart de cette somme; son revenu sur les douanes du pachalik, qu'il avait prises à bail de Marachli dans l'automne de 1815, monta pour 1816 à la somme énorme de 591 546 piastres ¹. Molère, président de la chancellerie nationale, et l'archimandrite Nikchitch, qui revenait de Constantinople où il avait été sacré archevêque par le patriarche, ne dissimulèrent point leurs sentiments. Dans la réunion des knèzes, tenue à Belgrade au début de mai 1816 pour la perception des impôts, Molère critiqua l'attitude de Miloch. On faillit en venir aux mains. Menacé sans doute par les partisans de Miloch qui étaient plus nombreux, Molère s'enfuit dans la forteresse et se mit sous la protection du vizir. Ce fut sa perte. Miloch en profita pour représenter aux knèzes la nécessité de marcher d'accord dans l'intérêt suprême du pays, et le danger que présentait pour le succès de la cause nationale le recours de Molère à la protection du vizir, quand on voyait celui-ci se livrer de plus en plus à l'influence de leurs ennemis, les Turcs, et ne chercher qu'à brouiller les chefs dans le but de rétablir la tyrannie. Ces paroles fermèrent la bouche aux partisans de Molère, et les douze knèzes signèrent, sur la demande de Miloch, une adresse collective au

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 368.

vizir, par laquelle ils réclamaient le fugitif sous prétexte de « lui demander compte des grosses sommes dépensées par lui ». Ils le traitaient de criminel, d'ennemi des Serbes et des Turcs, qui « travaillait à insurger le peuple et à semer le désordre » et ajoutaient « qu'il méritait une grave punition ¹ ». Le vizir essaya de garder Molère, afin, sans doute, de pouvoir l'opposer à Miloch et d'entretenir la discorde; mais devant la sommation catégorique de tous les knèzes d'avoir à choisir entre eux et Molère, il céda et fit étrangler son protégé ².

L'archevêque Nikchitch, l'autre mécontent, n'eut pas un meilleur sort : peu après la clôture de la réunion des knèzes, à peine rentré dans sa résidence à Chabats, il fut lâchement assassiné dans son palais par un affidé de Miloch ³.

Débarrassé de ces adversaires, Miloch poursuivit plus librement sa politique, qui tendait à affermir son pouvoir personnel, et à faire confirmer par la Porte les privilèges accordés aux Serbes en 1806. La question la plus importante, pour le moment, et que ni la Porte ni le vizir n'avaient encore réglée, était la question des finances : le montant des impôts et des douanes restait toujours à la merci du vizir, qui pouvait les augmenter à son gré. Miloch pria la Porte de la régler par un firman ⁴.

Mais cette réclamation n'eut aucun succès. Miloch s'en étant plaint au vizir, celui-ci saisit l'occasion pour tendre un piège au chef serbe, afin de l'éloigner du pays, et d'y arranger les choses à son gré en favorisant l'opposition au knèze suprême : il lui conseilla d'aller lui-même à Constantinople, et l'assura que la pétition qu'il présenterait en personne au Sultan ne manquerait pas d'être acceptée. Mais Miloch, qui se méfiait du vizir et devinait son jeu, se garda de suivre ce conseil. Il lui fallait du moins donner un prétexte à son refus. Il répondit donc au vizir qu'il était toujours prêt à suivre ses avis, mais que « certaines institutions anciennes ne permet-

1. Les knèzes serbes à Marachli-Ali Pacha, le 12 mai 1816. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 366.

2. KARADJITCH (Vouk. Steph.), *o. c.*, p. 166.

3. CUNIBERT. *Essai sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*, Paris, 1854, I, p. 148.

4. Miloch au Sultan, le 1^{er} juillet 1816. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 156-157.

taient en aucune façon au chef serbe de s'éloigner des frontières du pays : il était de règle, s'il contrevenait à ces lois, de le punir par l'exil et même par la mort ¹ ». Ce prétexte habilement inventé atteignit son but. Le vizir n'insista plus; il pria seulement le knèze d'envoyer à Constantinople un de ses frères. Miloch finit par y consentir. Il décida donc l'envoi d'une nouvelle députation, et nomma, pour en faire partie, son frère cadet Jean, Vouïtsa Voulitchévitch, l'un des principaux knèzes, et George Popovitch, surnommé Tchelech (le chauve), un de ses amis personnels. Les députés se rendirent à Constantinople en septembre. La Porte leur fit bon accueil : elle libéra, sur leur demande, 70 prisonniers serbes ², promit de fixer le montant annuel des impôts et de le confirmer par un firman. On montra aux députés un papier, qu'on leur assura être le firman, qui allait être expédié au vizir de Belgrade avec ordre de le communiquer au peuple ³. Heureux de ces assurances, et contents d'avoir rempli leur mission, ils rentrèrent en Serbie vers le milieu d'octobre et rendirent compte de leurs démarches à Miloch, puis au vizir. Mais ce dernier répondit « qu'il n'avait rien reçu, qu'il ne savait rien de tout cela et que les Serbes ne pouvaient pas obtenir ce qu'ils demandaient ⁴ » !

Encore une fois les Serbes avaient été trompés. La fourberie était-elle du côté de la Porte qui promettait un firman qu'elle ne voulait pas donner, ou du côté du vizir qui, ayant reçu le firman, l'avait caché, on ne savait; mais on inclinait à soupçonner le vizir ⁵, et dès lors les rapports entre Miloch et Marachli-Ali Pacha devinrent très tendus. La méfiance envers la Porte redoubla; on n'espérait plus guère qu'elle fût disposée à satisfaire aux demandes si justes et si modérées du peuple, ni à donner le gage d'une parfaite réconciliation et d'une paix durable dans cette province.

1. Miloch à George Popovitch, le 20 mars 1829. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 70-72.

2. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 610.

3. Miloch à Gherman, le 15 juin 1817. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 171.

4. Le même à Kirico, consul russe à Bucharest, le 27 oct. 1816. *Id.*, p. 161.

5. Stroganof à Gherman, le 27 février 1817. Voy. ПОПОВ (N.). *La correspondance du baron de Stroganof avec Miloch Obrénovitch de 1817 à 1826 (en russe)*. Moscou, 1866, p. 5.

II

Cependant l'opposition faite à la politique de Miloch avait été trop cruellement étouffée, dans la personne de Molère et de l'archevêque Nikchitch, pour ne pas se manifester bientôt avec plus de force encore. Sachant que Miloch était soutenu par la Russie et que toute sa correspondance avec ce gouvernement passait par le consulat de Bucharest, certains chefs se plaignirent, à la fin de 1816, au consul russe en Valachie, que le knèze suprême était très attaché au vizir de Belgrade et qu'il opprimait le pays¹. Ils furent bientôt encouragés dans leur opposition par les chefs de la première insurrection serbe, émigrés en Russie en 1814².

Michel Gherman, l'agent de Miloch à Bucharest, avait reçu mission de surveiller les émigrés. Il chercha des espions pour le tenir au courant de leurs menées et réussit à s'attacher l'ancien archevêque de Belgrade, Léon, qui ne jouissait pas et n'avait jamais joui de la confiance de Kara-George et de ses amis. Dès le commencement de 1817, il reçut de lui une communication importante. Le prélat l'informait que Mladen Milovanovitch et d'autres chefs émigrés avaient noué des relations avec Miloch Ourochévitch de Zemlin, l'agent du gouvernement autrichien au temps de la première insurrection : ils préparaient un complot contre le gouvernement de Miloch, et les Autrichiens avaient promis à Ourochévitch de l'aider à provoquer une révolte en Serbie, afin d'amener le peuple à réclamer la protection de la cour de Vienne. Déjà des émigrés avaient demandé et obtenu des passeports pour retourner dans leur patrie par la voie de l'Autriche ; mais, à

1. Miloch à Kirico, le 23 décembre 1816. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 162.

2. Les émigrés serbes qui étaient arrivés à Khotin, en Bessarabie, en septembre et octobre 1814, étaient au nombre de 650 ; parmi eux se trouvaient les anciens chefs Kara-George, Jacob Nénadovitch, Mladen Milovanovitch, le pope Louka Lazarévitch, l'ancien archevêque de Belgrade Léon, Pliakitch, etc. Ils avaient reçu des pensions du gouvernement russe, et se trouvaient encore à Khotin au commencement de 1817. Voy. *Matériaux historiques tirés des Archives du Ministère des domaines* (en russe). St-Petersbourg, 1891, fasc. I, pp. 116, 121 et 128.

la suite de la grande neige qui était tombée récemment, ils avaient prié le gouverneur d'ajourner leur départ jusqu'au printemps. Léon conseillait à Miloch de se tenir sur ses gardes et de faire intervenir le vizir auprès du gouvernement autrichien, dès que les émigrés seraient arrivés en Transylvanie, afin de leur interdire le passage en Serbie; car, assurait-il, ils étaient décidés à s'adresser au peuple qui, les regardant comme envoyés de la Russie, se révolterait ¹.

Gherman s'empessa de faire parvenir ce rapport à Miloch. En même temps il écrivait confidentiellement au général lieutenant Bakhmetiéf, gouverneur de Bessarabie, pour l'informer du complot des Serbes émigrés, en citant comme témoin l'archevêque Léon, et pour le prier de s'opposer à leur départ de Bessarabie ².

Miloch redoubla de vigilance, et bientôt réussit à mettre la main sur la correspondance que l'ancien knèze Sima Markovitch entretenait avec les émigrés. Il eut d'abord l'intention de le faire fusiller; mais, sur la prière de plusieurs collègues, il l'épargna et le laissa en paix ³. L'opposition ne s'en propagea pas moins; quelques semaines plus tard, le 15 mars 1817, à l'instigation des anciens chefs Sima Markovitch, Tsoukitch et autres, une révolte éclata dans le district de Belgrade, et devait, selon les engagements pris, s'étendre à cinq districts avoisinants. Miloch ne perdit point la tête; il agit promptement et vigoureusement, et réussit au bout de quelques jours à prendre les chefs du mouvement et à étouffer la révolte. Les chefs furent exécutés et leurs têtes envoyées à Constantinople ⁴.

Craignant, sans doute, que l'arrivée des émigrés de la Russie ne provoquât de nouveaux soulèvements, Miloch et les douze knèzes s'adressèrent à l'empereur Alexandre, lui rappelant la position périlleuse dans laquelle se trouvaient les Serbes, vis-à-vis des Turcs, et lui demandant sa protection. Ils lui exposèrent que les Turcs étaient devenus méfiants en

1. L'archevêque Léon à Gherman, en date de Kichenef, le 10 janv. 1817. Voy. *Mémoires de l'Académie Royale de Serbie*, t. XXXVII, p. 148.

2. Gherman au général Bakmetiéf, le 21 janvier 1817. *Id.*, p. 150.

3. Miloch à Gherman, le 18 juin 1817. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 175-176.

4. *Ibid.*

apprenant que les anciens chefs émigrés en Russie allaient revenir en Serbie avec son autorisation, et que déjà ils avaient rassemblé leurs partisans dans le pays. Ils priaient donc l'Empereur de les retenir dans l'intérieur de ses États, parce que, disaient-ils, le peuple pourrait, s'ils rentraient en Serbie, retomber sous le joug musulman¹.

Mais, avec la même facilité qu'il avait triomphé des adversaires de son autorité, Miloch se laissa prendre aux pièges de Marachli-Ali Pacha. La Porte, voyant que la légation russe à Constantinople allait aborder les affaires serbes en vertu des clauses du traité de Bucharest, cherchait à éluder ces négociations. Elle donna ordre à son vizir à Belgrade de tâcher d'obtenir de Miloch et des knèzes serbes une attestation par écrit, dans laquelle ils exprimeraient leur satisfaction du régime actuel, et en témoigneraient solennellement leur reconnaissance au Sultan et au vizir. Marachli-Ali Pacha profita de la distribution semestrielle des impôts avec Miloch pour lui demander ce témoignage. Le knèze suprême ne s'aperçut point du piège : désireux de son côté de gagner le vizir dans un moment si troublé, il consentit. L'acte fut signé le 27 juin. Miloch et les autres knèzes y affirmaient, au nom de tous les chefs et des raïas du pachalik, que depuis l'arrivée de Marachli-Ali Pacha, ils jouissaient d'une paix et d'une liberté que leurs ancêtres n'avaient pas connues. Ils ne demandaient que d'avoir toujours un tel gouverneur. « Tout ce qui est ordonné par toi — disaient-ils au Sultan — nous l'acceptons et nous l'écoutons comme si cela venait de Dieu lui-même; car nous sommes convaincus que rien de mauvais ne peut provenir de toi, comme venant d'un souverain qui règne par la grâce de Dieu.... Une seule parole de toi a guéri les plaies de nos cœurs et nous a remplis de joie; car nous n'avons connu la grandeur de ta bonté pour les raïas que par ton fidèle serviteur, notre honorable vizir Marachli-Ali Pacha, qui prend les raïas sous sa protection et les garde comme une pierre précieuse².... »

Cet acte fut remis au vizir, qui l'envoya à Constantinople. Quelques jours après, Miloch recevait la grave nouvelle que

1. Miloch avec les douze knèzes au tsar, le 16 mars 1817. *Id.*, p. 165-166.

2. Les mêmes au Sultan, le 2 juillet 1817. *Id.*, p. 179-181.

Kara-George s'était évadé de Bessarabie, et qu'il était en Serbie, dans le district de Semendria!

III

Au moment où le gouverneur de Bessarabie recevait de Gherman des informations sur les projets des émigrés serbes, Kara-George, à peine rentré de Saint-Péterbourg à Khotin, l'informa qu'il ne pourrait pas se rendre à Novomirgorod, qu'il avait auparavant choisi comme lieu de sa résidence, sous prétexte que sa famille se refusait à l'y suivre¹. Ainsi donc, pendant que plusieurs émigrés serbes demandaient à retourner en Serbie, leur chef refusait de s'éloigner de la frontière! L'empereur Alexandre, convaincu qu'un complot se tramait contre le gouvernement, récemment établi en Serbie, décida de retenir tous les émigrés en Russie, et d'éloigner Kara-George de la frontière, en le faisant partir immédiatement pour Novomirgorod.

« Kara-George — écrivit Nesselrode au général Bakmetiéf — a demandé de son plein gré, pendant son séjour ici, l'autorisation de s'installer à Novomirgorod. Le changement survenu maintenant dans ses pensées, et sa résolution opiniâtre de rester en Bessarabie, ne seraient pas étonnants, si en même temps presque tous les principaux émigrés serbes n'avaient pas exprimé le désir de quitter la Russie. Mais cette circonstance même donne un tout autre aspect à sa nouvelle résolution, car il est incroyable que les émigrés serbes abandonnent la pension considérable qui leur est servie par nous, et aillent s'établir en Autriche où ils ne peuvent pas s'attendre à de pareilles faveurs; il faut donc leur attribuer l'intention de se rendre dans leur patrie où, jusqu'à leur chute, ils avaient joui, avec un pouvoir effréné, de la possibilité de s'enrichir par tous les moyens. Dans leur ignorance, ils croient que le moment est propice au rétablissement des affaires sur les mêmes bases que dans le passé; et comme

1. *Matériaux historiques tirés des Archives des domaines de l'État*, Saint-Pétersbourg, 1891, 1 fasc., p. 128-129. — Le gouvernement russe avait l'intention de transférer les Serbes dans un des gouvernements de la *Nouvelle Russie*, pour les éloigner de la frontière turque.

Mladen Milovanovitch a toujours exercé une influence effective sur Kara-George, il est bien possible qu'il ait décidé ce chef à rester en Bessarabie, afin de pouvoir plus facilement passer la frontière à la nouvelle que tout était préparé pour son apparition en Serbie.

« Son apparition en Serbie provoquerait infailliblement des désordres intérieurs et des révoltes qui ébranleraient jusque dans ses bases la situation tranquille et, l'on peut dire, assez heureuse de cette contrée. Ce malheur doit être prévenu comme contraire aux dispositions bienfaisantes de l'Empereur envers le peuple serbe, et à la dignité même de notre cour : car il y a peu de gens qui savent jusqu'à quel point s'étend l'ignorance de Kara-George et des autres chefs, et par conséquent peu de gens qui imputeront leur apparition en Serbie à leur aveugle ignorance ; au contraire, chacun pensera avec vraisemblance qu'ils ont été envoyés par la Russie, dans le but de remplir quelques-unes de ses prétendues visées secrètes, et Kara-George et les chefs serbes l'affirmeraient eux-mêmes dans l'espoir d'augmenter le nombre de leurs partisans. On regarde donc comme nuisible aussi bien l'émigration des chefs serbes à l'étranger que le séjour de Kara-George en Bessarabie. En conséquence, l'Empereur désire qu'il quitte immédiatement ce pays pour se rendre au séjour qu'il a lui-même choisi. Quant aux autres chefs serbes, on ne doit pas leur permettre de passer la frontière ; il faut leur déclarer que leur départ de Russie serait préjudiciable à leurs propres intérêts, et à la Serbie elle-même, puisque les négociations sur les affaires serbes sont maintenant entamées à Constantinople, et qu'il est indispensable de s'abstenir, jusqu'à leur conclusion, de toute entreprise pouvant donner au ministère turc des motifs à une fausse interprétation quelconque. Qu'ils restent donc tranquilles, en attendant le moment propice pour retourner en Serbie. On doit, de plus, charger un ou plusieurs fonctionnaires habiles et intelligents de surveiller attentivement leur conduite¹. »

Mais ces ordres parvinrent trop tard au gouverneur de Bessarabie. Kara-George avait déjà réussi à s'évader et à

1. Nesselrode à Bakmetiéf, sans date (? juin) 1817. *Id.*, p. 150-151.

passer la frontière de Moldavie, en compagnie d'un de ses secrétaires.

C'est que le gouvernement russe, tout en prenant soin de surveiller les chefs serbes, avait négligé de surveiller la propagande de la fameuse association grecque, *la Hétaïrie*. Cette association, qui comptait parmi ses membres les hauts dignitaires russes, jusqu'à l'empereur Alexandre lui-même¹, avait son siège principal à Odessa. Au début, c'était une sorte d'association littéraire; mais elle prit bientôt un caractère politique et révolutionnaire. Son principal but était de préparer une insurrection générale des chrétiens de la Turquie et leur affranchissement. Les membres de son comité reconquirent bientôt, en élaborant leur plan, que parmi les provinces chrétiennes de Turquie, la Serbie leur offrait le meilleur champ d'action, puisqu'elle avait, dix ans durant, soutenu la lutte contre la Porte et possédait des armes.

Ils connaissaient le nom de Kara-George et savaient qu'il demeurait dans le voisinage, à Khotin. Ayant résolu de le gagner à leur idée, ils choisirent comme émissaire un certain George Olimpiou, membre de l'Association, connu en Serbie sous le nom de « capitaine Yorgatch », qui connaissait l'ancien chef serbe depuis le temps de la première insurrection.

Déjà, vers la fin de 1816, Olimpiou, sous prétexte d'aller à Saint-Pétersbourg, s'était rendu en Bessarabie. Il fut saisi par la police russe et enfermé, pour avoir passé la frontière avec un passeport qui ne lui appartenait pas; mais les émigrés serbes, Pierre Dobrniats et Louka Lazarévitch, qui le connaissaient, s'étant portés garants pour lui, il fut remis en liberté. Sous prétexte d'aller chercher sa famille, il obtint un passeport et partit pour Khotin où il attendit le retour de Kara-George de Saint-Pétersbourg. Il y fit un séjour prolongé, feignant d'attendre les émigrés serbes qui avaient obtenu des passeports pour retourner en Serbie, afin de partir avec eux². Il restait, en réalité, pour s'acquitter de la mission dont il était chargé par la Hétaïrie, et il ne retourna en

1. Il en faisait partie avec une cotisation annuelle de 200 ducats hollandais. Voy. CAPODISTRIA. Aperçu de ma carrière publique, dans le *Recueil de la Soc. hist. de Russie*, t. III, p. 194-195.

2. L'archevêque Léon à Gherman, le 10 janvier 1817. Voy. *Mémoires de l'Académie Royale de Serbie*, t. XXXVII, p. 149.

Moldavie qu'après avoir gagné l'ancien chef serbe à sa cause. Kara-George chercha dès lors l'occasion de s'évader, et bientôt il réussit à passer le Pruth. Olimpiou qui l'y attendait, le conduisit dans la maison de Constantin Ypsilanti à Galata, près de Yassy. Là, Kara-George resta caché l'espace de quatre jours et, pendant ce temps, fut solennellement reçu membre de la Hétaïrie. Il jura, en son nom et au nom du peuple serbe, haine perpétuelle aux tyrans, et promit de collaborer à affranchir du joug musulman tous les chrétiens sujets de la Porte, sans distinction de religion ni de nationalité¹.

Il devait après cela passer en Serbie, prendre le pouvoir, et soulever le peuple contre les Turcs. Mais la Serbie est loin de Yassy; Kara-George était partout personnellement connu, et les autorités turques et autrichiennes surveillaient attentivement tous les voyageurs. La Hétaïrie mit tous ses soins à faciliter son voyage. Les fonds nécessaires furent fournis par un certain Leventius, chargé par intérim du consulat russe à Yassy. Un hétaïriste, nommé Léonard, fut désigné pour servir de compagnon à Kara-George et à son secrétaire; on leur délivra un passeport russe au nom d'un commerçant et de ses deux domestiques, pour aller aux eaux de Herculesbad, qui se trouve en Hongrie près de la frontière serbe, et Olimpiou les accompagna tous les trois jusqu'aux confins de l'Autriche.

On arriva sans peine à la frontière de la Boukovine. Là, il fallut prendre des précautions spéciales; car la surveillance était rigoureuse, et Kara-George facilement reconnaissable à sa taille gigantesque. Pour tromper la police, on loua une grande voiture; Kara-George s'y étendit, simulant le malade, et on le couvrit de paille: grâce à ces précautions les trois voyageurs traversèrent la Boukovine, la Transylvanie et le Bannat, sans être inquiétés. Ils gagnèrent le Danube au commencement de juin 1817. Là, Kara-George et son secrétaire prirent congé de leur compagnon, et traversèrent le fleuve non loin des ruines de la citadelle de Râm².

En remettant le pied sur le sol de la patrie après quatre

1. PHILÉMONOS (J.). Documents historiques sur l'insurrection grecque (en grec). Athènes, 1859, t. I, p. 7-9.

2. *Ibid.*

années d'exil, le grand initiateur de la lutte pour la liberté serbe, le vaillant paysan-général dont le nom avait retenti à travers l'Europe pendant plusieurs années, se laissa aller, plus que jamais, à l'exaltation de ses rêves : il voyait déjà réalisée la grande œuvre à laquelle il venait de s'associer, l'affranchissement de tous les chrétiens de Turquie. Plein d'enthousiasme et d'espoir, il alla donc trouver son ancien ami Vouitsa Voulitchévitch, knèze du district de Semendria. Celui-ci le reçut et lui offrit asile dans le bois de Radovanié.

Mais les ordres de Miloch au sujet des émigrés étaient aussi sévères que précis, surtout après l'aventure de Sima Markovitch, et le knèze suprême, on le savait, était impitoyable. Voulitchévitch dut, sous peine de perdre la tête, informer Miloch de l'arrivée de Kara-George. Et Miloch ne dut pas réfléchir longtemps. L'affermissement de son pouvoir personnel, et l'émancipation graduelle du pays, telle qu'il l'avait conçue il y avait deux ans, exigeaient impérieusement qu'il n'eût ni rival dans la conduite des affaires, ni lutte ouverte avec la Turquie. Or le retour de l'ancien chef serbe, en qui la haine du Turc était pour ainsi dire personnifiée, et dont le souvenir était resté vivant dans le peuple, signifiait la fin de son pouvoir et la guerre aux musulmans. Sans hésiter Miloch mit de côté toutes les considérations d'amitié, de parenté, d'humanité : il envoya ses ordres à Voulitchévitch et, dans la nuit du 24 juin, l'ancien chef serbe et son secrétaire, surpris au milieu de leur sommeil, furent décapités dans l'asile qu'on leur avait donné. Les assassins portèrent leurs têtes à Miloch qui, du consentement du vizir, les envoya à Constantinople. « Le sort de Dieu — écrivait-il à cette occasion aux députés serbes à Constantinople — avait ramené ici l'assassin (!) du peuple serbe, Kara-George, qui a passé secrètement quelques jours dans le district de Semendria. Ceux qu'il avait réduits à l'indigence [en original textuellement : « Les pleurs et les larmes des pauvres »...] se sont emparés de lui, l'ont tué et m'ont envoyé, à Belgrade, sa tête, ainsi que celle d'un de ses camarades qui était revenu avec lui ; les voici toutes les deux envoyées à Constantinople, avec le consentement de l'honorable vizir. C'est pour cela que je vous recommande dans cette lettre de prendre courage et de réclamer hardiment à la Porte ce dont le peuple a besoin ; car

cet heureux événement nous fournit l'occasion la plus favorable de faire valoir nos revendications¹ ».

Bien qu'il fût ainsi débarrassé de son redoutable rival, Miloch ne pouvait être encore parfaitement tranquille. Plusieurs anciens chefs, camarades de Kara-George, connus et estimés du peuple, étaient toujours vivants. Leur rivalité devait lui être d'autant moins indifférente qu'ils avaient en Serbie des amis et des partisans secrets. Ceux-là aussi pouvaient s'évader de Bessarabie, tenter de provoquer des désordres en Serbie et de renverser son gouvernement. Aussi Miloch s'empressa de mettre à profit la mort de Kara-George pour asseoir plus solidement son pouvoir. Comme il avait déjà fait arriver au poste de knèze de districts ses amis personnels, pour la plupart personnages insignifiants, il s'employa auprès d'eux pour se faire reconnaître comme prince héréditaire. Il y réussit sans peine, sa cause paraissant aux chefs intimement liée à celle du pays même. Au commencement de novembre 1817, pendant la session de la skoupchtina pour la répartition des impôts, il fut proclamé par les knèzes et les prélats du pays — *prince héréditaire de Serbie*².

Quant à la reconnaissance de cette élection par la Porte et les autres puissances, il n'y songea point pour le moment, en raison des circonstances politiques qui régissaient l'Europe; il l'ajourna à une occasion plus favorable.

1. Miloch aux députés serbes à Constantinople, le 8 juillet 1817. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 181-182.

2. Karadjitch (V. St-), *o. c.*, p. 170 et *Annales de l'Académie royale de Serbie*, t. XXXI, p. 154-156.

CHAPITRE XXI

I. — Négociations entre la Russie et la Porte au sujet de l'exécution du traité de Bucharest. — Opinion du comte Capo d'Istria. — Résolutions du tsar. — Instructions au baron de Stroganof, nommé ministre de Russie à Constantinople (1816). — Pourparlers de Stroganof avec le reis-effendi relativement à l'article VII du traité de Bucharest, concernant les Serbes.

II. — Relations entre Miloch et le baron de Stroganof. — Efforts de la Porte, pour obtenir de la part des chefs serbes une lettre d'actions de grâce et pour écarter l'intervention russe dans les affaires serbes (1817). — Désir de Miloch d'être reconnu prince héréditaire de la Serbie. — Conseils du baron de Stroganof au chef serbe. — Opinion du gouvernement russe. — Malentendus entre Miloch et Marachli-Ali Pacha. — Envoi d'une nouvelle députation à Constantinople (avril 1820). — Réclamations serbes. — Nomination d'un commissaire de la Porte pour faire une enquête en Serbie (juillet 1820). — Conseils de Stroganof à Miloch.

III. — Réception de Mohamed-Essad Effendi en Serbie (avril 1820). — Skoupchtina d'Ostroujnitsa. — Les Serbes rejettent le firman de la Porte et demandent l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest. — Échec de la mission du commissaire de la Porte. — Intrigues du pacha et des Turcs de Belgrade contre les Serbes. — La Porte demande l'envoi d'une nouvelle députation serbe à Constantinople (octobre 1820).

I

L'ouverture des négociations entre la Russie et la Porte, annoncée par le comte de Nesselrode au général Bakhmetiéf, eut lieu à Constantinople à la fin de 1816.

Les rapports entre la Russie et la Turquie n'avaient pas été définitivement réglés, loin de là, par le traité de Bucharest. Le Sultan s'étant refusé à ratifier les articles secrets de ce traité, la Porte avait obtenu de ce fait tous les avantages que lui assurait l'article VI du traité ; car ces articles secrets, non ratifiés, apportaient précisément des modifications à l'article VI. Néanmoins, aussitôt après l'expiration du délai de trois mois, fixé par le traité, la Porte avait exigé de la Russie la remise de tout le littoral asiatique, conformément à l'article VI. La Russie s'y était refusée. La Porte, à son tour,

avait refusé d'exécuter les conditions du même traité favorables à la Russie. Ainsi les stipulations principales du traité de Bucharest étaient restées lettre morte !

La guerre de 1815 à 1815 avait empêché le tsar de remédier à cette situation précaire. Le sort des Serbes continuait particulièrement à l'intéresser, sans doute à cause des cruautés que les Turcs leur avaient fait endurer en 1814 et en 1815, en dépit des stipulations de l'article VIII de ce même traité. Il était, paraît-il, disposé à améliorer leur situation, au détriment même de quelques intérêts russes. C'est ainsi que, pendant son séjour à Paris, il avait fait entendre à ses alliés aussi bien qu'au représentant de la Porte lui-même, qu'il désirait vivre en paix avec la Turquie, mais à cette condition que la Porte fît quelque chose pour adoucir la situation des Serbes. « Si la Porte est juste envers la Serbie, ce qui est *une question d'honneur* pour la Russie, — avait-il dit, — le gouvernement turc me trouvera disposé à la conciliation, en ce qui concerne la question des frontières en Asie¹. »

Dès son retour en Russie, en 1816, il résolut de « reconstruire sur des bases solides le système de la Russie en Orient ». Il fit choix du baron de Stroganof pour le poste de Constantinople, et chargea le comte Capo d'Istria, le nouveau secrétaire d'État aux affaires étrangères, de lui préparer les instructions. Capo d'Istria crut devoir soumettre encore une fois à l'Empereur ses observations sur le traité de Bucharest, et sur « l'impossibilité de trouver dans cet acte une base solide et utile pour les relations pacifiques avec la Porte ». Dans une audience particulière qu'il eut, à ce sujet, de l'empereur Alexandre, après avoir démontré que la lettre du traité de Bucharest « dispensait les Turcs de faire justice aux Principautés (Valachie et Moldavie) et aux malheureux Serbes », il proposa de donner à la mission de Stroganof un tout autre caractère. Au lieu de l'envoyer pour négocier l'application d'un « traité inexécutable », il conseilla de proposer aux Turcs un nouveau traité de paix, en faisant accompagner cette proposition d'un mouvement militaire sur la frontière et dans la mer Noire. Selon lui, la Porte céde-

1. Lord Rastlereagh à l'ambassadeur anglais à Constantinople, le 25 novembre 1815 et le 27 janvier 1816. Voy. *Messenger du commerce*, Belgrade, année 1904, n° 160.

rait. « La Moldavie, la Valachie et la Serbie — dit-il — ne peuvent-elles pas former trois principautés confédérées, gouvernées par trois dynasties de princes, que l'on pourrait choisir parmi les familles princières de l'Allemagne, afin de concilier tous les intérêts et d'ôter tout prétexte à la jalousie ? Pour laisser à la Porte la jouissance de ses droits, on lui accorderait à titre de suzeraineté le droit de pourvoir à la subsistance de Constantinople, en tirant des vivres à un taux modique de ces principautés. D'autre part, pour assurer à celles-ci une existence européenne, on les placerait sous la garantie, non seulement de la Russie et de l'Autriche, mais encore, s'il le fallait, de l'Angleterre et de la France. » Il développa ensuite son idée en montrant comment une combinaison semblable « guérirait l'Europe de ses vieilles terreurs et de la méfiance que la Russie lui inspirait, et comment, enfin, les chrétiens d'Orient, qui seraient las du joug musulman, trouveraient dans ces trois États l'asile et la sécurité qu'ils cherchaient et qu'ils attendaient avec une si longue et si douloureuse impatience¹ ».

Mais l'empereur Alexandre ne partagea point ces idées. « Tout cela est très bien pensé, répondit-il ; mais pour en faire quelque chose il faudrait tirer le canon, et je ne le veux pas. C'est assez de guerres sur le Danube ; elles démoralisent les armées. Vous en avez été témoin. D'ailleurs la paix en Europe n'est pas encore affermie, et les faiseurs de révolutions ne demanderaient pas mieux que de me voir aux prises avec les Turcs. Bonne ou mauvaise, *la transaction de Bucharest doit être maintenue*. Il faut s'en accommoder et tâcher d'en tirer le meilleur parti possible, pour faire quelque bien aux Principautés et aux Serbes, *et surtout pour que les Turcs ne nous inquiètent pas de leurs prétentions sur le littoral asiatique*². C'est dans cet esprit que je vous recommande de travailler à l'expédition du baron de Stroganof³. »

L'empereur Alexandre voulait donc cimenter la paix avec les Turcs sur la base du traité de Bucharest, et il tenait sur-

1. CAPODISTRIA. *Aperçu de ma carrière politique*. Voy. *Recueil de la Société historique de Russie*, t. III, p. 210-211.

2. Conformément à l'art. vi du traité de Bucharest et sans tenir compte des articles secrets, non ratifiés par le Sultan.

3. *Id.*, p. 212-215.

tout à inspirer cette conviction aux puissances. Le comte Capo d'Istria prévoyait, cependant, que les négociations allaient avoir un résultat tout opposé : car, en même temps qu'il devait demander à la Porte l'entière exécution des articles du traité concernant les Principautés et la Serbie, il allait lui-même refuser d'exécuter les clauses du même traité concernant les frontières en Asie ! Il était évident, pour lui, « que les discussions auxquelles la mission du baron Stroganof allait donner lieu, seraient de nature à faire soupçonner à la Porte et aux cabinets européens que la Russie *dissimulait* ses intentions véritables, et que, loin de vouloir aplanir les difficultés, l'on ne cherchait au contraire que des griefs pour légitimer par la suite de nouvelles hostilités ¹.

Rédigées conformément aux intentions impériales, les instructions de Stroganof retraçaient « l'état de la Turquie et la politique invariablement adoptée à son égard ». Il fallait « écarter soigneusement la possibilité et toute occasion de guerre, quand même elle serait fondée sur des droits incontestables, afin de ne point compromettre le maintien de la paix générale en Europe, achetée par de si grands sacrifices ». Le ministre russe devait « discuter les griefs réciproques dans des vues conciliatrices, de manière que les arrangements qui en résulteraient pussent porter en eux-mêmes la garantie la plus rassurante de leur maintien inviolable dans l'avenir, but qui serait manqué complètement si l'Empereur admettait une délimitation compatible avec la solidité des rapports qu'on voulait établir, ou abandonnait aux vengeances musulmanes et aux spéculations européennes le sort et les intérêts des chrétiens, sujets ottomans ». En même temps Stroganof fut instruit « de la teneur des arrangements qui, en dernier résultat, seraient les plus conformes aux vœux de l'Empereur », et qui portaient sur cinq questions différentes : a) délimitation sur le Danube ; b) enlèvement de sujets russes et commerce des esclaves ; c) affaires de Serbie ; d) affaires des Principautés ; e) entraves au commerce et piraterie des Barbaresques ².

1. *Recueil de la Société historique de Russie*, t. III, p. 215-214.

2. Sommaire des négociations principales de M. le baron de Stroganof à Constantinople. Voy. *La Revue historique*, 1906, juillet-avril, p. 284-299.

En ce qui concernait la Serbie, il lui l'était prescrit « d'insister sur la stricte exécution de l'article VIII du traité de Bucharest et, en cas d'impossibilité de faire admettre la garantie de la Russie, de n'y renoncer qu'en obtenant pour les Serviens tous les avantages possibles. A défaut de l'intervention directe de la cour impériale dans l'arrangement de leurs affaires, il fallait lui conserver le droit d'avoir un agent sur les lieux pour y tenir la main¹ ».

D'après les rapports d'Italinsky, le gouvernement russe s'attendait à ce que la Porte persistât à demander la restitution du littoral asiatique, sans admettre aucune explication sur les articles du traité de Bucharest. Le baron de Stroganof jugea donc que « la délimitation définitive des frontières asiatiques ne pouvait être discutée qu'autant que la Porte reconnaîtrait le principe de discuter et ferait droit, en même temps, aux prétentions que la Russie formulait, par suite de l'infraction des articles du traité obligatoires pour les Turcs ». De là résultait une « négociation collective et simultanée » ; elle fut entamée par le diplomate russe dès sa première conférence avec les ministres turcs, qui eut lieu le 28 novembre 1816.

Dans cette conférence, le baron de Stroganof passa en revue, malgré le reis-effendi, les griefs de la Russie ; présenta « deux mémoires explicatifs » et une note, où il s'efforçait d'établir « le droit qu'avait la Russie de revenir sur la teneur de l'article séparé », d'exposer « l'ensemble de ses griefs », et enfin d'exposer le « mode de réparation dont ces griefs étaient susceptibles ». Mais ce fut en vain : la Porte ne se prêta à un arrangement amiable que sur un seul point, la délimitation du Danube (février 1817)².

Cette réponse n'était point pour plaire à l'empereur Alexandre. Il enjoignit à Stroganof de prévenir la Porte que « nul arrangement ne serait considéré comme obligatoire ni susceptible d'approbation ou de ratification de sa part, avant que tous les griefs russes eussent été examinés et discutés, en sorte que l'arrangement général dont on s'occupe pût faire droit à leur ensemble³ ».

1. *Revue historique*, 1906, juillet-avril, p. 284-299.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Afin de profiter du peu de bonne volonté que montrait la Porte, le ministre russe crut néanmoins pouvoir isoler la question de la délimitation du Danube de l'ensemble de la négociation.

Dans une conférence qu'il eut avec le reis-effendi, le 19 mai 1817, il avait commencé à la débattre, quand de nouveaux ordres lui parvinrent de Saint-Pétersbourg.

L'empereur Alexandre tombait de plus en plus dans le mysticisme de la Sainte-Alliance. Il « subordonnait le succès de la négociation à Constantinople au bien général de l'alliance européenne, et voulait devoir les avantages qu'il jugeait d'une utilité réciproque pour les deux empires à l'ascendant de la vérité, et non à celui de la force ». Selon son idée, la crainte d'une guerre en Orient pouvait troubler la tranquillité de l'Europe d'une part, et d'autre part la situation actuelle de la Turquie était la moins propre à la rendre agressive à l'égard de la Russie. Il repoussait par conséquent toute apparence de menaces ou de démonstrations hostiles.

De nouvelles instructions prescrivirent à Stroganof de « travailler pour le bien-être des chrétiens, protégés par la Russie, mais sous la sauvegarde des traités et en faisant agir leurs gouvernements respectifs¹ ».

Poursuivant ses conférences avec le reis-effendi, le ministre russe finit par conclure une convention particulière insérée dans un protocole *ad hoc*, qui obtint l'approbation de l'empereur Alexandre. Le gouvernement russe reconnut que « les lenteurs et les habitudes de la Porte rendaient inévitable la discussion isolée de toutes les questions² ».

Stroganof reprit alors les demandes relatives à la Serbie. Dans les conférences qu'il eut avec un comité des ministres turcs, il exposa qu'aucun accord, au sujet des *sécurités* à donner à la Serbie, n'avait encore été négocié ni conclu entre la Porte et les Serbes, et que, par conséquent, l'article VIII du traité de Bucharest était resté sans exécution; que, de plus, la Porte avait donné quelques promesses qui n'étaient pas remplies. On avait ainsi donné l'espoir aux Serbes que le

1. *Revue historique*, 1906, juillet-avril, p. 284-299.

2. *Ibid.*

montant annuel des impôts ne dépasserait pas un million et demi de piastres : or, en ce moment, il était de *trois millions*. On avait promis que la garnison turque de Belgrade ne dépasserait pas *six à huit cents hommes* ; or, elle en comptait *trois mille cinq cents*. Enfin, il rappela que les Turcs habitant la Serbie recommençaient à commettre des exactions, et que rien ne garantissait qu'ils n'iraient pas à l'extrême dans cette voie¹.

Les ministres turcs commencèrent par contester à l'empereur de Russie le droit de s'immiscer dans l'administration intérieure d'une province turque. Le baron de Stroganof répondit que son souverain parlait en qualité de *signataire du traité de Bucharest* ; qu'ayant de son côté rempli ses obligations, en retirant ses troupes de la Serbie et en laissant sous la juridiction du Sultan les habitants de cette province qui s'étaient mis sous le drapeau russe, il avait le droit d'exiger que l'autre partie tint elle-même ses engagements vis à vis de ce peuple. Le traité avait stipulé que *certaines affaires et certaines sécurités* seraient réglées par *la Sublime Porte, de concert avec les Serbes* : l'empereur Alexandre désirait savoir si ces questions avaient été réglées, et comment. « Si ces accords ont eu lieu, dit-il, ils ont dû être écrits », et la Porte pourrait facilement répondre au désir de l'empereur, en « *faisant voir cet acte* ». »

Les ministres turcs répliquèrent que le traité de Bucharest ne faisait aucune mention de conventions ou accords *par écrit* entre la Porte et ses sujets ; que ce traité avait en effet stipulé le pardon, l'amnistie et certains privilèges en faveur des Serbes, mais que « tout cela avait déjà été accordé et que le peuple était tout à fait content ».

Le baron de Stroganof remarqua alors qu'il ne restait plus à son souverain qu'à désirer « une *garantie* pour la durée de cet heureux état des choses ». Mais la preuve de ces arrangements devait être claire et positive, et par conséquent écrite, et la garantie devait être telle qu'elle satisfît complètement ceux qu'elle concernait. Par malheur, ajouta-t-il, les rapports qui

1. Liston, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople à son ministère, le 27 décembre 1817. Voy. *Le Messager du commerce*. Belgrade, 1904 N° 161.

2. *Ibid.*

sont parvenus à Sa Majesté sont conçus dans un sens tout opposé, et ces doutes ne peuvent être levés que par des documents authentiques.

Les ministres turcs nièrent qu'ils fussent obligés par le traité de donner sur la Serbie des communications par écrit ; mais consentirent néanmoins à donner des réponses verbales aux questions de l'Empereur. Ils déclarèrent en outre qu'une députation, composée des hommes les plus sages et les plus respectés du pays, avait marqué à la Porte tous les privilèges et les libéralités qu'elle trouvait indispensables pour le bien-être des Serbes, et que tout leur avait été accordé par des « ordonnances publiques » (firmans) et par des « proclamations du Sultan ». La Porte considérait que par là elle avait parfaitement exécuté l'article VIII du traité ; qu'en réalité, les habitants de cette province étaient contents et heureux, et qu'ils avaient témoigné leur gratitude au gouvernement ottoman par des adresses chaleureuses, qu'on ferait voir volontiers si on le demandait.

Le baron de Stroganof observa alors que certains firmans avaient été donnés en faveur des Serbes ; mais que, d'une part, les fonctionnaires turcs ne les avaient pas exécutés, et que, d'autre part, ces firmans n'avaient pas accordé *tous* les privilèges stipulés par le traité. De plus, d'après le traité, tout devait être réglé *de concert* entre la Porte et les Serbes : il demanda si cette *entente* avait eu lieu ; en ce cas, il désirait la *voir*. Enfin si, comme il l'avait entendu dire, il existait bien une certaine entente, quoique incomplète, entre les Serbes et la Porte, il estimait qu'elle pourrait servir de base pour une *entente définitive*, et qu'il ne resterait alors qu'à trouver de concert la manière d'en *garantir l'exécution*¹.

Les ministres déclarèrent qu'il n'existait pas d'entente par écrit, et répétèrent qu'en aucun cas le gouvernement turc ne pourrait consentir à montrer une telle entente avec ses sujets. Ils finirent par affirmer de nouveau que la Porte avait fait tout ce que le traité exigeait, et qu'il n'y avait absolument aucune raison pour que l'empereur de Russie interposât sa médiation !

Ces raisonnements ayant été développés et répétés au

1. *Messenger du commerce*. Belgrade, 1904, N° 161.

cours des deux conférences, dont chacune avait duré cinq heures, le baron de Stroganof proposa enfin une troisième conférence à *protocole*¹.

Elle eut lieu le 18 décembre. Afin de prouver au représentant de la Russie que la Porte avait exécuté les stipulations de l'article VIII du traité de Bucharest, et que le peuple serbe était heureux et content de son sort, le reis-effendi lui montra la lettre d'actions de grâces, extorquée à Miloch et aux knèzes serbes, en juillet de cette année, par le pacha de Belgrade.

A cette « complaisance superflue » — expression dont le reis-effendi s'était servi en produisant cette pièce — le baron de Stroganof répondit « que la lettre de Miloch pouvait tout au plus justifier l'administration actuelle ; que la prétendue satisfaction du peuple serbe était en opposition trop manifeste avec ses plaintes parvenues à la Cour Impériale ; enfin, que les firmans relatifs aux impôts, à la capitation, etc., dont on s'était appuyé, auraient dû être la conséquence d'un *concert mutuel* avec les Serbes, et ne pouvaient pas, étant révocables à volonté, suppléer au mode prescrit par l'article VIII ». C'est ce principe qu'il s'attachait surtout à soutenir en passant sous silence pour le moment, l'énumération des privilèges que la Porte devait accorder².

Le 30 décembre, le baron de Stroganof adressa une note énergique à la Porte pour lui demander de consolider le bien-être de la Serbie par un *hatti-chérif*. Le reis-effendi y répondit avec aigreur. Alors le ministre russe ne consentit à recevoir cette réponse qu'*ad referendum*. Il la transmit à son gouvernement avec une réfutation détaillée, en sollicitant de nouveaux ordres, « puisque — disait-il, — une plus longue discussion sur le même principe serait absolument vaine, sinon contraire à la dignité de la Russie ». Il fit observer « combien le moment était décisif pour la négociation : qu'elle soit prolongée sur le même pied, qu'elle soit reprise avec vigueur et en conséquence de nouveaux ordres de Sa Majesté Impériale, ou qu'on cède aux faibles raisonnements de la

1. Sommaire des négociations principales de M. le baron Stroganof à Constantinople. Voy. *La Revue historique*, 1906, juillet-août, p. 284-299.

2. *Ibid.*

Porte, chacun de ces trois partis aura la plus grande influence sur le crédit de la Russie, sur toutes ses relations dans le Levant et sur le succès de tous ses autres griefs ». « Le divan, — disait-il encore, — les ministres étrangers et la Grèce entière attendent avec une vive impatience le résultat de nos débats concernant la Serbie. Les oppresseurs et les opprimés vont tous régler là-dessus leur conduite future¹. »

Mais, à Saint-Pétersbourg, on n'entendait pas la politique de cette manière. L'attitude du baron Stroganof ne fut pas approuvée par l'Empereur : il voulait qu'elle fût purement *passive*, la Porte « ayant seule provoqué la négociation en insistant sur la remise de tout le littoral asiatique ». Stroganof fut chargé de présenter à la Porte, d'après un canevas préparé à Saint-Pétersbourg, une note qui embrasserait essentiellement la totalité des objets en discussion et fixerait les principes ainsi que la manière de traiter. Le reis-effendi devait être invité à répondre « *exclusivement sur le mode de la négociation, et non sur le fond*. Si la Porte refusait de coopérer au but proposé, l'Empereur s'abstiendrait de toute discussion ultérieure, sans rien changer, d'ailleurs, aux relations entre les deux empires, mais avec le regret de ne pouvoir les resserrer d'une manière plus intime² ».

Après s'être acquitté de ces ordres par une note en date du 21 mai 1818, le baron de Stroganof fit part à son gouvernement de ses idées sur un « arrangement général, pour le cas où la Porte consentirait à traiter tous les points simultanément ».

Le gouvernement russe approuva ce projet sans le considérer encore comme base définitive. Il détermina les objets à soutenir, quand même la négociation serait ajournée. Le baron de Stroganof représenta « l'extrême difficulté de maintenir la séparation des objets, tandis que les Turcs chercheront à tout confondre et à éluder les réclamations russes, en alléguant sans cesse l'ajournement consenti, ou bien en élevant de nouveaux doutes sur le sens des stipulations³ ».

Cependant la Porte différait de répondre à la note russe du 21 juin. Ce n'est que le 7 octobre que le reis-effendi

1. *Revue historique*, 1906, juillet-août, p. 284-299.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

communiqua officiellement au baron de Stroganof les décisions de la Porte. Elle opposait un refus aux propositions russes, en déclarant « avoir tout exécuté, tout fait, et qu'il ne restait qu'à lui rendre les forteresses en Asie. » Elle n'avait que certaines prétentions particulières à propos des confiscations, *faites par représailles*, mais se réservait d'y opposer les siennes. Enfin elle rejeta toute la faute des retards sur la Russie¹!

A la suite du rejet par la Porte de la négociation collective, on pouvait s'attendre à une action énergique de la part de l'empereur Alexandre. Mais, fidèle à sa politique chrétienne, inaugurée en 1815, il se contenta d'écrire au Sultan pour lui représenter « le contraste affligeant entre les vues de la Russie, son désir de cimenter les rapports avec l'empire ottoman dans le même esprit que la totalité des relations européennes, et la manière dont ses efforts étaient accueillis à Constantinople ». Cette lettre fut accompagnée d'une note du baron de Stroganof, où le ministre russe s'efforçait de « prouver que la question du littoral asiatique était intimement liée à tous les autres objets en discussion, et que prétendre l'isoler serait donner une base précaire à l'état de paix existant » ; il montrait que le germe du débat était dans le refus du Sultan de ratifier l'article II secret du traité de Bucharest, et énumérait les clauses enfreintes de cette transaction ; il rappelait que la négociation ayant été ouverte sur les instances de la Porte, celle-ci pouvait la continuer à son gré sans apporter aucune altération au système de conduite magnanime du cabinet de Saint-Petersbourg, « mais que tout expédient dilatoire à l'égard des affaires courantes, de tous les points qu'un consentement mutuel avait placés hors de doute, aurait pour effet immédiat d'anéantir les rapports de bon voisinage entre les deux empires² ».

Cette démarche ne produisit point l'effet désiré. Dans sa réponse à l'empereur Alexandre le Sultan, s'attachant à l'expression « que son refus de ratifier les articles séparés avait été le germe des discussions », offrit « de ratifier ces deux articles dans toute leur étendue, pourvu que cela fût

1. *Revue historique*, juillet-août, p. 284-299.

2. *Ibid.*

précédé par l'exécution réelle et parfaite de l'évacuation des confins d'Asie selon le traité, et de quelques clauses nécessaires ». La note du reis-effendi du 26 avril 1819, qui accompagnait cette réponse, n'était qu'une amplification de cette proposition.

Ce ne fut qu'au début de 1820, au moment où le Sultan était préoccupé de la guerre contre Ali-Pacha, que l'attitude de la Porte changea à l'égard de la Russie. Le baron de Stroganof réussit alors à « ramener la négociation aux termes précis de son début; il reproduisit même la classification première des objets qui la composaient, et montra par la simple citation des faits la contradiction évidente où se mettait la Porte en niant qu'il y eût matière à discussion, tandis qu'elle avait précédemment admis un principe de régularisation et fixé des conférences pour passer en revue les points contestés¹ ».

Le reis-effendi, qui s'était vivement opposé à la reprise des pourparlers, fut toutefois obligé de déclarer dans une note du 14 juin « que la Sublime Porte ne se croyait pas permis de s'abstenir de conférer sur les articles déjà souvent discutés, en se conformant à la condition qu'ils soient dorénavant adaptés au texte des stipulations », et il annonça la nomination de Nichandji-Hamid-Bey et du prince Callimachi, comme plénipotentiaires de la Porte, pour traiter avec le baron de Stroganof¹.

II

Pendant que ces négociations générales se déroulaient à Constantinople, des négociations particulières avaient lieu entre Miloch Obrénovitch d'une part, le baron Stroganof et la Porte d'autre part.

Le nouveau ministre de Russie à Constantinople n'avait pas manqué, dès que le besoin s'en était fait sentir, d'entrer en correspondance avec le chef serbe, par l'intermédiaire de Gherman. Cette correspondance ne devint toutefois importante que vers la fin de 1817, lorsque le baron de Stroganof apprit que Miloch avait signé la lettre d'actions de grâces

1. *Revue historique*, 1906, juillet-août, p. 284-299.

au gouvernement turc. A cette occasion il s'adressa à Gherman, et n'hésita point à blâmer la conduite de Miloch. « Au moment, lui écrivait-il, où la Russie regarde avec tristesse les souffrances du peuple serbe et se prépare à user de tous les moyens dépendants d'elle pour assurer la paix et la tranquillité de la Serbie, il est du devoir de tout patriote serbe de seconder de tout cœur ces intentions bienfaisantes de leur protecteur, et d'être prêt à tous les sacrifices pour atteindre ce but. Vous pouvez vous représenter maintenant combien cette reconnaissance solennelle d'Obrénovitch m'a étonné : jusqu'à présent votre chef suprême a, paraît-il, tenu à mes conseils, et j'étais en droit d'attendre qu'il ne ferait pas une chose si importante sans me consulter. Il s'excuse, il est vrai, d'y avoir été contraint par le pacha de Belgrade ; mais en signant au nom du peuple serbe un acte qui affirme que les Serbes jouissent d'une paix et d'une tranquillité que leurs ancêtres n'ont pas connues, et qu'ils désirent seulement que cela continue, n'a-t-il pas songé que le peuple pourrait l'accuser de pusillanimité et lui enlever sa confiance¹ ? »

La Porte, désireuse de son côté d'éluder toute intervention de la Russie, avait prescrit au pacha de Belgrade, au commencement de 1818, d'obtenir de Miloch, par n'importe quel moyen, une *nouvelle attestation*, pareille à celle qu'il avait signée l'année précédente. Elle voulait prouver, une fois de plus, au baron de Stroganof que l'accord entre la Porte et la Serbie était fait, et qu'il n'y avait plus lieu de s'occuper des Serbes, ni de l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest !

Dès le 6 mai, le pacha exécuta l'ordre de la Porte. Mais, averti par la lettre du baron de Stroganof, et suivant les instructions du gouvernement russe qui lui recommandaient de temporiser dans toutes ses négociations avec le pacha, Miloch se déroba à sa demande. Afin de gagner du temps, il répondit qu'il lui fallait l'assentiment préalable de tous les knèzes de district. La réunion ordinaire des knèzes pour la répartition des impôts eut lieu le 12 mai. Ils refusèrent à

1. Stroganof à Gherman, avril ou mai. 1817. Voy. ПОПОВ (N.), *o. c.* p. 5.

l'unanimité de répondre à la demande du vizir ! Ce vote fut caché au pacha ; mais comme il avait réitéré sa demande à Miloch, celui-ci se rendit chez lui le 25 mai. « En 1815, lui dit-il, nous avons prié le Sultan, par votre entremise, honorable Pacha, de nous faire confirmer par un firman les privilèges qui nous avaient été accordés en 1806, par l'intermédiaire de Pierre Itchko. Vous nous avez promis de nous les faire obtenir ; mais jusqu'à ce jour, nous n'avons rien reçu de notre grand Sultan, excepté vous-même, un pacha juste et humain, ce dont nous avons remercié par cette première lettre d'actions de grâces. Mais vous êtes aussi un homme mortel, et après votre mort, ou votre déplacement, il ne nous restera à nous et à notre postérité, que votre bon souvenir, et nous serons exposés à être opprimés, comme par le passé, par un autre pacha, votre successeur. De tout cela vous pouvez conclure vous-même, honorable Pacha, que, ne nous ayant fait aucune nouvelle faveur, il n'y a pas de motif de demander une nouvelle lettre solennelle d'actions de grâces¹. » Le pacha s'efforça alors, par lui-même, et à l'aide de son lieutenant et d'autres fonctionnaires tures, de décider Miloch à aller à Constantinople s'incliner devant le Sultan ; il lui promit de lui faire cadeau d'une somme de 200 000 piastres avec le montant des revenus des malitchané², et de lui donner de plus 250 000 piastres pour les frais du voyage. Tout fut inutile. Miloch, fidèle à la parole donnée à son protecteur, déclina ces offres, répétant qu'il ne demandait pas autre chose que les privilèges obtenus par Itchko en 1806. Marachli dut informer le Divan qu'en dépit de tous ses efforts, les Serbes repoussaient ses propositions.

Pour se venger de cet échec le vizir communiqua au chef serbe trois firmans de la Porte, dont deux lui ordonnaient de réparer la forteresse de Belgrade ; le troisième prescrivant la construction d'un pont en bois sur la Morava, près de Tchoupria, ainsi que d'un retranchement renforcé de palissades et muni de cinq canons, avec des casernes et des magasins à l'intérieur. Pour le moment le pacha lui ordonna d'exécuter

1, Miloch au gouvernement russe, le 30 mai 1818. Voy. PÉTROVITCH (Mita), *o. c.*, t. I, p. 615-616.

2. *Ibid.*

seulement le troisième firman, et de faire pour ce travail des levées d'hommes dans quatre districts¹.

Miloch s'en plaignit à Stroganof, en réclamant son assistance. Le ministre russe répondit que, pour négocier utilement à Constantinople, il avait besoin de connaître tout ce qui avait été jusqu'à ce jour négocié entre les Serbes et la Porte. En même temps, il conseilla à Miloch, dans ses démêlés avec le Pacha de Belgrade, de ne pas faire appel à la protection de la Russie, avant la clôture des négociations qui se poursuivaient à la Porte².

Cependant Marachli-Ali Pacha avait demandé à Miloch de mettre à exécution les trois firmans, en y ajoutant l'ordre de construire pour la garnison turque de Belgrade de grandes embarcations sur le Danube. Miloch renouvela sa plainte au baron de Stroganof, qui réclama lui-même, avant de donner un conseil utile, la copie de tous les firmans où se trouvaient définis les devoirs de la Serbie envers la Porte, ainsi que les dossiers des affaires pour lesquelles Miloch sollicitait son appui. « La Russie, écrivait-il à Gherman, conseille à Miloch Obrénovitch et aux autres chefs de se tenir tranquilles; mais elle ne cessera pas de défendre les droits des Serbes s'ils sont violés en quoi que ce soit. Que le knèze suprême représente énergiquement au pacha et, au besoin, au Sultan lui-même, que les Serbes ne peuvent pas faire ce que le pacha exige, le temps n'étant pas favorable à ce travail.... Si Miloch offrait solennellement de payer à un prix convenable tous les frais du travail, la Porte ne pourrait rejeter tout à fait ses justes représentations³. »

Malgré leur échec, Marachli-Ali Pacha et son entourage cherchaient toujours à séparer les intérêts de Miloch de ceux du peuple, favorisant les premiers pour amener le knèze à sacrifier les seconds. Comme Miloch n'était pas homme à dédaigner ses intérêts personnels, le pacha commença à lui faire espérer qu'avec son appui il pourrait obtenir du Sultan d'être reconnu prince héréditaire de la Serbie. Le pouvoir de Miloch ainsi assuré, les Turcs entendaient bien gouverner le pays à leur guise.

1. PÉTROVITCH (Mita), *o. c.*, t. I, p. 615-616.

2. Stroganof à Gherman, le 27 juin 1818. Voy. Popof (N.), *o. c.* p. 6

3. Le même au même (fin de 1818). *Id.*, p. 7.

Miloch, flatté de ces propositions, s'en ouvrit au baron de Stroganof. Celui-ci lui répondit ouvertement que son désir était « prématuré pour les intérêts de la Serbie ¹ ». Froissé de cette réponse, le knèze suprême n'en continua pas moins à caresser son ambition. Il parut même incliner, un moment, à la mettre au-dessus des intérêts du pays. Mais le ministre russe ne cessa de la combattre. « La Porte voit, lui écrivait-il à la fin de 1819, que vous tenez beaucoup à obtenir l'hérédité du titre de prince, et veut profiter de cette occasion favorable; elle vous flatte, afin de supprimer par votre moyen les droits du peuple, et de l'empêcher par là d'arriver à une meilleure situation. Mais croyez-vous, en effet, qu'elle remplira sa promesse envers vous, lorsque vous aurez fait ce qu'elle désire? Et même si cela était, est-ce que vous consentiriez à acheter la dignité de prince à ce prix, au prix de la liberté et du bonheur de votre peuple? Ne renouvez pas ou, pour mieux dire, ne doublez pas les fautes qui, en 1817, m'avaient gêné dans mes démarches en faveur de la Serbie. La Porte a profité alors de la simple expression de votre reconnaissance envers le pacha; aujourd'hui elle veut extorquer au peuple un acte solennel, par lequel elle pourrait éloigner la Russie de vos affaires. Quelles sont les intentions de notre souverain en protégeant la Serbie? La réponse à cette question est simple et claire : il veut, *par la stricte exécution de l'article VIII du traité de Bucharest*, assurer aux Serbes la paix et le bonheur. Si le peuple obtient justice, si ses rapports avec la Porte sont déterminés, si le premier de tous ses droits, celui de tenir tous les ans une skoupchtina nationale, lui est reconnu, le chef suprême verra alors s'accroître son importance et son crédit auprès des Turcs. Alors aussi il pourra beaucoup plus facilement les amener à satisfaire ses ambitions personnelles. En un mot, il faut tout d'abord arranger les affaires du peuple, et alors seulement espérer le succès de ses propres affaires ; sans cela vous ne pouvez attendre aucun succès, mais seulement un repentir tardif. Vous m'avez demandé des conseils, je vous les donne cordialement et franchement. Vous pouvez représenter au pacha et à la Porte elle-même, que la Russie ne s'occupe des affaires

1, Stroganof à Miloch, le 14 janvier 1819. *Id.*, p. 7.

serbes que parce que la Porte n'a pas encore exécuté l'article VIII du traité de Bucharest; vous pouvez leur dire que le Sultan a un bon moyen d'écarter l'influence russe, c'est de vous confirmer les privilèges promis. Assurez-les que le peuple ainsi satisfait ne cherchera plus de protection auprès des États étrangers. La réponse du gouvernement turc vous montrera clairement combien il est franc envers vous et envers le peuple serbe¹. »

Cependant le gouvernement russe informé, des visées de Miloch, et « rattachant cet intérêt personnel au bien général du peuple serbe, examina si, en le favorisant, on pouvait consolider l'existence politique et civile de la Serbie, et remplir ainsi l'objet des garanties stipulées » par le traité de Bucharest. A son avis, « autant le vœu de Miloch serait désastreux s'il ne tendait qu'à livrer son pays au despotisme d'une famille, autant il deviendrait salulaire dans le cas où il motiverait un règlement d'administration stable à l'instar de ceux qui existaient en Moldavie et en Valachie ». Il considérait qu'« un hatti-cherif de cette nature, quoique émané sans participation de la Russie, ne porterait aucune atteinte à l'article VIII (du traité de Bucharest); au contraire, on en prendrait acte comme d'une disposition complémentaire, d'une reconnaissance formelle des droits des Serbes ». On prescrivit donc à Stroganof « de garder une attitude purement passive envers la Porte », et on lui envoya un projet de requête qu'il devait tâcher de faire présenter par l'assemblée de la nation serbe, en insinuant à Miloch que la cour impériale ne désapprouverait pas son désir, combiné avec le bien public².

Mais ce projet de requête élaboré par le gouvernement russe ne fut pas utilisé, car Miloch s'était hâté d'en faire remettre à Constantinople un autre de sa façon, par une députation expresse.

C'est que le malentendu entre le chef serbe et le pacha de Belgrade ne faisait qu'augmenter. Le grand-vizir, loin de répondre au désir de Miloch, ayant exprimé quelques soupçons sur sa fidélité, le pacha, tout en entretenant chez lui

1. Stroganof à Miloch, le 13 décembre 1819. Voy. *Id.*, p. 139-140.

2. Sommaire des négociations principales de M. le baron Stroganof à Constantinople. Voy. *La Revue historique*, 1906, mai-juin, p. 284-299.

l'espoir d'un titre héréditaire, prétendait lui imposer des conditions inacceptables. Il lui fit savoir, au début de 1820, que la Porte exaucerait ses vœux « dès que le peuple serbe aurait prêté par écrit le serment de fidélité, et promis de faire la guerre à côté des Turcs contre tout ennemi de la Porte ». Miloch n'accueillit cette déclaration qu'avec défiance. D'ailleurs le peuple était inquiet de l'avenir; malgré toutes les adresses et députations envoyées à Constantinople, aucune garantie ne lui avait été donnée. L'inquiétude s'accrut lorsqu'on apprit que Kourchid-Pacha, vizir de Bosnie, était rappelé¹; car, durant son gouvernement dans cette province voisine, la Serbie était restée tranquille de ce côté. Ne pouvait-on pas, maintenant, s'attendre à des complications avec les seigneurs (*capitain*) effrénés de la Bosnie orientale? Les knèzes se firent l'écho de ces soucis auprès de Miloch, et celui-ci, en leur nom, s'adressa au pacha de Belgrade et lui demanda ce qu'il en était des privilèges réclamés par le peuple. Le vizir lui fit répondre que, si les privilèges n'étaient pas encore accordés, la faute en était à lui, Miloch, qui n'avait pas suivi son conseil, en refusant d'aller à Constantinople, ou d'y envoyer son frère.

Miloch n'eut pas de peine à relever ce reproche, en rappelant les motifs qui l'avaient empêché d'aller lui-même à Constantinople, et le fait que son frère y était allé sans succès. Il résolut d'agir autrement pour faire entendre au Sultan les doléances de la nation. Au nom des chefs, il pria le pacha de transmettre à la Porte une pétition du peuple demandant qu'un commissaire vînt en Serbie pour entendre les vœux de la population. Quand ces vœux seraient sanctionnés par des firmans du Sultan, alors les knèzes et tous les Serbes prêteraient le serment de fidélité réclamé, et le confirmeraient en fait².

Une telle demande déplut au pacha. Il reprocha à Miloch de ne lui avoir jamais rien dit au sujet des besoins du peuple et, par des flatteries, essaya, de concert avec son

1. Ce pacha était remplacé dans le gouvernement de la Bosnie par Djelab-Eddine, pacha d'Andrinople, dès le 8 décembre 1819. V. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol., 282, f. 99.

2. Miloch à George Popovitch, le 20 mars 1820. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 70-72.

lieutenant, de détourner le chef de son projet¹. Surpris de la conduite du pacha, Miloch soupçonna que les pétitions antérieures n'avaient pas été transmises à Constantinople. Il en prévint un des knèzes de la chancellerie nationale, et lui annonça qu'il allait suspendre sa correspondance avec le vizir et se proposait de présenter à l'avenir les pétitions du peuple par l'entremise « des autres amis² ». Le pacha, instruit sans doute des intentions de Miloch, ne put que consentir à délivrer « une lettre de recommandation » pour accompagner la pétition serbe à la Porte³.

Peu après, Miloch décida d'envoyer à Constantinople une nouvelle députation composée de George Popovitch-Tché-lékh, Léontiévitch et Sava Liotitch. Elle partit à la fin d'avril. En informant le baron de Stroganof de son départ, le chef serbe le pria de diriger les députés dans leur mission. « Je confie, dit-il, mon sort et celui de mon peuple très éprouvé à notre protecteur, pour lequel le peuple serbe est prêt à sacrifier la dernière goutte de son sang, et je laisse à votre sagesse la gestion des affaires serbes⁴. »

Malgré cette recommandation, les députés serbes remirent la pétition à la Porte dès le 19 mai, sans avoir vu le baron de Stroganof! Ce n'est que le 24 mai qu'un d'entre eux vint le trouver, sans lui apporter, d'ailleurs, aucun renseignement utile pour appuyer leur requête. Popovitch, invité par le baron à venir le voir, n'osa pas y aller, de crainte d'attirer les soupçons de la Porte. Alors le ministre russe demanda aux députés de lui expliquer l'affaire par écrit. Léontiévitch lui apporta la copie de la pétition remise à la Porte, et la liste des impôts que payaient les Serbes. Stroganof connaissait déjà ces documents : indisposé par une telle méfiance, et se voyant dans l'impossibilité de rien faire en faveur des Serbes, il recommanda aux députés de ne plus revenir, s'ils n'avaient pas autre chose à lui apporter.

Informé de ce qui se passait, Miloch, afin de calmer le baron de Stroganof et d'écarter pour l'avenir tout malen-

1. Le même au même, le 27 mars 1820. *Id.* p. 73-74.

2. *Ibid.*

3. Miloch à ses frères Jean et Ephrem, le 14 avril 1820. V. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 50-51.

4. Miloch à Stroganof, le 15 mai 1820. Voy. ПОПОВ (N.), *o. c.*, p. 12.

tendu, sentit le besoin d'envoyer un personnage habile, pour servir d'intermédiaire secret entre la légation russe et les députés serbes. Et comme la Porte avait été instruite du but du séjour de Gherman à Bucharest¹, et que Miloch, sur la demande du pacha de Belgrade, avait été obligé de le rappeler, il s'empessa d'écrire au baron de Stroganof, blâmant la conduite des députés, et autorisant le ministre russe à refaire et à compléter la pétition. Il le pria notamment d'y ajouter la demande qu'un consul russe fût envoyé à Belgrade, et que le pacha à trois queues, avec sa suite nombreuse, fût remplacé par « un fonctionnaire inférieur quelconque », qui commanderait seulement la garnison. Il donnait des renseignements précis sur les frontières de la Serbie au temps de la conclusion du traité de Bucharest, en faisant remarquer que la Serbie, avec ces frontières, pourrait payer un million et demi à deux millions de piastres de tribut annuel².

Peu après, informé sans doute par les députés que la Porte était disposée à envoyer un commissaire en Serbie, Miloch écrivit de nouveau à Stroganof et le pria de rédiger un projet de requête, relativement aux droits du peuple serbe, destiné à être remis au commissaire dès qu'il serait nommé³. Mais le diplomate russe, voyant la négociation mal conduite, et n'ayant pas assez de renseignements précis pour rédiger la requête, conseilla au chef serbe de continuer ses instances pour l'envoi d'un commissaire, et de transférer les négociations à Belgrade, afin de les conduire par lui-même en personne avec les autres chefs, les députés envoyés à Constantinople étant incapables de les mener à bonne fin⁴.

La Porte, cependant, avait pris une résolution au sujet de la pétition serbe. Elle nomma Mehemet-Essad Effendi, le munit d'un firman et lui donna ordre de se rendre à Belgrade en compagnie des députés serbes. Le baron de Stroganof trouva le moyen d'en être informé; et sachant que le firman répondait fort peu aux espérances et aux intérêts du peuple

1. Il y séjournait depuis 1816, en qualité d'agent de Miloch, auprès du consulat russe.

2. Miloch à Stroganof, le 27 mai 1820. *Id.*, p. 141-143.

3. Le même au même, le 6 juillet 1820, *Id.*, p. 143-144.

4. Stroganof à Miloch, le 27 juillet 1820. *Id.*, p. 144.

serbe, il s'empessa d'avertir Miloch, et l'engagea à le refuser. « Vous devez, lui écrivit-il, réfléchir avec les chefs les plus sages et rejeter, avec respect, mais avec énergie, cette prétendue convention de la Porte avec la députation, à laquelle se réfère le firman, en expliquant que *la députation n'était pas munie de pleins pouvoirs, ni de votre part, ni de la part du peuple*. Aussi ai-je cessé toute relation avec vos députés. A quoi bon leur donner des conseils puisqu'ils ne les suivent pas, et, qui pis est, les interprètent de travers ! Je vous prie de ne pas oublier qu'il ne dépend désormais que de votre intelligence et de votre énergie que la Porte satisfasse aux justes désirs du peuple serbe. Par conséquent, je considère comme mon principal devoir de vous rappeler cette règle capitale, que tout acte contenant les desiderata du peuple et signé par le knèze suprême et tous les chefs, je dois le considérer, lorsque la Porte me le présente, comme l'expression complète et véritable de la volonté du peuple. Et l'intervention de la cour de Russie, basée sur l'article VIII du traité de Bucharest, ne peut plus avoir lieu après un tel acte¹. »

III

Dès que Miloch connut la prochaine arrivée du commissaire impérial, il s'empessa de lui préparer la réception la plus solennelle. Après avoir organisé son voyage à travers la Serbie, il demanda à deux Turcs, les plus distingués de Belgrade, de mettre leurs maisons à sa disposition ; et comme ceux-ci montraient peu d'empressement, il fit mettre en état sa propre demeure. Il prescrivit aux knèzes et à leurs administrés de se tenir prêts à recevoir le commissaire, et ordonna que le peuple mit partout ses habits de fête. Une question de « protocole » se posait qui n'était pas facile à résoudre : en quel lieu et de quelle manière Miloch devait-il recevoir l'envoyé du Sultan ? Mais, comme celui-ci avait exprimé le désir de voir Miloch avant le pacha, Miloch prit le parti de se rencontrer avec lui à Batotchina, sur la route

1. Le même au même, le 2 août 1820. *Id.*, p. 19.

menant de Yagodina à Belgrade. En même temps il convoqua les notables du pays à une réunion, pour arrêter les termes de l'adresse à remettre au commissaire¹.

Pendant tous ces préparatifs de fête, les Turcs de Belgrade intriguaient contre Miloch. Les spahis firent savoir au pacha qu'ils porteraient plainte au commissaire contre un ordre prétendu de Miloch, enjoignant à la population serbe de ne plus leur payer la dime. Quelques-uns même menaçaient de déposer leurs brevets et leurs sabres². Sans s'effrayer, Miloch fit savoir aux spahis qu'il leur laissait un terme de quinze jours pour mettre leur menace à exécution, et qu'il se chargeait de donner la réponse au commissaire³.

Cependant Mehemet-Essad Effendi s'était mis en route pour la Serbie, et le 20 août il se trouvait déjà à Nisch. Il fut reçu à la frontière du pachalik par un frère de Miloch et un knèze, accompagnés d'une forte escorte; puis à Batotchina par Miloch lui-même; et sur tout le chemin par les délégations, jusqu'à Belgrade, où il arriva le 27 août 1820.

Les Turcs s'étaient abstenus de toute démonstration; mais dès que le commissaire fut arrivé à Belgrade, persuadés que le chef serbe ne tarderait pas à y arriver avec les délégations du peuple, ils commencèrent à fomenter des complots contre sa vie. Instruit de ce qui le menaçait, Miloch ordonna aux knèzes d'augmenter le nombre d'hommes armés, qu'ils devaient amener avec eux à l'assemblée. En même temps, il prescrivit aux knèzes de la Chancellerie Nationale qui habitaient Belgrade, de se rendre auprès de Marachli-Ali Pacha, et de lui demander ce que signifiait cette agitation parmi les Turcs, puis d'informer le commissaire de tout ce qui se tramait et de lui demander l'autorisation pour Miloch de venir à Belgrade, accompagné d'un délégué de chaque village du pachalik⁴.

Le 4 septembre la skouptchina serbe se réunit à Ostroujnitsa, près de Belgrade. Elle délibéra pendant trois jours, sur

1. Miloch à son frère Ephrem, le 19 août 1820. V. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 129-140.

2. Le même au chef des spahis, le 18 août 1820. *Id.*, p. 128.

3. *Ibid.*

4. Miloch aux knèzes de la Chancellerie Nationale, le 1^{er} sept. 1820. *Id.*, p. 136.

la façon dont on devait accueillir le commissaire et répondre au firman dont il était porteur. Miloch insista pour venir à Belgrade avec les membres de la skouptchina. Le pacha, de son côté, informé que l'assemblée était imposante, engagea le commissaire à refuser cette autorisation et à ne pas s'éloigner de Belgrade. Il écrivit à Miloch que la skouptchina étant très nombreuse, il n'y avait pas à Belgrade assez de vivres pour elle ; il lui conseillait donc d'y venir seul, avec une simple escorte. Miloch, n'ignorant pas que les Turcs lui tendaient un piège et qu'ils lui avaient préparé des chibouques empoisonnés, répondit que cela n'était pas possible, et ajouta que les membres de la skouptchina avaient de quoi se nourrir et que d'ailleurs ils ne le laisseraient pas partir tout seul ¹.

Mehemet-Essad Effendi se trouvait ainsi dans une situation embarrassante. Ne sachant que faire, il demanda à Miloch de s'approcher un peu plus de Belgrade avec la skouptchina. Miloch y consentit et transféra l'assemblée à Vrbé, à la jonction de la rivière de Toptchidère et de la Save ; mais, craignant quelque ruse de la part des Turcs, il envoya à Belgrade son frère Jean, avec plusieurs knèzes et une suite de 200 hommes, pour entendre la lecture du firman, avec ordre de déclarer au commissaire, une fois la lecture terminée, « qu'ils acceptaient les faveurs impériales » et pour tout le reste, de le renvoyer au knèze suprême et à la skouptchina ².

Le 7 septembre, Jean Obrénovitch et ses compagnons arrivèrent à Belgrade. La lecture du firman faite en leur présence : « Nous acceptons les faveurs impériales, contenues dans ce firman », répondirent-ils, ajoutant que la skouptchina seule pouvait en dire davantage.

Le lendemain, le commissaire se rendit à Vrbé. Il y donna lecture du firman qui contenait les dispositions suivantes : 1^o Le commissaire impérial fixera, de concert avec les chefs serbes, la somme que le pachalik de Belgrade aura à payer au Sultan ; 2^o les moussélimes seront supprimés dans le pachalik, excepté dans les forteresses qui se trouvent à la frontière autrichienne ; 3^o Miloch Obrénovitch restera, comme

1. Karadjitch (V. St.), *o. c.*, p. 175.

2. Miloch aux knèzes, le 6 sept. 1820. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 137-138.

par le passé, knèze suprême du peuple; 4° les Serbes resteront les raïas comme l'étaient leurs ancêtres; ils entretiendront comme par le passé les troupes turques qui séjourneraient dans le pachalik où qui le traverseraient¹.

Puis, le commissaire sortit de sa poche un projet de lettre, rédigé à Constantinople, où les Serbes se déclaraient pleinement satisfaits de ce firman et s'engageaient à ne jamais plus rien réclamer de la Porte! Après avoir rappelé que les députés serbes à Constantinople avaient accepté le firman, il demanda que cette lettre fût signée par Miloch et tous les chefs du peuple!

Miloch ayant alors demandé l'avis de l'assemblée, celle-ci répondit par un refus unanime! Surpris, et voyant qu'il ne pouvait insister, le commissaire demanda à la skouptchina ce que les Serbes voulaient, puisqu'ils n'acceptaient pas le firman. « Nous voulons, répondirent les membres de la skouptchina, dressés à merveille par Miloch, nous réclamons les droits que nous a assurés le traité de Bucharest, conclu entre la Turquie et la Russie en 1812! »

Interloqué par cet appel au traité de Bucharest, et vexé de voir échouer sa mission, Mehemet-Essad Effendi fit amener son cheval, le monta et, accompagné de sa suite, sans répondre un seul mot, retourna à Belgrade²!

Quant aux Serbes, ils revinrent le même jour à Ostroujnitsa, et le lendemain s'y réunirent pour délibérer sur la situation. La skouptchina approuva pleinement la réponse faite au commissaire, mais jugea utile de la lui expliquer, afin qu'elle ne fût pas mal interprétée à Constantinople. Miloch écrivit immédiatement à Mehemet-Essad Effendi. Il lui exprima ses regrets de ce qu'il avait été obligé de sortir de la forteresse pour communiquer le firman à l'assemblée du peuple : la faute en était « aux mal pensants Turcs de Belgrade » qui avaient comploté contre la vie du knèze suprême, dans le but d'exciter la révolte et de brouiller le peuple serbe avec le Sultan. Mais les Serbes tâcheraient d'éviter ce piège et ne porteraient pas atteinte aux clémentes intentions du Sultan. » Quant au firman même, « le peuple avait attendu

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 113.

2. *Id.*, p. 114-115.

avec joie l'arrivée du commissaire; mais il avait été stupéfait en entendant la proclamation de faveurs impériales qui ne répondaient pas à ses désirs, et qui laissaient son sort dans l'incertitude et dans la tristesse ». Il assurait enfin que les députés serbes à Constantinople n'avaient eu aucun pouvoir pour conclure, et il en appelait au témoignage du prince Callimachi, drogman de la Porte. « Le peuple, disait-il, est fidèle à son empereur, et il aura recours à sa magnanimité et à sa grâce inépuisable par une nouvelle pétition ¹. » En même temps Miloch écrivit une lettre de courtoisie et d'excuses à Marachli-Ali Pacha ².

Cependant, la nouvelle de l'échec du commissaire de la Porte s'était répandue dans le pays. Craignant que la population ne se vengeât sur les spahis de leurs exactions antérieures, le chef serbe et la skouptchina crurent nécessaire, avant de se séparer, de prendre encore quelques mesures pour assurer l'ordre et la tranquillité du pays. Miloch publia immédiatement une proclamation où il promettait au peuple qu'avec l'aide des knèzes, il mènerait à bonne fin la cause nationale, et recommandait à tous le calme et la tranquillité ³. En outre, supposant avec raison que le commissaire ottoman, fort mécontent de son échec, et influencé par les Turcs de Belgrade, présenterait à Constantinople les choses de Serbie sous un faux jour, ils jugèrent nécessaire d'envoyer à la Porte un compte rendu exact des événements. Aussitôt donc après la séparation de la skouptchina, et dès son retour à Kragouïévats ⁴, Miloch s'empressa de remplir cette tâche. Le compte rendu fut rédigé et expédié par un courrier spécial dès le 18 septembre ⁵.

Suivant les prévisions du chef serbe, l'échec du commissaire ne calma pas les Turcs de Belgrade. Quelques jours après le rejet du firman par la skouptchina, ils tirèrent sur les fenêtres de la maison de Miloch ⁶. Ceux de Chabats se mirent

1. Miloch à Mehemet-Essad Effendi, le 9 sept. 1820. *Id.*, p. 158-159.

2. Le même à Marachli-Ali Pacha, le 10 sept. 1820. *Id.*, p. 159-140.

3. Miloch aux Turcs et aux Serbes du pachalik, le 10 sept. 1820. *Id.*, p. 140.

4. Kragouïévats était la capitale du pays depuis 1816.

5. *Id.*, p. 118.

6. Miloch à Vouïtsa Voulitchévitch, le 25 sept. 1820. *Id.*, p. 143-144.

à attaquer les Serbes et à les maltraiter, non seulement dans la ville, mais aussi dans la campagne¹. Le chef des spahis envoya un émissaire dans le pays pour prévenir ses camarades qu'on était à la veille d'événements importants, et qu'ils feraient bien de mettre ordre à leurs affaires dans quinze jours au plus tard, et de se retirer de la campagne² ! D'autre part, on essaya de même d'exciter les Serbes contre Miloch et ses collègues. On racontait que Miloch avait promis de donner au pacha « sept cents jeunes filles serbes et un million de piastres, pour obtenir la dispense de faire campagne contre Ali-Pacha³. » On alla jusqu'à assurer aux knèzes, membres de la chancellerie nationale, que Miloch se procurait *des canons*, qu'il préparait la guerre contre les Turcs, et qu'il remettait ainsi en jeu tout ce que le peuple avait obtenu jusqu'alors⁴. En provoquant par là des intrigues et des révoltes, les Turcs songeaient à légitimer une intervention armée pour rétablir l'ordre dans le pays. Mais toutes ces tentatives ayant lamentablement échoué, ils furent réduits à exciter ceux du pachalik de Vidin à attaquer la frontière du pachalik de Belgrade. Ce plan ne réussit pas davantage. Miloch, informé de ce plan, envoya immédiatement un détachement de 500 hommes pour garder la frontière de ce côté. En même temps il prévint le pacha de Belgrade qu'il saurait maintenir l'ordre et résister aux attaques faites sans l'aveu du Sultan⁵. » Ainsi les efforts des Turcs restèrent vains, devant l'attitude calme des habitants et leur conviction que la crise nationale recevrait bientôt une solution satisfaisante.

Il ne restait aux ennemis des Serbes qu'une ressource, c'était d'annoncer à Constantinople que le désordre régnait dans le pachalik. Le commissaire, qui avait prolongé son séjour à Belgrade, gagné par les Turcs et inspiré par eux, informa la Porte que l'insécurité du pays l'obligeait à revenir à Constantinople par la voie de l'Autriche et de la Valachie !

1. Le même au même, le 24 sept. 1820. *Id.*, p. 142.

2. Le même au knèze Milossav, le 28 sept. 1820. *Id.*, p. 145-146.

3. Le même aux knèzes de la chancellerie nationale, le 30 sept. 1820. *Id.*, p. 146-147. — Ali-Pacha de Yanina se trouvait en rébellion contre la Porte.

4. *Ibid.*

5. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 2 nov. 1820. *Id.*, p. 150-151.

Et en effet il quitta Belgrade et rentra à Constantinople par cette route¹ !

Mais cette manœuvre échoua, comme les autres, devant les nouvelles dispositions de la Porte. Bien que contrariée de l'échec de sa politique, elle ne pouvait condamner ouvertement l'attitude des Serbes. Désireux avant tout, sans doute, d'empêcher par tous les moyens l'intervention de la Russie, le gouvernement turc voulut bien accueillir les communications de Miloch. Il fit même entendre au knèze, qui était resté dans la capitale turque après le départ des derniers députés, pour servir d'intermédiaire entre la Porte et les Serbes, que Miloch ferait bien d'envoyer une nouvelle députation à Constantinople².

1. Le même à l'archevêque de Belgrade, le 21 oct. 1820. *Id.*, p. 149.

2. *Ibid.*

CHAPITRE XXII

I. — Échec des manœuvres de la Porte pour réduire les demandes serbes. — Requête serbe du 20 octobre 1820. — Suite des négociations entre la Russie et la Porte à Constantinople. — Nouvelles manœuvres de la Porte pour ajourner le règlement des affaires serbes (décembre 1820). — Révolte des paysans en Valachie (février 1821). — Reprise des négociations entre la Porte et les députés serbes (janvier 1821). — Insurrection grecque et ajournement des négociations (avril 1821).

II. — Écho des troubles de Valachie en Serbie. — Intrigues de Marachli-Ali Pacha et des Turcs de Belgrade. — Révolte des knèzes du district de Pojarévats (avril 1821). — Attitude de Miloch. — Échec de la révolte et rétablissement de la paix.

III. — Attitude de la Porte vis-à-vis des troubles de Valachie et de Moldavie. — Saisie des lettres adressées par Ipsilanti à Miloch. — Projet d'une alliance gréco-serbe. — Le tsar désavoue Ipsilanti. — Insurrection dans la Morée (avril 1821). — Effervescence parmi les musulmans. — Massacre des Grecs à Constantinople (avril 1821). — Soupçons de la Porte contre la Russie. — Rupture entre les deux empires et départ du baron de Stroganof (août 1821). — Les députés serbes gardés en otage, à Constantinople.

I

En demandant à Miloch de continuer les négociations, malgré le rejet de son dernier firman, la Porte ne voulait pas seulement soustraire les affaires serbes à l'intervention russe; elle avait encore le dessein d'éluder, par quelque concession de peu d'importance, les stipulations du traité de Bucharest. Pour atteindre plus facilement ce but, elle pria Miloch de choisir une députation composée de huit membres au moins¹, dont deux ecclésiastiques; mais le jour précédent, par un courrier spécial, elle avait mandé à Marachli-Ali Pacha de faire nommer les deux *archevêques* du pachalik de Belgrade². Ces deux prélats étaient de nationalité grecque; nommés

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 55.

2. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 25 octobre 1820. *Id.*, p. 76-78.

par des bérats de la Porte, ils étaient considérés en quelque sorte comme des fonctionnaires; de plus, ils étaient soumis directement à la juridiction du patriarche, qui était lui-même dans la dépendance du Sultan; par son intermédiaire, on gagnerait les deux prélats, et par l'influence de ceux-ci sur leurs collègues de la députation, on tâcherait de réduire les demandes du peuple, — sinon l'on constaterait la dissidence entre les députés et l'on traînerait les négociations en longueur sans rien décider. Tels étaient les calculs de la Porte.

Le pacha s'empressa de communiquer ces ordres à la Chancellerie Nationale et prescrivit à l'archevêque de Belgrade de faire ses préparatifs de voyage¹.

Mais Miloch n'eut pas de peine à percer la combinaison. Il répondit immédiatement au pacha qu'on lui avait demandé d'envoyer une députation dont deux membres seraient *ecclésiastiques*, mais qu'il n'était pas question des *prélats* du pays; ces prélats étaient des étrangers « qui ne se mêlaient pas des affaires du peuple » et ne savaient pas ce qu'il demandait au Sultan; que, par conséquent, ils ne pouvaient faire partie de la députation². En même temps, il écrivit à l'archevêque de Belgrade pour contremander son voyage³.

Comme le chef serbe s'en tenait avec énergie aux ordres qu'il avait lui-même reçus, le pacha dut s'incliner. La députation fut nommée par Miloch. Elle était composée de Vouitsa Voulitchévitch, knèze du district de Semendria; Démètre Georgévitch, knèze du district de Yagodina; Elias Markovitch, knèze du district de Chabats; Samuel Yakovliévitch, archimandrite du monastère de Kalénitch, Miloïé Voukachinovitch, archiprêtre de Yagodina; Abraham Pétroniévitch, secrétaire du knèze suprême; Rista Doukitch, courrier principal, et Sava Liotitch, knèze de Semendria, qui devait rester à Constantinople, comme agent de Miloch. L'adresse au Sultan contenait les demandes suivantes : 1^o liberté pleine et entière du culte; 2^o principauté héréditaire; 3^o réunion des différents impôts en un seul; abandon aux Serbes des biens appartenant dans le pays à des Turcs,

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 56.

2. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 25 octobre 1820. *Id.*, p. 76-78.

3. Le même à l'archevêque de Belgrade, le 25 oct. 1820. *Id.*, p. 56-57.

à charge d'en payer le revenu conjointement avec le tribut ; 4^o administration intérieure ; juridiction : sénat ; 5^o liberté de commerce ; permission aux commerçants serbes de voyager en Turquie avec leurs propres passeports et sans payer l'impôt du raïa ; soumission des négociants étrangers, établis en Serbie, aux règlements du pays ; 6^o hôpitaux, pharmacies, écoles, imprimeries ; 7^o défense aux musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Serbie ; 8^o liberté de porter des armées¹.

Cette députation, la plus importante que les Serbes eussent jusqu'alors envoyée à la Porte, reçut pleins pouvoirs pour négocier et conclure, et partit pour Constantinople le 10 novembre 1821, accompagnée d'un délégué du pacha².

Quelque défiance qu'on gardât de la Porte, on fondait en Serbie de grandes espérances sur cette mission. Le jour où les députés partirent pour la capitale turque, Miloeh prescrivit des prières publiques dans toutes les églises pour leur heureux voyage³. Ces espérances devaient être trompées.

Lorsque la députation arriva à Constantinople, les grandes négociations entamées à la fin de 1816 entre la légation russe à Constantinople et la Porte duraient encore. Le baron de Stroganof avait envoyé à son gouvernement la note de la Porte du 14 juin 1820. Il y avait joint un mémoire confidentiel du prince Callimachi, sur le mode d'un arrangement final et complexe entre la Russie et la Turquie. Le ministre russe observait « qu'un refus catégorique de la Russie, concernant la cession des places du littoral, dès le début de la négociation, en paralyserait la marche, et demandait l'autorisation de faire pressentir aux plénipotentiaires (sans rien spécifier) qu'en raison des facilités qu'ils offriraient pour redresser les justes griefs de la Russie, l'empereur Alexandre ne se refuserait pas à prendre en considération les instances de la Porte sur le littoral, *non à titre de droit*, mais par bienveillance⁴.

1. Résumé de l'état dans lequel M. le baron de Stroganof a laissé les négociations avec la Porte. Voy. *La Revue historique*, 1906, juillet-août, p. 299-306.

2. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 65

3. *Id.*, p. 66.

4. Sommaire des négociations principales de M. le baron de Stro-

En prenant pour base invariable le traité de Bucharest, le gouvernement russe prescrivit au baron de Stroganof d'en examiner les clauses qui n'avaient pu être exactement remplies, sans en faire résulter ni de nouvelles obligations ni de nouveaux droits. Les autres points que les plénipotentiaires pourraient traiter ne seraient qu'explicatifs du traité, et le Sultan en déterminerait à son gré la forme. Quant au mode des négociations, elles seraient divisées en préliminaires pour établir les principes d'un arrangement complexe, et en définitives pour leur application. En passant aux détails, le gouvernement demandait, en ce qui concernait les Serbes, que les plénipotentiaires turcs fissent une déclaration qui assurât à la nation les privilèges stipulés, en les réglant de concert avec elle, et que l'acte organique en fût communiqué à la Russie. Plusieurs protocoles préparés d'avance furent envoyés au baron de Stroganof, pour qu'il les proposât aux plénipotentiaires turcs. La garantie russe pour la Serbie n'y était pas explicitement énoncée; cet objet, ainsi que le séjour d'un consul russe à Belgrade, devaient être repris dans la seconde partie des négociations, lors de l'application des principes convenus, pour lesquels le gouvernement se référait au plan du baron de Stroganof, annexé à sa dépêche du 1^{er} juillet 1818. Ces protocoles seraient ratifiés, ou séparément par un instrument *ad hoc*, ou réunis en un seul acte complémentaire du traité de Bucharest¹.

En vertu de ces instructions, le baron de Stroganof présenta la réponse du gouvernement russe à la note de la Porte du 14 juin, et, le 11 novembre, le prince Callimachi lui remit la réplique du premier plénipotentiaire turc, Halet-Effendi. Dans cette réplique, le négociateur ottoman estimait l'opinion des cours de Russie et de Turquie comme identique sur la *base* de l'arrangement, et déclarait que la Porte était résolue à satisfaire les Serbes, dans les termes de l'article VIII, mais qu'elle ne pouvait point acquiescer aux « conditions inconcevables » de la nouvelle députation, arrivée de Belgrade².

ganof à Constantinople et analyse de ses instructions successives (1816-1821). Voy. *La Revue historique*, juillet-août 1906, p. 284-289.

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

Cependant le gouvernement russe, se fondant sur des informations qu'il venait de recevoir du général Yermolof, plénipotentiaire russe à Téhéran, et du prince chrétien des Abazes, avait beaucoup modifié les instructions précédentes du baron de Stroganof. L'empereur Alexandre, « convaincu que la cession de la place de Sohoun (en Asie) ne procurerait point les avantages qui l'eussent compensée, tant par rapport aux Principautés et à la Serbie qu'à la sécurité des frontières russes en Asie, et qu'elle deviendrait même un germe de guerre prochaine, prescrivit au baron de Stroganof de ne point promettre ce sacrifice et, s'il l'avait déjà fait, d'ajouter au protocole qu'en vertu d'une juste réciprocité de concessions, l'empereur Alexandre se réservait de remplir cet engagement, lorsque les Turcs auraient rempli pendant quinze ans ceux que l'acte final stipulait à leur charge. »

Puis, prévoyant le cas où il serait absolument impossible de faire renoncer la Porte à la possession de la place d'Anacra (en Asie, également), le gouvernement russe prescrivit au baron de Stroganof, par une nouvelle dépêche, d'exprimer aux Turcs le consentement éventuel de l'Empereur à céder aussi cette place dans quinze ans, aux mêmes conditions que la place de Sohoun¹.

Dans ces conditions, la négociation n'avança point. Les députés serbes étaient déjà arrivés à Constantinople, et la Porte profita de cet événement pour entamer la négociation avec eux, afin d'éviter l'humiliation de discuter avec les Russes les stipulations du traité de Bucharest, relatives à la Serbie. Bientôt, en effet, les députés furent invités à des pourparlers. Déçue de n'avoir pas réussi à faire nommer les deux prélats sur lesquels elle comptait, et voyant les députés lui présenter des demandes excessives, la Porte n'eut d'autre parti à prendre que de traîner les négociations et d'essayer de réduire le plus possible les demandes serbes. Au lieu de répondre à la pétition des Serbes, on jugea bon de leur offrir les privilèges dont jouissait la Valachie, ou encore les habitants des Iles de l'Archipel². On demanda donc aux

1. *La Revue historique*, juillet-août 1906, p. 284-289.

2. Miloch à son frère Ephrem, le 19 décembre 1820. Voy. PÉTRO-

députés lesquels de ces privilèges ils désiraient obtenir. Mais ceux-ci, n'ayant aucune notion de ces privilèges, ni le pouvoir de négocier en pareilles conditions, durent demander des renseignements et obtenir de nouveaux pouvoirs de Miloch et des knèzes. A peine commencée, la négociation se trouva arrêtée.

Les députés s'étaient empressés d'informer le baron de Stroganof des offres de la Porte. Le diplomate russe, connaissant le jeu des Turcs, répugnait à se mêler des affaires serbes, avant que l'article VIII n'eût son tour dans les grandes négociations qu'il conduisait lui-même. Il se borna à écrire à Miloch pour lui faire connaître les privilèges de la Valachie, et lui conseiller d'en choisir quelques-uns avec d'autres des Iles de l'Archipel s'il les jugeait utiles à la Serbie; sinon, de s'en tenir aux privilèges garantis à la Serbie par le traité de Bucharest¹. Miloch, de son côté, avait demandé des renseignements sur les privilèges de l'Archipel à l'archevêque de Belgrade, Grec de naissance; il recommanda aussi aux députés de s'en informer auprès des députés de ces îles².

Ce n'est que vers le milieu de janvier 1821 que la négociation entre la Porte et les députés serbes fut reprise. Les députés furent bien reçus à la Porte; le Sultan avait, disait-on, favorablement accueilli la pétition du peuple et était décidé à y faire droit³, quand parvint à Constantinople la nouvelle des désordres qui avaient éclaté en Valachie à la mort du hospodar Alexandre Soutzo.

Un certain Théodore Vladimirescon, qui s'était distingué par sa bravoure dans la dernière guerre russo-turque, avait soulevé les paysans de Valachie, pour reconquérir, les armes à la main, les droits du peuple tels que la Porte les avait

VITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 80-81. Les provinces de Valachie et de Moldavie et les Iles de l'Archipel jouissaient d'une *autonomie intérieure*. Le montant des tributs qu'elles payaient au Sultan était fixé et les troupes turques ne pouvaient pas entrer sur leur territoire. En outre les privilèges de la Valachie et de la Moldavie étaient garantis par la Russie.

1. Baron de Stroganof à Miloch, le 5 décembre 1820. Voy. POPOF (N.), *o. c.*, p. 27-28.

2. Miloch à Ephrem Obrénovitch, le 19 décembre 1820. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 81, et Nikolaïévitch et Théodorovitch à Miloch, le 24 décembre 1820. *Id.*, p. 82.

3. Miloch à George Popovitch, le 5 avril 1821. *Id.*, p. 89.

reconnus, et obtenir la diminution des impôts. A Constantinople, ce soulèvement produisit une certaine inquiétude, sans que la Porte, toutefois, parût s'en alarmer. Le reis-effendi en fit l'objet d'une communication officielle au baron de Stroganof, en priant le ministre de Russie d'écrire de sa part au consul général russe à Bucharest, pour aider les caïmakans du nouvel hospodar, le prince Callimachi, à rétablir l'ordre. Le baron de Stroganof agréa cette demande¹. On pouvait craindre néanmoins que cette petite insurrection ne modifiât les bonnes dispositions de la Porte envers la Serbie. Le contraire arriva. Redoutant probablement pour toutes les provinces chrétiennes de l'empire la contagion du mal qui avait éclaté dans l'une d'elles, la Porte se montra prête à donner satisfaction aux Serbes. Elle reprit immédiatement les négociations et désigna, pour les conduire, le prince Charles Callimachi et Essad-Hamid Effendi. Une première conférence eut lieu le 25 février, pour entendre les demandes des députés serbes. Elles furent assez favorablement accueillies par les plénipotentiaires de la Porte; sur un seul point ils se montrèrent intransigeants : celui de l'hérédité de la principauté, déclarant qu'il était impossible de donner un firman nommant Miloch prince héréditaire. Volontiers toutefois on le reconnaîtrait, sa vie durant, comme chef suprême de la Serbie, et à sa mort on laisserait au peuple le droit de choisir son successeur. Quant à défendre aux musulmans qui n'appartiendraient pas à des garnisons de s'établir en Serbie, ils firent espérer que cela pourrait se faire. Ils promirent aussi bon accueil aux autres demandes, tout en observant qu'en ce qui concernait les négociants étrangers établis en Serbie, ceux-ci ne pourraient être soumis qu'aux réglemens prévus par les traités de la Porte avec leurs cours respectives, mais qu'on n'en parlerait qu'en « termes généraux » dans le firman. Enfin, pour le port d'armes et autres affaires peu importantes, ils ne répondirent rien, mais promirent que les désirs des Serbes seraient pris en considération plus tard²; ils annoncèrent alors aux députés serbes qu'à

1. SOLOVIEF. *O. c.*, p. 490.

2. Résumé de l'état dans lequel M. le baron de Stroganof a laissé les négociations avec la Porte. Voy. *La Revue historique*, 1906, juillet-août, p. 299-306.

l'avenir les conférences auraient lieu tous les quinze jours, et que dans la quatrième conférence les négociations devraient être terminées¹.

Mais de graves événements se préparaient en Valachie, où la jacquerie était loin d'être maîtrisée. Le 6 mars, au soir, le consul russe à Bucharest, Pini, informait le baron de Stroganof que les désordres prenaient des proportions de plus en plus inquiétantes. Le ministre russe s'empressa de communiquer cette dépêche à la Porte, et proposa de publier une proclamation au nom de l'État protecteur, pour ramener les esprits égarés, et pour déclarer que les auteurs de troubles dans les Principautés étaient considérés comme également coupables envers la Russie et envers la Porte. Le reis-effendi promit de répondre à cette note, mais ne le fit pas. Le 8 mars, une note officielle annonça que les commandants des forteresses du Danube avaient ordre de tenir leurs troupes prêtes à partir à la première demande des caïmakans de Valachie. Le diplomate russe déclara que cette mesure n'était pas conforme aux traités existants, et que, même à titre d'exception, elle ne pouvait être permise que du consentement préalable du consul russe, et enfin que la demande de troupes turques devait être faite par les autorités locales². « Cependant une nouvelle dépêche de Pini annonça au baron de Stroganof que le prince Alexandre Ipsilanti, chef de l'association grecque, la *Hétairie*, avait franchi le Pruth avec une petite troupe, était entré en Moldavie et avait invité tous les Grecs à se révolter contre le Sultan ! Stroganof communiqua à la Porte la dépêche du consul, la lettre même d'Ipsilanti ainsi que celle du hospodar de Moldavie, et, le 27 mars, adressa une déclaration aux commerçants et sujets russes contre les insurgés. Mais la Porte n'en fut pas satisfaite. A son avis, l'événement exigeait d'autres mesures. Dès lors toute son attention se porta de ce côté, et les négociations avec les Serbes furent ajournées.

1. Miloch à Georges Popovitch, le 1^{er} avril 1821. V. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 86-87.

2. SOLOVIEF (S.), *o. c.*, p. 490-491.

II

Les premières nouvelles des désordres de Valachie parvinrent à Miloch dès le commencement de février. Il en fut surpris, et craignit de voir les troubles gagner la Serbie et compromettre le résultat de tant de négociations au moment où il attendait un bon succès. Il s'empressa donc d'écrire aux knèzes des districts voisins de la Valachie, pour leur demander des renseignements précis sur les désordres et leur ordonner d'enquêter avec vigilance, et de lui envoyer à Kragouïévats tout voyageur qui passerait la frontière¹.

Afin de n'être pas suspecté par le pacha de Belgrade, il l'assura de sa fidélité à la Porte et de sa ferme résolution de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre dans le pays. Il le pria aussi de recommander aux Turcs de veiller sur les étrangers qui viendraient dans le pachalik².

Mais à ce moment même un courrier du knèze du district de Poretch arriva à Kragouïévats, apportant la nouvelle que les Turcs d'Ada-Kalé avaient pris deux « espions valaques » avec des lettres adressées à Miloch par le prince Ipsilanti³! Le chef serbe, tout en supposant qu'il s'agissait de lettres du consul russe à Bucharest, dépêcha un courrier à la frontière pour s'en informer. En même temps il renforça la garde des districts limitrophes, et en avisa les commandants turcs à Ada-Kalé et à Vidin, les assurant que cette garde n'avait d'autre but que d'empêcher les rebelles de passer dans le pachalik de Belgrade.

La révolution grandissait toujours en Valachie. Miloch fut informé qu'à l'arrivée du prince Ipsilanti en Moldavie, le hospodar de cette province, Michel Soutzo, s'était rallié à lui; qu'on répandait parmi le peuple roumain le bruit que les Russes soutenaient les rebelles; et que ceux-ci, dans

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 184-185.

2. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 19 février 1821. *Id.*, p. 223.

3. *Id.*, p. 185-186.

leurs proclamations, annonçaient l'intention de transporter la révolution en Grèce. Miloch sollicita alors et obtint de la Porte les ordres les plus sévères pour empêcher le mouvement de s'étendre à la Serbie. Mais, en même temps, il apprit que les deux anciens chefs serbes émigrés en Russie, Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats, avaient pris part à la révolte avec un grand nombre de volontaires, recrutés en Valachie. Craignant qu'ils ne fissent irruption dans le pachalik de Belgrade, il résolut de les informer de la situation du pays, de l'état des négociations avec la Porte, et de les prévenir qu'au cas où ils passeraient le Danube, ils seraient combattus par les Serbes aussi bien que par les Turcs. Avant d'envoyer sa lettre il la communiqua au pacha de Belgrade, et lui demanda de désigner un de ses hommes pour se rendre avec un Serbe en Valachie et remettre ce pli à son adresse¹. Puis il envoya de nouveaux ordres aux knèzes, et leur recommanda de redoubler de vigilance et d'engager la population à ne pas se laisser entraîner par les promesses fallacieuses des rebelles. Il fit écrire par l'archevêque de Belgrade une lettre pastorale à tous les chrétiens du pays, pour leur rappeler les souffrances endurées en 1813, les exhorter à se garder des révoltés, s'ils réussissaient à passer dans le pays, à aimer la paix et à rester fidèles au knèze suprême.

Mais le lendemain il apprenait tout d'un coup que deux knèzes du district de Pojarévats, Marc Abdoula et Étienne Dobrniats, s'étaient révoltés contre lui, et se proposaient de soulever la population pour soustraire le district à son autorité. Surpris par cette nouvelle, Miloch n'en fut point troublé. Il pensa que cette rébellion était excitée par les chefs serbes émigrés Stoïkovitch et Dobrniats; mais ne sachant pas s'ils avaient eux-mêmes passé le Danube, il crut devoir tout d'abord prendre soin d'empêcher le pacha de Belgrade et les Turcs d'intervenir; car, depuis le départ du commissaire de la Porte, il était devenu très méfiant à leur égard. Il ordonna donc aussitôt aux knèzes du district de Semendria de lever des hommes et d'occuper les

1. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 7 avril 1821. *Id.*, p. 224-225.

2. L'archevêque de Belgrade au peuple, le 12 avril 1821. *Id.*, p. 251-252.

3. Miloch à Pierre Voulitchévitch, le 10 avril 1821. *Id.*, t. I, p. 452.

routes menant du district soulevé à Belgrade. Informant le pacha de ce mouvement, il le pria de se reposer sur lui du soin de calmer le mouvement. Il agit alors avec douceur, prêt à user de rigueur si elle paraissait nécessaire. Il s'adressa d'abord aux knèzes révoltés eux-mêmes et les invita à s'apaiser, leur expliquant quelles suites graves leur conduite pourrait avoir pour le bonheur du peuple et pour eux-mêmes. Dans le même esprit il lança une proclamation aux autres knèzes du district soulevé et à la population, les exhortant à calmer les chefs révoltés, et, s'ils persistaient, à les abandonner. Il ajoutait, en terminant, que tous ceux qui ne suivraient pas ces avis seraient traités en rebelles¹. Son frère Éphrem, l'archiprêtre Nénadovitch, et Gabriel Nikolaïévitch, son secrétaire, furent chargés de se rendre sur les lieux de la révolte afin de l'apaiser par la douceur ou par la force.

Deux jours suffirent au chef serbe pour se rendre compte que ces prudentes mesures étaient plus que suffisantes. La révolte des knèzes n'avait pas été suffisamment préparée ; la majeure partie de la population du district de Pojarévats y était restée étrangère, et les rebelles ne disposaient que d'une quantité insuffisante d'armes et de munitions. En outre, des proclamations importées de la Valachie et des lettres des chefs révoltés établirent, non seulement leur intelligence avec les révolutionnaires de Valachie, mais aussi avec le pacha de Belgrade lui-même et ses Turcs, qui voulaient sans doute profiter des désordres pour renverser le pouvoir de Miloch et reconquérir le pays². Dès lors ceux-là mêmes, qui avaient été gagnés commencèrent à se séparer des chefs, quand les délégués de Miloch arrivèrent. En quelques jours les deux knèzes furent abandonnés par tout le monde, et, restés seuls avec quelques hommes en face des troupes que Miloch avait fait venir des autres districts, voyant la partie perdue, ils se retirèrent dans la montagne. L'un d'eux, Étienne Dobrniats, réussit à passer la frontière le 16 avril, et à se réfugier d'abord à Paratchine, puis à Leskovats. Quant à l'autre,

1. Miloch aux knèzes et à la population du district de Pojarévats, le 11 avril 1821. *Id.*, p. 439-440.

2. Miloch à George Popovitch, le 13 avril 1821. *Id.*, p. 447-448.

Abdoula, abandonné par tous ses partisans et manquant de vivres, il vint se constituer prisonnier le 20 avril¹.

La révolte des knèzes du district de Pojarévats fut donc calmée en dix jours, sans effusion de sang. Les projets des révolutionnaires de Valachie, ainsi que les sourdes menées de Marachli-Ali Pacha, avaient échoué piteusement, et le gouvernement de Miloch sortait de cette crise plus affermi, dans l'opinion du peuple comme dans celle des Turcs. Le chef serbe, qui avait déjà mis la Porte au courant du soulèvement, s'empressa, dès que le calme fut rétabli, d'en adresser un compte rendu détaillé aux députés serbes à Constantinople. Il leur prouvait, par une proclamation trouvée dans les papiers du knèze Dobrniats, que ces événements avaient été provoqués par les hétéristes de Valachie, et les chargeait de faire savoir à la Porte que tout le peuple serbe restait avec lui fidèle au Sultan, et décidé à réprimer toute perturbation de la paix publique².

III

L'expédition d'Ipsilanti avait produit à Constantinople l'impression la plus défavorable aux chrétiens. A la nouvelle des massacres de Turcs en Moldavie, le Sultan était entré dans une violente colère qui se répercuta aussitôt dans toute la capitale. Les quartiers grecs de Constantinople furent bientôt sérieusement menacés par une population fanatique. Le synode de l'église orthodoxe se réunit d'urgence, et, le 21 mars, un mandement lançait les plus terribles anathèmes contre Michel Soutzo, prince de Moldavie, qui avait embrassé la cause de la révolution, et contre tous les autres rebelles, et d'autre part, rappelait aux Grecs tous leurs devoirs envers la Porte. Mais comme Alexandre Ipsilanti était général au service de la Russie³, on persistait à croire à Constantinople que

1. Miloch à Jean et Ephrem Obrénovitch, le 17 avril 1821, et Miloch à Jean Obrénovitch, le 21 avril 1821. *Id.*, pp. 461 et 466.

2. Miloch à Marachli-Ali Pacha, le 22 avril 1821. *Id.*, p. 466-467.

3. Alexandre Ipsilanti descendait d'une illustre famille du Phanar et était fils de l'ancien hospodar de Valachie, réfugié en Russie en 1806. Il avait été élevé à l'Académie militaire de St-Petersbourg, admis dans

la Russie ne pouvait pas être étrangère à son entreprise. Le baron de Stroganof se trouva dans une situation très embarrassante. Mais, bien que n'ayant pas d'instructions de son gouvernement (l'empereur Alexandre était alors loin de sa capitale, à Laybach), le ministre russe, sûr d'interpréter la pensée de son souverain, se hâta de déclarer qu'il désapprouvait sans réserve l'entreprise d'Ipsilanti.

Ces assurances ne persuadèrent pas le Sultan. Le 30 mars il publia un hatti-chérif pour ranimer le fanatisme des musulmans. Les janissaires, les jeunes gens, les vieillards se mirent à parcourir les rues de Constantinople avec des armes de toutes sortes, proférant des imprécations et vouant les Grecs, sinon tous les chrétiens, à la vengeance!

Cependant la Porte ne perdait pas de vue les graves conséquences que pouvait entraîner l'accession de la Serbie à la cause d'Ipsilanti, et les avantages qu'elle devait offrir à la révolution en lui fournissant, avec de puissants renforts de troupes, un passage pour envahir la Grèce. Elle se hâta d'envoyer à Miloch les ordres les plus sévères à ce sujet. Bientôt après, elle obtint des preuves qu'Ipsilanti avait déjà tenté de gagner la Serbie à sa cause. C'était une lettre datée de Kichineff le 19 janvier, et adressée par lui à Miloch, avec un « projet de convention entre la Grèce et la Serbie ». Rappelant l'amitié de son père, le prince de Valachie, pour le peuple serbe, et les services qu'il avait rendus à la cause serbe lors de l'insurrection, le chef de la Hétairie assurait Miloch de son amitié et demandait que la Serbie fût « prête à lutter contre l'ennemi quand on le jugerait convenable ». En outre, il lui offrait l'assurance, de la part des « habitants de la Grèce », qu'il serait reconnu comme chef de toute la Serbie, et que ni lui ni les siens ne seraient « molestés » par les descendants de Kara-George ni par les émigrés serbes en Russie¹. Quant au projet de convention, dix points y étaient stipulés; c'était en substance : 1^o « une

la Garde impériale, blessé à la bataille de Culm, où il perdit un bras, et porté, de grade en grade, encore très jeune, jusqu'à celui de major-général.

1. Trad. d'une lettre du prince Ipsilanti, adressée de Kichineff, en date du 7 janvier 1821, à M. Miloch Obrénovitch, chef de la Serbie. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 234, f. 9.

alliance offensive et défensive, éternelle et indissoluble en tout temps et en tout cas, dans toutes les occasions, avec la promesse de combattre l'ennemi de la religion et de l'humanité, jusqu'à ce que l'indépendance entière tant souhaitée fût rétablie dans toutes les provinces confédérées et alliées » ; 2° « libre passage en Grèce des révolutionnaires grecs par la Serbie si le cas l'exigeait, suivant le cours des événements » ; 3° « réception, hospitalité, bienveillance, amitié fraternelle et libre asile à tous ceux que les circonstances auraient forcés de se réfugier de Grèce en Serbie » ; et 4° « la promesse d'être prêt, dans le délai de trois mois à dater du jour de la signature de la convention, à entrer en campagne contre l'ennemi avec tous les moyens militaires possibles¹ ».

Dès le 4 avril, des nouvelles de Belgrade calmèrent les appréhensions que de telles propositions avaient fait concevoir à Constantinople. On disait que Miloch, « loin d'écouter un émissaire du prince Ipsilanti, lui avait fait couper la tête² ». La Porte jugea prudent néanmoins de garder sous la main, comme otages, les députés serbes qui se trouvaient dans la capitale. Elle les fit transférer de l'appartement qu'ils occupaient, au palais du patriarche, sous prétexte de les « protéger contre la fureur des gens armés³ ».

Des nouvelles rassurantes arrivèrent en même temps de la part de l'empereur Alexandre. Lors de son irruption en Moldavie, Ipsilanti avait adressé une lettre au tsar pour lui demander la protection de la Russie. Alexandre avait reçu cette lettre à Laybach, où il assistait au congrès convoqué pour réprimer les révolutions d'Italie. L'appel d'Ipsilanti tombait mal ; ce n'était guère le moment de demander au tsar d'aider une révolution, fût-elle grecque. Sur les instances des puissances alliées, et surtout du chancelier autrichien Metternich, et afin d'éviter des complications avec la Porte, l'Empereur désavoua l'entreprise d'Ipsilanti, déclara que le prince n'était plus au service de la Russie, et lui interdit l'entrée de

1. Traduction d'un projet de convention entre la Grèce et la Servie. *Id.*, f. 11.

2. Vicomte de Viella au ministre, le 28 avril 1821. *Id.*, vol. 233, f. 82.

3. Miloch à Ephrem Obrénovitch, le 28 avril 1821. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 254-255.

ses États. Non content de cette protestation à la face de l'Europe, il la fit porter à la connaissance du Divan. Il expédia au baron de Stroganof l'ordre de déclarer à la Porte que, loin d'avoir provoqué ou favorisé cette entreprise, la Russie consentait à l'entrée des troupes turques dans les Principautés¹ ; que même elle réclamait cette mesure ; mais que, afin d'empêcher les désordres autrement inévitables, elle demandait que les troupes ottomanes fussent accompagnées d'agents russes. Une déclaration commune des cours de Russie et de Turquie devait annoncer, en outre, qu'elles employaient la force des armes uniquement pour réprimer l'insurrection ; que, loin de vouloir priver les Principautés de leurs privilèges, elles se proposaient de leur en assurer la jouissance, et que, l'ordre une fois rétabli, les troupes turques repasseraient le Danube².

La Porte accueillit avec de vives expressions de gratitude la communication du baron de Stroganof, et montra au représentant de la Russie une déférence extraordinaire. Mais cette attitude changea brusquement, lorsqu'on apprit tout à coup à Constantinople le soulèvement de la Morée ! Cette nouvelle mit le comble à la fureur musulmane.

« La Porte ne voulut voir dans tous les Grecs que des coupables. Malgré une protestation formelle du baron de Stroganof, des troupes ottomanes portèrent le fer et la flamme dans les Principautés, et bientôt le fanatisme turc ne connut plus de frein. Le Sultan appela aux armes tous ses sujets musulmans ; il déclara une guerre de religion aux Grecs, il les proscrivit en masse. Le patriarche de Constantinople et sept évêques subirent, le jour même de Pâques, un infernal supplice ; leurs cadavres furent profanés, d'autres ministres de la religion massacrés, les principales familles grecques du Phanar assassinées, les églises pillées et renversées. Dans cette affreuse persécution ce fut en Russie que les Grecs,

1. En vertu des privilèges dont jouissaient la Valachie et la Moldavie, et dont la Russie était garante, aucune troupe turque n'avait le droit de franchir leurs frontières et d'y séjourner. A cet effet, le consentement des hospodars et de la Russie était nécessaire à la Porte.

2. Exposé des différends survenus en 1821 entre le Gouvernement de S. M. et la Porte ottomane, présenté à l'Empereur Nicolas I^{er}, à son avènement au trône, par le Ministère russe. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

les Valaques, les Moldaves fugitifs cherchèrent un asile. Dès lors, la Porte déclara la Russie complice de l'insurrection. Des insultes furent prodiguées au baron de Stroganof, la vie des sujets russes menacée, les propriétés russes saisies, le commerce russe accablé d'odieuses vexations¹.

Quant aux députés serbes, le Sultan, pour les avoir plus près de lui, les avait déjà fait amener et installer au Seraï même, assurant qu'il ferait droit à leurs pétitions, pourvu que la Serbie restât tranquille dans ces moments troublés².

Cependant les massacres de Constantinople avaient soulevé une profonde indignation en Europe, et particulièrement à Saint-Pétersbourg. A son retour de Laybach, l'empereur Alexandre, à peine informé des événements de Constantinople, des excès où le Divan s'était laissé entraîner, donna ordre de faire remettre une note énergique à la Porte. Le tsar réprouvait encore une fois dans les termes les plus solennels l'insurrection d'Ipsilanti et celle de la Grèce, déclarant que la Russie ne les avait point excitées, et qu'elle n'y avait pris aucune part. Passant ensuite aux cruautés et aux profanations dont la capitale turque avait été le théâtre, il exprimait le sentiment de tous les souverains chrétiens à ce sujet, et signalait les conséquences inévitables qu'entraînerait pour la Porte la continuation d'une telle politique. Il finissait par l'énumération des griefs que la Porte venait de donner à la Russie par la violation flagrante de tous les traités, réclamait une satisfaction immédiate et complète, et fixait un délai au gouvernement turc pour sa réponse³.

Cette note fut présentée par le baron de Stroganof, le 18 juillet. La Porte n'ayant pas répondu dans le délai prescrit, le représentant de la Russie déclara que sa mission était terminée, et demanda ses passeports, qui lui furent délivrés après quelque hésitation. Le 10 août, il s'embarqua sur un bateau préparé pour le recevoir, et mit à la voile pour Odessa, emmenant avec lui tout le personnel de la légation.

1. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

2. Miloch aux knèzes et à la population du pachalik de Belgrade, le 24 mai 1821. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. I, p. 93-94.

3. Résumé de l'état dans lequel M. le baron de Stroganof a laissé ses négociations avec la Porte. Voy. la *Revue historique*, 1900, juillet-août, p. 299-306.

Ainsi les négociations ouvertes depuis 1816 entre la Russie et la Turquie, au sujet de l'exécution du traité de Bucharest, furent rompues sans avoir donné aucun résultat, suivant les prévisions du comte Capo d'Istria. Du même coup les négociations entre les Serbes et la Porte furent également suspendues, et le règlement des affaires de la Serbie attaché dès lors au sort des affaires de la Grèce.

CHAPITRE XXIII

I. — Hostilité des Turcs de Belgrade envers Miloch. — Le chef serbe veille sur la tranquillité du pays, et fait secrètement des préparatifs militaires. — Mort de Marachli-Ali Pacha (23 septembre 1821). — Nomination d'Abdoul-Rahman Pacha à Belgrade. — Efforts des Turcs de Belgrade pour le braver avec Miloch. — Hostilité du nouveau pacha envers le chef serbe. — Appel de Miloch au tsar. — Ruse de la Porte. — Miloch retire aux députés détenus le pouvoir de négocier (octobre 1822). — Le chef serbe s'instruit. — Menées des hétéristes sur les frontières de la Serbie. — Défauts de la politique intérieure de Miloch : charges des paysans, corvées, exactions des fonctionnaires. — Révolte de Diak (janvier 1825). — Institution de l'armée permanente en Serbie (mai 1825).

II. — La Russie et la Porte, de 1821 à 1825. — Reprise des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte (janvier 1824). — Le chargé d'affaires de Russie à Constantinople demande à la Porte de remettre en liberté les députés serbes et d'exaucer les vœux du peuple serbe (juillet 1825). — Conférence de Minciaky avec le reis-effendi, le 13 octobre 1825. — Refus de la Porte de reconnaître le droit à la Russie d'intervenir en faveur des Serbes et de libérer les députés, détenus à Constantinople.

III. — Nouvelles intrigues des Hétéristes en Serbie. — Révolte de Tcharpitch (avril 1826). — Échec de cette révolte. — Message de l'empereur Nicolas à Miloch.

I

Vers la fin d'avril, aussitôt après la répression de la révolte des knèzes du district de Pojarévats, des nouvelles de plus en plus inquiétantes commencèrent à parvenir en Serbie. On annonçait ici le massacre des Turcs en Moldavie, là celui des Grecs « depuis Nisch jusqu'à Jérusalem¹ ». On disait que Housséin Pacha de Salonique marchait sur la Serbie, avec 50 000 hommes; qu'il était arrivé à Nisch, où il recrutait de nouvelles troupes²; que le pacha de Bosnie faisait des préparatifs pour se mettre en campagne³. De leur côté,

1. Miloch à son frère Ephrem, le 28 avril 1851. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 234-235.

2. Le même à Marachli-Ali Pacha, le 1^{er} mai 1821. *Id.*, p. 237.

3. Le même à son frère Ephrem, le 4 mai 1821. *Id.*, p. 242.

Marachli-Ali Pacha et ses Turcs, toujours irrités de leur premier échec contre Miloch, recommençaient à intriguer. Le pacha, qui avait déjà touché le montant du tribut pour le deuxième semestre de 1821, refusait de payer la part des spahis, sous prétexte qu'il n'avait rien reçu de Miloch ! Les spahis commencèrent à s'émouvoir. Le chef serbe ne se laissa point intimider. Il déclara au chef des spahis qu'il avait tout payé et qu'il avait entre les mains les reçus du pacha. Quant aux dangers extérieurs, il sut prendre toutes les précautions nécessaires pour y parer. Il protesta tout d'abord auprès du pacha contre les mouvements de troupes turques ; il envoya des cadeaux à Housséin Pacha, avec une lettre dans laquelle il assurait que la population du pachalik de Belgrade était parfaitement contente, et qu'elle désirait rester tranquille et soumise à l'autorité du Sultan ; que, par conséquent, elle était étonnée de ce que l'on recrutât des troupes sur la frontière¹. Il adressa aussi une proclamation à la population en recommandant le calme, et la méfiance envers les spahis turbulents. Enfin, il pria les députés serbes à Constantinople d'assurer la Porte que la paix régnait en Serbie ; que les Serbes avaient le désir de la maintenir, mais que les spahis faisaient tout pour la troubler. Il les informa des inquiétudes que la conduite des pachas turcs avait fait naître parmi la population, et chargea les députés de protester auprès de la Porte contre ces mouvements de troupes sur la frontière².

En même temps, il songeait à la défense du pays en cas d'attaque de la part des Turcs ; car il voyait la révolution allumée en Valachie et en Grèce, et il n'était pas sûr que les Turcs fanatisés laisseraient la Serbie en paix. Donc, au moment même où il faisait ses protestations de fidélité au Sultan, il ordonna secrètement à ses frères et aux knèzes des districts voisins de l'Autriche et de la Bosnie, de procéder à l'exhumation de l'artillerie et des munitions, enterrées en 1815, et leur commanda d'acheter tout ce qu'ils pourraient de fusils, de poudre et de plomb³.

Le 22 août, Miloch apprenait la rupture des relations entre la

1. Miloch à Housséin Pacha, le 3 mai 1821. *Id.*, p. 240.

2. *Id.*, p. 202-203.

3. Miloch à Jean Obrénovitch, le 5 mai 1821. *Id.*, p. 243.

Russie et la Turquie, et le départ du baron de Stroganof de Constantinople¹. Il crut dès lors à la possibilité d'une guerre entre ces deux puissances ; mais, n'ayant point de renseignements sûrs, ni d'instructions de la part des Russes, il jugea prudent, en attendant, de soigner ses relations avec les Turcs, tout en redoublant d'activité dans l'organisation de la défense du pays.

Sur ces entrefaites, Marachli-Ali Pacha tomba malade, et mourut le 2 septembre. Miloch prit aussitôt des mesures pour maintenir l'ordre dans le pays jusqu'à la nomination du nouveau pacha. Il fit en même temps des démarches à Constantinople pour obtenir la nomination de son vieil ami, Mehemet-Aga, trésorier à Belgrade. Mais ses démarches restèrent vaines. Le 19 septembre il apprit la nomination d'Abdoul-Rahman Pacha d'Ada-Kalé, qui s'était distingué dans la répression de l'insurrection serbe en 1813, et en 1821 par ses talents policiers, en s'emparant habilement de la correspondance du prince Ipsilanti avec Miloch.

Le choix de la Porte produisit une mauvaise impression parmi les Serbes, car le nouveau pacha passait pour un ennemi ; Miloch tâcha néanmoins de s'entendre avec lui et de le gagner. Il lui envoya une députation à Ada-Kalé, pour le complimenter et l'assurer que la paix serait maintenue dans le pachalik jusqu'à son arrivée. Comme les Turcs du pays avaient commencé à s'agiter, il s'en plaignit au nouveau pacha, et joignit à cette lettre une somme de 25 000 piastres « pour les frais de voyage de sa suite² ».

Il lui prépara une réception solennelle, et résolut d'aller à sa rencontre en compagnie de ses frères, des principaux knèzes et d'une suite nombreuse. Les Turcs de Belgrade, de leur côté, s'empressèrent autour du nouveau pacha, pour le prévenir contre Miloch et pour empêcher celui-ci de le voir avant son entrée dans la capitale. Ils l'informèrent donc que le chef serbe se proposait de l'attendre à Pojarévats, pour s'emparer de sa personne et de toute sa suite, et les garder en otages contre les députés serbes, qui étaient retenus à Constantinople ! Miloch, afin d'échapper à tout soupçon, re-

1. Miloch à Ephrem Obrénovitch, le 22 août 1821. *Id.*, p. 277.

2. Miloch à Abdoul-Rahman Pacha, le 29 septembre 1821. *Id.*, p. 339.

vint sur sa décision, et envoya l'archiprêtre Nénadovitch à la tête des knèzes pour saluer le pacha, en informant celui-ci de l'intrigue qui l'avait empêché de se rendre en personne à sa rencontre.

Le 7 octobre, Abdoul-Rahman Pacha était à Belgrade. Dès son arrivée, les Turcs le mirent au courant des préparatifs militaires des Serbes, qu'ils n'ignoraient pas, et le nouveau vizir commença son gouvernement par des mesures vexatoires. Il demanda tout d'abord à la Porte d'augmenter les garnisons turques dans le pachalik. Puis il permit aux nouvelles troupes de venir à Belgrade, non seulement par la principale route allant de Nisch à Belgrade, mais aussi par les autres. Il violait ainsi deux stipulations du pacte, conclu en 1815 entre Miloch et Marachli-Ali Pacha, montrant ainsi qu'il ne se sentait aucunement lié par cet arrangement.

Le chef serbe fit à ce propos des représentations au pacha par l'entremise de la Chancellerie Nationale : l'arrivée de nouvelles troupes laissait craindre la guerre; des désordres pouvaient en résulter, et Miloch ne pouvait en assumer la responsabilité¹. Comme le pacha, déjà gagné par les Turcs, ne tenait pas compte de ces représentations, Miloch prit à son tour des mesures hostiles. Sous prétexte que la récolte avait été mauvaise, et que la population était pauvre, il réduisit sensiblement la somme que le pays servait jusque-là au pacha pour ses frais personnels (*ikramia*). Puis il ordonna aux knèzes de ne laisser passer les soldats turcs que par les routes principales; d'exiger de chacun son passeport (*teskéré*), et de lui envoyer, enchaînés, tous ceux qui voudraient entrer de force dans le pachalik. Abdoul-Rahman Pacha, de son côté, refusa de prêter son courrier à Miloch, et par là rendit impossible ses communications avec les députés détenus à Constantinople!

C'était la guerre entre le vizir et Miloch. En novembre, celui-ci reçut une lettre du baron de Stroganof, qui, d'ordre du tsar, lui exprimait sa reconnaissance pour la confiance qu'il mettait en la Russie et lui conseillait la tranquillité, la modération et la patience². Très flatté de cette marque

1. Miloch à Nikolaïévitch et Kouyoundjitch, le 16 nov. 1821. V. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 345-347.

2. Stroganof à Miloch, le 23 octobre 1821. V. ПОРОФ (N.), *o. c.*, p. 23.

d'estime et encouragé dans son action, Miloch, à cause même de ses difficultés avec le vizir, sentit davantage le prix qu'aurait pour lui la présence d'un consul russe à Belgrade, et il en fit la demande au baron de Stroganof¹. Mais à Saint-Pétersbourg on hésitait, les relations étant rompues entre la Russie et la Porte. Stroganof répondit que certaines causes empêchaient le gouvernement russe d'accéder à sa demande en ce moment, et l'assura de la bienveillance particulière du tsar envers le peuple serbe et envers son chef².

Cependant arriva de Hongrie la nouvelle que la Russie avait consenti à ce que l'Autriche occupât la Serbie! Quoique ce bruit fût fantaisiste, les chefs serbes en furent inquiets. Ils craignaient de plus que la Porte, après avoir réprimé l'insurrection d'Ali Pacha de Yanina, n'attaquât les provinces voisines du pachalik de Belgrade et peuplées par des Serbes, et même que la guerre n'éclatât trop tôt entre la Russie et la Porte. Miloch avait bien fourni des armes et des munitions aux Serbes du pachalik de Belgrade; mais ceux des provinces voisines n'avaient rien de ce qui était nécessaire pour la guerre, et il croyait de son devoir de les aider en cas d'attaque de la part des Turcs, afin de pouvoir se défendre avec eux jusqu'à l'arrivée des secours russes. Ne pouvant rien par lui-même, il se décida à demander l'aide de la Russie. Il envoya à Saint-Pétersbourg Michel Gherman, qui l'avait déjà servi comme agent secret auprès du consulat russe à Bucharest, puis auprès de la légation russe à Constantinople. Il le chargea d'implorer du tsar protecteur des secours en argent jusqu'à concurrence d'un million de piastres pour l'armement de ces provinces; puis de demander de nouveau l'envoi d'un consul russe à Belgrade. En même temps, il écrivit au baron de Stroganof pour le prier d'appuyer ses requêtes, en l'assurant que lui et ses voisins de même religion et de même race attendaient impatiemment la guerre entre la Russie et la Porte³. Quant au bruit d'une occupation de la Serbie par l'Autriche, il lui rappela tout ce que les Serbes avaient souffert de la part de l'Autriche, « depuis la chute de la Serbie en 1589 », ajoutant qu'il « était préférable pour les Serbes de

1. Miloch à Stroganof, le 29 novembre 1821. *Id.*, p. 24.

2. Stroganof à Miloch, le 29 mars 1822. *Ibid.*

3. Miloch à Stroganof, le 29 mai 1822. *Voy. Id.*, p. 26-30.

supporter le tyran actuel que de passer sous le joug d'un autre et de recevoir les chaînes que le gouvernement autrichien leur préparait ». Il exprimait l'espoir que le tsar ne permettrait point que les affaires serbes fussent réglées autrement que dans l'intérêt des « peuples coreligionnaires » qui avaient droit à sa légitime protection. « Mettant mon espoir, disait-il en terminant, dans les promesses du très puissant monarque, je prends la liberté de dire que, si le gouvernement autrichien, sous quelque prétexte que ce soit, entrerait avec des troupes dans nos pays, nous nous mettrions d'accord avec les Turcs et nous résisterions ensemble à cet ennemi haineux de notre race¹ » !

Cependant l'inquiétude sur le sort des députés détenus à Constantinople gagnait non seulement leurs familles et le gouvernement, mais encore la population du pays. L'inquiétude des députés au sujet des leurs ne devait pas être moindre, car depuis six mois que le vizir avait refusé de prêter son courrier à Miloch, ils n'avaient reçu aucune nouvelle de Serbie !

Ce ne fut qu'en mars 1822 qu'Abdoul-Rahman Pacha, à la demande de Miloch, consentit à expédier une lettre aux députés. Cette lettre ne contenait, bien entendu, que des nouvelles sur leurs familles, sur la tranquillité du pays, et sur le désir de voir l'un d'eux revenir, ou du moins de recevoir de leurs nouvelles².

En mai parvint leur réponse. Ils étaient tous en bonne santé, mais se plaignaient de manquer d'argent. Miloch leur envoya alors une somme de 10 000 piastres. Mais en août, il en reçut, par une voie détournée, des nouvelles plus importantes : par une lettre « écrite au citron », les députés l'informaient que le reis-effendi leur avait offert de reprendre les négociations et demandé de lui présenter les propositions serbes ! Miloch devina le dessein de la Porte. Ne voulant rien entreprendre sans avoir préalablement consulté le gouvernement russe, il prit soin de se renseigner sur le chemin le plus sûr pour communiquer avec la capitale russe. Quant aux députés, il leur ordonna de ne pas entrer en négociation,

1. Miloch à Stroganof, le 29 mai 1822. *Ibid.*, p. 25-29.

2. Miloch à Marc Gheorghievitch, le 21 octobre 1822. Voy. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 299-300.

en donnant pour raison qu'ils manquaient de pleins pouvoirs et que, détenus, ils ne pouvaient rien entreprendre¹.

Les relations entre Miloch et Abdoul-Rahman Pacha devenaient de plus en plus tendues. Las des difficultés que lui suscitait le pacha, le chef serbe essaya, en octobre 1822, de le faire partir de Belgrade. Mais sa démarche n'eut pas de succès. Alors il prit plus particulièrement pour tâche de travailler à son instruction personnelle et à l'organisation intérieure du pays.

Illettré, comme la plupart des chefs serbes de cette époque, il ne voulait pas à son âge apprendre à lire et à écrire ; mais il était entré en relations avec le célèbre savant serbe Vouk Stéphanovitch Karadjitch, qui travaillait à Vienne, et il s'était attaché dès 1821, comme secrétaire particulier, Démètre Davidovitch, ancien directeur de la *Gazette serbe* qui avait paru à Vienne en 1813. Il s'efforça avec leur aide de connaître l'histoire et les ressources des grands États européens, en se faisant lire et traduire les grands journaux de l'époque, ainsi que des ouvrages de politique, d'histoire, de géographie et d'économie politique. Doué d'une mémoire restée légendaire, il parvint promptement à se faire une idée exacte de la politique et de la civilisation des différents États.

Convaincu que la Serbie n'avait besoin que de la paix pour obtenir à son heure les droits qu'elle réclamait, il profita de la rupture des pourparlers avec la Porte, pour veiller à la tranquillité du pays et réaliser des améliorations dans quelques branches de l'administration, surtout dans le domaine de l'Église, de la police et de la magistrature.

Cependant autant Miloch désirait la paix, autant les Grecs souhaitaient une révolution en Serbie. Le soulèvement d'une province riche, qui avait les moyens de faire la guerre, devait être un facteur puissant pour le succès de leur cause et pour le règlement prompt et heureux des affaires de la Grèce. Aussi, malgré l'insuccès de leurs précédents efforts pour gagner le chef serbe, puis pour soulever une partie de la Serbie contre lui, ils ne cessèrent de travailler et d'intriguer. Considérant Miloch comme le seul obstacle à leurs desseins, ils prirent à tâche de le renverser, comptant qu'a-

1. PÉTROVITCH (V. et N.), *o. c.*, t. II, p. 299-300.

lors le pays se soulèverait contre la Porte. Les patriotes grecs, nombreux non seulement en Turquie, mais en Autriche, surtout sur les frontières méridionales, agissaient dans ce sens. Et comme la cause grecque avait gagné les sympathies de tous les peuples, ils espéraient facilement jeter la Serbie dans la révolution. Cela était d'autant plus aisé que Miloch avait fait des mécontents, avec le régime intérieur établi par lui depuis 1815 et qui pesait largement sur la population.

Depuis la seconde insurrection dont il avait été le chef, l'idée dominante de Miloch avait toujours été l'affranchissement de la Serbie, mais aussi l'hérédité du titre de prince dans sa famille. Ces deux choses étaient inséparables dans son esprit. Pour y arriver, il crut devoir établir un régime personnel aussi absolu que possible. Reconnu déjà par Marachli Ali Pacha comme knèze suprême, il éloigna peu à peu des postes importants de knèzes de district, et même de ceux de knètes, tous les hommes qui par leur mérite antérieur, leur popularité ou leur indépendance, pouvaient le gêner, et les fit remplacer par ses frères, ses amis intimes, et même par ses anciens gardiens et valets que, le plus souvent, ni leurs capacités, ni leur réputation ne désignaient pour ces charges. Les chefs, auparavant élus librement par le peuple, devinrent vite ses agents, rétribués par lui et révocables à son gré. De la sorte, tout en ayant l'air de gouverner avec des chefs choisis par le peuple, Miloch régissait tout par lui-même, surtout en matière de finances, et les autres n'étaient que les exécuteurs de ses volontés. D'autre part il avait de grands besoins d'argent, pour affermir son autorité dans le pays et son prestige vis-à-vis des Turcs. Pour se le procurer il s'était entendu, dès 1815, avec Marachli-Ali Pacha, et avait pris à bail les douanes du pays. Puis il fit, associé avec plusieurs négociants du pays, le commerce des bestiaux, du sel, etc. Aussi, en 1825, ses revenus, sans compter ceux de son commerce, s'élevaient-ils au chiffre énorme de 696 000 piastres¹ ! Par contre la population était lourdement obérée. Les paysans — et il n'y avait à cette époque-là que des paysans en Serbie, les villes étant peu nombreuses et faiblement peu-

1. PÉTROVITCH (V.), *o. c.*, t. I, p. 569.

plées — pliaient sous le fardeau. Les impôts, déjà fort élevés, augmentaient toujours. La *glavnitsa*, l'impôt principal payé par tout Serbe majeur, ou plus exactement par tout Serbe capable de travailler et de gagner sa vie, qui était de 18 piastres par tête en 1821, était montée à 40 piastres en 1825¹ ! En outre, la corvée était très dure. Les paysans la devaient non seulement au gouvernement du pays, en ce qui concernait le service des ponts et chaussées et des travaux publics, mais aussi aux spahis pour le transport de la dîme, puis au chef suprême, à tous les knèzes, kmètes et autres fonctionnaires, qui possédaient souvent de vastes terrains de culture. Les knèzes et les kmètes avaient droit à 4 jours de travail par an de chaque maison de leur juridiction. Enfin les chefs commettaient des abus nombreux dans la répartition des corvées et des impôts, et leurs envoyés se rendaient insupportables par leur conduite pendant le séjour qu'ils faisaient dans les districts.

Déjà surchargé, le pauvre paysan serbe était donc aussi maltraité. Dans son âme simple, il sentait que les privations et les souffrances qu'il avait endurées pour se soustraire à la domination turque n'avaient pas beaucoup amélioré sa position matérielle : il ne pouvait donc être content de son sort. Et, comme il ignorait la politique, il était prêt à croire, sur l'affirmation du premier venu, que l'attitude conciliante de Miloch envers les Turcs n'était motivée que par son intérêt personnel ; et que, si la Serbie se révoltait, elle pourrait profiter des avantages de la révolution grecque et obtenir facilement son indépendance.

Miloch, qui n'ignorait pas cet état des esprits, ne fit rien pour le changer. Il avait pris, il est vrai, les mesures les plus sévères pour préserver le pays des flammes de l'insurrection grecque de Valachie, puis, lorsque celle-ci fut éteinte vers la fin de 1821, de la propagande grecque en général. Il fit renforcer les cordons des frontières, et donna des ordres aux knèzes de veiller sur tout étranger qui entraît dans le pays et de le lui envoyer à Kragouïévats. Il donna à la population, au moyen de circulaires et de proclamations, des conseils très sages en vue de la paix et de l'ordre pour ne

1. PÉTROVITCH (V.), *o. c.*, t. I, p. 143.

pas risquer de perdre la liberté acquise. Mais il ne fit rien pour adoucir la situation du paysan et diminuer son mécontentement. Aussi, malgré toutes ses précautions, la propagande grecque réussit-elle à franchir les frontières de la Serbie.

En 1824, un agent de la Hétaïrie pénétra dans le pays, visita plusieurs districts, s'aboucha avec plusieurs knèzes et fit entendre des « paroles de rébellion ». Miloch le sut et en conçut de l'inquiétude. Afin de calmer les mécontents, il résolut, en se réservant les affaires étrangères, d'instituer une sorte de gouvernement composé de six membres, chargé de l'administration intérieure du pays, et de donner mandat à une skoupchtina de knèzes et de kmètes pour les désigner. Cette skoupchtina se tint à Kragouïévalz au commencement de décembre. Miloch y prononça un long discours dans lequel il rappela au peuple le bien-être dont il jouissait depuis 1816, et le besoin de conserver la paix; il fit part aux knèzes et kmètes réunis de son projet de réorganisation du gouvernement¹. Mais il n'y fut pas donné suite.

Cependant les agents grecs continuaient leur propagande. Ils réussirent à gagner quelques partisans, mais le complot fut découvert, les conspirateurs arrêtés, jugés et exécutés. Néanmoins les fils de la conjuration, tramés dans plusieurs districts, ne purent être découverts. Une nouvelle agitation se manifesta, en janvier 1825, parmi les paysans du district de Semendria. L'instigateur était un certain Miloïé, connu sous le sobriquet de Diak (élève, diacre), d'où le nom de *Diakova bouna* (révolte de Diak). Prêtre, défroqué, puis secrétaire de Vouïtsa Voulitchévitch, knèze du district de Semendria, émigré en 1815 en Autriche, il était installé depuis 1815 comme marchand de pores à Koussadak, près de Hassan-Pachina Palanka. Très ambitieux de sa nature, il était devenu très populaire dans son district et dans les environs, surtout depuis 1821, alors que le knèze du district, Vouïtsa Voulitchévitch était, comme député du peuple, détenu à Constantinople, et se trouvait remplacé dans sa charge par son fils

1. Message de Miloch à la skoupchtina des knèzes et des kmètes, le 5 déc. 1824. Voy. NÉNADOVITCH (L. P.), *Documents pour servir à l'hist. serbe*, 1^{er} fasc. Belgrade, 1858, p. 5-8.

Pierre, beau-frère de Miloch, mais d'un caractère nonchalant. Pendant l'administration de ce dernier, ses inférieurs avaient, paraît-il, vexé les paysans et montré des exigences intolérables lors de leur passage dans le district. Profitant de la lassitude des paysans, Diak essaya de les soulever contre leurs chefs dans le but, disait-on, de renverser Miloch et de s'emparer du gouvernement sous la protection du pacha de Belgrade! En janvier 1826 donc, une agitation naquit parmi les habitants de Sélévats et gagna les environs. Les mécontents protestèrent contre les procédés de leurs chefs, les déclarèrent déchus et élurent d'autres knèzes, et parmi eux Diak.

Informé de ce désordre, Miloch essaya les moyens de douceur. Il délégua sur les lieux l'archimandrite Pavlovitch et Nicolas Louniévitza. En même temps, il confia à son frère Jean un certain nombre d'hommes recrutés dans le district de Kragouïévats, avec mandat de s'y rendre également et de rétablir l'ordre. Les délégués de Miloch, après avoir entendu quelques dépositions, furent convaincus qu'il s'agissait moins d'une révolte contre le gouvernement du pays, que d'une agitation locale, dirigée seulement contre quelques chefs impopulaires, et qui se calmerait bien vite si, suivant leur avis, Miloch confirmait les knèzes élus. Mais un de ces derniers, paysan de Topola, ancienne résidence de Kara-George, ayant été choisi par les délégués pour se rendre avec eux à Kragouïévats, afin d'expliquer l'affaire à Miloch, on crut dans le district qu'il était arrêté ou même assassiné, et une recrudescence de mécontentement se manifesta parmi les paysans. De plus, les hommes arrivés avec Jean Obrénovitch à Hassan Pachina Palanka abandonnèrent tous leur chef et se joignirent aux révoltés. Le frère de Miloch ne réussit qu'avec peine à se réfugier à Pojarévats.

La situation devenait fort compliquée. Bien que Miloch eût confirmé les knèzes élus, même Diak, l'agitation ne s'était point calmée. Un grand nombre de paysans, sous la conduite de Diak, marchèrent contre Kragouïévats, résidence du chef serbe! Alors des hommes levés, sur l'ordre de Miloch, par les knèzes des districts avoisinants, furent confiés à Thomas Voutchitch pour marcher contre les insurgés. Le 4 février, ils les rencontrèrent à Topola et, après une lutte décisive,

les battirent. Les survivants se dispersèrent; Diak prit le chemin de Belgrade pour se mettre sous la protection du pacha. Il fut arrêté dans sa fuite, devant Belgrade, dans le village de Mokri-Loug. On le conduisit à Hassan-Pachina Palanka où il fut soumis à une épreuve humiliante. Monté sur un petit cheval malingre, il dut passer à travers la foule rangée sur deux lignes. Durant cette marche, il fut tué par un paysan et sa tête fut envoyée à Miloch¹.

Bien que cette agitation se fût assez promptement calmée, elle présentait une certaine gravité et menaçait de se renouveler. Miloch le sentit bien, et, afin d'y obvier à l'avenir, il ordonna aux knèzes de faire prêter serment de fidélité par les kmètes au gouvernement du pays². En même temps, il décida d'organiser une sorte d'armée permanente destinée au maintien de l'ordre. Il enjoignit aux knèzes de choisir dans chaque village un ou deux jeunes gens « de belle prestance », appartenant à des familles aisées et nombreuses, de les inscrire et de leur apprendre l'exercice militaire. En mai, plus d'un millier de recrues s'exerçaient déjà dans les casernes des districts³. Il proposa même aux knèzes l'envoi d'une nouvelle députation à Constantinople, ce qui fut adopté. Puis il rendit compte de ces événements au gouvernement russe, en lui représentant qu'il avait eu la plus grande peine à maintenir l'ordre et que, si la Porte ne rendait pas la liberté aux anciens députés, et n'accueillait pas favorablement les nouveaux, une révolte nouvelle était inévitable en 1826⁴.

II

La rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte avait fait redouter en Europe une guerre entre les deux empires. Cependant Alexandre I^{er}, fidèle à sa politique

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 658.

2. *Id.*, p. 659.

3. *Id.*, p. 682.

4. Exposé des différends survenus en 1821 entre la Russie et la Porte. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

pacifique, ne se laissa pas entraîner à des mesures extrêmes. Afin d'empêcher l'effusion du sang en Grèce, il avait proposé à l'Autriche, dès le mois de juillet 1821, de pacifier le pays au moyen d'une intervention collective des puissances. Comme il était à prévoir que la Porte n'accepterait point une telle intervention, il avait demandé de l'y contraindre par la force, et avait offert ses troupes à cet effet, en prenant soin de renoncer solennellement à tout avantage particulier¹.

La puissance alliée fut effrayée de l'intention du tsar, d'intervenir dans les affaires grecques. Elle appréhendait une guerre entre la Russie et la Turquie. Une telle guerre, dont l'issue favorable pour la Russie ne pouvait faire de doute, allait contre le principe de la conservation de l'intégrité de la Turquie, si cher à l'Autriche; elle allait contre le principe de la légitimité du Sultan au profit des révolutionnaires en Grèce; enfin, elle menaçait non seulement d'amoindrir l'influence autrichienne à Constantinople, mais même de lui barrer la route vers l'Orient. Sans faire partie de la Sainte-Alliance, l'Angleterre ne pouvait pas non plus voir avec indifférence un conflit entre la Russie et la Turquie; elle ne pouvait pas risquer de voir l'influence russe s'accroître en Turquie et en Grèce aux dépens de la sienne, et ne voulait pas s'exposer au danger de voir les Russes descendre dans la Méditerranée.

Afin d'empêcher cette guerre, de longues négociations furent entamées entre les puissances alliées et l'Angleterre. Les puissances s'efforcèrent d'amener le tsar à reprendre ses relations avec la Porte, et invitèrent celle-ci à rendre la réconciliation possible par une conduite conciliante. Pour faciliter cette tâche, l'Autriche demanda en 1823, à l'empereur Alexandre, que les affaires purement russes, relevant des traités conclus entre la Russie et la Porte, fussent séparées de la question grecque, qui avait un intérêt général, européen, et que la Porte fût invitée par les puissances à satisfaire la Russie sur ces points spéciaux, dont les principaux étaient la question du commerce et celle des Principautés.

1. Nesselrode à Golovkine, le 4 juillet 1821. Voy. SOLOVIEF (S.), *o. c.*, p. 495-497.

Dès le mois d'août, le vicomte de Strongford, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, obtint satisfaction sur le premier point; et en informant la Russie de ce succès, il exprimait l'espoir que l'état de choses antérieur aux troubles de 1821, serait bientôt rétabli en Valachie et en Moldavie¹.

Pour montrer qu'il appréciait ces arrangements, l'empereur Alexandre résolut d'envoyer à Constantinople un agent pour la gestion des affaires commerciales. Il confia cette mission au conseiller d'État de Minciaky, ancien consul à Patras. D'autre part, il fit inviter le vicomte de Strongford à insister sur l'obligation rigoureuse où était la Porte d'évacuer les Principautés, d'y rétablir l'ordre de choses légal, et de respecter les privilèges de leurs habitants².

En janvier 1824, Minciaky était arrivé à son poste. Peu après, il reçut le titre de chargé d'affaires de Russie, mais il ne remit ses lettres de créance à la Porte qu'au mois de novembre. Suivant les instructions qu'il avait reçues, et en vertu des promesses que la Porte avait faites au vicomte de Strongford en 1823, il réclama contre la présence des troupes et des commandants turcs dans les Principautés. A son grand étonnement, le reis-effendi répondit qu'il ne s'était jamais engagé envers l'ambassadeur d'Angleterre à rétablir dans les Principautés l'état de choses antérieur aux troubles de 1821³!

L'empereur Alexandre, informé de cette réponse, enjoignit à Minciaky de réitérer ses réclamations, en les rendant plus formelles, et de remettre une note à la Porte. Comme il avait déjà reçu le compte rendu de Miloch sur la révolte de Diak, survenue en Serbie, en janvier 1825, et qu'il redoutait une insurrection générale de cette province, il lui enjoignit également de signaler à la Porte l'état de la Serbie. Le chargé d'affaires devait rappeler l'article du traité de Bucharest concernant les Serbes, leur inébranlable fidélité, l'intérêt que la Porte avait à les récompenser, le danger qu'elle courrait s'ils venaient à se soulever, et, par conséquent, la nécessité où elle était de remplir ses promesses à leur égard, de remettre en liberté leurs députés qu'elle retenait captifs,

1. Exposé des différends survenus en 1821 entre la Russie et la Porte ottomane. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

². *Ibid.*

³. *Ibid.*

d'accueillir favorablement les nouveaux, et d'exaucer sans retard les vœux légitimes dont ils seraient les interprètes¹.

Le chargé d'affaires de Russie s'acquitta de ces ordres, mais toutes ses démarches restèrent sans succès. La note qu'il remit à la Porte, le 3 juillet 1825, ne produisit aucun effet; elle n'obtint même pas de réponse!

Cependant le tsar, las de la politique que les puissances lui opposaient dans les affaires d'Orient, depuis 1821, voyant ses vœux et ses espoirs trompés, s'était décidé tout d'un coup à ne plus se régler dans les affaires d'Orient que sur les droits et les intérêts de son empire. Le 18 août, une dépêche fut expédiée aux représentants du tsar à Vienne, Paris, Londres et Berlin, par laquelle ils étaient invités à garder désormais le silence sur les affaires d'Orient, et à donner leur avis sur la possibilité d'une guerre contre la Russie de la part des puissances auprès desquelles ils étaient accrédités, au cas où la Russie se déciderait à attaquer la Turquie pour la contraindre à respecter les traités.

En même temps de nouvelles et décisives instructions furent expédiées au chargé d'affaires à Constantinople. L'Empereur le chargea d'exprimer toute la surprise qu'il éprouvait à voir la Porte laisser sans réponse la dernière note russe, et de demander au reis-effendi une conférence à protocole; de lui répéter pour la dernière fois les griefs que donnait à la Russie l'occupation de la Valachie et de la Moldavie, ainsi que la conduite du Divan envers les Serbes. Si le ministre turc renouvelait ses refus, le chargé d'affaires devait déclarer que la Porte eût à peser toutes les conséquences d'un tel acte; après quoi il devait prendre une attitude silencieuse et borner ses fonctions à l'expédition des affaires commerciales².

Le diplomate russe fit tout pour amener la Porte à satisfaire aux réclamations de sa cour: mais ses efforts étant restés inutiles, il demanda au reis-effendi une conférence à protocole. Cette conférence eut lieu le 15 octobre, dans la maison de campagne du reis-effendi. Après s'être étendu sur

1. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

2. Protocole de la conférence officielle, tenue le jeudi 1/15 octobre 1825, entre M. de Minciaky et le reis-effendi. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

les affaires des Principautés sans avoir obtenu une réponse favorable, le chargé d'affaires de Russie annonça qu'il était chargé en outre d'attirer l'attention des ministres de la Porte sur un autre point : le Sultan était-il résolu à poursuivre le même système envers les Serbes, et à n'avoir aucun égard aux représentations amicales et confidentielles de l'empereur Alexandre sur la nécessité et la justice qu'il y avait à reconnaître, par l'exécution complète de l'article VIII du traité de Bucharest, le dévouement exemplaire de la Serbie.

Le reis-effendi répondit que les Serbes étaient sujets du Sultan, et qu'il appartenait à sa sollicitude de veiller à leur bien. Il ajouta qu'ils jouissaient, sous la protection de la Porte, de « toute la tranquillité et de tout le bien-être qu'ils pouvaient désirer » et qu'elle prenait soin qu'ils ne fussent pas molestés.

« Jusqu'ici, répliqua le diplomate russe, les Serbes ont sollicité en vain les privilèges que leur a garantis le traité de Bucharest. »

Le ministre turc dit alors qu'il ne se rappelait point le texte de ce traité (sic) et ordonna de l'apporter. La lecture de l'article VIII faite, il répondit que *ce n'était qu'avec le peuple serbe* que la Porte avait à se concerter et à s'arranger.

Le chargé d'affaires fit observer que le traité avait été conclu avec la Russie, et qu'il assurait et garantissait des privilèges aux Serbes; que loin de les avoir obtenus, ils avaient le déplaisir de voir leurs députés en prison.

Le reis-effendi rappela à son tour les circonstances dans lesquelles les députés avaient été logés au palais. « Ils y vivent dans l'abondance, continua-t-il; le Grand-Seigneur pourvoit à leurs besoins. Il leur fait même délivrer de temps en temps des sommes plus ou moins fortes pour leurs petites dépenses; enfin, ils ont la faculté d'entretenir des relations avec leur pays, car, bien que leur correspondance passe par les mains des ministres, elle leur est rendue intacte. Par conséquent, *ils n'ont pas le droit de se plaindre*¹. »

Minciaky observa que les Serbes n'envisageaient point la détention de leurs députés sous le même point de vue; et qu'il fallait déplorer qu'on récompensât de la sorte le dévoue-

1. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

ment que cette nation avait témoigné dans ces derniers temps, où l'on faisait tout pour exciter son mécontentement ; qu'il était, par conséquent, de son devoir d'engager le gouvernement turc à prendre en considération les vœux que les Serbes avaient exprimés en tant d'occasions.

Le ministre turc convint que les Serbes avaient donné jusque-là des preuves de fidélité ; mais il expliqua qu'au moment où la révolution avait éclaté en Grèce, la Porte avait pris des otages de toutes les provinces dont les habitants n'offraient point des garanties suffisantes de fidélité, et qu'elle regardait les députés serbes comme tels.

Mais le chargé d'affaires, rappelant encore une fois le dévouement du peuple serbe, insista sur l'inutilité et même le danger de lui témoigner cette méfiance peu méritée, et sur la nécessité d'entamer avec les députés des négociations, dont le résultat affermirait la tranquillité de la Serbie et calmerait les inquiétudes de ses habitants.

Le reis-effendi, tout en convenant de nouveau de la fidélité des Serbes, ajouta que, néanmoins, comme c'était une nation armée et aguerrie, la Porte avait jugé convenable d'avoir des otages comme garants de sa soumission.

Minciaky déclara alors que la Porte étant déterminée à ne rien changer à sa politique envers les Serbes, et niant même que ce peuple eût le droit de réclamer des privilèges en vertu du traité de Bucharest, la Russie, après avoir rempli jusqu'au scrupule tous les devoirs d'une bienveillante sollicitude envers la Porte, ne saurait nullement garantir les conséquences d'aussi déplorables résolutions.

Les termes de cette dernière phrase ayant laissé chez le drogman de la Porte, présent à la conférence, quelque incertitude sur son véritable sens, le chargé d'affaires reprit la parole. « La Russie, dit-il, veut la tranquillité et la prospérité de l'empire ottoman, et elle désire le préserver du fléau des révolutions. Dans ce but, elle n'a cessé de donner au gouvernement ottoman les conseils les plus bienveillants. Lors des troubles qui ont eu lieu, il y a peu de mois, en Serbie, la Cour Impériale, afin d'éloigner une catastrophe dont la Porte pouvait facilement peser toutes les conséquences, l'avait engagée à différentes reprises à traiter les Serbes avec bonté, à accueillir leurs demandes, à récompenser leur fidélité et à

assurer de la sorte le repos et la tranquillité de ce peuple. Elle renouvelle encore aujourd'hui cette démarche qui doit prouver à la Porte que la Russie met tout en œuvre pour l'éclairer sur ses véritables intérêts. Si la Porte veut rester sourde à ces conseils, elle ne devra s'en prendre qu'à elle-même des fâcheuses conséquences d'une politique aussi déplorable. »

Le ministre turc répéta encore une fois que les Serbes étaient sujets de la Porte, et que c'était à elle de veiller à leur tranquillité et à leur bien-être. « Elle le fait, dit-il, et si, malgré cela, ils osent entreprendre quelque chose, ils seront considérés comme des traîtres et châtiés comme tels. Dans le cas contraire, la Porte se conduira envers eux, comme elle l'a fait jusqu'ici, en les traitant avec la même douceur¹. »

Une aussi aveugle obstination ne laissa pas d'alternative à Minciaky. Il se vit obligé de remettre au reis-effendi, en exécution des ordres de l'Empereur, une protestation formelle par laquelle il laissait retomber sur la Turquie toute la responsabilité de sa déplorable politique à l'égard des principautés et de la Serbie².

Ainsi les démarches du chargé d'affaires de Russie, en faveur des Serbes, restèrent vaines. Malgré son intérêt le plus évident, malgré les clauses de l'article VIII du traité de Bucharest, la Porte ne consentit ni à énoncer la moindre promesse pour ce peuple fidèle, ni à mettre en liberté ses députés, ni même à reconnaître que l'empereur de Russie avait le droit d'intervenir en sa faveur. Minciaky n'eut plus qu'à suivre ses instructions jusqu'au bout, en gardant, à partir de ce moment, une attitude silencieuse et en se bornant à l'expédition des affaires courantes.

III

Cependant les choses n'allaient pas pour le mieux en Serbie.

En dépit des mesures que Miloch avait prises avec les

1. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

2. Protestation remise au protocole de la conférence du 4/15 octobre 1825. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

knèzes et kmètes réunis en skoupchtina, en mai 1825, pour alléger les charges de la population, et la réduction de la glavnitsa de 40 à 32 piastres par an¹ ; en dépit des lettres communiquées à la skoupchtina, où le tsar faisait part de ses démarches à la Porte pour le règlement des affaires serbes, assurait les Serbes de toute sa bienveillance en leur recommandant la paix et l'obéissance au Sultan, la Serbie restait néanmoins menacée par les menées des hétéaïristes et de leurs amis.

Cette fois, la Hétaïrie travaillait en Autriche, et de là préparait, pour le printemps de 1826, une révolution quasi-dynastique, en mettant en avant le nom du fils de Kara-George, Alexandre, qui demeurait en Russie. Les hétéaïristes gagnèrent à leur projet un certain George Tcharapitch, d'une famille très considérée du district de Belgrade, impliqué dans la révolte de Diak, émigré par la suite dans le Banat, aux environs de Temesvar. Tcharapitch, de son côté, réussit à se faire quelques partisans parmi ses parents, et parmi les habitants de Belgrade, entre autres un neveu de l'archevêque de Belgrade, et deux anciens instituteurs Vélissavliévitch et Radossavkitch, sujets autrichiens.

Le 13 avril 1826, Tcharapitch passa le Danube et se rendit dans son village de Béli-Potok, non loin de Belgrade. Le lendemain, Vélissavliévitch l'y rejoignit, portant les proclamations qu'il avait préparées et quelques munitions. Les conjurés n'avaient plus qu'à répandre les proclamations parmi les habitants des districts voisins et à commencer la lutte.

Mais la police autrichienne, qui suivait avec vigilance les menées des hétéaïristes sur le territoire de l'empire, fut mise sur la trace de cette conjuration, et en informa le pacha de Belgrade, qui prévint les knèzes de la Chancellerie Nationale. Le même jour, Vélissavliévitch, de retour à Belgrade, fut arrêté et interrogé par eux. Il avoua tout. Les proclamations qu'il portait invitaient le peuple à se lever en masse contre le tyran (Miloch) et à le lapider, ainsi que ses frères, les knèzes et leurs secrétaires. Elles annonçaient que le fils de Kara-George, Alexandre, était arrivé en Autriche, et qu'il allait

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 144.

2. Message de Miloch à la Skoupchtina du 8 juin 1825. Voy. NÉNA-DOVITCH (L.-P.), *o. c.*, fasc. I, p. 10-11.

passer en Serbie. « Le temps est arrivé, y était-il dit, de renverser le joug de la tyrannie, d'ouvrir les yeux au peuple, de le tirer de l'obscurité dans laquelle il était plongé et d'illustrer son nom pour l'éternité¹. »

Miloch, en apprenant ces nouvelles, put constater que ses funestes pressentiments pour l'année 1826 se réalisaient. On venait de lui annoncer la mort d'Alexandre I^{er}, et la révolution qui accompagnait l'avènement de son successeur Nicolas, et dont on ne pouvait prévoir les conséquences néfastes ; et voilà que, de nouveau, il avait à combattre l'ennemi intérieur. Aussi, dès la première nouvelle de la conjuration, il chargea son frère Éphrem de la réprimer et de prendre les conjurés vivants s'il était possible ; il envoya aux knèzes des districts voisins l'ordre de rassembler les « inscrits » et de se rendre à Ripagne dans le district de Belgrade, sous le commandement de son frère.

Le 16 avril, au soir, les knèzes se trouvèrent sur les lieux avec leurs troupes. Ils firent la chasse aux insurgés et en découvrirent quelques-uns dans le bois du monastère Rakovitsa, près de Belgrade. N'ayant pas eu le temps de répandre les proclamations préparées, et surpris par la découverte de la conjuration, ils n'étaient là qu'au nombre de *six*. Quatre furent tués, dont George Tcharapitch et son frère Marc, et deux furent faits prisonniers².

Puis on procéda à la recherche de leurs partisans, des gens avec lesquels ils avaient des relations, et qui les avaient gardés pendant ces quelques jours. Tous les coupables furent traduits devant la skoupchtina des knèzes pour être jugés. Ceux qui étaient sujets de la Porte furent condamnés à mort. Quant aux sujets autrichiens, ils furent condamnés à des peines encore plus terribles : Vélissavliévitch eut les deux

1. Miloch à Vassa Popovitch, le 16 avril 1826. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 659-660. — Le docteur Cunibert affirme cependant que dans ces proclamations Miloch était accusé de n'avoir pas su profiter des circonstances favorables pour augmenter les droits de la Serbie ; que sa tête y était mise au prix de 50 000 ducats, celles de ses frères à 20 000 ; enfin, celle de Sima Pachtrmats, un des intimes de Miloch et l'assassin de l'archevêque Nikchitch, du knèze Vassa Popovitch et de Thomas Voutchitch, commandant des troupes qui avaient réprimé la révolte de Diak, à 5000. Voy. CUNIBERT, *o. c.*, t. I, p. 224.

2. Le même au même, le 17 avril 1826. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.* I, p. 660.

bras et la langue coupés ; les deux autres, le bras droit et la langue ! Un des condamnés succomba à ses blessures ; les deux autres survécurent au supplice et se rendirent à Vienne, où les hétéaïstes les montrèrent au public comme des victimes de la cause grecque¹.

La révolte de Tcharapitch (*Tcharapitcheva bouna*) fut un nouvel avertissement pour Miloch. Il vit de plus en plus clairement qu'en dehors de la propagande grecque, il avait en Serbie des ennemis de son gouvernement personnel, et il chercha les moyens de les désarmer. Au milieu de ces préoccupations, l'aide lui vint comme d'en haut. Un courrier russe arriva à Kragouïévats, avec une lettre de l'empereur Nicolas. Le tsar l'informait qu'il faisait des démarches décisives à Constantinople, en faveur de la Serbie, et lui déclarait que, « si les Serbes essayaient de se soulever, au cas où ses troupes entreraient en Moldavie, ils seraient formellement désavoués par la Russie ; qu'ils n'auraient plus dès lors ni secours ni protection quelconque à attendre d'elle, et que, bien certainement, elle les laisserait livrés au ressentiment de la Porte². »

Miloch ne manqua pas de porter les ordres du tsar protecteur à la connaissance des knèzes et de la population, et la tranquillité du pays fut ainsi assurée pour un temps.

1. CUNIBERT (B.), *o. c.*, t. I, p. 226.

2. La Ferronnays au ministre, le 9 avril 1826. *Voy. Aff. Étr., Russie. Corr. pol.*, vol. 170, f. 281.

CHAPITRE XXIV

I. — Mort de l'empereur Alexandre (6 décembre 1825). — Politique orientale de Nicolas I^{er}. — L'*ultimatum* russe à la Porte, du 17 mars 1826, et la question serbe. — Note russe aux puissances, du 27 mars 1826.

II. — La Turquie au début de 1826. — Audience de Minciaky chez le reis-effendi, du 5 avril 1826, et remise de l'*ultimatum* russe à la Porte. — Discussion sur les affaires serbes. — La Porte accepte les « propositions russes » (23 avril 1826). — Réponse de la Porte, du 14 mai 1826. — Incident dans la traduction de la réponse turque. — Conclusion de la convention d'Ackerman (6 octobre 1826). — Confirmation de l'article VIII du traité de Bucharest au sujet de la Serbie. — Acte séparé relatif à la Serbie, annexé à la convention. — Acceptation par la Porte des demandes serbes de 1820. — Les Serbes obtiennent le droit de choisir leurs chefs. — La question de la reconnaissance du titre de prince héréditaire à Miloch.

III. — Clauses de la convention d'Ackermann au sujet de la Serbie, et Skoupchtina du 16 janvier 1827. — Enthousiasme parmi les Serbes ; leurs adresses de remerciements à Miloch, à l'empereur Nicolas et au Sultan. — Miloch proclamé de nouveau prince héréditaire de la Serbie. — Prestation du serment de fidélité à Miloch et à sa famille par les membres de la Skoupchtina. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Constantinople (mars 1827). — Les députés serbes et la légation russe à Constantinople. — Les députés serbes et les ministres turcs. — La politique des cadeaux. — Les députés serbes et les Grecs du Fanar. — Le drogman de la Porte. — Audience des députés serbes chez le reis-effendi, du 3 mai 1827. — Note russe du 19 juin 1827 au sujet des Serbes. — Nomination d'un commissaire de la Porte pour négocier avec les députés serbes (octobre 1827). — Le protocole du 4 avril 1826 et la question grecque. — Désastre turc à Navarin (octobre 1827). — Rupture entre la Russie et la Porte. — Départ de Ribeaupierre de Constantinople (décembre 1827). — Les députés serbes gardés de nouveau comme otages.

I

Le 6 décembre 1825, au moment où les représentants de la Russie auprès des cours européennes envoyaient des avis favorables au sujet de la nouvelle politique à suivre envers la Turquie, et comme on s'attendait à des résolutions décisives, l'empereur Alexandre I^{er} mourut subitement, loin de sa capitale, en Crimée, où il était allé se reposer de ses fatigues et de ses déceptions. A l'étonnement général, il n'eut pas pour

successeur l'aîné de ses frères, le grand-duc Constantin, mais le grand-duc Nicolas, le premier ayant renoncé au trône quelques années auparavant par un acte d'abdication resté secret.

Le nouvel empereur, qui s'était destiné à l'armée — il était général d'infanterie à son avènement — était inconnu en Europe. Dans son entourage, on le considérait comme n'étant nullement au courant des affaires politiques de l'empire; mais il passait pour avoir un caractère hardi et énergique.

Dès son avènement, le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères, attira son attention sur les affaires extérieures, et principalement sur les affaires d'Orient. Dès le mois de janvier 1826, il fit rédiger par ses bureaux un rapport détaillé contenant tout ce qui avait été dit, écrit, ou fait, soit par le gouvernement russe, soit par les autres puissances au sujet des affaires d'Orient, depuis la conclusion du traité de Bucharest jusqu'à la mort de l'empereur Alexandre. En février, ce travail était terminé, et le nouveau tsar consacra tous les jours plusieurs heures à le lire et à le méditer¹.

Il n'eut pas de peine à s'apercevoir que les affaires orientales de son empire se divisaient en deux catégories : la première comprenant des griefs directs, c'est-à-dire la violation ou l'inexécution par la Porte des traités relatifs aux Principautés et à la Serbie; et la seconde — l'affaire de la Grèce — qui ne regardait pas les intérêts de la Russie seule, mais encore ceux des autres États de l'Europe. Il jugea nécessaire de s'occuper tout d'abord des affaires de la première catégorie. D'abord il ne put admettre que, par l'occupation prolongée des Principautés, la Porte violât impunément la condition même sous laquelle l'empereur Alexandre avait rétabli des relations diplomatiques avec elle. Il ne put admettre, non plus, que le peuple serbe, qui depuis cinq ans avait montré à la Porte un dévouement exemplaire, ne recueillit pour prix de sa fidélité que l'emprisonnement de ses députés, et le refus de satisfaire aux engagements pris à son égard dans le traité de Bucharest. Il pouvait d'autant moins le tolérer que la Russie avait contribué à maintenir les Serbes dans l'obéis-

1. La Ferronnays au ministre, le 9 avril 1826. Voy. Aff. Étr., *Russie*. Corr. pol., vol. 170, f. 269.

sance, et n'avait pu obtenir ce résultat que par la promesse de réaliser leurs vœux légitimes ; elle se trouvait donc réduite à la nécessité de déclarer qu'elle ne pouvait leur tenir parole, et, d'autre part, exposée à toutes les conséquences d'une explosion dès lors inévitable, qu'elle ne pourrait ni diriger ni arrêter, dont néanmoins la Porte ferait retomber sur elle tout l'odieux, et qui allumerait en Turquie une conflagration générale¹. Enfin, il ne crut pas pouvoir admettre qu'une protestation formelle comme celle du 15 octobre 1825, présentée par ordre et au nom de son prédécesseur, restât sans réponse et sans effet. Il résolut donc de faire redresser ces griefs.

L'expérience des cinq dernières années ayant prouvé que les démarches amicales n'avaient fait qu'accroître les prétentions de la Porte ; qu'elles avaient même exalté son orgueil au point qu'elle se croyait affranchie de l'obligation de respecter les traités, l'empereur Nicolas se décida à employer les moyens les plus énergiques et au besoin à recourir à la guerre. Il concentra des troupes sur la frontière de la Moldavie, et, le 17 mars, fit expédier, par un courrier secret, l'ordre à son chargé d'affaires à Constantinople de remettre immédiatement son *ultimatum* à la Porte².

Dans cet *ultimatum*, le tsar invitait le gouvernement turc à prendre enfin, au sujet des Principautés et de la Serbie, les décisions réclamées par l'empereur Alexandre, et d'envoyer sur la frontière des plénipotentiaires chargés de résoudre avec les plénipotentiaires russes toutes les questions ouvertes, depuis 1816, entre le cabinet de Saint-Petersbourg et la Porte, et que le baron de Stroganof avait discutées pendant son séjour à Constantinople. Toutes les demandes devaient être acceptées dans un délai de six semaines ; si la Porte opposait un refus, ou laissait écouler ce terme sans faire de réponse favorable, le chargé d'affaires devait quitter aussitôt Constantinople et les mesures coercitives devaient être immédiatement adoptées³.

1. Copie d'une dépêche aux représentants de l'Empereur, près les cours de Vienne, de Paris et de Berlin, en date de Saint-Petersbourg, le 29 mars 1826. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Ce fut seulement le 26 mars que le contenu de cet ultimatum fut communiqué aux membres du corps diplomatique à Saint-Pétersbourg. Le 29, il fut porté à la connaissance des puissances par une circulaire, adressée aux ministres russés près les cours de Vienne, de Paris et de Berlin, et contenant les motifs qui avaient déterminé le tsar à cette démarche envers la Porte. Les représentants de la Russie devaient déclarer que dans le cas où il serait obligé d'employer la force, le tsar respecterait l'intégrité de l'empire ottoman, et ne chercherait, outre la satisfaction aux demandes formulées dans l'*ultimatum*, qu'à obtenir une juste compensation des frais de la guerre. La Russie, tout en comptant sur le suffrage de ses alliés, ne réclamait pas leur assistance à Constantinople, parce qu'elle soutenait des revendications qui lui étaient propres; néanmoins, si les alliés jugeaient utile d'appuyer ses démarches par des représentations à la Porte, l'Empereur ne pouvait que leur en avoir une réelle gratitude¹.

Quant à la seconde catégorie des affaires d'Orient. celles qui concernaient la pacification de la Grèce, le tsar espérait que les alliés rendraient justice aux motifs qui l'avaient porté à ne point aborder, pour le moment, ce sujet si délicat dans les discussions avec la Porte. Si la Porte accédait aux demandes de la Russie, celle-ci serait placée à Constantinople sur la même ligne que les autres puissances intervenantes, et, ayant pu exercer une utile influence, elle unirait ses efforts à ceux des autres puissances qui s'occuperaient à pacifier cette autre partie de l'empire ottoman; si, au contraire, la Porte forçait le tsar à avoir recours à des mesures coercitives, « ce serait aussi à la pacification de la Grèce qu'il ferait efficacement aboutir les résolutions qu'il serait obligé de prendre ». Aussitôt que la réponse de la Porte serait connue, le tsar ne manquerait pas « de développer le système qui lui paraîtrait le plus propre à opérer d'utiles résultats quant à la pacification de la Grèce »².

1. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

2. *Ibid.*

II

L'année 1826 avait trouvé la Porte dans une fâcheuse situation. Les plus grandes inquiétudes lui venaient de la Grèce, où la révolution n'était pas encore étouffée. Mais les autres provinces chrétiennes, surtout la Serbie, la Valachie et la Moldavie, lui causaient aussi de vives alarmes. Le Divan mettait un grand espoir dans le siège de Missolonghi, comptant que la prise de cette forteresse, par les Turcs, briserait les derniers efforts des insurgés grecs; il pensait, en outre, que la révolution qui avait éclaté en Russie, à la mort de l'empereur Alexandre, fixerait assez sérieusement l'attention du nouvel empereur et de ses alliés pour empêcher l'intervention européenne dans les affaires de la Grèce.

Mais ces espoirs furent déçus. La révolution en Russie fut réprimée plus vite qu'on ne l'attendait, de sorte que le tsar eut le loisir de tourner ses regards vers Constantinople. En outre, Missolonghi tenait encore le 2 avril, lorsque le courrier russe portant l'*ultimatum* du tsar à la Porte arriva dans la capitale turque.

Dès le 5 avril, Minciaky eut une audience chez le reis-effendi. Après avoir rappelé les circonstances qui l'avaient forcé à remettre la protestation du 15 octobre 1825, le diplomate russe fit connaître la nouvelle mission dont il avait ordre de s'acquitter. Aussitôt après, une discussion s'engagea sur les trois points de la note russe. Le passage à la deuxième proposition, concernant la Serbie, suscita une vive et longue discussion. C'était le point de l'*ultimatum* qui suscitait le plus d'observation des musulmans contre ce qu'ils appelaient « l'injuste prépotence du cabinet russe¹ ». Tout d'abord, le ministre turc fit observer à Minciaky qu'il avait spontanément renoncé à cet objet dans la conférence du 15 octobre 1825; car, sur cette objection que la Russie n'avait point le droit d'intervenir en faveur du peuple serbe, il avait déclaré qu'« en faisant ses représentations en faveur

1. Desage au ministre, le 25 avril 1826. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 242, f. 243.

des Serbes, la Russie s'était considérée comme ayant rempli tous ses devoirs envers ce peuple, et que la Porte seule supporterait les conséquences de sa conduite ». « La Porte accepte ces conséquences, ajouta le reis-effendi, et la Russie ayant rempli ses devoirs ne doit plus revenir sur cette affaire. » Minciaky n'eut point de peine à réfuter ce raisonnement plaisant. Il fit ressortir le sens clair et précis de l'expression telle qu'elle était consignée dans le protocole de cette conférence, et le ministre turc se vit obligé d'abandonner cette tactique et de revenir à son ancien système de dénégation. Il déclara que les Serbes jouissaient depuis longtemps de tous les privilèges dont l'article VIII du traité de Bucharest faisait mention; que dans tous les cas, d'après les termes précis de cet article, c'était à la Porte à s'entendre avec eux, sans l'intervention de qui que ce soit; que les députés serbes « n'étaient nullement à Constantinople pour traiter avec le Divan, mais bien pour garantir la fidélité d'un peuple armé »; et enfin que, loin d'être en prison, ils se trouvaient dans le palais même du Sultan.

Le diplomate russe démontra sans peine la fausseté de toutes ces assertions; mais, voyant que le ministre était décidé à revenir sans cesse sur les mêmes arguments, il finit par changer l'objet de la discussion. A la fin de l'audience, il prévint la Porte qu'elle ne devait point placer ses espérances dans l'intervention des cours étrangères, parce qu'elle ne serait pas admise; et que le rejet ou l'acceptation des demandes de la Russie dans le terme fixé déciderait aussi de la prolongation de son séjour à Constantinople, ou de son départ conformément aux ordres de l'Empereur¹.

Dans son embarras, la Porte escomptait la discorde des puissances pour s'en tirer à son honneur; mais ce fut en vain. Toutes les puissances, y compris l'Autriche, sa grande amie, contentes de ce qu'on eût laissé de côté les affaires de la Grèce, et désireuses d'éviter une conflagration générale, s'étaient empressées de prescrire à leurs représentants à Constantinople d'appuyer les réclamations de la Russie.

Il n'y avait d'autre parti à prendre que de céder. Aussi le

1. Copie d'une dépêche de M. de Minciaky, en date de Constantinople, le 12 avril 1826, n° 27. Voy. Archives de la *Bibliothèque polonaise*, à Paris.

25 avril le drogman de la légation russe fut-il informé à la Porte que le Sultan avait accepté les « propositions russes ». Le lendemain, les députés serbes, convoqués chez le reis-effendi et le kyaya du grand-vizir, apprirent que « le Sultan avait fait grâce au peuple serbe, qu'ils étaient libres, et que les nouveaux députés, qui devaient les remplacer, seraient libres comme eux, le pacha de Belgrade ayant écrit au Divan que tous les Serbes avaient juré fidélité au Sultan¹. Les députés prirent alors leur logement dans le palais du patriarche.

Cependant, habitué à ne croire qu'aux déclarations écrites de la Porte, le corps diplomatique ne se sentait pas rassuré par la réponse verbale du ministre turc. Le reis-effendi avait d'ailleurs dit au drogman russe, qu'il ne pourrait faire la réponse par écrit avant la fin de la fête du Baïram, sous prétexte qu'il était très fatigué par le travail des derniers jours et par la sévérité du Ramazan. En outre, il s'était borné à déclarer que les députés serbes seraient mis en liberté, bien que la Russie eût demandé à la Porte d'accepter en principe les réclamations des députés. On était donc incertain si la Russie obtiendrait satisfaction complète relativement aux Serbes².

Les fêtes du Baïram s'étaient terminées le 10 mai; dès le 14 au soir, la légation de Russie reçut la réponse écrite de la Porte. Une difficulté subsistait toujours. Les Russes qui avaient traduit la pièce avaient donné, au passage relatif à la Serbie, une interprétation de laquelle il résultait que la Porte répondait bien à la demande de la mise en liberté de la députation serbe, mais qu'elle éludait la reconnaissance du principe qu'il serait fait droit aux réclamations des Serbes. Minciaky se montra donc mécontent de la réponse, et envoya, le 16 mai, son premier drogman chez le reis-effendi pour avoir une explication. La déclaration du ministre turc fut satisfaisante. Mais, comme il était nécessaire que le sens véritable ressortît clairement de la pièce elle-même, Minciaky en fit faire une nouvelle traduction, et consulta des

1. Les députés à Miloch, le 25 avril 1826. Voy. Aff. Étr., *Turquie* Corr. pol., vol. 242, f. 241.

2. Desage au ministre, le 11 mai 1826. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., f. 242, fol. 304.

interprètes plus instruits que les siens. Alors seulement on reconnut que les traducteurs russes s'étaient trompés, et que l'explication du reis-effendi était juste et sincère. Ainsi l'incident fut clos, et le 17 mai Minciaky informa la Porte et les représentants des puissances à Constantinople qu'il était satisfait de la réponse turque¹.

En juin, la Porte nomma ses plénipotentiaires. Ils se rencontrèrent avec les plénipotentiaires russes à Ackermann, et la première conférence eut lieu le 5 août. Les Russes, sachant que la Porte ne reculait que devant la fermeté, et voulant éviter les longs débats auxquels les Turcs étaient accoutumés, remirent à leurs collègues ottomans une *convention explicative* et déclarèrent qu'elle devait être acceptée et signée dans un délai fixé, sous menace de rupture entre les deux empires. Les plénipotentiaires turcs essayèrent de faire traîner les négociations; mais la Porte, se voyant abandonnée de toutes les puissances, et n'ayant pour ainsi dire pas d'armée en ce moment², finit par céder. Le 6 octobre, la convention fut signée.

La convention d'Ackermann et les actes séparés qui y étaient annexés mirent fin au différend diplomatique qui séparait la Russie et la Turquie depuis les ratifications incomplètes du traité de Bucharest. La Russie obtint gain de cause sur tous les points, traités entre le baron de Stroganof et la Porte de 1816 à 1821. Les contestations qui s'étaient élevées entre les deux empires au sujet des frontières, des places fortes en Asie, furent tranchées au mieux des intérêts russes. Les intérêts du commerce russe furent garantis; et les privilèges des Principautés furent confirmés, élargis et précisés. Quant à la Serbie, la Porte s'engagea par l'article V de cette convention à exécuter toutes les clauses de l'article VIII du traité de Bucharest, et à prendre les mesures les plus convenables pour assurer les avantages stipulés en sa faveur. Ces mesures devaient être arrêtées à

1. Desage à La Ferronnays, le 17 mai 1826. Voy. Aff. Étr., *Turquie*. Corr. pol., vol. 242, f. 525.

2. A la suite des échecs que les bandes d'insurgés grecs infligèrent aux troupes turques, le Sultan avait décidé de réformer son armée à l'euro péenne. L'acte, publiant cette réforme, parut le 18 mai, après l'acceptation de l'ultimatum russe. Le corps des janissaires, visé par cette réforme, se révolta le 15 juin et fut anéanti.

Constantinople, de concert avec les députés serbes, et consignées en détail dans un hattî-chérif, lequel serait mis en vigueur au plus tard dans un délai de dix-huit mois. Ce hattî-chérif devait être communiqué à la cour de Russie. Par « acte séparé relatif à la Serbie », annexé à la convention, ces avantages furent précisés. La Porte s'engageait à régler, de concert avec les députés serbes, les demandes qu'ils lui avaient présentées en 1820, à savoir : la liberté du culte; le choix des chefs serbes; l'indépendance de l'administration intérieure; l'incorporation des districts détachés de la Serbie en 1815; la réunion des différents impôts en un seul; l'abandon aux Serbes de la régie des biens, appartenant à des musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut; la liberté de commerce; la permission aux négociants serbes de voyager dans les États ottomans avec leurs propres passeports; la permission de fonder des hôpitaux, des écoles, des imprimeries et, enfin, l'interdiction aux musulmans de s'établir en Serbie en dehors du rayon des forteresses¹.

Il ne restait donc qu'une seule demande, présentée par les députés serbes en 1820, qui ne fût comprise par l'acte séparé; c'était celle concernant la reconnaissance à Miloeh Obrénovitch du titre de *prince héréditaire* de la Serbie. Elle n'y fut pas comprise, parce qu'elle était en opposition avec l'article VIII du traité de Bucharest dont la convention d'Ackermann n'était que la confirmation et l'interprétation. Mais, comme la Porte avait déjà accordé aux Serbes le droit de choisir leurs chefs, et comme elle s'était engagée par l'« acte séparé » à régler, de concert avec les députés serbes, « aussi toutes les autres demandes, qui leur seraient présentées par la députation serbe, et qui ne seraient point contraires au devoir des sujets de l'empire ottoman² », les Serbes avaient la possibilité de la présenter de nouveau à la Porte et de travailler à l'obtenir.

1. Voy. l'Annexe II.

2. *Ibid.*

III

C'est seulement au commencement de 1827 que les Serbes reçurent du gouvernement russe des informations officielles sur les clauses de la convention d'Ackermann relatives à leur pays. Le texte de la convention, avec une lettre du comte de Nesselrode pour Miloch, fut apporté par Gherman.

Le messager fut reçu par les chefs avec des honneurs si extraordinaires et si solennels que le pacha de Belgrade crut devoir protester contre des manifestations faites en l'honneur d'un gouvernement étranger, sans consultation préalable du représentant de la Porte, dont les Serbes étaient les sujets.

On ne tint pas compte de cette protestation, et Miloch s'empressa de convoquer une grande skoupchtina, composée du haut clergé, d'un grand nombre de prêtres, de tous les knèzes et maires, et d'un certain nombre de députés élus par la population. Les députés qui étaient restés détenus à Constantinople pendant six ans, et qui venaient de rentrer en Serbie, y furent invités également. Cette skoupchtina se réunit à Kragouïévats, le 16 janvier. Après l'office divin, célébré à l'église de la ville, et auquel assistèrent Miloch avec toute sa famille et tous les membres de la skoupchtina, celle-ci s'ouvrit dans la cour de l'église. Au nom de Miloch, Davidovitch lut un message dans lequel le chef rappelait aux assistants les épreuves que le pays avait traversées depuis 1815, les efforts qu'il avait faits pour lui obtenir la liberté, et toutes les difficultés intérieures et extérieures qu'il avait eu à combattre pour y arriver. Puis, rendant hommage à la mémoire de l'empereur Alexandre et remerciant Nicolas, il fit savoir que les demandes du peuple présentées par la dernière députation en 1820 avaient été acceptées par la Porte, et pria tout le monde de maintenir l'ordre et la tranquillité dans le pays pour ne pas perdre ce que l'on avait gagné¹.

Ces pensées, développées avec éloquence, produisirent une

1. KARADJITCH (V.-Steph.), *o. c.*, p. 183-184.

grande impression sur la skoupchtina, qui en salua la péroraison par des cris de reconnaissance envers Miloch, le Sultan et l'empereur Nicolas.

Le même jour, les conseillers au Grand Tribunal institué à Kragouïévats en 1821, se réunirent avec les knèzes et les kmètes, et rédigèrent une adresse de remerciements dans laquelle ils exprimaient au chef la reconnaissance du pays pour ce qu'il avait déjà fait, et, le priant de continuer sa tâche, le proclamaient de nouveau prince héréditaire de Serbie et lui juraient fidélité à lui et à sa famille¹. En même temps fut rédigée une requête au Sultan, le priant de sanctionner le titre de prince héréditaire conféré à Miloch, et de nommer un prélat de nationalité serbe au siège vacant de l'archevêché de Belgrade². Le 29 janvier, tous les membres de la skoupchtina, convoqués devant l'église, entendirent la lecture de ces deux pièces et les approuvèrent à l'unanimité. Puis une délégation alla prier Miloch de se rendre à l'église. Là on lui mit en mains l'adresse et la pétition, et alors le chef, suivant la coutume du pays, donna l'accolade à tous les membres de l'assemblée. Cette cérémonie fut suivie d'une fête nationale pendant laquelle les deux actes furent couverts des signatures de tous les fonctionnaires, des membres du clergé, des knèzes, kmètes, etc.

Enfin les membres de la skoupchtina nommèrent, d'accord avec Miloch, une nouvelle députation à la Porte. Elle fut composée de cinq membres : le knèze Lazare Théodorovitch, un des secrétaires de Miloch, comme président ; le knèze Élias Markovitch, membre de la précédente députation et résident à Constantinople ; le knèze Athanatsko Mikailovitch ; le knèze Marc Ghéorghiévitich, versé dans la langue grecque, comme secrétaire, et Jean Antitch, comme trésorier³.

Mais l'enthousiasme des Serbes se refroidit bientôt devant l'attitude de la Porte et fit place à la méfiance. En septembre 1826, la Porte avait pris l'engagement de régler leurs affaires avec leurs députés dans le délai de dix-huit mois au plus

1. KARADJITCH (V.-Steph.), *o. c.*, p. 183-184.

2. *Ibid.*

3. Miloch à Elias Markovitch, le 28 janvier 1827. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 624.

tard; l'ancienne députation avait quitté Constantinople à la fin de février 1827¹; vers la même époque, Ribeaupierre, le nouveau ministre de Russie, de passage à Bucharest, avait déclaré à un agent de Miloch que, dès son arrivée à Constantinople, il ferait les plus vives instances. Or, le Divan ne donnait aucun signe de vie à Miloch et ne réclamait point l'envoi de la nouvelle députation. Sur ces entrefaites le pacha de Belgrade, Abdoul-Rahman, nommé à Travnik en Bosnie, avait été remplacé par Houssein-Pacha de Nisch.

Inquiet de ce concours de circonstances, Miloch résolut de faire partir les nouveaux députés sans attendre l'invitation de la Porte; il n'oublia pas de leur recommander, tout en travaillant à obtenir pour la Serbie les privilèges consignés dans la convention d'Ackermann, de solliciter vivement pour lui-même la reconnaissance du titre de prince héréditaire.

Il ne se faisait pas illusion sur les difficultés qu'on allait opposer à toutes ces réclamations, malgré les services extraordinaires qu'il avait rendus à la Porte dans des circonstances critiques pour elle, en maintenant l'ordre dans le pays depuis le commencement de la révolution grecque. La question de l'hérédité du titre de prince dans sa famille n'était pas même mentionnée dans la convention d'Ackermann. Il était donc à peu près impossible d'espérer arracher facilement cette concession à la Porte. En outre, certaines questions, bien que prévues par cette convention, devaient être discutées pour être précisées; telles la délimitation des six districts, la fixation du tribut, l'organisation de la législation et de la police. On pouvait s'attendre à ce que la Porte ne consentît qu'à la solution la moins avantageuse pour le peuple, et se réservât la possibilité de s'immiscer toujours dans le gouvernement intérieur du pays. Miloch sentait donc que l'intervention la plus énergique de la diplomatie russe était nécessaire, pour terminer ces négociations avec succès. Aussi s'empressa-t-il de communiquer toutes ses inquiétudes au comte de Nesselrode, en réclamant l'appui de la légation russe à Constantinople. De plus, connaissant bien les Tures,

1. Il n'en était resté, à Constantinople, qu'un seul membre, Elias Markovitch, pour recevoir les nouveaux députés et leur préparer les appartements.

il donna aux députés avant leur départ un conseil particulièrement utile. Comme il avait fait une fortune considérable¹ et réalisé, sur les recettes du pays, des économies encore plus grandes², il recommanda aux députés de ne pas épargner l'argent et d'en donner largement aux ministres et à tous les fonctionnaires de la Porte.

Arrivés à Constantinople le 25 mars, les députés furent accueillis par Gherman, qui s'y était rendu un peu auparavant pour leur servir d'intermédiaire auprès de la légation russe. Le chef de la députation demanda aussitôt à être présenté au ministre de Russie. Celui-ci, Alexandre-Ivanovitch de Ribeaupierre, était arrivé le 10 février 1827, avec mission de régler les affaires entre les deux empires conformément à la convention d'Ackermann, dont il avait été l'un des négociateurs. Il avait reçu l'ordre d'appuyer très énergiquement les députés serbes dans leurs revendications. Mais, outre cette mission, il en avait encore une autre, celle de présenter à la Porte la pacification de la Grèce comme indispensable à la Russie, et de lui communiquer le protocole du 4 avril qui renfermait la base d'une médiation anglo-russe en faveur des Grecs³. Il s'était acquitté de cette seconde mission quelques jours après son arrivée. Or, cette démarche ne pouvait que contrecarrer le succès des autres affaires; car il était à prévoir que la Porte ne céderait pas sur la question grecque et que, par conséquent, la mission de la nouvelle députation serbe n'aboutirait pas.

Néanmoins, lorsque le 50 mars Ribeaupierre reçut le chef de la députation, il déclara, après avoir examiné ses instructions, qu'il appuierait toutes ses demandes, et exprima l'avis que la Porte consentirait même à reconnaître Miloch comme prince à vie, avec faculté de se choisir plus tard dans sa famille un successeur qui serait confirmé par le Sultan⁴.

Le même jour le député Markovitch s'était rendu chez le drogman de la Porte, pour l'informer que les députés étaient

1. Sa fortune, en espèces, présentait en 1827 la somme de 2 072 251 piastres. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 463.

2. Les économies faites sur les recettes du pays atteignaient, au 15 mai 1818, la somme de 4 198 345 piastres. *Id.*, p. 860.

3. Le protocole du 4 avril, qui fut signé à Saint-Pétersbourg, par Wellington et Nesselrode, garantissait l'autonomie à la Grèce.

4. *Le Messager serbe de littérature*, 1904, juin, p. 850.

arrivés et qu'ils attendaient l'invitation à se présenter. Le drogman, en le recevant, l'assura qu'il avait toujours été et qu'il resterait l'ami de Miloch, et lui fixa un rendez-vous pour le lendemain.

Le 31 mars, après avoir décidé, avec l'approbation du ministre russe, d'offrir au drogman une somme de 500 ducats (40 000 piastres), comme cadeau de la part de Miloch, Markovitch vint au rendez-vous en compagnie de son collègue Ghéorghievitch. Le drogman les reçut froidement et leur reprocha avec irritation d'être venus sans apporter, suivant l'usage, la recommandation du pacha de Belgrade ! Sur ce Markovitch se baissa et mit sous le tapis, sur lequel il était assis, un petit sac cacheté contenant la somme d'argent. « Notre prince, dit-il, vous envoie cela en signe de sa haute considération pour vous, et recommande la nouvelle députation à Votre Grâce. Il aurait voulu avoir l'honneur de vous écrire, mais il a craint que cela ne fût contraire à Votre Altesse, et que la lettre ne nuisit à l'une ou l'autre partie en ce moment critique. » Après avoir bien tâté le petit sac et l'avoir poussé encore plus loin sous le tapis, le drogman changea de ton et promit qu'il serait en tout aux ordres de la députation. Le lendemain il se montra plus affable encore. En recevant les députés, il leur dit de regarder sa maison comme la leur, de venir chez lui sans aucune cérémonie, et leur conseilla de demander une audience au reis-effendi après les fêtes du Baïram ¹.

En attendant, le ministre russe donnait aux députés les meilleurs conseils. Il leur recommanda de nouer des relations avec quelques personnes de marque, en rapport avec les hauts dignitaires de la Porte et le corps diplomatique, afin d'être tenus au courant de ce qu'ils pensaient des affaires serbes ². Les députés réussirent à gagner par des présents la princesse Mavrocordato, fille du prince Morousi, et un certain médecin grec, Aristoboul, qui avait déjà servi comme agent des précédentes députations, et que Miloch leur avait recommandé ³.

1. *Le Messager serbe de littérature*, 1904, juin, p. 829-850.

2. *Id.*, p. 852.

3. Les cadeaux faits à la princesse consistaient en une somme de 5500 piastres en espèces, une « zibeline sibérienne », d'une valeur de 500 piastres, et une montre de 200 piastres pour son fils. Quant au

D'autre part le drogman de la Porte, content du cadeau qu'il avait reçu, ne leur épargnait pas ses avis. Il les dissuada de donner au reis-effendi une somme de cinq cent mille piastres qu'ils voulaient lui offrir sur le conseil du ministre de Russie, pour le cas où leurs demandes seraient réglées d'une façon satisfaisante; il leur conseilla d'attendre plutôt la nomination du commissaire de la Porte pour les affaires serbes, qui pourrait bien ne pas être le reis-effendi, et d'offrir la somme à celui-là. En même temps il les engagea à ne pas faire mention, dans les futures conférences, de la protection de la Russie ni de la convention d'Ackermann, parce que cela serait désagréable à la Porte. Enfin, il les prévint que dans les conférences il parlerait toujours dans l'intérêt de la Porte, mais qu'il les guiderait *secrètement* pour qu'ils pussent arriver au but désiré ¹.

La première audience chez le reis-effendi eut lieu le 5 mai. Elle avait excité à tel point la curiosité du corps diplomatique, que les drogmans de toutes les légations étaient venus pour savoir comment les députés seraient reçus. L'audience fut courte et empreinte de la plus grande simplicité. Elle eut lieu dans le cabinet du drogman de la Porte. Après les compliments d'usage, sans avoir invité les députés à s'asseoir, et sans leur offrir à fumer et à prendre le café, le ministre turc demanda des nouvelles de Miloch et du peuple; les députés protestèrent de leur fidélité au Sultan, et remirent la pétition ainsi que leurs pleins pouvoirs. Le ministre les assura que la Porte tenait les Serbes pour de fidèles raïas, et les pria d'attendre en toute liberté que la pétition fût traduite et mise sous les yeux du Grand Seigneur ². Là dessus l'audience prit fin.

Les députés pensaient que les pourparlers ne tarderaient pas à commencer, mais leur espoir fut déçu. Ils allaient deux ou trois fois par semaine à la Porte pour avoir des nouvelles; on leur répondait toujours que le Divan était débordé de travail, et qu'ils eussent à prendre patience jusqu'à ce que leurs affaires vinssent à leur tour. Fatigués de recevoir sans cesse

médecin, il avait touché, en ce temps, une somme de 1440 piastres. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 625.

1. *Id.*, p. 850-851.

2. *Id.*

la même réponse, Théodorovitch et Ghéorghievitch trouvèrent moyen, le 9 juin, de voir le reis-effendi. Ils lui représentèrent que le peuple attendait avec impatience des nouvelles de leur négociation. Le ministre répondit que la Porte était très occupée, mais que dans le délai de dix-huit mois, tout ce qui avait été stipulé pour la Serbie serait réglé. Afin de presser les négociations, Théodorovitch lui promit de lui remettre de la part du peuple la somme d'un demi-million de piastres, lorsque les affaires serbes seraient réglées. A ces paroles le reis-effendi coupa l'entretien, fit venir le drogman de la Porte et déclara aux députés que la Porte savait par le pacha de Belgrade que les Serbes organisaient une armée régulière; que les soldats étaient vêtus et exercés à l'euro-péenne, et qu'ils construisaient des casernes. Les députés se défendirent vivement de ce reproche, et affirmèrent qu'il n'y avait pas plus de deux cents hommes en uniforme en Serbie, mais qu'ils étaient chargés plutôt de la police; ils ajoutèrent que cet effectif n'était pas même suffisant pour le maintien de l'ordre. Le ministre, satisfait de ces explications, recommanda aux députés d'écrire à Miloch de ne rien faire dans le pays qui fût contraire à l'autorité de la Porte et à la condition des raïas, et s'excusa pour ainsi dire de ses reproches, disant que ce n'était qu'un conseil affectueux du Sultan. Enfin il leur promit que le règlement des affaires serbes serait entrepris, aussitôt que les autres occupations actuelles seraient terminées ¹.

Le ministre de Russie, à qui les députés s'étaient plaints de ces réponses évasives, constatant l'évidente mauvaise volonté des Turcs, présenta, le 19 juin, une note énergique à la Porte, l'invitant à procéder promptement à l'exécution des clauses de la convention d'Ackermann relatives à la Serbie, et à commencer les pourparlers. Mais la Porte ne daigna même pas répondre. Elle se borna à déclarer au drogman de la légation russe que le ministre du tsar n'avait aucun droit de faire des représentations à ce sujet. le délai de dix-huit mois, qui était laissé au Divan pour le règlement de ces affaires, n'étant encore écoulé qu'à moitié ².

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 833.

2. *Id.*, p. 832.

Ainsi la question serbe n'avancait guère, la Porte étant occupée de la question grecque, beaucoup plus importante pour elle. Cependant, afin de ne pas rompre avec les Serbes, elle se mit, en juillet, à discuter avec eux l'uniforme des agents de police, et, en août, elle informa la légation russe que le commissaire de la Porte serait bientôt choisi. Ce commissaire, enfin nommé le 1^{er} octobre, fut Hadji-Hakif Effendi; mais il n'eut pas même le temps de s'aboucher avec les députés. Le 30 octobre, la nouvelle du désastre infligé à la flotte turque, à Navarin, par les flottes combinées des puissances, parvint à Constantinople et mit le comble à la colère de la Porte. Ses relations avec les représentants de la Russie, de l'Angleterre et de la France¹ prirent un caractère plus hostile. Au commencement de décembre, ceux-ci quittèrent successivement Constantinople. Les relations entre la Russie et la Turquie se trouvèrent de nouveau rompues. Quant aux députés serbes, ils furent traités comme l'avaient été leurs prédécesseurs, et gardés en otages dans la capitale turque.

1. Par le traité de Londres (6 juillet 1827), la France s'était jointe à la Russie et à l'Angleterre, pour offrir ou au besoin pour imposer sa médiation à la Grèce ou à la Turquie.

CHAPITRE XXV

I. — Guerre russo-turque (1828-1829). — Neutralité de la Serbie. — Les Serbes prêtent serment de fidélité à la Porte. — Renforcement des garnisons turques en Serbie. — Miloch et Moustapha-Pacha de Scutari. — Services rendus par le chef serbe à la Russie, pendant la guerre. — Victoires russes. — Conclusion du traité d'Andrinople (14 septembre 1829). — Clauses du traité au sujet de la Serbie. — Mesures prises par le généralissime russe pour hâter le règlement des affaires serbes.

II. — Enthousiasme causé en Serbie par la conclusion du traité d'Andrinople. — Hatti-chérif au sujet de la Serbie, de septembre 1829. — Nouvelle députation serbe à Constantinople. — Cadeau du tsar à Miloch. — Skoupchtina du 5 février 1830. — Miloch proclamé prince héréditaire de la Serbie. — Incidents entre les Turcs de Belgrade et les Serbes. — Démarches du général Orlof à Constantinople et nomination du commissaire de la Porte pour la délimitation des six districts. — Discussions entre Miloch et Kéchaf-Effendi. — Attitude de Houssein-Pacha de Belgrade.

III. — Le projet russe du nouvel hatti-chérif et la question de l'organisation du gouvernement intérieur en Serbie. — Objections de Miloch. — Tentatives de la Porte d'éluder la clause au sujet des six districts. — Conférences entre Ribeaupierre et les plénipotentiaires de la Porte. — Cadeaux en argent faits par les députés serbes au Sultan et à ses ministres. — Hatti-chérif d'octobre 1830. — Miloch reconnu prince héréditaire de la Serbie. — Bérat d'investiture accordé à Miloch.

I

Après la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie, une guerre entre les deux empires était inévitable. En effet, un mois ne s'était pas encore écoulé que l'empereur Nicolas proposait à ses alliés une intervention armée contre la Porte, pour la contraindre à pacifier la Grèce et à exécuter ses traités avec la Russie.

Comme les alliés hésitaient, le tsar les avertit par une note, du 28 février 1828, qu'à leur défaut il agirait seul. Le 26 avril il fit sa déclaration de guerre et, le 7 mai, ses troupes franchissaient le Pruth.

Pour tenir sa parole, l'empereur Nicolas recommanda à Miloch de demeurer tranquille, en lui faisant savoir que « ce

n'était que par le strict maintien de la paix que les Serbes pourraient obtenir leurs droits, et qu'ils seraient abandonnés si l'ordre était le moins du monde troublé en Serbie¹. »

La Porte, elle aussi, se préoccupait des Serbes qui lui inspiraient peu de confiance. Il ne lui suffit pas de retenir comme otages leurs députés; elle voulut une garantie de plus et enjoignit au pacha de Belgrade de demander aux Serbes le serment de fidélité pendant la guerre. Sur le conseil du gouvernement russe, Miloch y consentit. Il envoya à Belgrade une grande députation de knèzes, sous la conduite de son frère Ephrem, qui fut reçue avec solennité par le pacha, et prêta serment au nom du chef et du peuple serbes. Alors le pacha déclara que la Porte avait l'intention d'augmenter ses garnisons en Serbie, qu'elle espérait que Miloch ne s'y opposerait pas, et même qu'il aurait soin de faire préparer des vivres pour ces nouvelles troupes! Éphrem Obrénovitch répondit qu'il n'avait pas qualité pour rien promettre, mais il se chargea de communiquer à Miloch le désir de la Porte.

A ce moment le chef serbe reçut avis de Constantinople que des troupes bosniaques allaient occuper des forteresses en Serbie, et le bruit se répandit que le pacha de Bosnie allait concentrer ses troupes sur la Drina et traverser la Serbie pour renforcer l'armée turque sur le Danube. Les Serbes craignirent que le pacha n'occupât le pays. Miloch, qui, dans un moment d'inquiétude, avait renforcé les postes des frontières, et recommandé aux knèzes de veiller au maintien de l'ordre, profita de la session de la skoupchtina, en mai, pour rassurer le peuple. Il fit connaître aux knèzes et kmètes réunis les conseils qu'il venait de recevoir du « protecteur » et du Sultan, et les rassura sur l'éventualité d'une attaque des Turcs. Il recommanda la tranquillité à tout le monde, en rappelant le serment de fidélité prêté au Sultan, et ajouta que pour lui il ne consentirait jamais à devenir un parjure².

1. Message de Miloch à la skoupchtina, du 26 mai 1828. Voy. NÉ-NADOVITCH (L. P.). *Documents pour servir à l'histoire serbe*, Fasc. I, p. 24.

2. *Id.*, p. 26.

La skoupchtina approuva cette politique, mais on décida d'envoyer un député au quartier général russe, pour demander quelle attitude il convenait de prendre si le pacha de Bosnie insistait pour traverser la Serbie, afin de se rendre sur le Danube. On résolut, en outre, d'adresser une pétition au Divan pour le prier de ne pas hâter l'envoi des troupes turques en Serbie, de peur d'effrayer la population : il n'était pas nécessaire de renforcer les garnisons turques, parce que très certainement les Russes n'attaqueraient pas les forteresses de la Serbie.

Cette démarche éveilla les soupçons de la Porte, qui se demanda si les Serbes n'étaient pas d'intelligence avec les Russes. Elle fit donc presser l'envoi des troupes de Bosnie. Alors Miloch demanda que du moins les troupes arrivassent dans des embarcations par la Save, et par petits détachements, ce qui fut accordé. C'est ainsi qu'un millier de soldats seulement (les autres ayant pris la fuite), entrèrent dans les places de Chabats et de Belgrade. La tranquillité fut donc maintenue dans le pays.

Cependant la guerre russo-turque ne fut pas terminée en 1828. Elle avait même été malheureuse pour les Russes ; mais, l'année suivante, la chance tourna. Le 11 juin, le généralissime Diébitch battit les Turcs à Koulévché, et laissant de côté Choumla, où l'ennemi s'était fortifié, passa les Balkans avec quelques troupes, infligea en juillet un désastre au grand-vizir à Slivno, et le 19 août parut devant Andrinople qui capitula le même jour. L'armée russe était aux portes de Constantinople !

1. Pendant cette guerre, Miloch réussit à rendre des services importants à la Russie. La réforme militaire de 1826 avait causé un grand mécontentement parmi les musulmans à l'intérieur de l'Empire ottoman et particulièrement en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, car elle allait supprimer les gouvernements *héréditaires* des pachas et des capitaines dans ces provinces. Les Russes étaient au courant de cet état de choses, et ils avaient demandé secrètement à Miloch d'entrer en pourparlers avec Moustapha-Pacha de Scutari, et de tâcher de le retenir près des frontières de Serbie, pour prévenir la jonction des troupes turques de l'Albanie avec celles du grand-vizir. Le chef serbe s'acquitta avec succès de cette mission. Le pacha de Scutari se tint, durant la guerre, avec ses troupes au nombre de plus de 20 000 hommes, près de Vidin, loin du théâtre de la guerre, ce qui rendit les opérations des troupes russes plus faciles.

Surpris par ce coup d'audace et ne pouvant plus se défendre, le Sultan fut contraint de traiter. Les négociations furent menées rapidement, et dès le 14 septembre la paix était signée à Andrinople.

Par le traité d'Andrinople, tous les différends entre la Russie et la Turquie furent réglés à l'avantage de la première. Elle obtint, entre autres choses, la cession définitive des places fortes en Asie, et une forte indemnité de guerre. Les principautés de Valachie et de Moldavie virent leurs privilèges non seulement confirmés, mais étendus. La Grèce, tout en restant tributaire de la Porte, devint indépendante dans son gouvernement intérieur, avec un souverain chrétien, choisi par les puissances alliées de concert avec la Porte. Quant à la Serbie, on confirma seulement les clauses de la convention d'Ackermann. Mais, comme ces clauses étaient restées lettre morte, et que la Porte répugnait à les exécuter, la Russie stipula par l'article VI du traité que la Porte prenait l'engagement solennel de les exécuter ponctuellement, sans le moindre délai, et de restituer *immédiatement* les six districts détachés de la Serbie en 1815¹. De plus, elle exigea que le hattî-chérif, contenant l'exécution de ces clauses, fût communiqué à la cour de Saint-Pétersbourg dans le terme d'un mois².

Enfin, le maréchal Diébitch, qui connaissait le caractère fourbe des Turcs et prévoyait leur peu d'empressement à remplir les conditions du traité, résolut de prolonger son séjour à Andrinople jusqu'au versement de la première partie de l'indemnité, et ordonna à ses troupes de Bulgarie de ne pas évacuer le territoire pris avant la publication du hattî-chérif, relatif à la Serbie³.

1. Ces districts étaient : 1° Kraïna; 2° Tsrna Réka, y compris Gourgoussovats; 3° Soko-Bania; 4° Alexinats, avec Rajagne et Paratchine; 5° Krouchévats, y compris la contrée de Stoudénitsa; et 6° Loznitsa, y compris Kroupagne, Mali Zvornik et Léchnitsa.

2. Voy. Annexe III.

3. Diébitch à l'Empereur, le 30 septembre 1819. Voy. *L'ancienne et la nouvelle Russie*, 1880, fasc. X, p. 234.

II

C'est avec une immense joie que la victoire russe et l'heureuse conclusion de la paix d'Andrinople furent saluées en Serbie. Mais, instruits par le passé, les Serbes furent beaucoup moins optimistes quant à l'exécution du traité. Cependant les mesures prises à cet effet par le maréchal Diébitch furent couronnées d'un plein succès. Le Sultan, désireux pour la population musulmane de faire promptement évacuer le territoire, mit en liberté les députés serbes, détenus à Constantinople, et signa le hattî-chérif au sujet de la Serbie à la fin de septembre¹.

Bien que cet événement délivrât Miloch et les Serbes de leurs plus vives inquiétudes, il ne leur donnait pas toute satisfaction, car le hattî-chérif ne faisait aucune mention de la reconnaissance en faveur de Miloch du titre de prince héréditaire, et remettait à l'avenir la solution définitive de plusieurs questions importantes : l'élection du chef suprême, la fixation du montant du tribut annuel, la délimitation des frontières des six districts détachés de la Serbie en 1815 et leur rétrocession à la Serbie.

Aussi, dès qu'il eut reçu la nouvelle de la signature de l'acte, Miloch s'empressa-t-il, sans perdre un instant, de travailler à la solution la plus avantageuse et la plus prompte de ces questions. Il décida même de profiter de cette négociation et de l'état d'esprit qui régnait à la Porte, pour tâcher d'obtenir, par l'argent, quelques autres avantages appréciables. Dans ce but il envoya, à Constantinople, vers la fin de novembre, son secrétaire Davidovitch, et George Protitch, conseiller au Grand Tribunal, pour renforcer la députation. Ils étaient chargés de demander que les limites des six districts fussent fixées aux points où se trouvaient les retranchements des postes serbes en 1812, au moment de la conclusion du traité de Bucharest. Le tribut annuel de la Serbie ainsi agrandie serait porté à la somme de 2443500 piastres, payables par semestre. Le poste du pacha de Belgrade

1. Voy. l'annexe IV.

serait supprimé par raison d'économie, et le pacha de Nisch serait chargé de commander les forteresses de la Serbie et de toucher le tribut pour la Porte. L'effectif des garnisons turques dans les places, s'il ne pouvait être réduit, resterait au chiffre actuel. Enfin les députés devaient obtenir ou acheter Belgrade ou une autre forteresse pour en faire le siège du gouvernement serbe, ou au moins exiger l'autorisation de construire, à cet effet, un fort en terre dans une localité à leur choix¹.

Le 11 décembre, le texte du hattî-chérif fut remis à Miloch par le pacha de Belgrade. Les Serbes recevaient, en même temps, par le comte de Nesselrode, les félicitations du tsar pour l'attitude qu'ils avaient gardée dans les derniers événements et leur soumission aux conseils de la Russie. Le ministre russe envoyait à Miloch, comme présent de l'empereur Nicolas, une tabatière ornée du portrait du tsar, entourée de brillants. Miloch convoqua aussitôt une grande skoupchtina pour le commencement de 1830.

L'assemblée, composée de plus de deux mille personnes, knèzes, kmètes, et délégués des villes, se réunit le 5 février, à Kragouïévats. Miloch donna lecture du hattî-chérif et de la lettre du vice-chancelier russe et les fit exposer, avec le cadeau du tsar, à l'admiration de l'assemblée. Il fit lire, en son nom, un long message où il énumérait tous les privilèges accordés au pays par cet acte du Sultan, ainsi que les avantages qui en résulteraient pour le peuple. Il expliquait toutes les questions qui restaient à résoudre à Constantinople, les sacrifices matériels que le pays devait encore supporter, pour organiser toutes choses comme il sied à un État et pour augmenter l'effectif de l'armée permanente, et il invitait les membres de l'assemblée à lui prêter leur concours².

Puis, Miloch prit la parole lui-même, et après avoir longuement énuméré les efforts qu'il avait faits pour maintenir le pays en paix depuis 1815 et pour lui obtenir ces privilèges, il déclara que, voyant maintenant le peuple heureux, il se reti-

1. Instructions à Davidovitch et Protitch. Voy. PETROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 473-475.

2. Message de Miloch à la skoupchtina, du 5 février 1830. Voy. NÉANDOVITCH (L. P.), *o. c.*, fasc. I, p. 294-7.

rait de son poste et se remettait à l'assemblée du soin d'élire un autre chef¹.

Cette manœuvre habile eut le succès le plus complet. Miloch fut acclamé par la skoupchtina tout entière. Après avoir quitté la salle des séances, les membres du clergé, les fonctionnaires et les députés se réunirent dans la salle du Grand Tribunal où furent rédigés trois actes. Par le premier, Miloch fut appelé « Sauveur et Père de la Serbie », et le peuple le confirmait, lui et ses héritiers, comme princes régnants en Serbie et leur jurait fidélité. Le deuxième exprimait au Sultan la reconnaissance infinie de la Serbie et le priait d'agréer le vœu du peuple, en confirmant Miloch comme prince *héréditaire* du pays. Dans le troisième enfin, le peuple serbe offrait l'expression de sa gratitude au tsar protecteur. La skoupchtina adopta et signa ces trois pièces à l'unanimité. Le 21 février, Miloch fut invité à venir dans l'église de la ville. Là, les membres de la skoupchtina lui prêtèrent serment de fidélité au nom du peuple, et Miloch, de son côté, prêta le même serment au peuple. La cérémonie fut terminée par un *Te Deum* solennel².

Cependant, aussitôt après la publication du hattî-chérif, les Turcs qui habitaient la Serbie sans faire partie des garnisons avaient commencé à vendre leurs biens aux Serbes et se préparaient à quitter le pays, conformément aux termes du hattî-chérif. Le commissaire de la Porte, pour la délimitation des six districts, venait d'être nommé et l'on attendait sa prochaine arrivée³. Miloch, heureux de ces bonnes nouvelles

1. Discours de Miloch à la skoupchtina, du 5 février 1830. *Ibidem*, p. 48-57.

2. CUNIBERT, *o. c.*, p.

3. Cette nomination était due à l'attitude énergique du général Orlof, envoyé à Constantinople pour présider à la reprise des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte.

La Porte avait essayé d'éluder l'article VI du traité d'Andrinople en ce qui concernait les six districts à rendre à la Serbie. Le beylikdjî-effendi avait déclaré aux députés serbes, dans un entretien qu'il eut avec eux, le 8 janvier 1830, que la Porte « n'entendait nullement s'être engagée à restituer les districts détachés de la Serbie en 1813; districts, disait-il, que Kourchid-Pacha a occupés dans le temps par un acte d'autorité, que la S. Porte est fort éloignée de considérer comme arbitraire » et qu'elle appliquait la clause de l'article VI « à certains districts dont se compose actuellement la Serbie! » Instruit des prétentions de la Porte, le général Orlof adressa le lendemain

et des témoignages de reconnaissance, de dévouement et de fidélité qu'il avait reçus des membres de la skoupchtina, concevait les plus belles espérances. Il voyait, dans un avenir très prochain, la Serbie agrandie et délivrée de la présence des Turcs. Mais ces beaux rêves s'évanouirent bientôt pour faire place à de nouvelles et graves inquiétudes.

Le pacha de Belgrade, n'ayant pu obtenir de Miloch la somme qu'il désirait, prit, pour se venger, une attitude hostile aux Serbes. Il défendit aux Turcs de vendre leurs biens, et leur conseilla de rester dans le pays, en leur donnant l'espoir que le hatti-chérif ne serait pas exécuté à la lettre. Les Turcs, déjà mécontents de l'acte du Sultan, suivirent, avec plaisir, le conseil du pacha ; mais, comme beaucoup de leurs biens étaient déjà vendus aux Serbes et qu'ils voulaient en reprendre possession, un grave conflit éclata entre la population chrétienne et la musulmane. Dans plusieurs endroits, on faillit en venir aux mains.

D'autre part, la délimitation des six districts présentait de grandes difficultés à cause de l'hostilité des Turcs de la petite ville de Mali Zvornik, située au bord de la Drina, qui devait être cédée à la Serbie. Cette hostilité allait être inévitablement partagée par les musulmans des autres points

au 1^{er} drogman Franchini une instruction lui prescrivant d'en remettre copie vidimée au reis-effendi. Dans cette pièce il observa « combien il était oiseux de vouloir *restituer* à la Serbie un territoire qui fait déjà partie intégrante de cette province » ; il rétablit « la désignation de six districts sur la base que la légation russe a posée en 1827, à la suite de la convention d'Ackermann » ; il signala au ministre turc la responsabilité qu'entraînerait pour lui tout retard qu'éprouverait l'accomplissement d'une clause consacrée par deux traités et prescrite par un hatti-chérif du Sultan ; il lui rappela sans détour que l'entière exécution de l'art. VI était une des clauses dont dépendait l'évacuation du territoire turc, et il terminait en lui demandant catégoriquement la désignation immédiate et l'envoi d'un commissaire turc chargé de procéder sur les lieux à la délimitation de six districts, de concert avec les commissaires serbes.

Le drogman russe s'acquitta de cette communication le 10 janvier, et elle mena droit au but. Le reis-effendi, n'osant point justifier la conduite du beylikdjî-effendi, promit à Franchini que sous peu le commissaire turc serait désigné et envoyé sur les lieux. Et, en effet, dix jours après, le commissaire turc fut désigné. C'était El-Katch-Ahmed-Kechaf Effendi, l'un des secrétaires du bureau impérial à la Porte et l'ancien secrétaire du corps d'artillerie. (Le général comte Orlof au ministère russe, le 20 janvier 1850.) Voy. Archives de la Bibliothèque Polonoise, à Paris.

frontières, et s'accroître à la suite du conflit qui venait d'éclater entre les chrétiens et les musulmans, et du refus de ceux-ci d'accepter les termes du hattî-chérif. De sorte que la délimitation des frontières, du côté de la Bosnie, devenait impossible sans recourir à la force.

Dès l'arrivée de Kéchaf-Effendi, Miloch lui fit part de ses inquiétudes et l'engagea à commencer par délimiter la frontière du sud et de l'est, celle de l'ouest étant tracée par le cours de la Drina. Le commissaire turc se déroba d'abord, puis, dans une seconde entrevue, il prit une attitude hostile. Il protesta contre l'introduction de l'armée régulière en Serbie, contre l'emploi des cloches dans les églises des villes, contre la quarantaine établie à cause de la peste qui s'était déclarée dans certaines contrées de la Turquie! Il fit savoir au chef serbe que la Porte désirait que les habitants turcs et serbes du pays s'accordassent ensemble, et que les premiers continuassent à y séjourner. Il tenta même de faire réduire le territoire des six districts qui devaient être rattachés à la Serbie! Mais Miloch se montra inflexible et refusa de s'écarter de la lettre des traités et du hattî-chérif, et l'on se sépara en décidant de rendre compte à la Porte du résultat des entrevues et d'attendre ses instructions¹. Alors Kéchaf-Effendi se mit à faire de la propagande parmi les Turcs contre les Serbes. Il conseilla aux musulmans d'obéir au pacha, en leur assurant que le hattî-chérif était *faux*, qu'ils devaient résister tous aux Serbes; qu'ils seraient soutenus par les Turcs des pachaliks voisins, et qu'ils ne seraient pas obligés de quitter leurs foyers! Il alla, dans son arrogance, jusqu'à se mêler du gouvernement intérieur du pays, qui était du ressort du pacha et de Miloch.

Le chef serbe ne pouvait pas laisser le conflit s'aggraver davantage. Il fallait d'abord résoudre la question du départ des habitants turcs: la délimitation des frontières pourrait se faire ensuite facilement. Il ordonna donc aux knèzes de la Chancellerie Nationale de se rendre auprès du vizir et du commissaire, de leur exposer l'état des choses et des esprits dans le pays et sur les frontières, de leur rappeler que le

1. Traduction des lettres du commissaire, adressées à la Porte. Voy. NÉNADOVITCH (L. P.). *o. c.*, fasc. II, p. 17-20.

hatti-chérif prescrivait la remise *immédiate* des six districts à la Serbie; qu'il était publié depuis six mois et que, non seulement il n'avait pas encore été exécuté, mais que l'on se trouvait presque à la veille d'une guerre entre les Serbes et les Turcs. Ils devaient demander au pacha et au commissaire ce qu'ils avaient fait, en ajoutant que Miloch se verrait obligé d'en écrire à Constantinople, et de déclarer qu'ils étaient responsables de cette situation puisqu'ils travaillaient, avec préméditation, à annihiler la force du texte du hattî-chérif¹.

Le 5 avril, les knèzes se rendirent d'abord auprès du commissaire et lui firent part de la lettre de Miloch. Lorsqu'ils lui demandèrent une réponse décisive au sujet du départ des Turcs, Kéchaf-Effendi répondit que le hattî-chérif ne faisait aucune mention du départ des Turcs qui habitaient dans les forteresses, et que, pour ceux qui habitaient à l'intérieur du pays, ses « instructions secrètes » lui prescrivaient de traiter l'affaire à l'amiable avec Miloch et de lui proposer de les laisser où ils se trouvaient! Il ajouta, toujours suivant ses instructions, qu'on ne devait pas compter les revenus des terres des spahis [*spahilouks*, fiefs militaires], ni les comprendre dans la somme du tribut, mais que le pacha devait les louer; que Miloch paierait la somme convenue, que le pacha distribuerait lui-même aux spahis. Comme les knèzes s'efforçaient de lui prouver le contraire, il répondit qu'il fallait écrire à Constantinople et attendre la réponse. Le vizir, que les knèzes virent ensuite, fut de l'avis du commissaire; et comme le courrier était déjà parti la veille pour Constantinople, porteur d'une dépêche dans laquelle Housséin-Pacha communiquait à la Porte la demande de Miloch, on convint d'attendre la réponse de la Porte².

III

Grâce aux présents que Miloch avait offerts, le Sultan était mieux disposé pour les Serbes et leur chef; néanmoins

1. Miloch à Gheorghiévitch et Simitch, le 31 mars 1830. Voy. NÉANDOVITCH (L. P.), *o. c.*, fasc. II, 20-25

2. *Ibid.*

la Porte, fidèle à ses lenteurs habituelles, ne se hâta point de nommer les plénipotentiaires qui devaient régler le reste des affaires serbes.

Cependant, les Russes n'avaient pas négligé ces questions. Tout au contraire, dès son retour à Constantinople, Ribeaupierre s'était occupé de la rédaction d'un projet de hatti-chérif, qui préciserait les avantages accordés à la Serbie par le hatti-chérif de septembre 1829. Dès le 13 mai 1850, ce projet fut remis par le ministre russe au reis-effendi, puis communiqué aux députés serbes. En le lisant, ceux-ci furent frappés par l'article III du projet, relatif à l'organisation intérieure en Serbie. Par cet article, le gouvernement intérieur (législation, administration, finances, etc.) du pays était confié, non pas au prince et aux représentants du peuple, mais à un *Sénat*, composé de membres *inamovibles* (les chefs des districts) et dont le prince serait *président*¹. Les députés s'empressèrent de communiquer ce projet à leur maître.

Miloch répondit qu'une telle organisation du gouvernement intérieur était contraire au caractère du peuple, et demanda en substance qu'on ne laissât au Sénat que des attributions purement administratives, tandis que toutes les autres seraient données à la *Narodna Skoupchtina* (Assemblée nationale). Ces demandes du chef serbe furent communiquées le 1^{er} juin à Ribeaupierre, Orlof et Bouteniéf; ils s'y opposèrent tous trois, en faisant entendre au député serbe, Davidovitch, que « le tsar et son gouvernement avaient en vue, dans cette circonstance, le peuple et non le prince serbe² ».

Bientôt de nouvelles difficultés furent élevées par les Turcs sur un autre point du projet non moins important. Dans un entretien que les députés serbes eurent avec la Porte, le 12 juin, celle-ci, profitant du départ du général Orlof, essaya d'éluder la stipulation du traité d'Andrinople au sujet des six districts à rendre à la Serbie. Ils prétendirent que les Serbes demandaient *quinze* districts au lieu de six, que la ville de Krouchévats n'avait jamais appartenu à la Serbie, que les Turcs habitant la Serbie ne pouvaient pas quitter le

1. *Messager serbe de littérature*, 1804, 1^{er} octobre, p. 194-197.

2. *Ibid.*

pays, etc. En même temps le drogman de la Porte les assura que le reis-effendi en avait parlé à Ribeaupierre, et que celui-ci avait promis d'en référer à Saint-Pétersbourg et de demander des instructions¹ !

Cependant Miloch, surpris par les paroles formulées à son adresse par les diplomates russes à Constantinople, décida de réagir. Il prit le parti d'envoyer deux députations, une à Saint-Pétersbourg, pour s'expliquer avec le gouvernement russe, et l'autre à Constantinople, pour défendre auprès de Ribeaupierre les objections qu'il avait déjà fait entendre au sujet de l'organisation du gouvernement intérieur en Serbie. Il confia cette dernière mission à Marc Ghéorghiévitich à qui il remit une longue « déclaration » pour Ribeaupierre, dans laquelle ces objections étaient magistralement développées et documentées.

Ce n'est que le 6 juillet que le nouveau député de Miloch arriva à Constantinople. La discussion du projet russe de hattî-chérif avait déjà commencé à la Porte. Ribeaupierre, après avoir pris connaissance de la « déclaration » de Miloch, se borna à répondre à Ghéorghiévitich que le projet russe serait modifié, mais que le fond en resterait, et à conseiller au chef serbe de tenir compte des vues du gouvernement russe².

Les conférences pour le règlement des affaires serbes eurent lieu entre les plénipotentaires turcs d'une part, le ministre de Russie et son premier drogman, Franchini, de l'autre. Les députés serbes n'y assistèrent point. Ce ne fut qu'après la sixième conférence, tenue le 12 août, que Ribeaupierre dit à Davidovitch que tout allait bien et qu'il convenait de donner quelque chose à chacun des seigneurs turcs qui s'occupaient des affaires, parce qu'ils y étaient habitués³. En même temps Kéchaf-Effendi, qui venait de rentrer de Belgrade et que l'or de Miloch avait gagné pour la cause serbe, conseilla aux députés de ne pas oublier le Sultan. Ceux-ci, pour prouver la fidélité du peuple et rendre le Sultan plus favorable encore, promirent de remettre à son trésor, en plus des dons en vivres qu'ils avaient

1. *Messenger serbe de littérature*, 1884, 16 octobre, p. 257.

2. *Id.*, p. 260 et 264.

3. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 476.

faits en janvier, une somme de 500 000 piastres, aussitôt que les affaires serbes, et particulièrement celle qui concernait la reconnaissance de Miloch comme prince héréditaire, seraient réglées¹. Cette promesse fit son effet.

Le 11 septembre, jour anniversaire de l'impératrice russe et du tsarévitch, deux députés serbes s'étaient rendus au palais de la légation russe pour complimenter Ribeaupierre. Après le lunch auquel ils furent invités, le ministre russe leur annonça que le Sultan avait consenti à reconnaître Miloch comme prince héréditaire; que le reis-effendi, en le lui apprenant, lui avait demandé si cela ne le contrariait pas : il avait répondu que cet acte ne pouvait que lui être agréable. Le beylikdji-effendi lui avait de plus communiqué la copie du futur hattî-chérif au sujet de la Serbie, avec prière de le revoir et « de le corriger s'il le jugeait nécessaire ». Ribeaupierre recommanda aux députés de promettre de l'argent aux Turcs, mais de ne rien donner avant le règlement de leurs affaires².

Le 28 septembre, le beylikdji-effendi reçut les Serbes en audience. Il leur montra le bérat relatif à Miloch, qui devait être mis sous les yeux du Sultan, et leur rappela leurs promesses : pour ce qui était promis au Sultan, il fallait le donner le plus tôt possible, et il était prudent de donner aussi quelque chose aux dignitaires du palais : sirkiatib, silihtar et tchoadar. Les députés consentirent; le beylikdji-effendi se chargea de demander au reis-effendi quelle somme ils devaient donner³.

Le lendemain, ils apprirent que la dernière conférence devait avoir lieu cette semaine même. Ce même jour Ribeaupierre dit à Davidovitch de n'offrir encore de l'argent à personne; par contre, Franchini lui donna, en toute confiance, le conseil de glisser quelque chose dans la main du beylikdji-effendi, avant la dernière conférence, puisqu'il était « l'âme des affaires serbes ». « N'écoutez point à ce sujet M. de Ribeaupierre, dit-il; tout le monde mange et les Turcs doublement. La Russie peut dans une certaine mesure appuyer utilement vos demandes; mais il y a certains points

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, p. 478.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

que vous obtiendrez plutôt avec de l'argent qu'avec le concours de notre ministre¹. » Alors les députés se hâtèrent; dès le lendemain ils se rendirent chez le beylikdji-effendi et lui remirent une somme de 22 628 piastres. Le ministre turc les reçut « avec joie », accepta le don et leur promit que « tout serait réglé suivant leur désir² ». Mais, ajouta-t-il, afin que je puisse librement parler en faveur des Serbes, il est nécessaire de remettre une somme de 20 000 piastres au reis-effendi, pour le disposer en votre faveur. Il leur nomma encore plusieurs personnages qu'il était bon de récompenser. Le même jour les députés remirent au reis-effendi la somme indiquée; ils en rendirent compte le lendemain au beylikdji-effendi, qui leur annonça alors que la conférence « définitive » aurait lieu le 2 octobre, et leur conseilla d'écrire à Miloch pour lui demander l'autorisation de verser les sommes promises au Sultan et aux autres dignitaires de la Porte. Ayant appris que le bérat d'investiture pour Miloch et le hattî-chérif concernant les privilèges de la Serbie étaient déjà rédigés, ils résolurent d'en presser la signature. Dans ce but, le 6 octobre, ils donnèrent encore 10 000 piastres au beylikdji-effendi, et 20 000 au kyaya-bey³. Cette dernière largesse produisit l'effet désiré : entre le 20 et le 22 octobre les deux actes furent approuvés et signés par le Sultan! Un certain Lébip-Effendi fut chargé de les porter au pacha de Belgrade.

Voyant ainsi leur mission heureusement terminée, les députés s'empressèrent de remplir leurs promesses. Le 29 octobre, du consentement de Ribeaupierre, ils versèrent au trésor du Sultan la somme de 500 000 piastres. Enfin, sur l'invitation du beylikdji-effendi, ils n'oublièrent pas les ministres turcs. Ceux-ci dressèrent eux-mêmes une liste avec le montant de la somme que chacun devait toucher, et après que cette liste eut reçu l'approbation du Sultan, les Serbes remirent aux destinataires⁴ les sommes convenues, au total 550 000 piastres⁵.

1. Davidovitch à Miloch, le 2 octobre 1830. Voy. *Id.*, p. 480.

2. *Id.*, p. 479.

3. *Id.*, p. 480-481.

4. Les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, de la guerre et de la marine.

5. *Id.*, p. 482.

CHAPITRE XXVI

I. — Lecture solennelle du hatti-chérif et du bérat à Belgrade, en présence du prince Miloch et de Houssein Pacha. — Miloch sacré prince de Serbie à la cathédrale de Belgrade. — Questions à résoudre. — Révolte en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. — Moustapha-Pacha de Scutari et le prince Miloch.

II. — Inquiétude de la Porte au sujet des événements en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. — Explications entre Miloch et les ministres turcs. — Le prince serbe est chargé par la Porte d'une médiation auprès des rebelles.

III. — Rencontre du grand-vizir avec les troupes rebelles de l'Albanie. — Échec des rebelles. — Mouvement de rébellion en Bosnie-Herzégovine. — Houssein-Kapitan de Gradatchats. — La Porte charge de nouveau Miloch d'une médiation. — Pourparlers des délégués serbes et bosniaques à Stoudénitsa. — Rencontre du grand-vizir avec les troupes de Bosnie-Herzégovine. — Échec du grand-vizir. — Négociations. — Nomination de Mahmoud Hamedi au poste de vizir de la Bosnie-Herzégovine. — Échec des rebelles. — Écrasement de la rébellion (juin 1832) — Agitation dans les districts ouest qui devaient être rattachés à la Serbie. — La population se choisit des chefs. — Agitation dans les districts du sud. — Histoire de « Yourmoussa et Fatima ». — Plaintes serbes. — La Porte ordonne une enquête. — Jugement en faveur des Serbes. — Question de la délimitation des six districts. — Agitation dans les districts de l'est. — Intervention de Miloch et occupation de ces districts par les troupes serbes.

IV. — Mission de Davidovitch et de Simitch à Constantinople. — Dossier serbe. — Nouveaux cadeaux des députés serbes au Sultan et à ses ministres. — La Porte consent à la rétrocession de six districts à la Serbie (juin 1833). — Hatti-chérif du 7 novembre 1833. — Transfert des six districts aux commissaires serbes. — Skoupchtina du 13 février 1834. — Le prince Miloch acclamé par la skoupchtina. — Hommages rendus par la skoupchtina aux Serbes tombés pour la patrie. — La Serbie ressuscitée.

I

Dès qu'il eut appris la signature du hatti-chérif et du bérat de son investiture, Miloch fit remettre au pacha de Belgrade une somme de 49 000 piastres¹ en reconnaissance des services qu'il en avait reçu au cours des derniers mois, et afin

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, p. 482.

de se l'attacher pour l'avenir. Le courrier de la Porte, Lébip-Effendi, porteur du hattî-chérif et du bérat, arriva à Belgrade le 25 novembre. Miloch voulut donner à la lecture de ces actes et à la cérémonie qui devait l'accompagner la plus grande solennité. A cet effet il s'entendit avec Houssein-Pacha, et obtint qu'elle eût lieu à Belgrade même, le 12 décembre, à la Saint-André, jour anniversaire de la prise de Belgrade par les insurgés serbes en 1806.

Le 11 décembre, Miloch entra à Belgrade, où il n'avait pas paru depuis dix ans à la suite des menaces et des intrigues des Turcs. Il était escorté de la garde (*kadéti*) instituée en 1829, et entouré de ses frères et d'un grand nombre de hauts fonctionnaires. Les portes de la ville étaient occupées par les postes serbes. Le kyaya du pacha, sorti à sa rencontre, le reçut à Vratchar, devant Belgrade, et l'accompagna jusqu'au *Konak* (petit palais), où le fils du pacha le salua et tint l'étrier de son cheval, pour l'aider à descendre : ce qui est regardé comme un honneur extraordinaire de la part d'un musulman envers un chrétien. Aussitôt arrivé, le chef serbe se rendit à l'église principale de la ville, où une messe fut célébrée ; les cloches sonnèrent librement ce jour-là, pour la première fois depuis 1813 !

Le lendemain matin, une foule de Serbes et un grand nombre de Turcs se réunirent sur la place de l'église de Saint-Marc. Le pacha et Miloch y vinrent, chacun accompagné de sa suite. Puis lecture fut faite du hattî-chérif et du bérat par le secrétaire du pacha en turc, et par le secrétaire de Miloch en serbe. Le hattî-chérif accordait au peuple serbe le libre exercice de son culte. Miloch Obrénovitch était reconnu prince de la Serbie, et cette dignité devait être héréditaire dans sa famille ; il était investi de l'administration intérieure du pays, « avec le concours de l'assemblée des notables ». Une commission turco-russe allait être nommée pour délimiter les frontières des six districts dont les Serbes réclamaient la réincorporation. Le tribut serait définitivement fixé ; le montant des fiefs militaires (*spahilouks*), qui allaient passer dans les mains et sous l'administration des Serbes, serait évalué et assimilé aux revenus des districts à incorporer. Les autorités de la Porte ne pourraient exiger un denier en dehors du tribut déterminé, et n'auraient point

à s'immiscer dans l'administration intérieure ni dans les décisions des tribunaux du pays. Le prince Miloch avait le droit d'entretenir dans le pays une force armée, nécessaire pour prévenir les désordres et pour assurer le châtimement des coupables. Les Serbes pourraient établir dans leur pays des imprimeries, des hôpitaux et des écoles. Le séjour en Serbie était absolument interdit à tous les musulmans, à l'exception des garnisons des forteresses. Ceux des musulmans qui possédaient des immeubles dans le pays, et qui voulaient s'en défaire, avaient un terme d'une année pour les vendre. Le montant des revenus des maisons, jardins, vignes, terres et autres immeubles appartenant aux musulmans, serait légalement évalué et versé avec le tribut au trésor impérial à Belgrade pour être transmis aux propriétaires respectifs. Les archevêques et les évêques, élus par la nation serbe, devaient recevoir leur investiture du patriarche grec de Constantinople, sans être obligés de se rendre eux-mêmes dans cette même capitale. Les « membres du Sénat » (« assemblée nationale composée des notables », mentionnée déjà plus haut) ne pourraient être ni destitués ni privés de leur emploi, tant qu'ils n'auraient pas commis quelque faute grave envers la Porte ou envers les lois et les règlements du pays. Il était interdit aux autorités turques de mettre entrave au libre passage de la poste, si les Serbes jugeaient nécessaire de l'établir pour leurs propres affaires. A l'exception des forteresses existant *ab antiquo* en Serbie, toutes les fortifications récemment construites devaient être démolies. Enfin, des agents serbes résideraient à Constantinople d'une manière permanente, afin d'y gérer les affaires et les intérêts de leur nation, etc.¹.

Le bérat accordait à Miloch Obrénovitch, en vertu du choix du peuple, la dignité de « prince de la nation serbe » et la lui garantissait durant sa vie pour être, après sa mort, transmise à l'aîné de ses fils, puis à son petit-fils, demeurant ainsi restreinte à sa famille. En outre, il lui prescrivait de « régler et gérer toutes les affaires intérieures » *sans que nulle autre personne, quelle qu'elle fût, pût s'immiscer dans l'administration.*

1. Voy. l'annexe V.

2. Voy. l'annexe VI.

La lecture de ces diplômes plongea les Turcs dans la consternation, tandis que les Serbes exultaient de joie. Le pacha de Belgrade, Housséin, s'approcha alors de Miloch et le revêtit, en signe d'investiture, d'un riche manteau brodé d'or et orné de brillants, que le Sultan avait envoyé au prince de Serbie.

La cérémonie étant terminée, les Turcs s'en retournèrent chez eux la tête basse. Quant au prince Miloch il se rendit à l'église, accompagné des acclamations des Serbes, et l'archevêque de Belgrade, entouré de son clergé, le sacra prince régnant, suivant le rite orlodoxe.

Cependant toutes les questions n'avaient pas encore reçu leur solution définitive; il restait à délimiter la frontière, à prendre possession des six districts, et à fixer le montant du tribut. Et, bien que le hattî-chérif ordonnât aux Turcs de quitter le pays, on craignait leur résistance, parce qu'on savait bien qu'ils tenaient à rester. En effet les Turcs, indignés de cette mesure, ainsi que de toutes les autres concessions aux raïas, s'efforcèrent d'éluder l'ordre de partir, tandis que les Serbes travaillaient de toutes façons à hâter leur départ dans le délai fixé. La méfiance qui existait depuis longtemps devint si grande que, lorsque Miloch, au commencement de 1851, quitta Kragouïévats avec sa garde pour aller traiter une affaire avec le pacha, le bruit se répandit que les Serbes allaient prendre Belgrade, et, la panique s'emparant des habitants musulmans, ils conduisirent leurs femmes et leurs enfants dans la forteresse sous la protection du pacha, et se préparèrent eux-mêmes à défendre la ville! Miloch n'était pas plus tranquille au sujet des districts qui devaient être restitués à la Serbie. La commission russe, présidée par le capitaine Kotzebu, qui devait délimiter ces districts, était bien arrivée, mais avant qu'elle eût commencé son travail, des désordres se produisirent comme, par exemple, au sud vers Novi-Bazar, où les Turcs se mirent à opprimer les Serbes, leur prenant la moitié de la récolte au lieu du dixième; et les paysans, sur les conseils de Miloch, ayant résolu de se défendre, le pacha de Bosnie crut que les Serbes allaient s'emparer de ces districts par la force et protesta auprès du prince qui dut le rassurer.

Mais des événements plus graves se préparaient non loin des frontières méridionales de la Serbie. L'opposition aux réformes militaires, que les musulmans à l'intérieur de l'Empire, et particulièrement en Albanie, en Bosnie et en Herzégovine, avaient manifestée dès 1826, avait fini par dégénérer en rébellion ouverte. En 1850, Moustapha-Pacha de Scutari refusa obéissance à la Porte, et créa un parti auquel il donna un caractère religieux. Sa tentative eut un grand succès. Bientôt tous les pachas de la Haute-Albanie, de la Vieille-Serbie, et jusqu'aux portes de la Bulgarie, embrassèrent sa cause. Les *kapitaines* (seigneurs héréditaires) de la Bosnie et de l'Herzégovine se solidariserent avec lui. Connaissant la force de la Serbie, sa richesse et ses bonnes relations avec la Porte Moustapha, qui était en amitié avec Miloch depuis 1829, résolut de le gagner à son parti ou du moins de se ménager son amitié. Le prince, instruit par ses agents de l'étendue du mouvement et du caractère particulièrement grave qu'on avait réussi à lui imprimer, jugea la situation dangereuse. Ne pouvant prévoir l'issue d'une révolution qui se déroulait à proximité de sa principauté, avant qu'il eût terminé toutes ses négociations avec la Porte, il prit le parti commandé par les circonstances. Il ne s'engagea pas vis-à-vis du chef de la révolte; mais il fit passer en secret à Moustapha un secours important d'argent.

Au commencement de 1851 les partisans de la révolte recrutèrent un grand nombre de soldats, et à la fin de mars Moustapha-Pacha quitta Scutari à la tête de son armée, se rendit vers Prizerend et Uskub pour rejoindre les autres pachas, et marcha à la rencontre du grand-vizir qui venait de la Macédoine.

II

La Porte était fort inquiète sur l'issue des événements; car le grand-vizir disposait de forces assez faibles, et la rébellion avait pris des proportions considérables. Ce qui l'inquiétait encore plus, c'étaient les affirmations de l'internonce qui ne cessait de répéter que, d'après les informations envoyées par le général commandant de Zemlin, Miloch était d'intelli-

gence avec Moustapha : qu'il allait s'unir à lui pour s'emparer des districts qui devaient être rattachés à la Serbie ; que, du reste, les Serbes avaient déjà voulu chasser les Turcs de Belgrade¹.

Sous l'impression de ces assurances, les ministres s'effrayèrent à l'idée d'un mouvement chrétien dans ce moment critique. Ils demandèrent des explications aux députés serbes qui séjournaient à Constantinople. Ceux-ci protestèrent énergiquement contre ces dires et affirmèrent qu'ils devaient être sans fondement. La légation russe donna les mêmes assurances. La Porte alors chargea kaïmakam-Pacha (ministre de l'intérieur) d'écrire à Miloch et de lui demander de ne pas mêler la Serbie à ces événements, et de tâcher qu'aucun mal ne fût fait au peuple².

C'est le 19 avril, au moment où le grand-vizir allait se rencontrer avec les rebelles, que le courrier de Miloch arriva, portant la réponse du prince, ainsi que deux lettres pour le ministre de Russie et pour les députés. Les ministres, impatients, se firent immédiatement apporter la lettre du prince, et appelèrent le drogman pour la traduire. Miloch avouait franchement à kaïmakam-Pacha qu'il était en correspondance avec Moustapha et ses agents, mais dans le seul but, disait-il, d'être renseigné sur les projets des rebelles pour les communiquer à la Porte et à la légation russe. Il protestait de sa fidélité au Sultan, ajoutant qu'il savait par ses agents que le grand-vizir avait peu de troupes tandis que tous les Albans étaient soulevés, et il priait la Porte de faire lever de nouveaux soldats afin de porter un coup décisif aux rebelles, pendant que les seigneurs de Bosnie se disputaient entre eux. Il terminait habilement en faisant savoir à la Porte que les frontières de la Serbie étaient menacées et demandait l'autorisation de les *défendre*³.

Le lendemain, les députés montrèrent à la Porte la traduction de la lettre qu'ils avaient reçue de Miloch. Les ministres turcs en furent enchantés. Jamais les députés serbes n'avaient reçu à la Porte un accueil aussi flatteur. « C'est bien

1. Les députés serbes à Constantinople au prince Miloch, le 2 mai 1851. Voy. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XXXVII, p. 157-163.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

— leur dit le reis-effendi — la réponse que la Porte attendait de Miloch; en récompense de sa fidélité il obtiendra des droits et des privilèges beaucoup plus grands qu'il n'espérait. » Puis il leur demanda quelle lettre Miloch désirait recevoir de la Porte. Les députés répondirent que les frontières de la Serbie étaient menacées par les rebelles, et particulièrement la population des districts qui devaient être rattachés à la Serbie, et que le prince sollicitait l'autorisation de les défendre, au besoin, par les armes. Le ministre leur promit que la réponse serait rédigée dans deux ou trois jours au conseil des ministres¹.

Le 27 avril, beylikdji-effendi chargea Miloch, au nom de la Porte, d'une médiation auprès « des pachas des Guegues (tribu albanaise) et de Bosnie », en l'autorisant à leur promettre le pardon du Sultan, à condition de soumettre préalablement leurs conditions à la Porte. En outre, on lui manda d'interdire l'exportation des vivres dans les contrées révoltées².

Les députés communiquèrent ces ordres au ministre de Russie, Celui-ci leur recommanda de conseiller à leur prince d'interdire immédiatement l'exportation des vivres, de faire publier sa protestation de fidélité à la Porte, de se rendre sur les frontières de la Serbie, mais de ne pas attaquer les rebelles, afin de ne pas attirer de malheurs sur le pays. Il ajouta que si le prince savait profiter des circonstances pour rendre service au Sultan, il pourrait en obtenir des avantages encore plus grands³.

La Porte fut donc promptement rassurée sur la fidélité de la Serbie et de son prince. Un nouveau témoignage vint s'ajouter aux autres. La légation russe reçut à ce moment et communiqua au reis-effendi une lettre du capitaine Kotzebu, chef de la commission russe pour la délimitation des frontières de la Serbie, qui informait son ministre que le prince Miloch tenait bon dans sa fidélité à la Porte, et que s'il y avait quelqu'un en Serbie qui fût d'intelligence avec le pacha de Scutari, c'était plutôt le pacha de Belgrade lui-même⁴!

1. *Mémoires de l'Académie serbe*, t. XXXVII, p. 157-165.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

III

Les armées du grand-vizir et de Moustapha-Pacha s'étaient rencontrées en Macédoine. Une bataille avait été livrée le 5 mai près de Prilèpe et, par suite de la trahison d'Ivzi-Pacha d'Uskub, les rebelles avaient été repoussés et s'étaient retirés en désordre. Ne pouvant réparer cet échec, Moustapha se replia sur sa résidence de Scutari et s'y renferma¹.

Néanmoins cet insuccès était trop faible pour mettre fin à la rébellion. La Porte avait encore à compter avec les insurgés de l'Herzégovine et de la Bosnie, dont le chef était Housséin-Kapitaine de Gradatchats, un jeune seigneur de 25 ans à peine. Ils étaient d'intelligence avec Moustapha, mais n'avaient pu le secourir à temps, empêchés qu'ils étaient par leur lutte contre le vizir de Bosnie. Une partie de leurs troupes se trouvait déjà à Novi-Bazar et à Siénitsa en Vieille-Serbie, et on annonçait la prochaine arrivée des autres, au nombre de 50 000 hommes².

Dans ces circonstances, Miloch jugea utile pour son pays d'exécuter les conseils que lui avaient donnés la Porte et le ministre de Russie, de façon à obtenir l'approbation du divan sans se brouiller avec les rebelles. Il défendit donc d'exporter des vivres dans les contrées où se trouvaient les troupes ennemies.

Cependant le 30 mai, le lieutenant-colonel turc, Hassan-Bey, arriva à Kragouïévats, porteur d'une lettre du kaïmakam-pacha. Le ministre turc mandait à Miloch qu'il lui envoyait cet officier pour lui communiquer « de vive voix et en secret les désirs du Sultan » par rapport aux communications précédentes³. Il s'agissait sans doute de la médiation tant désirée du prince auprès des rebelles de la Bosnie.

A la suite de cette lettre, Miloch chargea l'archimandrite Pavlovitch, supérieur du monastère de Stoudénitza, et le knèze Vassa Popovitch, d'entrer en négociations avec les

1. CUNIBERT (B.), *o. c.* t. II, p. 45

2. L'archimandrite Pavlovitch et Popovitch à Miloch, le 8 juin 1851. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, t. I, p. 276-277.

3. Kaïmakam-Pacha à Miloch, le 10 mai 1851.

insurgés de la Bosnie, avec la mission de les détourner de la guerre et de leur offrir sa médiation pour les réconcilier avec le Sultan. L'entrevue eut lieu, le 7 juin, à Stoudénitsa. Les délégués des rebelles écoutèrent avec attention les propositions de leurs collègues serbes, témoignèrent leur reconnaissance pour l'amitié du prince, mais, n'ayant pas les pouvoirs de prendre une décision, ils se chargèrent d'en référer à leurs chefs¹. En même temps, ils se plaignirent de manquer de vivres et demandèrent que les frontières de la Serbie leur fussent de nouveau ouvertes.

Miloch fit droit à cette prière. Mais sa médiation n'eut aucun résultat. Les nouvelles troupes de Bosnie s'étant emparées du vizir de cette province, vinrent se joindre à celles qui se trouvaient déjà en Vieille-Serbie. Au commencement d'août, elles rencontrèrent les troupes du grand-vizir et les battirent à deux reprises. Le grand-vizir, pour gagner du temps et réorganiser ses troupes, n'eut d'autre parti à prendre que d'entamer des négociations avec Housséin-Kapitaine. Il les traîna habilement en longueur et finalement accepta les conditions des rebelles, y compris celle de la nomination de Housséin-Kapitaine comme vizir de la Bosnie.

Cependant, les Bosniaques, qui n'étaient pas habitués à rester sous les drapeaux et loin de leurs foyers pendant l'hiver, commencèrent à se débander. La Porte saisit cette occasion pour nommer un nouveau vizir de Bosnie, en la personne de l'énergique Mahmoud-Hamedi-Pacha de Trikala, et lui ordonna de se rendre à son poste à la tête d'une forte armée. Housséin-Kapitaine et ses collègues firent d'inutiles efforts pour s'y opposer. L'un d'eux, Ali-Pacha-Vidaïtch de Zvornik, demanda même à Miloch de les soutenir par les armes. Miloch refusa, convaincu qu'il était que cette fois les insurgés succomberaient devant les troupes du Sultan². En effet, dès le mois de mai 1852, ils essuyèrent plusieurs défaites, et la rébellion fut irrémédiablement écrasée. En juin, Housséin s'enfuit en Autriche.

La fin de cette campagne fut marquée par un incident qui provoqua des événements importants. Lors de la

1. L'Archimandrite Pavlovitch et Popovitch à Miloch, le 8 juin 1851. *Idem*, p. 276-277.

2. Miloch à Ali-Pacha-Vidaïtch, le 12 février 1852. *Id.*, p. 278-280.

lutte entre les troupes rebelles de la Bosnie et les troupes du sultan au bord de la Drina, ces dernières franchirent plusieurs fois cette rivière et entrèrent dans un des six districts qui, suivant le hattî-chérif, devaient revenir à la Serbie, en y commettant nombre d'exactions. La population se souleva, refusa de reconnaître l'autorité du pacha de Zvornik (en Bosnie), et, sur les conseils secrets du prince Miloch, se choisit elle-même ses chefs et se rattacha pour ainsi dire à la Serbie!

Bientôt l'agitation se fit sentir dans les districts du sud. Les exactions des Turcs, les enlèvements, les conversions forcées produisirent un vif mécontentement parmi les Serbes, à la suite surtout d'un fait demeuré célèbre. Deux frères musulmans, les Vrentchévitch, enlevèrent, en automne 1832, dans le district de Krouchévats, deux sœurs chrétiennes, les contraignirent à embrasser l'islamisme, et les enfermèrent dans leurs harems. Miloch et la population de ces districts adressèrent leurs plaintes à la Porte; le prince fit le tableau du triste état des choses dans ces contrées, en déclarant toute responsabilité en cas de révolution. Sur ce, la Porte envoya un commissaire pour faire une enquête, et donner satisfaction. Ce commissaire arriva à Kragouïevats le 20 janvier 1833. Aussitôt Miloch écrivit à Housséin Pacha pour le prier d'affirmer au commissaire que ces vexations lui étaient bien connues, et de lui conseiller de se montrer humain. Il joignit à cette prière la promesse de lui verser 25 000 piastres, s'il réussissait à faire du bien à ces contrées. En même temps, il fit remettre au commissaire une somme de 5 000 piastres. Le 12 février, les frères Vrentchévitch et les filles enlevées par eux furent menées à Belgrade. Les filles déclarèrent au pacha qu'elles avaient été en effet enlevées, converties de force et qu'elles étaient restées fidèles à la religion chrétienne; alors le pacha, de concert avec le *cadi* (juge) et le commissaire de la Porte, leur rendit la liberté et les fit remettre à leurs parents. Quant aux frères Vrentchévitch, ils furent mis en prison¹. Le dénouement de cette affaire, connue sous le nom de

1. Ephrém Obrenovitch au prince Miloch, le 10 février 1833. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 266-271.

l' « histoire de Yourmoussa et de Fatima », porta un coup mortel au prestige des Turcs en Serbie.

Dès le lendemain du jugement, Miloch remplit la promesse faite au vizir. Ensuite, comme celui-ci venait d'être nommé à Vidin, et devait être remplacé par un certain Vedji-Pacha qu'il ne connaissait pas, le prince serbe prit ses mesures pour que la cession des districts déjà délimités par la commission fût opérée le plus tôt possible par Houssein-Pacha lui-même. Il écrivit donc au ministre de Russie à Constantinople pour obtenir que la Porte confiât cette affaire à Houssein. Il avertit celui-ci de sa démarche en lui promettant qu'il récompenserait ses efforts suivant l'importance de l'œuvre. Le pacha répondit : « Que la Porte procède une bonne fois au règlement de toutes les affaires serbes, et qu'elle m'en charge, je n'aurai pas à rougir de mon œuvre. »

Entre temps, Miloch avait prescrit à ses agents de faire une enquête minutieuse sur les vexations turques dans les districts du sud, et d'en rédiger des rapports détaillés, pour être envoyés à la Porte. Le dossier de cette enquête fut achevé vers le milieu de février, traduit en français et confié à Démètre Davidovitch, secrétaire du prince, et à Stoïan Simitch¹, conseiller au Tribunal National, qui reçurent mission de le porter à Constantinople.

En avril, le mécontentement éclata dans les districts de l'est (dans la Kraïna), à la suite des impôts énormes que le pacha de Vidin y avait perçus. Cette agitation, fomentée sans doute par les agents de Miloch, se transforma bientôt en une révolte véritable, à cause des procédés barbares avec lesquels les autorités turques avaient accueilli les réclamations de la population. Miloch profita de cette occasion pour occuper militairement ces contrées et les rattacher de fait à la Serbie. Les Turcs, redoutant l'issue d'une lutte avec le prince, se retirèrent dans les villes. Des comptes rendus de ces événements furent envoyés à la Porte et on attendit ses ordres.

1. Le prince Miloch à Stoyan Simitch, le 22 décembre 1833. Voy. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 289.

IV

Cependant les députés serbes Davidovitch et Simitich arrivèrent à Constantinople au commencement de mars. Aussitôt ils se présentèrent à la Porte, en compagnie de Théodorovitch et Antitch, membres de la députation précédente, qui y étaient restés en qualité de résidents, pour servir d'intermédiaires entre le prince Miloch et le gouvernement turc. Ils remirent le dossier qu'ils avaient apporté et s'employèrent activement pour que le Sultan confirmât la délimitation des frontières des six districts telles qu'elles étaient marquées sur la carte, élaborée par la commission turco-russe encore en 1851, et pour que ces territoires fussent définitivement incorporés à la Serbie. Ils firent aussi des démarches pressantes dans ce sens auprès de la légation de Russie à Constantinople.

La Porte essaya de temporiser, toujours dans l'espoir de faire réduire autant que possible ces concessions; mais lorsque, en mai, elle apprit les événements qui s'étaient passés dans les districts de l'est, elle fut obligée de prendre une décision. Sur les instances de la légation russe, et à la veille de conclure un traité d'alliance avec la Russie¹, le reis-effendi consentit, à satisfaire, sur ces points, les désirs des députés.

Mais tout n'était pas fini. Il fallait obtenir que le soin d'opérer le transfert des districts fût confié à Houssein-Pacha de Vidin, comme le souhaitait Miloch; et il restait encore à fixer le tribut que la Serbie ainsi agrandie devait payer au sultan. De nouveaux pourparlers furent entamés; ils furent longs et laborieux. Bien que le prince Miloch eût laissé aux députés le pouvoir de consentir jusqu'à la somme de trois millions, ceux-ci firent tous leurs efforts pour réduire ce chiffre autant qu'il était possible. Pour y réussir ils employèrent l'argent. Déjà Miloch avait envoyé au sultan un troupeau de bœufs d'une valeur de 127 900 piastres; les députés y ajoutèrent une somme de 250 000 piastres. En même temps

1. Le traité d'Unkiar-Iskelessi, signé le 8 juillet 1853.

ils offrirent 200 000 piastres au reis-effendi¹. Ces moyens de persuasion réussirent pleinement. La Porte céda sur tous les points, aussi bien relativement à Houssein que pour le tribut. Et quant à ce dernier, elle accepta le chiffre de 2 500 000 piastres, y compris toutes les contributions directes et indirectes qui étaient payées jusque-là en espèces ou en nature, les revenus des douanes, ceux des spahis (fiefs militaires), et enfin ceux de toutes les terres ayant appartenu au sultan dans le pays. Le hattî-chérif en fut signé le 7 novembre.

Dans ce hattî-chérif, avec les concessions faites aux Serbes, la Porte en fit deux aux Turcs. Tout d'abord les musulmans habitant la ville de Belgrade furent assimilés à la garnison de la forteresse et la faculté leur fut accordée d'y demeurer². En outre, le terme d'une année que le hattî-chérif précédent accordait aux autres Turcs habitant la Serbie fut prorogé jusqu'à cinq ans. Il fut réglé qu'ils dépendraient, pendant ce temps, du pacha de Belgrade, et qu'ils seraient administrés par des autorités turques choisies par eux-mêmes. Quant aux Turcs et aux Serbes demeurant à Belgrade, il était prescrit que les premiers seraient gouvernés par le pacha et les seconds par le prince. Les règlements pour cette ville devaient être élaborés par eux deux d'un commun accord³.

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 481-482 et 635.

2. Le hattî-chérif de 1830 réservait aux Turcs les *forteresses* de la frontière; il stipulait aussi que les fortifications qui n'existaient point avant l'insurrection seraient démantelées. Lors du conflit qui avait éclaté entre le pacha de Belgrade et le prince Miloch au début de 1831, les Turcs prétendirent que la ville de Belgrade, ayant des palissades et des fossées, était une *place fortifiée* et que par conséquent ils avaient le droit d'y rester. Les Serbes soutenaient que les fossés et palissades ne dataient que du commencement de l'insurrection et que, suivant le hattî-chérif, ils devaient être démolis et que les Turcs ne pourraient plus y demeurer. Ne pouvant pas se mettre d'accord, la Porte proposa aux députés serbes de s'en rapporter à l'arbitrage de l'empereur de Russie. Le prince serbe accepta. Mais le tsar, qui tendait à ce moment à un rapprochement avec le sultan, sacrifia les Serbes et donna raison aux Turcs. VOY. CUNIBERT (B.), *o. c.*, t. II, p. 17-18, et SAINT RENÉ TAILLANDIER, *o. c.*, p. 285-287.

3. VOY. l'Annexe VII.

. . .

Le courrier de la Porte, porteur du nouveau hattî-chérif, arriva à Kragouïévats le 4 décembre¹. Le prince Miloch en ayant pris connaissance, et n'ayant rien à craindre de la part du nouveau pacha de Belgrade dont il avait depuis longtemps gagné les bonnes grâces, entra en correspondance avec Housséin Pacha de Vidin, pour s'entendre avec lui sur la manière d'opérer le travail qui leur était confié. Bientôt les commissaires pour la démarcation et le transfert des six districts furent réunis des deux côtés. Ce furent George Prolitch, conseiller au Tribunal National, et Jean Veillkovitch, sous-préfet de Paratchine, désignés par Miloch, et un certain Kéchif-Ahmet Aga désigné par Housséin. Dès que ces nominations furent faites, Miloch communiqua aux autorités serbes des frontières le contenu du hattî-chérif, les noms des commissaires et les ordres nécessaires en vue de l'incorporation des nouveaux territoires. En même temps, il fit rédiger des instructions détaillées pour les commissaires, en y joignant la copie de la carte de délimitation élaborée par la commission turco-russe en 1831; et après avoir fait partir les commissaires pour Vidin, où devait commencer le travail, il se rendit avec sa suite à Belgrade. Le 16 décembre, il donna ordre à son frère Ephrème, qui résidait déjà dans cette ville en qualité de gouverneur, de se rendre avec plusieurs fonctionnaires serbes chez le vizir, pour qu'une lecture publique du hattî-chérif fût faite devant les Serbes et les Turcs². Cette formalité accomplie, Vedji Pacha remit aux autorités serbes la douane de Belgrade.

Quant aux commissaires pour la démarcation des frontières, ils avaient commencé leur travail le 50 décembre; ils le terminèrent au bout d'un mois. Le prince Miloch s'était empressé de faire remettre à Kéchif-Effendi une somme de 40 000 piastres. Housséin-Pacha toucha 280 255 piastres, et son lieutenant Aga-Pacha de Vidin 24 000³. Le 15 février 1854, Kéchif-Effendi, en compagnie de ses collègues serbes,

1. PÉTROVITCH (M.), *o. c.*, I, p. 288.

2. *Ibid.*

3. *Id.*, p. 303.

vint à Kragouïévats pour assister à la skoupchtina des chefs du pays convoquée pour ce jour-là. L'ouverture se fit après midi devant l'église de la ville. Le prince Miloch arriva revêtu du riche manteau que le sultan lui avait envoyé en 1850, et accompagné de ses fils, de ses frères et de sa suite. Il fut reçu par le clergé ayant à sa tête le métropolite (archevêque) de Serbie Pavlovitch, nommé à ce poste en 1835, les hauts fonctionnaires, les anciens députés de Constantinople et les membres de la skoupchtina. Puis Davidovitch fit la lecture d'un long message du prince. Ce message — écrivait la *Srbské Noviné* (*La Gazette serbe*), le premier journal serbe qui venait de paraître sur le sol national — se divisait en plusieurs parties. Il expliquait l'importance de l'affaire qui avait motivé la convocation de la skoupchtina, et interprétait les points les plus importants du hatti-chérif. Il exprimait des sentiments de gratitude pour les bienfaits accordés à la Serbie, d'abord au Dieu tout-puissant, et ensuite au sultan Mahmoud, comme souverain, et à l'Empereur Nicolas, comme protecteur de la Serbie. Des prières étaient faites pour la conservation de la santé de ces souverains et de leurs héritiers, ainsi que pour le comte de Nesselrode et les diplomates russes qui avaient travaillé à Constantinople en faveur de la Serbie. On rendait hommage à tous les Serbes, sans distinction, qui depuis 1813 étaient tombés pour la patrie. Puis, on passait à l'énumération des réformes intérieures exigées par la nouvelle organisation du pays, et on demandait aux chefs de préparer leur avis sur ce sujet; et une fois rentrés chez eux, de préparer les populations à donner des indications précises lors de la grande skoupchtina qui allait être convoquée à cet effet au printemps suivant. Le message, en terminant, recommandait à tous de veiller attentivement à faire régner, à l'avenir, la tranquillité et le bien-être dans le pays¹.

Par le hatti-chérif de 1850, et celui de 1855 qui en était le complément, la Serbie, qui au xv^e siècle était tombée sous les coups des Turcs pour devenir un simple pachalik, ressus-

1. *La Gazette serbe*, n° 5, du 15 février 1854.

citait à une vie nouvelle après trente ans d'efforts héroïques. Elle restait, il est vrai, tributaire de la Porte, mais elle devenait une principauté héréditaire et jouissait de son autonomie intérieure. Elle était ce qu'en droit public on appelle une *province privilégiée*. Mais en fait, elle était plus ; cette province comptait, en effet, 2500 villages avec 668 582 habitants¹ ; elle disposait de 12 000 hommes exercés dans le métier des armes ; elle possédait des écoles, des imprimeries, des journaux, elle n'avait plus qu'à attendre son heure pour se débarrasser des garnisons turques d'ailleurs insignifiantes et reconquérir son indépendance totale et ses frontières d'autrefois.

1. UBICINI, *Les Serbes de Turquie*. Paris, 1865, p. 35.

ANNEXES

I

Traité de paix entre la Turquie et la Russie, signé à Bucharest le 28 mai 1812.

ARTICLE 8. — « Quoiqu'il ne soit pas permis de douter que la Sublime Porte, fidèle à ses principes, n'use de clémence et de générosité envers les Serviens (peuple qui lui est soumis et dès longtemps tributaire), on a trouvé équitable, vu la part qu'ils ont prise à cette guerre, de convenir solennellement d'une clause relative à leur sûreté. En conséquence, et conformément à l'article 4 des préliminaires, la Sublime Porte accorde aux Serviens une entière amnistie, et promet que leur tranquillité ne pourra être troublée à cause des événements passés. Les forteresses construites dans leur pays à l'occasion de cette guerre, et qui n'existaient pas auparavant, seront rasées, en tant qu'elles seraient à l'avenir inutiles, et la Sublime Porte prendra, comme ci-devant, possession des autres places fortes et y mettra l'artillerie, les munitions et les garnisons qu'elle jugera à propos. Mais pour que ces garnisons n'exercent pas une injuste oppression envers les Serviens, la Sublime Porte, ne consultant que ses sentiments de miséricorde, traitera ce peuple avec toute la modération convenable ; en outre, la Sublime Porte, à la prière des Serviens, leur accordera les mêmes avantages que ceux dont jouissent ses sujets des îles de l'Archipel et d'autres parties de ses États ; et pour leur donner aussi une preuve de sa magnanimité, elle leur laissera à eux-mêmes le soin de l'administration intérieure du pays en recevant immédiatement d'eux le montant des impôts modérés qu'elle lèvera sur eux, et en prenant à cet effet des mesures de concert avec le peuple. »

II

**Convention explicative et complémentaire
du traité de paix de Bucharest de 1812,
signée à Ackerman, le 7 octobre 1826.**

ARTICLE 5. — La Sublime Porte ottomane, désirant donner à la Cour impériale de Russie un témoignage éclatant de ses dispositions amicales et de sa scrupuleuse attention à remplir en entier les conditions du traité de Bucharest, mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de l'article 8 de ce traité, relatives à la nation serbienne, laquelle, étant *ab antiquo* sujette et tributaire de la Sublime Porte, devra éprouver en toute occasion les effets de sa clémence et de sa générosité. En conséquence, la Sublime Porte réglera avec les députés de la nation serbienne les mesures qui seront jugées les plus convenables pour lui assurer les avantages stipulés en sa faveur, avantages dont la jouissance sera tout à la fois la juste récompense et le meilleur gage de la fidélité dont cette nation a donné des preuves à l'empire ottoman. Comme un terme de dix-huit mois est jugé nécessaire pour procéder aux vérifications qu'exige cet objet, conformément à l'acte séparé ci-joint, convenu entre les plénipotentiaires respectifs, lesdites mesures seront réglées et arrêtées de concert avec la députation serbienne à Constantinople et consignées en détail dans un firman suprême, revêtu du hatti-chérif, lequel sera mis en vigueur dans le plus court délai possible et au plus tard dans le susdit terme de dix-huit mois, et sera, en outre, communiqué à la Cour impériale de Russie, et considéré dès lors comme faisant partie intégrante de la présente convention.

**Acte séparé relatif à la Servie,
annexé à la Convention d'Ackerman.**

La Sublime Porte, dans l'unique intention de remplir fidèlement les stipulations de l'article 8 du traité de Bucharest, ayant précédemment permis aux députés serbiens à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation sur les objets les plus convenables pour consolider la sûreté et le bien-être du pays, ces députés avaient précédemment exposé dans leur requête le vœu de la nation relativement à quelques-uns de ces objets, tels que la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, la réunion des districts détachés de la Servie, la réunion des différents impôts en un seul, l'abandon aux Serbiens de la régie des biens appartenant à des musulmans, à charge d'en payer le revenu ensemble avec le tribut, la liberté de commerce, la permission aux négociants serbiens de voyager dans les

États ottomans avec leurs propres passeports, l'établissement d'hôpitaux, écoles et imprimeries, et enfin *la défense* aux musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Serbie. Tandis que l'on s'occupait à vérifier et à régler les articles ci-dessus spécifiés, certains empêchements survenus en motivèrent l'ajournement. Mais la Sublime Porte persistant aujourd'hui encore dans la ferme résolution d'accorder à la nation serbienne les avantages stipulés dans l'article 8 du traité de Bucharest, elle règlera, de concert avec les députés serviens à Constantinople, les demandes ci-dessus mentionnées de cette nation fidèle et soumise, comme aussi toutes les autres qui lui seraient présentées par la députation serbienne, et qui ne seraient point contraires à la qualité de sujets de l'empire ottoman.

La Sublime Porte informera la Cour impériale de Russie de l'exécution qu'aura reçu l'article 8 du traité de Bucharest, et lui communiquera le firman revêtu du hatti-chérif par lequel les susdits avantages seront accordés.

C'est pourquoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. l'empereur et padischah de toutes les Russies, munis des pleins pouvoirs souverains, de concert avec les plénipotentiaires de la Sublime Porte ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard des Serviens les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article 5 de la convention explicative et confirmative du traité de Bucharest, conclue en huit articles dans les conférences d'Ackerman entre nous et les plénipotentiaires ottomans.

(En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures, et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la Sublime Porte.)

Fait à Ackerman, le 25 septembre (7 octobre) 1826.

III

Traité de paix entre la Russie et la Turquie, signé à Andrinople le 14 septembre 1829.

ARTICLE 6. — Les circonstances survenues depuis la conclusion de la convention d'Ackerman n'ayant pas permis à la Sublime Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé relatif à la Serbie et annexé à l'article 5 de ladite convention, elle s'engage de la manière la plus solennelle à les remplir sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude, et à procéder nommément à la restitution immédiate de six districts détachés de la Serbie, de manière à assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle et soumise.

Le firman revêtu du hatti-chérif qui ordonnera l'exécution des susdites

clauses sera délivré et officiellement communiqué à la Cour impériale de Russie dans le terme d'un mois, à dater de la signature du présent traité de paix.

IV

Hatti-Chérif, du 30 septembre 1829.

« Qu'il soit fait en conséquence ». Il est dit dans l'article 5 de la convention d'Ackermann conclue entre la Sublime Porte et la Cour de Russie :

« Que la Sublime Porte, désirant donner à la Cour de Russie un nouveau témoignage de ses sentiments amicaux et de son empressement sincère à assurer la complète exécution de tous les articles du traité de Bucharest, ordonnera sans délai la mise à exécution du contenu de l'article 8 dudit traité relatif à la nation serbe qui étant depuis longtemps sujette et tributaire de la Sublime Porte, a plein droit à sa clémence. Par conséquent, la Sublime Porte prendra, de concert avec les députés serbes, les mesures nécessaires et les plus propres à l'effet de réaliser et de raffermir les droits stipulés en sa faveur et qui seront en même temps une juste récompense de sa fidélité éprouvée envers la Porte ottomane et un gage de son maintien dans l'avenir. Et comme les hautes puissances contractantes ont reconnu, par l'acte séparé ci-joint rédigé, par les plénipotentiaires de deux parties, la nécessité de fixer un terme de dix-huit mois, durant lequel des enquêtes à ce sujet devront avoir lieu, les dites mesures ayant trait aux droits concédés au peuple serbe seront arrêtées de concert avec la députation serbe à Constantinople, et consignées en détail dans un firman suprême revêtu du hatti-chérif, lequel devra être mis en vigueur dans un délai aussi bref que possible, mais dans aucun cas postérieurement au délai fixé de dix-huit mois. Ce firman, après avoir été communiqué à la Cour impériale de Russie, sera considéré comme faisant partie de ladite convention. »

En outre, il est dit dans l'acte séparé de la même convention, relativement aux Serbes : « Que la Sublime Porte animée du désir de remplir fidèlement les stipulations de l'article 8 du traité de Bucharest, ayant précédemment permis aux députés serbes à Constantinople de lui présenter les demandes de leur nation, en vue de consolider la sûreté et le bien-être du pays, les députés serbes avaient exposé dans une requête quelques-unes de ces demandes à savoir : la liberté du culte ; libre choix de leurs chefs ; administration intérieure indépendante ; incorporation des districts jadis enlevés à la Serbie ; réunion des diverses contributions en un seul impôt ; faculté laissée aux Serbes d'administrer les biens appartenant aux musulmans, à la condition d'en payer la rente en même temps que le tribut ; liberté de commerce, et autorisation aux commerçants serbes de voyager dans toutes les provinces ottomanes, munis des passeports de leur pays ; faculté de fonder des hôpitaux, des écoles et des imprimeries, et en dernier lieu défense à tous les musul-

mans, excepté ceux appartenant aux garnisons, de s'établir de nouveau en Serbie; que, pendant qu'on donnait suite aux réclamations susmentionnées, des obstacles imprévus obligèrent la Sublime Porte d'ajourner cette question; que, néanmoins, la Sublime Porte, étant toujours fermement résolue à accorder à la nation serbe les droits stipulés par l'article 8 du traité de Bucharest, ne manquera pas de s'entendre avec les députés serbes à Constantinople sur les moyens propres à assurer la prompte exécution des droits garantis et définitivement acquis à cette nation fidèle et dévouée, de même que de toutes les demandes qui pourraient lui être soumises par les députés serbes, et qui ne seraient pas contraires aux devoirs des sujets de la Sublime Porte; que la Sublime Porte informera la Cour impériale de Russie de tout ce qui sera fixé et arrêté pour l'exécution de l'article 8 du traité de Bucharest, et lui communiquera le firman revêtu du hatti-chérif, en vertu duquel seront concédés les droits susmentionnés. »

Or, pendant que les députés serbes et les commissaires désignés à cet effet par la Sublime Porte avisaient aux moyens de terminer cette affaire d'une manière favorable au peuple serbe, les obstacles et les difficultés résultant de la guerre qui intervint arrêterent leurs travaux.

Mais, quelque temps après, la paix ayant été conclue entre ma Cour et celle de Russie, par suite du traité d'Andrinople, dans l'article 6 de ce traité il est dit : « Que les circonstances survenues depuis la convention d'Ackermann n'ayant pas permis à la Sublime Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé susmentionné, relatif à la Serbie et annexé à l'article 5 de ladite convention, elle s'engage solennellement par le présent article à les exécuter avec la plus scrupuleuse exactitude et sans le moindre délai, et notamment à restituer les six districts enlevés à la Serbie, afin d'assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de ce peuple fidèle.

« En conséquence, j'ordonne qu'on procède à l'exécution des points susmentionnés, et ce firman est délivré de mon rekiab (l'étrier) impérial et revêtu de ma signature auguste, afin que cette décision soit portée à la connaissance de tous; de plus, vous, pacha et molla (grand-juge), de votre côté, après en avoir informé le peuple serbe, vous lui ferez comprendre qu'il doit en être reconnaissant, et quant à l'exécution, vous vous conformerez fidèlement à cette décision. »

V

Hatti-chérif, du 29 août 1830.

Sultan Mahmoud Khan, fils du Sultan Abdul-Hamid Khan, toujours victorieux. Que le contenu soit exécuté ! Le traité conclu à Andrinople entre ma Sublime Porte et la Russie portant l'exécution des clauses de la convention d'Ackermann, laquelle stipule : que la Porte s'entendra avec

la députation serbe à Constantinople pour s'occuper des intérêts de la Serbie, lui accorder la liberté du culte et de l'administration intérieure; l'incorporation des districts détachés, la fixation des impôts, l'administration des propriétés et des fiefs appartenant aux musulmans; la permission de voyager avec leurs propres passe-ports; la faculté de fonder des hôpitaux, des écoles, des typographies; la défense aux musulmans d'habiter la Serbie, les garnisons des forteresses exceptées, et enfin leur accorder la permission d'avoir une espèce de représentation à Constantinople de manière pourtant qu'elle ne porte atteinte à la qualité de sujet.

Vu que la nation serbe qui a donné des preuves de sa fidélité à ma Sublime Porte est l'objet de mon impériale bienveillance, et que je veux faire droit à ses requêtes d'une manière juste et convenable, afin d'augmenter les moyens de sûreté intérieure.

En conséquence, après en avoir convenu avec les députés serbes à Constantinople, fut arrêté ce qui suit :

1° La dite nation aura l'entière liberté de culte dans les églises qui lui appartiennent;

2° Le knias Miloch Obrénovitch ci-présent en vertu du diplôme impérial dont il est porteur, et en récompense de sa fidélité à ma S. P., est confirmé dans la dignité de bass-knès (premier-knès) de la nation serbe, et cette dignité restera héréditaire dans sa famille;

3° Il continuera au nom de ma S. P. à administrer les affaires intérieures du pays d'accord avec l'assemblée des nobles serbes;

4° Pour ce qui regarde les six districts qui doivent être réunis à la Serbie, on s'est accordé de se conformer aux rapports qui seront faits à ce propos par les commissaires nommés par la Russie et par ma S. P., et chargés de prendre à cet égard les plus exactes informations;

5° Le haratch et les autres impôts seront fixés d'une manière précise. L'administration des pahliks (fiefs militaires) maintenant possédés par les Zaïms et Timariotes, ceux de Nich exceptés, sera confiée aux Serbes, et leurs revenus, comme ceux des districts qui doivent être réunis à la Serbie, entreront dans la somme à fixer pour les impôts, et seront versés dans le trésor de Belgrade;

6° Les fonctionnaires et employés de ma S. P. n'auront aucunement à se mêler à l'avenir ni dans l'administration du pays, ni dans les différends des Serbes, et ne pourront exiger d'eux un para de plus de la somme fixée pour les impôts;

7° Mon désir étant surtout que ladite nation jouisse des avantages du commerce à l'ombre de ma protection impériale, tout Serbe qui voudra s'y adonner, après le visa du passeport que son knès (prince) aura délivré, obtiendra le teskéré (laisser-passer) nécessaire des autorités de ma S. P. pour voyager dans toutes les provinces de mon vaste empire, et y faire le commerce comme les autres sujets de ma S. P., sans qu'on puisse lui demander un aspre pour frais de teskéré, ma volonté étant au contraire qu'il soit partout protégé et aidé, et, à l'exception des droits de douane, personne ne pourra exiger de lui Avaïd ou Zévaïd¹, ni rien de ce qui est

1. Sommes perçues par le fisc, soit à titre de redevance légale, soit à titre de dou gratuit mais devenu de quelque façon obligatoire par l'usage.

contraire aux réglemens de l'État; on se gardera bien d'exercer à son égard des actes condamnables de cette nature;

8° Pour ce qui regarde les marchandises, présentées à la douane de Belgrade pour être expédiées à Constantinople, elles seront munies de *teskérés* serbes et payeront ici les droits de douane auxquels elles sont sujettes;

9° Les droits de douane pour les marchandises qui partiront de la douane de Belgrade pour d'autres endroits seront perçus par les Serbes qui payeront pour cela la somme totale des impôts à payer au trésor de Belgrade. Le prince Miloch règlera les mesures à prendre pour recevoir ces droits. Tous les sept ans on examinera la différence des prix proportionnels des marchandises pour augmenter ou diminuer en proportion la somme fixée à cet égard;

10° Pour prévenir les troubles et les désordres, et pour la police du pays, le knias entretiendra la force armée nécessaire à cet objet;

11° Les Serbes pourront fonder des hôpitaux, des imprimeries et des écoles pour l'instruction publique de la jeunesse;

12° Les *voivodas* et les musselins turcs n'existeront plus que dans les places fortes, la juridiction du pays étant désormais confiée aux susdits knias.

13° Les Turcs qui possèdent des immeubles en Serbie et qui ne voudront plus avoir de relations avec le pays auront une année de temps pour les vendre à des prix équitables aux Serbes d'après l'estimation faite par les commissaires;

14° Le produit des maisons, des vignes, des jardins, des terres et autres biens appartenant aux musulmans qui ne voudraient pas les vendre sera versé en même temps que le tribut dans le trésor de Belgrade, pour être transmis aux propriétaires respectifs;

15° Défense est faite aux musulmans qui n'appartiennent pas aux garnisons des forteresses d'habiter la Serbie;

16° La nation serbe fournira audit knias une somme nécessaire à son entretien, et proportionnée à son rang, sans toutefois qu'elle pèse trop sur le peuple;

17° Lorsque le poste de knias deviendra vacant, le successeur payera, en recevant le brevet d'investiture, la somme de cent mille piastres au trésor impérial, et cela de sa cassette particulière;

18° Le métropolitain et les évêques élus par la nation devront prendre leur investiture du patriarche grec de Constantinople, sans pourtant être obligés de venir dans cette capitale;

19° Les membres du Sénat, tant qu'ils ne se seront pas rendus coupables de quelque grave attentat contre ma S. P., ou les lois du pays, ne pourront être destitués et privés de leur emploi;

20° Si ladite nation jugeait à propos dans son intérêt particulier d'établir une poste aux lettres, les autorités de ma S. P. n'y mettront pas obstacle;

21° Lorsqu'un Serbe se refusera de servir de sa pleine et entière volonté un musulman, il ne pourra y être forcé d'aucune manière;

22° Hormis les forteresses impériales qui existaient *ab antiquo* dans le

pays, toutes les autres places et postes forts construits depuis peu de temps seront démolis.

23° La Serbie faisant partie de mes États bien gardés, on ne pourra pas mettre obstacle ni retard à ce que ma S. P. puisse s'y procurer, argent comptant, des bestiaux, des vivres et autres denrées de tout genre dont elle pourrait avoir besoin, et lorsqu'elle le jugerait à propos;

24° Enfin il y aura à Constantinople des agents serbes chargés de traiter avec ma S. P. des affaires concernant leur pays.

Ce sont les points sur lesquels on a été d'accord et qui ont été arrêtés. A ces causes j'ai daigné accorder le présent très gracieux hattî-chérif qui sera promulgué et lu avec solennité au peuple serbe.

Toi, mon vizir Hussein pacha, et toi, mollah de Belgrade, après avoir pris connaissance des notables dispositions du présent très gracieux hattî-chérif, vous ferez comprendre à la nation serbe que tant qu'elle se montrera reconnaissante comme elle doit l'être à tous ces témoignages de ma haute faveur et de ma sollicitude impériale à son égard, elle sera toujours l'objet de ma bienveillance et jouira d'une parfaite sûreté à l'ombre de ma puissance impériale tant qu'elle restera dans les limites de la fidélité et de la soumission.

Vous, vizir et mollah, tâcherez d'inculquer aux Serbes la nécessité de remplir avec exactitude leurs devoirs de sujets, et de se bien garder de ce qui pourrait être contraire à ces devoirs.

Vous agirez comme je vous l'ordonne; et après avoir publié ce noble firman et l'avoir enregistré dans les actes du Méhkémé¹ de Belgrade, vous le remettrez au knias Miloch Obrénovitch qui doit le garder. Fait à Constantinople le septième jour de la lune rébi-ul-elél, l'année de l'hégire 1246 (29 août 1830).

VI

Bérat d'investiture du prince Miloch, du 29 août 1830.

L'arbitre suprême des empires, le seul incomparable bienfaiteur qui, dans son éternelle sagesse et bonté infinie, daigna faire de Notre personne le plus noble des sultans, et de Notre S. P. l'asile des monarques et des princes, des malheureux et des persécutés, voulut nous imposer, entre les autres devoirs de Souverain, celui de veiller à ce que tous les sujets qui se montrent reconnaissants à nos bénéfices impériaux, soient-ils puissants, ou faibles et malheureux, pour peu qu'ils se montrent fidèles et dévoués à ma S. P., doivent jouir d'une parfaite santé à l'ombre de Notre impériale puissance et miséricorde.

¹ Tribunal.

En conséquence c'est notre devoir et notre droit d'installer, d'après les lois de Notre Sublime Porte, tous les gouverneurs, chefs et autres fonctionnaires capables de gouverner et administrer le pays ; de faire de manière que l'intrigue, la tyrannie et les troubles soient contenus, et que la justice et l'ordre règnent toujours à leur place, répandant partout leur influence bienfaisante. C'est notre volonté impériale que la nation serbe, sujette de notre Sublime Porte, jouisse du bénéfice d'un ordre parfait, et de la plus entière sûreté. A ces causes nous avons choisi l'homme le plus digne et le plus capable pour administrer les affaires du pays.

Le prince actuel de la dite nation, possesseur de ce diplôme impérial, vrai modèle des nobles chrétiens, Miloch Obrénovitch (puisse sa fin être heureuse), jouit de père en fils de la faveur de notre trône impérial. Sa capacité dans le gouvernement de ladite nation, et surtout sa probité, son dévouement à notre Auguste Personne sont connus de tout le monde, et d'après les témoignages de notre vizir Hussein pacha, gouverneur de Belgrade, nous espérons et avons confiance qu'il ne s'écartera jamais de la conduite loyale et noble qu'il a suivie jusqu'à ce moment, et qu'il continuera ses fidèles services sous notre protection. Et comme il convient à notre éminente dignité d'accorder nos faveurs impériales à tous ceux qui ont donné des preuves positives de leur fidélité, notre bienveillance impériale a dû se manifester envers le susdit prince ; en conséquence, et suivant la lettre de notre gracieux hattî-chérif du 25 de la lune rébi-ul-éwel de cette année 1246, la dignité de prince de la nation serbienne reste assurée à perpétuité au titulaire possesseur du présent diplôme impérial. Après sa mort, la dignité de prince passera à son fils aîné, après lui à son petit-fils : ainsi elle restera toujours fixée dans sa famille. En cas de vacance à cette dignité, un nouveau bérat impérial de notre S. P. sera expédié au successeur. Cette principauté, par notre faveur spéciale, est ainsi à jamais accordée au dit prince et à sa famille.

En foi de quoi nous avons promulgué ce diplôme Impérial ordonnant :

Que le susdit bass-knès Miloch Obrénovitch gouverne la principauté de Serbie suivant les conditions convenues, qu'il remplisse exactement en toutes les circonstances les devoirs de la justice et de la fidélité ; qu'il porte surtout toute son attention et sa sollicitude à l'administration du pays, à en défendre et protéger les sujets, à régler les affaires de manière qu'il mérite d'être considéré comme prince élu de Notre S. P. par tous les fonctionnaires et tous les sujets du pays.

Quant à lui, suivant avec fermeté la voie de l'obéissance, de la soumission, de la probité et de la fidélité envers Ma S. P., et faisant tous les efforts pour l'accomplissement de ses devoirs conformément à notre volonté impériale, il ne manquera pas de mettre aux pieds de Notre trône impérial les affaires qui pourraient donner lieu à de nouvelles mesures administratives. Enfin il se servira dans son gouvernement et dans son administration des moyens de force et de pouvoir dont il est investi. Personne, qui que ce soit autre que lui, n'aura le droit de se mêler dans l'administration des affaires de la principauté. Que ce soit manifeste à tous, et qu'on prête foi au présent signe noble et sacré.

VII

Hatti-chérif, de novembre 1833.

« Qu'il soit fait en conséquence. »

Désirant récompenser la nation serbe, sujette de mon empire, pour la fidélité qu'elle a montrée envers ma S. P., j'ai en 1246, comme un témoignage éclatant de mes sentiments de bienveillance et de ma grâce impériale envers elle, délivré un firman orné de mon rescrit autographe (hatti-chérif) par lequel je lui concédais divers privilèges tels que : l'entière administration intérieure, l'incorporation des districts jadis enlevés à la Serbie, le paiement d'un impôt unique pour toutes les anciennes contributions, l'administration des propriétés des musulmans, esquels, hormis les garnisons, devraient quitter la Serbie dans l'espace d'une année.

La mise à exécution de ces diverses mesures a été différée, par suite du manque de renseignements sur certains points qu'il s'agissait de constater et qui avaient pour objet l'avantage commun des musulmans et des Serbes, mes sujets. Mais les doutes concernant cette affaire ayant été éclaircis, tous les obstacles aplanis, et tous les points de vue et toutes les propositions expliqués et résolus, ma volonté souveraine est, en procédant à l'exécution définitive des privilèges accordés à la nation serbe, qui recevaient un commencement d'exécution tandis que mes fonctionnaires conféraient avec l'ambassade russe, d'assurer les effets des privilèges et des faveurs concédés par le firman susmentionné; à l'effet de quoi il a été arrêté ce qui suit :

Les districts détachés de la Serbie, et qui ont été précédemment l'objet d'une contestation, de même que les autres districts de la Serbie, doivent être gouvernés par toi, ô prince! dans les limites constatées par les rapports des commissaires nommés et expédiés sur les lieux à cet effet et conformément aux plans topographiques qui ont été dressés. Ces districts sont : Kraïna y compris Klioutch, Tserna-Reka y compris Gourgousovatz, Banja et Svrlike, Alexinatx avec Rajan et Paratchine, Krouchevatz ou Aladjé-Ilissar, une portion de Stari-Vla y compris la partie de Novi-Bazar connue sous le nom de Brvenik et la contrée de Drina, composée de Iadar et de Radjevina.

Par conséquent, afin que ces districts rentrent sous l'administration serbe, des firmans spéciaux sont émanés et ont été expédiés aux gouverneurs de Vidin et de Belgrade, Hussein et Vedji pachas, ordonnant que des commissaires, choisis tant par toi que par Hussein pacha, se rendront sur les lieux, et qu'ils recevront des employés et autres gouverneurs qui se trouveraient dans le voisinage toute l'assistance nécessaire pour que cette affaire ait un terme. De plus, pour que les départements en question soient nettement délimités, l'on remettra à chaque

commissaire un exemplaire de la carte topographique délivrée au vizir susmentionné.

Mon firman précédent fixait à un an le délai pendant lequel les musulmans habitant les villes attenantes aux forteresses, à l'exception de Belgrade, pouvaient vendre avec avantage leurs propriétés. Mais comme l'insuffisance de ce terme a été reconnue, dans le but de modifier et de régulariser ce délai, ils sont autorisés à demeurer en Serbie cinq ans encore à compter du jour de la publication du présent firman. Pendant ce terme de cinq ans ils relèveront des vizirs respectifs de ces contrées, et seront gouvernés par les autorités musulmanes qu'eux-mêmes auraient choisies.

Toutes les provisions nécessaires, tant aux musulmans auxquels est accordé le terme de cinq ans, qu'aux soldats des garnisons qui y habiteront pour toujours, doivent être fournies par les Serbes contre paiement immédiat et sans aucune vexation ou exaction.

Les autorités musulmanes ne s'immisceront sous aucun prétexte dans les affaires des Serbes et vivront avec eux dans un parfait accord.

Ceux d'entre les musulmans qui voudraient émigrer avant l'expiration du délai de cinq ans devront obtenir toutes les facilités nécessaires pour vendre avantageusement leurs propriétés et pour le transport de leurs familles.

À l'expiration du terme stipulé, les musulmans habitant les villes seront obligés d'émigrer, et ceux établis dans les faubourgs, à l'exception de celui de Belgrade, devront se retirer avec leurs familles dans l'intérieur des forteresses ou bien ailleurs, de sorte qu'à l'avenir aucun musulman ne puisse derechef se fixer en Serbie.

De leur côté les Serbes devront payer les prix équitables des terres et des propriétés des musulmans avant leur émigration.

Les musulmans établis dans les faubourgs de Belgrade ne sont pas seulement destinés à former la garnison de cette forteresse, mais ils exercent de plus avec les Serbes un commerce avantageux. Par la raison que ces deux populations sont également sujettes de mon empire, et en vue de resserrer leurs liens, les musulmans habiteront à perpétuité les faubourgs de la forteresse de Belgrade, et seront sous la juridiction du gouverneur de ladite forteresse, mon Vizir Mehemed-Vedji pacha. Mais dans le but du maintien de la tranquillité publique, et pour la préserver de tout ce qui pourrait la troubler, les Serbes habiteront aussi, comme par le passé, ces faubourgs. Toi, prince, et tous les autres chefs serbes, y aurez un libre accès et sortie, et nulle molestation réciproque ne devra jamais avoir lieu.

Les musulmans comme les Serbes, moyennant le paiement des droits de douane fixés, jouiront à Belgrade d'une pleine liberté de commerce, et ces droits seront perçus par les Serbes.

Excepté les militaires sous les ordres du gouverneur, la garnison et les fonctionnaires serbes ou agents de police, nul ne pourra porter des armes dans le faubourg de Belgrade.

Les musulmans ne pourront ni bâtir des maisons, ni élever aucune construction au delà de ce faubourg.

Ils ne pourront pas non plus contrevenir aux ordonnances de police

que le gouverneur de Belgrade aurait adoptées de concert avec le prince.

Ni toi, ni la nation serbe, n'agirez jamais ni d'aucune manière contre les devoirs des sujets et la soumission due à ma Sublime Porte.

D'après les règlements en vigueur, l'émigration des sujets de la Sublime Porte d'une province à une autre et sans autorisation préalable étant défendue, ceux qui ne s'y conformeraient pas seront renvoyés dans leurs foyers respectifs et on prendra soin de ne pas contrevenir aux règlements susmentionnés.

Le gouverneur susmentionné et toi, vous aurez à vous entendre sur tout ce qui concerne l'ordre et la salubrité de la ville.

Le gouverneur et toi, vous vous entendrez également sur la faculté pour les sujets étrangers de trafiquer dans Belgrade et de demeurer dans ses faubourgs, afin que ces étrangers puissent trouver assistance et protection, conformément aux traités entre la Sublime Porte et les puissances amies.

Ceux des musulmans qui de leur propre gré voudraient vendre soit aux Serbes, soit à d'autres musulmans, les propriétés qu'ils possèdent à Belgrade pourront le faire sans aucun empêchement.

Mais les étrangers n'auront jamais le droit de posséder les biens-fonds ni à Belgrade ni dans les districts.

Aucun obstacle ne sera mis à ce que les musulmans et les Serbes vendent de leur propre gré, et réciproquement, les biens qu'ils possèdent.

Eu égard au relevé des contributions versées jusqu'ici par les Serbes dans mon trésor impérial, conformément au firman susmentionné, et le surcroît de dépenses occasionnées au pays par la remise de l'administration intérieure à ses chefs, désormais le tribut est fixé à la somme de 2 500 000 piastres, total dans lequel se trouvent compris la douane qui t'est confiée, les revenus des timars, des ziamets et des moukatas (moukadès), dont l'administration passera aux mains des Serbes, la capitation et toutes les contributions en général, qui se percevaient jusqu'ici tant en nature qu'en argent, sous quelque dénomination que ce fût. Ce tribut sera payé annuellement à Belgrade, et en deux termes, à partir de la Saint-Démètre de l'année courante, et à l'expiration de chaque semestre. Les Serbes auront l'administration de tous les revenus du pays, et la jouissance des produits de leurs terres.

Excepté les forteresses impériales qui existent en Serbie *ab antiquo*, toutes nouvelles fortifications telles que Tchoupria, Palanka et autres postérieurement érigées, devront être complètement démolies.

Les articles susmentionnés, complément du firman précité, étant confirmés par le présent hatti-chérif, il a été arrêté entre les ministres de la Sublime Porte et l'ambassade de Russie de procéder à son entière exécution.

Ma volonté souveraine étant que les articles précités soient compris et exécutés, j'ai délivré mon noble rescrit autographe, et deux firmans sont expédiés, l'un au gouverneur de Belgrade, qui lui enjoint de se concerter avec toi pour l'exécution des dispositions ci-dessus, l'autre au pacha de Vain, ayant trait à la délimitation des départements en ques-

tion, et à la transmission des instructions nécessaires relatives aux autres articles de ce firman.

Ce firman, orné de mon hattî-chérif, a été donné pour te communiquer cet état de choses.

Ainsi, prenant connaissance de ma volonté souveraine, tu auras soin de travailler à l'arrangement et à l'exécution des points susmentionnés, de concert avec les deux pachas précités. Et, reconnaissant les bienfaits dont la nation serbe a été comblée de ma part, tu apporteras tes efforts à agir en toute circonstance de manière à être agréable à ma Sublime Porte; et, évitant sous tous les rapports de molester mes sujets établis sur le territoire soumis à ton gouvernement, tu chercheras à m'attirer, ainsi qu'à toi-même, leurs vœux et leurs bénédictions. J'espère que, comme par le passé, tu te montreras le serviteur de ma Sublime Porte en agissant conformément aux devoirs des sujets et en évitant d'y contrevenir.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS INÉDITS

a) *Archives des Affaires étrangères*, à Paris :

- 1° Correspondances politiques (*Autriche*), vol. 375-394.
- 2° — — — (*Turquie*), vol. 207-250.
- 3° — — — (*Russie*), vol. 145-155.
- 4° Mémoires et documents (*Turquie*), vol. 16 et 58.
- 5° Cartons consulaires de *Travnik*, I, II et III.
- 6° — — — de *Bucharest*, I et II.
- 7° — — — de *Yassy*, I.

b) *Archives de la Bibliothèque Polonaise*, à Paris.

Dossiers : Nesselrode, Stroganoff, etc.

II. — DOCUMENTS PUBLIÉS

- 1° NÉNADOVITCH (L.-P.). *Prilozi za srpskou istoriou* (Documents pour servir à l'histoire serbe), fasc. I et II, Belgrade, 1858 et 1861, in-16.
- 2° NÉNADOVITCH (L.-P.). *Protokol pissama proté Matié Nénadovitcha o ratoraniou kraï Driné*, 1811, 1812 et 1815. (Registre des lettres de l'archiprêtre Mathieu Nenadovitch relativement à la campagne sur la Drina, en 1811, 1812 et 1815.) Belgrade, 1861, in-16°, 184.
Oustanak srbski od 1806-1810. (L'insurrection serbe de 1806 à 1810) 2 vol. in-8°, Neusatz 1866.
- 3° POPOF (Nil). *Perepiska barona Stroganova s Milochem Obrenovitchems 1817-1826, godah*. (Correspondance du baron de Stroganof avec Miloeh Obrenovitch de 1817 à 1826.) Moscou, 1866, in-8°.
- 4° NÉNADOVITCH (L.-P.). *Memoari proté Matié Nénadovitcha*. (Mémoires de l'archiprêtre Mathieu Nenadovitch.) Belgrade, 1867, in-16. Annexes p. 219-382.
- 5° BOGHICHITCH (Valtazar). *Razbor solchinénia N. A. Popova « Rossia i Serbia »*. (Critique de l'ouvrage de N. A. Popof « Russie et Serbie », St-Petersbourg, 1872, in-8°. Annexes p. 50-247.
- 6° THIERS (A.). *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1874.
- 7° MARTENS (F. de). *Recueil des traités conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, St-Petersbourg, 1876, gr. in-8°.

8° PETROVITCH (Voukachine et Nicolas). *Gradja za istoriou Kraliévine Srbié. Vréme prvé vladé Kneza Milocha*. (Documents pour servir à l'histoire du Royaume de Serbie. Epoque du premier règne du prince Miloch.) Belgrade, 1884, 2 vol. in-8°, I 488, II 562.

9° HURMUZAKI. *Documente privitoare la Istoria Romanilor*. Supp. I, t. II et III. Bucharest, 1885-1886.

10° BOPPE (Auguste). *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon I^{er} de 1809 à 1814*. Belgrade, 1888, in-8°, 124.

11° PETROVITCH (Mita). *Finansié i oustanové obnovliéné Srbié do 1842*. (Finances et institutions de la Serbie ressuscitée jusqu'en 1842.) Belgrade, 1897. vol. I, in-gr. 8°, xxix et 1032.

12° OULIANITSKY (A.-V.). *Matériali k istorii vostotchnavo vaprosa v 1811-1815 g.* (Documents pour servir à l'histoire de la question d'Orient de 1811 à 1815). Moscou, 1901, gr. in-8°, XVI, 196.

15° NORADOUNGHIAN-EFFENDI. *Actes internationaux de la Porte ottomane*, t. II. Paris, 1904.

14° BALASTCHEF. *Néizdati tourski dokoumenti o srpskom oustankou 1805-1815*. (Documents turcs inédits sur l'insurrection serbe de 1805 à 1815.) Belgrade, 1905, 8°.

15° BRUNSWIK (Benoît). *Recueil de documents relatifs à la Serbie*. Constantinople, 1876, in-8°, XVI, 92.

16° UBICINI (A.) *Les Serbes de Turquie, etc.* Paris, 1865, in-16, 336.

17° Documents ou résumés des documents, publiés dans les périodiques suivants :

Journal Ministerstva narodnavo prosviéchtchénia. (Journal du Ministère de l'instruction publique.) St-Pétersbourg, 1875, novembre.

Revue de droit international et de législation comparée. Bruxelles, 1877, t. IX.

Historitcheski matériali ministerstva gossoudarstvénihimouchtchestv. (Matériaux historiques tirés des archives du Ministère des domaines de l'Etat.) St-Pétersbourg, fasc. I. St-Pétersbourg, 1891.

Revue d'histoire diplomatique. Paris, 1890, 1^{er} juillet.

Revue Historique. Paris, t. XCI et XCIII (1906-1907).

Recueil de la Société Impériale d'histoire de Russie, St-Pétersbourg, t. III, VI, LXXII et LXXXII.

Rouski Viéstnik (Le Messenger russe) pour l'année 1863, juillet et août;

Rouski Arkhiv (Les Archives russes) pour l'année 1878, janvier;

Rouskaïa Starina (L'Antiquité russe) pour l'année 1892, décembre, et 1893, janvier;

Goloubitsa (La Colombe) pour l'année 1843 et 1844;

Spomenik Srpske Kraliévske Akadémié (Annales de l'Académie Royale de Serbie), t. II, XIX, XXXI et XXXVII;

Srpski Knijévni Glasnik (Le Messenger serbe de littérature) pour l'année 1903, du 16 mai, 1^{er} juillet et 1^{er} août et pour 1904, du 1^{er} juin, du 4^{er} et du 16 octobre.

Délo (OEuvre), 1904, septembre.

III. — OUVRAGES DIVERS¹

- 1° TCHITCHAGOF (L'amiral). *Mémoires*, Leipzig, 1862, in-16, 229.
- 2° POPOF (N.). *Serbia i Rossia. Oteherk rousskavò pokrovitelstva Serbii* (Serbie et Russie. Esquisse de la protection russe de la Serbie). Moscou, 1869, 2 vol.
- 3° SAINT-RENÉ TAILLANDIER. *La Serbie au XIX^e siècle. Kara-George et Miloch*, II^e éd. Paris, 1875, in-16, 413.
- 4° TESTA (J. DE). *Recueil des traités de la Porte Ottomane avec les puissances étrangères, etc.* Paris, 1864-1894, 8 vol. in-8°.
- 5° SOLOVIÉF (Serge). *Imperator Alexandr Pervi. Politika. Diplomatiya.* (L'empereur Alexandre I^{er}. Politique. Diplomatie.) Saint-Pétersbourg, 1877, gr. in-8°.
- 6° SOREL (A.). *L'Europe et la Révolution française*. Paris.
- 7° RANKE (Léopold). *Serbien und die Türkei in neunzehnten Jahrhundert.* Leipzig, 1879.
- 8° VANDAL (A.). *Napoléon et Alexandre I^{er}*. Paris.
- 9° METTERNICH (Le prince Clément de). *Mémoires et documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, chancelier de Cour et d'État.* Paris, 1880-1884, 8 vol. in-8°.
- 10° BEER (Adolf). *Die Orientalische Politik Oesterreichs, seit 1774.* Prague und Leipzig, 1885, gr. in-8°.
- 11° PETROF (A.). *Voïna Rossii s Tourtsièi, 1806-1812.* (La guerre russo-turque de 1806 à 1812). Saint-Pétersbourg, 1885-1887, 3 vol., I, VIII, 414; II, 575; III, 468.
- 12° MILOUTINOVITCH-SARAÏLIA (S.). *Istoria Srbiè od potchétkà 1813 do kontsa 1815 godiné.* (L'Histoire de la Serbie, du commencement de 1813 jusqu'à la fin de 1815), 2^e éd. Belgrade, 1888, in-8°.
- 13° KRONES (Franz Ritter von). *Josef Freiherr von Simbschen and die Stellung Oesterreichs zur serbischen Frage (1807-1809).* Wien, 1890, gr. in-8°, 134.
- 14° NENADOVITCH (Mathieu, l'archiprêtre). *Mémoari* (Mémoires), 2^e éd. de L. Kovatchévitch. Belgrade, 1893, in-12, XXV et 311.
- 15° ARSÉNIÉVITCH-BATALAKA (L.). *Istoria srpskog oustanka.* (Histoire de l'insurrection serbe.) 2 vol. gr. in-8°. Belgrade, 1898-1899.
- 16° KARADJITCH (Vouk Steph). *Skouplièni istoriski i etnografski spisi.* (Ouvrages historiques et ethnographiques réunies), t. I. Belgrade, 1898, in-8°.

1. Je ne cite ici que des ouvrages dont je me suis servi dans mon travail. Pour de plus amples renseignements, surtout en ce qui concerne les publications françaises sur l'histoire serbe, je renvoie les lecteurs à l'ouvrage de Petrovitch (Nicolas). *Essai de bibliographie française sur les Serbes et les Croates (1547-1900)*. Belgrade, 1900, in-8°, XII, 314.

- 17° NOVAKOVITCH (St). *Itchkov Mir. Pokouchaï néposrednog izmirénia Srbié i Tourské 1806-1807*. (Le traité de paix négocié par Itchko. Essai d'une reconciliation directe entre la Serbie et la Turquie.) Belgrade, 1903, gr. in-8°.
- 18° NOVAKOVITCH (St): *Vaskrs drjavé srpské*. (La résurrection de l'État serbe), 1804-1813, 2° éd. Belgrade, 1904, in-16.
- 19° NOVAKOVITCH (St). *Oustanak na dahié*, 1804. (L'Insurrection contre les dahis, 1804). Belgrade, 1904, gr. in-8°.
- 20° DRIAULT (Édouard). *La politique orientale de Napoléon. Sebastiani et Gardanne* (1806-1808). Paris, 1904, gr. in-8°.
- 21° Φιλημονος (Ιωαννου). *Δοχιμίων ιστορίκων περί τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπαναστάσεως*. (*Fragment sur l'histoire de l'indépendance grecque*.) Athènes, 1859.
- 22° CUNIBERT (A.). *Essai sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*. 2 vol, Paris, 1854.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

VU ET ADMIS A SOUTENANCE
le 9 octobre 1906.

Le doyen de la Faculté
des Lettres de l'Université
de Paris,

A. CROISSET.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	I
-----------------------	---

INTRODUCTION

Coup d'œil sur l'histoire des Serbes depuis leur établissement dans la péninsule balkanique. — Étienne Nemanja et la formation du premier État serbe (1170). — Le tsar Douchan le Fort et l'empire serbe (1345). — Émancipation de l'Église serbe et création du patriarcat d'Ipek (1345). — Décadence de l'empire. — Invasion turque et le désastre de Maritsa (1371). — Le prince Lazare Hrébelianovitch. — La Bosnie, royaume serbe. — Kossovo (1389). — Chute successive des États serbes (1454-1498). 1

Régime turc dans les pays serbes. — Administration politique. — Le droit musulman et les terres conquises. — Distribution des terres aux spahis. — Conversion des propriétaires serbes en Bosnie-Herzégovine. — Charge des paysans serbes au XVIII^e siècle. — Indiscipline des janissaires et institution des tchitlouks. 4

Conséquences du régime turc. — Haïdouks et Uscoques. — Émigration des Serbes en Hongrie. — Exploits des Serbes de Hongrie, leur organisation. — Nouvelle émigration des Serbes en Hongrie (1689). — Despote Georges Brankovitch. — Privilèges des Serbes de Hongrie (1690). — Pierre-le-Grand et les Serbes du Monténégro. — Traité de Passarowitz et administration autrichienne en Serbie (1718-1759). — Nouvelle guerre austro-turque et nouvelle émigration des Serbes en Hongrie (1757). — La Serbie retombe sous la domination turque (1759). — Suppression du patriarcat serbe d'Ipek (1764). — Nouveaux privilèges des Serbes de Hongrie. — Accord austro-russe de 1782. — La Serbie dans le projet austro-russe de partage de la Turquie. — Nouvelles guerres russo-turque et austro-turque. — Soulèvement des Serbes de Turquie. — Kotchina Kraïna (1788). — Corps francs serbes. — Mort de Joseph II et réaction de l'Europe contre la politique austro-russe. — Politique de la Prusse et déclaration de Reichenbach (1790). — Armistice austro-turc; le principe du *statu quo*. — Indignation des Serbes de Turquie contre l'Autriche. — L'archimandrite Étienne Yovanovitch et ses efforts pour obtenir en faveur de la Serbie l'autonomie à la façon de la Valachie et de la Moldavie. — Traité de Sistova (4 septembre 1791). 7

CHAPITRE I

I. — Les Serbes du pachalik de Belgrade et le traité de Sistova. — Projet de réformes militaires en Turquie et réaction contre les janis-

saires. — L'Autriche et les officiers serbes. — Déclaration du lieutenant Alexa Nénadovitch (1791). — Gouvernement d'Ebou-Békir-Pacha dans le pachalik de Belgrade. — Hatti-chérif de 1793. — Osman Pasvan Oglou de Vidin. — Chachit-Pacha et réapparition des janissaires (1795). — Sa révocation et nomination de Hadji-Moustapha-Séniki (1795). 17

II. — Hadji-Moustapha-Séniki et les janissaires. — Hadji-Moustapha et Pasvan-Oglou. — Échec de la Porte contre Pasvan-Oglou (1798). — Assassinat du knèze serbe Ranko Lazarévitch et exécution des janissaires coupables. — Organisation des troupes des raïas dans le pachalik de Belgrade. — Prise de Belgrade par les janissaires de Vidin; leur défaite par les raïas. — Nouvelle attaque des janissaires de Vidin, prise de la ville et de la forteresse de Belgrade et assassinat de Hadji-Moustapha-Pacha (1801). 25

III. — Usurpation du pouvoir du gouverneur par les janissaires et gouvernement des dahis. — Invasion du pachalik par des janissaires. — Régime de tyrannie et mécontentement général de la population. — Serbes et Turcs préparent l'insurrection contre les dahis. — Échec d'une tentative d'insurrection des Turcs à Pojarévats (1802). — Une lettre au commandant autrichien Mittesser interceptée par les dahis. — Plan de massacre de tous les notables serbes du pachalik de Belgrade (fin 1803). 27

CHAPITRE II

I. — Exécution des knèzes Nénadovitch et Birtchanine (4 fév. 1804). — Les échappés : Kara-George Pétrovitch. — Début de l'insurrection dans la Choumadia. — Réunion d'Orachats et élection de Kara-George comme commandant en chef. — Négociations de Drloupa et de Hassan-Pachina-Palanka; tentatives infructueuses des dahis pour calmer l'insurrection. — Prise de Roudnik (18 mars 1804). 52

II. — Insurrection dans la partie ouest du pachalik. — Mission de l'archiprêtre Nénadovitch à Zemlin. — Delli-Ahmet. — Prise de Valiévo (18 mars 1804). — Lettre de l'archiprêtre Nénadovitch à l'archevêque Stratimirovitch et au général Geneyne; leurs réponses. — Bataille de Tchokéchina et prise de Chabats (30 avril 1804). 56

III. — Première entrevue de l'archiprêtre Nénadovitch avec Kara-George. — Intervention du gouvernement autrichien pour le rétablissement de la paix. — Échec de la conférence de Zemlin (10 mai 1804). — Envoi des conditions serbes au Sultan. — Le quartier général des insurgés à Toptchidère, près Belgrade (21 mai 1804). 42

IV. — Insurrection dans la partie est du pachalik. — Milenko Stoïkovitch et Pierre Dobrniats. — Siège et capitulation de Pojarévats (fin mai 1804). — Arrangement avec les Turcs de Smédérévo (Semen-dria). — Premier emprunt contracté à Zemlin par les insurgés. — Immigration des officiers serbes de l'Autriche. — Le capitaine Tchar-daklia. — On décide l'envoi d'une députation à l'empereur Alexandre. — Message d'Ebou-Békir-Pacha, visir de Bosnie. — Suspension des hostilités (juin 1804). 47

CHAPITRE III

I. — Attitude de la Porte envers l'insurrection serbe. — Arrivée d'Ebou-Békir-Pacha pour rétablir l'ordre dans le pachalik de Belgrade. — Fuite de dahis et leur exécution à Ada-Kalé (6 avril 1804). — Installation du pacha dans la forteresse de Belgrade. — Présentation des vœux serbes au pacha et demande par les insurgés d'une garantie de l'Autriche. — Refus du pacha... 50

II. — Départ de la députation serbe pour Saint-Petersbourg (15 septembre 1804). — Théodore Philipovitch, professeur à Kharkof, secrétaire de la députation. — Arrivée à Saint-Petersbourg (7 novembre 1804). — Coup d'œil sur la politique orientale de la Russie depuis le traité de Yassy (1792-1804). — L'Autriche et l'insurrection serbe. — Audience des députés serbes chez le prince Czartoryski. — Conseils du gouvernement russe aux Serbes. — Retour des députés (26 décembre 1804). 55

III. — Ebou-Békir, prisonnier de Gouchanats-Ali. — Rançon payée par les insurgés à Gouchanats et mise en liberté du pacha. — Échec de la mission d'Ebou-Békir et son départ pour la Bosnie (novembre 1804) 63

CHAPITRE IV

I. — Retour des députés de Saint-Petersbourg (janvier 1805). — Assemblée des chefs serbes à Pétchani (avril 1805). — Médiation des princes de Valachie et de Moldavie. — Envoi d'une députation serbe à la Porte. — Mesures prises par la Porte pour réprimer l'insurrection serbe 66

II. — Audience des députés chez le kyaya-bey (le 23 juin 1805). — Relations secrètes entre les députés et la légation russe à Constantinople. — Intervention du ministre de Russie en faveur des Serbes. — Méfiance de la Porte envers la Russie. — Hafiz Pacha de Nisch, nommé gouverneur du pachalik de Belgrade, — Opposition du gouvernement russe contre cette nomination. — Échec des démarches d'Italinsky. — Conseils aux Serbes de résister à Hafiz. — Retour du député Jivkovitch en Serbie. — Évasion de Constantinople des deux autres députés (août 1805). 69

III. — Extension de l'insurrection : prise de Karanovats (juin 1805), capitulation de la forteresse d'Oujtsé (août 1805). — Lutte contre la Porte : échec de Hafiz Pacha à Ivankovats (18 août). — Organisation du gouvernement serbe : institution du Sénat. — Prise de Semendria. — Grands préparatifs militaires de la Porte contre la Serbie. — Pétitions des insurgés au tsar et à l'empereur François (nov. 1805). — Retour des députés serbes, évadés de Constantinople. — Envoi d'une nouvelle pétition au Sultan (janvier 1806). 74

IV. — Envoi d'une députation à Vienne (janvier 1806). — Position de l'Autriche depuis le traité de Presbourg. — Bons offices demandés par la Porte à l'Autriche. — Avis du comte de Stadion. — Audience des députés serbes chez le baron Wallenburg. — Retour des députés. — Démarches de l'Autriche à Constantinople (mars 1806) 80

CHAPITRE V

I. — La « Guerre Sainte » contre les Serbes. — Préparatifs de la Porte. — Nouvelles mesures de la Russie en faveur des Serbes. — Note russe à la Porte, du 30 mars 1805. — Intervention de l'empereur d'Autriche auprès du Sultan. — Echec de l'intervention austro-russe. — Démarches de la Porte pour prévenir l'intervention de la France (mai 1806). 85

II. — La Serbie menacée par plusieurs armées turques. — Demande de secours au général Michelson, commandant en chef de l'armée russe du Danube. — Victoire serbe à Tchoutchoughé (15 avril 1806). — Appel de Kara-George au prince-évêque de Monténégro. — Passage de la Drina par la grande armée turque de Bosnie. — Arrivée d'un envoyé du général Michelson au camp serbe (juin 1806). — Négociations de l'archiprêtre Nénadovitch avec les pachas de Bosnie. — Marche de l'armée turque de Roumélie contre Deligrade. — Position critique des Serbes. — Mission de Pierre Itchko à Constantinople (juillet 1806). — Désastre turc à Michar (avril 1806). — Echec de l'armée turque à Deligrade (août 1806). 93

III. — Arrivée d'Itchko à Constantinople (août 1806). — La politique de la France envers la Porte depuis le traité d'Amiens. — Napoléon contre Alexandre. — Note de Talleyrand à Mouhib Effendi (23 juin 1806). — Nomination du général Sébastiani au poste d'ambassadeur à Constantinople. — Entretien du général Sébastiani au poste d'ambassadeur à Constantinople. — Entretien du général Sébastiani avec le prince Ipsilanti à Bucharest (juillet 1806). — Lutte entre la France et la Russie à Constantinople. — Itchko et Italinski. — Effet des victoires serbes. — Embarras de la Porte. — Acceptation par la Porte des desiderata serbes. — Nomination de Hassan-Bey de Nich au poste de mohasil à Belgrade (septembre 1806). 100

CHAPITRE VI

I. — Arrivée d'Itchko et de Hassan-Bey à Semendria. — Concessions de la Porte. — Tentatives serbes pour faire évacuer les forteresses de Belgrade et de Chabats par les troupes turques. — Assemblée de Semendria. — Adresse de remerciements au Sultan (novembre 1806). — Retour d'Itchko à Constantinople. — Prise de Belgrade par les insurgés (12 décembre 1806). — Capitulation de la forteresse de Belgrade (27 décembre 1806). — Capitulation de la forteresse de Chabats (7 février 1807). 109

II. — Continuation de la lutte entre la France et la Russie à Constantinople. — Rupture entre la Porte et la Russie et déclaration de la guerre (décembre 1806). — Convention serbo-turque du 25 janvier 1807. 115

III. — Relations russo-serbes à la fin de 1806. — Manifeste du général Michelson aux Serbes (janvier 1807). — Massacre du pacha de Belgrade et de sa suite. — Massacre des Turcs à Tchoupria. — Massacre des Turcs de Belgrade. — Assemblée des chefs serbes. — Vote de l'alliance russo-serbe et rejet de la convention serbo-turque (mars 1807). 116

CHAPITRE VII

. — Envoi d'une députation au général Michelson (mai 1807). — Jonction des troupes serbes et russes (17 juin 1807). — Défaite turque à Malainitsa (1^{er} juillet 1807). — Siège de Négotine par les troupes alliées. 121

II. — Mission du colonel Paulucci en Serbie (juillet 1807). — « Convention » russe-serbe du 10 juillet 1807. 125

III. — Nomination d'un résident russe en Serbie (juin 1807). — Arrivée de Rodofinikine à Belgrade et sa réception (août 1807). — Lettres du général Michelson à Kara-George et au Sénat serbe. . . 129

CHAPITRE VIII

I. — Révolution à Constantinople, déposition de Sélim III, avènement de Moustapha IV (mai 1807). — Traité de Tilsit (7 juillet 1807). — Suspension des hostilités entre les Russes et les Turcs. — Médiation de la France pour la conclusion d'un armistice. 133

II. — Négociations entre le général Issaïef, commandant des troupes russes en Serbie et les commandants turcs de Vidin. — Retraite des troupes russes à l'île de Kerbov. — Indignation en Serbie (juillet-août 1807). 135

III. — Négociations entre les Russes et les Turcs à Slobodzéa (août 1807). — Refus des Turcs d'admettre les Serbes dans l'armistice. — L'armistice du 24 août 1807. — Article séparé relatif aux Serbes. — Mort du général Michelson (1^{er} septembre 1807). — Ratification de l'armistice par le général Meyendorf. — Mécontentement parmi les Serbes. — La Serbie menacée par les Turcs du côté de Nisch. — Intervention de Rodofinikine auprès de Kourchid Pacha. — Succès serbe sur la Drina. — Alexandre refuse de ratifier l'armistice. — Nomination du prince Prosorovsky au commandement en chef de l'armée russe du Danube. — Ses négociations avec le grand-vizir et le général Sébastiani. — Engagement pris par la Porte de laisser les Serbes en paix jusqu'à la conclusion de la paix définitive avec la Russie (novembre 1807). 138

IV. — Nouvelle tentative de la Porte pour s'arranger directement avec les Serbes et les séparer des Russes. — Mission de l'archevêque Axentius à Belgrade (novembre 1807). — Intervention du patriarche de Constantinople auprès des chefs serbes. — Réponse de Kara-George au patriarche. — Départ de l'archevêque Axentius pour Constantinople (décembre 1807). 146

CHAPITRE IX

I. — Intrigues des agents autrichiens en Serbie. — Nomination du maréchal Simbschen au poste de commandant de la frontière autrichienne. — Lettre de Kara-George à l'archiduc Charles. — Entrevue du maréchal autrichien avec le chef serbe (4 avril 1808). — Politique

du résident russe à Belgrade. — Lettre du maréchal autrichien à Kara-Georges (4 mai 1808). — La communication au prince Prosorovsky. — Pourparlers entre les délégués serbes et autrichiens. — Réaction contre l'Autriche en Serbie. — Lettre de Kara-George et du Sénat serbe au maréchal Limbschen. — Suspension des négociations. — Explications demandées par le prince Kourakine au comte de Stadion au sujet de la lettre du maréchal Simbschen à Kara-George. — Rupture des négociations entre les Serbes et les Autrichiens (juin 1808). . . . 150

II. — Efforts du prince Prosorovsky pour combattre l'influence autrichienne en Serbie. — Querelles intérieures en Serbie. — Le Sénat contre Kara-George. — Intervention du prince Prosorovsky et apaisement. 153

III. — Négociations entre le prince Prosorovsky et le Grand-vizir. — Nouvelle tentative de la Porte pour traiter directement avec les Serbes. — Mission de l'archevêque Denis en Serbie (octobre 1808). — Conférences de Goloubinié (13 octobre). — Intervention de Molla-Pacha de Vidin. — Échec des négociations (décembre 1808). 161

CHAPITRE X

I. — Échec des négociations entre la Russie et la Porte à Paris (janvier 1808). — Projet de partage de l'empire ottoman entre la France et la Russie (mars 1808). — Le sort réservé à la Serbie. — La convention d'Erfurt (12 octobre 1808.) — La Serbie reste province turque. 167

II. — Négociations directes entre la Russie et la Porte. — Le tsar demande pour la Serbie l'autonomie sous la protection de la Russie. — Le résident russe à Belgrade; organisation du gouvernement serbe. — Premier projet de constitution du 10 août 1807. — Nouveau projet du 14 novembre 1808. — État de la Serbie à la fin de 1808. — Propositions de Rodofnikine tendant à consolider l'influence russe en Serbie. 175

III. — Impopularité en Serbie de Rodofnikine et des Grecs en général. — Intrigues des agents autrichiens contre l'influence russe en Serbie. — Le résident russe soupçonné d'avoir envoyé des faux rapports à son gouvernement. — Méfiance des chefs serbes envers Rodofnikine. — Envoi d'une députation au tsar. — Nouvelle intrigue des agents autrichiens et coup d'État du 26 décembre 1808. — Kara-George proclamé chef suprême héréditaire. 178

CHAPITRE XI

I. — Objections du prince Prosorovsky au projet de Rodofnikine du 14 novembre 1808. — Avis du tsar. — La députation serbe à Bucharest. — Conférences du prince Prosorovsky et du général Koutousof avec Ivan Yougovitch (janvier-février 1809) 181

II. — Alliance anglo-turque du 5 janvier 1809 et la Russie. — Ultimatum russe à la Porte. — Arrivée à Bucharest des plénipotentiaires turcs et d'une nouvelle députation serbe (mars 1809). — Déclaration

du prince Prosorovsky aux députés serbes. — Les instructions des plénipotentiaires russes, nommés pour négocier avec les Turcs.. 191

III. — Nouvelle tentative de la Porte pour traiter directement avec les Serbes. — Lettre de Kourchid-Pacha à Kara-George. — Refus du chef serbe de négocier. — Concentration des troupes turques sur les frontières de la Serbie. — Rupture entre la Russie et la Porte. — Échange des assurances d'amitié entre Kara-George et le prince Prosorovsky.. 194

CHAPITRE XII

I. — Réouverture de la campagne par les Serbes (avril 1809). — Bataille de Souvodol. — Prise de Novi-Bazar par Kara-George (18 juin 1809). — Désastre serbe à Kaménitsa (31 mai 1809). — Retraite de Kara-George. — Demande de secours aux Russes. — Négligences du prince Prosorovsky. — Sièges de Déligrade par les Turcs. — Levée en masse des Serbes. — Chute de Déligrade (15 août 1809). — Discorde parmi les chefs serbes. — Chute de Yagodina et de Pojarévats (fin d'août 1809). — Fuite de Rodofinikine à Pancsova (18 août 1809). — Prise d'Ismail par les Russes (26 sept. 1809). — Évacuation de la Serbie par les Turcs (octobre 1809). 196

II. — Mécontentement contre les Russes en Serbie. — Kara-George demande la protection de Napoléon (18 août 1809). — Mission du capitaine Voutchinitch à Bucharest et à Vienne. — Réponse du duc de Cadore à Kara-George (17 octobre 1809). — Conférence entre le capitaine Voutchinitch et le colonel Mériage. — Nouvelle lettre de Kara-George à Napoléon, du 23 janvier 1810. — Mission du capitaine Voutchinitch à Leybach et à Paris (avril-mai 1809). 202

III. — Reprise des négociations entre les Serbes et les Autrichiens. — Kara-George demande à l'empereur d'Autriche protection et secours, et lui offre les principales forteresses de la Serbie (28 août 1809). — Entrevue de Kara-George et du maréchal Simbschen, du 28 décembre 1809. — Desiderata serbes et leur incompatibilité avec les conditions de la Porte, communiqués au cabinet de Vienne. — Tentatives de pourparlers avec Gouchanats-Ali et Redjeh-Aga. — Kara-George offre de nouveau à l'Autriche la forteresse de Belgrade. — Échec de la mission d'Ivan Yougovitch à Vienne (avril-mai 1810).. 209

CHAPITRE XIII

I. — Les Serbes et les Russes, après la fuite de Rodofinikine de Belgrade. — Pierre Dobrniats et Kara-George. — Le nouveau commandant de l'armée russe du Danube, prince Bagration, promet des secours aux Serbes et envoie de l'argent à Kara-George (octobre 1809). — Nouvelle discorde entre les chefs serbes; les russophiles l'emportent. — Skouptchina de Hassan-Pachina Palanka (5 décembre 1809). — Envoi d'une députation au prince Bagration. — Refus de reconnaître les démarches faites par Kara-George auprès des Français et des Autrichiens. — Mesures prises pour envoyer des troupes russes en Serbie. — Rappel de Bagration. 221

II. — Le nouveau commandant en chef, comte Kamensky, et le plan de campagne de son prédécesseur. — Sa décision de ne pas envoyer de troupes en Serbie. — Mécontentement à Belgrade. — Mission de Milan Obrénovitch à Bucharest. — Le comte Kamensky se rend à la demande serbe et promet des secours en troupes. — Passage du général Zucato en Serbie (17 juin 1810). — Attaque de Déligrade par Kourchid-Pacha (21 juillet 1810). — Kara-George reçoit les renforts russes du général Orourk. — Échec de Kourchid-Pacha à Yassika (7 septembre). — Nouvel échec de Kourchid à Varvarine (18 septembre). — Evacuation par les Turcs de Prahovo et de Brégovo. — Bataille de Loznitsa. — Fin de la campagne de 1810. — Les russophobes en Serbie. — Projet de Mladen Milovanovitch. — Coup d'État du 20 janvier 1811. — Nouvelle constitution, création d'un ministère, — Opposition de plusieurs chefs. — Menaces de Kara-George. — Blanc-seing. — Mladen Milovanovitch, ministre de la guerre. — Démissions de Milenko Stoïkovitch et de Pierre Dobrniats. — Leur exil (19 février 1811). — Disgrâce de Miloch Obrénovitch. 226

III. — Nomination du général Koutousof comme commandant en chef de l'armée russe du Danube. — Son plan de campagne et les Serbes (avril 1811). — Désastre turc près de Rouchtchouk (octobre 1811). — Pourparlers entre le grand-vizir et le général Koutousof. — Nomination des plénipotentiaires russo-turcs pour négocier la paix. 252

CHAPITRE XIV

I. — Politique générale de l'Europe envers la Turquie, depuis 1810. — État d'esprit en Autriche : mémoire du général Radetzki. — Mission de Metternich à Paris (juillet 1810). — Napoléon et la question serbe. — Délérations à Vienne au sujet d'une occupation éventuelle de Belgrade par les troupes autrichiennes (août 1810). — Projet de création d'un consulat autrichien à Belgrade. — Médiation de l'Autriche entre la Porte et les Serbes. — Refus de Kara-George d'accepter le consul autrichien à Belgrade (septembre 1810). — Rappel du maréchal Simbschen. — Échec de la médiation autrichienne à Constantinople (novembre 1810). — La Russie et l'Autriche en 1811. — L'empereur Alexandre, menacé, prêt à sacrifier la Serbie (février 1811). — Position de la Russie à la veille des négociations pour la paix. 256

II. — Négociations de Giurgévo (fin octobre 1811). — La question serbe. — Campagne de la France et de l'Autriche contre la Russie à Constantinople. — Les plénipotentiaires turcs refusent de signer le protocole des conférences. — La convention du 7 novembre. — Négociations à Bucharest (janvier 1812). — Discussions. — Concessions. — Conclusion du traité de Bucharest (16 mai 1812). — Clauses de l'article VIII du traité au sujet de la Serbie. 244

III. — Nomination de l'amiral Tchitchagof au poste de commandant en chef de l'armée du Danube (mai 1812). — Idée d'une alliance russo-turque. — Histoire des ratifications du traité de Bucharest. — Projet d'une levée des Slaves de Turquie et d'une expédition militaire en Dalmatie et en Italie. — Projet d'une expédition contre Constantinople. — La guerre franco-russe. — Rappel de l'amiral Tchitchagof et de l'armée russe du Danube 250

CHAPITRE XV

I. — Envoi d'une députation au tsar (janvier 1812). — Les Serbes ignorent le traité de Bucharest. — Lettre de Kourchid-Pacha à Kara-George. — Instructions de l'amiral Tchitchagof au résident russe à Belgrade. — Mission du général Ivélitch en Serbie. — Évacuation de la Serbie par les Russes. — La Skouptchina de Vratchevchnitsa; acceptation par les Serbes de l'article VIII du traité de Bucharest (27 août 1812). 256

II. — Retour d'Italinsky à Constantinople; disposition de la Porte envers les Russes et les Serbes. — Action de l'ambassade française à Constantinople contre la Russie. — Succès des intrigues de l'inter-nonce. — Nomination de Kourchid-Pacha au poste de grand-vizir (11 septembre 1812). — Exil de Galib-Effendi et décapitation des frères Morousi. — Négociations turco-serbes, au sujet de l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest. — Envoi d'une députation serbe à Constantinople (octobre 1812). — Démarches d'Italinsky en faveur des Serbes. — Transfert des négociations à Nisch. — Audience des députés serbes chez le grand-vizir à Choumla. 264

III. — Les chefs serbes et Molla-Pacha de Vidin. — Propositions serbes à la Porte, du 13 janvier 1813. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Nisch. — Négociations avec Tchélébi-Effendi, commissaire de la Porte. 275

CHAPITRE XVI

I. — Démarches d'Italinsky à la Porte en faveur des Serbes. — Réaction du gouvernement autrichien contre l'influence russe en Serbie. — Protestations de la Porte contre le séjour du résident russe en Serbie (décembre 1812). — Conférences du reis-effendi avec le drogman russe Fonton, au sujet des affaires serbes. — Rejet par la Porte de l'intervention russe. — Instructions d'Italinsky au résident russe en Serbie. 278

II. — Situation de la Serbie au printemps de 1813. — Réduction des desiderata serbes. — Kara-George demande la permission du tsar de s'installer en Russie. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Sofia. — Les Turcs refusent de céder. — Position critique des Serbes. — Conférence de Nédoba avec Kara-George. — Karsli-Ali Pacha, commandant en chef des troupes turques, somme les Serbes d'accepter les conditions de la Porte (3 juillet 1813). — Refus des Serbes. — Proclamation de Kara-George au peuple (3 juillet 1813). 289

III. — Nouvelles démarches d'Italinsky à la Porte. — Sa conférence avec le Reis-Effendi du 10 juin. — Nouvelle protestation de la Porte contre le séjour du résident russe en Serbie. — Nouvelle conférence d'Italinsky avec le Reis-Effendi. — Les ordres de l'empereur Alexandre du 12 août 1813. 294

CHAPITRE XVII

I. — Vraies dispositions de la Porte envers les Serbes. — Préparatifs turcs. — Nouvelle tactique. — La Serbie attaquée de trois côtés à la fois. — Plan serbe de défensive. — Maladie de Kara-George. — Mort de Haidouk Veillko et chute de Négotine (fin juillet 1813). — L'armée turque de Bosnie et évacuation de Loznitsa par les Serbes. — Rétablissement de Kara-George. — Bataille de Zassavitsa. — Inaction de l'armée turque de Nisch. — Karsli-Ali Pacha remplacé par Mehemed-Bahram Pacha (fin d'août 1813). — Siège de Déligrade et marche de l'armée turque sur Tchoupria et Pojarévats. — Panique en Serbie. — Négociations de Kara-George avec le général de Siegenthal (fin septembre 1813). — Chute de la place de Poretch. — Jonction des armées turques de Vidin et de Nisch à l'embouchure de la Morava. — Kara-George demande un armistice au grand-vizir. — Fuite de la population serbe en Autriche ou dans les forêts. — Passage des Turcs sur la rive gauche de la Morava. — Kara-George passe à Zemlin avec sa famille et plusieurs chefs (3 octobre 1813). — Évacuation de Belgrade par les Serbes. — Miloch Obrénovitch accourt vainement au secours de Belgrade. — Entrée à Belgrade de Redjeb Pacha à la tête des troupes turques (7 octobre 1813). — Enthousiasme à Constantinople. 304

II. — Les émigrés serbes et les autorités autrichiennes. — Réunion des chefs émigrés au monastère Fénék. — Efforts du gouvernement autrichien pour retenir les chefs serbes en Autriche. — Internement des chefs serbes. — Mécontentement des commandants turcs contre l'Autriche. — La Porte demande au cabinet de Vienne de lui livrer les Serbes émigrés. — Internonce et Sultan. — Transfert (27 janvier 1814). — Entretien du prince de Hohenzollern avec Kara-George. — Départ des chefs serbes pour la Russie (fin septembre 1814). 313

III. — Aspect de la Serbie en octobre 1813. — Invasion turque en Serbie. — Nomination de Souléiman Pacha « Skopliak » au poste de gouverneur du pachalik de Belgrade. — Pacification du pays. — Miloch Obrénovitch, confirmé knèze du district de Roudnik. — Chute des derniers postes des insurgés à Déligrade et à Topoliak (novembre 1813). — Rétablissement de l'administration turque en Serbie. — Les exactions recommencent. — Perquisitions et saisie des armes. — Les ravages de la peste. — Comité serbe de Zemlin. — Pétition des chefs serbes au tsar (fin d'avril 1814). 317

CHAPITRE XVIII

I. — Appel des chefs serbes du pachalik de Belgrade au comité serbe de Zemlin (avril 1814). — Pétition à l'empereur Alexandre. — Voyage de l'archiprêtre Nénadovitch en Russie et à Vienne. — Révolte de Hadji-Prodan (novembre 1814). — Conseils du comte de Stakelberg aux Serbes. — Retour de Nénadovitch à Zemlin (décembre 1814). 322

II. — Les Serbes et le Congrès de Vienne. — Envoi de l'archiprêtre Nénadovitch à Vienne en qualité de député de la nation serbe. — Relations du député serbe avec Davidovitch et Frouchitch, rédacteurs

de la *Gazette serbe*. — La question serbe et les diplomates russes. — Pétition serbe aux cours de Russie, d'Autriche, de Prusse et de Grande-Bretagne. — Les démarches du député serbe auprès des diplomates russes, autrichiens, anglais et prussiens. — Audience de Nénadovitch chez l'empereur François (17 février 1815). — Mauvaises nouvelles de Serbie. — Décision de l'empereur Alexandre d'intervenir auprès des puissances en faveur des Serbes (février 1818). . . . 326

III. — Note russe en faveur des chrétiens de Turquie (février 1815). — Échec de l'intervention russe. — Mauvaises nouvelles de Serbie. — Seconde insurrection (avril 1815). — Nouvelle audience du député serbe chez l'empereur François (20 mai 1815). — Départ de Nénadovitch pour la frontière de Serbie (juin 1815). 337

CHAPITRE XIX

I. — Miloch Obrénovitch chef de la seconde insurrection (avril 1815). — Échecs turcs à Palëj, à Lioubitch, à Pojarévats et à Doublïé (juin-juillet 1815). — Affranchissement de l'intérieur du pachalik (juillet 1815). 348

II. — Attitude conciliante de la Porte. — Pourparlers entre Miloch et Khourchid Pacha, vizir de Bosnie (avril 1815). — Démarches de l'évêque de Nisch auprès des chefs serbes pour les engager à négocier avec Marachli-Ali Pacha. — Échec des pourparlers entre Miloch et Khourchid (20 avril 1815). 352

III. — Négociations des chefs serbes avec Marachli-Ali Pacha. — Envoi d'une députation à Constantinople chargée des doléances du peuple (fin août 1815). — Pétition au tsar. — Réponse de la Porte. — Mécontentement général des Serbes. — Requête serbe au Sultan du 8 octobre 1815. — Nomination de Marachli-Ali Pacha au poste de gouverneur du pachalik de Belgrade. — Arrangement verbal entre Miloch et Marachli. — Miloch reconnu par le pacha knèze suprême du pays (novembre 1815). 357

CHAPITRE XX

I. — Réunion du district de Poretch au pachalik de Belgrade. — Réorganisation de l'administration du pays. — Changement dans l'attitude du pacha. — Démarches serbes pour obtenir les concessions consenties par la Porte en 1806. — Michel Gherman et sa mission en Russie. — Cadeau du tsar à Miloch. — Gherman, agent de Miloch à Bucharest. — Opposition de quelques chefs à Miloch. — Mort de Pierre Molère (mai 1816). — Assassinat de l'archevêque Nikhitch. — Efforts de Miloch pour faire fixer, par un firman, le montant des impôts. — Envoi d'une nouvelle députation à Constantinople (septembre 1816). — Fourberie de la Porte 365

II. — Nouvelle opposition des chefs à Miloch. — Projet des émigrés serbes en Russie. — Conspiration du knèze Sima Markovitch, Tsoukitch et autres chefs et leur exécution (mars 1817). — Miloch demande la protection du tsar contre les émigrés serbes en Russie. — Politi-

que de Marachli-Ali Pacha. — Lettre en actions de grâce du 27 juin 1817 372

III. — Le gouvernement russe et les émigrés serbes en Russie. — La *Hétairie* et le plan d'affranchissement de tous les chrétiens de Turquie. — Évasion de Kara-George, son arrivée en Serbie et sa mort (24 juin 1817).. 375

CHAPITRE XXI

I. — Négociations entre la Russie et la Porte au sujet de l'exécution du traité de Bucharest. — Opinion du comte Capo d'Istria. — Résolutions du tsar. — Instructions au baron de Stroganof, nommé ministre de Russie à Constantinople (1816). — Pourparlers de Stroganof avec le reis-effendi relativement à l'article VIII du traité de Bucharest, concernant les Serbes. 381

II. — Relations entre Miloch et le baron de Stroganof. — Efforts de la Porte pour obtenir de la part des chefs serbes une lettre en actions de grâce et pour écarter l'intervention russe dans les affaires serbes (1817). — Désir de Miloch d'être reconnu prince héréditaire de la Serbie. — Conseils du baron Stroganof au chef serbe. — Opinion du gouvernement russe. — Malentendus entre Miloch et Marachli-Ali Pacha. — Envoi d'une nouvelle députation à Constantinople (avril 1820). — Réclamations serbes. — Nomination d'un commissaire de la Porte pour faire une enquête en Serbie (juillet 1820). — Conseils de Stroganof à Miloch. 392

III. — Réception de Mohamed-Essad Effendi en Serbie (avril 1820). — Skouptchina d'Ostroujnitsa. — Les Serbes rejettent le firman de la Porte et demandent l'exécution de l'article VIII du traité de Bucharest. — Échec de la mission du commissaire de la Porte. — Intrigues du Pacha et des Turcs de Belgrade contre les Serbes. — La Porte demande l'envoi d'une nouvelle députation serbe à Constantinople (octobre 1820) 401

CHAPITRE XXII

I. — Échec des manœuvres de la Porte pour réduire les demandes serbes. — Requête serbe du 20 octobre 1820. — Suite des négociations entre la Russie et la Porte à Constantinople. — Nouvelles manœuvres de la Porte pour ajourner le règlement des affaires serbes (décembre 1820). — Révolte des paysans en Valachie (février 1821). — Reprise des négociations entre la Porte et les députés serbes (janvier 1821). — Insurrection grecque et ajournement des négociations (avril 1821). 408

II. — Écho des troubles de Valachie en Serbie. — Intrigues de Marachli-Ali Pacha et des Turcs de Belgrade. — Révolte des knèzes du district de Pojarévats (avril 1821). — Attitude de Miloch. — Échec de la révolte et rétablissement de la paix. 416

III. — Attitude de la Porte vis-à-vis des troubles de Valachie et de Moldavie. — Saisie des lettres adressées par Ipsilanti à Miloch. — Projet d'une alliance greco-serbe. — Le tsar désavoue Ipsilanti. — Insurrection dans la Morée (avril 1821). — Effervescence parmi les

musulmans. — Massacre des Grecs à Constantinople (avril 1821). — Les soupçons de la Porte contre la Russie. — Rupture entre les deux empires et départ du baron Stroganof (août 1821). — Les députés serbes gardés en otage à Constantinople. 419

CHAPITRE XXIII

I. — Hostilité des Turcs de Belgrade envers Miloch. — Le chef serbe veille sur la tranquillité du pays et fait secrètement des préparatifs militaires. — Mort de Marachli-Ali Pacha (23 septembre 1821). — Nomination d'Abdoul Rahman Pacha à Belgrade. — Efforts des Turcs de Belgrade pour le brouiller avec Miloch. — Hostilité du nouveau Pacha envers le chef serbe. — Appel de Miloch au tsar. — Ruse de la Porte. — Miloch retire aux députés détenus le pouvoir de négocier (octobre 1822). — Le chef serbe s'instruit. — Menées des hétairistes sur les frontières de la Serbie. — Défauts de la politique intérieure de Miloch : charges des paysans, corvées, exactions des fonctionnaires. — Révolte de Diak (janvier 1825). — Institution de l'armée permanente en Serbie (mai 1825). 425

II. — La Russie et la Porte de 1821 à 1825. — Reprise des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte (janvier 1824). — Le chargé d'affaires de Russie à Constantinople demande à la Porte de remettre en liberté les députés serbes et d'exaucer les vœux du peuple serbe (juillet 1825). — La conférence de Minciaky avec le reis-effendi, du 15 octobre 1825. — Refus de la Porte de reconnaître le droit à la Russie d'intervenir en faveur des Serbes et de libérer les députés détenus à Constantinople. 436

III. — Nouvelles intrigues des Hétairistes en Serbie. — Révolte de Tcharapitch (avril 1826). — Échec de cette révolte. — Message de l'empereur Nicolas à Miloch. 442

CHAPITRE XXIV

I. — Mort de l'Empereur Alexandre (6 décembre 1825). — Politique orientale de Nicolas I^{er}. — L'*ultimatum* russe à la Porte du 17 mars 1826 et la question serbe. — Note russe aux puissances du 27 mars 1826. 446

II. — La Turquie au début de 1826. — Audience de Minciaky chez le reis-effendi, du 5 avril 1826, et la remise de l'*ultimatum* russe à la Porte. — Discussion sur les affaires serbes. — La Porte accepte les « propositions russes » (23 avril 1826). — Réponse de la Porte, du 14 mai 1826. — Incident dans la traduction de la réponse turque. — Conclusion de la convention d'Ackermann (6 octobre 1826). — Confirmation de l'article VIII du traité de Bucharest au sujet de la Serbie. — Acte séparé relatif à la Serbie, annexé à la convention. — Acceptation par la Porte des demandes serbes de 1820. — Les Serbes obtiennent le droit de choisir leurs chefs. — La question de la reconnaissance du titre de prince héréditaire à Miloch. 450

III. — Clauses de la Convention d'Ackermann au sujet de la Serbie et la Skouptchina du 16 janvier 1827. — Enthousiasme parmi les Ser-

bes et leurs adresses de remerciements à Miloch, à l'empereur Nicolas et au Sultan. — Miloch proclamé de nouveau prince héréditaire de la Serbie. — Prestation de serment de fidélité à Miloch et à sa famille par les membres de la Skouptchina. — Envoi d'une nouvelle députation serbe à Constantinople (mars 1827). — Les députés serbes et la légation russe à Constantinople. — Les députés serbes et les ministres turcs. — La politique des cadeaux. — Les députés serbes et les Grecs du Fanar. — Le drogman de la Porte. — Audience des députés serbes chez le reis-effendi, du 3 mai 1827. — Note russe du 19 juin 1827 au sujet des Serbes. — Nomination d'un commissaire de la Porte pour négocier avec les députés serbes (octobre 1827). — Le protocole du 4 avril 1826 et la question grecque. — Désastre turc à Navarin (octobre 1827). — Rupture entre la Russie et la Porte. — Départ de Ribeaupierre de Constantinople (décembre 1827). — Les députés serbes gardés de nouveau en otage. 455

CHAPITRE XXV

I. — Guerre russo-turque (1828-1829). — Neutralité de la Serbie. — Les Serbes prêtent serment de fidélité à la Porte. — Renforcement des garnisons turques en Serbie. — Miloch et Moustapha Pacha de Scutari. — Services rendus par le chef serbe à la Russie pendant la guerre. — Victoires russes. — Conclusion du traité d'Andrinople (14 septembre 1829). — Clauses du traité au sujet de la Serbie. — Mesures prises par le généralissime russe pour hâter le règlement des affaires serbes. 465

II. — Enthousiasme causé en Serbie par la conclusion du traité d'Andrinople. — Hatti-chérif au sujet de la Serbie, de septembre 1829. — Nouvelle députation serbe à Constantinople. — Cadeau du tsar à Miloch. — Skouptchina du 5 février 1830. — Miloch proclamé prince héréditaire de la Serbie. — Incidents entre les Turcs de Belgrade et les Serbes. — Démarches du général Orlof à Constantinople et la nomination du commissaire de la Porte pour la délimitation des six districts. — Malentendus entre Miloch et Kéchaf-Effendi. — Attitude de Houssein pacha de Belgrade. 467

III. — Projet russe du nouveau hatti-chérif et la question de l'organisation du gouvernement intérieur en Serbie. — Objections de Miloch. — Tentatives de la Porte d'é luder la clause au sujet des six districts. — Conférences entre Ribeaupierre et les plénipotentiaires de la Porte. — Cadeaux en argent faits par les députés serbes au Sultan et à ses ministres. — Hatti-chérif d'octobre 1830. — Miloch reconnu prince héréditaire de la Serbie. — Bérat d'investiture à Miloch. 472

CHAPITRE XXVI

I. — Lecture solennelle du hatti-chérif et du bérat à Belgrade en présence du prince Miloch et de Houssein Pacha. — Miloch sacré prince de Serbie à la cathédrale de Belgrade. — Questions à résoudre. — Révolte en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. — Moustapha Pacha de Scutari et le prince Miloch. 477

II. — Inquiétude de la Porte au sujet des événements en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. — Explications entre Miloch et les ministres turcs. — Le prince serbe chargé par la Porte d'une médiation auprès des rebelles. 481

III. — Rencontre du grand-vizir avec les troupes rebelles de l'Albanie. — Échec des rebelles. — Mouvement de rébellion en Bosnie-Herzégovine. — Houssein-Kapitan de Gradatchats. — La Porte charge de nouveau Miloch d'une médiation. — Pourparlers des délégués serbes et bosniaques à Stoudénitsa. — Rencontre du grand-vizir avec les troupes de Bosnie-Herzégovine. — Échec du grand-vizir. — Négociations. — Nomination de Mahmoud Hamedi au poste de vizir de la Bosnie-Herzégovine. — Échec des rebelles. — Écrasement de la rébellion (juin 1852). — Agitation dans les districts ouest qui devaient être attachés à la Serbie. — La population se choisit les chefs. — Agitation dans les districts du sud. — Histoire de « Yourmoussa et Fatima ». — Plaintes serbes. — La Porte ordonne une enquête. — Jugement en faveur des Serbes. — Question de la délimitation de six districts. — Agitation dans les districts de l'est. — Intervention de Miloch et occupation de ces districts par les troupes serbes. 484

IV. — Mission de Davidovitch et de Simitch à Constantinople. — Dossier serbe. — Nouveaux cadeaux des députés serbes au Sultan et à ses ministres. — La Porte consent à la rétrocession de six districts à la Serbie (juin 1853). — Hatti-chérif du 7 novembre 1853. — Transfert des six districts aux commissaires serbes. — skouptchina du 13 février 1854. — Le prince Miloch acclamé par la skouptchina. — Hommages rendus par la skouptchina aux Serbes tombés pour la patrie. — La Serbie ressuscitée. 488

ANNEXES

I. Article VIII du traité de Bucharest	493
II. Article V de la Convention d'Ackerman et acte séparé relatif à la Serbie.	494
III. Article VI du traité d'Andrinople.	495
IV. Hatti-chérif du 30 septembre 1829.	496
V. Hatti-chérif du 29 août 1830.	497
VI. Bérat d'investiture du prince Miloch du 29 août 1830. . . .	500
VII. Hatti-chérif de novembre 1853.	502
BIBLIOGRAPHIE.	507



59 455. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, rue de Fleurus, 9
